



Lieux de rumeurs, lieux de co-mémorations. Vers la reconstruction d'un passé. Le cas d'AZF.

Amélie Demoures

► To cite this version:

Amélie Demoures. Lieux de rumeurs, lieux de co-mémorations. Vers la reconstruction d'un passé. Le cas d'AZF.. Psychologie. Université Lumière Lyon 2, 2015. Français. <tel-01204650>

HAL Id: tel-01204650

<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01204650>

Submitted on 24 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lumière Lyon 2

2015

Ecole doctorale EPIC
Institut de Psychologie
Département de psychologie sociale et du travail
Groupe de Recherche en Psychologie Sociale (EA 4163)

Lieux de rumeurs, lieux de co-mémorations

VERS LA RECONSTRUCTION D'UN PASSE. LE CAS D'AZF

AMELIE DEMOURES

Thèse de doctorat en Psychologie Sociale

Sous la direction de Valérie Haas (Professeure des universités)

Présentée et soutenue publiquement le 12 Juin 2015

Devant un jury composé de :

Adrian Bangerter, Professeur ordinaire, Université de Neuchâtel

Valérie Haas, Professeure des universités, Université Lumière Lyon 2

Nikos Kalampalikis, Professeur des universités, Université Lumière Lyon 2

Laurent Licata, Professeur des universités, Université Libre de Bruxelles

Lieux de rumeurs, lieux de co-mémorations. Vers la reconstruction d'un passé : le cas d'AZF.

Dans une perspective psychosociale, l'objectif de cette thèse est de saisir l'aspect dynamique de la rumeur inter et intragroupe et son rôle dans la reconstruction des mémoires collectives dans des contextes spatio-temporels précis. A partir d'une étude monographique, sur la catastrophe de l'usine AZF survenue le 21 septembre à Toulouse, notre travail de thèse vise à expliquer ce qui est en jeu pour les groupes en présence, d'adhérer à et de faire perdurer ou non, telle ou telle « version ». En prenant en compte l'espace en tant que cadre social de la mémoire, nous nous intéressons à l'inscription spatiale de la rumeur, notamment au travers des pratiques commémoratives, comme une manière de s'approprier les lieux détruits par cette catastrophe. Notre recherche s'ancre dans le champ de la pensée sociale interrogeant les savoirs du sens commun et les manières de penser en contexte en fonction des insertions sociales des individus. Dans cette perspective nous adoptons le regard ternaire propre à la psychologie sociale pour interroger la rumeur dans une visée compréhensive du phénomène. Pour cela, nous avons mis en place une triangulation méthodologique (entretiens semi-directifs, observations, analyse de presse et questionnaires) afin de saisir la dynamique de la rumeur dans ses différentes temporalités, au travers de plusieurs groupes plus ou moins impliqués. L'analyse de l'ensemble des résultats confirme alors l'existence d'un phénomène rumoral à Toulouse plus de 10 ans après la catastrophe autour des origines de l'explosion au sein des différents lieux et groupes enquêtés. Le niveau d'implication des sujets et le degré des émotions négatives ressenties suite à l'événement sont alors des facteurs saillants expliquant d'une part, l'adhésion à une rumeur et, d'autre part, sa persistance. Toutefois, nos résultats mettent en évidence des variations de contenu du message de la rumeur selon les groupes en fonction de leur insertion et position sociales ainsi que du lien qui les rattachait à l'usine AZF. Notre recherche souligne ainsi combien le processus de la rumeur et les fonctions qu'elle remplit ne sont pas simplement animés par une mécanique cognitive de la pensée mais davantage motivés par des enjeux identitaires et mémoriels, selon les intérêts du moment pour le groupe. La permanence de la rumeur dans le temps et des lieux précis, témoigne alors de son rôle dans la transmission d'une mémoire collective, de sorte qu'elle soit valorisante pour les groupes.

Mots clés : Rumeur, Mémoire collective, Pensée sociale, Espace, Triangulation méthodologique, Catastrophe d'AZF.

Places of rumors, places of commemorations. Towards the reconstruction of a past: the AZF case.

In a psychosocial perspective, the aim of this research is to capture the dynamic aspect of inter and intragroup rumor and its role in the reconstruction of collective memories in specific spatiotemporal contexts. Based on a monographic study relative to the explosion of the AZF factory that occurred September 21th, 2001, in Toulouse, our PhD work aims to explain what is at stake for the groups involved, and why would they adopt and perpetuate or not a « version » of the story or another. Taking into account space as a social framework of memory, we will focus on the spatial inscription of the rumor, particularly through commemorative practices, considered as a way to re-appropriate places destroyed by the catastrophe. Our research belongs to the field of social thought, which question common sense knowledge and ways of thinking in specific contexts, depending on individuals' social insertion. In this perspective, we adopt a « ternary » interpretation of facts, inherent to social psychology, to investigate rumor in a comprehensive approach. To fulfill this goal, we applied methodological triangulation in our research (semi-structured interviews, observations, press analyses and questionnaires), in order to seize the dynamic of rumor in its different temporalities, through several groups more or less involved. The analysis of all results confirm the existence of a rumor phenomenon in Toulouse over 10 years after the disaster and related to the origins of the explosion, in the different investigated places and groups. The level of implication and the level of negative emotions felt after the event are salient factors to explain both the adhesion to a rumor and its persistence. However, our results highlight variations in the message content for different groups depending on their social insertion and position as well as the bond that relationship that bonded them to the AZF factory. Our research affirm that the rumor process and functions are not simply animated by a cognitive mechanisms of thought but rather motivated by identity and memory issues, depending on the group's present interest. The persistence of rumor in specific times and places demonstrate its role in the transmission of a collective memory, in a gratifying way for the involved groups.

Keywords : Rumor, Collective memory, Social thought, Space, methodological triangulation, AZF catastrophe.

Remerciements

« Réorientation en vie active ». Seule issue possible qui m'était donnée en fin de classe de seconde, par le lycée Pierre de Fermat de Toulouse. Gravé sur mon bulletin et profondément dans mon esprit, sans la formidable équipe pédagogique du lycée Sainte Marie de Nevers de Toulouse, qui m'a accueillie suite à cet épisode, je n'aurai jamais osé m'inscrire à l'université. Je les remercie pour leur ouverture, leur soutien, pour m'avoir fait aimer l'école, donner la soif d'apprendre et pour m'avoir tout simplement autorisé à envisager que « la vie active » à 16 ans n'était pas une fatalité. Merci de m'avoir offert le choix de mon orientation, de m'avoir permis de croire que je pouvais entamer des études à l'université de psychologie.

Dans ce parcours scolaire quelque peu atypique, c'est bien évidemment à Valérie Haas, ma directrice de thèse, que je tiens à exprimer mes plus profonds remerciements. Merci pour toute la confiance qu'elle a su m'accorder dès le master 1, de m'avoir toujours accompagné et soutenu avec bienveillance dans ce travail. Grâce à ses qualités de pédagogue, elle a su me transmettre le plaisir de la recherche et de l'enseignement. Son exigence et sa rigueur de chaque instant m'ont permis de mener ce travail de thèse en profondeur. Je la remercie très sincèrement pour son engagement sans faille et sa grande disponibilité dans la direction de cette thèse. Je tiens à souligner combien j'ai été sensible à son écoute attentive, son empathie particulièrement dans les moments de doute. Enfin, je la remercie pour tous les moments d'échange que nous avons eu ensemble que j'ai toujours appréciés.

Je remercie Adrian Bangerter, Nikos Kalampalikis et Laurent Licata d'avoir accepté de participer au jury de la soutenance de cette thèse.

Merci à Nikos Kalampalikis, pour l'ensemble de ses retours toujours appréciables et précieux sur ce travail de thèse. Je le remercie pour sa disponibilité, pour avoir consacré du temps à la relecture de certaines parties de ce manuscrit, pour ses conseils avisés et la richesse de ses apports théoriques.

Je tiens à remercier Frédéric Martinez et Marie Préau, pour avoir accepté de m'aider dans le traitement et l'écriture statistique de cette thèse. Ils ont investi du temps pour m'accompagner dans la compréhension des statistiques et je leurs en suis reconnaissante.

Merci à l'ensemble des membres du laboratoire du GRePS pour leur dynamisme intellectuel et social qui sont une véritable ressource d'énergie et de motivation dans le travail du quotidien.

Dans le parcours d'une thèse, la présence et le soutien des collègues doctorants sont essentiels. Je veux ainsi remercier l'ensemble des doctorants, ou maintenant docteurs, pour l'ensemble des moments partagés ensemble. Le partage d'expériences et de savoirs, les multiples discussions dans et hors le cadre du travail, la solidarité de notre groupe ont permis de rendre ce travail plus riche et moins solitaire.

La phase de terrain est sans doute l'un des moments les plus délicats dans un travail de thèse. Pour être mené à bien, il nécessite l'aide et la contribution d'un ensemble d'acteurs.

Ainsi, je tiens à remercier tous ceux qui ont accepté de participer à cette recherche, en accordant du temps pour un entretien ou pour répondre aux questionnaires. Grâce à la contribution de tous ces Toulousains, ils ont pu nous transmettre une part de leur réalité sociale.

Merci à toutes les associations de Toulouse qui m'ont aidé pour la passation des questionnaires. Leur entraide a permis de faciliter l'accès au terrain en me mettant en contact avec les sujets.

Je remercie les équipes des laboratoires de PDPS, de LERASS, de EFTS et de CLLE, de l'université du Mirail, à Toulouse, pour leur accueil chaleureux lors de mes déplacements à Toulouse. Merci de m'avoir accompagné dans la récolte des questionnaires en mettant à ma disposition des temps de cours. Par ailleurs, les nombreuses discussions échangées, notamment, autour d'AZF et de mon sujet de thèse, ont toujours été riches d'enseignement. Merci pour leur intérêt porté à cette thèse et leur générosité.

Mes amis et ma famille de Toulouse ont également contribué au bon déroulement du terrain. Merci Maman, Francisco, Alex et Nono d'avoir accepté de se lever un 21 septembre pour m'accompagner lors des commémorations d'AZF. Au-delà de l'aide technique apportée, leur écoute attentive, leur intérêt et leur regard de « Toulousains » ont toujours été importants pour moi. Cela fut à chaque fois des moments où nous nous sommes remémorés notre « 21 septembre ». En cela, c'était aussi un peu « notre » temps de commémoration. Merci également à Maïlys pour sa présence constante lors de mes séjours à Toulouse et pour m'avoir mise en contact avec des « vrais » Toulousains !

Enfin, le parcours d'une thèse se construit et se vit aussi avec les amis et la famille. Leur présence, leur patience et leur amour constituent une force au quotidien.

Merci à Laurence, Carole, Oliv et Guillaume, amis Lyonnais, pour votre amitié sincère, votre soutien depuis toutes ces années de thèse et votre réconfort dans les moments difficiles. Je vous

remercie d'avoir supporté les instants de doute et d'avoir toujours eu le bon mot pour me rassurer dans mon projet. Merci tout simplement d'être là avec votre bonne humeur, votre motivation constante pour sortir et participer à des activités.

Merci aux anciens coloc', Camille, Clément et Sophie pour la formidable année partagée ensemble et pour tous les moments à venir. Merci pour votre compréhension, notamment lorsque j'avais besoin de calme pour écrire ma thèse. Merci pour tous ces soirs où quand je rentrais il y avait toujours une oreille attentive au coin du feu ou dans le jardin.

Merci à Alex, Francisco, Maïlys et Lili, pour cette belle amitié qui dure depuis l'explosion de l'usine AZF, ou presque. Avant même que je ne le transforme en objet de recherche, je me souviens de toutes ces fois, où nous avons partagé notre vécu du 21 septembre, souvent avec la compagnie de Michel. Malgré les kilomètres qui nous séparent tous aujourd'hui, vous avez toujours su être présents, enthousiastes et confiants dans ce que j'entreprenais. Merci pour votre grande générosité et l'intérêt que vous avez toujours porté à mon sujet de recherche. Merci pour votre accent chantant au téléphone qui réchauffe un peu mes soirées à Lyon !

Merci à Jessica et Ludivine pour cette forte amitié qui nous lie depuis le collège. Sans nul doute, vous savez combien ce parcours « scolaire » n'était pas une évidence pour moi.

Merci à mes sœurs et mon frère, Aude, Sophie et Nicolas pour votre amour fraternel. Merci d'avoir toujours cru en mes possibilités et de m'avoir toujours encouragé dans mes projets. Je mesure combien le lien fort qui nous unit est une chance inouïe. Merci à mes beaux-frères, Elies et Raphaël pour votre joie de vivre. En tant que « docteurs » vous avez toujours su avoir une oreille attentive pour me rassurer dans le parcours du thésard.

Enfin, un immense merci à mes chers parents pour votre amour inconditionnel. Merci de m'avoir toujours soutenu et accordé votre confiance quand il le fallait. Votre présence, votre aide et votre générosité m'ont permis de réaliser dans les meilleures conditions, ces études qui me tenaient tant à cœur. Je vous remercie de l'intérêt et de la curiosité que vous avez toujours manifestés pour mon projet et qui ont nourri tant de discussions entre nous. Merci infiniment Papa, pour ta relecture minutieuse de ce manuscrit et tes retours éclairés. Un grand merci Maman, pour toute ton implication dans cette thèse particulièrement lorsque j'étais sur le terrain à Toulouse.

Sommaire

Sommaire	7
Table des Figures.....	10
Table des photos	11
Table des tableaux.....	12
Introduction	15
Partie I : De l’histoire d’une catastrophe à une catastrophe historicisée	21
Chapitre 1 : Un cas particulier : la catastrophe d’AZF à Toulouse	23
1. Toulouse, le 21 Septembre 2001 à 10h17... ..	23
2. Les conséquences	25
3. Mobilisation sociale et associative	29
4. Une fumée sans feu... ..	30
5. Deux procès « fleuves »	33
Chapitre 2 : Histoire de l’industrie Toulousaine : De la Poudrerie à AZF.....	35
1. Le Moulin à poudre et ses séries d’accidents	35
2. Délocalisation de la poudrerie : vers la construction du pôle chimique toulousain	37
3. Urbanisation du pôle chimique : une cohabitation conflictuelle.....	39
4. L’avenir du pôle chimique en débat	40
5. Le Cancéropôle	41
Epilogue	43
Partie II : Perspectives théoriques : La rumeur un objet polysémique	45
Chapitre 1 : De la pensée aux croyances sociales	47
1. La rumeur dans les sciences sociales	47
2. Science(s) et croyance(s) ou le paradoxe des sociétés modernes.....	52
3. Science(s) et croyance(s) vers une cohabitation.....	60
4. L’adhésion aux croyances sous l’angle de l’identité sociale.....	67
Conclusion.....	74
Chapitre 2 : Rumeur : Mœurs de la rue.....	77
1. La rumeur : Un bruit (in)définissable ?.....	78

2. Les processus de construction	80
3. Contextes et facteurs favorisant l'apparition de rumeurs	87
4. Fonctions de la rumeur	99
5. Caractéristiques du contenu de la rumeur	102
Conclusion.....	106
Chapitre 3 : Rumeur(s) et Mémoire(s) Collective(s) : Un modèle pendulaire.....	107
1. La rumeur comme trace du passé	108
2. La rumeur comme stratégie de reconstruction mémorielle	116
3. Rumeur(s) et espace(s)	121
4. Rumeur et commémoration vers la fabrication d'un lieu de mémoire.....	126
Conclusion.....	134
Synthèse partie II	135
Partie III : De la politique du terrain au design méthodologique.....	139
Chapitre 1 : A la recherche d'un modèle méthodologique.....	141
1. La rumeur <i>in vitro</i>	141
2. La rumeur <i>in vivo</i> : vers une sociologie du présent	144
3. Enjeu des places entre les sujets et le chercheur de « rumeur »	147
4. Vers une triangulation méthodologique	148
Conclusion.....	150
Chapitre 2 : Description des outils méthodologiques.....	151
1. Les observations	151
2. Les entretiens.....	163
3. Questionnaires	173
4. Elaboration du corpus de presse et analyse	182
5. Recherche documentaire	190
Conclusion.....	191
Synthèse partie III.....	193
Partie IV : Analyse des résultats	195

Chapitre 1 : Des lieux de commémorations au tribunal : des espaces et des groupes fracturés	197
1. Mise en mémoire <i>sur</i> et <i>dans</i> les lieux	197
2. Des lectures du passé situées.....	210
3. Conclusion des commémorations.....	219
4. Les procès.....	221
Conclusion.....	226
Chapitre 2 : Analyse de la presse : construction sociale d'une catastrophe	229
1. Impact médiatique de l'explosion d'AZF : une surmédiatisation locale	229
2. Analyse lexicométrique : vers une catastrophe urbaine	231
Conclusion.....	247
Chapitre 3 : Incertitude et (En)quête de sens	249
1. AZF : le sigle d'une expérience collective	249
2. Récits d'une expérience collective	253
3. De l'ONIA à AZF : d'une usine sécurisée à une usine dangereuse	263
4. Un mystère persistant	267
5. Dynamique de la mémoire et prises de position	273
6. Mémoire, Histoire et transmission	278
7. L'espace comme cadre de remémoration et de commémoration	290
Conclusion.....	298
Discussion.....	301
1. De l'émergence à la cristallisation de rumeurs dans les pensées	301
2. Enjeux identitaires et mémoriels dans l'élaboration d'une rumeur et son adhésion... ..	309
3. Vers une tension entre une mémoire exemplaire et des mémoires vives.....	315
4. Travail de la mémoire et réconciliation.....	320
Conclusion.....	323
Epilogue final.....	329
Bibliographie.....	331

Table des figures

Figure 1 Modèle final du trajet de la rumeur (DiFonzo & Bordia, 2002).....	98
Figure 2 Toulouse : des espaces commémoratifs.....	154
Figure 3 Les différentes facettes de notre objet dans le cadre de la triangulation des données	193
Figure 4 Schéma de la salle Jean Mermoz, procès AZF.....	222
Figure 5 Pourcentage d'articles publiés selon le quotidien sur l'ensemble du corpus soit sur la période du 21/09/01 au 06/10/01 et celle du 17/09 au 24/09 de 2002 à 2011.....	229
Figure 6 Evolution du nombre d'articles publiés sur AZF dans la période du 21 septembre pendant 10 ans.....	230
Figure 7 Dendrogramme des classes stables issu de l'analyse Alceste, corpus du 21 au 6 octobre 2001.....	231
Figure 8 Extrait de la classification hiérarchique de la classe 2, corpus du 21 au 6 octobre 2001	236
Figure 9 Analyse factorielle des Correspondances sur le corpus du 21 septembre au 6 octobre 2001.....	239
Figure 10 Dendrogramme des classes stables issu de l'analyse Alceste, corpus autour des commémorations de 2002 à 2011.....	240
Figure 11 Analyse Factorielle des Correspondances en corrélation, corpus des commémorations	245
Figure 12 : Catégorisation thématique des associations de mots.....	250
Figure 13 : Moyenne du degré d'intensité des émotions négatives selon le sentiment d'implication ($n= 212$).....	260
Figure 14 Organisation des facteurs de prises de positions sur deux axes.....	274
Figure 15 Effet médiateur des émotions dans la relation entre le lien familial avec un ancien salarié et la volonté de transmission et l'adhésion au complot.....	276
Figure 16 Moyennes de l'importance des différents éléments de l'histoire à exposer dans un musée.....	289

Table des photos

Photo 1 Horloge tombée au dépôt de bus TISSEO, indiquant l'heure de l'explosion, La Dépêche du Midi, le 21 septembre 2011	23
Photo 2 Cratère AZF	30
Photo 3 Salle Jean Mermoz, Le Nouvel Observateur, le 3 Novembre 2011.....	33
Photo 4 Plan du quartier Empalot, Boulevard des Récollets.....	36
Photo 5 Sortie des ouvriers de l'ONIA en 1956, Jean Dieuzaide, Milan Presse	38
Photo 6 Usine AZF en 1996, Nouvel Observateur, le 21 Septembre 2010.....	39
Photo 7 Usine AZF après l'explosion, La Dépêche du Midi, Le 4 janvier 2012.....	40
Photo 8 Grignotage de la tour AZF	41
Photo 9 Oncopole de Toulouse vue du sud, le 5 mai 2014, France 3 Midi Pyrénées	42
Photo 10 Zone cratère, vu de l'extérieur, Demoures, Novembre 2011	200
Photo 11 Intérieur de la zone cratère, Demoures, novembre 2011	201
Photo 12 stèle commémorative des anciens salariés d'AZF, Demoures, décembre 2008.....	201
Photo 13 Mémorial en construction des anciens salariés d'AZF, Demoures, décembre 2008	201
Photo 14 Stèle des victimes d'AZF, route de Seysses, Demoures, septembre 2008.....	202
Photo 15 Stèle des victimes d'AZF, site AZF, Demoures, Septembre 2011	202
Photo 16 Déplacement de la stèle des victimes d'AZF, La Dépêche du Midi, le 9 septembre 2011	202
Photo 17 Mémorial « public » vu de l'extérieur, Demoures, septembre	203
Photo 18 Mémorial "public" vu de l'intérieur, Demoures, septembre 2012.....	203
Photo 21 Rond-point du 21 septembre, Demoures, septembre 2008	203
Photo 19 Plaque au rond-point du 21 septembre, Demoures, septembre 2008.....	203
Photo 20 Rond-point du 21 septembre, Demoures, septembre 2010	203
Photo 22 Ornement du mémorial des anciens salariés pour les 10 ans, Demoures, septembre 2011	206

Table des tableaux

Tableau 1 Synthèse des opérations de recherche et corpus constitués.....	151
Tableau 2 Nombre de cérémonies observées par lieu et par année.....	154
Tableau 3 Grille d'observation filmée des commémorations.....	156
Tableau 4 Calendrier des observations aux procès et ordre des audiences.....	160
Tableau 5 Guide d'observation procès AZF.....	161
Tableau 6 Caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon interviewé.....	167
Tableau 7 Répartition de l'échantillon au premier questionnaire (2008-2009) selon le niveau d'implication.....	176
Tableau 8 Solution Factorielle des prises de positions concernant l'explosion d'AZF.....	179
Tableau 9 Données sociodémographiques des répondants au second questionnaire (2012). 181	
Tableau 10 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (1, 7, 4 & 6) du corpus de presse extrait sur la période du 21 septembre 2001 au 6 octobre 2001.....	232
Tableau 11 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (2, 3, 5 & 8) du corpus de presse extrait sur la période du 21 septembre 2001 au 6 octobre 2001.....	235
Tableau 12 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (1 & 6) du corpus de presse extrait les périodes entourant les commémorations.....	240
Tableau 13 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (2, 7, 4, 3 & 5) du corpus de presse extrait sur la période du 21 septembre 2001 au 6 octobre 2001.....	242
Tableau 14 Variabilité des scores aux émotions négatives et du sentiment d'implication selon la proximité à l'objet, ($n= 212$) ANOVA multivariée.....	260
Tableau 15 Modèle explicatif de la variabilité de l'intensité des émotions négatives et du sentiment d'implication en fonction de la proximité ($n= 212$) Régressions linéaires multiples.....	262
Tableau 16 Moyennes et intercorrélations entre les images attribuées à l'usine AZF ($n= 212$), Test de corrélation de Pearson.....	266
Tableau 17 Variabilité des moyennes sur l'intérêt porté à l'actualité AZF selon le sentiment d'implication et le degré des émotions négatives ($n= 212$), ANOVA multivariée.....	270
Tableau 18 Intercorrélations entre l'intérêt porté à l'enquête et la recherche d'informations, ($n= 212$), Corrélation de Pearson.....	271
Tableau 19 Fréquences des médias utilisés dans la recherche d'informations selon le degré des émotions et du sentiment d'implication ($n= 212$).....	271

Tableau 20 Variabilité de la moyenne à la crédibilité attribuée aux anciens salariés et aux témoins selon le lien avec une famille endeuillée, ($n=212$), ANOVA.....	272
Tableau 21 Modèle explicatif de la variabilité de la volonté de transmission et adhésion au complot en fonction du degré des émotions négatives ressenties et de la relation avec des ouvriers AZF, Régressions multiples	276
Tableau 22 Variabilité des moyennes obtenues sur les différents facteurs de l'Analyse Factorielle en Composante selon la proximité à l'objet, ($n=212$), ANOVA multivariée	277
Tableau 23 Variabilité des moyennes aux items "devoir de mémoire et transmission" selon le degré émotionnel, ($n=212$), ANOVA multivariée	286
Tableau 24 Moyennes des fréquences de remémoration selon les variables « proximité à l'objet », ($n = 212$), ANOVA multivariée	290
Tableau 25 Modèle explicatif de la fréquence de remémoration en fonction de la proximité à l'objet : Régressions multiples.....	292

Introduction

« Toute la ville en parle » dit-on lorsque les habitants d'une ville conversent autour d'une histoire, d'un fait divers intrigant, qui les implique de près ou de loin. Sur le marché, au café de la place, chez le coiffeur, le petit commerçant, on ne parle que de « ça ». Les bruits courent. « On dit » qu'on ne nous dit pas tout. Des personnes savent mais nous cachent la vérité. C'est la rumeur qui émerge et se propage. Souvent comparée à un virus contagieux qui diminuerait les pensées, la rumeur se construit majoritairement dans nos communications les plus ordinaires. Son partage tisse des liens sociaux entre les habitants d'un immeuble, d'une rue ou d'une ville. Dans ce cadre, elle joue un rôle dans nos relations sociales, qu'on y adhère ou non.

Certaines rumeurs ou légendes célèbres peuvent marquer l'histoire d'une ville. Tel est le cas, par exemple, de la fameuse rumeur d'Orléans qui, en mai 1969, a mis la ville sous le feu des projecteurs. Cette dernière est à l'origine de l'un des ouvrages les plus influents sur la rumeur, écrit par Edgar Morin (1969). Dans une boutique de vêtements féminins située dans une des rues commerçantes de la ville, une jeune fille a disparu. On raconte qu'elle vint dans cette boutique achalandée de vêtements à la mode, et qu'elle n'en ressortit jamais. On relate que la police bientôt alertée par cette disparition enquêta et découvrit, ligotée dans le sous-sol de la boutique, la jeune fille qu'on destinait à alimenter une « *traite des blanches* ».

En tout état de cause, nulle jeune fille ne fut enlevée et a fortiori ne fut retrouvée et sauvée par la police dans ces circonstances-là, mais la rumeur se diffuse pourtant très rapidement dans la ville. Au fil des jours, son contenu se transforme et enfle : ce n'est plus une mais bientôt deux puis 28 puis 60 jeunes filles qui auraient été kidnappées non plus dans une, ni deux, mais dans six boutiques différentes. Le scénario se complique : les jeunes filles auraient été droguées par piqûre dans les cabines d'essayage et elles auraient été acheminées, via des souterrains sous la Loire, par bateau ou par sous-marin à destination des ports d'Afrique du nord. L'ampleur est telle que les Orléanais se rassemblent devant les boutiques cibles. Les commerçants sont insultés voire harcelés et porteront plainte pour diffamation. La rumeur est clairement antisémite : toutes les boutiques désignées sont tenues par des commerçants juifs.

Plus récemment, en 2014, c'est la « rumeur du 9.3 » qui s'est propagée et a mis sur le devant de la scène plusieurs villes de France. A Niort, Limoges, Châlons-en-Champagne, Tulle, les habitants racontent que leur mairie ferait venir des Africains de la Seine-Saint-Denis (93) en échange de subventions de la part du département. La Seine-Saint-Denis souhaiterait en effet

se « débarrasser » de sa population considérée comme « indésirable » vers des petites ou moyennes villes de province, ce que certains maires accepteraient en échange de « subventions » sonnantes et trébuchantes. Ces populations seraient alors hébergées dans des logements sociaux neufs, construits justement pour les accueillir. Malgré l'ensemble des démentis, les plaintes déposées par les maires, la rumeur persiste.

Intrigante, fascinante, mystérieuse, ce phénomène de la rumeur suscite l'intérêt et interroge. Comment celle-ci émerge et se propage-t-elle ? Pourquoi sommes-nous tous susceptibles d'y adhérer ? Pourquoi malgré ses contestations, une rumeur peine à disparaître voire se renforce ? Souvent l'objet de moqueries et de condamnations publiques, la rumeur a mauvaise réputation. Pourtant, cette dernière joue un rôle important dans la vie sociale, les relations interindividuelles et intergroupes. Pouvant surgir à la fois de « rien » ou d'un événement particulier, la rumeur délivre à l'observateur attentif un message plus complexe qu'il n'y paraît. Cette thèse a pour but de décrypter et de comprendre la rumeur en soulevant les enjeux, identitaires, sociaux, cognitifs et affectifs de ce phénomène. C'est au travers d'un cas d'étude que nous tenterons de répondre à cet objectif.

En 2001, dix jours après les attentats du 11 septembre, l'usine AZF (AZote et Fertilisant) explose, causant de nombreux dégâts tant sur le plan humain que matériel. Rapidement, la ville et le pays s'interrogent : pourquoi Toulouse ? Pourquoi et comment AZF a explosé ? Pourquoi le 21 septembre 2001 ? Cet événement et toutes les questions qu'il a suscitées dans ce contexte bien particulier, a envahi l'espace des discussions durant plusieurs jours voire plusieurs mois à Toulouse. Plus de 10 ans après la catastrophe, beaucoup de questions restent toujours sans réponse. Ce qui se construit bientôt comme « l'affaire AZF » est allé de rebondissements en rebondissements. Accident, attentat raté, foudre, météorite, essais militaires, missile, bombe de la seconde guerre mondiale, complot de l'Etat, complot de l'entreprise Total, complot de la CIA, toutes ces pistes ont circulé et ont fait l'objet, pour la plupart, d'une instruction judiciaire. Deux longs procès, de 400 heures d'audience chacun, auront été nécessaires pour examiner et débattre des 54 000 pages du dossier. Les différentes explications et interprétations apportées à l'explosion sont encore aujourd'hui la source de conflits intergroupes, particulièrement entre les sinistrés et les anciens salariés de l'usine AZF.

En dépit de l'aspect dramatique de la situation, cet événement nous est apparu comme une opportunité scientifique pour étudier et observer la rumeur. Nous n'avons pas la prétention dans ce travail de discuter les rumeurs, à savoir discuter la véracité de telles ou telles allégations

concernant l'explosion de l'usine AZF. Il s'agit bien plutôt de porter notre attention sur les enjeux qui expliquent pourquoi les groupes construisent des versions différenciées d'un même événement. Dans cette thèse et, à partir de ce cas particulier, nous interrogeons ainsi le phénomène de la rumeur, son ancrage historique, social et spatial. Nous questionnons alors tout au long de ce travail les logiques générales expliquant les raisons de son apparition, de son évolution et de sa permanence dans des groupes précis.

Depuis les célèbres expériences d'Allport et Postman en 1945, la psychologie sociale s'est saisie de la rumeur comme d'un objet permettant d'accéder à la fois aux processus et aux contenus de la pensée sociale. Au-delà de son caractère parfois amusant, la rumeur devient l'expression de normes, de valeurs, de stéréotypes et de préjugés partagés par et dans des groupes face à une situation vécue comme menaçante. Dans cette perspective, elle devient un privilège pour le chercheur qui s'interroge sur la manière dont les groupes mobilisent les « savoirs du quotidien » (Haas, 2006) pour produire du sens face à une situation qui les implique.

Or la rumeur reste souvent difficile à étudier, en raison de sa survenue imprévisible dans le temps et l'espace et ses rythmes instables. Constamment en mouvement, elle nécessite la mise en place d'une étude diachronique grâce à plusieurs outils méthodologiques permettant d'en saisir son contenu, les critères qui la définissent en fonction, donc, de son dynamisme temporel. Pour ces raisons, les études sur la rumeur peinent à se développer et restent le plus souvent cantonnées à l'intérieur des laboratoires. Par cette présente thèse, nous avons l'ambition d'actualiser quelques considérations psychologiques et sociales à propos de la rumeur, grâce à une étude monographique nous fournissant les conditions nécessaires et quasi idéales pour l'exploration de la rumeur *in vivo*.

Notre travail de thèse vise plus précisément à problématiser le phénomène de la rumeur en lien avec la mémoire collective sous l'angle de la pensée sociale. En nous appuyant notamment sur les travaux de Halbwachs (1925 ; 1941 ; 1950), mettant en exergue l'aspect dynamique et pluriel de la mémoire, nous interrogeons la place de la rumeur dans la reconstruction d'un passé dans le présent, en lien avec des enjeux identitaires pour les groupes. Ainsi, au-delà de l'étude de la rumeur en tant que telle, nous questionnons ici la manière dont le passé est mis en lumière pour mettre du sens sur un événement, et ce en quoi cet éclairage en terme de perspective temporelle (passé, présent, futur) peut avoir un effet sur les groupes étudiés.

Le plan de cette thèse est structuré en cinq parties rendant compte de notre démarche de recherche et dont nous présentons ici un aperçu.

Dans la première partie, nous reviendrons en détail sur la catastrophe d'AZF, sur le déroulé des faits, puis sur les conséquences et les multiples enjeux que cet événement a engendrés. Nous décrirons également dans cette partie, l'histoire industrielle et ouvrière de l'usine AZF afin de replacer le contexte historique et social de la catastrophe. Ces éléments appuyés sur des recherches documentaires nous serviront tout au long de ce travail, particulièrement pour la construction de nos outils méthodologiques puis dans l'analyse de nos résultats.

Dans une seconde partie, nous présenterons et tenterons d'articuler les différentes notions théoriques dont nous nous sommes saisis comme grille de lecture pour ce travail et qui nous ont permis d'élaborer une problématique. Dans un premier temps, nous poserons les jalons de la théorie de la pensée sociale à partir de laquelle nous pensons notre objet d'étude. Nous explorerons ici l'histoire épistémologique de l'étude de la rumeur afin de préciser le courant de pensée dans lequel nous nous inscrivons. Puis, nous développerons les aspects et les logiques dynamiques de la pensée sociale constitués en tant que moteur de la rumeur. Dans un second temps, nous exposerons les différents travaux sur la rumeur, issus particulièrement de la psychologie sociale, permettant de définir avec précision ce phénomène. Pour cela, nous rendons compte des contextes qui favorisent son émergence, de la façon dont elle se construit et évolue dans le temps, des fonctions auxquelles elle répond ainsi que des éléments qui caractérisent son contenu. Dans un troisième temps, il s'agira de penser la rumeur à la lumière du concept de la mémoire collective. Etayés par un ensemble d'études, nous soulignerons ici combien la mémoire collective et son contenu permettent d'éclairer les significations induites et véhiculées par celle-ci. En mobilisant la notion d'espace en tant que « cadre social de la mémoire » (Halbwachs, 1925), nous apporterons de plus une réflexion dans ce chapitre sur le rôle de l'espace dans la diffusion et l'ancrage de la rumeur. Nous verrons en quoi la dimension spatiale peut être intégrée dans l'analyse du phénomène rumoral. Ces éléments théoriques nous permettront alors d'envisager avec plus de finesse les enjeux identitaires et mémoriels sous-tendus par la rumeur.

Dans une troisième partie, nous présenterons notre démarche méthodologique ainsi que la construction de nos outils de recueil de données. En raison de la sensibilité de notre terrain et de l'évolution permanente de l'affaire AZF durant le temps de notre thèse, nous argumenterons, dans un premier chapitre, notre posture qui s'inscrit dans la « sociologie du présent » telle que

Morin l'a adoptée pour son étude de la rumeur d'Orléans. Nous présenterons les avantages et les enjeux épistémologiques d'une telle démarche *in situ*, plus particulièrement pour l'étude de la rumeur. Nous exposerons la nécessité de la mise en place d'une triangulation des méthodes et des données afin de saisir la rumeur dans ses différentes temporalités, au travers de plusieurs groupes plus ou moins impliqués. Dans un second chapitre, nous décrirons chaque outil méthodologique mobilisé, leurs apports respectifs et l'intérêt de les combiner entre eux pour cette recherche. Ainsi, nous présenterons les deux types d'observations que nous avons menées sur le terrain lors des commémorations et durant quelques audiences du procès d'AZF, puis la mise en place d'entretiens exploratoires pour l'élaboration d'un questionnaire diffusé à une population plus large. Enfin, pour appréhender la construction médiatique de la catastrophe et son influence dans les différents discours, nous détaillerons l'analyse de presse que nous avons réalisée en parallèle.

Dans une quatrième partie, nous présenterons les résultats obtenus par les différents outils de recueil de données utilisés. Cette partie est composée de trois chapitres. Chacun correspond à des niveaux différenciés de construction et de transmission de la mémoire de la catastrophe, nous permettant de constater comment la ou les rumeurs s'articulent et s'ancrent dans les multiples lieux de production de sens et de remémoration. Dans un premier temps, nous présenterons l'analyse de nos observations qui éclaire la façon dont les mémoires et les rumeurs s'expriment dans des lieux institutionnels et officiels. Nous verrons ici comment les lieux de commémorations, marqués par des conflits identitaires intergroupes, entrent en résonance avec l'espace judiciaire. Dans un second temps, nous exposerons l'analyse lexicométrique de nos deux corpus de presse mettant en évidence la manière dont la presse locale et nationale ont traité de la catastrophe, durant les 15 premiers jours la suivant, puis à chaque période « anniversaire » durant 10 ans. Dans un troisième temps, nous décrirons les résultats issus des entretiens et des questionnaires nous permettant d'observer comment les habitants de Toulouse s'approprient les différents discours, institutionnels, médiatiques, judiciaires et scientifiques dans la mise en sens et en mémoire de l'événement.

Enfin, dans une dernière partie, nous discuterons l'ensemble de ces résultats à la lumière du cadre théorique élaboré en amont. Nous proposerons ici des pistes d'interprétation à propos du phénomène de la rumeur, de la dynamique de ses processus et de ses fonctions dans le temps, ainsi que son rôle pour et dans les groupes selon les intérêts du moment. Par ailleurs, nous verrons en quoi la dimension spatiale nous fournit un cadre pertinent pour l'analyse de la diffusion, transmission de la rumeur et de son ancrage dans les mémoires.

Nous terminerons par une conclusion générale, reprenant les grandes lignes de cette thèse, ses apports théoriques et méthodologiques, puis nous proposerons des perspectives pour des projets de recherche futurs.

Partie I : De l'histoire d'une catastrophe à une catastrophe historicisée

Cette partie a pour objectif de retracer les éléments contextuels de l'explosion de l'usine AZF, situation sur laquelle nous nous appuyons pour étudier la rumeur, et qui nourrit nos réflexions au quotidien.

Comme tout événement, la catastrophe d'AZF est constituée de différents temps : des temps courts, des temps longs, des temps qui se chevauchent, vécus différemment selon les groupes. Pour cette raison, cette partie est organisée sur un axe chronologique, de l'explosion à aujourd'hui en passant par l'histoire plus ancienne de l'usine AZF. Dans le premier chapitre, consacré à la catastrophe, nous décrivons dans un premier temps l'explosion et ses conséquences, permettant de saisir le vécu de la population toulousaine, les mobilisations que cet événement a suscité face à l'ampleur de la catastrophe dans et pour la ville. Dans un second temps, nous exposons les différentes phases qui ont marqué l'enquête sur les origines de l'explosion. Sans nous convertir en apprentis chimistes, le but ici est de relater la cacophonie certaine qui a parsemé ce temps long de l'investigation scientifique favorisant l'incertitude quant aux causes de l'explosion. Enfin, nous aborderons le dénouement tardif judiciaire qui a traversé le temps de notre recherche.

Dans le second chapitre, nous revenons sur l'histoire industrielle de l'usine AZF, de sa naissance à sa fermeture. L'objectif est d'historiciser la catastrophe pour appréhender les significations qu'elle peut revêtir pour les uns et les autres. En effet, si l'explosion a creusé un vide, elle n'est pas survenue dans un vide historique et social. Dès lors, pour comprendre les réactions des groupes en présence, les manières d'interpréter l'explosion, les enjeux et conflits pouvant exister autour de la catastrophe, la référence à l'histoire industrielle est une nécessité. Nous finirons cette partie en répondant à la question suivante : et aujourd'hui, qu'en est-il du site AZF ?

Chapitre 1 : Un cas particulier : la catastrophe d'AZF à Toulouse

1. Toulouse, le 21 Septembre 2001 à 10h17...

Le Vendredi matin 21 Septembre 1781, à Toulouse, le moulin à poudre royal explose. Comme si l'histoire aimait à se répéter, plus de deux siècles après, le vendredi 21 Septembre 2001, l'usine AZF (Azote et Fertilisant), à Toulouse, explose. A 10h17, ce matin-là, une violente déflagration déchire l'atmosphère, balayant les vitres et les toits de la ville rose. A cet instant, chacun cherche la source de l'explosion, dans le regard de l'autre, dans le ciel, dans l'horizon. La panique s'installe. Personne ne sait ce qu'il vient de se produire. Tout le monde repasse alors dans sa tête les images surprenantes et dramatiques des attentats du 11 Septembre 2001, à New York. Les rumeurs courent déjà à vive allure : « il y eu des bombes, c'est un attentat, des avions ce sont écrasés dans le Capitole ». Les réseaux de téléphone sont saturés, personne ne peut joindre ses proches. Il faut attendre 11h pour apprendre par la radio qu'AZF, une usine située aux portes de Toulouse, vient de « sauter ». Cette annonce s'accompagne par des consignes de confinement en raison d'un nuage potentiellement toxique se propageant au-dessus de la ville. Ironie du sort, des milliers de logements sont sans fenêtres, sans volet ni même un toit.



Photo 1 Horloge tombée au dépôt de bus TISSEO, indiquant l'heure de l'explosion, La Dépêche du Midi, le 21 septembre 2011

Pour illustrer les minutes qui ont suivi l'explosion dans les rues de Toulouse, voici l'un des nombreux récits exposés par La Dépêche du midi, dans son édition spéciale le soir même du 21 Septembre¹. Cet article est titré « Panique et désolation... » accompagné d'une photo « choc », prenant la moitié de la page devenue connue, montrant une mère ensanglantée sur le périphérique avec ses jumeaux en bas âge.

¹ Le soir même du 21 septembre 2001, La dépêche du midi, publie et distribue gratuitement dans les rues de Toulouse une édition spéciale sur la catastrophe titré à la Une : « Le Drame ». Cette édition est composée principalement de photos prises dans les secondes qui ont suivi la catastrophe. Sur 12 pages, il y a 32 photos et 4 pages sont uniquement consacrées à des photos. Le photographe, Thierry Bordas, qui se trouvait à proximité de l'usine lors de l'explosion a reçu pour ces photos le prix du « visa d'or » à Perpignan, une récompense internationale.

« 10h20. Quelques minutes après la terrible l'explosion, du centre-ville à la rocade, Toulouse n'est qu'une immense scène de désolation. Devant le lycée des Arènes, des adolescents en pleurs, la tête ensanglantée pour certains, se soutiennent mutuellement. Une pluie de cendres envahit l'air, recouvre les pare-brise des voitures, noircit les visages ravagés par les larmes. Toutes les vitres des magasins, des immeubles et des maisons ont volé en éclat. Sur les trottoirs, boulevard de Sèverac ou avenue de Muret, on marche sur le verre brisé et les traces de sang. Devant la faculté du Mirail, un jeune beur, la bouche masquée par son tee-shirt pour se protéger, désigne l'énorme nuage noir qui s'élève, là-bas vers le Sud, vers la zone chimique. « Ils ont lancé une bombe sur l'ONIA ! Il y a du gaz toxique dans l'air ! » Crie-t-il en courant. Dans toutes les rues, la circulation est bloquée. Il règne une panique indescriptible. Les passants s'acharnent sur leurs téléphones portables pour donner des nouvelles à leurs proches : en vain, la plupart du temps, les réseaux sont saturés. Les cabines téléphoniques sont prises d'assaut. A chaque carrefour, des voitures au toit défoncé par des blocs de verre ou de béton, détachés des immeubles au moment de l'explosion, sont garées en travers. Plus on approche de la zone industrielle d'où s'échappe d'inquiétantes fumées, plus la peur est lisible sur les visages. Une épaisse odeur d'ammoniac rend l'air irrespirable. Les gens ne savent pas ce qu'il s'est passé. Mais dans l'esprit de tous, il est évident qu'il s'agit d'un nouvel attentat. La déflagration a fait des dégâts à des kilomètres à la ronde. La rumeur d'une seconde explosion au centre-ville se propage et sème l'angoisse. Chacun pense que l'explosion a eu lieu sous son propre toit. « C'est une bombe qu'ils ont mis dans le lycée, c'est sûr ! Ils sont fous, c'est la guerre, ils vont tuer tout le monde » pleure une lycéenne. Dans un désordre incroyable, les secours tentent de s'organiser. Des pompiers distribuent des masques à gaz. Des bénévoles les aident, fabriquant avec des morceaux de tissus, des protections de fortune. Dans le ciel assombri par les émanations de gaz et les fumées, un hélicoptère de la gendarmerie tournoie, survole l'immense cratère, épiceutre d'un théâtre de désolation. »

Cette catastrophe industrielle, considérée comme la plus importante en France depuis la seconde guerre mondiale, a causé la mort de trente-et-une² personnes dont vingt-et-une sur le site d'AZF, plus de 2500 blessés graves et près de 8000 blessés légers et 28 000 logements sinistrés soit près de 70 000 personnes sans logement.

² Chiffre officiel depuis l'ouverture du procès d'AZF, en février 2009

2. Les conséquences

L'explosion de l'usine AZF a engendré de nombreuses conséquences sanitaires, sociales, économiques, culturelles et matérielles. Pour mesurer l'ampleur de cette catastrophe nous allons ici dresser les principaux bilans que l'explosion d'AZF a engendrés. L'objectif de cette partie est alors de saisir les multiples conséquences que la catastrophe d'AZF a entraînées sur le court, moyen et long terme pour la ville de Toulouse et sa population. Loin de se réduire au temps de l'explosion, la catastrophe d'AZF est venue déstabiliser le quotidien des Toulousains sur des temporalités variables selon les groupes. Il est donc nécessaire de passer par la description brute des dégâts causés par la catastrophe pour saisir pleinement la complexité de cet événement.

2.1. Bilan humain

Trente-et-une personnes³ sont décédées officiellement suite à la catastrophe d'AZF dont vingt-et-une sur le site de l'usine. Sur les vingt-et-une personnes mortes sur le site d'AZF dont treize étaient des salariés, cinq étaient sous-traitantes pour AZF et trois intervenants extérieurs. Dix personnes sont décédées à l'extérieur de l'usine, dont un chez EDF, un à la SNPE, une en maison de retraite, une chez Speedy, un lycéen au lycée Gallieni, un chez Brossette, un à l'AFPA et trois des suites de leurs blessures.

Les blessures corporelles sont difficiles à estimer et concernent notamment les personnes ayant consultées à l'hôpital, celles qui ont demandé une expertise médicale en vue d'une indemnisation et celles ayant obtenues des jours d'ITT. Les chiffres varient alors, et parfois de manière importante, selon les sources et les années. Dès lors, nous considérons les chiffres déclarés lors de l'ouverture du procès d'AZF en 2009. Ainsi, d'après ces chiffres, 16 000 dossiers ont été déposés pour des dommages corporels concernant 20 800 personnes dont 12 000 ont été expertisées et 3 378 accidents du travail ont été comptabilisés le 21 Septembre 2001.

Plus précisément, un rapport en Octobre 2006, établi par l'Institut de Veille Sanitaire, dresse le bilan des conséquences sur la santé de la population toulousaine suite à la catastrophe sur le plan physique et psychique. Cette étude fait état des conséquences sanitaires à moyen et long terme sur différentes populations : travailleurs et sauveteurs, enfants et adolescents scolarisés et la population résidente à Toulouse divisée en zone proche (périmètre de 1700 mètres de l'usine) et éloignée (plus de 1700 mètres de l'usine) de l'épicentre.

³Le nombre de personnes décédées varient selon les sources et les années, le plus souvent entre 29 et 32 personnes. Nous prenons alors en compte les chiffres dits « officiels » c'est-à-dire reconnus à 100% par les institutions publiques.

- **Physique** : Plus de 12% des personnes se trouvant à moins de 1700 mètres de l'usine ont été blessées notamment en raison des bris de verre et 10% des personnes se trouvant dans un rayon de deux à trois kilomètres. Les séquelles les plus importantes concernent alors les blessures liées aux bris de verres et l'audition (surdité, baisse de l'audition, hyperacousie et acouphène) suite à l'onde de choc. Les atteintes auditives représentent l'une des plus lourdes conséquences sanitaire de la catastrophe d'AZF (41,5% des indemnitis par la sécurité sociale soit 3 129 personnes concernées) touchant près de une personne sur cinq se trouvant à moins de 1700 mètres au moment de l'explosion.
- **Psychologique** : 54% des résidents en zone proche ont déclaré avoir ressenti lors de l'explosion « de la panique, horreur et peur de mourir ». Près de 40% de cette même population a souffert de troubles du sommeil et de souvenirs répétitifs de l'explosion. Les résultats sont moins importants concernant les habitants en zone éloignée (34% et 21%). En 2004, l'institut de veille sanitaire comptabilise alors 5 600 consultations relatives à des symptômes liés à un stress aigu ou stress post-traumatique. Plus de 21% de la population vivant en zone proche déclare avoir eu recours à un traitement psychotrope suite à la catastrophe et plus de 6% en zone éloignée. Ces traitements étaient encore en cours dix-huit mois après la catastrophe. De nombreuses études ont travaillé sur les impacts psychologiques sur la population suite à la catastrophe (David, 2004 ; Doray, 2008 ; Gaspard & Sauret, 2008 ; Pechikoff, Doray, Douville & Gutton, 2003) mettant en évidence l'existence d'un syndrome stress-post-traumatique (SSPT) relatif à cette expérience. Par ailleurs, une psychologue clinicienne a mené une étude sur les conséquences psychotraumatiques de la catastrophe sur les salariés d'AZF (Lauga, 2008). Dès le lendemain de l'explosion et durant plusieurs mois, cette psychologue et son équipe ont aménagé un bureau sur le site dévasté pour accompagner les salariés victimes de la catastrophe, dans un état de sidération. En plus des entretiens thérapeutiques, cette équipe a proposé une batterie de questionnaires afin de mesurer le niveau de SSPT et les conséquences sur la vie quotidienne. Nous relevons ici quelques résultats de cette enquête qui dressent un aperçu sur le vécu de ces salariés. Sur 190 répondants (soit 40% de l'ensemble du personnel) dont 62% été présents sur le site le jour de l'explosion, 50% ont été blessés, 75% déclarent avoir eu un collègue qu'ils connaissaient blessé et 63% un collègue tué. De plus, 68% d'entre eux ont été confrontés à des blessés et des personnes décédées. Ce dernier chiffre s'explique par le fait que beaucoup de salariés ont participé aux opérations de secours.

2.2. Bilan matériel

En raison de la proximité de l'usine avec les habitations et le centre-ville de Toulouse (environ 3km), les dégâts matériels extérieurs à l'usine ont été considérables⁴. D'ailleurs, et selon Cauhopé (2010), c'est davantage cet aspect qui inscrit la catastrophe d'AZF comme étant tout à fait « exceptionnelle » : « loin de se limiter à l'enceinte du pôle chimique, les dégâts touchent lourdement les alentours ; des milliers de bâtiments sont affectés, dont une partie sera entièrement reconstruite. L'ampleur des dégâts est ainsi tout à fait hors du commun, et c'est bien une des caractéristiques fortes de cette catastrophe. » (p 44-45).

Le bilan dressé par la préfecture de la Haute-Garonne, un an après l'explosion, fait état de 30 000 logements détruits ou endommagés, des vitres brisées jusqu'à six kilomètres de l'épicentre de l'explosion. Selon une étude réalisée pour la FonCsi⁵, (Cauhopé, Duchêne et Jaillet, 2010), les logements sinistrés concernaient de manière approximative 15 000 logements HLM, 15 000 dans des copropriétés privées et 5 000 maisons individuelles (p 61). Ainsi, au lendemain de la catastrophe on comptait 70 000 personnes sinistrées dont la majorité ont nécessité « des solutions alternatives d'hébergement » (op.cit., p 61). Par conséquent, la mairie de Toulouse, a mis à disposition le soir même cinq centres d'hébergement d'urgence pour accueillir la population sinistrée.

Si de nombreuses habitations ont été endommagées, la déflagration n'a pas épargné les bâtiments publics⁶, culturels, des entreprises, des magasins, des équipements sociaux et sportifs de la ville et des lieux cultes. Toujours selon l'étude réalisée pour la FonCsi⁷, (2010), la Chambre du Commerce et de l'Industrie dénombrait 5000 entreprises touchées par l'explosion « parmi lesquelles 50 complètement anéantis et 400 gravement sinistrées » (p 60). Outre l'usine AZF totalement rasée en 2003, nous pouvons citer les entreprises suivantes qui ont été fermées ou reconstruites : la SNPE, EDF-GDF, Darty, Speedy ou encore Brossette. Parmi les établissements publics, les écoles primaires, secondaires et supérieures ont été également fortement touchées par la catastrophe. Une centaine d'élèves ont alors été transférés dans divers établissements de la ville le temps des reconstructions, des préfabriqués ont également été mis en place dans de nombreuses écoles pour pallier au manque de salle sécurisée. Quant aux lycées Gallieni et Françoise, à proximité de l'usine AZF, ils ont été complètement démolis pour être

⁴ Voir annexe page 3, Carte des zones sinistrées selon le degré de gravité

⁵ Fondation pour une culture de la sécurité industrielle

⁶ 192 bâtiments communaux ont été touchés par l'explosion, dont 85 écoles maternelles et primaires ; 18 collèges ont été endommagés, 11 lycées sinistrés dont deux définitivement fermés (Lycée Gallieni et Françoise) et l'université du Mirail.

⁷ Fondation pour une culture de la sécurité industrielle

reconstruits. L'université du Mirail, accueillant près de 23 000 étudiants a été aussi lourdement affectée par la déflagration et les travaux de réparation ont duré près de dix ans.

Le principal dépôt de bus de la ville de Toulouse (SEMVAT) situé en face de l'usine AZF a été complètement soufflé. Le trafic des transports en commun a donc été perturbé durant de nombreux mois en raison d'un manque important de bus.

Le secteur hospitalier de Toulouse a également subi les conséquences de l'explosion et notamment l'hôpital psychiatrique Marchant situé en face de l'usine AZF. La totalité des patients ont été transférés dans différents hôpitaux psychiatriques de la région. Le personnel de cet hôpital s'est fortement mobilisé pour la reconstruction de l'hôpital sur place et le retour des patients. Ils ont alors dénoncé la lenteur et l'abandon des pouvoirs publics dans les travaux de reconstruction de cet hôpital. Le débat sur la stigmatisation et l'exclusion de personnes souffrant de maladies mentales a alors resurgi. D'ailleurs, l'histoire de l'emplacement de cet hôpital en face du pôle chimique n'est pas un hasard. Il a été pensé pour mettre à l'écart de la ville ceux que l'on nommait « les fous ». Le personnel a également revendiqué d'une part, que soit reconnu le statut de victime d'AZF à ses patients et d'autre part, la reconnaissance du rôle qu'il a joué dans la gestion de la crise suite à l'explosion en accueillant les salariés blessés.

Le secteur social et la vie associative ont également été bouleversés par la déflagration en raison de la perte des locaux. Enfin la déflagration a entraîné d'importants dégâts sur les équipements sportifs et culturels de la ville privant Toulouse durant quelques mois d'événements musicaux et sportifs.

Certains de ces lieux, devenus les plus emblématiques de la catastrophe ont fait l'objet lors de leur réouverture d'une inauguration parfois « spectaculaire » (avec Johnny Hallyday en concert pour le Stadium en Juin 2003, inauguration du lycée Gallieni en septembre 2008 avec un discours du président de Région, réouverture et inauguration de salle de concert le Bikini un 21 septembre en 2007). Des lieux-phares qui sont ainsi devenus pour l'occasion des lieux commémoratifs. Ainsi, cette catastrophe, est un événement ancré dans l'espace urbain, laissant des traces un peu partout dans la ville. Les reconstructions ont constitué⁸ un temps long de la catastrophe inscrivant alors celle-ci dans une temporalité bien plus large que le temps de l'explosion.

⁸ Dix ans après la catastrophe certains immeubles sont encore en (re)construction ou attendent une décision de la mairie.

3. Mobilisation sociale et associative

Dans les jours qui ont précédé la catastrophe d'AZF, une partie de la population toulousaine s'est mobilisée par des élans de solidarité, des dons, l'organisation de manifestations dans la rue pour la fermeture du pôle chimique et la création de multiples associations. Le réseau associatif constitué autour de la catastrophe est complexe mais il est nécessaire d'en rendre compte dans les grandes lignes pour saisir quelques enjeux inter et intragroupes. A partir de plusieurs sources (audiovisuelles, articles de presse et productions scientifiques), nous comptabilisons quatorze associations qui se distinguent au niveau du statut de victime (sinistrés, blessés, endeuillés, salariés du pôle chimique, salariés au chômage technique), du lieu d'habitation et/ou de l'orientation politique. Toutefois, il est difficile de recenser toutes les associations ayant jouées un rôle dans la gestion post-catastrophe. Certaines ont disparu (« vivre après l'explosion d'AZF », créée pour les victimes corporelles et psychiques de l'explosion d'AZF) d'autres ont fusionné (l'association « des sans fenêtres » créée à la cité du parc - quartier HLM du Mirail - avec les sinistrés du 21 septembre). Par ailleurs, la majorité des associations du Mirail qui se sont mobilisées suite à la catastrophe d'AZF et qui ont accompagné les résidents étaient des associations déjà existantes qui se sont adaptées aux problèmes causés par la catastrophe. Il n'y a donc pas eu de création d'associations dans les quartiers HLM au lendemain de la catastrophe comme dans les quartiers pavillonnaires (Suraud, 2007).

A partir de l'organigramme nous pouvons constater que c'est au niveau de la catégorie « sinistré » qu'il subsiste le plus de divisions dans le regroupement associatif. L'étude menée par la sociologue Suraud (2003 ; 2007) sur les mobilisations associatives post-AZF, nous permet de comprendre l'existence de ces « sous-catégories ». Dans un premier temps, ce sont d'abord deux mouvements de mobilisation qui se sont dessinés : « d'un côté, les habitants des zones sinistrées se regroupent spontanément par quartier – indépendamment les uns des autres – pour partager des informations sur la catastrophe et les risques encourus et pour solidariser les revendications de dédommagement des sinistres » (Suraud, 2003, p. 216). Les riverains des quartiers sinistrés s'organisent et se forment alors en associations à partir d'une rue (Bernadette en colère), d'un quartier (HAZUR Empalot) ou encore d'un immeuble (collectif sans fenêtre). De l'autre côté, « des organisations syndicales, politiques et associatives (en particulier les associations environnementalistes) se réunissent pour initier les premières actions politiques » (Suraud, 2003, p. 216). Le mouvement dit « politique » créé suite à AZF est né d'un réseau associatif déjà existant sous l'appellation de TRUC (Toulouse Réseau Unitaire Citoyen). Ce mouvement social jusqu'à la catastrophe avait pour ambition de faire émerger un espace de débat politique intégrant diverses organisations (FSU, LCR, les motivé-es, les amis de la Terre

etc.). Suite à l'explosion d'AZF, ce réseau se rassemble pour envisager des actions politiques et sociales. Or, deux positions antagonistes vont émerger. La première se focalise sur la sécurité urbaine et revendique à ce titre la fermeture totale du pôle chimique. La seconde se soucie de la sécurité de l'emploi et n'envisage pas de fermeture pour préserver les emplois. De la première position va naître le collectif « Plus Jamais ça Ni Ici Ni Ailleurs » (PJCNINA) auquel plusieurs associations de sinistrés vont se rallier comme l'association des sinistrés du 21 septembre (Suraud, 2003 ; 2007). D'autres associations de sinistrés ne souhaitent pas prendre parti au débat (Les « sans fenêtres », ACE 21 ou encore « la rue d'Orbesson ») et seule une association de sinistrés plaide en la faveur du maintien de l'activité chimique (Hasure-Empalot). Ainsi, si l'ensemble de ces associations ont en commun le statut de sinistré elles se distinguent notamment par ses propres modes d'action et de mobilisation face aux différentes problématiques que la catastrophe a engendrées.

4. Une fumée sans feu...

C'est un stock de 300 à 400 tonnes de nitrates d'ammonium déclassés⁹ entreposé dans le hangar 221 qui est à l'origine de l'explosion. La déflagration a engendré un séisme de 3,4 sur l'échelle de Richter ressenti jusqu'à quarante kilomètres. Un cratère de quarante mètres de diamètre et de sept mètres de profondeur a été creusé par la déflagration preuve de la violence de cette dernière.



Photo 2 Cratère AZF

Dès les premières heures la France s'interroge sur les raisons d'une telle explosion. Dans le contexte hypersensible du 11 septembre la question de l'attentat effleure les esprits. Le Président de la République, Jacques Chirac, le Premier Ministre, Lionel Jospin, et les experts se dépêchent alors sur place pour constater les dégâts et piocher les premières informations. Les politiques tentent alors de donner des prémices d'explications face à l'attente et l'angoisse des habitants de la ville rose.

4.1. Du côté des politiques.

Afin d'apaiser la population, quelques heures après le drame, la thèse de l'accident est déclarée officiellement par le Président de la République, Jacques Chirac : « Les données actuelles

⁹ Nitrate instable

permettent de penser qu'il s'agit d'un accident de manipulation ». Quant au procureur de la République, Michel Bréard, alors plus réservé, il déclare au même moment : « Je n'ai pas d'explications à l'heure actuelle. Deux experts ont été dépêchés sur place ». Puis, seulement trois jours plus tard, le 24 Septembre 2001, Michel Bréard affirme : « Nous privilégions à plus de 90% la piste accidentelle ». De nombreuses polémiques ont émergé autour de cette phrase et, plus particulièrement, sur le « 90% ». Ce pourcentage s'est transformé dès le lendemain en « 99% », dans tous les médias, pour être rectifié officiellement lors d'une audience durant le procès d'AZF en 2009, grâce à des archives audiovisuelles. Si cette phrase est si connue dans l'affaire AZF, c'est qu'elle a déclenché une méfiance du public envers les politiques. En effet, trois jours après, alors que l'enquête avait à peine débuté, l'affirmation à 90% de la thèse accidentelle par le Procureur a été perçue comme un mensonge voulant cacher une autre vérité.

4.2. Du côté de la presse

Dès le lendemain, cette catastrophe fait la Une des tous les médias français : presse, radio, télévision, internet, mettant en scène le déroulement de la catastrophe et cherchant à trouver une explication à cette dernière. Rapidement s'oppose la thèse de l'accident et celle d'un attentat. Certains journaux comme La Dépêche du Midi, privilégient la thèse de l'accident industriel en mettant en avant la réputation de cette usine comme étant « une bombe à retardement ». Ainsi, on pouvait alors lire dans le journal Tout Toulouse, le 22 Septembre, « Ceux qui avaient prévenu », dans La Dépêche, le 24 Septembre « Tout le monde savait que ça allait exploser », « Le scandale des conditions de stockage des nitrates ». Des éléments qui montrent combien il s'agit ici d'une catastrophe, certes dramatique, mais bien industrielle et sans doute prévisible. A contrario, certains médias et articles contredisent l'accident et vont étayer leur point de vue, avec la diffusion, par exemple, des témoignages des ouvriers d'AZF affirmant, dans un article du journal Tout Toulouse publié le 22 Septembre 2001 : « qu'aucune erreur de manipulation ne peut causer une telle catastrophe », « Le nitrate d'ammonium ne peut pas exploser tout seul. Je suis formel ». Une semaine après ces déclarations, de nouveaux éléments mis en exergue par des journaux nationaux, et notamment par Le Figaro, vont conforter les Toulousains dans leurs premières impressions. Il s'agit « du cas Jandoubi », un intérimaire Tunisien employé à AZF, retrouvé mort sur le site de l'usine et qui portait une demi-douzaine de sous-vêtements, caractéristique d'après Le Figaro, d'un Kamikaze islamiste. Ainsi, à la Une du Figaro le 28 Septembre 2001 on peut lire : « Les 5 raisons de s'interroger sur la thèse officielle », le 4 Octobre 2001 : « Toulouse : l'hypothèse terroriste » et, en page 12, un article intitulé : « Toulouse : la police explore la piste Jandoubi » et enfin le plus révélateur, le 5

Octobre, toujours à la Une : « Toulouse : de nouveaux éléments » et surtitre l'article : « Jandoubi était lié à un groupe radical islamiste de la mouvance dite " afghane " ¹⁰ ».

4.3. Une bagarre scientifique

Si l'accident a été rapidement affirmé par les politiques, l'investigation scientifique va en réalité durer plus de sept ans pour déterminer les causes de l'explosion. Ce sont alors deux équipes de chercheurs qui vont enquêter sur l'explosion d'AZF : la première mandatée par le juge d'instruction, la seconde constituée par l'entreprise Total désignée sous le nom de « commission d'enquête interne à Total ». Bien que les sciences physique, chimique et mathématique soient exactes, ces deux équipes d'experts sont arrivés à des résultats divergents. En faisant simple, pour les premiers il y a eu une seule et même explosion due à un mélange malencontreux entre deux produits. Pour les seconds, il y a eu, non pas une, mais deux explosions¹¹ et l'enjeu réside dans la localisation de la première. Quelques articles ont été publiés dans des revues scientifiques donnant parfois des versions contradictoires (Souriau & al, 2002 ; Joets, 2009). C'est donc une bataille scientifique qui s'est engagée dans cette enquête mettant à jour les limites de la science dans l'explication de quelques phénomènes.

Le nombre accru d'informations sur l'affaire AZF depuis le 21 Septembre, les erreurs de communication des hommes politiques, l'accumulation d'arguments contradictoires pour expliquer la cause de l'explosion, vont venir « embrouiller » les esprits de l'opinion publique. La piste de l'attentat terroriste est rapidement désignée par la majorité des médias et des politiques comme étant une rumeur non fondée. Si cette rumeur est la plus médiatisée, il existe toutefois une multitude d'interprétations pour expliquer la cause de l'explosion : un arc électrique provenant de l'usine voisine, la foudre, une météorite, un missile, des essais militaires associés à un souterrain secret qui se situerait en dessous d'AZF etc.

¹⁰ Le Figaro a été condamné pour diffamation pour ces articles.

¹¹ Cette théorie repose sur plusieurs témoignages et enregistrements sonores où l'on distingue 2 phénomènes acoustiques séparés de quelques secondes. Le premier « faible » suivi de la déflagration. Pour les experts judiciaires la première détonation correspond à l'onde sismique et la seconde plus forte et violente à l'onde aérienne.

5. Deux procès « fleuves »

C'est donc après sept années d'instruction, que le procès d'AZF s'est ouvert en 2009 au tribunal correctionnel de Toulouse, filmé pour les archives nationales. L'ancien directeur de l'usine et l'entreprise Grande-Paroisse, filiale de Total, et ancien propriétaire d'AZF sont prévenus et accusés « d'homicide et blessure involontaires ». Le nombre de plaignant constitué en partie civile s'élève à 3100 personnes contraignant alors le tribunal à déménager le temps du procès dans une salle municipale de la ville pouvant accueillir le public.



Photo 3 Salle Jean Mermoz, Le Nouvel Observateur, le 3 Novembre 2011

La thèse d'un accident chimique causée par un mélange malencontreux est privilégiée par la majorité des experts, se résumant ainsi: « la mise en contact entre le Na humide et le DCCNa conduit à la production de NCI3 d'abord liquide puis gazeuse puis *in fine* à la détonation du tas de nitrate » (Tir 24, ça saute, DVD procès AZF, La Dépêche du Midi, 2009). Ce mélange se serait alors produit par une erreur de manipulation d'un employé sous-traitant qui aurait déversé quelques minutes avant l'explosion, du chlore dans le tas de nitrate. Cette piste est contestée par les prévenus ainsi que par l'association des anciens salariés d'AZF, constituée en partie civile.

Malgré plus de 400 heures d'audiences étalées sur quatre mois le tribunal conclut qu'aucune preuve matérielle ne peut prouver la cause accidentelle. En effet, aucune trace de chlore n'a été trouvée dans les différents échantillons prélevés au bord du cratère. En conséquence, le 19 novembre 2009, le juge prononce une relaxe générale au « bénéfice du doute » à l'encontre des prévenus. D'après le dossier constitué par la Dépêche du Midi sur le procès d'AZF, « le président du tribunal souligne que les experts judiciaires "ont approché de la vérité" en attribuant l'explosion au mélange accidentel de chlore et de nitrate. Il relève des fautes commises par l'industriel Grande Paroisse. Mais il ne retient pas de lien de causalité "certain" entre les fautes commises et l'explosion. Pour le juge, Thomas Le Monnyer, il a manqué "le dernier maillon, la preuve de la présence de chlore dans la benne déversée sur le tas de nitrates" du hangar 221 une demi-heure avant l'explosion. Le tribunal n'exclut pas "formellement une hypothétique action terroriste". (Introduction, DVD procès AZF, La Dépêche du Midi, 2009).

Face à cette décision judiciaire, le Procureur de la République, fait appel. Trois ans plus tard, c'est donc un second procès qui s'ouvre dans les mêmes conditions et avec les mêmes ingrédients. Après quatre mois d'audience et de débat, le tribunal confirme l'accident chimique causé par un mélange de produits incompatibles. Dans son verdict le juge écarte, avec certitude, toutes causes extérieures, volontaires ou involontaires : la chute d'un météorite, la foudre, l'arc électrique, l'explosion d'une bombe de la seconde guerre mondiale et l'attentat. Il reconnaît alors coupable l'ancien directeur et Grande-Paroisse d'avoir favorisés la catastrophe en négligeant les consignes de sécurité dans la gestion des déchets. Pour ces motifs les accusés sont condamnés pour « homicide et blessure involontaire » et les peines s'élèvent à des amendes et à un an de prison ferme pour l'ancien directeur.

Ces événements ont alors rapidement balayé l'histoire industrielle de la ville pourtant riche permettant de comprendre *a minima* le rapport qu'entretient la ville et ses habitants vis-à-vis de son patrimoine industriel. Le second chapitre qui suit notre partie contexte a alors pour objectif de relater cette histoire dans ses grandes lignes. Si le 21 septembre 2001 marque un nouveau repère pour Toulouse, cette date correspond également à la fin d'une ère industrielle pour la ville qui nous semble pertinent et nécessaire de retracer.

Chapitre 2 : Histoire de l'industrie Toulousaine : De la Poudrerie à AZF

Avant que les trois lettres A.Z.F ne soient le nom donné à une catastrophe, elles étaient d'abord le nom que portait une usine vieille d'un siècle. Pour comprendre sa naissance, sa place aux frontières de la ville rose nous sommes amenés à explorer le passé industriel de Toulouse et l'histoire de la construction de son pôle chimique¹².

Toulouse n'est pas une grande ville industrielle à l'instar de Lyon. La préfecture de la Haute-Garonne, a davantage construit sa notoriété économique grâce à l'aéronautique. Airbus est aujourd'hui une des fiertés toulousaine tout comme son équipe de rugby. Pourtant, Toulouse a bien une histoire industrielle vieille de plusieurs siècles. Nous n'allons pas ici rendre compte de cette histoire de manière exhaustive mais davantage retracer les grandes lignes qui ont conduit à la création du pôle chimique de Toulouse et, en l'occurrence, de l'usine AZF. Pour cela, nous nous appuyerons largement sur la thèse en géographie réalisée par Cauhopé (2010), qui expose intégralement l'histoire industrielle toulousaine grâce à un travail minutieux sur les archives de ce pan de l'histoire de la ville rose. Ces éléments permettent alors de comprendre le contexte et, au-delà, de saisir davantage la symbolique existant autour de l'usine AZF.

1. Le Moulin à poudre et ses séries d'accidents

L'ancêtre du pôle chimique est le Moulin à poudre dont la construction remonte à la fin du XVe siècle. La poudrerie, usine de guerre fabriquant la poudre à canon, et qui devient publique au XVIIIe siècle, était alors située aux portes du vieux Toulouse, sur le quai de Tounis. Suite à une série d'accidents au cours du XIXe siècle, entraînant parfois de lourds dégâts, les dirigeants de la poudrerie décident de la déplacer à côté de l'île du Ramier, alors éloignée des habitations. Grâce à son travail d'archive, et à partir des bulletins municipaux de Toulouse de décembre 1939 rédigé par Fernand Pifteau, Cauhopé recense alors sept explosions entre 1781 et 1840, dont la première, note t'elle, « sévit, répétition de l'histoire, un vendredi 21 Septembre vers 10h30. C'était en 1781 » (p. 149) qui a engendré uniquement des dégâts matériels au sein de l'usine. En revanche, une explosion datée du 16 Avril 1816, entraîne de lourdes conséquences pour la ville et rappelle étonnamment, comme le soulève Cauhopé, l'explosion de l'usine AZF en 2001. Elle se réfère alors sur un récit rédigé par Fernand Pifteau en 1939 qui relate cette catastrophe. Quelques éléments de ce récit, livrés par Cauhopé, nous semblent intéressants ici de reprendre et d'exposer :

¹² Le pôle chimique toulousain était composé de trois usines implantées sur le même site : AZF, la SNPE (Société Nationale des Poudres et explosifs) et de Tolochimie.

« Effrayés par la violence de l'explosion, les secousses des édifices, l'éboulement des cloisons intérieures, la chute de pierres, de tuiles et de pans de murailles, et les éclats de carreaux des vitres qui tombaient de toutes les croisées, les habitants crurent d'abord que ce désastre était produit par un fort tremblement de terre, ou par un grand météore et la consternation fut générale. La population, répandue dans les rues, semblait frappée de vertige, et les familles qui se trouvaient dans l'intérieur de leurs maisons étaient livrées à de bien plus fortes terreurs encore.

(...). Des églises et des édifices publics furent endommagés ou lézardés. Les murs de façade de certaines maisons furent détruits ; les planchers sont tombés, toutes les divisions d'appartements en cloisons de briques ou de planches ont été renversées en grande partie ; les portes, les armoires, les meubles emportés ou brisés ; le faubourg Saint-Michel, le quartier Saint-Cyprien, l'isle de Tounis, les hôpitaux, la manufacture des tabacs, les moulins situées sur la rivière, etc., éprouvèrent de grandes pertes. Les détonations s'entendirent à quinze lieues environ à la ronde à Montauban et même à Saint-Gaudens.

(...). Comme toutes les vitres de Toulouse et des environs étaient brisées, des vitriers de l'extérieur vinrent à Toulouse pour réparer ces dégâts et demandèrent des prix excessifs que la Mairie s'en émut et signala aux propriétaires de se tenir en garde contre des exactions aussi odieuses (sic.). » (Cité par Cauhopé, op.cit., p 150-151).

Aujourd'hui ne subsiste presque plus de trace de cette activité industrielle. Il faut connaître l'histoire et avoir l'œil aguerrri pour constater quelques détails renvoyant à cette histoire. Comme par exemple, l'un des ponts amenant à l'île du Ramier s'appelle « Le pont de la Poudrerie » ou encore le quartier Empalot qui porte également ce nom.

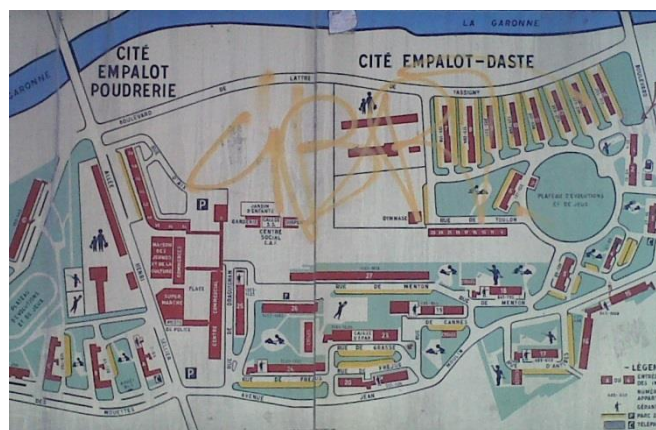


Photo 4 Plan du quartier Empalot, Boulevard des Récollets

(A. Demoures, novembre 2011)

2. Délocalisation de la poudrerie : vers la construction du pôle chimique toulousain

Après la septième explosion, le 18 Août 1840, qui fut elle aussi sévère, la municipalité avec les actionnaires décident en 1847 de délocaliser la poudrerie, plus au sud et plus éloignée du centre-ville. C'est la naissance de la Société Nationale des Poudres et Explosifs (SNPE). La construction du futur pôle chimique toulousain commence en 1852. Seul, à cette période, était implanté un « asile d'aliénés », sur ce site, connu aujourd'hui sous le nom de l'hôpital psychiatrique Gérard Marchand, qui avait été construit en pleine campagne « dans une logique d'éloignement du centre-ville » (Cauhapé, 2010, p. 154).

C'est avec la première guerre mondiale que le pôle chimique toulousain va se dessiner et se développer. En effet, pour des besoins militaires, la Poudrerie a vu sa production d'explosifs et de gaz de combat croître de manière exponentielle, augmentant par la même occasion le nombre de salariés qui, selon Cauhapé (op.cit.), « aurait atteint le chiffre de trente-mille : la Poudrerie de Toulouse devient alors l'une des plus grandes de France » (p 158). Durant cette période, et, en raison de l'extension considérable de la Poudrerie, La Dépêche du Midi surnomme Toulouse « Poudreville » (op.cit., p. 158). En 1918 marquant la fin de la première guerre mondiale et avec le traité de Versailles en 1919, la France comme ses alliés, se voient offrir le brevet allemand Haber pour la fabrication de l'ammoniac synthétique, un composé utilisé pour les engrais agricoles. L'Etat français saisit cette opportunité et décide en 1924 de construire l'ONIA, Office Nationale Industriel de l'Azote, l'héritière d'AZF. L'Etat choisi alors la ville de Toulouse pour implanter cette industrie d'une part en raison des terrains libres cédés par la Poudrerie dont l'activité a fortement diminué avec la fin du conflit militaire et, d'autre part, en raison de son éloignement avec les lignes de front Allemandes. La Poudrerie accueille une nouvelle voisine : l'ONIA.

2.1. De l'ONIA, l'usine « nourricière »¹³ à AZF, l'usine « meurtrière »¹⁴

L'ONIA, dont l'Etat est alors le seul actionnaire, démarre ses activités en 1927. L'usine connaît dès ses débuts un rapide développement permettant approvisionner l'agriculture du sud-ouest en engrais. L'ONIA embauche alors, durant l'entre-deux guerres, jusqu'à plus de 2000 personnes, principalement des paysans locaux. Pour répondre aux besoins des salariés et attirer une nouvelle main d'œuvre, l'usine met en place une importante politique sociale créant ainsi une entreprise paternaliste : « allocations familiales spécifiques ; prime en cas de naissance,

¹³ Terme utilisé par Cauhapé (op.cit).

¹⁴ Terme utilisé par Cauhapé (op.cit)

mariage ou décès d'un proche ; mise en place d'un système de tram et bus assurant la desserte de l'entreprise et aide à l'entretien des bicyclettes (distribution de pneumatique) ; envoi en colonies de vacances des enfants du personnel ; création d'un club omnisports (le TAC, Toulouse Athlétic Club, qui deviendra dans les années 1960 un grand club toulousain) ; ainsi que le projet de construire une cité de logements à proximité de l'usine » (Cauhopé, op.cit, p 163). L'ONIA devient une usine attractive, l'un des principaux employeurs de l'agglomération (Suraud, 2007) mettant à la disposition des salariés de nombreux privilèges sociaux et économiques. Les ouvriers vivent alors en véritable autarcie.



Photo 5 Sortie des ouvriers de l'ONIA en 1956, Jean Dieuzaide, Milan Presse

2.2. La Seconde guerre mondiale

La seconde guerre mondiale marque une période particulière pour le pôle chimique de Toulouse et, plus particulièrement, pour la Poudrerie site hautement stratégique permettant de subvenir aux besoins des militaires. L'usine connaît encore une fois une croissance importante dans sa production, employant jusqu'à 10 000 personnes. En 1942, la Poudrerie est réquisitionnée par l'occupant nazi. Durant cette période, l'ONIA reste malgré tout épargnée et continue ses activités, presque normalement, jusqu'au bombardement des alliés le 2 mai 1944.

Dans l'ouvrage d'un ancien salarié d'AZF (Bordes, 2004), retraçant l'histoire de l'ONIA jusqu'à AZF, nous trouvons le témoignage d'un chef d'atelier qui a vécu cette journée. On peut alors y lire que treize bombes sont tombées dans le périmètre de l'ONIA mais que toutes n'ont pas explosées. Les bombes non explosées ont été désamorçées et retirées. Si ce bombardement a engendré quelques dégâts matériels il n'a pas provoqué de catastrophe majeure. Les activités à l'ONIA ont pu reprendre dès le mois de septembre 1944, après quelques travaux.

2.3. L'après-guerre

Les trente glorieuses marquent la période la plus prospère de l'ONIA, qui va employer jusqu'à trois mille personnes (Bordes, 2004). En 1945 se crée un Comité d'Entreprise (CE) au sein de l'usine dont les objectifs sont de « répondre, avant tout, aux attentes des salariés à travers un grand nombre d'actions et d'initiatives sociales et culturelles » (Bordes, op.cit. p 149). Ce

comité d'entreprise a permis, notamment, de construire une société HLM pour ses salariés proche de l'usine portant le nom de « cité de Papus », de délivrer des bourses d'études, la mise à disposition d'une maison de repos accueillant les malades en convalescence ou encore d'acheter des terrains de camping mis à la disposition des salariés. Ainsi, à travers ce comité d'entreprise s'est développée une véritable cohésion sociale au sein de l'usine.

2.4. Création d'AZF Grande-Paroisse

En 1967, pour répondre à la concurrence étrangère sur la marché de l'ammoniac, l'ONIA devient APC (Azote et Produit Chimique) et, en 1987, afin d'ajuster ses structures de production l'APC fusionne avec la société Grande Paroisse, donnant ainsi naissance à AZF (Azote et Fertilisant), usine de Toulouse Grande-Paroisse. En 1990, Grande-Paroisse devient une filiale du groupe pétrolier Elf-Aquitaine. En 2000, Elf fusionne avec Total Elf Fina devenant propriétaire de l'usine AZF. AZF fait alors partie des premiers groupes mondiaux de production d'Azote, mais ses effectifs vont beaucoup diminuer,



Photo 6 Usine AZF en 1996, Nouvel Observateur, le 21 Septembre 2010

mais ses effectifs vont beaucoup diminuer, dans le cadre de plans sociaux. En 2001, l'usine ne comptait plus que 475 salariés et une centaine de personnes sous-traitantes¹⁵. Le 21 Septembre 2001 marque l'arrêt définitif de cette usine.

3. Urbanisation du pôle chimique : une cohabitation conflictuelle

Parallèlement à la grande période de l'ONIA, c'est à partir des années 50 que ses alentours vont s'urbaniser avec la construction des grands ensembles HLM, cités populaires dont Empalot, Papus, le Mirail, Bellefontaine, Lafarouette. Petit à petit, le pôle chimique de Toulouse, dont l'ONIA, va être encerclé par des milliers d'habitations accueillant plus de 20 000 personnes dont une grande partie est issue de la vague d'immigration du lendemain de la guerre d'Algérie. Cette urbanisation à proximité du pôle chimique qui, dans le même temps, développe ses activités, va alors entraîner dès les années 80 des conflits entre les riverains et les usines. Comme le note la sociologue Suraud (2007), les nuisances du site chimique étaient très gênantes pour les habitants leur « interdisant parfois d'ouvrir les fenêtres » (p. 12). Dans les années 1990, et à partir d'archives de la Dépêche du Midi, deux accidents sans gravité ont eu lieu au sein

¹⁵ Le nombre de sous-traitant travaillant à AZF en 2001 est incertain. Il varie d'une centaine à un millier selon les sources.

d'AZF, faisant monter la colère des riverains. Le 5 Aout 1997, c'est la foudre qui crée une explosion dans l'usine alertant les habitants. La Dépêche précise alors : « Mais la déflagration, sans danger, illustre le « bon fonctionnement du système de sécurité » » (article du 6 Aout 1997). Moins d'un an plus tard, le 26 mars 1998 c'est une fuite d'ammoniac créant un nuage rouge dans le ciel et une odeur nauséabonde, qui fait parler d'AZF dans le journal local qui relate les témoignages des riverains proche du site : « J'ai tout de suite pensé que c'était l'ONIA. C'est affolant cette chose-là. Ils vont tous nous faire crever. » ; « On est passé à côté de quelque chose d'effroyable. Je crois qu'on ne nous dit pas toute la vérité. Aujourd'hui c'était l'ammoniac, demain ce sera quoi? ». Sur ces témoignages La Dépêche conclut : « Bref, les Toulousains n'ont pas pris cette alerte à la légère. Les habitants des quartiers sud disent avoir l'habitude ».

Henry Farreny et Christian Moretto, qui se sont mobilisés depuis les années 80 pour dénoncer la dangerosité sous-estimée des usines, ont écrit un livre retraçant l'itinéraire de leur parcours dans ce combat. « Toulouse : chronique d'un désastre annoncé », titre de leur ouvrage, annonce alors déjà la couleur. Selon ces militants, la catastrophe d'AZF était prévisible depuis longtemps et évitable. Or, le message des riverains sur les risques industriels et l'existence d'un danger provenant de l'ONIA pour la population est perçu comme une rumeur (Suraud, 2007). En effet, avant la catastrophe la DRIRE ne prenait en compte qu'un risque toxique non mortel. En conséquence, lorsque les militants dans les années 80 et 90 affirment « un jour ça va péter », le discours n'est pris au sérieux ni par les politiques ni par les dirigeants des usines.

4. L'avenir du pôle chimique en débat

Suite à la catastrophe c'est donc l'ensemble du pôle chimique toulousain (SNPE, Tolochimie et AZF) qui est touché et la poursuite des activités est mise en discussion par de nombreux acteurs : les élus locaux, le gouvernement, les riverains, les syndicats et les salariés du pôle chimique et la direction d'AZF. Durant plus d'un an ces acteurs vont se rencontrer, se concerter¹⁶ afin de prendre une décision sur l'avenir du



Photo 7 Usine AZF après l'explosion, La Dépêche du Midi, Le 4 janvier 2012

¹⁶ Marie-Gabrielle Suraud, sociologue à l'université de Toulouse, a étudié et analysé l'ensemble de ces débats.

pôle chimique et, plus largement, apporter une réflexion sur les risques industriels. Pendant ce temps de débat, entraînant parfois des conflits virulents, et dans l'attente d'une décision, toutes les activités de l'usine AZF sont à l'arrêt ainsi que la production du phosgène¹⁷ à la SNPE. Les acteurs ne trouvent pas de consensus rendant la situation complexe : les salariés du pôle chimique souhaitant la reprise de toutes les activités mais avec de nouvelles règles de sécurité, les riverains et notamment l'association Plus Jamais Ca Ni Ici Ni Ailleurs manifestent pour la fermeture de l'usine AZF et la suppression de la production de phosgène, les élus locaux prenant davantage la défense des riverains, et l'Etat se trouvant dans une situation délicate avec la SNPE dont il est seul actionnaire, ne désirant alors pas la fermer. Le 11 avril 2002, le gouvernement et l'ancien propriétaire d'AZF, décident et annoncent la fermeture définitive de l'usine. Le 30 juillet 2002, pour la SNPE, il a été décidé de suspendre et d'interdire la production du phosgène, considérée comme étant beaucoup trop dangereuse pour la population. Aujourd'hui, la SNPE a été vendue à une société privée et a dû considérablement reconvertir ses activités. Aujourd'hui, elle porte le nom de SME-Safran, toujours classée SEVESO seuil haut.

A la suite de cette décision, la destruction des bâtiments de l'usine AZF a alors démarré et s'est finalisée avec le foudroyage de la dernière cheminée le 28 novembre 2004. Un spectacle pour les uns, une déchirure pour les autres. Quant à la tour de l'urée, la fameuse cheminée rouge et blanche devenue le symbole de la catastrophe, elle a été détruite par « grignotage » en 2003. Sa destruction a duré plus de trois mois. De 2005 à 2007 des travaux de dépollution ont été menés sur l'ensemble du terrain afin que celui-ci revienne constructible.



Photo 8 Grignotage de la tour AZF

5. Le Cancéropôle

Le 31 Mars 2004 Philippe Douste-Blazy, alors Maire de Toulouse et Ministre de la Santé, annonce la création d'un Cancéropôle à Toulouse sur l'ancien site d'AZF appelé désormais site de Langlade. Un projet européen, qui concentre sur un même lieu une clinique privée, des bâtiments dédiés à la recherche et l'enseignement universitaires sur le cancer. Les travaux de

¹⁷ Gaz extrêmement toxique, aussi appelé « gaz moutarde », utilisé notamment comme arme durant la première guerre mondiale. La fabrication du phosgène à la SNPE avait pour objectif de produire les poudres utilisées dans la propulsion de la fusée Ariane. Le phosgène représentait la majeure partie des activités à la SNPE mais aussi à Tolochime et Isochème qui s'approvisionnaient en phosgène pour la production pharmaceutique. Lors de l'explosion de l'usine AZF les cuves de stockage du phosgène ont été suffisamment épargnées pour ne pas entraîner de fuite de gaz qui aurait conduit à une véritable catastrophe : La fuite de phosgène, dans les scénarios, aurait alors entraîné la mort de milliers de personnes.

ce « campus cancer », qui porte aujourd'hui le nom de « Oncopole », se sont achevés en 2013 et les premiers patients ont été accueillis récemment en 2014. L'emplacement de cet institut se situe sur la moitié sud du site AZF. La seconde moitié nord restant encore aujourd'hui en état de friche et il n'existe à l'heure actuelle aucun projet de réaménagement définitif.



Photo 9 Oncopole de Toulouse vue du sud, le 5 mai 2014, France 3 Midi Pyrénées

Ce Cancéro-pôle est alors présenté par les politiques de la ville comme un symbole de vie et de réconciliation permettant aux Toulousains de reprendre le dessus sur le traumatisme d'AZF :

« Le symbole de la nécessaire réconciliation entre la ville, ses habitants et ce site particulier » (Philippe Douste-Blazy, 2007)

« Aujourd'hui, ce site dévasté par la catastrophe industrielle devient un symbole d'espoir et de vie, le symbole de la réconciliation de l'homme avec son environnement. »
(Pierre Cohen, lettre aux Toulousains pour les 10 ans, 2011)

Ce n'est que très récemment, le 10 octobre 2014, que l'Oncopole a été inauguré par le premier ministre Manuel Valls, marquant le début d'une nouvelle vie sur ce site symbolique.

Cette reconversion du site AZF est en continuité avec l'activité industrielle mise en avant et valorisée par la ville de Toulouse, telle qu'Airbus et le CNES (Centre National d'Etudes Spatiales). Au travers de ces pôles d'excellence, Toulouse se donne une image de ville « à la pointe », dynamique et attractive, en rupture avec son passé industriel.

Epilogue

Le sigle AZF renferme une épaisseur historique. Il renvoie à la fois à une histoire industrielle remontant aux origines de l'industrie toulousaine, à une catastrophe ayant marqué les esprits et enfin à une affaire judiciaire longue et complexe. AZF devient ainsi aujourd'hui un terme polysémique. Loin de se réduire à son expression brutale dans la réalité, la catastrophe se caractérise par une « contraction de temps » (Bensa et Fassin, 2002) qui délimite un avant et après, altérant le rapport au passé et à l'avenir. Replacer le cadre historique dans lequel l'événement s'est déroulé permet alors de dénouer les significations éparses (Nora, 1974) contenues dans ce dernier pour donner sens aux actions et interprétations du présent.

Si le dénouement judiciaire, 11 ans après les faits, a permis de donner une réponse à l'explosion de l'usine AZF, cette dernière est encore l'objet de certaines controverses quant à son origine. Des polémiques qui surgissent au gré de l'actualité. L'histoire de la catastrophe d'AZF a inspiré de nombreux journalistes et romanciers qui relancent sporadiquement le débat sur l'origine de la catastrophe, que ce soit au travers d'ouvrages d'investigation ou de fiction. Ainsi, plus de dix ans après l'explosion de l'usine AZF est encore présentée comme une catastrophe mystérieuse dont la vérité semble se cacher au fond du cratère.

L'histoire d'AZF continue ainsi de s'écrire. Tout d'abord parce que le dossier judiciaire n'est finalement pas clos. Il sera réexaminé en cour de cassation, à la demande de la défense, courant 2014-2015. Ce sera sans aucun doute une nouvelle occasion pour ranimer le passé. Ensuite, parce que Toulouse commémore chaque 21 septembre et que les cérémonies cherchent encore à se fixer sur un lieu précis avec un projet, encore incertain, de construction d'un mémorial ou d'un musée.

La catastrophe d'AZF nous offre ainsi des conditions privilégiées pour interroger le phénomène de la rumeur. L'absence d'une explication officielle durant de nombreuses années est effectivement favorable à la production collective spontanée et « naïve » d'interprétations permettant de combler le « trou dans le savoir ». Cela peut alors donner naissance à des rumeurs apportant l'indispensable réponse à l'énigme.

Partie II : Perspectives théoriques : La rumeur un objet polysémique

Depuis la seconde moitié du 20^{ème} siècle, la rumeur fait l'objet d'une attention scientifique particulière en sciences sociales et les multiples travaux, anciens et contemporains découlent d'approches différenciées. Chacune lui apporte un regard spécifique constituant différents niveaux d'analyse du phénomène pouvant se compléter pour l'explication et la compréhension du phénomène. Cette première partie cherche à poser le cadre théorique dans lequel nous nous inscrivons pour l'étude de la rumeur. Plus précisément, notre recherche s'ancre dans le champ de la pensée sociale interrogeant les savoirs du sens commun et les manières de penser en contextes en fonction des insertions sociales des individus. Dans cette perspective nous adoptons le regard ternaire propre à la psychologie sociale pour interroger la rumeur dans une visée compréhensive du phénomène.

Dans le premier chapitre, nous développons les principes de la pensée sociale en tant que champ spécifique de la psychologie sociale. Cette partie a pour objectif de rendre compte de l'angle de vue que nous mobilisons pour regarder notre objet d'étude, indispensable pour saisir notre démarche réflexive. Dans un premier temps, nous reviendrons sur l'histoire de la recherche à propos de la rumeur selon différents courants de pensée afin de situer notre ancrage théorique. Dans un second temps, nous nous intéresserons au statut de la croyance dans les sociétés et la manière dont le champ de la pensée sociale nous permet de rendre intelligible ces morceaux de savoirs souvent jugés comme incompatibles avec la modernité.

En nous appuyant sur un ensemble de travaux en sciences sociales, le second chapitre a pour but de délimiter et définir la rumeur en exposant ses propriétés. Il s'agira alors de mettre en avant ses processus d'élaboration, les contextes qui favorisent son émergence, les fonctions sociales et identitaires auxquelles elle répond et enfin les traits caractéristiques de son contenu. Les éléments apportés dans ce chapitre, nous servent de guide pour observer et mesurer la rumeur.

Enfin, nous mobilisons, dans un troisième chapitre, le concept de la mémoire collective pour l'analyse du contenu d'une rumeur. Le parallèle entre rumeur et mémoire collective, leurs influences réciproques, les fonctions identitaires qu'elles remplissent apportent un angle de vue intéressant et pertinent pour répondre à la problématique de l'adhésion. Notre attention ici se

porte alors sur les significations induites dans la rumeur au travers de l'histoire et de l'appartenance des groupes qui la diffusent. Nous verrons en quoi la rumeur peut s'envisager comme une stratégie mémorielle pouvant être un enjeu de conflit intergroupe. Nous accordons dans ce chapitre une place importante à l'espace tant du point de vue matériel que symbolique dans le processus de transmission de la rumeur et sa cristallisation dans les mémoires.

L'ensemble de ces éléments théoriques rapportés à notre cadre contextuel nous amèneront à énoncer dans la synthèse de cette partie, une problématique.

Chapitre 1 : De la pensée aux croyances sociales

Chercher le vrai du faux dans la masse d'informations qui nous parvient chaque jour est une activité à laquelle nous nous adonnons régulièrement. Qui dit vrai ? Qui dit faux ? Qui détient la vérité ? Qu'est-ce qu'on nous cache ? Si la rumeur attire les médias tout autant que les individus, elle est majoritairement perçue comme étant péjorative. Ceux qui y adhèrent sont souvent stigmatisés et qualifiés de crédules. Pourtant qui n'a jamais douté ou même adhéré à une rumeur ? La rumeur a ceci de particulier que sa désignation même dans l'espace public est relative à chacun de nous. En effet, pour ceux qui y adhèrent et la colportent, la rumeur n'est pas une rumeur mais bien une information à valeur de vérité (Rouquette & Boyer, 2010). En revanche, pour ceux qui la rejettent, elle est une allégation grossière, naïve pouvant avoir de lourdes conséquences.

Dans ce travail, nous proposons d'étudier la rumeur en tant que produit du sens commun, sous l'angle du paradigme de la pensée sociale, nous amenant à placer le sujet au cœur même de la construction et de la transmission des connaissances « motivées et conditionnées par son insertion sociale particulière, autrement dit par sa citoyenneté au sens étymologique du terme » (Rouquette, 2009, p. 6). Dans un premier temps nous exposons ici la problématique soulevée par la place des croyances dans nos sociétés dites modernes régies par l'omnipotence de la connaissance scientifique. Dans un second temps, pour dépasser la vision dualiste entre science et croyance, nous penserons le lien entre sens commun, croyances sociales et représentations sociales. Cette approche nous amène alors à « affronter la complexité » (Kalampalikis, 2006) de la connaissance ou plutôt des connaissances acquises et renouvelées dans des contextes socio-culturels et historiques donnés. Enfin nous développerons le phénomène de l'adhésion, dimension inhérente aux croyances sous l'angle de l'identité sociale. Ce dernier point nous conduira à nous interroger sur les motivations psychosociales des individus et groupes à adhérer ou au contraire à rejeter une croyance dans certaines situations.

1. La rumeur dans les sciences sociales

Pour situer notre point d'ancrage théorique nous traçons ici les grandes lignes de la recherche sur la rumeur dont nous détaillerons les études au fur et à mesure du manuscrit. Ce cadre nous fournit un panorama sur les différents courants de pensée ayant contribué à la conceptualisation du phénomène, pouvant se compléter ou au contraire s'opposer.

1.1. Un objet interdisciplinaire

Depuis la moitié du 20^e siècle, la rumeur est un objet d'étude incontournable et incontestable en sciences sociales et en sciences de la communication. De nombreuses disciplines s'y intéressent en effet, trouvant un intérêt qui leur est propre à observer la rumeur. La majorité des écrits scientifiques, d'après-guerre, sur la rumeur, ont tendance à prendre comme point de départ les expériences d'Allport et Lepkin (1945) et d'Allport et Postman (1945). Or, c'est avec la psychologie du témoignage, discipline en plein essor au début du 20^{ième} siècle, que les premiers travaux sur la rumeur vont apparaître. En 1902, le psychologue allemand, Louis William Stern, préoccupé par la fidélité des témoignages, interroge alors les capacités de la mémoire individuelle à retenir les détails d'une situation. Pour cela, il utilise une méthode expérimentale originale visant à observer les divergences d'un message dans une transmission linéaire (cité dans Froissart, 2002/2010) : la reproduction sérielle à partir d'un texte. Ses données mettent en évidence qu'au bout de quatre relais les sujets ne retiennent plus qu'un tiers du texte. Les résultats sont alors interprétés comme la résultante d'une capacité cognitive limitée empêchant les individus de mémoriser les détails d'une situation. Sans ambition au préalable, son expérience va marquer toute une série d'études en psychologie sociale visant à expliquer le phénomène de la rumeur. La rumeur est alors née de la psychologie cognitive expérimentale dont les premiers travaux s'appuient sur ceux d'Ebbinghaus. Dans cette perspective, la rumeur est examinée selon une grille de lecture binaire correspondant « à la séparation du sujet et de l'objet, qui sont donnés et définis indépendamment l'un de l'autre » (Moscovici, 1984, p. 8).

En 1920, de l'autre côté de la Manche, le psychosociologue anglais, Bartlett (1920), mène une étude sur la transmission des histoires folkloriques selon les groupes. Il fonde alors son protocole expérimental à partir de la reproduction sérielle mis en place par Stern. A la différence de la psychologie du témoignage, la problématique ici se focalise sur la dimension socio-culturelle dans les modifications apportées au message initial, dans des contextes particuliers. Dans le même courant d'idée, en 1935 le psychologue indien Prasad (1935, 1950), mène une étude *in vivo* sur la rumeur suite à un séisme important dans la région de Bihar, au nord de l'Inde. Il met alors en évidence que la rumeur est une forme de réponse collective signifiante pour le groupe dans une situation incertaine. C'est seulement après la notoriété des travaux d'Allport et Postman, que la recherche sur la rumeur va connaître une croissance importante en psychologie sociale. La majorité de ces études (Bordia & DiFonzo, 2002 ; Festinger & al, 1948 ; Rouquette, 1975 ; Schachter & Burdick, 1955) s'inscrivent dans le courant de la cognition

sociale interrogeant l'influence de l'environnement social, global et immédiat, sur la façon de traiter une information. Cette approche propose alors d'articuler « des explications de niveau intra-individuel à des explications de niveau intrapersonnel, positionnel et idéologique » (Drozda-Senkowska & Oberlé, 2007, p. 79) dans l'étude de la connaissance.

En plus de la psychologie sociale, la sociologie a également contribué au développement des connaissances sur la rumeur. Plus précisément, certains sociologues (Aldrin, 2005 ; Elias, 1997 ; Froissart, 2002 ; Peterson & Gist, 1951 ; Shibutani, 1966) ont participé à la mise en évidence de l'importance de la dimension sociale dans l'élaboration, la transmission et l'adhésion à une rumeur. Ces travaux apportent des éléments essentiels pour la conceptualisation du phénomène de la rumeur. Ce qui les différencie de la psychologie sociale réside surtout dans l'approche méthodologique. En effet, si la recherche en psychologie sociale sur la rumeur privilégie la démarche expérimentale et quantitative, les études en sociologie se basent davantage sur une approche qualitative, que ce soit au travers d'analyse documentaires ou d'observations sur le terrain. Par ailleurs, au sein de la sociologie, se distingue le courant des « folkloristes » développant une approche herméneutique dans l'analyse des légendes urbaines et des phénomènes connexes tels que les rumeurs et les « gossip ». Ce modèle d'analyse consistant à déchiffrer le sens caché dans le contenu apparent a été porté par Morin (1969) au travers de son étude sur la rumeur d'Orléans. Aujourd'hui, les travaux notamment de Renard (1999/2006), Campion-Vincent (1990, 2005), Reumaux (1999), Fine (1985, 2006) s'inscrivent dans ce courant de pensée.

L'autre discipline ayant apporté une pierre à l'édifice dans la compréhension de la rumeur est l'histoire. C'est avec les réflexions livrées par Marc Bloch en 1921 sur les « fausses nouvelles » répandues durant la première guerre mondiale, que la rumeur est devenue une donnée sérieuse pour l'historien. Sa présence lui permet d'isoler les périodes de crise, et son message de saisir le type de relation entre les différentes classes sociales et notamment entre le clergé, le pouvoir royaliste, la bourgeoisie et le peuple. Ces travaux (Bloch, 1921 ; Farge, 1999 ; Lefebvre, 1988 ; Ploux, 1999a, 1999b, 2000) découlent le plus souvent du courant de « l'histoire des mentalités » initié par Marc Bloch et Lucien Febvre en 1929. Cette école de pensée accorde une place centrale « aux façons de penser et de sentir » (Ricoeur, 2000, p 243) à une époque donnée, dans une société située. Au début des années 1980, la notion de mentalité, trop vague et critiquée, fait place à celle de représentation et va initier tout un pan de la recherche sur la mémoire en histoire, en tant que représentation du passé (Van Ypersele & Raxhon, 2006). Depuis, les historiens tels que Farge (op.cit.) et Ploux (op.cit.) se sont saisis de la rumeur comme d'une

donnée historiographique permettant d'accéder à un ensemble de croyances et de représentations partagées au sein du corps social (Ploux, 1999a).

Plus récemment, des travaux sur la rumeur se développent de façon importante en sciences politique, en communication et marketing, trouvant un bénéfice à se saisir de ce phénomène. La rumeur ici est le plus souvent étudiée en tant que stratégie de communication. Actuellement, en Chine des chercheurs (Li & al, 2014 ; Han & al, 2014 ; Zhang & al, 2014), issus principalement des sciences mathématiques et physiques, tentent de mettre au point un algorithme basé sur la technique stochastique pour contrôler la propagation des rumeurs sur internet et, plus particulièrement, sur les réseaux sociaux. Comme un retour en arrière, la rumeur est ici appréhendée dans un rapport binaire laissant de côté les dynamiques sociales, culturelles et contextuelles dans la communication et le traitement de l'information.

1.2. Différents courants de recherche

L'étude de la rumeur n'est l'apanage d'aucune discipline. Nous le constatons la rumeur est un objet pluridisciplinaire impliquant les sciences humaines au sens large. Les éléments théoriques se complètent parfois ou au contraire divergent. Or, ce n'est pas tant la discipline qui définit tel ou tel regard sur la rumeur mais davantage l'angle d'approche adopté dans l'analyse du phénomène. De manière schématique, se dégage une approche structuraliste à celle plus interactionniste dans la façon d'étudier et de définir la rumeur (Aldrin, 2003). La première initiée par Allport & Postman (1945), focalise l'attention sur les processus intra-individuels dans la manière de traiter l'information dans une situation particulière, caractérisée par l'ambiguïté. La dimension socioculturelle est négligée dans ce courant de recherche (Bordia & DiFonzo, 2002) ainsi que le rôle de l'interaction entre les individus dans l'élaboration de connaissances. Ce modèle reste pourtant l'un des plus mobilisés dans l'étude de la rumeur en psychologie sociale. Dans ce cadre, la méthode expérimentale en laboratoire est privilégiée pour observer les processus de distorsion d'un contenu à la l'origine de la formation d'une rumeur. Un certain nombre de variables intra-individuelles sont alors manipulées afin de préciser des facteurs de construction et de transmission d'une rumeur. Le niveau d'implication, le type et le niveau d'émotion, le caractère incertain et négatif du message constituent les facteurs les plus étudiés dans le traitement et la diffusion d'un message. Les résultats issus de ces études apportent des éléments de connaissances nécessaires dans la compréhension de la mécanique d'une rumeur. Néanmoins, ces données ne peuvent se suffire à elles-mêmes pour saisir le sens d'une rumeur pour les individus et dans les groupes. Les raisons de sa permanence,

son aspect dynamique dans le temps, les variations intergroupes et les enjeux de son adhésion restent encore trop flous à ce stade de la recherche.

L'approche interactionniste tente alors d'apporter des réponses sur ces derniers points. Ce modèle s'inscrit notamment dans la lignée des études de Prasad (1935, 1950) et de Shibutani (1966). Les dimensions sociale et culturelle sont remises au centre de l'analyse du phénomène. La rumeur est ici appréhendée sous l'angle des relations interindividuelles et intergroupes dans des contextes particuliers. Dans ce courant, la rumeur est un phénomène ordinaire, se construisant sans cesse dans nos interactions du quotidien, relevant ainsi de la communication dite « normale ». Elle s'appréhende ici comme la manifestation du sens commun. La rumeur dans cette approche est mise en perspective avec des concepts centraux des sciences sociales et *a fortiori* de la psychologie sociale tels que : la pensée et les représentations sociales, la mémoire collective et l'identité sociale.

En France, et dès 1975 Rouquette, a clairement participé au développement de cette approche en la considérant justement non pas comme une « aberration pathologique (...) mais comme l'expression privilégiée de la pensée sociale » (Rouquette, op.cit., p.8). Il impute alors d'emblée tout caractère anémique des rumeurs et s'attache à étudier d'une part les processus de construction et de transmission et, d'autre part, les motivations qui influencent les individus à adhérer et colporter la rumeur. Il s'inscrit donc dans une approche interactionniste cherchant à mettre en évidence les raisons de l'échange des rumeurs dans un groupe donné. Rouquette (1999) envisage la rumeur dans une triangulation entre récit, contexte et sujets. A partir de cette posture, pour lui toute rumeur a « une valeur pragmatique » (Rouquette, op.cit., p. 165) qu'on ne peut appréhender qu'à l'intérieur de l'identité du groupe. Malgré la pertinence d'une approche interactionniste pour l'étude de la rumeur, celle-ci reste encore trop peu développée dans les travaux scientifiques au profit d'un modèle plus structuraliste (Aldrin, 2003). Ce travail a alors l'ambition de renouer avec la théorie de la pensée sociale et le concept de la mémoire collective pour l'étude du phénomène de la rumeur. Ces deux modèles théoriques nous permettent alors d'analyser l'interaction entre les processus de construction, de transmission et le degré d'adhésion à la rumeur dans des groupes précis, plus ou moins impliqués, et en fonction de contextes particuliers.

2. Science(s) et croyance(s) ou le paradoxe des sociétés modernes

« On imagine mal une culture de non-croyance absolue, il n'y a que les morts pour ne croire à rien » (Pontalis, 1978)

L'objectif ici est alors d'exposer les propriétés et les mécanismes de la pensée sociale, considérée comme le moteur principal dans la construction mais aussi dans le contenu même de la rumeur. Nous aborderons nécessairement ici, les croyances et les représentations sociales en tant que concepts tributaires de la pensée sociale et essentiels pour la compréhension du phénomène de la rumeur.

2.1. Rumeur, pensée et croyances sociales

Partons de ce principe simple mais fondamental, qui constitue le socle commun des sciences humaines : il n'existe pas de société, de culture, de civilisation et d'individu sans connaissance. L'élaboration, la transmission et le partage de savoirs au sein d'un ensemble social sont indispensables afin de donner du sens, d'agir et de maîtriser l'environnement qui nous entoure (Jodelet, 1989/2003). Parce que nous ne sommes pas « isolés dans un monde social » (Jodelet, op.cit., p 47), les connaissances se construisent et s'actualisent sans cesse dans nos interactions quotidiennes avec autrui. Cet état de fait pose les jalons de la psychologie sociale en tant qu'elle se définit comme « la science des connaissances sociales » (Moscovici, 2013). La psychologie sociale se préoccupe ainsi de la manière dont les individus, insérés dans une société et culture données, appréhendent les événements du quotidien, construisent ensemble des connaissances et des significations de la réalité qui les entoure modelant les relations interindividuelles et intergroupes. De la sorte, lorsque nous abordons les « savoirs du quotidien » nous nous interrogeons et intéressons nécessairement à la fois aux produits et aux processus « d'une activité d'appropriation de la réalité extérieure à la pensée et d'élaboration psychologique et sociale de cette réalité » (Jodelet, 1989/2003, p. 54). En étudiant la sociogenèse des savoirs et leurs expressions dans les pratiques du quotidien, nous rencontrons alors tôt ou tard la question des croyances. Constitutives de notre patrimoine intellectuel, elles nous préexistent en même temps que nous les renouvelons continuellement afin de les adapter aux nouvelles données de notre environnement. La croyance en tant que telle permet d'attribuer un sens et une raison à la réalité et aux phénomènes que l'individu observe, il ne peut se dérober à cette dernière. L'intolérance au hasard, à l'absurde, à l'impensé fondent les raisons et le socle des croyances qui apparaissent dans cette perspective tout à fait rationnelles et essentielles à la vie psychique.

Dans ce cadre, l'étude de la rumeur tient une place tout à fait pertinente pour la psychologie sociale dans le sens où elle s'inscrit parmi les formes typiques de la connaissance sociale survenant dans des situations de rupture de routine induisant un changement. S'étayant sur un socle de connaissances du passé, elle s'élabore à partir de morceaux de savoirs du groupe pour rendre intelligible une situation vécue comme menaçante, réelle ou imaginée. Elle se construit socialement, se transmet par et dans les groupes permettant de s'approprier une expérience. Plus précisément, les rumeurs sont associées à l'univers des croyances induisant une connaissance invérifiée, sans preuve véritable qui serait davantage étayée sur un mode affectif plus qu'intellectuel.

Depuis les philosophes Grecs, les croyances ont depuis toujours intéressé et créé des passions au sein des sciences sociales et humaines. En psychologie, les croyances apparaissent dès 1895 avec l'œuvre de Lebon dans l'étude de la « Psychologie des foules » repris quelques années après en 1921 par Freud dans « Psychologie des masses et analyse du moi ». Dans ces textes, « l'âme des foules » y est décrite comme dénuée d'esprit critique devenant d'une « crédulité extrême » et adhérant aux récits les plus invraisemblables comme les légendes (Lebon, 1895/1963 ; Freud, 1921/2003). Freud précise ainsi que « la masse ne connaît ni doute, ni incertitude » (p. 14) et qu'elle n'a « jamais connu la soif de vérité » (p. 18). Les croyances sont alors assimilées à des « hallucinations collectives » (Lebon, op.cit., p. 28) qui viendraient révéler l'absence d'intelligence de la foule. Cette dernière est définie comme étant « instinctive » et « illogique » où l'inconscient prédominerait sur le conscient. Considérée comme le lieu des sentiments les plus archaïques, les croyances y régneraient asservissant les esprits dans l'ignorance. Dans ces ouvrages, les deux psychologues posent le paradoxe d'un individu doué de raison mais qui confondu dans la masse serait comme paralysé de toute capacité intellectuelle pouvant adhérer aux croyances les plus folles.

Depuis ces considérations psychologiques, la notion de croyance a évolué grâce notamment aux travaux d'anthropologues tels que ceux de Malinowski et Lévi-Strauss ou encore du célèbre sociologue Durkheim. Les croyances incarnées dans les légendes, les mythes ou encore la magie ne sont plus considérées comme le produit d'esprits « illuminés » mais révélatrices d'un système de significations et de communication organisant la vie en société.

Toutefois, et malgré une attention particulière accordée aux phénomènes de croyances en sciences humaines, de nombreuses difficultés épistémologiques persistent dans ce domaine large d'étude, à commencer par une confusion sémantique entre les différentes formes appartenant à cet univers de pensée : « l'univers de pensée relatif aux croyances (...) se recouvre

par un flou une délimitation hasardeuse et une conceptualisation qui se heurte à des hiatus sémantiques » (Kalampalikis, 2002, p 7). Ainsi, plusieurs phénomènes, notions et concepts font directement références à la famille des croyances parfois difficile à distinguer dans la théorie comme sur le terrain. La rumeur inscrite dans cette famille circule alors au côté des légendes urbaines et scientifiques, des ragots, des mythes, de la pensée magique ou encore des théories du complot. Or, et comme le note judicieusement Jodelet (2002) « les croyances ne forment pas un ensemble monolithique de phénomènes » (p. 158) et il devient nécessaire de préciser leurs particularités. De manière générale, aborder les croyances c'est faire référence à la fois à un système de pensée stable fournissant les cadres de significations globales à partir desquels les individus se représentent les objets de la réalité (Apostolidis, Duveen & Kalampalikis, 2002) mais aussi à l'ensemble de ses manifestations qu'elles soient pérennes comme les rites religieux ou au contraire épisodiques telles que les rumeurs.

2.2. Place et statut de la croyance dans nos sociétés

« Les énigmes du monde ne se dévoilent que
lentement à notre recherche ; la science, aujourd'hui
encore, ne peut pas apporter de réponse à nombre de
questions. » (Freud, 1927, p. 172)

Dans les sociétés occidentales, les sociétés « conçues » (Moscovici, 1993), caractérisées par la sécularisation et l'idéologie de la rationalité scientifique, le savoir scientifique tient une place hégémonique faisant valeur de vérité et de légitimité. A l'inverse, le monde des croyances est dévalorisé, ne concernerait que les sociétés dites « primitives » ou encore « inférieures » (Frazer). Moscovici (1993) part donc de cette constatation : « les sociétés conçues veulent se fonder exclusivement sur la connaissance –rationnelle, empirique, dialectique, peu importe-, donc une connaissance autonome, partant de l'observation et de l'inférence, à l'abri de toute idée et de toute pratique fondées sur la croyance » (p 8). Or il faut se rendre à l'évidence, la science n'a pas fait disparaître les croyances. Tout au plus, elle a permis de les métamorphoser. Si dans nos quotidiens les croyances semblent être latentes et implicites, lorsqu'un objet nouveau apparaît ces dernières deviennent saillantes et manifestes. Si l'on tend l'oreille, on observe bien, lors d'événements extraordinaires (tsunami, les attentats du World-Trade-Center, le tremblement de terre à Haïti...), combien les rumeurs ou encore les théories du complot prennent une place prépondérantes dans les interprétations. Et c'est sans doute l'un des plus grands paradoxes de nos sociétés modernes. Comme l'indique Kalampalikis (2006), « l'inattendu provient, sans doute, du sentiment de malaise dans nos propres sociétés

caractérisées par des formes de pensée productrices et reproductrices des figures de l'irrationalité. » (p 228).

Les croyances sont le plus souvent considérées comme des biais et des erreurs cognitives aliénant les esprits dans l'illusion d'un monde « enchanté ». La célèbre allégorie de la caverne de Platon, illustre bien l'idée selon laquelle l'opinion et les croyances enterrent les hommes dans l'ombre ne pouvant voir la réalité qui les entoure. Les philosophes des Lumières ont alors répandu et consolidé « le mythe de l'absurdité des convictions » (Moscovici, 2013), selon lequel les croyances rabaissent l'esprit des hommes. La science se présente alors comme la thérapie des croyances replaçant l'homme dans la lumière de la connaissance. Telle est « l'illusion » de nos sociétés modernes selon laquelle la pensée scientifique doit remplacer la pensée profane et les croyances populaires. C'est tout l'argument établi par Freud dans « l'avenir d'une illusion » (1927/2006) où il oppose les non-croyants en tant que personnes cultivées et ayant accès à la pensée scientifique et les croyants en tant que personnes incultes et « ennemis de la culture » (p. 180).

Or, la question n'est pas de se demander si la société est irrationnelle mais il faut s'interroger sur l'utilité sociale de la connaissance scientifique dans nos quotidiens. En d'autres termes et pour reprendre la réflexion de Moscovici (1992) dans son article sur la pensée magique, en quoi la pensée scientifique n'est pas satisfaisante et pourquoi mobilisons-nous d'autres formes de connaissances pour penser et interpréter notre monde ?

Si certains parlent de « biais cognitifs », d'erreurs fondamentales, de fantasmes en référence aux croyances nous préférons évoquer une formation mentale ayant sa propre rationalité garantissant et préservant notamment un certain ordre du monde social. Et les rumeurs n'échappent pas à cette règle. Elles ne sont pas une « aberration pathologique », ou la conséquence d'une capacité intellectuelle limitée, mais doivent être considérées davantage comme une réponse face à une situation ambiguë perçue comme une menace. L'attention du chercheur doit ainsi se focaliser sur les implicites sous-tendus dans le contenu d'une rumeur diffusé dans un contexte socio-historique donné.

2.3. Clinique des rumeurs : la science une thérapie des croyances ?

« Les croyances n'étant pas bâties sur des faits, les faits ne peuvent pas les ruiner »
(Moscovici, p. X, 1993b)

De manière générale, lorsque nous étudions les croyances et notamment le phénomène des rumeurs, nous sommes confrontés à la question de la véracité des discours renvoyant plus largement aux paradoxes d'une pensée raisonnée versus une pensée irraisonnée. Les croyances, prises dans cette dichotomie, sous-tendent alors l'idée selon laquelle il existerait une « raison pure » scientifique et idéale opposée à une pensée naïve et crédule. Or, si la véracité ou la fausseté d'un récit constitue un critère nécessaire pour l'historien il en est autrement pour la psychologie sociale. L'étude des rumeurs en psychologie sociale n'est pas une étude historique qui chercherait à établir la véracité ou la fausseté d'un récit, d'une allégation (Fraïssé, 2010). Ne nous méprenons pas. Nous ne sommes d'ailleurs pas ici dans une recherche journalistique ayant pour ambition de refaire le procès d'AZF et en trouver la vérité. Ce sujet dépasse totalement nos compétences et ne constitue en rien notre objet d'étude. Selon les principes de l'approche de la pensée sociale, nous cherchons davantage à comprendre et expliquer le rapport des individus aux autres et au monde qui les entoure. Il faut ainsi aller au-delà du caractère vrai/faux dans la conceptualisation de la rumeur. L'essentiel réside davantage dans les symboles et les significations que la rumeur propage reflétant des croyances sur la manière dont le monde fonctionne. Dans cette perspective, la dimension de la véracité d'une rumeur, et plus largement des croyances, devient contingente pour la psychologie sociale.

Dès 1975 et à propos de l'étude de la rumeur, Rouquette soulignait ainsi déjà la nécessité de se séparer de l'idéologie de nos sociétés modernes survalorisant les discours scientifiques ayant pour conséquence de moraliser et condamner toutes formes de croyances :

« La fonction primordiale des rumeurs n'est pas ainsi de communiquer des renseignements, mais de refléter un état social : en elles, par elles, un double mouvement se traduit, qui rapprochent des uns en les éloignant des autres. Les rumeurs partagent ou ravivent le partage du monde et distribuent leur rôle à tous. Peu importe, à ce niveau, leur vérité et leur justesse, voire leur justice : sociologues et psychosociologues n'ont que trop longtemps confondu moralité et objectivité, condamnation et explication »
(Rouquette, op.cit., p. 103).

Dans la même logique de pensée, le sociologue Froissart (1999), en étudiant une rumeur sur le terrain, à Conakry, en Guinée, suggère que « cesser de vérifier les rumeurs, c'est donc enfin

accéder aux sociétés dans lesquelles les rumeurs se diffusent. La rumeur, si on la « déconnecte » de la véracité, devient donc un métadiscours d'un lieu et d'un temps donné. » (Froissart, op.cit., p. 118).

Dans la logique des sociétés conçues, les croyances soulèvent également le problème de leur permanence dans le temps, ou plus exactement, la manière dont la société peut mettre fin à ces « irrégularités » de pensée vécues comme incompatibles avec les canevas du raisonnement scientifique. Les premiers travaux sur la rumeur, initiés par les frères Allport s'inscrivent clairement dans cette perspective. Les objectifs, les méthodes ainsi que leurs conclusions reflètent alors fortement les idées dominantes partagées dans nos sociétés dites modernes visant à condamner et moraliser toutes formes de croyances. C'est dans le contexte de l'entrée des Etats-Unis dans la seconde guerre mondiale que leurs études ont vu le jour. En 1942 une « vague de rumeurs » se propage aux Etats-Unis mettant à mal la crédibilité du gouvernement américain qui perdit alors la confiance des citoyens. La majorité des rumeurs sont dites « négatives » considérées comme ayant un effet préjudiciable sur l'état d'esprit et le comportement de la population dans « l'effort de guerre ». Ces rumeurs touchent particulièrement la pénurie alimentaire et les campagnes de rationnement. Certaines de ces histoires racontaient alors que l'armée gaspillait de la viande, que les Russes utilisaient du beurre envoyé par les USA pour graisser leurs armes (Allport & Postman, 1945). D'autres encore annonçaient une victoire de l'ennemi sur le front. Des rumeurs qui épousent alors la propagande des forces de l'axe (Froissart, 2002/2010) sapant le moral des troupes, considérées par le gouvernement comme une menace pour la sécurité nationale. Face à ces fausses informations contre-indicatives, le gouvernement cherche alors à mettre en place des moyens prophylactiques pour stopper les rumeurs. Pour cela, il sollicite le laboratoire de psychologie de l'université de Harvard dirigé par Gordon Allport. L'équipe met alors en place trois phases de recherche pour répondre à la demande gouvernementale. Dans un premier temps, en 1942, G. Allport & Knapp, élaborent une opération « appel à la rumeur » qui consiste à récolter les rumeurs qui circulent dans le pays. La population est ainsi invitée à envoyer toutes les « informations officieuses » qu'elles ont entendu dans leur entourage, au « Reader's Digest », l'un des mensuels le plus lu aux Etats-Unis. En prenant connaissance de ces « fausses informations » ils créent un programme intitulé « *rumor clinic*¹⁸ » ayant pour but de déconstruire chaque rumeur. Ils mettent alors en place, à l'aide notamment de la radio et de la presse, un ensemble d'actions visant à « guérir » les colporteurs de mauvaises informations. La presse et la radio diffusent régulièrement des

¹⁸¹⁸ Clinique des rumeurs

arguments disqualifiant les rumeurs : ils les déconstruisent, mettent en évidence les irrationalités des messages, les qualifient de canulars, de rumeurs, dénoncent l'antipatriotisme de ceux qui y croient et qui les colportent. En parallèle, toute une série d'affiches sont diffusées dans le pays dénonçant les effets « dramatiques » du colportage de rumeurs. Les slogans « *Careless Talk* » et « *The Wall Have Ears* » sont les plus connus et ont donné naissance à un ensemble d'affiches avertissant sur le caractère criminel des rumeurs (Aldrin, 2011, p. 87).

Toutefois, le recensement des rumeurs, ne suffit pas. Pour stopper efficacement les colportages il faut mettre en évidence d'une part, les processus de la rumeur et, d'autre part, le profil des personnes vulnérables à ce type de bruit. C'est sur ces objectifs que les frères Allport, chacun de leur côté, vont baser leurs études. Si leurs travaux se différencient tant sur l'axe théorique que sur la méthodologie, ils sont tout à fait révélateurs d'une « pensée stigmatisante » (Moscovici, 1993a) à l'égard de la rumeur et de leurs colporteurs. En effet, selon les conclusions établies par Allport et Lepkin (1945), pour éradiquer les rumeurs contre performantes à l'effort de guerre, il faut « attaquer le niveau de pensée et d'émotion » (p. 14) des crédules. Pour cela, ils préconisent de donner des modèles plus clairs de raisonnement et de souligner que les rumeurs sont seulement des idées de l'esprit. Quant à Allport et Postman (1945) ils concluent qu'au regard des processus de distorsions du message en jeu dans la rumeur, des extraversion de celle-ci, « aucun crédit ne peut être attribué à la rumeur » (p. 184), et n'hésitent pas à l'assimiler à un comportement autistique (p. 183). Là encore, la rumeur est déqualifiée et les croyants stigmatisés. Si leurs études est encore aujourd'hui une référence incontournable, ils ont contribué à une conceptualisation « pathologique » du phénomène de la rumeur.

Encore aujourd'hui, nous l'observons, le vocabulaire associé à la rumeur, dans les médias et dans certaines productions scientifiques, expriment bien la crainte de nos sociétés envers cette forme de connaissance. On constate en effet un champ lexical faisant référence au pathos : la rumeur est alors « maladie de la société », « un virus contagieux qui se propage », on parle de « syndrome de la rumeur », « symptôme », « délire ». Pour définir les cycles de la vie d'une rumeur, Morin dans sa célèbre étude sur Orléans (1969), utilise la métaphore avec l'évolution d'une cellule cancéreuse. Le sociologue parle alors d'incubation, de propagation, de métastase et de résorption. La rumeur est ainsi régulièrement représentée comme un fléau dont le seul vaccin serait la connaissance établie par la science. A ce titre, dans un article étudiant les rumeurs sur les origines du sida, publié dans la revue *Sciences sociales et santé*, en 1994, les auteurs donnent une définition de la rumeur qui tend à la stigmatiser : « Ce moyen de communication vieux comme le monde, déformant, simplifiant les informations, s'accrochant

à des vérités irréfutables et élémentaires, charriant les fantasmes inavoués d'une société, satisfaisant les pulsions les plus incontrôlées et les plus archaïques, est comme la « bête immonde » qui sommeil dans l'ombre, toujours prête à surgir sous une forme renouvelée, à flatter les bas instincts, à déferler, s'amplifiant dans le discours qui la colporte, balayant les scrupules des êtres hallucinés qui s'en font les véhiculent trop complaisant. » (Paichelier, Quemin, 1994, p 41-42). Pascal Froissart, dans son ouvrage *La Rumeur* (2002), constate alors que dans les discours journalistiques, la littérature et le cinéma la rumeur est toujours présentée comme étant « péjorative, noire, catastrophique. (...) il n'y a qu'une seule et unique représentation du phénomène : fuyant, pervers, insaisissable. » (p 29).

Au travers de cet aperçu, nous constatons combien la science est elle aussi tributaire des idées et pensées dominantes du contexte dans lequel elle se développe. Les croyances ont trop souvent été étudiées dans son rapport aux critères de la vérité scientifique et ainsi jugées comme étant « prélogiques », « irrationnelles » en contradiction avec une pensée scientifique vantée par nos sociétés (Kalampalikis, 2010).

Ce phénomène semble être alors appréhendé au travers d'une pensée dite « stigmatisante » (Moscovici, 1993a) qui vise à exclure et diaboliser toutes formes de croyances et de symboles « qui nous lient les uns aux autres » (p 20) au profit d'une pure rationalisation désincarnée de tout sujet. Or, il y a bien des « raisons » de croire pour les sujets, qu'il s'agisse de rumeurs, de mythes, de légendes ou encore de religions. De la même manière que l'idée de l'existence d'une société purement scientifique est une forme de croyance et d'idéologie selon lesquelles l'homme serait toujours rationnel, pourrait maîtriser la nature et prédire l'avenir. Ainsi, et selon Kalampalikis (2002), « toute croyance a une part rationnelle et tout savoir scientifique une part irrationnelle ; au lieu donc d'opposer la croyance à la raison il serait plus pertinent d'opposer la croyance à l'incroyance et de retrouver les sources d'adhésion collectives. » (p 70). S'efforcer de considérer cette réalité permet alors de comprendre que les croyances ne peuvent s'effacer en injectant du discours scientifique. La manière de penser, ou plutôt les manières de penser, sont bien plus complexes qu'il n'y paraît. Il n'y a pas d'un côté des sociétés pensantes et de l'autre des sociétés naïves si bien que l'axe rationnel vs irrationnel n'est pas adéquat pour étudier les savoirs au sens large partagés et transmis que ce soit entre des experts et/ou des profanes. Il faut, alors, renouer avec l'hypothèse de la polyphasie cognitive (Moscovici, 1961/2004) mettant en avant la coexistence de plusieurs formes de pensées et de savoirs chez un même individu, un groupe, une société. Ainsi, toute croyance a sa propre logique et rationalité pour le groupe qui y adhère. Elle prend sens au travers de l'histoire des groupes,

s'exprime par des pratiques, des rites, des coutumes permettant de relier un passé à un présent et de préparer l'avenir.

3. Science(s) et croyance(s) vers une cohabitation

L'approche des représentations sociales nous amène à dépasser le clivage obsolète, qui tend à opposer pensée scientifique et pensée sociale, pour nous inscrire dans une perspective plus large cherchant à révéler des fonctions et des significations complexes sous-jacentes à ces productions mentales particulières. Dans cette optique, la manière de problématiser les phénomènes de croyance ne vise pas à mesurer ou à évaluer ces modes de pensées en comparaison avec l'idéal de la pensée scientifique vanté par nos sociétés modernes. L'intérêt d'étudier la pensée et les croyances sociales, est d'interroger le contexte de mobilisation de telle ou telle pensée, les fonctions auxquelles les croyances répondent et la manière dont les différentes formes de pensées cohabitent. Par ailleurs, l'étude des croyances et des représentations sociales permettent de rendre intelligible certaines pratiques, rites ou encore de rapports sociaux entre des sujets.

3.1. Pensées et épistémologie

Selon l'approche de la pensée sociale, ce qui différencie alors la pensée scientifique de la pensée dite naïve ce sont des « genres d'opérations mentales » et de raisonnement (Moscovici, 1992). De manière générale, la première vérifie sa pensée par des preuves (induction) la seconde confirme sa pensée au travers de faits (déduction). La mise en évidence de quelques opérations mentales spécifiques à la pensée sociale est nécessaire tant cela permet de comprendre la manière dont les individus apportent des explications aux événements quotidiens ou non. La rumeur dans ce cadre peut se concevoir comme le résultat de ces opérations, sous-tendu par un ensemble d'enjeux sociaux et identitaires. Les études en psychologie sociale s'étant penchées sur ces questions ont mis en lumière que ce qui est communément appelé « biais de raisonnement » n'est pas le corolaire d'une incapacité intellectuelle mais répond à d'autres logiques que celles instituées par la science. Dès lors, il s'agit bien de s'interroger sur le pourquoi les individus ont recours, dans des situations particulières, à certains types d'opérations mentales amenant à des « erreurs de calculs ».

Selon Rouquette (1997), contrairement à la pensée dite scientifique, dans le sens commun « l'administration de la preuve, en particulier, n'obéit pas aux mêmes règles, la fonction du savoir n'y répond pas à la même économie. Cette théorie non réfléchie de la connaissance, toujours appliquée, prend ses objets dans l'environnement immédiat ; (...). Elle n'a pas en

général le goût de la conquête, plutôt celui de préservation. Elle aboutit au jour le jour (mais on pourrait dire en un autre sens, au siècle le siècle) à des contenus spécifiques, qui sont éventuellement contradictoires d'un groupe ou d'un moment à l'autre, mais qui procèdent de principes et de schèmes génériques. » (p 10). Découlant de la pensée sociale, la rumeur offre une explication du monde, d'une situation, d'un événement. Cependant, elle n'opère pas par induction (infirmité et confirmation d'hypothèses), à la recherche de preuves et d'un enchaînement causal, mais au contraire est à la recherche d'un détail pouvant confirmer des savoirs « déjà-là ». La rumeur se développe ainsi dans « l'extension des accessoires » de la situation (Rouquette, 1992). Elle ne prétend pas à une visée universelle mais davantage conjoncturelle. En conséquence, elle évolue sans cesse en même temps que la situation se transforme. Bien que cette forme de raisonnement soit assimilée à une « erreur fondamentale », elle trouve sa rationalité et sa logique dans les exigences du contexte social, de la position et de l'appartenance socioculturelle de l'individu. En effet, et toujours dans la logique de la pensée sociale, la finalité du savoir quotidien n'est pas réellement d'être dans le « vrai objectif » (Rateau, Ernst-Vintila & Delouée, 2012, p. 54). Elle exprime un état social et tente de maintenir des croyances, des représentations et des positions sociales. De cette manière, la rumeur est nourrie par des anecdotes elles-mêmes transformées en preuves tangibles de sorte que l'explication apportée au monde soit en cohérence avec les idées et les valeurs dominantes partagées dans un groupe. En conséquence, les informations ou les faits contraires aux représentations, aux stéréotypes et aux attentes des individus vont être minimisés et considérés comme contingents. Dans cette logique, une étude sur les croyances associées aux effets de la pleine lune montre la « tendance des individus à rechercher la confirmation de leurs hypothèses plutôt que leur infirmité » (Wagner-Egger & Joris, 2004, p 13). Les auteurs distinguent alors deux phénomènes dans cette attitude : la généralisation hâtive et le biais de corrélation. La première consiste en une « inférence statistique un peu rapide » et la seconde à « ne considérer que les cas favorables à l'hypothèse » (op.cit., p 13). Moscovici (1992) évoque combien les formations mentales propres à la pensée sociale et la pensée magique notamment, se prémunissent « contre toute expérience qui pourrait les (les représentations) démentir » (op.cit., p. 308). Ces mêmes auteurs mettent également en évidence une tendance à établir des corrélations hâtives entre des événements ou entre des actes et un événement. C'est l'idée que « rien n'arrive au hasard » et que « tout est lié » (Wagner-Egger & Bangerter, 2007). Considérer que tout coïncide, qu'il existe une « loi des séries » permet d'apporter une solution simple, efficace et rapide à ce qui arrive et ce qui pourrait arriver. Ce type d'opération offre un sentiment de contrôle sur la réalité et donne l'illusion de pouvoir anticiper les événements futurs.

Autre caractéristique du sens commun pouvant être impliqué dans le processus de la rumeur, est le « biais d'attribution » (Heider, 1958) dans les explications apportées à des événements et/ou des comportements. L'œuvre princeps de Heider en 1958 sur la théorie de l'attribution, issue d'un courant gestaltiste va inspirer de nombreux travaux en psychologie sociale. La recherche sur cette théorie s'est amplement développée et est donc extrêmement riche. Il ne s'agit pas ici, de la présenter de manière exhaustive mais d'en dessiner les contours principaux pouvant être utiles à la compréhension de la rumeur.

Cette théorie renvoie « aux processus qui permettent de donner un sens à un événement quelconque, de situer son origine » (Deschamps & Clémence, 1990, p. 18). L'attribution découle d'un processus déductif par lequel les sujets attribuent à un effet une ou plusieurs causes (Hewston, 1984). Selon Heider, la théorie de l'attribution est l'un des principes fondamentaux de la pensée sociale permettant aux individus de concevoir l'environnement comme une donnée stable et cohérente. Ainsi, des études sur ces questions ont mis en évidence que les individus ont tendance à attribuer la cause des événements à des facteurs individuels négligeant les facteurs extérieurs à la situation. Nous observons parfaitement cette tendance lors de catastrophes naturelles lorsque certains cherchent à désigner un coupable minimisant ou même occultant la part « naturelle » et incontrôlable de ces phénomènes. La figure du coupable et l'explication apportée s'ancrent dans le système idéologique et représentationnel du groupe. Ce biais d'attribution est souvent privilégié car il apporte un sentiment de contrôle sur les événements et, plus largement, sur l'environnement. En attribuant une cause et/ou une intention à des événements, comportements et attitudes, sur la base de connaissances « déjà-là » et d'un système de normes et de croyances, l'attribution peut se concevoir comme un processus de construction de la réalité sociale (Deschamps & Clémence, op.cit.).

Si les travaux de Heider ont donné de nombreux apports théoriques en psychologie sociale, son approche trop individualiste est l'objet d'un certain nombre de critiques dans les années 1970 (Hewstone & Jaspar, 1990). En effet, cette dernière néglige le niveau intergroupe, l'appartenance groupale et la position sociale de l'individu dans la manière d'interpréter le monde. A partir d'une série d'expériences, Deschamps (1990) propose alors le concept d'attribution sociale, mettant au cœur du processus le principe de catégorisation et d'identité sociale. Selon cette perspective, les individus agissent et pensent en tant que membre d'un groupe et d'une catégorie sociale à laquelle ils appartiennent et attribuent alors des comportements et intentionnalité d'un sujet non pas en fonction de caractéristiques purement individuelles mais à partir du groupe auquel il appartient et de la relation établie entre les deux

groupes. L'expérience de Ducan en 1976 met en évidence combien la perception sociale et l'attribution sont façonnées par le système de valeurs et de croyances des groupes. Les résultats de son étude indiquent d'une part, que dans une situation violente entre un noir et un blanc, des étudiants blancs qualifient le comportement de la personne noire comme étant significativement plus violente que la personne blanche. D'autre part, que ce comportement est dû à des dispositions constantes de la personnalité lorsqu'il s'agit de la personne noire, alors qu'ils attribuent la violence de la personne blanche à des contraintes extérieures, situationnelles (Hewstone & Japars, 1990).

Par ailleurs, plusieurs études (Taylor & Doria, 1979) mettent en évidence qu'on explique de manière différente les échecs et les succès de son groupe d'appartenance et des groupes extérieurs (Hewston, 1980). Ainsi, les individus favorisent une explication interne pour soi-même et son groupe, lorsqu'il s'agit d'événements positifs, de réussites et de succès. A l'inverse, les sujets préfèrent des attributions externes et situationnelles pour expliquer leurs échecs. Cette tendance s'inverse complètement lorsque les sujets doivent évaluer et attribuer des causes aux comportements d'autrui. Ce parti pris permet de préserver une identité positive tout en maintenant une discrimination envers l'exogroupe. Cela répond alors aux exigences de la théorie de l'identité sociale (Tajfel & Turner, 1986). Le concept d'attribution sociale permet d'expliquer quelques principes de la théorie du complot fréquemment induite dans les rumeurs, qui attribue la cause d'événements et de maux de la société à des groupes « organisés » le plus souvent stigmatisés dans la société, et qui en retour justifie cette stigmatisation.

Ces opérations inhérentes à la pensée sociale viennent *in fine* combler « l'imperfection des sciences » à expliquer et prédire les événements : « elle offre des explications et des causes déterminées là où la science doit s'en tenir à des conjonctures probables et considérer plusieurs enchaînements causaux » (Moscovici, 1992, p. 311).

3.2. De la diversité des savoirs

Comme nous venons de le voir, la pensée sociale fonctionne avec sa propre architecture mentale répondant à quelques principes épistémologiques qui lui sont propres. Parallèlement, la pensée sociale renvoie également à un contenu désignant un corpus de connaissances socialement partagées. Ce savoir du sens commun est définie comme étant social en raison de son caractère situé dans un ici et un maintenant, de son influence du cadre culturel dans lequel les individus sont insérés, de son élaboration sociale au travers de la communication. Il vient *in fine* exprimer des codes, des valeurs et idéologies des groupes liés à leurs positions et appartenances sociales particulières (Jodelet, 1984/2008). Le contenu de la pensée sociale se caractérise notamment

par son aspect dynamique et pluriel selon le temps, l'espace et le groupe dans lesquels il émerge et circule. Structuré par les représentations sociales, il est tributaire d'une histoire, d'expériences antérieures, d'appartenances sociales et identitaires propres à des individus insérés dans un contexte social et culturel précis.

Cette forme de connaissance a pour fonction principale d'expliquer et de comprendre l'environnement dans lequel on se situe. La compréhension de notre environnement n'est en effet pas dans un rapport qui serait purement scientifique et objectif au quotidien même dans les sociétés dites modernes. Profondément ancré dans nos manières de penser, le savoir du sens commun est immédiatement disponible pour appréhender les événements du quotidien, les informations qui y circulent et les personnes évoluant dans cet environnement. Par son aspect partagé à l'ensemble d'un groupe ou d'une société ce savoir est assimilé à ce qui est « allant de soi » (Bangerter, 2008) et concourt ainsi à l'établissement d'une vision commune de la réalité qui nous entoure. Ces connaissances ont alors une utilité pragmatique. Elles agissent comme un guide d'action orientant nos pratiques, nos comportements, nos attitudes dans des situations données. Le savoir du sens commun s'envisage alors comme un « savoir pratique par excellence » (Haas, 2006, p. 11). L'alliance intime (Moscovici, 1992) entre ce savoir et l'empirisme est alors l'une des dimensions qui établit la plus grande distinction entre savoir profane et savoir scientifique. De la même façon, les croyances sont inséparables des actes. Pour illustrer ces propos, nous pouvons songer aux pratiques inhérentes aux superstitions, aux horoscopes, à la pleine lune, aux religions etc. Il n'existe pas de religion sans rite de la même manière que l'adhésion à quelques superstitions entraîne des pratiques particulières comme les conduites d'évitement (passer sous une échelle). A partir de son étude sur la folie, Jodelet (1989b) parle à ce titre de pratiques signifiantes, révélant un système de pensée et de croyances propre à un groupe inséré dans un contexte donnée.

Par son contenu abstrait et formel, la connaissance scientifique, n'est pas toujours pertinente et efficace pour nos actions quotidiennes ni même pour interpréter le monde qui nous entoure. La prise en compte de ce principe vient là encore remettre en cause le clivage entre sujet rationnel versus sujet irrationnel. En effet, ce n'est pas que l'individu est incapable de comprendre et de mobiliser la science mais certaines situations et contextes l'amènent à choisir une autre forme de raisonnement, un autre corpus de connaissances plus efficaces dans la maîtrise de l'environnement.

Moscovici (2013) distingue deux sources principales par lesquelles la connaissance sociale s'établit : la première issue de l'expérience directe par le biais des diverses relations sociales

que nous entretenons avec nos différents groupes d'appartenance et via notre culture. La seconde source provient de la connaissance scientifique diffusée dans l'espace commun. Dès lors, la connaissance sociale se construit et s'acquiert à partir de nos expériences journalières mais aussi par les savoirs et modèles de pensée transmis via les médias et l'éducation au niveau institutionnel et familial (Haas & Jodelet, 2007). Selon la théorie des représentations sociales, les savoirs nouveaux ne se construisent pas sur table rase bien au contraire ils s'établissent sur un réseau de connaissances « déjà-là » lui apportant une signification particulière propre au groupe à la lumière de son passé. Les savoirs s'ancrent ainsi dans la mémoire des groupes conférant alors un caractère subjectif et intersubjectif aux connaissances. C'est bien pour cela que l'on parle de savoirs au pluriel ou de mémoires pour un même objet de connaissance ou une même histoire.

La prise en compte des différents lieux d'ancrage de la connaissance nous amène à considérer la diversité des savoirs comportant leurs caractéristiques particulières. En effet, et selon Jodelet (2013c) ces derniers contenus dans la pensée sociale sont de plusieurs ordres « théoriques et pratiques, abstraits et empiriques, expérientiels enfin » (Jodelet, 2013c, p. 12). Ces savoirs cohabitent et se rencontrent alors pour penser le monde. Dans un chapitre d'un ouvrage consacré aux savoirs du quotidien, Jodelet (2006 ; 2013c) interroge plus particulièrement la place de l'expérience et son articulation au sein de la connaissance sociale. L'auteure distingue deux dimensions dans l'expérience. La première, l'expérience dite vécue, renvoie au registre des éprouvés, à l'état émotionnel ressenti par le sujet face au vécu de l'expérience. La seconde fait référence à la dimension cognitive, renvoie au domaine de la connaissance dans la mesure où l'expérience « favorise une expérimentation du monde et sur le monde et concourt à la construction de la réalité selon des catégories ou des formes qui sont socialement données » (p. 241). En s'appuyant sur le champ de la santé, Jodelet (op.cit.) met en avant combien l'expérience vécue est mise en sens par un « arrière-fond » constitué de croyances et représentations partagées au sein de la société et dans un groupe. De cette manière, la mise en forme des éprouvés s'adapte en fonction des attentes présupposées de la société et du groupe d'appartenance. Par ailleurs, l'expérience vécue concourt à l'évolution, à la transformation des connaissances et, parfois même, à la construction de nouveaux savoirs. Dans cette perspective, elle « intervient comme médiation dans la construction des connaissances » (Jodelet, 2006, p. 253).

3.3. Penser et agir en contexte : l'hypothèse de la polyphasie cognitive

Nous avons évoqué que la pensée sociale et la pensée scientifique ne s'opposaient pas mais au contraire doivent s'appréhender comme des formes de pensées coexistantes chez une même personne et au sein d'un même groupe. Et c'est l'hypothèse que propose Moscovici dès 1961, dans son œuvre *la psychanalyse, son image et son public*, sous le terme de polyphasie cognitive « c'est-à-dire cet état polymorphe de la connaissance que les sujets sociaux utilisent dans leurs interactions. » (Haas, 2006, p 12). Cette hypothèse renvoie à l'idée selon laquelle un individu, groupe, institution, société ont recours à différents styles de pensée, formes de savoirs, de significations et de pratiques (Jovechelovitch, 2008) dans son quotidien pour analyser le monde qui l'entoure. Chaque type de pensée remplit des fonctions différentes selon le contexte dans lequel elle s'exprime. En effet, nous ne vivons pas dans un monde « unique et homogène » et à chaque rencontre, situation nous ajustons nos façons de pensées selon la position et les intérêts que nous tenons à ce moment-là. De plus, en raison de nos appartenances multiples, des divers rôles que nous jouons dans la société nous possédons une pluralité de savoirs pour un même objet. Ces connaissances peuvent tout à fait être en contradiction faisant état de dissonance. Or, cela n'est pas « gênant » dans la mesure où l'individu et le groupe adaptent son savoir en fonction de la situation dans laquelle ils se trouvent, du contexte et des personnes avec qui il interagit (Wagner, Duveen, Verma & Themel, 2006). De ce principe, la connaissance devient donc « malléable » (Jovchelovitch, op.cit.) et la consistance est ainsi régie par les contextes de production et d'expression du savoir (Rateau, Delouée & Ernst-Vintila, op.cit.). En reprenant les propos de Licata & al (2006) sur la polyphasie cognitive : « l'adoption de l'un ou l'autre style de pensée remplit donc une fonction adaptative. De plus, il faut souligner que la différence entre les styles de pensée formelle et naturelle ne correspond pas à une différence entre les individus, les uns pensant « formellement » et les autres « naturellement » mais à des applications différenciées en fonction des situations rencontrées. » (p. 46). L'hypothèse de la polyphasie cognitive rend compte *in fine* du rapport existant entre savoirs et contextes, et en conséquence, les modalités de la connaissance ne peuvent se soustraire aux contextes d'émergence. La polyphasie cognitive nous invite ainsi à reconnaître le caractère éminemment social de la connaissance, cette dernière en effet se construisant dans nos multiples interactions et s'ajustant en fonction des contextes d'expression (Provencher, 2011).

Le savoir, et quel que soit l'objet sur lequel il porte, doit être ainsi appréhendé dans son rapport au contexte (social, culturel, temporel et spatial) et dans le rapport que le sachant entretient avec ce savoir : « il n'y a pas de savoir sans rapport au savoir, sans valeur intersubjective attribuée à

l'objet de savoir, bref sans appropriation. » (Haas, 2006, p 11). Le savoir n'est pas une matière inerte qui serait figé et commun à tous les temps et les espaces. Le savoir, qu'il soit expert ou profane, évolue et s'adapte à la réalité nouvelle. Il est, et selon Jovchelovitch (2006), « pluriel et malléable » et doit être nécessairement saisi dans son contexte d'émergence et d'expression. La dimension dynamique doit être saisie comme un processus et une propriété inhérente à toutes formes de savoirs qui agit sur le contenu même des connaissances.

A partir de ces contributions nous pouvons supposer que la rumeur se construit à la rencontre des différentes formes de savoirs dans la mise en sens d'un événement. Elle pourrait ainsi s'appréhender comme une sorte de « patchwork » des connaissances communes et disponibles au sein du groupe de sorte que l'explication soit satisfaisante selon les intérêts identitaires de celui-ci dans un ici et maintenant. L'aspect contradictoire ou irrationnel du message d'une rumeur pourrait ainsi s'expliquer au travers de l'hypothèse de la polyphasie cognitive. Le contenu de cette dernière serait ainsi constitué avec des morceaux de savoirs tant scientifiques que traditionnels et expérientiels. En ce sens, la rumeur nous informe sur la manière dont la diversité des connaissances est mobilisée et bricolée par et dans le groupe (Jacquart & Haas, 2006) pour apporter une réponse à une situation problématique.

4. L'adhésion aux croyances sous l'angle de l'identité sociale

Nous venons de développer l'idée selon laquelle on ne peut penser la formation et la transmission des savoirs, et plus exactement des croyances, en dehors de leur contexte d'émergence et d'expression. Or, si cette donnée est indubitablement essentielle, elle n'est pas suffisante pour comprendre pourquoi face à une même situation, une même croyance des divergences peuvent apparaître entre des groupes. Cette interrogation nous amène alors à prendre en considération la dimension de l'adhésion sous-tendue par des enjeux identitaires.

Lorsque nous nous intéressons aux phénomènes de croyance, nous devons prendre en compte le processus d'adhésion aux croyances. On ne peut négliger cet aspect car, et comme le souligne Jodelet (2002), c'est un processus qui est commun à toutes les formes de croyances. S'il n'y a pas de croyance sans pratique il n'y a pas non plus de croyance sans adhésion à cette dernière. La croyance est socialement partagée, culturellement acceptée et admise en tant que vérité tangible par des individus. Pour qu'une croyance puisse exister il faut qu'elle soit transmise de sujets en sujets par des canaux de communication qui lui sont propres. La croyance circule et évolue en fonction du contexte situationnel, temporel et spatial. De plus, à chaque transmission, les sujets s'approprient la croyance, forme du savoir du sens commun, selon diverses variables,

qui selon Haas (2006), « vont révéler des degrés d'appartenances ou dévoiler des tensions identitaires sous-jacentes. » (p 12).

Kalampalikis (2006) invite justement à penser le lien entre croyance et représentations sociales sous l'angle de la dimension de l'adhésion et ainsi interroger le couple croyant/incroyant.

4.1. Représentations et rumeurs

De manière globale, le champ des représentations sociales invite à penser la relation entre pensée sociale et pensée scientifique, savoirs profanes et savoirs experts. S'inspirant de l'étude princeps de Moscovici (1961/2004) sur la diffusion et la transformation de la science psychanalytique vers le sens commun, tout un pan d'études en psychologie sociale poursuit ces réflexions. L'idée principale de ces travaux est d'envisager la relation entre science et sens commun, non pas dans un rapport qui serait hiérarchique mais au contraire dans une interaction perpétuelle : le savoir scientifique alimentant le sens commun et vice versa (Bangerter, 1995 ; Flick, 1998 ; Caillaud, 2010). L'ensemble de ces travaux mobilisent le concept des représentations sociales afin de rendre compte d'une part des processus de transformation et de familiarisation d'un savoir expert vers un savoir populaire. D'autre part, l'influence des appartenances et positions sociales des sujets, et plus largement du système de croyances et de valeurs, sur le contenu même de la connaissance.

Les représentations sociales, en tant que « forme de connaissances socialement élaborées et partagées » (Jodelet, 1984/2008, p. 366), sont constitutives du sens commun et concernent des objets concrets de la réalité. Elles concourent ainsi à la construction sociale de la réalité en conférant aux objets des valeurs et significations communes à l'ensemble d'un groupe. Tributaires de l'histoire du groupe, de son insertion sociale et culturelle, elles remplissent une fonction identitaire : elles signent d'une part d'identité du groupe et, d'autre part, permet aux groupes de se distinguer des « autres ».

Grâce à l'œuvre de Moscovici, la théorie de la représentation sociale a regagné en intérêt dans la communauté scientifique. Depuis un demi-siècle maintenant, cette théorie s'est amplement développée, particulièrement en psychologie sociale. Aujourd'hui, les représentations sociales restent un concept complexe dont l'étude doit articuler de nombreux éléments tels que « affectifs, mentaux et sociaux » (Jodelet, 1989a, p 58). A travers son étude, Moscovici a mis en évidence la manière dont un savoir expert, en l'occurrence la psychanalyse, s'est transformé dans la sphère sociale en un savoir dit profane c'est-à-dire en un savoir accessible à tous, non formalisé et pluriel. Il a ainsi pu montrer que, parce que le nouvel objet ne fait pas directement

sens dans la société, il y a une nécessité chez les sujets de créer du sens afin de se l'approprier et pour pouvoir avoir une certaine maîtrise sur lui. Par conséquent, le sujet ôte à l'objet nouveau son caractère inquiétant et/ou menaçant : l'objet devient familier à l'individu et au groupe. Ainsi, Moscovici parle d'objectivation et d'ancrage pour désigner les deux processus majeurs à l'œuvre dans l'élaboration des connaissances. Bangerter (2008), à propos de l'objectivation et de l'ancrage, les décrit comme « des processus de création de sens » (p 19).

Dans cette perspective, Clemence et Green (2006) proposent d'utiliser la rumeur comme un modèle heuristique dans l'étude de la transformation d'un message et, notamment, d'un savoir scientifique lorsqu'il est diffusé dans l'espace social. Pour cela, ils ont mené une série d'expériences visant à observer les transformations d'un article scientifique publié dans Nature, mettant en évidence le rôle de l'hormone de la vasopressine sur les tendances affiliatives chez différentes espèces de rongeurs. Ils montrent alors que les sujets modifient l'information en suivant une double logique (p. 49) : d'une part le vocabulaire scientifique tend à diminuer significativement chez les profanes et, d'autre part, cette diminution est plus importante chez les sujets réticents aux explications biogénétiques des comportements sociaux. Ces résultats, viennent étayer que l'émergence d'une connaissance scientifique nouvelle ne fait pas immédiatement sens chez les profanes d'un point de vue cognitif et peut alors découler sur une sorte de tension entre savoirs experts et savoirs profanes. Pour réduire ce décalage, les sujets activent le processus d'objectivation correspondant aux phases de réduction et d'accentuation de la rumeur. Cette phase dans la transformation répond alors à une fonction dite cognitive et communicationnelle : le savoir est assimilé à un vocabulaire et des images communes et familières devenant alors plus facilement communicable, pouvant devenir un objet de discussion dans la société.

Par ailleurs, un nouveau savoir peut également être en contradiction avec des savoirs anciens et avec des croyances et des valeurs des groupes. Cela peut créer une sorte de tension entre savoirs anciens et savoirs nouveaux. L'ancrage ou encore l'assimilation permettraient ainsi de répondre à cette dissonance. Ces processus remplissent alors des fonctions sociales et identitaires, le savoir étant transformé et incorporé de sorte qu'il renforce un système de croyances et une appartenance à des groupes particuliers. Les groupes confèrent ainsi un sens et une valeur différents selon leurs croyances préalables et leurs intérêts du moment.

Dans ce cadre, le message initial subit plusieurs transformations selon les groupes, et peut aboutir à la formation d'une ou plusieurs rumeurs afin de rendre cohérente l'explication scientifique avec des savoirs déjà-là et concordante avec un système de croyances, de normes

et de valeurs. De ce point de vue, la rumeur peut s'envisager comme une manière de s'approprier des savoirs dans un ici et maintenant (Jacquart & Haas, 2006) apportant une interprétation satisfaisante pour le groupe. *In fine*, le message incorporé vient rendre compte de la position sociale du sujet et du groupe au sein de la société (Rouquette, 2009).

A partir de ces constats, nous pourrions envisager la rumeur comme une sorte de « catalyseur » des processus d'objectivation et d'ancrage propres aux représentations sociales. Elle permet, effectivement, de mettre du sens rapidement sur une situation et un savoir nouveau. Les rumeurs actuelles portant sur le concept du genre et sa transposition dans l'éducation sexuelle des enfants à l'école, sont tout à fait révélatrices des processus de tentative de vulgarisation d'un nouveau savoir scientifique diffusé dans « la masse ». Par ailleurs, nous pouvons observer combien les positions idéologiques et sociales influencent ou déterminent la sélection des éléments. Cela produit alors plusieurs images et représentations de ce qu'est le genre selon les groupes et leurs intérêts du moment.

Ainsi, dans une double logique la rumeur accélère et condense les processus de familiarisation et révèle dans le même temps des représentations et croyances sociales.

4.2. L'adhésion à une croyance ou la familiarisation à l'envers.

Le concept de représentation sociale est fondamental tant il permet de rendre intelligible des prises de positions de certains groupes, dans un contexte donné, vis-à-vis d'un objet qu'il s'agisse d'un événement, d'une théorie (politique, scientifique), d'un groupe social etc. Par ailleurs, en tant que savoir pratique, l'étude des représentations sociales participe également à la compréhension des comportements, attitudes et/ou des actions collectives. C'est dans cette perspective que nous abordons le concept de représentations sociales, tant elles structurent les rumeurs et peuvent expliquer en partie l'adhésion à ces dernières.

Comme évoqué plus haut, les croyances peuvent s'appréhender comme un système de normes et de valeurs constitué d'idées diffuses et stables partagées au sein des groupes et fournissant un « arrière fond culturel des significations » dans la genèse des représentations sociales (Apostolidis, Duveen, Kalampalikis, 2002, p. 10). Comme le suggère Kalampalikis (2006), ce qui viendrait distinguer les représentations des croyances est la dimension de l'adhésion qui semblerait passive pour la première et à l'inverse plus active et intentionnelle pour la seconde. Nous pouvons penser que cette différence dans le processus de l'adhésion entre représentation et croyance s'expliquerait par le fait que ces deux formes de savoir ne répondent pas aux mêmes types d'interrogations suscitées par notre monde. En effet, les croyances apportent davantage

des explications sur des questions à un niveau plus « métaphysique » répondant notamment à la part hasardeuse de notre nature et des phénomènes émergeant dans la réalité. En ce sens elles attribuent des raisons d'être à des réalités vécues et des intentions aux éléments naturels ou non de notre environnement (Barus-Michel, 2013). Dès lors, les croyances viennent ainsi raconter l'origine des individus et des groupes, mais aussi leur destinée dans le monde, au travers notamment des mythes qu'ils soient traditionnels ou contemporains. Les croyances deviennent ainsi comme immuables car au fondement de l'identité sociale et dont la négociation de l'adhésion est difficile, parfois même impossible, au risque de remettre en question des éléments de base de l'identité. Ici nous pouvons faire le lien avec la mémoire collective du groupe dans la mesure où les croyances maintiennent et véhiculent les héritages historiques et culturels du groupe dans le présent. Parvenir à capter les éléments mémoriels fondus dans le contenu des croyances, c'est s'inscrire dans une approche compréhensive des croyances en mettant en exergue les symboles et les signifiants qu'elles expriment. De ce point de vue, l'adhésion à une quelconque croyance n'est en rien aberrante mais marque l'affiliation d'un sujet à l'histoire d'un groupe.

Dans cette perspective, nul étonnement à ce que les différents phénomènes découlant des croyances sociales émergent le plus souvent lorsqu'un objet nouveau surgit dans la société et induit un changement social venant menacer l'identité de l'individu et du groupe, d'un point de vue réel ou imaginaire. Dans ces contextes, la mobilisation des croyances communes à l'ensemble du groupe pouvant s'incarner sous diverses formes, maintient voire renforce la cohésion du groupe de manière à se défendre de la situation menaçante. L'intensification des normes, des valeurs, des idéologies autour desquelles le groupe se réunit, accroît le sentiment d'appartenance et au-delà vient justifier son existence dans la société. Les rumeurs, les théories du complot et autres phénomènes, offrent ainsi des supports de gestion du stress et de l'anxiété et permettent de colmater la rupture de sorte de préserver ou rétablir une cohérence entre « l'avant » et « l'après ». De cette considération, « les personnes ou les groupes produisent, transmettent et adhèrent à des croyances afin de gérer symboliquement les incertitudes collectives auxquelles ils sont confrontés » (Bangerter, 2008. p 13). Dans ce cadre, les croyances ont pour fonction principale de réduire l'anxiété produite par l'étrangeté de la situation en lui attribuant un sens de sorte qu'il soit conciliable avec des représentations déjà là. Cela fait clairement écho aux processus d'objectivation et d'ancrage à l'œuvre dans les représentations sociales. Cependant, il semble que l'ancrage se fasse difficilement, ou même ne se fasse pas, car l'inconnu ne se familiarisant pas, le nouvel objet demeure étranger.

Kalampalikis (2009) fait alors l'hypothèse d'un « ancrage à l'envers » pour décrire ce phénomène. Ce processus est souvent dû à une incompatibilité entre savoir ancien et savoir nouveau qui viendrait alors bouleverser des représentations et des valeurs antérieures. Par conséquent, il est possible qu'il soit plus économique, d'un point de vue cognitif, de ne pas se familiariser avec l'objet nouveau, de le considérer comme étranger et de le désigner comme tel. En nous replaçant vis-à-vis de notre objet d'étude et, plus précisément, au niveau du contexte marqué par une catastrophe, la rumeur permet effectivement de donner un sens sans ambiguïté mais dans le même temps nourrit la part « extra-ordinaire » et mystérieuse de l'événement en question. En garantissant et instituant l'étrangeté de la situation, les rumeurs construisent et renforcent les limites entre le normal et l'anormal, l'ordinaire et l'extraordinaire, le sain et le pathologique etc. En référence à la distinction opérée par Moscovici (2002) entre pensée symbolique et pensée stigmatisée, Kalampalikis (2007) parle d'un « ancrage stigmatisé » versus « ancrage symbolique » pour désigner d'une part une familiarisation négative ou à l'envers et, d'autre part, une familiarisation positive. Par ailleurs, cette « familiarisation à l'envers » permettrait de préserver les frontières entre le Moi et le non-moi. Sur ce dernier point, renvoyant *in fine* à la dimension identitaire des groupes, l'adhésion à une croyance trouverait ici toutes les raisons et toute sa force car permettant de protéger l'image du groupe et dans le même temps de se différencier des « autres ».

4.3. Adhésion aux croyances et identité sociale

Dès lors, aborder l'adhésion aux croyances sous l'angle de la théorie de l'identité sociale nous offre une grille de lecture tout à fait pertinente pour comprendre les motivations des individus et des groupes à croire ou à l'inverse ne pas croire à une quelconque croyance diffusée dans l'espace social.

La théorie de l'identité sociale initiée grâce aux travaux d'Henri Tajfel dans les années 1970, constitue l'un des fondements de notre discipline. Cette théorie a en effet permis de poser des principes fondamentaux sur lesquels fonctionnent les relations intergroupes. Ainsi, l'une des thèses centrales défendue par Tajfel et démontrée par une série d'expériences est que le sentiment d'appartenance à un groupe se construit et s'alimente dans la démarcation et l'opposition aux groupes de non-appartenance. Cette idée se résume alors dans cette phrase célèbre : « nous sommes ce que nous sommes parce qu'ils ne sont pas ce que nous sommes » (1979, p. 183). L'identité sociale se définissant comme la conscience qu'a l'individu d'appartenir à un ou plusieurs groupes (Tajfel, 1981), s'établit par comparaison sociale de sorte qu'elle soit favorable à soi-même et son propre groupe. Cette règle est à la base du « biais pro-

endogroupe » consistant à favoriser les membres de son groupe au détriment des autres groupes. Le second élément central dans cette théorie est que les sujets et groupes tendent toujours vers l'établissement d'une identité socialement valorisée. Pour cela, ils mettent en place un certain nombre de stratégies interindividuelles comme la mobilité sociale et/ou intergroupes comme le changement et la créativité sociale (Licata, 2007). Dans la perspective de la théorie de l'identité sociale, Bar-Tal (1999) propose de prendre en considération les croyances comme une dimension sous-tendant l'identité sociale. Il définit les croyances de groupe comme « des convictions que les membres du groupe (a) sont conscients de partager, et (b) considèrent comme définissant leur état de groupe » (p. 44). Il fait alors la distinction entre la croyance de groupe fondamentale s'exprimant par « nous sommes un groupe », et les croyances de groupes pouvant renvoyer à la fois aux valeurs, aux normes, à l'idéologie et aux buts partagés par l'ensemble du groupe. Pour lui, l'acceptation et l'adhésion à des croyances communes au groupe est l'une des manifestations la plus importante de l'appartenance à ce dernier. En parallèle, et pour répondre à la logique de l'identité sociale, l'adhésion et l'expression des croyances du groupe renforce et rend visible le processus de différenciation. D'ailleurs, ce dernier point constitue la thèse soutenue par Bar-Tal selon laquelle : « le processus de différenciation est alimenté par les croyances de groupe » (p. 45). En situation de menace identitaire et en accord avec les exigences de l'identité sociale, la rumeur en grossissant, ou même en inventant des éléments de l'histoire du groupe, permettrait de valoriser certaines dimensions de l'endogroupe et dans le même temps, par comparaison sociale, rendrait saillants des stéréotypes négatifs attribués à un exogroupe. Dans certaines circonstances, la rumeur peut prendre une place importante, et parfois même centrale, dans le groupe, participant à sa définition même, fixant les buts du groupe et trouvant ainsi sa raison d'être à partir de cette grille de lecture partagée d'une expérience commune. Ici, la rumeur devient une croyance dite de groupe venant in fine exprimer « nous sommes un groupe ». Dans ces contextes, l'adhésion à une rumeur vient marquer l'appartenance à un groupe, reflète l'image qu'il souhaite véhiculer de lui-même au sein de la société, dans un temps et un espace déterminés. Parallèlement, en fixant les limites du groupe, en fournissant les cadres d'interprétations, elle institue la différence avec les groupes « non-croyants ».

A partir de ces éléments nous observons combien la dimension de l'adhésion doit occuper une place centrale dans l'étude des phénomènes de croyances. Mettre la dynamique de l'adhésion au centre de la problématique des croyances c'est enfin se dépêtrer du clivage obsolète entre science et croyance, individu et foule et logique, illogique. Penser et interroger les formes

d'adhésion dans des groupes particuliers situés dans des contextes socio-historiques donnés permet de mettre en exergue les logiques sociales et identitaires des phénomènes de croyances. Plus précisément, analyser la rumeur sous l'angle des relations interindividuelles et intergroupes nous amène à replacer la dimension culturelle, sociale et identitaire au cœur de la compréhension de ce phénomène. Dans cette perspective, la rumeur se conçoit comme un phénomène ordinaire, se construisant sans cesse dans nos interactions du quotidien, relevant ainsi de la communication dite « normale ».

Conclusion

L'étude de la rumeur est née de la psychologie expérimentale inspirée par un courant béhavioriste. Les premiers travaux se sont ainsi focalisés sur l'analyse des processus intra-individuels négligeant les enjeux sociaux, identitaires et culturels auxquels la rumeur répond. Cet héritage théorique a laissé quelques traces dans la façon de concevoir et de qualifier ce phénomène tant au niveau du sens commun que dans les études scientifiques d'hier et d'aujourd'hui. La rumeur, tout comme les croyances en général, est perçue comme le produit de biais cognitifs touchant particulièrement des individus crédules.

L'approche de la pensée sociale nous invite à dépasser cette stigmatisation en adoptant un regard et une démarche plus compréhensifs de cette forme de communication ordinaire. En effet, et face à un problème « mal défini », la rumeur peut se présenter comme la solution permettant de gérer, maîtriser et de contrôler le dysfonctionnement (Rouquette, 2006). On pourrait dire que finalement la rumeur n'est qu'un « point de vue sur la question ». L'épistémologie de la pensée sociale amène justement à ne pas s'arrêter sur cette simple constatation mais au contraire tente de creuser les logiques de « ce point de vue ». La rumeur répond ainsi à des contraintes et des mécanismes de construction bien définis. Elle s'inscrit dans une rationalité propre à la pensée dite sociale (Rouquette, 1975 ; Rateau, 2001 ; Haas et Jodelet, 2007) et s'envisage d'ailleurs comme l'une de ses modalités (Jacquart & Haas, 2006).

Dans cette perspective, en tant que production collective de sens et de savoirs dans et par le groupe, les rumeurs deviennent « une remarquable photographie de l'état des croyances collectives et des représentations sociales, qu'elles expriment et transmettent » (Taieb, 2001, p. 231). L'hypothèse de la polyphasie cognitive nous permet alors d'expliquer et de comprendre l'aspect parfois incohérent du contenu de la rumeur et des discours pouvant être contradictoires en fonction des contextes d'expression. L'appropriation d'une donnée nouvelle du et sur le

monde s'ancre dans des savoirs déjà-là, des savoirs traditionnels. Or, et malgré une opposition possible entre savoir ancien et savoir nouveau, il n'y a pas de remplacement de l'un sur l'autre. Le groupe mobilise alors tel ou tel savoir selon les situations rencontrées et les personnes avec qui il interagit. La conservation des connaissances traditionnelles alors même en contradiction avec les nouvelles, témoignent de l'importance des croyances dans le groupe pour le maintien de son identité sociale (Bangerter, 2008). En conservant l'aspect extra-ordinaire de la situation, ou même en instituant son étrangeté, l'adhésion à une rumeur manifesterait une forme d'ancrage stigmatisant révélant la menace identitaire vécue par les groupes face à la situation dans laquelle ils sont impliqués. De ce point de vue, la dimension de l'adhésion doit être au centre des réflexions à propos des croyances. Les groupes ne croient pas « par hasard » et ne rejettent pas le savoir nouveau sans raison. Le rapport des groupes avec le « savoir » et le « croire » vient effectivement marquer ses positions idéologiques et sociales, dans un contexte donné. Le partage d'une rumeur, en tant que forme de connaissance sociale, au sein d'un groupe permet alors d'affirmer son appartenance, de garantir le système de normes, de valeurs et de croyances, tout en se démarquant des « autres » et assurer la différence.

Les deux chapitres suivant ont pour objectif de voyager plus profondément dans la rumeur pour connaître précisément ses caractéristiques, comprendre comment elle se construit et évolue dans le temps. Ces points sont développés dans le chapitre 2. Par ailleurs, en adoptant la démarche épistémologique du champ de la pensée sociale, nous invitons à lire et écouter la rumeur à un niveau symbolique. Nous nous interrogeons alors ici sur les significations transmises au travers du message de la rumeur, pour le groupe, à la lumière de son inscription historique et spatiale. Ces éléments sont traités plus spécifiquement dans le chapitre 3.

Chapitre 2 : Rumeur : Mœurs de la rue

Si des mécanismes de construction ont été mis en avant et confirmés par différentes études (Allport et Postman 1945 ; Rouquette 1975), le plus souvent expérimentales, l'établissement d'une définition de la rumeur reste complexe. Plusieurs raisons semblent expliquer cette difficulté, ou même l'impossibilité, qu'il y a à préciser l'essence même de la rumeur. Parce que la manière de conceptualiser la rumeur va déterminer le type d'outil méthodologique et la grille de lecture, la majorité des études portant sur la rumeur débutent par l'exercice périlleux consistant à caractériser ce phénomène. Nous observons que la dimension de la véracité ou de la fausseté de l'énoncé est souvent au cœur du problème : la rumeur est-elle nécessairement une fausse information ? Ou la rumeur est-elle une information non vérifiée qui peut s'avérer vraie ? Dans le sens commun, la rumeur fait presque toujours référence à un énoncé faux qui circulerait entre des individus d'un même groupe. La rumeur qui vient du mot latin *rumor*, *-oris* « bruits vagues, colportés » contient trois significations dans la langue française. D'après le dictionnaire Culturel (Rey, 2005), la rumeur peut venir signifier « un bruit confus de voix ; bruit assourdi de nombreux sons ». Elle renvoie également à un « bruit confus que produisent un grand nombre de personnes qui protestent ». Enfin, dans le sens qui nous intéresse la rumeur traduit, selon ce même dictionnaire, « Bruit, nouvelle qui se répand dans le public, dont l'origine et la véracité sont incertaines ». Nous pouvons ainsi constater que ces trois définitions font à chaque fois référence à un bruit insaisissable qui se répand dans un espace. Comme si la rumeur était un son audible dont on ne pourrait pas distinguer les différentes mélodies qui le composent. La rumeur n'est donc pas synonyme d'une musique harmonieuse mais elle renvoie à une « cacophonie », au « vacarme », à un « désordre » qui fatiguerait les esprits. Ainsi, dans la définition même du mot « rumeur », celle-ci exprime un « bruit indéfinissable ». Son arrivée soudaine, son caractère polymorphe, l'impossibilité de remonter une chaîne rumorale et d'en identifier les protagonistes concourent indubitablement à la difficulté d'établir une définition qui serait constante et figée quelle que soit la situation.

L'objectif de ce chapitre est de baliser le concept de la rumeur, d'en dessiner les contours et d'interroger les éventuelles limites théoriques. En retraçant la pluralité des approches, nous mettons ici en évidence des caractéristiques de la rumeur que l'on peut qualifier de « traits invariants » et à l'inverse des aspects plus instables pouvant être l'objet de divergences interdisciplinaires.

1. La rumeur : Un bruit (in)définissable ?

Pour débiter ce chapitre, nous exposons ici quelques caractéristiques intrinsèques à la rumeur, variant selon les contextes, et pouvant de ce fait entraîner une difficulté pour la définir et la délimiter. La rumeur en fonction de la situation dans laquelle elle émerge, des enjeux auxquels elle répond, de l'intentionnalité de son existence, peut prendre des formes extrêmement variées. Les contours flous de ce phénomène deviennent alors l'objet de quelques malentendus dans la façon de la conceptualiser. En nous situant dans le champ de la pensée sociale, l'intérêt est alors de creuser les logiques des fluctuations entre plusieurs rumeurs et à l'intérieur d'une même rumeur.

1.1. Une rumeur, des rumeurs... : aspect polymorphe de la rumeur

L'aspect polymorphe de la rumeur selon le contexte spatial et temporel d'émergence occasionne l'une des premières difficultés pour la définir car « chaque rumeur est une instantiation unique ». Elle tient d'un côté à des catégories invariantes et des lois de structure, de l'autre à des circonstances et des aléas qui lui donnent son contenu propre. » (Rouquette & Boyer, op.cit, p 8). Les rumeurs comme les autres formes de croyances collectives (légendes urbaines, mythes) connaissent différentes phases au cours de leur diffusion mais sur une temporalité différente. A partir de la célèbre rumeur d'Orléans, Morin (1969) a en effet mis en évidence quatre phases dans « le cycle de vie » d'une rumeur : incubation, propagation, métastase et résorption. Or, s'il est possible d'observer ce cycle de vie dans la diffusion de toutes rumeurs, ou même de toutes croyances collectives (Bangertter, 2006), il peut se développer sur des temps très différents. Ce cycle peut aller de quelques mois (rumeur d'Orléans) à quelques années (légendes scientifiques). De la même manière, les différentes phases de ce cycle de vie ont des durées d'existence et de transition singulières propres à chaque rumeur qui circule. La rumeur est ainsi mouvante dans un temps, un espace et un groupe particuliers à travers lesquels elle se diffuse. Cette variabilité peut alors constituer un obstacle pour conceptualiser la rumeur et pour l'observer sur le terrain. La dimension diachronique devient indispensable pour rendre compte de la mécanique de la rumeur et ainsi saisir les raisons de son apparition, les oscillations et la stabilisation du contenu et sa disparition.

Par ailleurs, si les rumeurs suivent, de manière générale, une même logique de construction, répondent à des fonctions relativement similaires aucune rumeur ne se ressemble dans son contenu tant elles sont tributaires de leurs contextes. De surcroît, toutes les rumeurs n'entraînent pas les mêmes répercussions notamment d'un point de vue politique et social. Certaines, en effet, conduisent à de lourdes ou même graves conséquences. Par exemple, au Cambodge, en

novembre 2010, lors d'une fête nationale, une rumeur selon laquelle un pont n'était pas stable a entraîné un mouvement de foule considérable faisant alors 378 morts et des milliers de blessés. Dans un tout autre registre, « l'affaire Alègre » en 2004 à Toulouse accusant Dominique Baudis, ancien maire de la ville de Toulouse et, à cette période, président du CSA, de proxénétisme, de viols, de meurtres et d'actes de barbarie. A l'opposé, les rumeurs circulant autour des célébrités (Michael Jackson n'est pas mort, Lady Diana a été assassinée par la couronne d'Angleterre etc...) ou encore par exemple dans le milieu sportif (les mercatos footballistiques) ont peu d'incidences, ou en tous cas très relatifs, sur la vie politique et sociale. Pourtant, même ces rumeurs « anodines » remplissent des fonctions pour les groupes qui ont des « bonnes raisons de croire ».

Ainsi, l'étude de la rumeur, en dehors d'un laboratoire, ne peut être menée que sur un cas précis, situé dans le temps et l'espace. C'est en effet la seule manière d'observer d'une part, ses différentes phases et, d'autre part, les logiques de son contenu à la lumière du contexte dans lequel elle évolue.

1.2. Des rumeurs « spontanées » aux rumeurs « provoquées »

Un second point qui peut constituer une confusion dans la définition de la rumeur est la distinction entre rumeur « spontanée » et rumeur « provoquée ». Si le plus souvent les rumeurs sont construites et colportées de manière involontaire, « anodine », certaines sont provoquées pour des raisons bien précises. La rumeur s'est effectivement avérée comme une arme redoutable pour déstabiliser l'ennemi ou un concurrent. On parle alors ici de « rumeur-propagande » (DiFonzo & Bordia, 2007). Les deux types de rumeurs partagent un ensemble de points communs mais se différencient sur plusieurs aspects fondamentaux. Premièrement, elles ne remplissent pas le même rôle. La rumeur provoquée a pour objectif principal de fragiliser l'adversaire dans le cadre d'intérêts de pouvoir et d'économie. Deuxièmement, il est tout à fait possible avec ces rumeurs d'identifier la source de propagation. Enfin, elles n'ont pas le même rapport au droit. Il est en effet interdit par la loi de diffuser volontairement de fausses allégations, qualifié en France de « diffamation » pouvant entraîner une sanction judiciaire.

Ce type de rumeurs intéresse alors plus particulièrement l'histoire, l'économie et la science politique car elles ont une incidence non négligeable dans ces différents domaines. Dans la présente étude nous nous concentrons plus particulièrement sur les rumeurs de types « naïves » c'est-à-dire produites de manière spontanées. Toutefois, il est important de prendre en considération le fait que les rumeurs ont pu, et aujourd'hui encore, être utilisées comme des armes de guerre politique ou économique. Dans la période de crise économique que le monde

connaît, de nombreuses rumeurs lancées sur des entreprises et des actions ont manifestement pour but de provoquer des mouvements boursiers brutaux. Ainsi en août 2011, une rumeur selon laquelle la banque française *La Société Générale* est en situation de faillite a de lourdes conséquences pour l'entreprise qui enregistre une baisse de 15% au cours de la séance du 8 Août 2011. La Société Générale et les médias condamnent fermement la rumeur. L'entreprise cherche les responsables susceptibles d'être sanctionnés par la justice.

La manipulation par la rumeur, est une réalité que l'on ne doit pas omettre, et participe de fait à la construction de la définition et de la représentation sociale de ce phénomène. Dans ce cas, la rumeur n'est plus anecdotique et devient un poison dangereux. Les personnes qui la colportent ne sont plus les crédules et les naïfs, mais des manipulateurs et des calculateurs pervers. Durant l'été 2011, un an avant les élections présidentielles en France, avec les épisodes de DSK, la révolution arabe et le krach boursier de La Société Générale, le mot rumeur est omniprésent dans la presse et les médias. Celle-ci est alors présentée comme une stratégie machiavélique dans le but d'attaquer un concurrent. Dans un article publié dans Les Echos le 12 Août 2011, suite à l'affaire de La Société Générale, la rumeur est alors définie en ce sens : « En règle générale, les fausses rumeurs bien menées ont pour objectif de manipuler le cours d'un ou de plusieurs titres en vue d'en tirer des gains. ».

Bien que ce type de rumeur, relève davantage du domaine politique, cet aspect nous intéresse dans la mesure où il apporte un caractère ambivalent et ambigu au phénomène et au(x) colporteur(s). La figure du colporteur peut alors passer du « naïf sans mauvaise intention » à « l'expert dans la manipulation avec mauvaise intention ».

2. Les processus de construction

Après avoir présenté quelques aspects fluctuants dans la rumeur, nous poursuivons ce chapitre en développant les caractéristiques communes de cette dernière apportant des éléments de définition et de compréhension du phénomène. Nous abordons alors ici les processus généraux de la rumeur, les contextes et facteurs favorisant son émergence et enfin les enjeux et les fonctions que la rumeur assure dans et pour les groupes. Pour cela, nous appuyons sur un ensemble de travaux portant sur la rumeur, provenant de disciplines et de courants de recherche variés.

2.1. Stern & Bartlett

Les processus de construction à l'œuvre dans la rumeur constituent l'un des critères principaux instituant la scientificité de cet objet d'étude. Ils renvoient en effet à des mécanismes généraux et universels nous permettant de mesurer une rumeur.

La manière dont un message se transforme au fil des transmissions fut la première des préoccupations ayant motivé quelques chercheurs à mener des études sur le phénomène de la rumeur. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, la plupart des études contemporaines a tendance à considérer les travaux d'Allport et Postman (1945) comme étant princeps sur la rumeur. Or, leur expérience s'est appuyée sur des travaux éminents : ceux de Stern (1902) et de Bartlett (1920). Il convient donc de retracer ces expériences négligées, et pourtant fondatrices, dans la mise en évidence des mécanismes à l'origine de la rumeur.

L'expérience de Stern, se déroule de la façon suivante : il a élaboré un texte de 149 mots retraçant une histoire complexe mettant en scène un drame familial (meurtre et disparition), qu'il lit à voix haute à un premier sujet (Sujet A). Ce dernier doit écrire dans l'après-midi ce qu'il a retenu de l'histoire. Le lendemain, l'expérimentateur lit cette version à un second sujet (sujet B) et ainsi de suite avec des sujets C, D, etc.. Les résultats mettent en évidence qu'au bout de quatre relais, le texte se réduit à 42 mots.

Vingt ans après la publication de ces résultats, Bartlett (1920) cherche à observer les différentes transformations d'un matériel, et en l'occurrence ici le conte folklorique, au fil des transmissions. Il part de l'hypothèse que lorsqu'une histoire passe d'une personne à une autre, celle-ci subit de nombreux changements successifs jusqu'à ce qu'elle atteigne une forme relativement stable où elle se confond alors avec le courant de pensée du groupe (p. 30). Selon lui, les modifications apportées à l'histoire seraient influencées, si ce n'est déterminées, par le social et l'appartenance groupale et culturelle des sujets. La psychologie expérimentale lui semble alors être l'outil privilégié pour extraire les processus sociaux et cognitifs à l'œuvre dans la transformation d'un message initial. Il recrée alors les conditions favorables à la reproduction sérielle et utilise pour cela une histoire folklorique : La Guerre des fantômes. L'expérience se déroule de la façon suivante : les sujets doivent lire l'histoire puis la répéter à un autre sujet et ainsi de suite. Bartlett observe alors que les sujets introduisent involontairement de légers changements et notamment, modifient les noms et objets « étrangers » par des noms et des objets « familiers ». Par exemple, le mot « pirogue » dans le texte se transforme dans le récit des sujets par le mot « bateau ». Petit à petit le matériel se stabilise, il devient familier pour s'insérer dans les représentations dominantes et partagées de la communauté. Il nomme ce

processus « principe de familiarisation » donnant lieu à différentes versions selon le milieu social et culturel (p. 36). Au travers de son étude, il observe également une tendance vers l'amplification des sentiments présents dans l'histoire conférant un caractère davantage dramatique au récit. Le matériel devient ainsi plus adapté au schéma culturel des sujets qui peuvent l'intégrer sans ambiguïté.

Cette étude vient ainsi mettre en évidence l'influence importante des éléments de la vie sociale des individus dans la manière de modifier un matériel. Dès lors, il n'est plus question ici de limite cognitive dans l'oubli de détails d'une situation à laquelle on aurait été témoin par exemple. Bartlett montre avec précision combien nous adaptons une histoire, une image en fonction de connaissances préalables, d'un système de normes et de valeurs institué par l'environnement quotidien et le social. En d'autres termes, notre perception du monde qui nous entoure est façonnée par nos appartenances culturelles.

Cette étude est l'une des premières d'une longue série de travaux menés par Bartlett qui vont profondément marquer la psychologie sociale et, plus précisément, la psychologie de la mémoire (Tavani, 2012). En effet, la problématique de son œuvre va se focaliser sur la manière dont les sujets reconstruisent leurs souvenirs en fonction de leurs appartenances groupales. Grâce à un ensemble d'expériences, basées sur le paradigme de la reproduction sérielle, il met en évidence le processus de conventionnalisation sociale qui rend compte de la transformation d'un matériel afin qu'il soit conforme aux représentations du groupe. Nous développerons cet aspect dans le chapitre 3 de la partie II.

L'œuvre de Bartlett est centrale dans l'étude de la rumeur. Ses expériences ont en effet permis de mettre au centre du phénomène de la rumeur la dimension sociale et culturelle. Cela vient en partie expliquer l'existence d'une multitude de versions pour un même objet, délimitées dans des groupes particulier. Les diverses déformations apportées par le sujet, répondant au principe de familiarisation, peuvent alors découler sur ce que l'on va nommer « rumeur ». La célèbre expérience d'Allport et Postman sur la rumeur en 1945, prend alors son origine dans le travail de Bartlett.

2.2. Allport et Postman : processus de consolidation

Rappelons que les expériences d'Allport et Postman avaient pour objectif de développer un système de contrôle des rumeurs afin de les stopper (Rosnow, 1991). Pour cela, ils cherchent à mettre en évidence les mécanismes et processus de construction des rumeurs : « Laissant de côté le contexte social du problème, nous tentâmes de découvrir les processus mentaux

permettant d'expliquer les exagérations et les déformations spectaculaires, caractéristiques des rumeurs, et qui sont tellement préjudiciables à l'état d'esprit et à la capacité de discernement du public. » (Allport & Postman, 1945, p.173). Ils réalisent ainsi une série d'expériences en laboratoire utilisant une procédure « simple » (p. 173) et ayant déjà fait ses preuves chez Bartlett : la reproduction sérielle.

C'est à partir d'une image, projetée sur un écran qu'Allport et Postman (op.cit.) fondent leur protocole expérimental. L'image la plus célèbre est celle d'une scène de métro où figurent cinq personnes assises et, au milieu, deux personnes debout dont un blanc et un noir. Le blanc tient un rasoir dans la main et semble agresser le noir. Au travers de cette procédure, Allport et Postman (op.cit.) observent des transformations apportées au message à chaque relais. Ils distinguent trois phases interdépendantes qui correspondent à l'élaboration du message dans la rumeur : la réduction, l'accentuation et l'assimilation. La *réduction* consiste à réduire, de manière significative et à chaque relais, le nombre de détails contenus dans le récit afin qu'il soit plus compréhensible et plus facile à mémoriser. Néanmoins, cette réduction des détails ne va jamais jusqu'à sa disparition totale : ne sont retenus que ceux auxquels les sujets portent un intérêt, ceux qui correspondent à leurs attentes et ceux qui permettent de produire un récit cohérent à l'image de leurs systèmes de valeurs. Ainsi, Allport et Postman (op.cit.) ont mis en évidence qu'environ « 70% des détails sont éliminés au cours de 5 ou 6 transmissions de bouche-à-oreille » (p 176). Une fois bien établie, la rumeur est donc un récit bref et court, facile à retenir puisque le nombre de détail est faible et, de ce fait, selon les auteurs, la rumeur ne subit plus de distorsion puisque l'essentiel apparaît désormais dans le message. Dans la *phase d'accentuation*, les détails retenus vont être accentués : les sujets vont leur conférer une plus grande importance et valeur dans le déroulement de la situation. Les accessoires de la situation deviennent ici des preuves irréfutables. Ces deux phases, réduction et accentuation, sont la résultante du système de valeurs du sujet, de ses représentations et stéréotypes. Selon Allport et Postman (op.cit.), les détails retenus et ajoutés sont *assimilés* au thème principal de la situation. Cette phase consiste alors à augmenter la cohérence du message en transformant et/ou en rajoutant des éléments. Par exemple la guerre, et, pour que celle-ci soit logique et vraisemblable, les individus vont réduire et accentuer les détails qui sont conformes à la scène, comme par exemple, exagérer les dégâts pour mieux les assimiler à une bataille. D'autre part, les sujets peuvent créer des éléments par anticipation c'est-à-dire en fonction de la probabilité de survenance qu'ils attribuent. En effet, lors de l'expérience d'Allport et Postman (1945), les sujets ont eu tendance à dire que c'était le noir qui tenait un rasoir et non le blanc car cela répond davantage à leurs stéréotypes.

Corrélativement à ces résultats, Rouquette (1975) parle de « filtres cognitifs » pour désigner le processus de sélection des informations qui répondent à la logique de la pensée sociale. En effet, comme nous l'avons vu, la pensée sociale tente de simplifier la réalité pour pouvoir mieux l'appréhender. Ainsi, l'omission de certains éléments répond, d'une part, à une nécessité cognitive de faire l'économie des informations et, d'autre part, au besoin de décrire et comprendre la réalité sans ambiguïté. De ce fait, les éléments sélectionnés par le sujet sont ceux qu'il valorise car ils donnent sens à sa réalité. Toujours dans l'objectif de répondre à la logique de la pensée sociale, les éléments sélectionnés, dans la rumeur, sont déplacés vers des extrémités, donnant alors une vision manichéenne du monde. C'est ce que Rouquette a nommé « l'intensification » faisant référence à la phase d'accentuation d'Allport et Postman qui permet notamment de désigner un adversaire et des alliés dans la rumeur. L'acteur désigné en tant que responsable devient alors bouc émissaire sur lequel les sujets vont projeter leurs stéréotypes. Par conséquent, parce que les rumeurs désignent le plus souvent un bouc émissaire, elles permettent aux individus qui les transmettent de se situer, de se comparer et de confirmer leur appartenance à une classe sociale.

2.3. Cycle de vie d'une rumeur.

Suite à la publication des résultats d'Allport et Postman (1945), plusieurs études dans les années 1950 remettent en question les conclusions émises par ces chercheurs, leurs résultats n'étant pas toujours adaptés et applicables à la réalité (Back & al., 1950 ; Peterson & Gist, 1951 ; Rosnow, op.cit.). Certains chercheurs critiquent le principe selon lequel une rumeur au fil des transmissions, deviendrait de plus en plus concis s'apparentant à un slogan. Les études de Festinger & al. (1948), Peterson & Gist (1951) et Schachter & Burdick (1955) vont alors prendre en considération une variable primordiale négligée par Allport et Postman (op.cit.) : l'interaction dans la construction et la transmission d'un message. Afin de saisir pleinement la complexité des processus de distorsion du message ces chercheurs ont mené leurs travaux en milieu dit naturel. Les méthodes adoptées ont permis de mettre en évidence les limites de la reproduction sérielle notamment pour saisir l'aspect dynamique en jeu dans les mécanismes de la rumeur. Les travaux de Peterson & Gist (op.cit.) et ceux de Schachter & Burdick (op.cit.), apportent des éléments complémentaires au modèle d'Allport et Postman (op.cit.).

En 1951, les sociologues Peterson et Gist publient les résultats d'une étude de terrain contredisant les conclusions d'Allport et Postman. C'est dans un village au centre-ouest des Etats-Unis qu'ils récoltent une rumeur concernant le viol et l'assassinat d'une adolescente du village, âgée de quinze ans. La rumeur raconte que le meurtrier est le propriétaire de la maison

ayant employé la jeune fille comme baby-sitter. Il aurait quitté une fête pendant quelques heures pour assassiner la fille, puis y serait retourné rejoindre sa femme. Quelques jours plus tard, Peterson & Gist (op.cit.) collectent sur le terrain un nombre important de variantes de la rumeur, chacune apportant de nouveaux détails. Ils mettent ainsi en évidence un « effet boule de neige » dans la transmission d'une rumeur. Celle-ci gagnerait en précision dans sa transmission. Ce résultat va à l'encontre de ceux d'Allport et Postman sur la question de la réduction. Les sociologues soulignent ainsi que, se construisant dans une interaction collective, la rumeur ne peut donc être réduite à une simple chaîne linéaire.

En 1955, Schachter et Burdick, appartenant au même laboratoire que Festinger, mettent en place une expérience originale, jusqu'ici jamais renouvelée, dans laquelle ils ont créé les conditions optimales d'émergence d'une rumeur dans une école de filles. Après une journée d'observation, ils constatent que, pour ce qui concerne la distorsion de la rumeur, les résultats ne sont pas conformes aux observations de Peterson & Gist (op.cit.). Ils ont effectivement recolté peu de variations dans les rumeurs. Ils expliquent ce résultat par le fait qu'une même rumeur circule plusieurs fois dans un même groupe et que cette répétition élimine les variations. Selon eux, le niveau de distorsion est relatif à la complexité du matériel ou de la situation initiale. Plus il y aurait de détails, plus la situation serait complexe et plus il y aurait de probabilités pour observer des distorsions et omissions.

En somme, ces expériences *in situ* ont permis de constater que la rumeur serait soumise à un effet dit « boule de neige » : au cours des discussions et des diffusions le message gagnerait en détails, selon le contexte et les caractéristiques individuelles et sociales des sujets. Plus précisément, et selon Rouquette (2000) il y aurait deux phases dans l'élaboration du contenu de la rumeur. La première consiste à unir et à harmoniser les systèmes de valeurs et de croyances de chaque individu qui colporte la rumeur. Le message dans cette phase est stable et correspond à ce que l'on pourrait nommer le noyau de la rumeur. Dans la seconde étape, les sujets s'approprient le message de manière plus personnelle en adaptant les éléments externes à leurs caractéristiques interpersonnelles. Ceci fait alors fortement penser à la structure des représentations sociales composées d'un noyau central stable et d'éléments périphériques flexibles. Les éléments périphériques de la rumeur s'adaptent davantage en fonction de l'actualité et de l'imaginaire de chacun.

Il semblerait que ce qui vient expliquer la variabilité des résultats entre les études en laboratoire et celles *in vivo* est la dimension temporelle. Dans la première condition, la transmission s'effectue sans délai empêchant de rendre compte de l'évolution du message impliqué dans les

processus d'élaboration de la rumeur. Dans la seconde condition, en revanche, la dimension temporelle est, de fait, incluse : l'effet « boule de neige » mis en évidence par Peterson & Gist (1951), ainsi que la circulation répétitive du message amenant à sa stabilisation (Schachter & Burdick, 1955 ; Buckner, 1965) sont bien des résultats d'une transmission se déployant dans le temps.

Peu d'études se sont véritablement penchées sur le cycle d'une rumeur, le parcours du message, les mécanismes de sa diffusion et de transformation au cours du temps. Si la rumeur semble suivre la courbe d'une parabole, les processus inhérents à chaque phase n'ont pas été isolés. Le plus souvent les études se focalisent sur la phase la plus « bruyante » désignée sous le terme de « métastase » par Morin (1969). En analysant la diffusion de « l'effet Mozart », forme de croyance populaire qui s'est propagé aux Etats-Unis au début des années 2000, Bangerter (2008) tente de comprendre les mécanismes de transformation de cette croyance via sa diffusion. A partir d'une analyse longitudinale de la presse américaine sur la diffusion de l'effet Mozart, il propose une grille de lecture intéressante pour comprendre le parcours d'une croyance populaire et les processus en jeu dans la transition d'une phase à l'autre. Il distingue trois phases dans le cycle de vie de l'effet Mozart : la phase d'émergence, de croissance et de déclin. Il mobilise alors le concept des représentations sociales pour penser le lien entre les différentes phases. La phase d'émergence est alors caractérisée par l'apparition d'un objet nouveau et, en l'occurrence dans cette étude, la publication d'un article scientifique. S'ensuit alors une phase de croissance marquée par un intérêt médiatique important et l'utilisation de l'effet Mozart en dehors des cadres scientifiques. Selon Bangerter (op.cit.), la transition entre ces deux phases est le résultat d'une tentative de vulgarisation et d'appropriation de ce nouvel objet (p. 178). Une fois que la croyance est intériorisée, qu'elle est intégrée au niveau du sens commun, il n'y a plus d'intérêt à la diffuser : c'est la phase de déclin. L'analyse proposée par Bangerter apporte un regard intéressant sur les processus impliqués dans les différentes phases de l'élaboration d'une rumeur. En effet, nous pouvons supposer que le modèle théorique d'Allport & Postman serait davantage caractéristique de la phase d'émergence d'une rumeur. Le processus de consolidation serait une première tentative de mise en sens de la situation permettant d'en dessiner les contours et de conserver les éléments principaux. Dans un second temps, la phase de croissance serait marquée par l'effet « boule de neige ». De par une diffusion plus large de la rumeur, celle-ci gagnerait en détails. Chaque individu et groupe récepteur adapte alors le message en fonction du contexte, de leurs savoirs et du système de normes et de valeurs qu'ils partagent. Dans cette phase, la rumeur tient le statut de « scoop » et chaque élément

apporté alimente cet état. Comme « le serpent qui se mord la queue » cela renforce ainsi la propagation de la rumeur car c'est son caractère « information inédite » qui constitue l'un des intérêts à la transmettre. Lorsque le message n'apporte plus d'éléments nouveaux, qu'il devient comme saturé, la rumeur déclinerait. Le message en se stabilisant, en étant connu par la majorité des personnes plus ou moins concernées, n'aurait donc plus d'intérêt à être transmis. Plusieurs chercheurs parlent alors de la mort de la rumeur. Or, il serait sans doute préférable de parler d'endormissement de la rumeur. Celle-ci ne disparaît jamais totalement. Elle se cristallise dans les mémoires pour resurgir lorsque le contexte s'y prête sous une forme nouvelle, réactualisée selon la situation. Dès lors, seuls les personnes et le décor se modifient, mais la scène reste identique. Cela se traduit par l'apparition du même type de rumeurs pour traiter et expliquer des situations similaires. La rumeur persiste dans la conscience collective (Kapferer, 1987), tel un schème explicatif, et attend un foyer propice pour réapparaître.

3. Contextes et facteurs favorisant l'apparition de rumeurs

Ainsi, nous le constatons, la compréhension des mécanismes d'élaboration d'une rumeur et de sa transformation au cours du temps ne peut s'affranchir du contexte dans lequel cette dernière émerge. La manière dont une rumeur apparaît dans des groupes est alors une question essentielle pour comprendre ce phénomène. Les conditions de son émergence en constituent sans doute l'énigme principale pour le chercheur. Son arrivée, dite soudaine, et parfois imprévisible, dans des contextes variés, font de cette dernière un phénomène encore mystérieux. La difficulté réside dans le fait que nous avons, le plus souvent, connaissance de celle-ci lorsqu'elle est suffisamment stabilisée dans les groupes et médiatisée au travers des mass médias. Ainsi, pour les sociologues Bronner (2006a, 2006b) et Kapferer (2009), le chercheur ne prend connaissance de la rumeur que dans sa phase finale, « au terme du processus de cristallisation des croyances » (Bronner, op.cit., p 130). C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles la sociogenèse des rumeurs reste une question en suspens. Si la rumeur dans la majorité des situations naît à partir de faits réels, qu'ils soient anodins ou conséquents – de la mort d'une personne célèbre aux attentats du World Trade Center -, elle peut également se construire en l'absence de tout événement avéré. La rumeur d'Orléans en est le parfait exemple. Dans ce type de situation c'est la rumeur qui crée l'événement ou le fait divers et non l'inverse. S'il peut être difficile d'anticiper l'arrivée d'une rumeur dans la réalité, des situations caractérisées par ce qu'on appelle familièrement la « crise » sont fortement propices à son émergence. D'ailleurs, Allport et Postman (1945) ont établi une formule « mathématique » pour anticiper la quantité de rumeur, selon laquelle $R = \text{importance} * \text{ambiguïté}$: plus les explications

apportées à une situation sont ambiguës et plus un sujet se sent concerné par la situation, plus la probabilité qu'une rumeur émerge et se développe est grande.

3.1. Situations nouvelles ou dites ambiguës

Qu'une rumeur émerge dans une situation définie comme « incertaine et ambiguë » est sans aucun doute l'aspect le plus consensuel entre les différentes disciplines et courants de recherche. Les travaux de Bloch (1921) et celui de Prasad (1935, 1950) furent les premiers à analyser *in vivo* des rumeurs en période de grands bouleversements. Bien qu'à des milliers de kilomètres, ces deux chercheurs concluent que la crise, réelle ou vécue, est une condition *sine qua non* pour l'émergence d'une rumeur. Cela fait référence au pouvoir explicatif de la rumeur (Rouquette, 1975) apportant une réponse rapide, élaborée collectivement pour comprendre et saisir la situation (Difonzo et Brodia, 2006).

A partir de l'analyse de fausses nouvelles durant la première guerre mondiale, l'historien Bloch note que la rumeur permet d'exprimer un état social et émotionnel des hommes qui la propage : « L'erreur ne se propage, ne s'amplifie, ne vit enfin qu'à une condition : trouver dans la société où elle se répand un bouillon de culture favorable. En elle, inconsciemment, les hommes expriment leurs préjugés, leurs haines, leurs craintes, toutes leurs émotions fortes. (...). C'est de la psychologie collective que relève surtout la fausse nouvelle. » (p. 14). Selon l'historien, si les expériences sur la rumeur en laboratoire ont apporté des connaissances non négligeables sur des processus cognitifs, elles ne permettent pas, de savoir comment et pourquoi elles naissent et comment elles se développent. Dès lors, pour l'étude de la rumeur, il envisage la grande guerre comme « une immense expérience de psychologie sociale, d'une richesse inouïe. » (p 16). Il développe l'idée selon laquelle, la crise en créant un bouleversement dans le quotidien, vient amplifier les traits de la vie sociale.

Pour le psychosociologue Prasad (1935 ; 1950) ayant récolté trente rumeurs sur le terrain suite à un fort tremblement de terre au nord de l'Inde, c'est l'interaction entre plusieurs variables qui permet d'expliquer l'émergence et l'installation durable d'une rumeur au sein d'un groupe. Dès lors, les « perturbations émotionnelles » fortes en lien avec l'aspect inconnu et étranger de la situation, l'absence de connaissance et d'information et enfin l'implication des sujets sont des conditions psychologiques et contextuelles essentielles pour la compréhension de ce phénomène. D'après ces observations, la rumeur se définit donc comme une réponse collective anxiolytique face à une situation complexe entraînant un bouleversement émotionnel et de nombreuses incertitudes. En reprenant ses propos « la rumeur est ainsi une formidable réponse face à l'ignorance » (1935, p. 7), provoquant une certaine angoisse.

Quelques décennies plus tard, et dans la même perspective, Shibutani (1966), recense 60 cas de rumeurs via les médias, découlant d'événements « inhabituels » allant du fait divers à l'événement mondial comme Hiroshima, il développe l'idée selon laquelle la rumeur comble l'absence d'information dans une situation ambiguë. Il s'appuie donc essentiellement sur des contextes de crises caractérisés selon lui par la rupture de la routine établie (p. 172). Il offre une analyse de la rumeur au travers de ces contextes. Le sociologue propose de différencier alors les crises « modérées » aux crises « intenses » entraînant deux types de rumeurs. La première se caractérise par une insatisfaction modérée de demande d'information n'entraînant pas d'émotion négative intense. Dans ce cas, selon le sociologue, la rumeur prend la place d'un canal parallèle à celui des médias et le contenu épouse « l'axiome culturel » commun au public (p. 165). La seconde se caractérise par une crise intense entraînant un bouleversement émotionnel important comme lors de catastrophe. Ici, il envisage la rumeur comme une forme de catharsis, exprimant l'accomplissement de désir. Ce type de rumeur peut émerger sans être en cohérence avec le patrimoine culturel. Pour le sociologue la rumeur doit s'envisager comme « un modèle de communication qui se développe quand un ensemble de personnes est impliqué dans une situation qui sort de l'ordinaire et qui mettent en commun leurs ressources intellectuelles pour orienter leur action » (p. 9). Face à l'incertitude, les individus vont ainsi échanger ensemble pour tenter de donner un sens au « contexte ambigu » (Brodia & DiFonzo, 2006) de sorte que cela soit satisfaisant pour le groupe (Shibutani, 1966).

L'effet de la variable « incertitude-cognitive » a également été mesurée d'un point de vue expérimental grâce à l'étude de Schachter et Burdick en 1955. C'est dans une école de filles de primaire et secondaire qu'ils ont mené une étude pendant plusieurs jours afin de mesurer la vitesse de propagation d'une rumeur et d'observer la manière dont celle-ci circule. Pour cela, ils ont créé trois conditions expérimentales, dans six classes différentes constituant trois groupes expérimentaux, avec :

- Une condition (a) où ils ont introduit une « incertitude-cognitive » et implantée une rumeur (CU-R)
- Une condition (b) où ils ont introduit une « incertitude-cognitive » sans rumeur (CU)
- Une condition (c) où ils ont implanté une rumeur sans créer de contexte d'incertitude. (R)

Pour provoquer un contexte « incertain » (CU), la principale de l'école allait le matin dans quatre des classes impliquées, désignant une fille en lui demandant de prendre toutes ses affaires et de partir pour la journée, sans aucune explication. Les professeurs avaient pour consigne de

dire aux étudiantes « je ne suis au courant de rien ». Pour la condition rumeur (R), deux filles de chaque classe concernée, soit huit filles, assistent deux jours avant l'expérience à une réunion de professeurs pour discuter des programmes scolaires. Lors de cette réunion, au bout de quelques minutes un professeur dit aux étudiantes : « des sujets d'examens ont été volés dans le bureau, savez-vous quelque chose à ce propos ? ». A partir de ce plan expérimental, les chercheurs ont observé durant toute la journée la circulation de rumeurs dans et entre les différentes classes. Les professeurs participant à l'expérience étaient chargés notamment d'enregistrer toutes les questions que les étudiantes leur posaient dans la journée. Au moment du déjeuner, les chercheurs ont effectué vingt entretiens standardisés à propos des différentes informations qu'elles avaient pu entendre au cours de la matinée. Leurs résultats ont permis de mettre en évidence que la création d'un contexte incertain amenait les sujets, de façon significative, à discuter entre eux afin d'interpréter la situation et trouver une solution. Au travers de ces conversations, des rumeurs se construisent permettant de diminuer l'incertitude. C'est alors dans la condition (R) que l'activité de la rumeur fut la plus faible en termes de propagation. Cela vient alors indiquer que pour qu'une rumeur circule il faut nécessairement un contexte impliquant les sujets. Une rumeur implantée dans une situation non-problématique aura toutes les chances d'avorter aussitôt.

3.2. La catastrophe : un laboratoire privilégié pour l'étude de la rumeur

Le 11 Septembre, l'ouragan Katrina, le tsunami de 2005 en Asie du sud-est, Fukushima, le tremblement de terre à Haïti ont tous fait l'objet de rumeurs. Les catastrophes sont effectivement des situations dans lesquelles émergent invariablement des rumeurs constituant des terrains privilégiés pour celui qui désire observer ce phénomène *in situ* (Prasad, 1935, 1950 ; Back & al., 1950 ; Jacquart & Haas 2006 ; Clavandier, 2007). Nous pouvons alors constater à partir de différentes études, qu'il y a le plus souvent deux types de rumeurs lors de catastrophes : les unes centrées sur la cause de l'événement, les autres sur les conséquences (Domergue, 1998 ; Clavandier, 2007). Ces deux types de rumeurs rencontrés sur le terrain semblent participer aux mêmes logiques d'élaboration de l'événement (Clavandier, op.cit, p 91). Le premier type apportant une explication à l'événement « consiste en une écriture de la catastrophe qui vient suppléer une incertitude croissante due à la complexité des phénomènes, mais également à la nécessité toujours plus marquée de déterminer les causes exactes d'un drame. La temporalité de l'enquête ne répondant pas à l'attente du public de savoir, de s'expliquer l'irréparable en temps réel. » (Clavandier, op.cit., p. 90).

Le deuxième type grossissant fréquemment les conséquences permet de trouver un équilibre entre le vécu de l'expérience et la réalité objective de la catastrophe. Celle que l'on nomme « la rumeur de Nîmes » faisant suite aux inondations meurtrières du 3 octobre 1988, tuant neuf personnes, est à ce titre une référence. Elle a été l'objet d'une étude menée par René Domergue et ses élèves lycéens (1998), quelques jours après le drame et reconduite dix ans après afin d'évaluer la persistance de cette rumeur. Selon la rumeur, les autorités auraient caché des cadavres, et le nombre de morts serait bien supérieur au chiffre officiel. Certains Nîmois parlent alors de près de 200 morts causés par l'inondation. La surestimation du nombre de victimes s'expliquerait par l'écart entre le niveau d'intensité des émotions ressenties face au vécu de l'événement et le « faible » nombre de victimes (Renard, 1998). Par ailleurs, et comme le souligne Renard, dans le cas de Nîmes, il y avait également un décalage entre la qualification des faits par les médias comme étant un « cataclysme pompéien » et le nombre de noyés s'élevant à 9. Or, et selon Jeudy (1999), « on est habitué à évaluer l'ampleur d'une catastrophe au nombre de morts. La représentation de la mort collective conforte le fait qu'un véritable événement tragique s'est produit et qu'il frappe la communauté tout entière. » (p. 158). Il n'est donc pas rare que la population vivant une catastrophe amplifie les dégâts provoqués par l'événement pour exprimer et légitimer la peur et l'angoisse ressenties lors de la catastrophe.

La catastrophe nous offre donc un contexte et un cadre bien particuliers pour l'étude de la rumeur. Bien qu'il n'y ait pas de comparaison factuelle possible entre les attentats du World Trade Center, la catastrophe d'AZF, les inondations de la Somme ou de Nîmes, les rumeurs autour de ces événements se ressemblent pourtant. La figure du complot est toujours présente dans les causes réelles de l'événement et les conséquences toujours plus dramatiques qu'on ne nous le laisse croire. Ainsi, et selon Clavandier (op.cit.), « les scènes changent, les dynamiques imaginaires demeurent » (p. 101). Comme si la forme du récit se répétait à chaque catastrophe et le contenu s'actualisait en fonction des faits dans un ici et maintenant.

3.3. Relation entre la société et les institutions : confiance versus méfiance

En plus de ces situations que l'on connaît comme étant propices à l'apparition du phénomène, il importe de prendre également en compte le climat social dans lequel ces situations peuvent apparaître. Par climat social nous entendons alors la relation de confiance établie entre la population, l'Etat et les institutions.

Toujours à partir de situations bouleversantes, des études montrent que, par suite de privation ou de réduction d'information et lorsque la crédibilité de la source d'information fait défaut pour le public, les rumeurs ont plus de probabilité de se créer et de se propager afin de combler

le « trou dans le savoir ». Ainsi, et d'après Jacquart et Haas (2006) qui ont entrepris une étude sur la rumeur dite « d'Abbeville » suite aux inondations qu'a connues la ville en 2001, « la rumeur concourt à la compréhension des modalités d'appréhension par le groupe de phénomènes ambigus dans un contexte de déficit informationnel » (p. 52).

Or, il peut sembler paradoxal que la question de la quantité d'information soit un critère important dans la prolifération de rumeurs. En effet, aujourd'hui, et notamment depuis la démocratisation d'outils de communication, nous vivons dans une société où nous sommes « assaillis » par l'information. Pour autant, cela n'a pas fait disparaître la rumeur, et l'on pourrait même penser que l'accès à un nombre important d'informations sur un ensemble de sujets ait pu favoriser l'apparition et la circulation de rumeurs. Les attentats du World Trade Center sont un exemple type remettant en question le manque d'information dans le développement de rumeurs. Alors que c'est sans doute l'un des événements les plus médiatisés du vingt-et-unième siècle, le nombre de rumeurs autour de cette catastrophe, et qui persistent encore aujourd'hui, est incommensurable. Ainsi, il apparaît que ce n'est pas tant le manque d'information qui va encourager l'apparition de rumeurs mais davantage la qualité de celle-ci. Rouquette dès 1984 souligne très justement que la pénurie d'information ne peut expliquer la prolifération de rumeurs car « ce dont les gens ont besoin, ce n'est pas de l'information comme on manque d'eau dans le désert : c'est de la confirmation du type d'information qu'ils détiennent ou qu'ils attendent selon leurs préjugés et, si l'on peut dire, leur humeur » (p. 514). Son contenu doit alors donner une explication dite satisfaisante de la situation en cohérence avec des représentations sociales particulières. La recherche d'informations sur une situation nouvelle a pour objectif de lui donner un sens, de la rendre familière afin qu'elle puisse s'insérer dans un réseau de connaissances antérieures.

Par ailleurs, les rumeurs en relation avec des catastrophes nous interrogent sur le rapport entre savoir expert et savoir profane et, plus précisément, sur les modalités d'appropriation du discours scientifique dans le sens commun. En effet, chaque catastrophe est l'objet d'expertises scientifiques visant à comprendre les conditions ayant permis la réalisation du risque dans l'objectif d'une meilleure maîtrise de celui-ci. Cela aboutit le plus souvent à de nouvelles connaissances, lesquelles modifient quelques pratiques afin de prévenir la survenance d'une nouvelle catastrophe. Or, la présence de rumeurs sur les terrains marqués par la catastrophe, témoigne d'une insuffisance des discours scientifiques et politiques pour le besoin de compréhension chez les profanes. Le champ de la pensée sociale, nous offre alors des pistes pertinentes pour appréhender l'échec de la science dans la satisfaction du sens commun. D'une

part, les discours appuyés sur des termes « scientifiques » opposés à des termes familiers, ne font pas immédiatement sens pour les individus. Dans ce cas-là, le groupe va essayer de reformuler le discours en le simplifiant pour saisir un sens. D'autre part, les explications officielles peuvent être inconciliables avec le système de valeurs du groupe qui cherchera alors une autre version des faits afin de ne pas bouleverser ses représentations antérieures. Cette reconstruction du savoir en fonction des connaissances préalables et du système de valeurs du groupe est la base des mécanismes d'une rumeur. A certains égards, la rumeur peut alors se présenter comme une forme de connaissance plus appropriée pour répondre aux besoins du groupe, et notamment pour garantir une cohérence sociale et identitaire.

La présence de rumeurs au sein des différentes sociétés questionne également le lien de confiance établi entre les groupes et les institutions politiques et scientifiques, dans un ici et maintenant. Fine (2006) développe l'idée selon laquelle « l'existence de la rumeur révèle un manque de confiance dans le bien-fondé de l'information » (p. 14) et, plus largement, une méfiance vis-à-vis des institutions. Lorsque nous prenons connaissance d'une information nous évaluons la plausibilité de l'allégation et la crédibilité de la source, ce que Fine intègre dans « la question de la confiance au sein de la société civile » (p. 3). Ainsi, et toujours selon le même auteur, « les sociétés caractérisées par la méfiance, par la peur ou la résignation passive connaîtront probablement davantage de rumeur que celles à la vie publique active. » (p. 13). Moins le public a confiance dans l'information officielle, plus grande est la probabilité de voir apparaître des rumeurs. Encore une fois, nous n'entendons pas ici rumeur au sens d'une information fautive, mais davantage comme un énoncé qui s'écarterait notamment des versions officielles. Il est toutefois à noter que, dans les sociétés qui fonctionnent avec un régime totalitaire, la fréquence des rumeurs semble limitée, les colporteurs de rumeurs pouvant être lourdement punis (Fine, 2006).

Le sociologue (Fine & Ellis, 2013) fait alors la distinction entre la crédibilité attribuée à la source et la plausibilité conférée au message. Le contenu d'une rumeur peut alors être plausible mais non crédible en raison de la source à l'honnêteté est douteuse; et réciproquement, une rumeur peut être crédible mais non plausible. Dans les deux cas il y a peu de probabilité pour que la rumeur se propage. Ces deux dimensions doivent nécessairement être réunies pour qu'une rumeur se transmette et émerge dans le discours public.

De manière générale, il est important de prendre en compte le contexte sociopolitique dans la diffusion et la fréquence de rumeur. Les périodes marquées par des tensions sociales, économiques et politiques, favorisent l'apparition et la fréquence de rumeurs. La complexité de

ce phénomène est en un sens révélateur de la complexité du monde dans lequel nous vivons, des rapports que nous entretenons avec autrui et avec notre passé.

3.4. L'implication et émotion

En plus du contexte pour la compréhension du phénomène de la rumeur, les recherches anciennes et actuelles ont pris en considération des variables personnelles et sociales pour mesurer l'activité d'une rumeur. Ainsi, et depuis les premiers travaux sur la rumeur, la majorité d'entre eux se sont principalement focalisés sur deux facteurs psychologiques : l'importance de la situation pour le sujet, que nous pouvons traduire par l'implication, et les émotions négatives, particulièrement l'anxiété (Allport & Postman, 1945 ; Anthony, 1973 ; Jaeger, Anthony & Rosnow, 1980 ; Rosnow, Yost & Eposito, 1988 ; Rosnow, 1988 ; DiFonzo & Bordia, 2002 ; Tafani, Marfaing & Guimelli, 2006). Le plus souvent ces deux facteurs sont étudiés simultanément, considérés comme étant interdépendants, nécessaires à l'émergence et à la diffusion d'une rumeur. En effet, plus le sujet se sent impliqué, plus la situation peut constituer une menace pour lui et ainsi induire de l'anxiété, plus le besoin de créer du sens est important. Dans cette perspective, l'anxiété joue un rôle médiateur entre l'implication et l'activité d'une rumeur (DiFonzo & Bordia, 2002). La plupart de ces travaux s'inscrivent dans le champ de la psychologie expérimentale s'appuyant sur l'approche de la cognition sociale. De manière générale, le niveau intra individuel est favorisé dans l'analyse délaissant quelque peu le niveau interindividuel et le rôle des interactions et des enjeux sociaux dans l'élaboration et la diffusion de la rumeur. Néanmoins, ils apportent des éléments nécessaires à la compréhension des motivations psychologiques dans la diffusion d'une rumeur.

3.4.1. Implication

Dès 1980, dans sa thèse sur les phénomènes de la rumeur, Rouquette plaçait l'implication personnelle comme étant l'un des facteurs les plus déterminants dans l'élaboration d'une rumeur (Vintila, 2012). De manière générale, celle-ci correspond au positionnement des sujets vis-à-vis de l'objet (Ernst-Vintila, 2009) et découle alors des expériences vécues avec l'objet ainsi que de la relation construite au fur et à mesure dans le temps et l'espace. Rouquette (1994 ; 1997) conçoit l'implication comme un modèle tridimensionnel composé de l'identification à l'objet, de la valorisation de l'objet, et de l'action perçue face à ce même objet. Ce niveau diffère alors d'un groupe à un autre puisque, selon la relation établie avec l'objet, l'impact de ce dernier, qu'il soit social, économique ou psychologique, sera différent sur le sujet. A propos de la rumeur, et selon Rouquette (1994), plus un individu et un groupe sont impliqués dans une situation, plus cela favorisera l'activation des filtres cognitifs c'est-à-dire plus les sujets vont

sélectionner les informations congruentes avec leurs systèmes de valeurs et omettre celles qui au contraire s'y opposent afin de parvenir collectivement à une explication satisfaisante et éviter une remise en question de leurs représentations envers l'objet.

Dans un autre registre, Aldrin (2005) qui s'est intéressé aux rumeurs politiques, a distingué selon le degré d'implication, trois registres correspondant à la manière dont les sujets se saisissent d'une rumeur.

- 1- « *Un registre routinier de contournement des normes du dire* » : ce registre correspond à la manière dont des sujets peuvent prendre connaissance d'une rumeur, par le biais d'internet par exemple, mais sans trop y croire. La rumeur est perçue comme étant irrationnelle et impertinente et se rapproche pour ces sujets des « histoires drôles ».
- 2- « *Un registre d'ajustement aux secousses politiques* » : ici, les informations officielles dans une situation de crise semblent être insuffisantes et la rumeur est alors considérée comme une information importante.
- 3- « *Un registre alternatif au défaut de vérité politique* » : la rumeur ici est considérée comme une véritable information et remplace les versions officielles.

Cette étude met alors en exergue les différentes manières dont une même rumeur peut être réceptionnée par le public, influencées par le niveau d'implication. Aldrin suit alors une même logique que la majorité des spécialistes de la rumeur considérant que plus le niveau d'implication est élevé plus l'adhésion à une rumeur est élevée et plus sa diffusion est accrue. Cependant, des études établies par Jacquart & Haas (2006) sur la rumeur concernant les inondations d'Abbeville, selon laquelle les inondations étaient dues à l'ouverture des digues par la ville de Paris afin de diminuer le niveau de la Seine pour la candidature aux jeux Olympiques, ont montré qu'au contraire c'était les Abbevillois les moins impliqués qui adhéraient et colportaient la rumeur. En effet, la recherche a mis en évidence que les sinistrés des inondations nommés « les pieds mouillés » étaient, dans leurs discours, plus centrés dans la description de l'événement en tant que tel et sur les conséquences du sinistre alors que « les pieds secs », ceux qui n'ont pas été touchés par la montée des eaux, étaient plus sujets à polémiquer sur les causes de l'événement puisqu'ils n'ont pas à s'occuper des réparations et des indemnités et deviennent de ce fait colporteurs de la rumeur.

Pour préciser le lien entre implication, émotion et rumeur, et à partir d'une série d'expériences visant à mettre en avant les effets de l'implication sur le traitement d'un message, Tafani, Marfaing & Guimelli (2006) ont montré que celle-ci limitait la phase de réduction et au

contraire marquait l'accentuation et l'assimilation. Ils expliquent ces résultats par le fait qu'un sujet fortement impliqué dans une situation, traite davantage de façon systématique l'information qui consiste « en une analyse approfondie et une mise en relation effective de l'ensemble des informations » (p. 4). Ce type de traitement favorise et améliore la mémorisation des éléments contenus dans le message et en conséquence diminue les effets sur la phase de réduction. En revanche, les résultats mettent en avant qu'une forte implication augmente les effets de l'accentuation et de l'assimilation : quelques détails sont valorisés, les chiffres grossis pour donner plus d'importance à la situation et le message final est en décalage avec le message initial. Dans une seconde étude, ces chercheurs se sont attachés plus particulièrement au rôle de la colère en tant qu'émotions négatives dans l'élaboration et la diffusion des rumeurs. Les résultats obtenus sont sensiblement similaires se manifestant par une limitation de la réduction et une assimilation plus importante. En revanche, la colère d'après leurs données n'a pas d'impact sur l'accentuation. Sur cette dernière expérience, ils soulignent des limites méthodologiques dans l'activation de la colère. Ils interprètent l'ensemble de leurs résultats au travers des principes de la théorie de l'identité sociale. En effet, une implication et des émotions négatives élevées augmentent un sentiment de menace potentielle induite par la situation et entraîne une posture défensive face au contenu des informations « visant à garantir la positivité de l'image de l'endogroupe » (p. 12). Les transformations apportées au message semblent répondre au biais pro-endogroupe dans la mesure où celles-ci viennent valoriser le groupe au détriment de l'exogroupe. En conséquence, les sujets tendent à sous-estimer les éléments qui viendraient les dévaloriser et au contraire surestimer ceux qui les mettent en avant de manière positive. En conclusion les auteurs soulignent « le rôle essentiel des enjeux identitaires dans le traitement et la diffusion du message » (p. 16).

3.4.2. Emotions

Comme nous l'avons souligné, lorsque nous nous intéressons à la variable implication dans le phénomène de la rumeur nous mobilisons indéniablement le facteur émotionnel et particulièrement l'anxiété. Il semble effectivement évident qu'un sujet impliqué dans une situation incertaine et ambiguë voit son niveau d'anxiété augmenter. Nombreuses sont les études qui se sont penchées sur le rôle des émotions dans l'élaboration et la diffusion de rumeurs et qui ont mis en exergue un lien complexe entre les deux variables. Pour le psychosociologue Rosnow (1980, 1988), l'anxiété est le meilleur prédicteur de la transmission d'une rumeur qu'il définit comme étant « a negative affective state that is produced by apprehension about an impending, potentially negative, outcome » (1980, p. 587).

Au travers de leurs études, les frères Allport considéraient que la rumeur était un moyen privilégié de catharsis permettant d'extérioriser et de réduire des émotions négatives telles que la peur, la colère, l'anxiété ou encore l'injustice. Or, plusieurs études (Festinger, 1957 ; Prasad, 1935, 1950 ; Rosnow, 1980) montrent que la rumeur au contraire alimente l'anxiété en prédisant par exemple que le pire est à venir. Selon ces auteurs, la rumeur n'est pas seulement la conséquence de la peur ou de l'anxiété mais permet de justifier des affects ressentis découlant d'une situation telle qu'une catastrophe (Bordia & DiFonzo, 2002). Dans cette perspective, la rumeur répond aux principes de la dissonance cognitive (Festinger, 1957). A partir des années 70, un pan d'études voit le jour dans l'objectif de mesurer le rôle de l'anxiété dans la diffusion d'une rumeur. Plusieurs études convergentes (Anthony, 1973 ; Jaeger, Anthony & Rosnow, 1980 ; Rosnow, Yost & Esposito, 1986), ont permis de mettre en avant que les personnes anxieuses, dont le niveau d'anxiété a été mesuré à partir d'une échelle (MAS), et les personnes crédules adhérant aux rumeurs les transmettaient davantage. Par ailleurs, ces études montrent que l'adhésion et la transmission d'une rumeur ne réduit pas le niveau d'anxiété de base. Cette dernière conclusion remet en cause le principe de catharsis de la rumeur. Quelques années plus tard, suite au meurtre d'une étudiante dans une université des Etats-Unis, cette même équipe reconduit une étude avec les mêmes objectifs (Rosnow, Eposito & Gibney, 1988). Or, leurs résultats ne confirment pas totalement leurs données précédentes, montrant que la relation entre le niveau d'anxiété et la diffusion d'une rumeur n'est pas linéaire. D'après cette étude, ce sont les personnes moyennement anxieuses qui transmettent le plus les rumeurs. Ils expliquent ces résultats par le fait que l'excès ou à l'inverse l'absence d'anxiété inhibe la cognition. Plus précisément, ils mobilisent le concept de « l'impuissance apprise » (Seligman, 1975) pour expliquer les résultats obtenus par les personnes dont le niveau d'anxiété est trop élevé. Selon eux, et selon le principe de l'impuissance apprise, ces sujets auraient tenté à plusieurs reprises de contrôler la situation et suite à l'échec de ses tentatives se résignent à maîtriser ladite situation, se manifestant par l'absence de diffusion de rumeur. A l'inverse, les personnes ne présentant pas d'anxiété manifeste, n'ont aucune motivation à réduire l'état émotionnel et l'incertitude.

En 2002, une étude menée par les chercheurs DiFonzo et Bordia vient préciser le lien entre les différents facteurs personnels (anxiété, implication, incertitude, besoin de mettre du sens et contrôle de la situation) intervenant sur différents aspects de la rumeur (l'adhésion, la diffusion et la précision et stabilisation du contenu). A ce titre, ils proposent un modèle permettant d'expliquer les multiples interactions entre l'ensemble des variables.

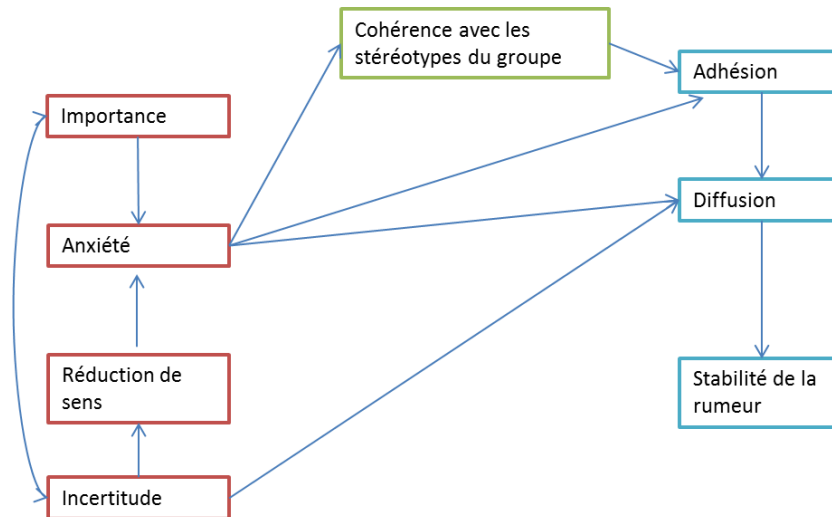


Figure 1 Modèle final du trajet de la rumeur (DiFonzo & Bordia, 2002)

A partir de ce schéma, nous observons dans un premier temps, que plus une rumeur s'accorde avec les stéréotypes et les préjugés des sujets, plus l'adhésion est forte, plus la diffusion sera intense et plus la rumeur gagnera en précision. Dans un second temps, et en observant les facteurs situés à gauche du modèle, nous constatons des interactions et des effets de médiations entre les différentes variables activant telle ou telle caractéristique de la rumeur. Il apparaît alors que l'anxiété et le besoin de contrôle jouent un rôle de médiateur entre les différentes variables. Plus précisément, au travers de leur modèle, l'implication n'a aucun effet direct sur la rumeur, mais elle est médiatisée par l'anxiété d'une part et, d'autre part, par l'incertitude entraînant un besoin de contrôle qui lui-même augmente le niveau d'anxiété. Par ailleurs, leur étude montre que face à l'anxiété ressentie et la nécessité de les justifier les sujets seraient davantage conduits à construire une version qui soit au plus près de leurs stéréotypes et préjugés augmentant l'adhésion au récit. Enfin, il apparaît clairement que l'anxiété favorise l'activité de diffusion de la rumeur entraînant sa stabilité dans le temps.

Nous pouvons alors mettre en lien ce dernier aspect avec le phénomène du « partage social des émotions » (Rimé, 2005). Selon Rimé (op.cit.), une expérience émotionnelle « s'accompagne d'une manière presque indissociable chez la personne qui l'a vécue d'une propension à traduire cette expérience en parole et la partager socialement » (p. 110). Une étude menée par Delfosse et son équipe (2004) a permis de mettre en avant qu'un épisode à forte intensité émotionnelle, qu'il s'agisse d'un événement positif ou négatif, conduit à une fréquence importante de rumination et de partage social des émotions. En revanche, il semblerait que la fonction de la transmission et la narration à autrui des épisodes émotionnels diffère selon la valence. Ainsi, et ce qui nous intéresse, le partage social des émotions négatives est motivé dans un but de

« catharsis », « de compréhension », « de soutien social » et « de lien social élémentaire » (Delfosse, Nils, Lasserre & Rimé, 2004, p. 42). Parce que les émotions négatives, telles que la peur ou l'anxiété, découlent d'une rupture entre le système de représentation et l'état du monde (Jodelet, 2011), fragilisant alors les croyances du groupe, l'expression narrative de cette expérience émotionnelle favorise le processus de symbolisation en réorganisant l'expérience présente avec celles du passé. En prenant en considération les études sur le partage social des émotions, nous pouvons alors apporter un éclairage intéressant sur le lien entre l'anxiété et l'élaboration et la diffusion de rumeurs. En effet, les sujets confrontés à des épisodes de vie négatifs cherchent prioritairement à les symboliser et leur donner du sens. Le partage social des émotions répond alors à cette fonction, car en réactivant les images mentales, les sensations corporelles, les émotions au travers du récit, le sujet est amené à reconfigurer les éléments de l'expérience afin de lui apporter une clarification intelligible. Dans ce cadre, la rumeur est l'une des possibilités de production de sens de l'expérience permettant en outre de justifier l'intensité des émotions. Par ailleurs, le phénomène du partage des émotions nous amène à comprendre pourquoi l'anxiété accélère la diffusion des rumeurs.

4. Fonctions de la rumeur

Comme nous avons pu l'évoquer, la rumeur n'est pas un simple divertissement mais constitue bel et bien une réalité et une vérité pour les groupes. Elle possède une utilité à la fois cognitive, sociale, identitaire et pragmatique et nous développons ici chacune de ces fonctions assurées par la rumeur.

4.1. Fonction épistémologique

Comme évoqué plus haut, la rumeur remplit un rôle collectif procurant un sens à une situation problématique dans des groupes impliqués. Dans cette fonction, Bangerter (2008) distingue plusieurs besoins et processus cognitifs à l'origine de la rumeur. Selon cet auteur, il y aurait, tout d'abord, le besoin d'assimiler la situation nouvelle à du déjà-là, c'est-à-dire à des connaissances préexistantes. Ce besoin est directement en lien avec le processus d'ancrage à l'œuvre dans l'élaboration des représentations sociales (Moscovici, 1961/2004) pour rendre compte de la manière dont le nouveau est rendu familier. Par ailleurs, en désignant une cause et un responsable clairement identifiés à la situation, la rumeur impute toute ambiguïté et réduit la complexité de la réalité. Ceci répond alors au besoin de maîtriser notre monde, en considérant que les événements négatifs à dimension collective sont dus à des groupes minoritaires, aux institutions ou à des entreprises géantes tels qu'ils sont désignés dans les théories du complot. De surcroît, les rumeurs permettent d'expliquer et de justifier des ressentiments liés à la situation

nouvelle. Par exemple, croire que la princesse Diana a été assassinée par la famille royale d'Angleterre ou encore que la mairie de Paris a « organisé » les inondations de la Somme permet d'extérioriser des émotions négatives et de justifier le sentiment d'injustice souvent induit dans ce genre de situation chez les personnes et les groupes impliqués.

4.2. Fonction sociale et identitaire

En plus de leur pouvoir explicatif, les rumeurs jouent un rôle important dans les processus de la catégorisation sociale. Elles permettent en effet, d'une part de renforcer les liens à l'intérieur d'un groupe (fonction d'intégration sociale) et, d'autre part, d'accentuer les frontières entre les groupes (fonction de différenciation sociale). Elle assure ainsi les logiques de l'identité sociale. Parce que des individus sont concernés par une même situation et partagent les mêmes préoccupations ils se retrouvent dans l'intérêt de porter une même histoire. Ainsi, transmettre et partager une rumeur étaye le lien social dans un groupe et affirme sa cohésion sociale : lorsqu'une personne raconte ou confie une nouvelle à d'autres personnes cela accentue la communication à l'intérieur du groupe et instaure également de la confiance dans ces liens. Parallèlement, les rumeurs participent à l'établissement de l'identité du groupe et au sentiment d'appartenance à l'intérieur de celui-ci. Par comparaison sociale, les groupes distinguent ceux qui y adhèrent et ceux qui n'y adhèrent pas. Cela permet alors de créer une frontière entre le « eux » et le « nous » entre groupe d'appartenance et groupe de non-appartenance. La rumeur peut ainsi devenir un critère de différenciation sociale mais dont on peut supposer qu'il est instable. Il n'est en effet pertinent qu'au moment où la situation est d'actualité. Lorsque celle-ci est résolue, la rumeur n'apparaît plus comme un critère saillant pour justifier cette différence. Toutefois, la rumeur en se cristallisant dans la mémoire collective, peut devenir un élément de l'histoire du groupe et constituer un aspect de son identité. On peut songer ici à la rumeur d'Orléans qui aujourd'hui est sans doute constitutive de l'histoire d'Orléans et de la mémoire collective des Orléanais. En revanche, on aurait du mal à imaginer que plus de 50 ans après, cette histoire soit un élément de définition du groupe, car elle n'apparaît pas comme une période glorieuse pour la ville et ses habitants.

En plus de distinguer les « croyants » des « non-croyants » la rumeur désigne des acteurs responsables et les victimes subissant les agissements du groupe. En stigmatisant un groupe extérieur considéré comme coupable, en véhiculant des stéréotypes négatifs à l'encontre de ce groupe, la rumeur maintient et légitime son exclusion. Nous voyons ainsi apparaître les principes fondamentaux de la catégorisation sociale auxquels la rumeur participe. Il y a ainsi un lien étroit entre la rumeur et l'identité sociale et nous verrons dans le chapitre suivant qu'elle

peut s'envisager comme une forme de stratégie de revalorisation de l'image et de la mémoire du groupe.

4.3. Fonction de contrôle et fonction pragmatique.

Les rumeurs se présentent également comme un moyen de rétablir un sentiment de contrôle dans le groupe, en supprimant toute ambiguïté et incertitude. (Rouquette, 2006). Par ailleurs, la rumeur peut apparaître comme une forme de « contre-pouvoir » à l'égard des autorités publiques qui contrôlent d'une certaine manière l'information. En démentant la thèse officielle, en affirmant détenir une vérité cachée et gardée par les groupes « dominants », la rumeur accroît une illusion de contrôle et de pouvoir à l'égard des savoirs sur le monde. Ainsi, selon Rouquette « le contre-pouvoir de la parole défend et illustre un espace supposé inaliénable de liberté » (op.cit., p 51). Cet aspect renvoie directement aux conclusions établies par Festinger et son équipe (1948) à propos de la rumeur. C'est à partir d'une enquête de terrain au sein d'une communauté vivant dans un projet d'habitation « lowcost » construit pendant la guerre que ces chercheurs vont mettre en évidence trois principes psychosociologiques expliquant la présence d'une rumeur. Durant six mois, l'équipe effectue des observations participantes dans le cadre d'activités au sein de la communauté, et mène des entretiens non directifs avec les habitants. C'est alors la mise en place d'une garderie qui va focaliser toute l'attention des habitants et engendrer des rumeurs. Une dame, Mme C, extérieure au groupe, va se positionner en tant que leader dans le programme de la garderie. Au fil du temps, une résistance va se former contre elle qui deviendra l'objet de rumeurs. Ces bruits circulant dans le quartier racontent que Mme C est communiste dont le but serait en réalité de propager ses idées politiques au travers des réunions et discussions. Elle se servirait de la garderie pour faire de la propagande. Cette rumeur a ainsi mis en échec le projet de garderie dans le quartier. Sur la base de cette étude, Festinger et ses collaborateurs établissent trois principes théoriques dans la conceptualisation de la rumeur : le principe du contrôle externe, de l'absence de clarté et d'une explication intégrative (p. 485-485). Selon ces auteurs, la rumeur permet dans la majorité des situations de donner une explication très concrète à un contexte peu structuré tout en rectifiant le déséquilibre dans le partage du pouvoir. Dans ce cadre, la rumeur peut se lire comme une opposition au pouvoir détenu par une personne. Par son contenu, les positions sont renversées : le leader devient bouc-émissaire redonnant un sentiment de contrôle au sein de la population.

Les rumeurs et les théories du complot permettent aux sujets dans certaines circonstances de ressentir une part d'activité dans les politiques menées par les autorités publiques et les grandes entreprises. Ils ne demeurent donc plus passifs aux soi-disant agissements de ces groupes

puisqu'ils pensent avoir discerné leurs secrets et peuvent alors agir en conséquence. Ainsi, en apportant une solution claire la rumeur propose des modalités d'action précises, qu'elles soient implicites ou explicites dans le message, visant à modifier des comportements voire à mobiliser des individus et/ou une collectivité. Par exemple les rumeurs traitant des produits de consommation comme des marques de soda, les téléphones portables et les chaînes de fast-food, mettent souvent en garde les consommateurs sur un certain nombre de dangers dans ces produits, les poussant à les boycotter. Certaines rumeurs peuvent également appeler à une mobilisation importante de la population comme cela été le cas par exemple à Orléans. Nous pouvons également songer aux rumeurs qui produisent des lynchages publics pouvant mener jusqu'à la mort. La rumeur dite des « voleurs de sexe » étudiée notamment par l'anthropologue Bonhomme (2009) se propage en Afrique noire depuis les années 70. Le scénario est quasiment identique depuis 40 ans et dans l'ensemble des pays parcourus : un homme inconnu de la ville serre la main d'un jeune homme. Ce dernier, ressent une décharge électrique et s'aperçoit que son sexe a rétréci voire disparu. L'inconnu est désigné comme étant coupable de ce vol. Cette rumeur a entraîné plus d'une dizaine de morts en Afrique, les voleurs de sexe sont en effet littéralement lynchés par les habitants.

L'ensemble de ces conduites collectives et comportements individuels découlant de rumeurs permettent ainsi de gérer la menace, réelle ou symbolique, et rétablissent un sentiment de contrôle de la situation.

5. Caractéristiques du contenu de la rumeur

Le contenu de la rumeur répond à quelques caractéristiques permettant d'assurer l'ensemble de ces fonctions. A partir de nombreux exemples de rumeurs on repère effectivement que ces dernières ont une structure similaire : Aucun avion ne s'est écrasé dans le pentagone durant les attentats du World Trade Center ; Les inondations de la Somme sont la conséquence des malveillances de la Mairie de Paris ; La princesse Diana a été assassinée par la famille royale d'Angleterre ; Paul McCartney est mort et a été remplacé par un sosie ; Aucun homme n'a marché sur la Lune ; Des jeunes filles ont été enlevées dans des cabines d'essayages à Orléans, pour intégrer un réseau de prostitution. Voici quelques rumeurs assez communes qui ont circulé ces dernières années par le biais des médias et du bouche à oreille, à l'échelle nationale ou internationale. Ces exemples nous permettent d'observer certaines récurrences structurant le contenu des rumeurs : elles révèlent majoritairement une réalité « noire », sournoise (Knapp, 1945 ; Rouquette, 1990), elles proposent un schéma stéréotypique véhiculant souvent une morale (Renard, 2009) et se nourrissent des théories du complot.

5.1. Le biais de négativité

Lorsqu'on lit ou qu'on écoute les rumeurs du moment on peut aisément s'apercevoir que ces dernières sont majoritairement négatives (Knapp, 1945 ; Renard, 2006) : elles annoncent souvent que le pire est à venir, qu'un tueur en série se balade dans les rues, que telle ou telle personne, de notoriété publique ou non, a des intentions malveillantes etc. La rareté des rumeurs « roses » annonçant des événements positifs, amène à interroger les raisons de ce pessimisme. A partir de cette constatation, Rouquette (1975) pose la question suivante : pourquoi les individus n'aiment pas se faire plaisir ? D'après plusieurs spécialistes de la rumeur (Rouquette, 1975, 1990 ; Difonzo & Bordia, 2006 ; Simon, 2011), les éléments de réponse à cette interrogation se situent dans les fonctions assurées par la rumeur : expliquer une situation incertaine et anxiogène, contrôler l'environnement et défendre l'identité de son groupe.

Pour remplir les deux premières fonctions, la négativité du message permet de se préparer au pire, d'atténuer les espoirs et ainsi de réduire une éventuelle déception. Dès lors, et de manière paradoxale la négativité de la rumeur permet de gérer et de diminuer les émotions négatives. A partir des rumeurs récoltées par Prasad suite au tremblement de terre, Festinger interprétait ce biais de négativité au travers de la dissonance cognitive. L'angoisse et la peur ressenties face à la catastrophe étaient telles qu'il fallait que les sujets attribuent une cause à l'événement à la hauteur de leurs émotions. Cela permet alors selon Festinger d'équilibrer la perception vécue à la réalité extérieure. Dès lors, les individus façonnent la réalité de sorte qu'elle soit concordante avec leur perception. Cet aspect explique alors en partie le biais de négativité de la rumeur.

Par ailleurs, le caractère sournois d'une rumeur, s'exprimant par l'attaque d'une personne ou d'un groupe extérieur est motivé par le maintien ou le renforcement d'une image positive pour soi-même ou son propre groupe. Par comparaison sociale, en entretenant et en accentuant les stéréotypes négatifs à l'égard d'un exogroupe la rumeur participe à la revalorisation de l'identité des individus qui colportent la rumeur. En projetant la cause du problème sur « l'autre » devenant bouc-émissaire les individus déchargent ainsi leur responsabilité et protègent l'image du groupe. De plus, l'aspect anonyme du « on-dit » favorise alors l'expression des stéréotypes négatifs, soulève certaines censures et vise à légitimer l'exclusion à l'encontre de certains groupes. Le biais pro-endogroupe est ainsi garanti.

5.2. Théories du complot

Rumeur et théorie du complot sont souvent indifférenciées. Et pour cause, la rumeur se caractérise régulièrement par la diffusion d'un complot. Ces théories qui surviennent très souvent en temps de crise « attribuent à une minorité des projets « machiavéliques » visant à

nuire au reste du groupe » (Licata & Klein, 2000, p.156). C'est la croyance selon laquelle les forces dites dominantes cacheraient des projets, des intentions ou un rôle actif dans des événements inhabituels tels que les attentats ou assassinats (Taguieff, 2006). Fine (1985) parle « d'effet Goliath » pour désigner la méfiance que le public a envers les « forces dominantes » que représentent l'Etat ou l'armée, ou encore les grands industriels qui sont souvent la cible des théories du complot. L'activation de cette forme de croyance permet de réduire la complexité inhérente à notre monde moderne, d'identifier une cause et un responsable sans ambiguïté et de protéger l'identité sociale d'un groupe en attribuant la cause des événements aux activités d'un exogroupe et par là-même accentuer la différenciation entre le nous et le eux. En étudiant les théories du complot propagées en Belgique, autour de l'affaire Marc Dutroux, selon lesquelles des personnalités puissantes (magistrats, hommes politiques, etc.) seraient impliqués dans un réseau de pédophilie expliquant les dysfonctionnements judiciaire dans la recherche des deux fillettes disparues, Licata (2000) met en évidence quatre fonctions de la théorie du complot, à la fois cognitives et motivationnelles :

- Création d'une grille de lecture des faits permettant de réduire le désarroi,
- Établissement de la communication qui permet de resserrer le lien social,
- Protection de l'identité sociale,
- Esquisse d'un mode d'action pour résoudre la crise.

A propos des grandes théories du complot autour de l'assassinat de JFK, la sociologue Champion-Vincent (2005/2007), note toutefois que les complots des élites « ajoutent aux incertitudes plus qu'elles (les suppositions) n'apportent de réconfort psychologique face à un événement traumatisant » (p. 45).

Si rumeurs et théories du complot partagent un ensemble de point commun, elles renvoient à des niveaux de pensée distincts. En suivant la réflexion de Moscovici (1987 ; 2007) les théories du complot sont intégrées à une « mentalité de conspiration » offrant une lecture particulière du monde, et dont découlent des représentations dites « virtuelles ou contre-factuelles » (2007). Il emploie ce terme pour décrire l'idée selon laquelle ces théories réinventent les événements de l'histoire, en s'autorisant à imaginer ce qui aurait pu se produire « si » on modifiait un élément. Pour décrire cette forme de mentalité Taguieff (2006) parle « d'hyper rationalité » car pour les conspirationnistes « tout est lié », « rien n'arrive au hasard » et « rien n'est tel qu'il n'y paraît ». Cela n'est pas sans rappeler les logiques de la pensée magique développée par Moscovici (1992). Ces théories proposent alors une alternative à l'histoire en renversant notamment le rapport dominant/dominé. La place des juifs dans les théories conspirationnistes témoigne très clairement de cette inversion : ils ne sont plus les victimes de l'histoire, et de la seconde guerre

mondiale, mais les bourreaux tirant les ficelles du pouvoir mondial. Une étude menée par Pascal Wagner-Egger et Adrian Bangerter en 2007 met en évidence une corrélation générale dans l'adhésion à plusieurs théories du complot. En d'autres termes, plus un sujet considère qu'il est très plausible que l'assassinat de JFK est un complot de la CIA plus il adhère par exemple au complot de Diana et du 11 septembre. Ces résultats tendent alors à confirmer l'existence d'une mentalité de conspiration postulée par Moscovici. Leurs résultats ont également permis de dégager l'existence de deux sous-dimensions à la croyance aux théories du complot s'expliquant par des facteurs différenciés. Il y aurait ainsi une catégorie de complots incriminant des élites maléfiques et les puissances mondiales. Ce sont les théories du complot du « système » se rapprochant de « l'effet Goliath ». La seconde catégorie met davantage en cause des groupes minoritaires qui constitue une menace au mode de vie de la majorité (Wagner-Egger & Bangerter, 2007, p. 33). Ils ont alors isolé des facteurs interpersonnels pour expliquer la tendance à l'adhésion à telle ou telle catégorie de complot. La peur et la méfiance envers les institutions constituent des dimensions explicatives communes aux deux catégories. En revanche, les théories du complot « système » serait liées à la croyance aux phénomènes ésotériques qui se rapprochent de la pensée magique, alors que pour la catégorie minorité ce serait davantage liée au conservatisme politique (p. 53).

Si les rumeurs véhiculent souvent cette forme de pensée cela n'est pas automatique. Par exemple, bien qu'elles soient minoritaires, les rumeurs « roses » n'incluent pas de complot. De surcroît, si l'on peut présumer qu'un conspirationniste est plus sensible à l'adhésion d'une quelconque rumeur, l'inverse n'est pas toujours vrai. Un individu, un groupe, dans des contextes bien particuliers que nous avons décrits peuvent tout à fait adhérer à des rumeurs sans pour autant développer une pensée de conspiration à l'égard du monde.

Conclusion

Dans ce chapitre nous avons pu constater que si la rumeur répond à des mécanismes et des logiques précis, elle est à chaque fois unique, pouvant prendre des formes différenciées selon le contexte dans lequel elle émerge. Par ailleurs, nous avons mis en évidence que les résultats issus de travaux *in vitro* et *in vivo* ne s'accordaient pas toujours. Si cet état de fait peut amener à remettre en cause certaines études, il nous semble au contraire que cela est révélateur du caractère dynamique de la rumeur dont la forme et le contenu s'adaptent perpétuellement au contexte présent. La rumeur en exprimant un courant de pensée dominant dans un groupe, une société et une culture donnés vient refléter un système de normes et valeurs en un temps et un espace précis. Dès lors, si la structure est similaire d'une situation à une autre, son contenu s'adapte selon les circonstances et les préoccupations du groupe dans un ici et maintenant.

En raison de la rareté des études longitudinales, la majorité des travaux sur la rumeur apportent des connaissances sur un état fixe de la rumeur correspondant à un de ses stades de développement. Si ces savoirs sont nécessaires ils ne sont pas suffisants pour saisir la rumeur dans son ensemble. Dans cette perspective, pour rendre intelligible la rumeur, son émergence, son contenu et son évolution, il s'agit essentiellement de démêler les enjeux identitaires et sociaux qui se jouent et se nouent dans la situation. La rumeur ne s'appréhende donc pas au premier degré mais, bien au contraire, nous devons chercher et comprendre les implicites qu'elle véhicule : « les rumeurs possèdent un message caché, une morale implicite, qu'un travail d'interprétation doit dégager. (...) Les rumeurs sont des signifiants dont les signifiés doivent être dévoilés. » (Renard, 2009, p. 138). Et c'est bien cet aspect qui rend l'étude de la rumeur pertinente dans la mesure où elle révèle des logiques de pensées et des représentations sociales propre à une entité venant orienter des attitudes et l'action. Et c'est bien parce qu'elle induit des idées et des valeurs qu'elle devient objet de discussion, et même de débat, entre des sujets. La rumeur s'appuie sur un système hiérarchique, désignant les dominants et les dominés, véhicule et renforce des stéréotypes à l'égard de certains groupes dont certains sont régulièrement pris pour cible. Au travers, d'un récit court et simple, la rumeur vient manifester un ensemble de significations partagées au sein du groupe et de la société. Etudier le contenu de la rumeur c'est alors avant tout révéler ses symboles implicites. Dans cette perspective et d'après Gritti (1978), « la signification importe plus que l'exactitude factuelle » (p 65).

Chapitre 3 : Rumeur(s) et Mémoire(s) Collective(s) : Un modèle pendulaire

Après avoir vu les processus de construction de la rumeur et les conditions favorisant son émergence, on doit maintenant s'interroger sur ce que nous racontent ces rumeurs. Leurs contenus prennent sens pour le ou les groupe(s) qui y adhère(nt) et les colporte(nt) dans un contexte précis. Dès lors, l'attention du chercheur doit aussi se porter sur les significations induites dans la rumeur pour ceux qui la diffusent (Morin, 1969 ; Gritti, 1978 ; Reumaux, 1994, 1998, 1999 ; Aldrin, 2005 ; Renard, 2009 ; Bougerol, 2010). En nous appuyant sur quelques études, il nous semble pertinent d'utiliser le concept de la mémoire collective pour mettre en exergue l'aspect symbolique véhiculé par la rumeur. Dans ce cadre, et pour reprendre les propos de Froissart (2002), « la mémoire est la variable la plus explicative » (p. 89) pour saisir le phénomène de la rumeur.

Les études princeps d'Allport et Postman sur les rumeurs (1945), se sont largement appuyées sur les expériences de Stern en 1902 consacrées aux témoignages et à la fidélité de la mémoire et aux travaux de Bartlett (1932) sur les processus de transmission et de modification d'un souvenir. Dès lors, les premières études sur la rumeur ont établi un lien direct avec la mémoire et, plus particulièrement, avec les facteurs de transmission et de transformation d'un message et d'un souvenir.

Aujourd'hui, la majorité des chercheurs s'inscrivant dans le champ de la pensée sociale et étudiant la rumeur font un parallèle étroit entre cette dernière et la mémoire collective (Rouquette, 1997 ; Rouquette & Rateau, 2002 ; Jacquart & Haas, 2006 ; Rateau, 2009 ; Fine & Ellis, 2013). A partir de ces études plusieurs perspectives sont proposées pour penser le lien entre rumeur et mémoire collective. D'une part, quelques travaux analysent la rumeur comme une forme de réminiscence du passé, portant en elle des morceaux de la mémoire du groupe dans des contextes propices à son émergence (Bloch, 1920, Morin, op.cit. ; Reumaux, op.cit. ; Haas & Levasseur, 2013). Ces travaux s'inscrivent pour la majorité dans l'approche herméneutique consistant à déchiffrer le sens caché dans le contenu apparent. D'autre part, un second pan d'études s'attache à étudier la rumeur comme une forme de stratégie mémorielle visant à reconstruire le passé dans le présent, leurs processus de construction étant relativement similaires (Rouquette, op.cit. ; Rateau, 2002 ; Pàez, Marques, Valencia, Vinzce, 2006).

Ce chapitre vise à présenter et articuler ces deux perspectives interdépendantes dans le phénomène de la rumeur. Dans un premier temps, nous nous attacherons au vecteur passé/présent dans le phénomène de la rumeur nous amenant à considérer la mémoire comme

point d'ancrage de la connaissance sociale. Dans un second temps, nous nous intéresserons au vecteur présent/passé de la rumeur où nous aborderons la fonction et les enjeux identitaires de la mémoire collective. Enfin, nous apporterons des réflexions et éléments théoriques sur le rôle de l'espace, en tant que « cadre social de mémoire » (Halbwachs, 1925/1994, 1947/2008 ; 1950/1997) dans la diffusion et l'ancrage de la rumeur.

1. La rumeur comme trace du passé

L'émergence d'une ou plusieurs rumeurs vient indiquer que pour un même événement il existe des versions alternatives aux explications officielles, pouvant être antagonistes. La mémoire collective en tant que représentation du passé commun à l'ensemble d'un groupe (Licata, Klein & Gely, 2007) offrant une grille de lecture pour les événements présents devient alors tout à fait pertinente pour comprendre l'émergence d'une pluralité d'interprétations d'un événement et *a fortiori* du contenu de la rumeur.

Les éléments inclus dans la rumeur ne surgissent pas d'une table rase : ils découlent d'un système de croyances, s'appuient sur des connaissances et représentations préexistantes soutenus par l'histoire et la mémoire du groupe. Ce dernier aspect explique en partie le caractère à la fois unique et commun de la rumeur dans un groupe. Dès lors, pour comprendre le sens d'une rumeur, son émergence, les modalités de son adhésion et sa permanence dans le temps, il convient de retracer les éléments de la mémoire du groupe. En se plaçant du point de vue de l'histoire du groupe la rumeur peut devenir d'une certaine manière rationnelle.

1.1. Histoire et mémoire

Lorsqu'on s'interroge sur la mémoire, sa sociogenèse, sa structure, son fonctionnement, son contenu nous sommes perpétuellement confrontés à son rapport à l'histoire. Il est alors important de considérer que la mémoire, que ce soit au niveau individuel, groupal ou sociétal, n'est pas l'histoire : « toutes deux sont des représentations du passé mais la seconde se donne comme objectif l'exactitude de la représentation alors que la première ne prétend qu'à son caractère vraisemblable » (Candau, 2005, p. 58). La mémoire est une re-présentation (Viaud, 2003) et une interprétation d'un vécu. Le souvenir renvoie à une image du passé et, en reprenant les propos de Ricoeur (2003), est « une représentation présente d'un passé absent » (p. 554). Cette définition de la mémoire nous amène donc à la considérer comme étant plurielle dans la société. Il n'y pas une manière d'interpréter l'histoire ou un vécu, mais bien des manières selon notamment notre position au sein de la société et de nos groupes d'appartenances. Les sujets sélectionnent des éléments de l'histoire vécue dans un ici et maintenant en fonction de divers

enjeux du présent. La mémoire devient donc une reconstruction du passé en lien avec les représentations sociales et le système de normes et de valeurs propres à chaque individu et groupe « le passé, en réalité ne reparaît pas comme tel, (...) tout semble indiquer qu'il ne se conserve pas, mais qu'on le reconstruit en partant du présent » (Halbwachs, 1925/1995, p VIII). Si l'histoire est une discipline scientifique cherchant à établir une vérité sur des faits passés en les ordonnant sur un axe chronologique et prétend à l'universalité des faits avérés et révolus, la mémoire, en tant que produit de l'histoire, est plurielle et dynamique. Dans l'introduction d'un ouvrage collectif consacré aux questions que soulèvent l'histoire et la mémoire, les historiens Van Ypersele & Raxhon (2006), notent justement que la mémoire « n'est pas incrustée dans un passé définitivement révolu, mais au contraire évolue pour se rejouer dans le présent » (p 25).

Néanmoins, s'il est vrai que l'Histoire a pour ambition d'établir une vérité tangible sur les faits passés, l'histoire nous a montré plus d'une fois que cette science peut « recomposer le passé à partir de « morceaux choisis », devenir un enjeu, faire l'objet de combats et servir les stratégies partisans » (Candau, 2005, p. 59). Certains faits ou certaines périodes peuvent rester dans l'ombre de l'Histoire durant une durée variable, car dérangeante pour une société et l'identité d'une nation. L'histoire de l'esclavagisme, dans les anciennes colonies françaises notamment, a fait l'objet d'une occultation officielle, d'une mise en silence de cette mémoire jusque dans les années 1980 (Deschamps, 2011 ; Jodelet, 2013a). En reconnaissant l'esclavage, au travers de la commémoration de son abolition par décret en 1983, l'histoire et la mémoire deviennent des objets politiques et juridiques instituant la reconnaissance de tel ou tel événement du passé et légitimant l'existence de groupes porteurs de cette mémoire. Dans cette perspective, histoire et mémoire ne s'opposent pas mais entretiennent un rapport dialectique. La mémoire s'étaye et fait écho à l'histoire qui elle-même en étant latente ou manifeste façonne la construction et l'expression des mémoires.

En somme, selon Licata, Klein & Van der Linden (2006) reprenant la pensée de Pennebaker et Banasik (1997) « l'histoire elle-même est fortement dépendante du contexte dans lequel elle est écrite, et qu'elle n'échappe pas à l'influence de facteurs psychosociaux : la manière dont les gens parlent et pensent les événements passés est déterminée par leurs besoins et leurs désirs présents » (p. 40).

Si la question de la vérité historique est essentielle pour le travail de l'historien, en psychologie sociale ce débat dépasse notre champ disciplinaire. L'intérêt de notre discipline pour l'étude de la mémoire réside dans un triple rapport entre la mémoire du groupe, pensée et identité sociales (Jodelet, 1992). En conséquence, ce qui nous intéresse dans l'étude sur la mémoire collective,

tout comme pour la rumeur, « ce n'est pas tant la coïncidence de la mémoire aux faits qu'elle rapporte que la construction de ces faits eux-mêmes, du choix des éléments à leur agencement, c'est-à-dire également à ce que les groupes vont laisser dans l'oubli » (Viaud, 2002, p. 26). L'étude de la mémoire se situe donc davantage dans la compréhension des différentes sélections que les groupes opèrent à l'égard de l'histoire et la signification assignée aux éléments retenus dans les mémoires. Notre attention doit donc se porter tant sur ce qui est retenu et valorisé par les sujets que ce qui est omis et oublié.

1.2. L'œuvre d'Halbwachs

En psychologie sociale, l'approche de la mémoire s'appuie sur les travaux pionniers d'Halbwachs s'inscrivant dans la sociologie de la mémoire et inspirés de l'école durkheimienne. Au travers de son œuvre, Halbwachs (1925/1995 ; 1941/2008 ; 1950/1997) postule et développe la thèse selon laquelle « nos souvenirs demeurent collectifs, et ils nous sont rappelés par les autres, alors même qu'il s'agit d'événements auxquels nous seul avons été mêlé, et d'objets que nous seul avons vus » (1950/1997, p 52). Il affirme ainsi le caractère social et collectif de la mémoire : c'est dans la société et par le groupe que l'individu acquiert ses souvenirs et se remémore. Effectivement, et selon le sociologue, nos divers souvenirs font référence aux personnes présentes au moment de l'événement, qu'elles aient été présentes dans nos pensées ou à nos côtés physiquement, et nous les partageons et transmettons à autrui : « c'est qu'en réalité nous ne sommes jamais seul. Il n'est pas nécessaire que d'autres hommes soient là, qui se distinguent matériellement de nous : car nous portons toujours avec nous et en nous une quantité de personnes qui ne se confondent pas » (op.cit., p 52). Ainsi, soutient-il que notre mémoire individuelle est avant tout collective car lorsqu'un sujet mémorise et se remémore une situation, il le fait en tant que membre d'un groupe particulier et à partir de la place qu'il occupe dans le groupe.

Dans son premier ouvrage en 1925, Halbwachs tend à montrer que les souvenirs, s'inscrivent dans ce qu'il a nommé « les cadres sociaux de la mémoire » comprenant l'espace, le temps et le langage. En effet, chaque expérience se déroule dans un temps et un espace délimités, et elle est narrée au travers d'un langage propre au groupe à cet instant. Ainsi, lorsque les sujets se remémorent un souvenir ils font référence à ces contextes spatiaux, temporels et langagiers dans lesquels s'est déroulée l'action pour saisir pleinement la signification de l'expérience passée. Parallèlement à cela, lorsque nous nous référons à ces cadres nous faisons intervenir nos souvenirs. Par exemple, lorsque nous nous remémorons certains souvenirs d'enfance nous les situons dans un espace et un temps précis et, corrélativement à cela, lorsque nous passons

devant notre ancienne maison d'enfance c'est toute une série de souvenirs qui refont surface. Ces cadres servent ainsi de repères, communs et partagés, à la mémoire du groupe permettant d'inscrire et de retrouver les souvenirs qui y sont rattachés. Parallèlement à cela, par leur permanence et leur stabilité, ils assurent un sentiment d'appartenance sociale et de continuité identitaire (Levasseur, 2014).

De cette manière, « il n'y a pas de différence de nature entre le cadre et le souvenir, le cadre est lui-même un souvenir » (Namer, 1987, p 39). Ces cadres sociaux participent à la construction « d'espaces mentaux », sorte de structures cognitives où sont stockées des images et des notions dominantes de notre histoire, celles qui ce sont « gravées plus profondément que les autres dans notre esprit » (Halbwachs, 1925/1995, p 98). Elles correspondent au courant de pensée du groupe et plus exactement à la pensée sociale de ce dernier qui est selon Halbwachs (1925/1995) : « essentiellement une mémoire et tout son contenu n'est fait que de souvenirs collectifs » (p 296). Ces cadres, selon Jodelet (1992), ont « un caractère représentationnel » (p. 245) et il rajoute plus loin « c'est dire que la mémoire est partie intégrante de la pensée sociale qui implique deux sortes d'activité : une interprétation du présent à partir d'un « schème », cadre fait de notions et de points de repère se rapportant exclusivement au passé ; une activité rationnelle dont le point de départ réside dans les conditions sociales présentes. L'unité de la pensée et de la mémoire est assurée par ces cadres qui associent deux sortes de représentation : les images concrètes situées dans la durée et les notions abstraites et générales » (p. 245). Ainsi, l'espace et le temps, au-delà de leurs aspects physiques, sont porteurs de significations pour le groupe.

Parallèlement à cela, Halbwachs s'est interrogé sur la dynamique de la mémoire collective renvoyant aux transformations du souvenir à partir du présent et sur l'influence du passé dans le présent. Ainsi, dans son premier ouvrage en 1925 cet auteur met en avant l'aspect dynamique de la mémoire et des cadres sociaux : nos souvenirs tendent à se modifier au cours du temps en raison d'une acquisition de savoirs nouveaux sur notre environnement qui transforment notre perception du monde et, plus précisément, les significations que l'on conférait auparavant aux cadres sociaux. Par conséquent, si le cadre se charge de nouvelles significations le souvenir sera transformé, reconstruit en fonction de ces nouvelles données : « toute mémoire n'est que reconstruction à partir de la vision actuelle du groupe de ce qui avait déjà été reconstruit » (Namer, 1987, p 73). Lorsque le groupe d'appartenance évolue, ce vecteur de la mémoire, du présent vers le passé, peut remplir une fonction identitaire pour ce dernier car cela permet de rétablir et conserver une cohérence entre son identité antérieure et actuelle. La mémoire, selon

Haas (2002) « peut prendre ainsi un caractère créatif et se montrer modulable en fonction des exigences du présent » (p 33).

Dans son ouvrage posthume, Halbwachs (1950) modifie sa pensée et parle davantage d'une actualisation du présent en fonction du passé. A travers cette dynamique de la mémoire, du passé vers le présent, Halbwachs met en lumière l'influence des reliquats du passé dans nos courants de pensées actuels. Ainsi, ce qui se transmet pour Halbwachs, d'une génération à une autre, ce sont des idées, des intérêts, des significations dominantes à un moment donné, qui traversent les groupes et qui perdurent au cours du temps dans le sens commun : « Tout se passe comme si le groupe actualisait le courant de pensée qui se confond avec un courant de mémoire. » (Namer, 1989, p 99). Dans cette perspective, les éléments retenus sont ceux qui s'accordent avec les idées dominantes et partagées dans un contexte particulier épousant ainsi nos représentations sociales et notre système de normes et valeurs. Toutefois, et comme le remarque Halbwachs (1950/1997), chaque individu n'attribue pas la même importance ni la même intensité dans « la masse de souvenirs communs » (p. 97). Cela peut varier, entre des sujets mais aussi chez un même sujet, en fonction du groupe d'appartenance auquel le sujet se positionne, la place qu'il y occupe et les relations qu'il entretient avec les autres. Ainsi, la mémoire individuelle, et en reprenant les propos de Viaud (2002), « n'est alors qu'une des expressions possibles et partielles » (p. 28) d'une mémoire collective plus large. Lorsque le sujet se remémore un souvenir et qu'il le raconte, il exprime la représentation qu'il se fait du passé en fonction d'un angle de vue particulier tributaire de la place qu'il occupe dans un groupe dans un ici et maintenant. Par conséquent, un souvenir peut venir se modifier chez un même individu en fonction du contexte dans lequel il se situe. La représentation du passé va venir s'homogénéiser avec celle des autres membres du groupe. Selon Viaud (op.cit.), cette théorie doit nous amener à « penser les rapports de l'individus au collectif, plutôt que de poser au centre de l'interrogation l'articulation des différentes mémoires collectives entre elles. En ce sens les propositions formulées par Halbwachs pourraient être comprises comme relevant d'une interrogation sur le rôle joué par la modification des statuts et des positions de l'individu au cours de son existence » (p. 28).

De manière transversale, il montre dans ses différents ouvrages combien la mémoire est une matière dynamique, procédant comme un « aller-retour » permanent dans les groupes et la société. Le passé tend à se modifier et à s'actualiser selon les enjeux du présent qui lui-même est constitué par les traces du passé. La pensée sociale et les croyances dont la rumeur fait partie, sont alors d'une certaine manière façonnées par « le spectre des mœurs » (Halbwachs, 1950, p

152) du passé. Il y a donc, dans les rumeurs, une part de tradition du passé, actualisée par les idées dominantes du présent.

1.3. Mémoire et connaissance sociale

La mémoire est *in fine* essentielle à l'activité même de la pensée : penser notre rapport au temps et à l'espace, au monde, aux autres et à soi : « la mémoire est à la vie mentale ce que le corps est à la vie psychique : l'espace du vécu le plus subjectif, le plus intime à la limite de l'ineffable » (Jodelet, 1992, p. 240). De surcroît, en tant que lieu de connaissances et de significations liées aux expériences du passé, la mémoire d'un individu et d'un groupe concourt à la construction voire à la modification de représentations sociales particulières : « les processus contribuant à la genèse d'une représentation sociale portent en eux le poids du social et de l'histoire » (Bonardi, 2003, p 46). Dès lors, les représentations sociales se dotent d'une épaisseur historique (Viaud, 2003) que les travaux de Moscovici (1961) et de Jodelet (1989) ont contribué à mettre en avant. En effet, le processus d'ancrage tient un rapport étroit avec la mémoire collective. La familiarisation avec l'étrange se constitue à partir de savoir et catégories préexistants. Par ailleurs, l'étude de Jodelet (op.cit.) a permis de montrer combien des savoirs traditionnels pouvaient être mobilisés dans la représentation de la folie.

La mémoire tient une place importante pour la compréhension des représentations sociales et, plus largement de la pensée sociale, que ce soit au niveau des processus, des contenus que de leur aspect dynamique. Dès lors, lorsque nous interrogeons la sociogenèse des connaissances sociales nous prenons nécessairement en compte la mémoire du groupe en tant que point d'ancrage dans la formation de savoirs nouveaux. Selon Roussiau et Bonardi (2002), « l'intelligibilité des processus de construction d'une représentation réclame que l'on fasse appel au passé, à l'histoire, à la mémoire tant pour repérer ce qui du passé s'insère dans les nouvelles représentations – la marque du passé et par conséquent aussi les spécificités du présent - que pour comprendre comment mémoire et connaissance s'articulent, comment le pré-construit ou le déjà-là agit sur l'acquisition d'informations et de savoirs nouveaux » (p. 41).

Dans cette perspective, nous nous attachons à la manière dont le passé s'exprime dans le présent et son influence dans la mise en sens d'un événement présent. L'historien Bloch (1921) soulignait déjà l'intérêt d'interpréter la rumeur à la lumière de l'histoire et de la mémoire collective du groupe : « telles sont les dispositions émotives et les représentations intellectuelles qui préparent la formation légendaire ; telle est la matière traditionnelle qui fournira à la légende ses éléments. » (p. 33). Il remarque alors une forme de réactualisation des récits de la guerre de 1870 dans les rumeurs de la grande guerre. Il prend pour exemple, les rumeurs qui ont circulé

dans l'armée Allemande puis dans tout le pays, sur les « atrocités Belges ». Selon cette fausse nouvelle, les Belges comme « des bêtes altérées de sang » commettraient des crimes odieux tels que la torture, le massacre des blessés en plus d'être des francs-tireurs. Selon Marc Bloch cette rumeur prend sa source dans les récits relatés en Allemagne sur la guerre de 1870 où l'on racontait les atrocités des francs-tireurs Français. Cette légende s'est transposée sur les Belges, lorsque les soldats Allemands sont arrivés en Belgique. D'après l'historien, c'est un détail architectural qui a permis à la rumeur de se réactualiser. Les façades des maisons belges seraient caractérisées par des « ouvertures étroites ». Les soldats ont interprété ce signe comme étant des meurtrières. Pour se protéger les soldats, croyant de « bonne foi » à ce récit, ont fusillé les habitants de ces maisons puis les ont incendiées. Pour justifier par la suite ces actes, la croyance va se renforcer dans les esprits et peut devenir « indestructible » (p. 35). Ainsi, fini-t-il par conclure que : « une fausse nouvelle naît toujours de représentations collectives qui préexistent à sa naissance ; elle n'est fortuite qu'en apparence, ou, plus précisément, tout ce qu'il y a de fortuit en elle c'est l'incident initial, absolument quelconque qui déclenche le travail des imaginations ; mais cette mise en branle n'a lieu que parce que les imaginations sont déjà préparées et fermentent sourdement » (p. 41).

Par ailleurs, la mémoire collective permet d'expliquer en partie l'adhésion à telle ou telle rumeur et sa longévité dans les pensées des groupes. En effet, il ne peut y avoir adhésion à une rumeur que si son contenu fait écho à la mémoire et à l'histoire du groupe. Et c'est pour cette raison qu'elle revêt une signification importante pour le groupe. Dans ses différentes études, Reumaux (1994, 1998, 1999), propose une lecture intéressante des cycles de vie d'une rumeur en lien avec la mémoire collective. L'auteure utilise la métaphore de la gestation d'un insecte pour décrire ces différents temps qui sont : le stade larvaire, nymphal et celui de l'éclosion. Pour illustrer ces phases, Reumaux (1994) s'appuie sur une étude de terrain qu'elle a effectué à Nogent, une ville située dans la banlieue parisienne, où une rumeur a circulé en 1974 suite à une série de meurtres dans la ville. Au total, huit meurtres ont été commis entre 1969 et 1976, sur sept femmes et un homme. La rumeur n'est apparue qu'en 1974, au 6^e meurtre. Ce qui est intéressant selon la sociologue, c'est le caractère latent de la rumeur entre 1969 et 1974. C'est un article de presse qui va déclencher les rumeurs, ou selon les propos de Reumaux (op.cit.) « cristalliser les rumeurs », en 1974 en informant que l'arme qui a servi pour le meurtre de trois personnes est la même.

Ainsi, la rumeur, avant d'éclorre, va puiser sa crédibilité dans « la mémoire du groupe et dans un savoir commun – mythologies, expériences, systèmes de représentations. » (Reumaux, 1994,

p. 9) qui correspond au stade larvaire. Ce stade est essentiel pour comprendre d'une part, les conditions d'émergence d'une rumeur et, d'autre part, le niveau de crédibilité et de plausibilité que les individus lui accordent. Comme nous l'avons évoqué, une rumeur ne s'éteint jamais totalement. Elle se cristallise dans les mémoires des groupes jusqu'à ce qu'une circonstance permette sa réactualisation (Fine & Ellis, 2013). Ce « recyclage » lui donne l'aspect de « déjà-vu » ou « déjà-entendu ». Ainsi, les personnes s'appuient sur des modèles narratifs qui ont déjà fait leur preuve par le passé renforçant la plausibilité de la rumeur dans le présent. Parce que la rumeur est souvent latente avant d'être audible, quand elle « surgie du présent, elle semble à la fois lourde de passé et grosse d'avenir. » (Reumaux, 1999, p. 9). Il ne faut donc pas négliger cette phase de latence au risque de perdre le fil de celle-ci.

Si certaines rumeurs tendent à se stabiliser durant un temps variable, d'autres en revanche peuvent s'éteindre aussi vite qu'elles apparaissent (Reumaux, 1994 ; Kapferer, 1987 ; Bronner, 2006). Il peut ainsi exister une multitude de rumeurs, et notamment pour un même objet, mais il semblerait que les sujets, les médias les sélectionnent selon divers enjeux (social, identitaire, mémoriel...). En étudiant des rumeurs qui ont circulé à Paris dans les années 80, suite au nombre de décès dans le quartier chinois (XIII^e arrondissement) en dessous de la moyenne française¹⁹, le sociologue Bronner (2006) suppose qu'il y avait sur le terrain « d'autres croyances plus minoritaires qui concurrençaient celle que la mémoire collective a retenu. » (p 130). Si la population et les médias ont retenu la rumeur selon laquelle tous les morts n'étaient pas déclarés dans cette communauté pour pouvoir récupérer leurs papiers et les revendre à de nouveaux arrivants, d'autres interprétations ont pu naître et circuler pour pouvoir expliquer ces chiffres. Or, c'est ce scénario qui a été conservé et propagé dans la société, répondant, selon le sociologue, à une utilité sociale où à cette période le thème de l'immigration était un fort enjeu politique.

Ne restent alors que les rumeurs qui véhiculent une signification importante pour le groupe trouvant les éléments de sa crédibilité dans la mémoire. Par conséquent, lorsque nous travaillons sur les rumeurs, nous observons celles qui perdurent dans le temps et l'espace et qui répondent, dans un ici et maintenant, à des fonctions pour les individus qui les colportent.

Partant de ces considérations, en étudiant la rumeur nous avons donc accès à des éléments de la mémoire du groupe réactualisés dans le présent. La rumeur peut ainsi s'envisager comme la forme d'une trace mnésique « idéale » (Dosse, 2001) permettant de faire le lien entre le passé

¹⁹ On comptait en moyenne une centaine de morts par an pour une population de 10 000 habitants en France. Or dans ce quartier il n'y avait que 2 ou 3 morts par an.

et le présent. Cette notion rejoint celle de la trace psychique chez Ricoeur (2000) renvoyant à une « impression en tant qu'affection » (p. 16) découlant d'expériences, composée d'images et de significations les plus dissimulées mais les plus marquées durablement dans l'esprit. Au travers de la rumeur nous sommes donc amenés à observer ce qui n'est plus là, ce qui est absent, mais qui persiste dans les mémoires. Or, la trace n'est jamais une copie fidèle du passé, elle est incomplète, et lors de sa remémoration elle est reconstruite, interprétée avec le risque de l'invention ou de l'altération (Candau, 2004). Cela rejoint, d'une certaine façon, les réflexions émises par Haas et Levasseur (2013) à propos de la rumeur considérée comme « le symptôme d'un oubli collectif ». A partir de la rumeur d'Abbeville, que nous avons déjà décrite, elles proposent d'interpréter ce récit comme un moyen de combler les lacunes des connaissances du groupe face à un événement présent en raison d'un manque de transmission de l'histoire dans et par le groupe. Dans ce cadre la rumeur devient une forme « d'élucidation des *erreurs* de la mémoire » (p. 70). Le cas de la rumeur d'Abbeville est selon elles révélatrice d'une « mémoire oubliée » et compare ce phénomène à une forme de « retour du refoulé » de Freud, par lequel la rumeur émerge tel un symbole ou un « symptôme » d'une histoire groupale qui est tue.

Si la rumeur est constituée de morceaux du passé du groupe, ces derniers ne sont pas sélectionnés au hasard ni assemblés de n'importe quelle façon. Cet aspect nous renvoie à la perspective du présent vers le passé interrogeant la façon dont les groupes se souviennent, se remémorent l'histoire et reconstruisent leurs souvenirs dans un ici et maintenant. Dans ce cadre la rumeur est saisie comme une forme de stratégie mémorielle visant à reconstruire la mémoire du groupe dans le présent en fonction de leurs intérêts du moment.

2. La rumeur comme stratégie de reconstruction mémorielle

Les processus de construction de la mémoire collective sont relativement similaires avec ceux de la rumeur : rumeur et mémoire collective procèdent par oubli et reconstruction des éléments du passé dans le présent afin de rendre intelligible une situation présente. En s'adaptant au présent, toutes deux sont alors dynamiques, en perpétuelle évolution.

2.1. Des processus similaires

D'un point de vue épistémologique, les études de Bartlett (1932) ont contribué à la compréhension des processus intervenant dans la construction et la transmission d'un souvenir, dans des groupes donnés. Si nous avons déjà évoqué les travaux de Bartlett à propos de la transmission des contes folkloriques, c'est parce que ce psychologue a participé à mettre en avant l'aspect social et culturel de toute mémoire individuelle. A partir d'expériences,

notamment basées sur la reproduction sérielle, Bartlett (1932) montre combien les éléments sociaux et culturels du groupe influencent la mémorisation d'un matériel. Sur ce point il rejoint les réflexions d'Halbwachs en admettant que la mémoire et les souvenirs sont des reconstructions du passé dans un ici et maintenant de sorte que cela s'accorde avec la pensée et les intérêts du groupe. Dans son œuvre, Bartlett (1932) développe deux concepts principaux celui de *conventionnalisation* sociale et celui de *schemata*. Ce dernier désigne une structure cognitive de pensée constituée de savoirs partagés par le groupe, façonnée par la culture et les institutions sociétales offrant un guide d'interprétation et d'action pour les expériences présentes. Cette notion renvoie *in fine* à des cadres de significations globales au travers desquels la réalité prend sens pour le groupe.

En parallèle du concept de schéma, il développe la « conventionnalisation sociale » mettant en évidence la tendance des sujets à adapter une nouvelle information au « schéma culturel » renvoyant à des représentations sociales et à un système de normes et de valeurs. A partir d'études expérimentales, il expose quatre phases intervenant dans ce processus d'élaboration. La première étape, *l'assimilation sociale*, correspond à la transmission du matériel (information, un souvenir...) soit de manière identique s'il correspond au patrimoine du groupe soit, à l'inverse, de façon altérée de sorte qu'il coïncide au schéma culturel du groupe. En parallèle, dans la seconde phase, *la simplification* les éléments non signifiants pour le groupe et n'appartenant pas à son schéma culturel sont simplifiés, parfois même supprimés. En contrepartie, dans la *conservation* les détails signifiants pour le groupe, conforme au « schéma » et au contexte social présent, sont préservés. Enfin, la *construction sociale*, désigne le processus par lequel le matériel va s'insérer dans le schéma du groupe pour devenir un élément constitutif de son système de représentations. Le groupe en transformant ainsi le matériel lui donne un sens qui lui est propre.

Le processus de conventionnalisation sociale entre en résonance avec les mécanismes d'élaboration de la rumeur (Allport et Postman, 1945) et ceux des représentations sociales (Moscovici, 1961). De ce point de vue, un certain nombre de chercheurs font le parallèle entre rumeur et mémoire collective (Rouquette, 1997 ; Haas & Jodelet, 2007 ; Fine, 2006 ; Rateau, 2001) : chacune d'elle procédant par omission et reconstruction des éléments du passé dans le présent. A ce titre Rouquette (1997) écrit « la mémoire collective n'est pas banalement infidèle. Par ce qu'elle met en censure, ce qu'elle met en exergue et ce qu'elle déplace, elle est assimilable à une rumeur et s'inscrit parmi les manifestations typiques de la pensée sociale » (p. 90). La

mémoire vient *in fine* exprimer la manière dont les groupes s'approprient l'histoire dans un ici et maintenant et la rumeur peut s'entendre comme une version possible de l'histoire du groupe.

2.2. Mémoire(s) et identité(s) : vers une concurrence mémorielle

Pour comprendre les choix des sujets dans la sélection des éléments du passé il faut nécessairement prendre en compte la fonction identitaire de la mémoire collective, dont le lien indissociable est aujourd'hui admis dans la majorité des disciplines. A ce titre, Jodelet (1992) parle de symbiose entre identité et mémoire. En étudiant le rapport qu'entretiennent les Belges avec le passé colonial de leur pays au Congo, Licata et Klein (2005), proposent de distinguer trois fonctions que peut remplir la mémoire à la lumière de l'identité sociale. Dans un premier temps, la mémoire permet au groupe de *se définir*. En racontant qui nous sommes, d'où nous venons et où nous allons, la référence au passé assure l'identité du groupe (Liu & Hilton, 2005) et maintient un sentiment de continuité (Haas, 2002). Lorsque Halbwachs évoque l'idée que la mémoire se dissout voire disparaît en même temps que le groupe c'est *in fine* suggérer que sans mémoire le groupe ne peut exister en tant que tel. En effet, le groupe fonde notamment son identité à partir d'expériences communes du passé, constitutives de l'histoire du groupe, apportant la preuve et la justification de son existence dans le présent. La mémoire qui résulte de cette histoire commune, revisitée dans le présent : « présente au groupe un tableau de lui-même qui sans doute se déroule dans le temps, puisqu'il s'agit de son passé, mais de telle manière qu'il s'y reconnaisse toujours » (Halbwachs, 1950/1997, p. 78). Dans ce cadre, les groupes, particulièrement les groupes nationaux ou ethniques, développent des mythes fondateurs (Kalampalikis, 2001 ; Licata & Klein, op.cit.) offrant une histoire commune au groupe. Le partage et l'adhésion à un passé commun appuie et renforce la cohésion du groupe. Dans cette perspective, Licata, Klein & Gely (2007), définissent la mémoire collective comme étant « ensemble de représentations partagées du passé basées sur une identité commune aux membres d'un groupe » (2007, p.566).

Dans un second temps, la mémoire permet d'assurer une identité valorisante. Conformément à la théorie de l'identité sociale, les individus et les groupes vont donc davantage retenir les éléments positifs de l'histoire pour le groupe, dans un ici et maintenant, garantissant une identité valorisante. Selon cette perspective, la mémoire assure une fonction de *différenciation positive* (Licata & Klein, op.cit.) puisque la mise en évidence d'un passé prestigieux s'établit par comparaison sociale. L'endogroupe appuie les zones d'ombre de l'exogroupe permettant par effet de contraste d'accentuer les aspects positifs du groupe. Parallèlement, lorsque des éléments du passé viennent entacher l'identité du groupe ils sont comme supprimés et refoulés

de la conscience individuelle et collective. De la sorte, « la mémoire collective, en tant qu'elle sélectionne certains éléments plutôt que d'autres, est faite d'oubli » (Van Ypersele, p. 195). Plusieurs études montrent ainsi que la mémoire connaît des distorsions au cours du temps et selon les groupes. La sélection des éléments du passé répond aux exigences de l'identité sociale, c'est-à-dire que la reconstruction du passé est motivée par le maintien et le renforcement d'une identité positive et valorisante (Baumeister & Hastings, 1997 ; Conway, 1997 ; Haas, 2002 ; Kalampalakis, 2001 ; Pennebaker & Banasik, 1997 ; Ricœur, 2000).

Enfin, la mémoire permet de justifier les actions du groupe par le passé et dans le présent. En effet, pour légitimer certaines pratiques, conflits et revendications le groupe mobilise l'histoire. L'étude de Licata et Klein (2005) montre ainsi que les anciens coloniaux justifient l'action coloniale belge au Congo par l'aspect « civilisateur » de la colonisation ayant permis d'offrir des infrastructures modernes à un pays sous-développé. Ici le groupe occulte les parties sombres de l'histoire pour construire une représentation du passé favorable au groupe justifiant ses actions.

La mémoire peut ainsi devenir modulable et créative, particulièrement dans des contextes de menace identitaire, cherchant à maintenir ou rétablir une identité valorisante. Ainsi, la rumeur, en effaçant et en transformant des aspects d'un événement ou d'une partie de l'histoire peut s'envisager comme une « mise à jour de la mémoire collective » (Fine, 2006), visant à modifier le passé dans le présent en fonction des exigences du moment pour le groupe. Les éléments préjudiciables pour l'image du groupe seraient alors comme gommés et, à l'inverse, seraient conservés, parfois même accentués, les aspects positifs pour le groupe.

La mémoire se présente donc comme une reconstruction et une co-construction des mémoires du passé dans le présent en fonction des besoins, des intérêts et des enjeux du moment : « la mémoire collective est saisie comme une reconstruction, un remaniement des représentations du passé par les groupes et les sociétés, à partir de leurs besoins présents : l'histoire de la mémoire collective est une histoire des usages du passé dans les présents successifs » (Delacroix, Dosse & Garcia, 1999, cité par Van Ypersele, 2006, p.195).

En raison des fonctions identitaires assurées par la mémoire pour et dans les groupes, de sa dimension plurielle et polémique cette dernière peut devenir l'objet d'une concurrence intergroupe (Jodelet, 1992 ; Van Ypersele, 2006 ; Licata, Klein & Gely, 2007) et source de conflits. Chaque groupe pouvant chercher en effet une certaine hégémonie de leur mémoire sur une autre, légitimant leur lecture du passé et une position valorisante dans l'histoire (Namer, 1987). Les conflits et la concurrence mémoriels sont d'autant plus virulents lorsqu'il s'agit

d'une histoire dite traumatisante - comme la Shoah, étant sans doute l'une des parties de notre Histoire la plus douloureuse et honteuse- venue menacer l'identité d'un groupe. En effet, l'exigence du besoin de reconnaissance des groupes ayant vécu de telles histoires est plus prégnante car il participe d'une certaine façon à la réparation du traumatisme et au rétablissement d'une identité valorisante : « le besoin de reconnaissance des groupes sociaux s'apparente aux questions identitaires de l'individu » (Claisse, 2006, p. 104). Todorov (1995) va même jusqu'à affirmer que « toute coexistence est une reconnaissance » (p. 95), l'individu confirmant son existence et son identité au travers du regard et de la reconnaissance des autres. Au lendemain d'un conflit, d'une crise ou d'une catastrophe, chaque groupe ayant subi un préjudice cherche à être reconnu comme victime de la situation, statut qui demande reconnaissance et réparation de la part des autres. Or, certains groupes, confrontés à une même situation, peuvent être en concurrence dans l'attribution de ce statut particulier. Chacun cherchant à s'octroyer cette identité afin de recevoir la part de reconnaissance par un tiers et notamment par la société.

2.3. Rumeur et théorie du complot : vers une alternative à l'histoire

Le « biais de la négativité » et la théorie du complot, caractéristiques du contenu de la rumeur, nous semble alors être révélateurs des enjeux identitaires et mémoriels de la rumeur. En effet, ces deux particularités, fréquemment rencontrées dans le message d'une rumeur, permettent réciproquement d'une part, d'apporter une version en adéquation avec le schéma culturel du groupe et des émotions suscitées par l'événement et, d'autre part, de désigner un coupable tout en protégeant l'identité du groupe.

Plus précisément, les théories du complot en recréant l'histoire de telle sorte que les rôles soient inversés (les bourreaux devenant victimes et vice-versa) au travers d'un mode narratif particulièrement efficace assurent les fonctions de la mémoire collective. L'anthropologue Fassin (2006) a mené des études sur les enjeux sociaux et politiques du sida en Afrique du Sud et dans ce cadre a proposé quelques réflexions sur le lien entre théorie du complot et mémoire. En effet, le sida fait l'objet d'un certain nombre de rumeurs dans le monde, et notamment selon laquelle c'est une maladie inventée par l'homme dominant blanc dans le but d'éradiquer les populations noires. Cette théorie du complot est notamment répandue aux Etats-Unis chez les populations Afro-Américaines et en Afrique du sud chez les populations victimes de l'Apartheid. Selon lui, ces récits complotistes doivent s'entendre comme une forme « d'actualisation du passé – de l'esclavage et de la traite, des oppressions occultées et des génocides oubliés – dont les injustices se perpétuent sous couvert d'une morale universelle »

(2006, p. 100). Pour les groupes dominés, les théories du complot permettent ainsi de revendiquer un statut de victimes tout en condamnant les dominants comme étant bourreaux de l'histoire et responsables de la situation. Cela favorise l'expression de l'injustice et du ressentiment des groupes dominés et/ou en manque de reconnaissance. Pour aller plus loin, nous pouvons penser que l'émergence d'une théorie du complot comme explication d'un événement ou d'une partie de l'histoire, serait le témoin d'un heurt entre la « *mémoire vive* » et la « *mémoire officielle* » (Lavabre, 2001 ; van Ypersele, 2006) ou encore de la « *mémoire d'origine* » et « *la mémoire exemplaire* » (Viaud, 2002). La première fait référence aux « souvenirs de l'expérience vécue et transmise tels que les individus et les groupes en sont porteurs. La mémoire est ici un effet du passé, un poids qui ne passe pas, une trace de l'expérience qui peut résister aux discours dominants » (van Ypersele, op.cit., p. 195). La seconde renvoie à « une mémoire produite, ou promulguée, par les dirigeants du groupe » (Licata, Klein & Gely, 2007, p. 567). Elle est un « choix du passé » (Lavabre, 2001) en fonction des impératifs du présent, destinée à être hégémonique. La théorie du complot en tant que version alternative à l'histoire, ou plus exactement à la mémoire officielle, serait une manière d'exprimer et de rendre visible la mémoire vive et d'extérioriser le poids du passé.

3. Rumeur(s) et espace(s)

En envisageant la rumeur comme le produit de la mémoire collective émergeant dans des situations vécues comme menaçantes pour l'identité du groupe, il nous semble pertinent de prendre en considération la dimension spatiale en tant que « cadre social de la mémoire » dans l'analyse du phénomène rumorale. Ici, nous interrogeons l'espace dans un double rapport à la rumeur. D'une part, en se confondant dans les pensées et les mémoires, la rumeur viendrait comme s'ancrer sur et dans un lieu spécifique considéré comme étant le foyer de la croyance, à la fois source et lieu de transmission de la rumeur. D'autre part, l'espace en tant que support et cadre de la mémoire peut devenir un objet privilégié, matériel et symbolique, pour la reconstruction de la mémoire. La rumeur comprise comme une certaine lecture du passé, peut ainsi venir se confondre dans les stratégies mémorielles déployées sur l'espace telles que les commémorations et la construction de mémoriaux visant à rétablir une mémoire valorisante.

3.1. Des rumeurs situées et situantes

Nous le constatons, très souvent une rumeur qui a connu une certaine « célébrité », porte de nom de la ville où celle-ci a circulé : Rumeur d'Orléans, de Nîmes, d'Abbeville, Carpentras etc. La rumeur en effet, se focalise généralement sur un lieu précis, qui s'apparente à une scène de crime : la maison Bancal pour le meurtre de Fualdès (Rouquette, 1992), le cratère d'AZF, le

WTC, le cimetière de Carpentras, Dallas, les magasins « juifs » d'Orléans etc. Pourtant peu d'études sur la rumeur, se sont penchées sur la problématique de l'espace.

Dès l'introduction, Morin et son équipe soulèvent la problématique de l'espace et de l'urbanisation à propos de la rumeur d'Orléans. En effet cette rumeur, célèbre lorsqu'elle est associée à la ville d'Orléans, a en réalité circulé dans de nombreuses villes françaises avant même d'atteindre Orléans. Ainsi, nous sommes invités à nous interroger sur l'énigme suivante : pourquoi ce récit a-t-il circulé dans des dizaines de villes de France pendant plus de dix ans sous la forme de « bruit » ou de « commérage » puis surgi sous la forme d'une rumeur vivace à Orléans puis à Amiens un an plus tard ? Pour Morin, l'explication se trouve du côté des particularités urbanistiques de ces deux villes permettant de comprendre pourquoi elles ont été, à ce moment-là, des lieux privilégiés pour l'émergence et la prolifération de la rumeur. Edgar Morin apporte quelques éléments de réponse sous la forme d'hypothèses : Orléans et Amiens, villes moyennes proches de Paris, connaissent à la fin des années 70 un développement économique et démographique important. Ce sont des villes qui s'agrandissent prenant la forme d'une grande ville, constituée notamment d'une agglomération. Ce sont donc deux villes bouleversées qui se transforment en agglomération dite moderne (p. 60). C'est l'angoisse de la modernité, qui affecte les Orléanais et Amiénois, qui s'exprime dans cette rumeur. Derrière le terme modernité il faut ainsi entendre la peur de l'inconnu, la perte des repères et des traditions. L'analyse de cette rumeur révèle un lien entre le phénomène de la rumeur, tant du côté du contenu que du processus, et les problématiques liées notamment à l'urbanisation. L'espace devient donc une variable importante à prendre en compte pour saisir toute l'épaisseur d'une rumeur.

Néanmoins, peu de chercheurs par la suite se sont saisis de cette problématique préliminaire. Si l'on retrouve la dimension de l'espace dans quelques études et particulièrement chez les folkloristes à propos des légendes urbaines, celle-ci est peu ou prou approfondie. Elle reste le plus souvent en surface sans être analysée en tant que telle. L'étude de Reumeau sur la rumeur (1990) et celle d'Elias sur l'exclusion sociale (1997) constituent les rares travaux ayant pris en considération les configurations spatiales dans l'analyse de l'émergence, de la forme et de la fonction d'une rumeur.

Dans sa thèse d'Etat, Reumaux (1990), propose une analyse topographique de la rumeur étudiant la trajectoire spatiale de la rumeur. Pour cela, elle mobilise le concept « d'espace hodologique » développé par Lewin pour rendre compte des chemins et des itinéraires empruntés par la rumeur dans l'espace géographique. A partir d'une expérience américaine en

1950 sur un campus universitaire (Dodd, 1950) et d'observations au Nigéria d'une rumeur (Nkpa, 1977), la sociologue constate que l'étendue de l'onde de choc d'une rumeur dans l'espace varie en fonction du contenu du message. D'après ses observations plus une rumeur « touche symboliquement un point sensible de l'imaginaire » (1990, p. 152-153) plus sa distance de résonance est grande. Pour aller plus loin, et à partir d'un corpus de rumeurs récolté grâce à plusieurs outils, cette auteure met en œuvre une typologie de la rumeur, basée sur le vocabulaire psychopathologique (schizoïde, paranoïde, hystérique, perverse et phobique), et dont certaines configurations spatiales favoriseraient l'émergence de telle ou telle type de rumeurs. Selon elles, certaines rumeurs permettraient de créer de nouvelles connexions dans l'espace entre les différents groupes et d'autres à l'inverse tenteraient de détruire des connexions anciennes pour en créer de nouvelles (Reumaux, 2000). Ainsi, d'après la thèse défendue par Reumaux, en analysant les configurations spatiales des espaces de diffusion de la rumeur, en repérant son étendue géographique, nous pouvons comprendre « la réceptivité des groupes sociaux à tel ou tel message, selon qu'il est ou non porteur d'éléments utilisables par l'imaginaire collectif à un moment de son histoire » (1990, p. 153).

A la fin des années 1950, le sociologue Elias (1997) mène une étude dans une communauté habitant dans une banlieue d'une région ouvrière d'Angleterre. En raison du développement industriel dans cette région, de nouveaux habitants viennent s'installer dans ce faubourg. Cette petite communauté est divisée en trois zones d'habitat nettement différenciées (Elias & Muel-Dreyfus, 1995). Dans la zone 1, habite des familles de classe moyenne développant son réseau social davantage vers l'extérieur. Dans les zones 2 et 3, séparées par un chemin de fer, vivent des familles majoritairement de classe ouvrière que rien ne semble opposer de prime abord. La seule distinction entre les habitants de ces deux zones est la durée d'habitation : la zone 2 est occupée par les anciens habitants (the established) et la zone 3 par les nouveaux arrivants (the outsiders). Sur cette seule différence un conflit va alors émerger entre ces deux groupes se manifestant par une exclusion des nouveaux par les anciens. Pour établir et maintenir une distance sociale entre les deux groupes, les anciens ont diffusé des rumeurs visant à stigmatiser et humilier les outsiders qu'ils nomment par ailleurs « les intrus ». Selon le sociologue (op.cit.), les anciens du village nourrissaient une activité de commérage soutenue en raison d'un sentiment de menace de leur identité locale, l'arrivée de nouveaux habitants pouvant potentiellement venir bouleverser leurs traditions, leurs styles de vie et leurs modes de pensée. Ces rumeurs calomnieuses ont eu pour effet d'accentuer à la fois la différence intergroupe et la cohésion intragroupe. Par ailleurs, et du point de vue de l'espace, ces rumeurs ont créé une

véritable frontière « invisible » entre ces groupes dans l'espace. Cette limite symbolique maintenue par les commérages a entraîné une ségrégation envers le groupe des nouveaux arrivants empêchant les relations sociales et les mouvements dans l'espace. Dès lors, les rumeurs peuvent donc être comprises comme des tentatives pour rétablir les frontières symboliques et ainsi perpétuer les images, les notions et les significations que l'espace renfermait. De cette manière, les groupes peuvent préserver une continuité entre le passé, le présent et le futur au travers des rumeurs qui se cristallisent dans les mémoires collectives ancrées sur le sol.

La rumeur joue un rôle important dans les relations sociales au sein d'une ville, d'un quartier, d'un immeuble. En dévoilant un secret, elle renforce le sentiment d'appartenance, accentue les échanges entre les individus, dans un lieu précis. Ainsi, la rumeur crée une sorte « d'espace commun » (Revault D'Allonnes, 1999) entre les sujets et dans le même temps contribue à renforcer des frontières symboliques entre les groupes dans la ville. Dans cette perspective, la rumeur circulant dans des groupes particuliers, inscrits dans un espace donné, devient comme « située ». Il y a donc des groupes où elle circule et des groupes où elle ne circule pas, des lieux de transmission et des lieux de non-transmission.

3.2. Rumeur et image spatiale

Qu'il s'agisse de la rumeur d'Orléans, de celle d'Abbeville, de Nîmes ou du meurtre de Fualdès, toutes viennent indiquer une zone « dangereuse » délimitée dans l'espace, un lieu qui concentrerait toute la menace, dont il faut se méfier et qu'il faut éviter. De la sorte, la rumeur, en désignant un espace réduit et en se focalisant sur l'angoisse liée à cet espace, permet de matérialiser les craintes et les croyances et en conséquence de pouvoir les justifier. Elle donne ainsi à voir dans l'espace les raisons de la peur et de la menace, comme par exemple ces magasins juifs à Orléans qui ont réellement existé et sont devenus les supports permettant à la rumeur d'être réelle. Par ailleurs, une rumeur en se collant à l'image d'une ville, d'un quartier, d'une rue peut venir marquer et modifier l'identité du lieu et de ses habitants.

Ces éléments nous amènent à prendre en considération les dimensions sociale, affective et historique de l'espace. En effet, au-delà de son aspect matériel, le lieu est porteur de traces historiques, plus ou moins visibles, et de significations qui prennent sens pour le ou les groupes dont une partie de l'expérience est rattachée à cet espace (Halbwachs, 1950). De sorte que l'espace est marqué par le groupe et vice-versa : il transforme son environnement à son image, qui devient le reflet de son identité. Pour Halbwachs, l'espace constitue un cadre social pour la mémoire des individus et des groupes favorisant la conservation et la remémoration des

souvenirs ancrés sur le lieu : « La plupart des groupes dessine en quelque sorte leur forme sur le sol et retrouve leurs souvenirs collectifs dans le cadre spatial ainsi défini. » (1950/1997, p 145). Dans cette perspective, l'espace loin de se réduire à sa matérialité, devient un support et un symbole du passé pour les groupes et devient ainsi un vecteur important de son identité (Haas & al. 2011). En conséquence, l'appartenance à tel ou tel territoire devient un critère de catégorisation sociale impliquant les phénomènes de discrimination et de favoritisme pro-endogroupe.

Pour aller plus loin, et en nous référant aux travaux de Milgram et Jodelet en 1976 qui ont étudié l'image de Paris à l'aide des cartes mentales, la rumeur en stigmatisant un groupe associé à un lieu, et réciproquement en se cristallisant dans les mémoires, peut venir transformer l'image même d'un espace. En effet, les résultats de Milgram et de Jodelet (1976) montrent de manière générale que les dimensions sociales, historiques symboliques et esthétiques apparaissent comme plus prégnantes que la dimension physique dans la façon de se représenter l'espace.

Par exemple, les Parisiens ont tendance à circonscrire la ville à l'intérieur de l'ancienne limite des murs des Fermiers Généraux dressés à la fin du XVIII^e et démolis en 1859 (lors de la transformation de Paris sous Hausmann). Ces chercheurs observent que, malgré leur disparition, les habitants effectuent une sorte de mise en ordre sociale qui consiste à exclure ou dévaloriser les populations résidant derrière cette « barrière symbolique ». La dimension matérielle et physique ne prend alors sens qu'au regard de l'histoire rattachée au lieu et des groupes qui les occupent. Ces éléments sont importants à prendre en considération pour comprendre la perception que les sujets se font d'un lieu.

Cette étude montre également combien la représentation d'un espace, d'un quartier est corrélée à la représentation du groupe inscrit dans ledit lieu. Par exemple, les résultats concernant le 16^e et 18^e (comprenant les quartiers de Barbès et de la Goutte d'or notamment) arrondissement de Paris, sont à ce titre révélateurs. En effet, les chercheurs ont remarqué que si ces quartiers s'opposaient sur un certain nombre de critères attribués par les sujets comme : quartier bourgeois et attrayant en terme résidentiel pour le premier et quartier pauvre et non attrayant pour le second, ils recevaient le même score de connaissance et de préférence. Pour ces chercheurs, il faut comprendre ces résultats au travers d'une opposition entre le cadre architecturo-géographique et le peuplement. Dans les deux cas, les sujets reconnaissent un intérêt urbanistique mais dans les deux cas la population qui y vit est dépréciée. « Trop bourgeoise » d'un côté et « trop mal fréquentée » de l'autre. Les représentations de l'espace et les valeurs qui lui sont conférées viennent se confondre avec les stéréotypes attribués à tel ou

tel groupe inscrit sur l'espace. Les qualificatifs d'un lieu sont en adéquation avec ceux que l'on attribue au groupe qui y vit. « Les représentations sociales sont aussi socio-spatiales en ce sens que les lieux, les pierres changent d'attrait et de signification en fonction de ceux qui les occupent » (Jodelet, 1996, p. 42).

L'espace devient donc objet de représentations sociales (Jodelet, 1982) c'est-à-dire une construction sociale d'une réalité matérielle, collectivement partagée, renvoyant à des significations particulières, des normes et des valeurs qui vont orienter des pratiques spécifiques. Ainsi, dans un double mouvement, les groupes intériorisent les normes et valeurs associés à un espace et les projettent dans le même temps sur celui-ci lui conférant une image particulière. Pour faire référence à l'aspect symbolique de l'espace, Halbwachs parlait d'image spatiale, cette dimension pouvant être autant, voire plus prégnante, que la dimension physique du lieu. Le lieu reçoit l'empreinte du groupe ou plutôt des groupes, et est marqué par leurs histoires. Certains auteurs parlent de palimpseste pour décrire l'idée selon laquelle sur un même espace se superposent différentes couches de mémoires dans le temps, et ce malgré la ou les destructions matérielles. (Jeudy, 1990 ; Haas, 2004 ; Truc, 2011). Les couches effacées pouvant devenir des traces symboliques et s'ancrer dans la pensée sociale. Les images spatiales résultent alors d'une interaction complexe entre la matière, l'individu et la société (Beaubreuil, 2011). Elles viennent expliquer la manière dont les sujets, les groupes perçoivent et rendent intelligible leur environnement au-delà de l'aspect matériel du lieu. Plus globalement, le lieu renferme toute l'identité d'un groupe car, à travers lui, il se reconnaît, fixe ses relations avec les autres membres du groupe et occupe une place précise dans cet espace en lien avec la place qu'il occupe dans le groupe. De cette manière, la stabilité du groupe est en rapport avec la stabilité de l'environnement. Là encore, cette stabilité ne se réduit pas à la seule matérialité des pierres mais découle davantage de « notre désir de stabilité » (Cléro, 2008, p. 51*) et dont les images s'incarnent dans la matière de la mémoire des groupes qui gardent en souvenir les murs, les rues et les maisons (Cléro, 2008). L'étude d'Elias sur le commérage, montre combien la rumeur peut participer à maintenir un cadre spatial stable en rejetant la nouveauté et en accentuant la part traditionnelle du groupe.

4. Rumeur et commémoration vers la fabrication d'un lieu de mémoire

Les transformations ou destructions d'un espace bouleversent les individus et les groupes car il ne s'agit pas seulement de la disparition d'un espace mais aussi de la disparition d'une partie d'eux-mêmes, de la perte d'une empreinte historique du groupe : « Tel habitant... dont bien des souvenirs se rattachent à ces images maintenant à jamais effacées, sent que toute une partie de

lui-même est morte avec ces choses ». (Halbwachs, 1950/1997, p. 134). C'est alors une partie de l'identité du groupe qui est menacée comme si le territoire du groupe était un « prolongement d'eux-mêmes ». La manière de repenser et reconstruire les lieux n'est pas anodine. Elle révèle des éléments de la mémoire du groupe et plus largement d'un ensemble de croyances.

4.1. Du lieu légendaire au lieu de mémoire

L'étude de Halbwachs (1947) à propos de la reconstruction de l'inscription des croyances religieuses en Palestine et de Jérusalem est à ce titre exemplaire. Suite aux multiples destructions de Jérusalem par les guerres, il met au centre de ses réflexions la place de la croyance dans la reconstruction et la création des lieux saints à partir des textes des évangiles. Ainsi, selon lui, ce sont des « pseudo-souvenirs » qui conduisent à transfigurer l'espace afin que ces derniers s'enracinent dans les lieux pour y gagner de la puissance. Halbwachs postule alors, que les lieux saints à Jérusalem ont été localisés *a posteriori* de l'histoire du Christ : « Ce qu'on demandait aux lieux, c'était surtout qu'ils fussent en harmonie, à peu près, avec des paroles, des figures, des événements qui auraient pu être imaginés, aussi bien que constatés, qui s'entouraient d'une frange irréelle. C'est ainsi que la mémoire des groupes, aussi bien que des individus, transpose parfois en réalité ce qui n'est chez elle qu'imagination et rêverie, et en cherche, en trouve la place en quelque région de l'espace » (1947/2008, p. 137).

A partir de ces réflexions, nous observons combien les croyances et l'imaginaire du groupe fabriquent les lieux en les chargeant de significations et de symboles associés à quelques pratiques qui elles-mêmes renforcent les croyances. Le mythe et la légende se confondent dans l'espace mais aussi dans les symboles et les institutions qui fondent le groupe. Cela nous amène à prendre en considération le concept de « lieu de mémoire » entrepris par Nora à la fin des années 1970. Pour l'historien, l'expression « lieu de mémoire » ne se réduit pas à sa seule matérialité mais doit être également entendu dans un sens « symbolique et fonctionnel » (1983/1997, p.37). Il définit « les lieux de mémoire » comme « unité significative, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique d'une quelconque communauté. (1992, p. 1004). Les lieux de mémoire selon Nora sont des supports matériels ou symboliques sur et dans lesquels la mémoire du groupe se fixe. Dans son œuvre magistral, Nora (op.cit.) analyse et prend pour exemple, la Marseillaise, le drapeau tricolore français, le coq gaulois mais aussi la commémoration du 14 juillet ou encore des lieux de mémoire s'incarnant dans des mots tel que le Collège de France. Leurs évocations viennent réactiver le sentiment d'appartenance du groupe à une histoire commune et deviennent ainsi les repères et les symboles de son identité. Pour faire le lien entre la « topographie

légendaire des évangiles » (Halbwachs, 1947) et les « lieux de mémoire » nous pouvons affirmer, et selon Brian (2008) « il n'y a de lieu de mémoire collective que légendaires » (p. 138*). Le groupe en effet cherche et trouve des « lieux » sur et dans lesquels transposer le mythe originel du groupe incluant un ensemble de croyances et de représentations qui viennent se cristalliser sur ces supports.

4.2. Trace et marque spatiales vers une mise en mémoire

Au travers de ces contributions, nous le constatons, l'espace enregistre l'histoire du groupe, conserve les traces du passé et le groupe peut venir le façonner à son image. Par conséquent, lorsque ce dernier est bouleversé et bouleversant pour les collectivités ou qu'il renvoie à une période douloureuse ou honteuse (Vichy, World Trade Center à New York, La Nouvelle Orléans, ou encore AZF à Toulouse) les groupes peuvent mettre en place des stratégies pour remodeler, reconstruire cet espace à l'image qu'ils souhaitent renvoyer d'eux-mêmes et chasser les stigmates portés par ces lieux. A Vichy par exemple, (Haas, 2002), l'histoire honteuse du gouvernement du Maréchal Pétain, durant la seconde guerre mondiale, tend à être remplacée par une période plus glorieuse, celle de Napoléon III mise en lumière à travers l'espace, les monuments, les noms des rues au détriment de la période « Vichyste ». C'est ce que Haas (op.cit.) a nommé le « processus compensatoire » (p 39) c'est-à-dire une forme de substitution de l'histoire honteuse ou douloureuse par une période plus valorisante. Après l'ouragan Katrina en 2005 à La Nouvelle Orléans, un tourisme « macabre » (Hernandez, 2008) s'est organisé dans la ville avec l'aide des tours operators qui proposent de visiter les quartiers les plus sinistrés par la catastrophe et qui ont été les plus médiatisés. Ces quartiers deviennent alors des sortes de « vitrines géantes » pour la population qui contemple, comme l'on contemplerait l'histoire dans un musée, les désastres de la ville qui tend à se réduire à cet événement. En revanche, d'autres quartiers tout autant sinistrés de La Nouvelle Orléans, représentant près de 80% de la ville, sont sous-estimés et sous-investis par les débats publics et les touristes. Cela façonne donc la mémoire collective en délimitant certains quartiers, pour la majorité proches du *French Quarter*, centre-ville touristique, devenant des mémoriaux grandeur nature, d'autres quartiers laissés à l'abandon et tombant alors dans un oubli collectif. Ces pratiques sociales liées à l'espace rendent compte de son aspect symbolique et de la manière dont il peut être manœuvré pour (re)construire les mémoires blessées par des événements douloureux afin de conserver ou rétablir une identité positive.

C'est toute la question de la mémoire qui est en filigrane dans la manière de traiter de tels lieux troublés par des faits douloureux. En tant que support de la mémoire, l'espace peut en effet

devenir un moyen matériel et symbolique par lequel la mémoire se reconstruit (Haas, op.cit.). Ces pratiques déployées sur l'espace participent à la mise en mémoire (Veschambre, 2008) de l'histoire du groupe telle qu'il souhaite la transmettre. Cela implique et, selon Veschambre, un processus de marquage renvoyant à deux notions distinctes : celle de la « trace » et celle de la « marque ». La première fait référence à l'empreinte laissée par l'événement, « à ce qui subsiste du passé » (Veschambre, op.cit., p. 10). La seconde évoque une action intentionnelle par un groupe ou une institution visant à rendre visible la présence du groupe sur les lieux. Ainsi, le processus de marquage rend compte de la façon dont les groupes traitent les traces, qu'elles soient réinvesties ou effacées, et produisent des marques dans la mise en mémoire du passé.

En nous référant à plusieurs études (Haas, 2002, Huyssen, 2006 ; Veschambre, 2008, Truc, 2011) nous pouvons distinguer plusieurs types de stratégies cherchant à conserver ou restituer une image positive de l'espace entaché par les stigmates de l'événement :

- Oblitération ou encore modèle du point zéro : toutes les traces évoquant l'événement sont effacées. Il y a souvent un désir d'oubli généralement motivé par un sentiment de honte
- Processus compensatoire ou Rectification : On supprime tout ce qui rappelle l'événement sans pour autant tout effacer. L'espace est requalifié, réutilisé par la construction de marques. C'est une forme de substitution d'une histoire honteuse, douloureuse ou négative par un aspect plus valorisant.
- Désignation : le plus souvent ici une plaque indique que sur ce lieu s'est passé un événement. La désignation est souvent associée à la rectification.
- Conservation : ici toutes les traces sont conservées telle quelle, le plus souvent associé à un devoir de mémoire ou quand l'événement est conçu comme étant Héroïque.

La suppression ou au contraire la conservation des traces évoquant l'événement, la requalification du lieu, les commémorations, les mémoriaux participent ainsi à remodeler les mémoires. Ces formes de « stratégies mémorielles » visent souvent à ne faire apparaître que les aspects positifs et mettre dans l'ombre les éléments plus préjudiciables. Dès lors, elles deviennent de véritables supports de diffusion de la mémoire ou plutôt d'une mémoire d'un événement ou d'une période historique.

4.3. Commémoration et mise en scène de la mémoire

Dans le cadre de la mise en mémoire d'un événement, les cérémonies commémoratives tiennent une place privilégiées (Veschambre, 2008). Depuis les années 1970, la France connaît un

engouement mémoriel qui s'exprime par la « prolifération » des commémorations que Dosse (1998) qualifie de « situation de commémorite aigüe » (p.9) et Nora (1993) évoque quant à lui « une tyrannie de la mémoire » (p.1012). Selon ces historiens, cette obsession commémorative est le symptôme d'une crise identitaire et d'une perte des repères. Si les études sur les commémorations font majoritairement référence aux grandes célébrations nationales et internationales, les cérémonies plus marginales, plus locales appartiennent également au registre commémoratif (Clavandier, 2001), répondant aux mêmes processus.

Les commémorations sont des cérémonies ritualisées (Namer, 1983 ; Connerton, 1989) qui consistent à se remémorer collectivement un événement passé, dans des cadres spatiaux et temporels prédéfinis. Les commémorations se déploient effectivement dans un temps et dans un espace précis qui correspondent le plus souvent à la date et au lieu de l'événement. Plusieurs auteurs (Namer, 1983 ; Raynaud, 1994 ; Dosse, Nora, 1993 ; Connerton, 1989) s'accordent à dire que les commémorations sont avant tout une mise en scène du passé, une théâtralisation de l'histoire du groupe, construite, organisée et codifiée. L'un des objectifs de la commémoration est de rassembler des individus autour d'une même histoire, d'unifier le groupe en proclamant une identité commune. Les commémorations sont souvent des occasions où le groupe est glorifié en mettant en lumière les élans de solidarité du groupe, des actes héroïques ou encore son dévouement pour le groupe. Dans cette perspective, la commémoration emprunte quelques traits au mythe (Connerton, 1989) visant à « transfigurer l'événement en une substance immuable » (Connerton, op.cit. p. 42). Les commémorations nous offrent ainsi un support pour observer certains aspects de la mémoire collective : ceux qui sont sélectionnés et exprimés dans la société dans un ici et maintenant. En tant que mode de fabrication de l'histoire, la rumeur viendrait s'intégrer dans les discours commémoratifs, qui par leurs rythmes répétitifs favoriseraient sa cristallisation dans les mémoires.

L'un des enjeux de ces cérémonies est de fournir une relecture de l'histoire à travers des discours qui simplifient l'événement et qui ne font apparaître que les aspects positifs du groupe. La commémoration véhicule une mémoire plus consensuelle et singulière, elle « n'est pas le reflet du réel, mais un élément en remplacement qui tend à proposer une relecture du drame, non à en proposer une photographie » (Clavandier, op.cit., p. 143). De cette manière, on peut supposer que ces cérémonies sont des temps où le groupe tente d'intégrer une représentation du passé plus conciliable et tolérable, commune à tous. Par conséquent, les discours mettent en lumière certains éléments de l'histoire au regard des intérêts du groupe et en occultent d'autres. Ceci nous amène à nous interroger sur la fonction de l'oubli collectif et sur son éventuel nécessité

pour les événements traumatiques. En effet, lors d'un traumatisme, qu'il soit vécu de manière individuel ou collectif, il est parfois nécessaire de refouler ou de mettre à distance certains aspects de l'expérience afin de ne pas se figer dans ce temps passé et pour pouvoir passer à autre chose. L'oubli ne se réduit pas à la négation et au déni. Il peut s'avérer sous certaines formes et dans certains cas comme un mécanisme favorable à la survie de l'individu et du groupe. A ce titre, le travail de mémoire lors de ces cérémonie peut devenir une forme de travail de deuil collectif envers les victimes de la catastrophe comme le souligne Ricoeur (2000) : « les conduites de deuil, se déployant depuis l'expression de l'affliction jusqu'à la complète réconciliation avec l'objet perdu, sont d'emblée illustrées par les grandes célébrations funéraires autour desquelles un peuple entier est rassemblé » (p 95).

En outre, les commémorations permettent une forme d'actualisation volontaire du cadre spatial en transformant les images et les notions du passé en fonction des enjeux du présent. Comme si la mémoire de l'événement se substituait à une mémoire des cérémonies en faisant accorder à ce lieu et à cette date des rites commémoratifs. Ainsi, selon Namer, « la mémoire de commémoration est mémoire de mémoire de lieux et de rites commémoratifs. ». Les commémorations peuvent se penser comme un « processus compensatoire » (Haas, 2002) car, par ses aspects répétitifs, l'espace et la date de la catastrophe tendent à être remplacés par les souvenirs des cérémonies, rendant ainsi à ce lieu et à cette date des images et des notions plus stables à l'instar des commémorations.

Dès lors, les commémorations permettent *in fine* de fixer durablement le mythe et les croyances du groupe sur l'espace investi. Enracinées de la sorte, les croyances s'en retrouve fortifiées et construisent dans le même temps le sens et le symbole du lieu devenant un lieu « saint » (Halbwachs, 1947), un « lieu de mémoire » (Nora, 1989). L'espace prend alors un sens particulier parce qu'il est investi par des rites commémoratifs (Raynaud, 1994).

4.4. Mise en mémoire et conflit intergroupe

Nous l'avons constaté l'investissement des traces, la construction de mémoriaux et les commémorations participent au processus d'appropriation et de marquage de l'espace. Ces pratiques de mise en mémoire donnent un sens institutionnalisé au lieu et à l'événement (Veschambre, 2008). Or, cette « mémoire imposée » (Ricoeur, 2000) peut s'avérer polémique et conflictuelle (Jodelet, 2013b). En effet, un même espace peut correspondre à une multiplicité de significations selon les groupes, en fonction de ce qu'ils y ont investi : « il n'y a qu'un seul sol, qu'une seule ville sur lequel se découpent une pluralité de représentations de l'espace » (Namer, 1987, p. 120). Ainsi, parce que l'espace est un enjeu pour l'identité des groupes il peut

être source de conflits lorsque celui-ci est considéré comme une propriété délimitée par des frontières matérielles ou symboliques qui peut être l'objet d'une remise en question ou d'intrusion par des groupes extérieurs. Cette concurrence mémorielle et identitaire peut alors se manifester, parfois avec une certaine virulence, lors des différentes phases de reconstruction d'un lieu : l'élaboration d'un projet de mémorial, l'organisation de cérémonies commémoratives, le choix des éléments à exposer dans un musée, le nom donné au lieu etc. Le site du World-Trade-Center est assez emblématique de ces questions, et le processus de requalification du site a été parsemé de multiples conflits intergroupes mis en lumière par quelques études (Huysen, 2006 ; Low, 2004 ; Sturken, 2004). Au lendemain du 11 septembre s'est d'emblée posée la question que faire de ce lieu ? Comment reboucher la plaie béante du traumatisme tout en laissant une place pour la mémoire des victimes ?

L'une des particularités de ce lieu, est qu'il est un véritable sanctuaire, une terre vécue et considérée comme étant sacrée par les familles de victimes (Truc, 2011b). La poussière et les « déchets » résultants de l'effondrement des tours étaient composés de restes humains. Les opérations de déblaiement du site de Ground Zéro furent délicates puisqu'il s'agissait en partie de retrouver des morceaux de corps. Lorsque les opérations de tri furent terminées, environ 19 000 fragments de corps ont été retrouvés dans les gravats du WTC. Or, ces fragments n'ont permis d'identifier qu'une partie des victimes soit moins de la moitié. Pour l'une de ces raisons, des familles de victimes souhaitaient que le site soit « transformé » en cimetière, le sol faisant office de sépultures des personnes non identifiées. Toutefois, une étude psychosociologique menée (Low, 2004) avec des habitants de Battery Park, quartier au sud de Manhattan, proche du WTC, montre que les voisins n'étaient absolument pas favorables à ce projet. Tous refusaient de vivre en face d'un cimetière, d'un lieu qui chaque jour les renvoyait au traumatisme du 11 septembre, et à la mort. La majorité des habitants souhaitant voir un projet redonnant vie à ce lieu morbide.

En Janvier 2004, le projet de reconstruction du site « reflecting absence » (l'absence reflétée/reflet de l'absence) fut adopté par la ville de NYC. Ce projet comporte un espace consacré à la mémoire du 11 septembre et des victimes, et la construction de sept nouveaux gratte-ciel nommés World Trade Center. Le mémorial, inauguré le 11 septembre 2011, se compose d'un grand parc avec deux grands bassins représentant les anciennes bases des deux tours jumelles. Sur les rebords apparaissent le nom des victimes de l'attentat. Un musée est également inséré dans ce « mémorial parc ».

Ce projet n'a pas fait l'unanimité des familles de victimes. Des querelles se sont manifestées autour du mémorial, notamment sur la présentation des noms de victimes : certains souhaitant par exemple que les pompiers soient mis à part, et reconnus comme étant des héros. D'autres encore, souhaitant répartir les noms en fonction de leur appartenance aux différentes entreprises des tours ou encore selon leur nationalité (Huysen, 2006). On voit donc apparaître ici des enjeux mémoriels et identitaires qui viennent se cristalliser sur l'espace : chacun cherchant à y inscrire sa propre version de l'événement qui peut alors être en concurrence avec les autres lectures.

En menant des observations durant plusieurs années sur le site, le sociologue Truc (2011b) a mis en évidence la coexistence d'une multitude de lectures attribuées à cet espace, se manifestant par des pratiques antagonistes provoquant des tensions entre les groupes. En effet, pour les familles de victimes, ce site représente un sanctuaire, voire la sépulture des proches décédés, puisque sur le sol a été en quelque sorte contaminé par la mort et qu'il reste toujours une bonne partie des victimes qui n'ont jamais été identifiées. C'est donc un lieu de recueillement sacré pour ces personnes. Mais Ground Zero est aussi une attraction touristique. Les touristes recherchent sur ce site les images du 11 septembre diffusées en masse à la télévision. Un lieu qui n'est pas forcément vécu comme étant sacré, mais plutôt comme « célèbre ». En conséquence, certains touristes se prennent en photo face au mémorial, comme on se prendrait en photo face à la statue de la liberté. Ainsi, ces comportements peuvent être vécus et interprétés comme étant irrespectueux de la part des familles qui se recueillent.

Au travers de ce cas particulier, nous observons donc bien comment sur un espace se cristallise un ensemble de tensions et de conflits entre des groupes liés à des enjeux mémoriels et *a fortiori* identitaires. Nous pouvons voir également les traitements visant à transformer l'espace et plus particulièrement cherchant à chasser les images négatives et mortifères. On est donc face à une rectification du site Ground Zero. La construction des buildings encore plus hauts, au même endroit sous le même nom, est une manière de revaloriser la puissance américaine et, d'autre part, est une forme de substitution des images associées à l'effondrement du WTC par celles de ces nouveaux buildings. Ce lieu, et les stratégies mises en place pour le rectifier nous amène à réfléchir sur les effets à long terme de ces transformations spatiales sur les représentations sociales du site et la mémoire collective associée au 11 septembre.

Conclusion

Dans ce chapitre nous avons développé et mis en évidence le lien étroit entre mémoire, rumeur, identité et leurs ancrages spatiaux. Plus précisément, nous avons démontré combien la rumeur prend tout son sens au travers des enjeux mémoriels pour les groupes dans des situations de menaces identitaires. En effet, saisie comme une trace idéale du passé, qui (re)surgit dans des contextes marqués par une rupture, la rumeur permet de colmater la faille, assurant les fonctions identitaires du groupe de sorte qu'il puisse toujours se reconnaître.

Par ailleurs, lorsque l'histoire renvoie à une image négative dans la société pour le groupe, pouvant entraîner des sentiments de honte et/ou de culpabilité, la rumeur, dans ce cadre, peut devenir une forme de « créativité sociale » (Pàez, Marques, Valencia, Vinzce, 2006). En donnant une version alternative au discours officiel et dominant, la rumeur offre une version du passé permettant de placer le groupe dans une position socialement valorisée et ainsi cherchant et trouvant la reconnaissance des autres. Cette stratégie opère souvent par comparaison sociale désignant d'un côté les victimes et de l'autre les bourreaux de l'histoire. Dans cette perspective, nous envisageons la rumeur comme la manifestation d'une remise en cause d'une mémoire institutionnelle hégémonique par des mémoires vives et plurielles. La rumeur de ce point de vue devient l'expression de mémoires revendiquées pour la reconnaissance sociale.

Enfin, nous avons développé la place de l'espace dans les remaniements mémoriels. Que ce soit au travers des discours commémoratifs, des mémoriaux, par leurs formes et les inscriptions écrites, le nom accordé au lieu, les reconstructions et les effacements, le groupe par l'espace nous rappelle ce dont il faut se souvenir et comment s'en souvenir. Or, en l'absence d'une mémoire institutionnelle consensuelle le choix dans l'investissement de telles ou telles traces et dans la construction de marques peut devenir polémique et conflictuel. Dans ce cadre, l'espace devient le lieu de cristallisation des concurrences mémorielles chaque groupe cherchant à y inscrire sa lecture de l'événement. La rumeur comprise comme une certaine forme de lecture d'un événement peut ainsi se confondre et s'ancrer dans ces remaniements topographiques pour parfois se transformer en des légendes urbaines.

Synthèse partie II

L'objectif principal de notre thèse est de rendre intelligible le phénomène de la rumeur, dans une situation particulière, d'en extraire les logiques générales expliquant les raisons de son apparition, de son évolution et de sa permanence. Bien qu'il soit encore difficile de donner une définition précise de la rumeur, il est primordial pour son étude de se détacher de la représentation négative, voire pathologique, trop souvent collée à ce phénomène. Il faut dépasser l'idée selon laquelle la rumeur serait la résultante de biais cognitifs, révélatrice d'une société en mal de communication. Bien au contraire, l'existence de ce phénomène est davantage le signe d'une société qui fonctionne, qui interagit et qui s'interroge sur son environnement. Dans notre réflexion, nous nous inscrivons dans une démarche explicative et compréhensive du phénomène et non dans une injonction moraliste visant à condamner la rumeur en tant qu'information fautive. Comme nous l'avons développé, nous n'avons pas vocation à chercher la vérité sur l'explosion de l'usine AZF, mais de comprendre en quoi des explications particulières, non conformes aux discours dominants et officiels, viennent prendre du sens et font vérité pour des groupes précis.

La rumeur est un phénomène complexe qui nécessite la prise en compte d'une pluralité de facteurs et de niveaux d'analyse afin d'apporter une meilleure compréhension. Ainsi, dans l'étude de la rumeur nous sommes amenés à étudier ses processus de construction et d'adhésion, son aspect dynamique tant du côté du contenu que de l'adhésion des sujets à son égard, son cycle de vie, les fonctions et les enjeux qu'elle remplit dans un ici et maintenant pour des groupes particuliers.

Dans nos études de master 1 et master 2 nous avons conceptualisé la rumeur comme « une mise à jour de la mémoire collective » (Fine, 2006, p 18) c'est-à-dire une forme d'actualisation du passé dans le présent permettent d'appréhender une situation dite « ambiguë et indéfinie » (Difonzo & Brodia, 2006). Le contenu de la rumeur doit être saisi comme étant constamment en mouvement : il s'adapte au présent, se nourrit de l'actualité comme pour apporter une crédibilité au message et une force persuasive. Par conséquent, la rumeur permettrait pour et dans les groupes de remodeler les mémoires dans le présent de sorte qu'elles demeurent valorisantes. La rumeur viendrait ainsi modifier le souvenir du passé, selon les intérêts du moment et dans une perspective future.

Notre recherche présente s'inscrit dans la continuité de ces considérations afin de les approfondir. Elle a pour objectif de saisir l'aspect dynamique de la rumeur inter et intragroupe

et son rôle dans la reconstruction des mémoires collectives. Dans des contextes de latence ou au contraire de réactualisation de l'événement, nous cherchons à expliquer ce qui est en jeu pour les groupes en présence, en adhérant et en faisant perdurer, ou non, telle ou telle « version ». Dès lors notre problématique s'attache à étudier plusieurs dimensions inhérentes au phénomène de la rumeur. Plus précisément, nous cherchons à mettre en évidence l'interaction entre les processus de construction, de transmission et le degré d'adhésion à la rumeur dans des groupes précis, plus ou moins impliqués, et en fonction de contextes particuliers. En lien avec les éléments théoriques que nous venons d'exposer nous avons donc pensé notre objet sous l'angle de la pensée sociale et de la mémoire collective nous offrant des grilles de compréhension et d'interprétation.

En nous appuyant sur un ensemble de travaux (Bartlett, 1932 ; Halbwachs, 1950 ; Haas, 2002 ; Kalampalikis, 2001) nous avons pu constater que dans des contextes de menace identitaire, la mémoire peut se révéler modulable et créative, particulièrement dans des contextes de menace identitaire, afin de maintenir ou rétablir une identité valorisante. La rumeur, en effaçant et en transformant des aspects d'un événement ou d'une partie de l'histoire viserait à modifier le passé dans le présent en fonctions des exigences du moment pour le groupe. Les éléments préjudiciables pour l'image du groupe seraient alors comme gommés. A l'inverse, les aspects positifs pour le groupe seraient conservés, voire accentués. Par ces processus caractéristiques, la rumeur permettrait ainsi de conserver et de perpétuer une image positive, des idées et des valeurs propres à l'identité du groupe. Ancrée dans une histoire narrative, oscillant entre le récit de fiction et le récit historique, la rumeur deviendrait dans ce cadre une manifestation de la mémoire collective (Pàez, Marques, Valencia, Vinzce, 2006), proposant une alternative à une histoire officielle venant entacher l'identité de certains groupes, plus ou moins impliqués. Dans cette perspective, nous interrogeons également dans cette thèse l'inscription spatiale de la rumeur. En tant que produit de la mémoire des groupes, la rumeur viendrait d'une certaine façon se fixer sur les traces et dans les marques construites par les groupes. En apportant une lecture particulière de l'espace, voire en le transfigurant, la rumeur deviendrait saillante, rendant les mémoires plurielles visibles.

Dès lors, et à partir de l'explosion de l'usine AZF, nous faisons l'hypothèse que des rumeurs autour de l'origine de l'explosion persistent à Toulouse plus de dix ans après les faits et malgré le dénouement judiciaire. Si les premières rumeurs permettaient de diminuer l'incertitude nous pensons qu'au contraire leur permanence accentuerait le doute et le suspens permettant de créer un « présent perpétuel » donnant l'impression que l'événement a eu lieu hier et qu'il continue

de se déployer dans le présent. De la sorte, parce que l'histoire serait inachevée, les sujets ayant vécu l'explosion, plus ou moins impliqués, pourraient continuer de justifier la transmission d'une mémoire vécue. En réactualisant constamment le souvenir de l'événement dans le présent dans une perspective d'avenir, la rumeur maintiendrait une mémoire saillante portée par des groupes en présence. Elle deviendrait alors une forme de stratégie pour lutter contre une menace d'un oubli collectif, réel ou imaginaire.

Partie III : De la politique du terrain au design méthodologique

Cette partie a pour objectif de décrire et d'expliquer la manière dont nous avons pensé notre terrain et le design méthodologique à l'instar de notre grille théorique et de notre problématique.

Dans un premier temps, nous reviendrons sur l'histoire de la rumeur du point de vue méthodologique. S'il est majoritairement admis que ce phénomène est un objet privilégié pour mettre en avant des aspects de la psychologie des groupes, la problématique se focalise sur les moyens et les outils à disposition du chercheur pour le mesurer. L'absence de définition entraîne indéniablement une difficulté méthodologique et c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les études peinent à se développer. Il semble donc important de faire un état des lieux des démarches méthodologiques utilisées dans les études sur la rumeur afin de situer le cadre de notre recherche et de justifier le choix et la construction de nos outils méthodologiques. Nous présenterons, dans un second temps, notre démarche de terrain qui s'inscrit d'une certaine manière dans une « sociologie du présent » développé par Edgar Morin dans les années 1960. Nous développerons les enjeux épistémologiques d'une telle démarche et la nécessité d'une triangulation méthodologique afin de saisir l'aspect multidimensionnel de notre objet d'étude et de notre terrain caractérisé par l'événement.

Enfin, nous présenterons chaque outil méthodologique utilisé, leurs apports singuliers, leurs complémentarités et la manière dont nous les avons articulés tant au niveau de leur construction qu'avec les méthodes d'analyse.

Chapitre 1 : A la recherche d'un modèle méthodologique

Ce premier chapitre a pour objectif de poser le cadre général de notre démarche méthodologique. Après avoir présenté les outils méthodologiques fréquemment utilisés pour l'étude de la rumeur et leurs limites, nous développerons l'intérêt et les principes d'une démarche qualitative pour notre recherche. Dans cette perspective, nous justifierons le recours à une triangulation des méthodes et des données que nous avons mise en place sur le terrain.

1. La rumeur in vitro

1.1. La reproduction sérielle et ses limites

Depuis les premières études de la rumeur en 1945, avec les expériences d'Allport et Postman où a été reproduit en laboratoire le « jeu du téléphone » l'approche méthodologique a évolué et s'est nécessairement complexifiée. Dès les années 50, le modèle de la transmission linéaire proposé par ces chercheurs, a été l'objet d'un certain nombre de critiques aux Etats-Unis. En effet, le modèle de la reproduction sérielle est apparu comme étant inadapté pour l'étude de la rumeur. Les conditions expérimentales n'épousant pas la réalité sociale dans laquelle émerge toute rumeur : « la transmission est linéaire, sans délai, sans implication émotionnelle et sans réelle interaction » (Jacquart & Haas, 2006, p 53). Cette dernière se construisant davantage dans une interaction entre plusieurs personnes se sentant concernées par la situation et appartenant à un même groupe. De plus, dans la réalité, et à la différence des conditions expérimentales d'Allport & Postman, une même rumeur circule à maintes reprises dans le même espace (Schachter & Burdick, 1955 ; Buckner, 1965) : une même personne pouvant transmettre une rumeur plusieurs fois et par effet de boomerang l'entendre un certain nombre de fois. Nous sommes donc davantage dans un processus de transmission circulaire que linéaire. Cet aspect est primordial tant cela joue sur le contenu du message, qui au fur et à mesure se stabiliserait, sur le processus d'adhésion et sur la longévité de la rumeur.

Si les méthodes de mesure se sont développées, la démarche expérimentale reste toutefois privilégiée pour mettre en évidence des caractéristiques de la rumeur. Le plus souvent les études cherchent à reproduire les situations favorables à l'émergence de rumeur pour ainsi observer les modalités de transmission et les impacts sur la structure du message initial. Ces protocoles expérimentaux consistent généralement à faire varier des facteurs d'émergence (situation ambiguë vs non ambiguë) et des facteurs de transmission (niveau d'implication, niveau d'anxiété) pour mettre en évidence des variables explicatives dans la diffusion et l'adhésion

aux rumeurs. Au travers d'un ensemble d'études, nous pouvons ainsi relever des études expérimentales menées soit en laboratoire soit en milieu naturel. Les expériences en laboratoire sont les plus utilisées pour les études de la rumeur se basant le plus souvent sur le modèle d'Allport et Postman en modifiant ou introduisant de nouvelles variables. Si ces études expérimentales apportent une connaissance non négligeable sur le fonctionnement et les processus sociocognitifs de la rumeur et sont nécessaires pour observer « les facteurs causaux de transmission » permettant de tester les conditions de diffusion de croyances (Bangerter, 2006), elles ne peuvent saisir pleinement l'aspect dynamique des rumeurs et les enjeux implicites de sa diffusion et des processus d'adhésion.

Les études expérimentales en milieu dit naturel où il s'agit d'insérer des conditions minimales pour l'émergence d'une rumeur sont rares. L'étude de Schachter & Burdick en 1955 est l'une des seules à avoir entrepris ce type d'enquête de terrain.

Malgré l'intérêt de cette expérience pour l'étude de la rumeur peu de chercheurs ont développé ce type de démarche. Nous pouvons penser qu'ici le chercheur, en étant à l'origine d'une « véritable » rumeur, peut se retrouver dans une situation incontrôlable. Une rumeur pouvant avoir des conséquences non négligeables (paniques, désignation d'un bouc-émissaire, peur, anxiété etc.). Cela implique donc un certain nombre d'enjeux éthiques, interroge la place du chercheur, des effets et des conséquences qu'il peut provoquer chez des individus.

1.2. De la diversité des outils à la difficulté d'une observation sur le vif

En plus de la démarche expérimentale, nous pouvons recenser un grand nombre d'études qui utilisent le questionnaire comme outil de mesure de la rumeur. Le plus souvent ces questionnaires se présentent avec un ensemble de rumeurs d'une même catégorie (par exemple sur l'alimentation, sur les multinationales, sur des théories du complot etc.) répertoriées par les chercheurs. Les sujets doivent alors indiquer pour chacune d'elles s'ils en ont déjà entendu parler, s'ils en ont parlé et s'ils y adhèrent (Difonzo & Bordia, 2000, 2002). Ces questionnaires peuvent également comporter différentes échelles déterminant l'anxiété, le niveau d'incertitude, l'appartenance à un groupe, l'implication des sujets etc. (Wagger-Egger & Bangerter, 2007). L'objectif est alors de mesurer et vérifier les différentes corrélations. Ces études se situent ici davantage dans une démarche dite quantitative. A la différence d'une démarche expérimentale, les chercheurs ne créent pas de situation artificielle.

Le questionnaire est également exploité pour l'étude de la rumeur issue d'un cas précis, tel que l'affaire de Carpentras (Rateau, 2001), les noyés d'Aigues-Mortes (Rouquette, 1997) ou encore

sur les inondations de Nîmes (Domergue, 1998). Ici, les chercheurs interrogent une population locale, plus ou moins impliquée par ces événements. Les personnes sont questionnées sur des détails de la situation afin d'observer un certain nombre de distorsions dans la version des faits selon les groupes.

Nous pouvons aussi identifier un ensemble d'études s'inscrivant dans le courant des folkloristes. Ici les chercheurs collectent des rumeurs ou des légendes urbaines à partir de différents supports (internet, archives historiques, presse). Ils utilisent une grille d'analyse à partir d'éléments théoriques afin de mettre en évidence une structure « type » dans les récits et les significations induites dans les contenus. A chaque fois le contexte de diffusion est pris en compte dans les analyses. Par exemple, Rouquette (1992) dans son étude de la rumeur sur l'affaire Fualdès s'inspire de cette méthode : il utilise uniquement des archives historiques pour construire son étude et mettre en évidence des caractéristiques du phénomène. Ce courant s'inscrit dans une démarche de type qualitatif.

Enfin, il existe un courant ethno-anthropologique de l'analyse des rumeurs. Néanmoins, la majorité de ces études ne sont pas des recherches sur la rumeur à proprement parler. En effet, des anthropologues peuvent être confrontés sur leur terrain d'enquête à des rumeurs, plus ou moins locales, non anticipées. Un certain nombre s'en saisissent alors pour leurs études analysant le rôle de la rumeur dans les liens sociaux (Bonhomme, 2009), la différenciation groupale (Bougerole, 2010) ou encore la mise en sens d'une catastrophe (Clavandier, 2007 ; Langumier, 2008 ; Revet, 2007). Il s'agit bien ici d'analyse *in situ* du phénomène de la rumeur. Toutefois parce que non prévue, les chercheurs sur le terrain sont parfois démunis au niveau des outils méthodologiques, non pensés et construits pour l'étude de la rumeur.

Alors que les spécialistes anglo-saxons de la rumeur (Bordia & DiFonzo, 2002 ; Rosnow & Fine, 1976) mettent régulièrement l'accent sur l'intérêt des études de type ethnographique pour observer la rumeur, ces dernières sont toujours peu développées, peu connues et reconnues. Plusieurs raisons semblent expliquer ce « vide » méthodologique. D'une part, les caractéristiques mêmes de la rumeur rendent difficile son observation « à vif » sur le terrain. Il n'est en effet pas évident d'être sur le terrain au « bon moment », lorsque la rumeur émerge, avec les outils nécessaires pour l'appréhender et la mesurer. D'autre part, la démarche ethnographique peut comporter quelques difficultés épistémologiques en particulier vis-à-vis du rapport entre le chercheur et le phénomène étudié. Ce sont alors principalement ces deux points que nous allons développer ici afin de saisir les enjeux de notre terrain d'enquête

constituant des données à part entière dans la compréhension de notre objet d'étude et venus influencer la mise en place de nos outils méthodologiques.

2. La rumeur *in vivo* : vers une sociologie du présent

2.1. Principes d'une sociologie du présent

Comme nous l'avons souligné, peu d'études ont observé la rumeur sur le vif. La célèbre recherche d'Edgard Morin sur la rumeur d'Orléans (1969) est l'une des rares à s'appuyer sur ce type de travail de terrain. Une démarche qu'il nomme par ailleurs « sociologie du présent » ou encore « sociologie clinique ». C'est au début des années 60, à la suite d'une série d'actualités très médiatisées, comme la mort de J.F. Kennedy, qu'Edgar Morin va porter un intérêt particulier à l'événement (Paillard, 2008). Selon lui, les sciences sociales ne doivent pas négliger « l'événement », ou plutôt ce qui est construit comme événement. Bien au contraire, selon ce sociologue il faut s'en saisir tant celui-ci « joue le rôle d'un révélateur social » (Morin, 1972). C'est à partir de sa conceptualisation de l'événement et de la crise que Morin va fonder une démarche d'enquête « *in vivo* » ouverte aux disciplines connexes à la sociologie et maniant divers outils méthodologiques. Selon lui, l'événement, en effet, est une réalité multidimensionnelle, complexe, façonnée par un ensemble d'oppositions « le latent et le manifeste, l'inconscient et le conscient, le virtuel et l'actuel » (Morin, 1984, p. 139). Dès lors, afin de saisir la complexité inhérente à la crise, induisant un changement social local ou global, il est nécessaire de mettre en œuvre une pluralité d'outils, tant conceptuels que méthodologiques. L'objectif étant alors de penser l'événement dans sa totalité en mettant en exergue la part « invisible » du phénomène c'est-à-dire toute la dimension du symbolique. De cette considération, Edgar Morin va développer la « sociologie du présent », une démarche « qui se veut attentive et contemporaine à l'événement, à la crise ». (Op.cit., p. 4) qui interroge l'ici et maintenant mis en tension par un élément bouleversant le quotidien. Il défend alors l'idée d'une démarche d'enquête sur le vif, « à chaud », pour « vivre la tension passé/présent afin de déceler les germes d'avenir » (Paillard, op.cit. p 12). Cette sociologie du présent, ne se réduisant pas à la seule présence du chercheur sur le terrain. Elle répond à quelques règles épistémologiques et méthodologiques. L'un des principes fondamentaux de cette démarche est une adaptation de chaque instant du chercheur sur le « terrain du présent ». Cela implique de pouvoir réajuster, au cours de l'enquête, ses grilles théoriques, ses hypothèses ainsi que ses techniques d'investigation. Un cadre suffisamment souple et résistant à la fois, permettant un ajustement des outils sur le terrain dans un souci, comme le souligne Morin, « d'une interfécondation réciproque entre la pensée et le réel, et non la vérification d'une pensée a

priori » (op.cit., p. 175). L'idée est alors de se laisser « surprendre » par la réalité auquel le chercheur est confronté sur son terrain. Cette posture permet de faire évoluer sa pensée, ses hypothèses de travail et la manière de conceptualiser le phénomène observé et étudié. Cette démarche s'inscrit donc dans un processus de recherche circulaire, fait d'allers et de retours entre la pensée et le terrain. Cela rejoint étroitement l'approche de la « Grounded Theory » développée par Glaser et Strauss en 1967 selon laquelle une théorie doit être construite et validée en interaction avec les données recueillies sur le terrain et les analyses émergentes. La théorie devient « ancrée » sur le terrain, dans le réel. En répétant les allers et retours entre le terrain et la théorie, cette démarche nous permet d'apporter une meilleure compréhension du phénomène qui peut nous échapper dans la réalité.

2.2. De l'implication du chercheur à une analyse réflexive

L'un des principaux problèmes formulé par Morin, dans les principes de la sociologie du présent est le rapport entre l'observateur et le phénomène observé. Le chercheur ne peut en effet totalement s'extraire de la situation qu'il étudie car il est « pris » (Favret-Saada, 1985) d'une certaine façon par l'événement observé : il est à la fois « perturbé » par l'événement contemporain et « perturbateur » sur le terrain. Le premier niveau renvoie aux facteurs personnels présents (Olivier de Sardan, 2008) du chercheur inhérents à toutes activités scientifiques influençant « sur ce qu'il étudie, sur ce qu'il sélectionne, sur ce qu'il produit, aussi systématiques soient ses procédures d'observation, aussi formalisé soit son langage, aussi complexes soient ses instruments » (Olivier de Sardan, op.cit. p. 179). Le second niveau renvoie aux facteurs personnels spécifiques à l'enquête de terrain en sciences sociales et désignent les biais d'interaction entre le chercheur et les sujets auprès de qui il enquête (Olivier de Sardan, op.cit.). Edgar Morin développe cet aspect de la sociologie du présent dans son étude sur les événements de mai 68 où selon lui les sociologues ne peuvent ignorer qu'ils sont aussi « juges et parties » dans cette crise. Les affects subjectifs engendrés par l'événement peuvent selon lui être utiles et propices à l'élucidation scientifique. Nulle recette magique pour transformer les sentiments d'enthousiasme ou d'allergie en créativité scientifique : « sur le terrain de la sociologie du présent - c'est-à-dire engagé dans le contemporain et la dialectique observateur-phénomène observé - il n'y a pas de recette d'objectivité, le seul recours est la prise de conscience permanente de la relation observateur-phénomène, c'est-à-dire l'autocritique permanente » (Morin, 1969, p. 6). C'est donc une analyse réflexive permanente qui doit être menée par le chercheur tout au long de l'enquête.

Cette démarche ethnosociologique invite à s'interroger sur la notion d'implication du chercheur à l'objet et sur le terrain d'enquête. Amado (2002) définit l'implication comme « l'engagement du chercheur dans la complexité (...) mettant en jeu sa propre subjectivité » (p. 367) pouvant venir influencer, voire modifier, par sa seule présence sur le terrain, la réalité de l'objet étudié. La participation du chercheur sur le terrain avec les enquêtés est l'une des caractéristiques de la démarche qualitative (Roux, 2013) et constitue par ailleurs la plus grande difficulté dans sa mise en œuvre. Le chercheur devenant « son propre instrument » (Jodelet, 2005) qui nécessite l'acquisition d'un ensemble de savoirs et de savoir-faire afin d'ajuster ses techniques et sa posture. Le rapport du chercheur à son objet et sa place sur le terrain dans la démarche qualitative ont fait l'objet de nombreuses réflexions particulièrement en sociologie et anthropologie. L'enjeu réside alors à trouver un juste équilibre entre une posture positiviste et une posture subjectiviste consistant à prendre en considération les effets d'implication sur les données récoltées sans que la place du chercheur en devienne notre objet d'étude. Nous rejoignons ainsi la position adoptée par Olivier de Sardan (2000) qui préconise l'utilisation mesurée du vécu subjectif du chercheur dans les considérations méthodologiques. En effet, si les facteurs personnels et affectifs du chercheur sont des biais évidents dans l'enquête de terrain, il est quasiment impossible de les neutraliser et les mesurer scientifiquement parlant. En revanche, il est pertinent, et même nécessaire, de décrire la « contextualisation personnelle » du terrain indiquant la durée du séjour, les lieux de l'enquête, la place des instruments méthodologiques utilisés et les formes d'implication du chercheur (Olivier de Sardan, op.cit.) apportant des informations essentielles sur la forme et le contenu du matériau recueilli. Par ailleurs, faire état des obstacles rencontrés lors des différentes étapes de la recherche et des issues trouvées peut être profitable si cela apporte des connaissances empiriques et théoriques sur notre objet d'étude. Par exemple, lorsqu'on étudie les dimensions de la mémoire collective, rendre compte des silences, des refus essuyés par le chercheur sur le terrain vient révéler des aspects sensibles de la mémoire du groupe. Ici, c'est bien l'objet d'étude qui est au service de la réflexion épistémologique et non le chercheur lui-même pour lui-même. La troisième forme dite mesurée de l'explication méthodologique développé par Olivier de Sardan (2000), est le « cas impliquant » lorsqu'une situation particulière rencontrée par le chercheur révèle un ensemble d'enjeux et dans ce cadre prend le statut de données empiriques. Enfin, la démarche qualitative implique un processus d'imprégnation du terrain faisant évoluer le rapport entre le chercheur et son terrain. Si d'après Olivier de Sardan (1995 ; 2000 & 2008), cet aspect est difficilement explicitable nous pouvons néanmoins rendre compte de certains effets sur la forme de notre implication au terrain. En effet, dans notre cas, le choix et l'intérêt pour notre objet

d'étude ont dans un premier temps été motivés par une implication personnelle ayant été témoin de l'explosion de l'usine AZF et connaissant des victimes de cette catastrophe. Or, grâce à nos lectures théoriques et à une démarche empirique rigoureuse ancrée sur un temps long, notre implication et *a fortiori* la relation entretenue avec cette catastrophe s'est transformée au fil du temps : nous sommes passée d'un événement vécu à un événement conçu, lieu d'un véritable investissement scientifique. Sans nier ni renoncer au vécu subjectif, notre présence prolongée sur le terrain, les multiples observations et rencontres avec des acteurs concernés ont été des moments nécessaires pour prendre une juste distance avec notre objet d'étude, permettant de glisser d'un « je » du témoignage personnel à un « nous » du regard distancié et objectif.

3. Enjeu des places entre les sujets et le chercheur de « rumeur »

Les quelques études de la rumeur effectuées sur le terrain « négligent la place que le chercheur occupe » (Fraïssé, 2010, p 34) dans la collecte des récits traitant de la rumeur. Comme le constate Fraïssé dans la majorité des études sur la rumeur : « la relation du chercheur aux sujets transmettant des récits de rumeurs, donc son interaction avec eux, déterminée par la position et le rôle qu'il joue, est omise comme s'il était, à tout moment, à l'extérieur du dispositif. » (p 34).

Pourtant comme nous venons de l'évoquer tout travail de terrain nécessite une analyse réflexive sur la posture du chercheur au travers notamment du regard ternaire proposé par Moscovici (1984), qui consiste à s'interroger sur le type de matériau recueilli en fonction de la relation entre un ego (le sujet) et l'objet (la rumeur) triangulée par un alter (le chercheur). Plus particulièrement, parce que la rumeur prétend dévoiler un secret, une vérité cachée, la question de la confiance établie dans la relation entre enquêteur et enquêtés (Masson & Haas, 2006), s'impose nécessairement dans le recueil des données sur le terrain.

Au travers de notre expérience de terrain, nous avons pu constater combien la place qui nous a été assignée variait selon le contexte et la position des groupes face à telle ou telle explication de l'origine de la catastrophe. De l'enthousiasme et l'accueil chaleureux des anciens salariés à quelques mois du procès, à la méfiance et l'hostilité des sinistrés pendant le procès, la place qui nous a été attribuée, qu'elle ait été agréable ou désagréable, est venue révéler une facette de notre objet d'étude et, plus précisément, des enjeux identitaires propres aux groupes. Les données recueillies sur le terrain doivent ainsi être comprises et interprétées au travers des multiples positions que les sujets nous attribuent dans un « ici et maintenant ». Il nous semble alors « que l'on peut tirer parti de cette situation en intégrant à l'analyse la présence de l'enquêteur et les multiples réactions qu'elle provoque » (Langumier, 2008, p. 30).

Nos allers-retours sur terrain dans le temps nous ont permis de constater que dans l'étude de la rumeur *in situ* nous devenons un maillon de la chaîne rumorale malgré nous. Ainsi, et d'après Fraïssé, « que le chercheur collecte directement, au cours de conversations ou par entretien ou, encore, indirectement, en créant un site internet, une ligne téléphonique publique, il est toujours partie prenante du processus, en tant qu'alter, auquel est destiné le récit, qu'il décrit pourtant de l'extérieur. » (p 35). Le chercheur devient alors un acteur du jeu social qu'il étudie : « dès son arrivée, il est impliqué, le plus souvent à son insu, dans un réseau d'alliance et d'opposition » (Althabe, 1990, p 4). Ainsi nous devons faire-face à des propriétés spécifiques de notre terrain et objet d'étude, pouvant alors constituer des « biais » dans le recueil des données. Le « faire-face » aux aléas du terrain consiste alors, non pas à subir le contexte et les positions parfois désagréables auxquelles nous pouvons être assignées, mais les considérer comme des données à part entière dans l'analyse du monde social que l'on étudie. Ni totalement à l'extérieur ni à l'intérieur du monde que l'on étudie, la juste distance du chercheur en reprenant les propos de Favret-Saada (1977) : « est moins le maintien de l'observateur dans une voie moyenne, à mi-chemin de soi et de l'autre, que l'incessant parcours des différentes places que les membres de la société vous assignent. » (p 139)

Avant même d'aller sur le terrain, il est nécessaire de prendre « la température de la rumeur » pour pouvoir anticiper et adapter nos outils méthodologiques. Dans cette perspective, nous avons préparé et « fait avec » les dix ans de la catastrophe et l'ouverture du procès en appel dans la construction de nos outils méthodologiques et leurs passations.

4. Vers une triangulation méthodologique

Compte tenu de la complexité de notre terrain constamment en évolution, de notre approche compréhensive du phénomène de la rumeur et conformément aux principes de la sociologie du présent, nous avons eu recours à une triangulation méthodologique. Nous présentons ici quelques principes de cette « stratégie de qualité » (Caillaud, 2010) et la perspective que nous avons adopté dans cette démarche de recherche.

Initialement l'idée de triangulation, proposée par Denzin en 1978, reposait sur l'utilisation de plusieurs techniques pour étudier un même objet dans un souci de saturation et de validation des résultats (Haas & Kalampalikis, 2007 ; Apostolidis, 2006). Depuis, cette considération a évolué et fait davantage référence à une stratégie de recherche visant à approcher la complexité d'un objet en examinant les différentes facettes qui le compose (Flick, 1992 ; Caillaud, op.cit., Roux, 2013). Denzin (op.cit.) a distingué plusieurs formes de triangulation qui cohabitent le plus souvent à l'intérieur d'une même étude : triangulation des données, triangulation des

méthodes, triangulation du chercheur, triangulation théorique et triangulation interdisciplinaire (Apostolidis, op.cit.).

La triangulation méthodologique est le recours à une pluri-méthodologie qui vise à croiser différents points de vue (Olivier de Sardan, 1995), selon les contextes et à des temps différents. Il ne s'agit donc plus de mettre en avant les convergences, les similitudes pour valider « la preuve scientifique ». La triangulation s'envisage désormais en sciences sociales comme une démarche ayant pour objectif d'apporter de l'ampleur et de la profondeur à l'objet en s'appuyant « sur les variations plutôt que de vouloir les gommer ou les aplatir, en un mot de bâtir une stratégie de recherche sur la quête de différences significatives » (Olivier de Sardan, op.cit., p. 95). Ainsi, les résultats obtenus par différentes méthodes auprès de « groupes stratégiques » (Olivier de Sardan, op.cit.) variés, dans des contextes précis, nous permet d'accéder à différents niveaux d'analyse et au-delà de repérer des tensions, des écarts entre différents discours et pratiques entre plusieurs groupes et au sein d'un même groupe.

Au-delà de la richesse et de l'intérêt épistémologique de la triangulation des méthodes, cette stratégie de recherche peut s'avérer indispensable dans le cas d'études monographiques sur un objet sensible (Haas, 2002 ; Haas & Kalampalikis, op.cit.). En effet, lorsque le sujet interrogé est l'objet d'un certain tabou nous devons trouver des alternatives méthodologiques, particulièrement à l'entretien, pour faire « parler les données ». En raison de la connotation péjorative accolée à la rumeur, de la stigmatisation des « croyants », cette dernière est souvent mise en silence par les sujets face au chercheur. Dans cette situation, nous devons faire preuve de créativité en ayant recours à différentes techniques qui confrontées ensemble nous permettent de mettre en lumière des aspects pluriels de notre objet.

C'est à partir de ces multiples intérêts que nous avons mis en place une triangulation des méthodes pour notre étude. Partant d'une conception tridimensionnelle du phénomène de la rumeur nous avons combiné des outils méthodologiques issus tant du qualitatif que du quantitatif permettant d'étudier d'une part, chaque composante et, d'autre part, les relations entre ces dernières. Cette pluralité des méthodes nous permet alors d'une part, de consolider une validité interne dans nos résultats et, d'autre part, d'explorer les différentes facettes de notre objet. Enfin, la perspective diachronique de nos données offre un regard dynamique du phénomène de la rumeur, de son évolution dans le temps et les groupes.

Conclusion

En raison de limites conceptuelles incertaines pour définir la rumeur, la question méthodologique devient un enjeu central pour son étude. L'héritage théorique issu des études d'Allport et Postman (1945) a favorisé la démarche expérimentale dans l'observation du phénomène. Si les multiples données recueillies par le biais de ces méthodes ont permis de mettre à jour quelques principes inhérents à la rumeur, les dimensions contextuelles et culturelles ont trop souvent été omises dans ces études. Dès lors, les résultats rendent compte davantage d'une photographie précise de l'état de la rumeur à un temps donné de son cycle. Or, la rumeur n'est pas un phénomène figé et éphémère. Bien au contraire, elle évolue constamment s'adaptant aux différents contextes et s'enracine dans les mémoires. Par ailleurs, l'aspect artificiel en laboratoire ne permet pas suffisamment de saisir le rôle de l'interaction dans l'élaboration de la rumeur et de l'implication et des émotions dans l'adhésion et la diffusion de cette dernière.

Au vue des caractéristiques de la rumeur, de sa structure multidimensionnelle, la démarche qualitative apparaît ainsi comme étant appropriée. Elle a alors l'avantage de mettre en évidence l'évolution du contenu de la rumeur dans un « ici et maintenant » révélant des aspects de la pensée sociale. En outre, l'étude diachronique de la rumeur permet, d'observer son inscription dans les mémoires et les enjeux identitaires et mémoriels auxquels elle répond. Néanmoins, cette démarche exige d'adopter une posture réflexive tout au long du processus d'enquête. Pour cela, il est essentiel de prendre conscience des caractéristiques et spécificités de notre objet d'étude afin de saisir les réactions qu'il peut susciter chez les sujets dans des contextes précis. En parallèle, et face à une implication personnelle, l'imprégnation avec le terrain et le recours aux lectures théoriques, sont autant de moyens nécessaires pour dépasser le regard subjectif et adopter une véritable posture scientifique.

En adoptant une démarche compréhensive et holistique, nous avons opté pour l'utilisation d'une pluralité d'outils méthodologiques permettant d'investiguer plusieurs niveaux et facettes de notre objet d'étude. Notre design méthodologique, s'inscrivant dans la perspective de la triangulation, est alors assez complexe à l'instar du phénomène de la rumeur et de notre terrain sensible. De manière transversale, il est indispensable de prendre en considération le contexte tant au niveau de l'élaboration de la rumeur que de son évolution. Notre enquête de terrain a été menée sur un temps long, dans l'objectif notamment de mesurer l'impact du contexte sur le phénomène de la rumeur que ce soit au niveau des processus de construction, d'adhésion et de transmission.

Chapitre 2 : Description des outils méthodologiques

Après avoir présenté notre « politique de terrain » (Olivier de Sardan, 1995) ainsi que les enjeux et difficultés méthodologiques propres à la rumeur, nous présentons ici chaque outil utilisé pour notre étude. Il s'agit d'expliquer la manière dont nous avons construit et mis en place nos différents outils méthodologiques en lien notamment avec les contraintes imposées par notre terrain et objet d'étude. Nous exposons également, les méthodes d'analyses appliquées à nos données recueillies et la façon dont nous envisageons l'interaction de nos résultats. Le tableau ci-dessous, donne un aperçu général sur les objectifs des différentes opérations constituant notre recherche de terrain et l'ensemble des corpus récoltés.

Opérations de recherche	Objectifs	Corpus
Observations d'audiences du premier procès d'AZF (2009) et celui en appel (2011-2012)	Recueillir différents discours (témoignages + experts scientifiques)	N= 17 audiences (2009 : N= 2 & 2011/2012 : N= 15)
Observations filmées des commémorations	Mettre en avant la manière dont les groupes se situent dans l'espace pour témoigner du passé dans le présent et la place des rumeurs dans la mise en mémoire	13 observations sur 4 espaces entre 2008 et 2013
Analyse de presse	Observer la construction du discours médiatique et son évolution dans le temps	N= 963 sur la période du 21/09/01 au 6/10/01 et du 17/09 au 24/09 de 2002 à 2011
Entretiens semi-directifs avec des Toulousains ayant vécu l'explosion	Relever des rumeurs dans le récit des Toulousains et les enjeux identitaires et mémoriels dans l'adhésion à telle ou telle version	N = 15 entre 2011 et 2012
Questionnaires répartis dans 4 groupes différents (Anciens salariés d'AZF, sinistrés, Toulousains & personnes habitant la région proche)	Mesurer l'adhésion des sujets envers différentes théories sur AZF en lien avec un certain niveau d'implication.	2008-2009 = N = 83 2012 = N = 212

Tableau 1 Synthèse des opérations de recherche et corpus constitués

1. Les observations

Deux types d'observation directe ont été effectués sur le terrain : des observations filmées lors des commémorations (treize cérémonies sur quatre lieux distincts) et des observations avec prises de notes durant certaines audiences (N= 17) au procès. Ces contextes de réactualisation de l'événement sont alors de véritables « lieux de mémoire(s) » (Nora, 1987) au sens plein et symbolique du terme. Les groupes en effet, face au mémorial et à la barre du tribunal, viennent témoigner de leur vécu, leur interprétation du passé dans le présent. Ces situations sont des

occasions pour nous d'observer les fluctuations de la mémoire inter et intragroupe, dans le temps et sur l'espace. Lors de ces observations nous avons porté un regard attentif sur le rôle éventuel de la rumeur dans ces lieux d'actualisation de la mémoire.

C'est en raison des contraintes imposées par ces deux terrains que nous avons été amenées à utiliser deux outils différents de recueil des données observées. Concernant les commémorations, de par la multiplicité des cérémonies en des lieux distincts au même moment, nous avons choisi l'observation filmée à l'aide de deux caméras afin de récolter l'ensemble des cérémonies organisées et de les comparer entre elles. Dans le cadre du procès, il était formellement interdit d'utiliser des outils d'enregistrement dans la salle d'audience. Nous avons donc opté pour une observation directe dite classique où nous avons recueilli les données dans un carnet de bord sur lequel nous avons relevé les dates, les thèmes des audiences, l'ensemble des éléments d'observation en lien avec notre grille et des remarques théoriques. En raison d'une forte médiatisation de ces « événements » accompagnée d'une concentration importante de journalistes, notre place d'observateur sur le terrain a souvent été confondue par les acteurs en présence avec celle des journalistes. Nous développerons cet aspect particulier de notre terrain dans les procédures de recueil de données de chaque contexte d'observation.

Si ces observations se distinguent par leur forme, elles répondent aux mêmes règles méthodologiques et aux mêmes principes épistémologiques. L'observation en tant que technique de recueil de données systématisée s'inscrit dans une démarche qualitative visant à « observer les manifestations, à comprendre les significations dont ils (les objets) sont porteurs, et (...) à interpréter le sens que leur donnent les acteurs sociaux, dans le contexte où ils sont situés, plutôt qu'à en chercher une explication causale référant à des facteurs qui leur sont extérieurs » (Jodelet, 2003, p. 140). L'enquête par observation, qu'elle soit participante ou non, suppose un cadre théorique et des hypothèses *a priori* clairement définis afin d'orienter le regard sur les données qui nous sont pertinentes. En effet, le chercheur sur le terrain ne peut capturer toutes les données immédiates au risque de ne rien observer. L'observation s'opère nécessairement par sélection des informations non pas de manière hasardeuse mais structurée « par ce qu'il cherche, par son langage, sa problématique, sa formation, sa personnalité » (Olivier de Sardan, 1995, p. 75). Ainsi, il est clairement établi que les données issues de l'observation ne sont pas une photographie de la réalité, mais reflètent davantage « des morceaux de réel tels qu'ils ont été sélectionnés et perçus par le chercheur » (Olivier de Sardan, op.cit., p 75).

L'observation, et la démarche qualitative de manière générale, engage toujours le chercheur en tant que sujet, dans les contextes sur lesquels il intervient. Deux phénomènes primordiaux doivent être nécessairement pris en compte durant la récolte des données et au moment de les analyser. Le premier consiste à prendre conscience que la neutralité absolue du chercheur n'est qu'une illusion. Sa formation, sa problématique, son cadre théorique guident toujours son observation et l'interprétation qu'il en fait sur le moment. Dès lors, le chercheur ne peut prétendre que le réel se donne à voir tel quel mais il est toujours façonné par des préconstruits. Ce principe fondamental n'exclut pas pour autant qu'il faille se dégager de ses présupposés et de ses préjugés vis-à-vis de son terrain. Le second principe repose sur l'influence indirecte du chercheur sur les interactions qu'il observe par sa seule présence. Ni totalement à l'extérieur et à l'intérieur, l'observateur n'est jamais un témoin muet et invisible de la situation qu'il observe mais participe au phénomène qu'il étudie. Par ailleurs, les acteurs se sachant observés peuvent modifier leurs comportements ou leurs discours de sorte que cela coïncide avec les attentes présupposées du chercheur. En somme, et c'est sans doute la plus grande limite de l'observation, l'œil du chercheur « ne perçoit que ce qu'il sait regarder que le cerveau n'identifie que ce qu'il est prêt à discerner » (Fassin, 1990, p. 97). Comme évoqué plus haut, il n'est pas question de mettre de côté ces modifications mais au contraire d'en « tirer parti » (Olivier de Sardan, op.cit., p. 76) dans l'analyse des données.

1.1. Observations des commémorations

C'est dans le cadre de notre master 2 en 2008 que nous avons commencé à observer via une caméra les commémorations d'AZF et ce jusqu'en 2013. Nous avons ainsi filmé treize cérémonies réparties sur quatre lieux distincts : le rond-point du 21 septembre, route de Seysses et le site AZF sur lequel se trouvent deux espaces de mémoire(s), l'un appartenant à une association d'anciens salariés, l'autre public construit par la municipalité. Si l'histoire des commémorations de la catastrophe d'AZF est récente, elle est déjà complexe faite de nombreux bouleversements dans l'organisation. Ces commémorations ont pris et prennent encore des formes extrêmement variées selon le temps et les groupes. Entre marche silencieuse, célébration à huit-clos, concert symphonique, manifestation, discours politique, discours des politiques, déposes de gerbes, inauguration, déplacement de stèle etc., en onze ans, nous comptons de nombreuses évolutions tant au niveau des lieux de commémorations investis par les groupes, de la présence ou l'absence de tel et tel groupe et la relation entre ces derniers, des aménagements des espaces avec inaugurations de stèles et mémoriaux et de l'investissement des politiques et élus locaux dans ces cérémonies.

Le schéma ci-dessous apporte un aperçu de la configuration spatiale des différents lieux de commémorations. Au travers de ce dessin nous constatons clairement la dispersion des mémoriaux dans l'espace.

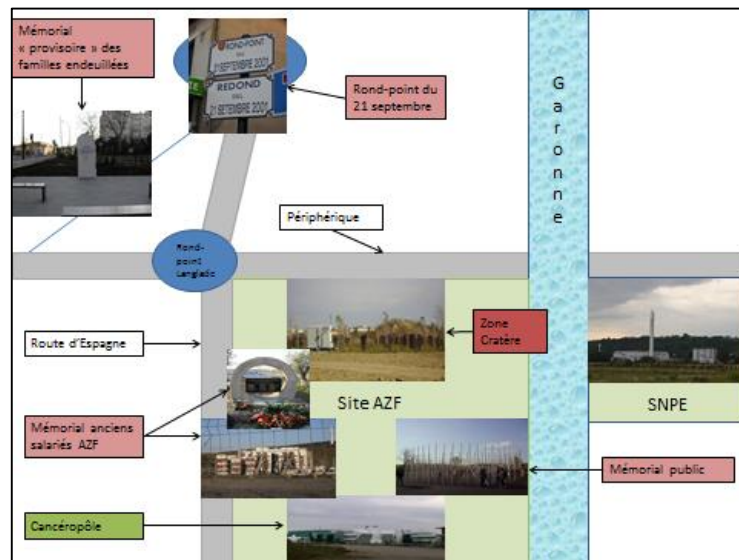


Figure 2 Toulouse : des espaces commémoratifs

Le rond-point du 21 septembre, anciennement nommé La Pointe, et le site de l'usine AZF sont les seuls lieux qui ont toujours constitué des lieux de recueillement les 21 septembre. D'un côté les associations des sinistrés et de PJC investissent chaque année le rond-point, et à quelques kilomètres plus loin, sur une partie de l'ancien site les anciens salariés se recueillent face à leur stèle. De 2003 à 2008, le rond-point du 21 septembre fut le lieu officiel des commémorations en présence des élus locaux. L'officialisation d'un lieu commémoratif va évoluer à partir de 2009 dans une certaine instabilité sous-tendue par des conflits inter-associatifs.

Lieux	Année	Nombre de cérémonies observées
Rond-point du 21 septembre	2008 ; 2010 ; 2011 ; 2012 ; 2013	5
Mémorial des anciens salariés sur le site AZF	2010 ; 2011 ; 2012 ; 2013	4
Mémorial public Route de Seysse	2008	1
Mémorial public site AZF	2011 ; 2012 ; 2013	3

Tableau 2 Nombre de cérémonies observées par lieu et par année

1.1.1. Procédure d'observation et méthode d'analyse

Au niveau de la procédure, à chaque 21 septembre nous avons eu recours à un second observateur placé au rond-point du 21 septembre muni d'une caméra. La grille d'observation que nous avons élaborée était fournie à l'observateur novice afin qu'il puisse capter les données

pertinentes pour notre problématique. Quant à nous, nous étions toujours placées sur le site AZF afin d'assister aux deux cérémonies organisées successivement sur cet espace. Rares sont les études ethnographiques mobilisant l'observation dite filmante (Lallier, 2011). Pourtant, cette modalité particulière de l'observation contient des atouts non négligeables permettant notamment d'observer de manière différée et répétée indéfiniment ladite situation. Une sociologue ayant utilisé cette technique pour analyser les processus d'appropriation d'un amphithéâtre par les étudiants indique que celle-ci « donne les moyens de repérer des pratiques et des interactions d'un ensemble d'individus en coprésence et d'étudier finement les transformations de ces pratiques et de ces interactions sur une longue période, ou leur différenciation sur diverses scènes de l'espace social » (Rissoan, 2004, p. 29). Si d'un point de vue pratique, l'observation filmée s'est en quelque sorte imposée, d'un point de vue méthodologique elle s'est révélée extrêmement profitable pour d'une part, comparer les différentes cérémonies, et d'autre part, constater avec précision l'évolution du déroulé de ces dernières. Il serait illusoire de penser que la caméra remédie aux limites de l'observation et, en particulier, de considérer que le film puisse capter la totalité de la réalité du contexte. La caméra en effet enregistre un champ d'observation délimitée par le chercheur et, en conséquence, laisse de côté un hors champ (Rissoan, op.cit.). Par exemple, lorsque nous filmions la commémoration des anciens salariés d'AZF, derrière nous se préparait la cérémonie dite officielle où les personnes commençaient à se regrouper autour du mémorial public. Dans cette situation, il est bien évident que nous ne pouvions enregistrer ce qui se passait sur ces deux champs au même moment. Nous avons donc choisi de nous focaliser à chaque fois sur le déroulé des cérémonies en alternant un zoom sur l'orateur et champ élargi sur le public pour observer ses réactions, ses postures. Nous avons donc conscience qu'un certain nombre d'éléments environnants n'ont pu être captés par la caméra. Ainsi, le résultat du film reste un regard particulier sur le social éclairant certaines dimensions de la situation et négligeant d'autres aspects. Dès lors, l'observation filmée suppose, au même titre que l'observation participante, l'élaboration d'une grille d'observation guidant le regard de la caméra en définissant en amont les indicateurs pertinents pour notre problématique. Cet outil nous a été indispensable pour mettre en place une observation filmée systématique et ainsi permettant de comparer des données standardisées. Pour construire notre guide nous avons dans un premier temps distingué trois temps dans le déroulement des commémorations : la mise en place, la cérémonie à proprement parler et la clôture de la cérémonie. Ces trois temps sont constitutifs du processus commémoratif dont les cérémonies sont pour la plupart construites sur un modèle unique (Clavandier, 2001). La prise en compte de ces trois séquences, formelles et informelles, sont nécessaires pour appréhender

la mise en scène de la mémoire et les enjeux et le sens de telles cérémonies. L'observation de la mise en place de la cérémonie avec l'arrivée du public et la clôture avec le départ nous permet alors de rendre compte des enjeux inter et intragroupes. En effet, au moment du temps « officiel » de la cérémonie, l'assistance forme un ensemble « homogène », uni, dont les postures sont codifiées donnant une image d'une mémoire consensuelle. En revanche, sur les temps plus informels nous pouvons repérer des divisions groupales nous informant éventuellement sur l'existence d'une pluralité mémorielle. Dans cette perspective, les coulisses nous intéressent tout autant que la scène où se joue la pièce de théâtre.

Pour apporter une analyse fine du processus commémoratifs, à l'intérieur de ces trois séquences nous avons relevé un ensemble d'indicateurs renvoyant d'une part aux relations intra et intergroupes et, d'autre part, aux prises de positions et aux aspects de la mémoire collective. De manière transversale, ces observations sont toutes situées sur des lieux précis nous permettant d'appréhender l'ancrage spatial de la mémoire collective et du phénomène de la rumeur. La grille d'observation ci-dessous indique pour chaque séquence, les indices que nous pris en compte répondant à des objectifs de recherche, et pour lesquels nous avons délimité un champ d'observation particulier avec la caméra.

Séquences	Objectifs	Cadrage
Avant		
Arrivée des personnes	Appropriation et investissement du lieu	Plan large, panoramique et lent balayage donnant un aperçu de la configuration de l'espace et la manière dont les sujets se placent dans celui-ci
Nombre de personnes	Relation intragroupe	
Trajet		
Placement sur le lieu		
Interactions		
Mise en place/décor		
Pendant		
Attitude de l'orateur	Théâtralisation de la mémoire collective et prise de position	Zoom sur l'orateur et durant la dépose des gerbes, balayage lent sur le public.
Réaction du public		
Postures du public		
Minute de silence		
Dépose de gerbes		
Après		
Déplacements des groupes sur les différents lieux	Relation intergroupes	Plan large, panoramique et lent balayage. Déplacement distancié avec les groupes.

Tableau 3 Grille d'observation filmée des commémorations

Pour analyser ces données issues des observations lors des commémorations, il nous semble pertinent de les ordonner sur deux niveaux et deux axes. Plus précisément, pour mettre en avant l'évolution et les fluctuations de la mémoire intra et intergroupe, dans le temps et sur l'espace, nous proposons de procéder à une comparaison intra et intergroupe sur un axe temporel tant au niveau de la forme que du contenu des cérémonies. Nous entendons par forme tout ce qui se rattache à la mise en scène des commémorations : les lieux choisis pour les commémorations

et la manière dont ils sont aménagés (par exemple présence ou absence de mémorial), la façon dont les groupes investissent tel ou tel lieu et comment ils se déplacent dans et entre ces lieux. Au niveau du contenu, nous considérons l'ensemble des discours prononcés par les différents groupes en présence lors des cérémonies²⁰ sur lesquels nous avons mené une analyse de contenu et une analyse discursive. Pour cela, nous avons procédé en plusieurs étapes. Dans un premier temps nous avons mené des analyses verticales et horizontales, des discours différenciés selon les groupes. Cette première étape permet d'apporter un regard sur le contenu et l'évolution dans le temps des discours prononcés à l'intérieur d'un groupe. Dans un second temps, nous avons procédé à une analyse comparative des discours en fonction des différents groupes en présence. Cette deuxième opération permet de mettre en avant les éléments qui sont mis en lumière dans un groupe et à l'inverse ceux dans l'ombre et vice versa.

En terme de méthode d'analyse, nous avons tout d'abord procédé à une analyse catégorielle du contenu à partir de la structure du texte afin notamment d'observer l'enchaînement des différentes thématiques. Cela nous permet ainsi d'observer la manière dont les locuteurs mettent en lien les différents aspects mémoriels de l'objet. Du point de vue sémantique, pour chaque catégorie opérationnalisée, nous avons relevé les différentes formes de discours (narratif, explicatif et argumentatif) et repéré des formes de savoirs et d'interprétation s'apparentant au phénomène de la rumeur. Pour cela, nous avons noté les éléments réduits ou absents des discours, ceux au contraire accentués à partir du contexte et du cadre dialogique afin d'identifier des processus de construction à l'œuvre dans la rumeur et la mémoire.

En parallèle, nous avons mené une analyse discursive où nous avons pris en compte le cadre dialogique dans lequel les discours s'inscrivaient : « qui participe à l'échange, qui est à l'origine du dire, qui l'énonce, à qui il s'adresse... » (Salazar Orvig, 2003, p. 277). En effet, le discours commémoratif ne peut prendre sens en dehors de son contexte d'énonciation. Afin de saisir pleinement les significations de ce dernier, nous devons le replacer dans les particularités des cérémonies commémoratives. Il s'agit alors d'analyser ce discours comme un texte élaboré en amont à partir d'une position sociale et d'un point de vue singuliers, pour un événement particulier, s'adressant à un public précis dans un temps et un espace délimités et ayant pour fonction de rassembler le groupe autour d'un passé commun et de valoriser la mémoire et *a fortiori* l'identité collective. Les mots utilisés, les symboles mobilisés renvoient à la lecture de la catastrophe construite et diffusée par et dans le groupe et au-delà sont porteurs d'une idéologie partagée (Salazar Orving, op.cit.). Cette méthode nous permet alors à partir de notre

²⁰ Tous les discours commémoratifs retranscrits se trouvent en annexes de la page 5 à la page 38

corpus de mettre en évidence l'évolution du discours en fonction des cérémonies successives et de voir apparaître des symboles persistants de la mémoire du groupe exprimés *hic & nunc*.

1.1.2. Place du chercheur dans les commémorations

Comme nous avons pu l'évoquer, les commémorations d'AZF sont loin d'être des temps de recueils intimes. Bien au contraire, et particulièrement pour les dix ans de la catastrophe, de nombreux journalistes sont sur place munis de caméras, micros et appareils photos pour capter quelques moments qui seront diffusés à la télévision et retranscrits dans la presse et à la radio. Dans ces conditions, notre présence était invisible n'ayant jamais fait l'objet d'interrogations de la part du public. Afin d'éviter toute confusion, nous avons fait le choix de nous placer, dans la mesure du possible, à l'écart des journalistes, des associations et des politiques permettant de maintenir un regard extérieur et garantir une posture de chercheur.

Malgré l'aspect public, observer des commémorations c'est en quelque sorte s'introduire dans le partage des souvenirs et des émotions communs entre les membres du groupe. Un rappel qui est par ailleurs douloureux pour les sujets puisqu'il concerne la mémoire des proches disparus. L'appel des noms de victimes, les minutes de silence, les dépôts de gerbes sont autant de moments où le chagrin du public se traduit le plus souvent par des larmes. Ces situations nous ont interrogées sur les limites entre l'observation et le voyeurisme : jusqu'à quel niveau de l'intimité le chercheur peut-il s'immiscer ? À quel moment est-il nécessaire d'arrêter la caméra pour respecter le recueillement du public ? Dans ces instants, nous avons fait le choix de continuer l'enregistrement en prenant davantage de distance, physiquement parlant, pour capter un plan large du public. Ce procédé est justifié par le nécessaire recueil de données sur la mise en scène des commémorations et sur les processus sociaux et psychologiques en jeu dans ces cérémonies.

Par ailleurs, notre présence répétée aux commémorations nous a amené à nous questionner sur la dimension participative à ces cérémonies. En d'autres termes, assister à des commémorations est-ce aussi commémorer avec le public ? Cette question devenait d'autant plus saillante lorsqu'il s'agissait de respecter une minute de silence. Pour les dix ans de la catastrophe, le déclenchement des sirènes de toute la ville à 10h17, pour la première fois dans l'histoire des commémorations, a été un moment sensible car partagé entre l'envie d'arrêter la caméra pour vivre cette minute intense et continuer l'enregistrement pour les données de la recherche. Se mêlent alors une position distanciée du chercheur et une position plus subjective et impliquée dans le souvenir de l'explosion. A cet instant, la caméra est devenue un outil permettant de mettre à distance les affects subjectifs créant une sorte de filtre entre la situation et nos émotions.

En cela, et de manière générale, la caméra s'est révélée être un outil intéressant nous permettant de nous focaliser à chaque instant sur l'observation scientifique et ainsi conserver à l'esprit notre place de chercheur. Dès lors, nous n'avons jamais réellement participé au sens plein du terme aux commémorations dans la mesure où nous n'avons pas partagé les souvenirs et les émotions avec le public. Cet aspect est aussi une limite de l'observation armée, car l'outil créé une distance importante et le risque pour le chercheur est de récolter uniquement des données factuelles perdant ainsi de son épaisseur psychologique et sociale.

1.2. Observations des procès

En plus des observations lors des commémorations, nous avons assisté à quelques audiences lors des deux procès AZF qui se sont tenus en 2009 et 2012. Pour l'occasion, et afin d'accueillir les nombreuses parties civiles, la salle municipale Jean Mermoz de Toulouse, s'est transformée en tribunal. Les moyens matériels investis dans cette salle reflètent l'aspect « extra-ordinaire » de ce procès : quatre écrans géants sont disposés à chaque coin de la salle sur lesquels on peut suivre en gros plan les interventions de chacun ; les discours sont retransmis par une dizaine de hauts parleurs ; une estrade géante surplombe la salle sur laquelle sont juchés quatre juges et deux procureurs de la république ; de nombreux policiers et vigiles sont déployés dans et autour de la salle, comme autant de signes de la sensibilité de ce procès. A l'entrée de la salle, et lors d'audiences « exceptionnelles », comme la citation directe de l'ancien directeur de Total, les différentes associations déploient leurs banderoles et distribuent des tracts comme pour avertir le public.

Ces deux procès ont fait l'objet d'une forte médiatisation en raison du caractère hors norme de cet événement judiciaire, d'ailleurs filmé pour les archives nationales. Pour ceux qui souhaitaient y assister, les deux procès étaient ouverts au public et plusieurs rangées de sièges au fond de la salle lui étaient réservées. Les quatre mois de procès étaient organisés sur la base d'un calendrier préétabli définissant à l'avance l'ordre des audiences. Les audiences se déroulaient du lundi au mercredi, à partir de 14 heures et pouvaient se poursuivre tard dans la soirée. Compte tenu de l'objectif de notre recherche, il ne nous a pas semblé pertinent d'assister à la totalité de ce procès, l'objectif principal de nos observations étant d'appréhender la manière dont les groupes en présence investissaient la salle du tribunal et non de saisir les enjeux techniques et judiciaires de l'explosion. En conséquence, notre présence au tribunal a été irrégulière et, de manière générale, a suivi notre calendrier de passation des entretiens et des questionnaires à Toulouse. Seules les deux dernières semaines du procès en appel, consacrées aux différentes plaidoiries, ont fait l'objet d'une présence constante en raison de notre intérêt

porté au contenu de ces audiences. En effet, les plaidoiries des avocats renvoient aux prises de positions des personnes et groupes qu'ils représentent. Ainsi, nous avons assisté à dix-sept audiences, dont deux lors du premier procès et quinze durant le procès en appel. Le tableau ci-dessous présente les dates de nos observations ainsi que les ordres du jour inscrits au rôle du tribunal.

Date des observations	Ordre du jour
2 avril 2009	Témoignages et perception de l'explosion
9 Avril 2009	Interprétation scientifiques des témoignages
8 novembre 2011	Statut juridique des experts, des sachants-experts ²¹ de Total et des témoins. Place et statut des présentations PowerPoint
9 novembre 2011	Témoignages des responsables des secours arrivés en premiers sur les lieux de l'explosion
10 novembre 2011	Auditions des experts scientifiques judiciaires sur les premières constatations : géométrie du cratère
16 novembre 2011	Histoire de l'usine AZF Grande-Paroisse : audition de l'ancien directeur de l'usine
23 novembre 2011	Témoignages et perception de l'explosion
24 novembre 2011	Analyse acoustique
29 novembre 2011	Analyse acoustique et géométrie du cratère
30 novembre 2011	Analyse sismologique
21 février 2012	Dernier jour d'audience : audition de l'ancien PDG de Total
5 Mars 2012	Plaidoiries des avocats des parties civiles
6 mars 2012	Plaidoiries des avocats des parties civiles
7 mars 2012	Plaidoiries des avocats des parties civiles
13 mars 2012	Plaidoiries des avocats de la défense
14 mars 2012	Plaidoiries des avocats de la défense
24 septembre 2012	Verdict du procès

Tableau 4 Calendrier des observations aux procès et ordre des audiences

1.2.1. Procédure d'observation

Dans la salle du tribunal, les personnes présentes au fil des audiences tiennent toujours les mêmes places. Nous nous sommes alors spontanément conformées aux pratiques des groupes venus assister au procès, en nous asseyant toujours à la même place, à côté des mêmes personnes. Notre place était située dans les rangées réservées au public, au fond de la salle, derrière les anciens salariés. Pour recueillir les données, nous avons pris des notes de manière systématique, à partir d'un guide d'observation préalablement élaboré. Pour construire notre guide, nous avons tout d'abord distingué des éléments de forme et de contenu dans notre observation renvoyant là encore aux relations intra et intergroupe et leur inscription dans

²¹ Les « sachants-experts » sont les experts recrutés par la Commission d'Enquête Interne (CEI) de Total. La Cour, pour les distinguer des experts mandatés par le Tribunal leur attribue ce statut de « sachants-experts ».

l'espace. Pour chaque indicateur, nous avons divisé notre grille selon les différents groupes en présence délimités à partir de leur visibilité sur les multiples lieux de commémoration. Ainsi, nous retrouvons le groupe des sinistrés commémorant au rond-point, celui des anciens salariés commémorant sur le site AZF, les familles endeuillées et le comité des victimes commémorant également sur le site et enfin ceux qui sont absents de ces cérémonies. La structure de ce guide nous permet alors de superposer les données recueillies lors du procès avec celles des observations des commémorations, pour éventuellement penser un lien entre les postures adoptées par les groupes dans ces deux contextes.

	Groupes commémorant au rond-point	Groupe des anciens salariés commémorant sur le site	Groupes des familles endeuillées et des victimes commémorant sur le site	Groupes non visibles lors des commémorations
<i>Forme</i> Nombre de personnes Emplacement dans la salle Déplacement dans la salle Communication intragroupe Communication intergroupe Manifestation et prise de position				
<i>Contenu</i> Référence au phénomène de la rumeur Eléments de descriptions de l'usine AZF Référence au devoir de mémoire Référence aux catégories de victimes				

Tableau 5 Guide d'observation procès AZF

Au regard de notre problématique nous nous sommes principalement focalisées sur les éléments de forme dans cette salle du tribunal. Nous avons donc été attentives à la façon dont les groupes prenaient place dans la salle ainsi que la manière dont ils communiquaient, ou non, entre eux. Nous avons également noté les formes de manifestations exprimant le mécontentement, la colère, la satisfaction ou encore l'ennui des uns et des autres durant les divers témoignages. Pour ce qui concerne les propos tenus à la barre, leur caractère technique et scientifique faisait appel à des connaissances précises, physiques ou chimiques, qui ont échappé à notre compréhension. D'autres exposés, intéressants à titre personnel, n'étaient pas pertinents pour notre travail de recherche. C'est pour ces raisons que nous avons pris peu de notes sur le contenu même des audiences. En revanche, nous avons relevé les registres discursifs des différents témoignages mais aussi des interventions des avocats et des juges.

1.2.2. Place du chercheur au tribunal

Comme nous l'avons déjà souligné, c'est dans le cadre du Master que nous avons mené des observations lors du premier procès. A la différence des observations lors du procès en appel, nous avons, à l'époque, profité de l'opportunité de l'événement pour diffuser nos questionnaires au groupe des sinistrés. Or, la majorité d'entre eux ont refusé d'y répondre, certains ne souhaitant pas se prononcer avant la fin du procès. Ainsi, nous avons parfois rencontré des réactions hostiles à l'encontre de notre démarche. Quelques jours plus tard, la majorité des personnes assises du côté des sinistrés avaient pris connaissance du questionnaire par bouche à oreille et ont refusé d'y répondre. Dans la salle du tribunal notre questionnaire a, semble-t-il, été confondu avec un interrogatoire « policier » et intrusif lié à l'enquête judiciaire. Ainsi, nous sommes nous-mêmes devenues un sujet de rumeur matérialisé par le questionnaire. Cette réaction et la place qui nous a été assignée met en évidence, nous semble-t-il, la position de ce groupe face à la rumeur de l'attentat, implicite dans le questionnaire administré. En nous désignant comme des alter-stricts, potentiellement menaçants dans le cadre du procès, ce groupe est venu exprimer son aversion à la rumeur. Cette expérience nous a permis d'adapter notre posture lors du procès en appel où nous n'avons pas sollicité les différents groupes. Ainsi, nous avons fait le choix de rendre notre présence transparente vis-à-vis du public venu assister aux audiences. Cette posture a été rendue possible en raison, là encore, de la couverture médiatique de l'événement et du nombre important de personnes présentes. En outre, l'ambiance dans la salle et autour du tribunal n'invitait guère à la rencontre du public, lui-même étant rassemblé en petits groupes bien délimités ne se mélangeant ni ne s'adressant la parole. En n'appartenant à aucun groupe nous sommes restées isolées dans ce procès. Ainsi, la place qui a été la nôtre tout au long de nos observations lors du procès a été celle d'une personne extérieure à la catastrophe mais aussi extérieure à Toulouse. Notre présence n'a sans doute pas modifié le comportement des personnes présentes, toutes étant plus ou moins absorbées par le déroulé des audiences. Nous-mêmes, avons été tentées de prendre la place du public venu assister au procès lequel, parfois, prenait des allures de spectacle lors des interventions théâtralisées de certains avocats. Ainsi, et au-delà des données que nous avons pu récolter sur le terrain, ces observations ont été une expérience inouïe nous ayant apporté des connaissances sur le fonctionnement du système judiciaire et sur la manière dont la justice s'organise face à une telle catastrophe.

2. Les entretiens

Parallèlement à nos observations directes au procès en appel, nous avons mené des entretiens semi-directifs avec des habitants de Toulouse ayant vécu l'explosion. Ce second recueil de données a été pensé et construit dans une double perspective : d'une part, accéder aux significations de l'expérience vécue de l'explosion et, d'autre part, réactualiser le questionnaire diffusé dans le cadre du Master. Ces entretiens s'inscrivent donc dans une démarche exploratoire destinée à récolter des récits de rumeurs au travers de discours narratifs où les sujets reconstruisent leurs expériences dans un contexte marqué par les dix ans de la catastrophe et l'ouverture du procès en appel. Au-delà du cadre théorique, nos observations sur le terrain et nos recherches documentaires ont permis d'établir un cadre d'interprétation large durant la conduite de nos entretiens.

2.1. Récits d'expérience d'une catastrophe

L'entretien s'inscrit parmi les outils les plus courants de la démarche qualitative, se présentant comme une méthode privilégiée permettant « d'accéder à l'univers de pensée et aux représentations propres des interviewé(e)s » (Jodelet, 2003, p. 156). Pour Bourdieu (1993), la finalité de l'entretien de recherche est de « comprendre » la réalité sociale supposant la description et l'explication des manières de penser, d'agir et de sentir des sujets (Poupart, 2012). Pour cela, l'entrevue doit respecter un certain nombre de conditions dans le but de favoriser l'expression la plus libre. Elle repose notamment sur le principe de la non-directivité du chercheur dans sa posture, ses questions, ses relances afin de garantir une interaction dynamique, proche de la conversation, où le sujet ne se sent pas en situation d'interrogatoire. Bourdieu (1993) parle d'une « relation d'écoute active et méthodique » (p. 906) pour désigner la posture « idéale » du chercheur dans la conduite d'un entretien. Selon ce sociologue, l'enquêteur doit trouver un équilibre entre « la disponibilité totale à l'égard de la personne interrogée » (p. 906) tout en appliquant le cadre méthodologique commun à tous les sujets. Le sociologue Poupart dans un entretien en 2012 définit la pratique de l'entretien comme un art qui requiert des savoirs et un savoir-faire qui se cultive autant par la formation que par l'expérience personnelle. Ainsi, bien que l'entretien soit une méthode ouverte et flexible, il répond à des règles rigoureuses et systématiques s'assurant de la scientificité de la démarche. L'enquête par entretiens amène nécessairement le chercheur à s'interroger sur le type de matériau recueilli et plus exactement sur les significations de la réalité auquel il renvoie.

L'entretien de recherche pose d'emblée un cadre conversationnel particulier entre deux protagonistes : l'intervieweur et l'interviewé autour d'un objet spécifique. Il serait illusoire et

même inutile de considérer que l'échange au cours d'un entretien soit « naturel ». Au contraire, il s'agit d'un discours provoqué par le chercheur et d'une certaine façon orienté par ses questions de recherche. La relation à l'autre dans l'enquête et le rapport à l'objet sont des variables primordiales tant elles exercent des effets sur le discours recueilli (Bourdieu, op.cit ; Haas & Masson, 2006). Plusieurs chercheurs, adeptes de l'approche qualitative et s'inscrivant dans un courant constructiviste, s'accordent à dire que le discours recueilli dans le cadre d'entretiens est d'abord une co-construction de la réalité, une co-production de sens entre l'interviewé et l'interviewer, dans un ici et maintenant (Beaud, 1996 ; Demazière & Glady, 2008 ; Haas et Masson, 2006 ; Olivier de Sardan, 1995 ; Poupart, 1993). Tout discours récolté doit alors être replacé dans son contexte de production et dans l'interaction entre le chercheur et le sujet. Par contexte de production nous entendons, en reprenant la définition de Poupart (1993) : « tant le contexte social, culturel et historique dans lequel s'effectue l'enquête que les conditions particulières liées au dispositif de recherche telles que les techniques de cueillettes et d'analyses des données, les relations existantes entre l'interviewer et l'interviewé et le cadre institutionnel dans lequel se déroule la recherche » (p.106). Dans la logique de la démarche réflexive que nous adoptons, il serait vain sinon utopique d'annuler les effets du contexte et des interactions sur les données. Bien au contraire, il faut s'en saisir comme des indicateurs venant révéler une facette de la réalité sociale.

La mise en récit d'une expérience passée est déjà une reconstruction de celle-ci à partir des cadres d'interprétation du présent. Dès lors, les significations attribuées aux événements de la vie et la manière de les configurer entre eux sont dynamiques dans le temps et l'espace modelés dans une interaction particulière. Mettre en récit son vécu, c'est avant tout activer un processus de remémoration, révélant ainsi des éléments de la mémoire : « Chaque entretien fait émerger une circulation discursive et mémorielle et produit une trame temporelle, structurée par des événements subjectivement significatifs. La catégorisation du temps par l'enquêté est donc une dimension de la mise en mots de son histoire personnelle et de sa mise en intrigue » (Démazière, 2003, p. 76). La temporalité devient un axe central pour saisir la mise en sens de l'expérience exprimée au travers des discours. Selon la logique de la mémoire, une expérience présente est interprétée à la lumière du passé et qui au fil du temps subira des transformations en fonction de nouvelles expériences et connaissances. Ainsi, le chercheur récolte dans le cadre des entretiens, non une réalité factuelle et objective, mais un montage de l'histoire du sujet fait de sélections et d'exclusions des éléments, dans un ici et maintenant (Lindon, 2005). La mise en récit se structure dans un schéma narratif reproduisant une chronologie des événements selon

des relations intelligibles pour le sujet (Bourdieu, 1986). La trame proposée par le sujet a pour objectif de rendre cohérente et consistante l'histoire racontée et *in fine* compréhensible par l'auditoire : « le schéma narratif qui impose un ordre séquentiel et réduit le niveau de chaos de l'expérience ; il omet des événements, impose un ordre consécutif à ceux qui sont choisis, même si plusieurs d'entre eux ont eu lieu de façon simultanée. Cet ordre séquentiel fait partie de cette recherche de rendre compréhensible le récit » (Lindon, op.cit, p. 61). Si pour quelques scientifiques, c'est cette dimension qui discrédite les données qualitatives car non révélatrices d'une « vérité », pour nous le récit trouve sa force heuristique car il renvoie justement à des mécanismes de reconstruction étayés par des enjeux sociaux et identitaires. Dans cette perspective, lorsque nous récoltons des rumeurs dans le cadre d'entretien, nous avons accès au souvenir de celles-ci reconstruites dans le contexte présent.

L'expérience d'une catastrophe marque de manière indélébile la mémoire de ceux qui l'ont vécue. L'une des particularités d'une telle expérience est que celle-ci prend la forme d'un « souvenir flash » c'est-à-dire un type de souvenir détaillé, imagé, conservant le contexte de la situation (qui, quand, où, comment) et un souvenir résistant au temps. Les principaux facteurs qui expliquent la vivacité du souvenir flash est l'aspect surprenant de la situation, son importance pour l'individu et la charge émotionnelle intense qu'elle produit. Nous pouvons en reprenant les propos de Rimé (2005) parler alors « d'expérience vécue émotionnelle majeure » caractérisée par une rupture brutale de continuité dans l'interaction individu-milieu. Un des autres aspects qui caractérise le vécu d'une catastrophe est sa dimension intrinsèquement collective : à un moment précis un ensemble d'individus est confronté à une même situation. Par ailleurs, l'événement extraordinaire fait l'objet d'une construction sociale au travers d'une sur-couverture médiatique dans les premiers jours, devenant au fil du temps un marronnier journalistique. La mise en récit du vécu de la catastrophe est alors marquée par la dimension collective et sociale de l'événement. Ainsi, le chercheur en récoltant les récits de catastrophe « se heurte à la médiatisation et à la saturation des mises en récit de l'événement » (Langumier, 2006, p. 21). Les discours recueillis sont construits *a posteriori* façonnés par la fréquence du partage social de l'expérience avec son entourage et par la diffusion des témoignages dans les médias (Girard & Langumier, 2006). Le sociologue Latté (2006) a entrepris une étude ethnographique sur la mobilisation collective des victimes d'AZF entre 2001 et 2004, et souligne que le traumatisme et l'injonction à la parole ont été au centre des préoccupations sanitaires par les politiques dès les premières heures. L'explosion de l'usine AZF a été construite comme l'événement traumatique par excellence, touchant l'ensemble de la

population. Les « traumatisés d'AZF » deviennent la première catégorie de victimes. Les médias, et particulièrement la presse locale, ont contribué à construire des témoignages « types » en diffusant amplement des récits biographiques de « victimes ordinaires aux prises avec l'événement extraordinaire » (2006, p. 420). En décrivant les conditions de son terrain, le sociologue indique : « nous intervenons de ce fait sur le marché saturé des récits de catastrophe, que d'autres acteurs – journalistes et psychologues notamment – avaient façonné et réglémenté avant que nous y pénétrions » (op.cit., p. 418). Cette particularité de l'explosion de l'usine AZF a eu deux effets principaux sur les postures de nos interviewés et sur les discours que nous avons pu récolter. Premièrement, à force de répétition des récits et des cadres narratifs fournis par les médias nous avons été confrontées à une structure archétypale des récits d'expérience. Nous retrouvons en effet, les mêmes manières de raconter l'événement avec les mêmes détails pour le décrire. Ce résultat est concordant avec de nombreux travaux sur les catastrophes mettant en évidence que les récits de catastrophe « sont construits selon des schémas et des modes souvent similaires » (Favier & Granet-Abisser, 2005, p. 12). Deuxièmement, sollicités comme témoins de la catastrophe, dès le premier contact beaucoup ont précisé ne pas être des traumatisés d'AZF comme si parler de cette expérience était synonyme de traumatisme. Sans aucun doute, cette position a été renforcée par notre appartenance à la psychologie sociale. Ainsi, se sont mêlés au cours de notre enquête de terrain, l'entretien de recherche et l'entretien clinique, au cours desquels il nous est arrivé de préciser que nous n'attendions pas nécessairement la dimension pathologique de l'expérience lorsque les sujets se fermaient au récit craignant d'être assimilés à des « traumatisés ».

2.2. Population, construction de l'outil et contextes de passation

2.2.1. Echantillon des interviewés

Nous avons réalisé quinze entretiens semi-directifs avec des Toulousains « tout-venants » et ayant vécu la catastrophe d'AZF. Le seul critère que nous avons retenu pour la passation des entretiens est que les personnes devaient être présente à Toulouse et/ou son agglomération le 21 septembre 2001 à 10h17. Notre échantillon se compose de quinze personnes, contactées par effet « boule de neige », dont la moyenne d'âge est de 44,6 ans. La majorité sont nées à Toulouse et y vivent depuis plus de vingt ans. De manière pourtant aléatoire, il y a une répartition homogène au niveau de la distance géographique à laquelle ils se trouvaient au moment de l'explosion. Une distance comprise entre cinquante mètres et quatre kilomètres. Dans notre échantillon, deux personnes ont manifesté un syndrome post-traumatique et deux autres ont subi une perte partielle auditive. En revanche, notre échantillon ne comprend pas de personne

sinistrée. Enfin, sur l'ensemble des sujets, deux ont un lien familial avec l'usine AZF. Les entretiens ont duré entre 40 minutes et 2h15, et se sont déroulés pour la quasi-totalité chez l'interviewé. Seule une personne a été interrogée sur son lieu de travail.

Tableau 6 Caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon interviewé

Variables	Données
<i>Age (M)</i>	44,6 ans
<i>Sexe</i>	
Homme	6
Femme	9
<i>Situation professionnelle</i>	
Salarié	11
Etudiant	1
Retraité	3
Chômage	0
<i>Niveau de diplôme</i>	
Aucun	1
Inférieur au bac	4
Supérieur au bac	10
<i>Catégorie Socio-Professionnelle</i>	
Supérieure	1
Intermédiaire	14
Inférieure	0
<i>Lieu de naissance</i>	
Toulouse et son département	10
Autre France	5
<i>Durée d'habitation à Toulouse</i>	
Depuis plus de 20 ans	13
Moins de 20 ans	2
<i>Distance de l'épicentre</i>	
Moins de 500 mètres	2
Entre 500 mètres et 1km	4
Entre 1 km et 3 km	5
Plus de 3 km	4
Conséquences physiques (perte audition)	2
Conséquences psychiques (SSPT)	2
<i>Proches ayant travaillé à AZF</i>	
Oui	2
Non	13

2.2.2. Construction du guide d'entretien

L'une des particularités de l'étude de la rumeur, est que l'on ne peut interroger les sujets directement sur celle-ci. Nous l'avons déjà évoqué, lorsque l'on adhère à une rumeur, cette dernière n'en est pas une puisque, au contraire, elle fait office de vérité. De plus, la connotation péjorative accolée à ce phénomène ne nous invite guère à l'évoquer, que ce soit dans la présentation de notre objet d'étude ou dans la conduite de l'entretien, afin d'éviter de vexer les sujets qui pourraient se sentir jugés comme étant « naïfs ». En conséquence, il nous faut adapter la construction des outils et la passation des entretiens, pour amener les sujets à exprimer en toute confiance des formes d'explication pouvant s'apparenter à une rumeur, sans que celle-ci

ne soit désignée en tant que telle. Pour notre part, si nous avons évoqué le mot rumeur dans les entretiens c'est qu'il a d'abord été cité par les sujets. Il est bien évident que lorsque les interviewés faisaient référence à des rumeurs c'étaient pour indiquer ce qui était de l'ordre de la fausse information. Ainsi, pour observer des enjeux identitaires et mémoriels dans le type d'explication apporté à la catastrophe d'AZF et *a fortiori* avec la rumeur, notre guide d'entretien était constitué en quatre grandes thématiques²², avec dans l'ordre :

- **La mémoire autobiographique centrée sur le récit d'expérience** : L'objectif ici est d'observer si, dans le récit de l'expérience de la catastrophe, il y a référence à une quelconque rumeur et notamment à celle de l'attentat, qu'il y ait ou non adhésion. On s'est attaché ici à l'utilisation des différents pronoms « je », « on » et « nous » selon les thématiques abordées et particulièrement pour les « on-dit ». Cela permet de constater si les personnes s'incluent dans le phénomène. Par ailleurs, pour ce qui concerne les différents lieux cités par les sujets, nous avons été attentives aux discours pouvant révéler l'existence d'espaces emblématiques sur lesquels se concentreraient les représentations de la catastrophe.
- **La mémoire locale centrée sur les questions des commémorations et mémoriaux** : Cette thématique nous donne à voir la place que donnent les Toulousains « tout venant » à la catastrophe dans l'histoire de Toulouse. Les différentes questions sur les commémorations et les mémoriaux permettent d'observer s'il y a une volonté d'un « devoir de mémoire » et d'une inscription du souvenir sur l'espace. Ici nous nous interrogeons sur l'impact que peuvent avoir les divisions des espaces commémoratifs et la multiplication des lieux de mémoires sur les représentations spatiales.
- **La mémoire historique centrée sur le procès AZF** : L'objectif ici est d'appréhender l'importance de la question de la vérité pour les sujets dans le processus de construction de la mémoire de l'événement et la place éventuelle et le rôle de la rumeur dans ce processus. En effet, le sujet sur la recherche de la Vérité est une question qui, potentiellement, peut amener la personne à évoquer sa position quant à la cause de l'explosion, cette position pouvant inclure des explications s'apparentant à la rumeur.
- **Le devoir de mémoire centré sur la nécessité ou non de transmission dans et hors Toulouse** : L'objectif ici est d'observer un lien éventuel entre le type d'explication apportée à la catastrophe d'AZF et l'importance accordée à cet événement au niveau national. L'hypothèse étant que plus les sujets considéreraient qu'AZF fait partie de

²² Voir annexes page 61 pour la trame de l'entretien

l'histoire de France plus ils tendraient vers une explication alternative permettant de donner plus d'importance à cette catastrophe, justifiant alors sa transmission et favorisant son maintien dans les mémoires

2.2.3. Contextes de passation

En raison de l'influence du contexte sur le récit et les données, et en vue d'une standardisation du contexte de passation, nous avons effectué l'ensemble des entretiens pendant le procès et avant le verdict c'est-à-dire de novembre 2011 (date de l'ouverture) jusqu'en avril 2012. En effet, nous avons émis l'hypothèse que l'ouverture du procès en appel d'AZF, en réactualisant le souvenir de l'événement, voire en apportant de nouveaux éléments, pouvait avoir un impact sur la manière d'interpréter l'événement et, en conséquence, sur le contenu et les processus d'adhésion à la rumeur. Or, le procès a eu davantage d'effet sur les entretiens, particulièrement pour ceux qui se sont déroulés durant les premières semaines du procès. Les premiers interviewés ont en effet considéré, dès le début de l'entretien, que nous avions un éventuel rôle dans le déroulé du procès et, à ce titre, que nous étions des représentantes de telle ou telle partie : l'Etat, Total ou encore les anciens salariés. Pour cette raison deux sujets ont été, dans un premier temps, réticents sur l'enregistrement de l'entretien craignant qu'il soit utilisé à des fins juridiques ou politiques. Dans ces deux cas, le magnétophone, confondu avec celui d'un enquêteur, a eu des effets sur le discours tenu. Si nous ne les avons jamais interrogés explicitement sur l'affaire AZF et les rumeurs, les premiers sujets sont restés plus silencieux sur les causes de l'explosion. Selon Masson et Haas (2010), cette forme de silence peut « révéler une résistance à la divulgation de pensées, de comportements, de savoirs privés, qui doivent le rester » (p. 9) et pouvant s'apparenter à « la gestion d'un secret » (p. 9). Ces réactions de défense nous semble être significatives et révélatrices de la sensibilité de notre objet d'étude et, plus précisément, sur l'affaire dite AZF. Par un discours socialement désirable, par les multiples réticences à dévoiler les causes de l'explosion, ces sujets viennent nous dire que l'origine de la catastrophe demeure « secrète » et que seuls les Toulousains en partageraient le contenu. Cela rejoint étroitement ce que Masson et Haas (op.cit.) ont nommé « silence sensible » qui se caractérise par « ce qui est tu volontairement par le sujet, au cours de l'interaction. Se taire serait donc une forme de silence adressé au chercheur, face à un objet qui semble problématique dans l'ici et maintenant de la relation » (p. 10).

Pour les quatre derniers entretiens, c'est un autre événement qui s'est invité et que nous n'avions bien évidemment pas anticipé : il s'agit « la tuerie dite de Toulouse », également appelée affaire Mohamed Merah. Les entretiens étant déjà prévus nous n'avons pas souhaité les annuler et

avons fait « avec ». Cet événement a eu des impacts tant sur le contenu que sur la posture des sujets interviewés. Quelques jours seulement après l'assaut contre Mohamed Merah, les sujets étaient davantage focalisés sur la tuerie que sur AZF. Spontanément, tous ont comparé les deux événements notamment au niveau des dimensions du vécu et de l'histoire de la ville. Par ailleurs, dans ce contexte bien précis, où Toulouse a fait la une des médias, tous ont exprimé implicitement un sentiment d'acharnement sur la ville et de ses habitants en répétant à plusieurs reprises que Toulouse n'est pas une exception en matière d'événements négatifs. Une des interviewée aura un discours assez éloquent sur cet aspect :

« R : Alors on se méfie maintenant, on a, on voit un autre danger, donc AZF on l'a plus ou moins oublié, c'est terrible ce que je dis là, il nous faut du danger pour oublier (rire)

Q : Toulouse vit dans le danger ?

R : heu, je trouve, non mais je trouve en ce moment, que c'est grave, je dis en France, je dis carrément dans toutes les villes, pas spécialement Toulouse, parce qu'ils nous arrivent cette histoire, ça peut arriver à Paris, c'est arrivé à Paris, c'est, je trouve que ça devient de plus en plus dangereux quoi. »

Dans ce moment où les sujets étaient bouleversés à différents degrés par ce qui venait de se produire, ils ont tenté, en comparaison avec les interviewés précédents, de relativiser la catastrophe d'AZF.

De manière générale, nous n'avons pas cherché à les détourner du sujet pour plusieurs raisons : d'une part certains avaient besoin d'en parler car bouleversés par cet événement, et d'autre part, parce que cette circonstance exceptionnelle pouvait mettre en lumière des processus de réactualisation de l'expérience vécue. Du fait de cette actualité, c'est au travers de certaines relances que nous avons adapté notre conduite d'entretien.

2.3. Enjeux épistémologiques et implication du chercheur

De nombreux travaux mettent en lumière combien la relation établie entre enquêteur et enquêté influence le type de discours et donc les données recueillies. Le sujet construit un récit pour autrui (Haas & Masson, 2006). Au travers d'un regard ternaire (Moscovici, 1984) il faut donc se questionner sur la place que le sujet attribue à autrui (nous) vis-à-vis d'un objet particulier (AZF). Une des particularités pour notre terrain de recherche est une implication personnelle face à cet événement, laquelle était susceptible d'être un paramètre important à prendre en compte dans la relation établie lors de l'entretien. Ainsi, et à la suite de plusieurs rencontres informelles sur le terrain, nous nous sommes rendues compte que, lorsque nous précisions notre implication, les sujets s'arrêtaient dans leurs récits en disant : « ah ben vous savez alors, ça ne sert à rien de vous raconter tout ça, vous connaissez donc bien le sujet ».

Les travaux de Cauhopé (2011) et ceux de Langumier (2008), qui ont étudié sur des terrains marqués par différentes catastrophes, mettent en avant l'influence du niveau d'implication du chercheur dans la relation au sujet et le type de discours recueillis. Ainsi, Cauhopé, témoin de la catastrophe d'AZF (dont le récit personnel est publié en avant-propos de sa thèse), a préféré se présenter comme un témoin de la catastrophe, lors de ses entretiens avec différents acteurs, impliqués et/ou engagé dans l'affaire AZF (militants d'associations, journalistes, acteurs politiques, anciens salariés...) pour justement éviter que les sujets ne parlent de « leur 21 septembre », récit qui n'entrait pas en compte pour son objet de recherche. Elle pose alors d'emblée cette particularité dans la relation aux sujets, en lien avec sa position de témoin qui selon elle « change le regard que nous porte l'enquêté, clôt (ou a minima écourte) les récits de la journée, et laisse place à une autre forme de discours. » (p. 13). A l'inverse, Langumier (2008), qui a réalisé une étude ethnologique sur les inondations auprès des habitants de Cuxac-d'Aude, s'est retrouvé en position « d'étranger » face aux enquêtés, n'ayant été ni victime, ni témoin de l'inondation de 1999 dans ce village. Ainsi, évoque-t-il dès l'introduction dans sa thèse que « le début de l'enquête est marquée par la répétition chronique des récits de la catastrophe (...). Les habitants témoignent de leur vécu des inondations sous la forme d'un long monologue qui articule le sauvetage des eaux et la mise à sac de la maison. L'enquêteur est alors relégué dans le rôle de spectateur, témoin muet d'un récit que ses questions ne sauraient détourner de son cours. (...). Ce dernier est spontanément produit en témoin de l'évocation du drame puisque la catastrophe est avant tout quelque chose que l'on raconte ». (2006, p. 11).

Etre impliqué peut donc présenter avantages et inconvénients pour le type de données recueillies lors des entretiens. Si se positionner comme étant impliqué, et donc être perçu comme un alter-ego, peut favoriser une relation de confiance et d'empathie, ce peut également être une disposition qui écourte le récit, les sujets ne pouvant placer l'enquêteur dans une position de spectateur ou d'auditeur d'un vécu qui lui est familier. Pour cette raison et à la lumière de notre problématique nous avons fait le choix de ne pas révéler notre implication afin de favoriser la parole du récit d'expérience. Par ailleurs, se placer volontairement à l'extérieur du groupe, en dehors d'une mémoire locale toulousaine, se présenter comme une personne d'une autre ville, éloignée de Toulouse, c'est aussi se mettre à une place qui éventuellement peut être considérée comme celle d'un relayeur de mémoire(s) hors des frontières de la ville, susceptible de diffuser cette mémoire dans un espace plus vaste.

Il aurait pu être intéressant d'utiliser notre place comme variable dans les entretiens, afin de comparer l'effet de l'implication sur le type de discours recueilli. Cependant, l'objectif

méthodologique de nos entretiens ne nous invitait guère à développer une démarche expérimentale de ce type pouvant faire l'objet d'une problématique à part entière.

Il a fallu plusieurs entretiens pour ajuster cette position qui n'allait pas toujours de soi. En effet, nous nous sommes vite rendues compte, qu'il ne s'agissait pas seulement d'indiquer que nous étudions à Lyon mais que c'était aussi une posture à tenir durant la conduite de l'entretien. Faire « comme si » a impliqué de se décentrer au maximum de notre vécu de l'explosion et de manifester parfois, face à l'interviewé des « sentiments de surprise et de fausse naïveté » (Beaud, 1995) pour jouer entièrement notre rôle de personne extérieure. Cette prise de distance volontaire n'a pas empêché d'exprimer aussi de l'empathie envers les sujets dans leur récit d'expérience. S'il est difficile, voire impossible, de mesurer scientifiquement l'effet de la distance entre le chercheur et l'interviewé (Olivier de Sardan, 2000) nous pouvons en revanche en relever des indices. Ainsi, beaucoup de sujets que nous avons interviewés nous ont interrogées, à la fin de l'entretien, sur les raisons de notre intérêt pour AZF en tant que Lyonnaises. La plupart était étonnés qu'on puisse s'y intéresser. Cette question récurrente vient alors signifier combien cet événement est conçu comme étant local, et que seuls les Toulousains l'ayant vécu peuvent comprendre et s'en préoccuper. Toutefois, cela n'a pas empêché les sujets d'être prolixes face à leurs récits d'expérience. Bien au contraire, nous positionnant comme spectateur, ils ont décrit dans les moindres détails leurs vécus, ont cherché à nous faire comprendre leurs sensations et leurs ressentis jusqu'à parfois accentuer le côté *pathos* de la situation. Quelques-uns ont par ailleurs souligné que notre travail pouvait être important pour la transmission de cet événement dans la mémoire collective.

2.4. Méthode d'analyse

Tous les entretiens ont été intégralement retranscrits²³. Plusieurs étapes ont composé notre méthode d'analyse du corpus constitué afin de répondre aux objectifs méthodologiques de ces entretiens. De manière générale, et ce pour chaque méthode d'analyse, nous avons croisé une analyse verticale de chaque entretien « en tant qu'ensemble fini » (Caillaud, 2010, p. 186), et une analyse transversale qui consiste à comparer les différents cas d'études. Rappelons que l'objectif général de cette étude est de pouvoir saisir des enjeux identitaires et mémoriels dans l'adhésion et la diffusion de rumeurs pour mettre en sens un événement. Ainsi, lors de nos lectures du corpus nous avons pris en compte un ensemble de variables renvoyant à une certaine proximité affective avec l'usine AZF afin d'observer des éventuelles différences dans la mise

²³ Voir annexes de la page 65 à la page 326 pour la retranscription des entretiens.

en récit de l'explosion. Nous décrivons à présent les différentes opérations de la démarche d'analyse.

Dans un premier temps, nous avons mené une analyse de contenu catégorielle (Bardin, 2003) afin de mettre en évidence un ensemble de thématiques pour la construction de notre questionnaire. L'intérêt de cette méthode est « d'accroître la compréhension du matériel analysé à un niveau différent de celui d'une simple lecture de sens commun » (Bardin, op.cit., p. 243). Cette analyse découle directement de la façon dont nous avons pensé et structuré notre guide d'entretien. L'objectif principal était donc de relever les différentes formes d'interprétation et *a fortiori* de la place de la rumeur et des théories du complot dans la mise en sens de la catastrophe. Pour cela nous avons pris en considération différents temps qui composent l'événement : le vécu, l'enquête, la mise en mémoire et les perspectives mémorielles futures. Pour chaque dimension nous avons extrait des thématiques communes, transversales et récurrentes, à l'ensemble des entretiens. Ce découpage nous permet ainsi de situer la rumeur, en tant que forme de connaissance. En parallèle, nous avons relevé les absences, les oublis de certaines catégories du discours présentes dans d'autres contextes de production comme les commémorations, le procès et la presse.

Cette analyse catégorielle a été complétée par une analyse de l'énonciation renvoyant à la forme du discours et permettant d'accéder aux implicites du discours, à « une réalité plus profonde, voire latente » (Bardin, op.cit., p. 261). Nous avons été particulièrement attentives au registre discursif lorsqu'il s'agissait pour les sujets d'évoquer la rumeur de l'attentat : en parler de manière ironique ou satirique accompagnée de rires, voire de moqueries, ou bien de façon polémique modifie tout le sens des propos et, dans le même temps, marque une position. Par ailleurs, nous avons relevé les lapsus, les silences, les gênes, les allusions comme autant de marqueurs énonciatifs apportant des éléments significatifs sur le sens du discours produit.

3. Questionnaires

A la suite des entretiens, nous avons construit un questionnaire que nous avons distribué à une population (N=212) composée d'habitants de Toulouse « tout venant ». L'objectif de cet outil était d'approfondir notre compréhension sur les prises de position des sujets quant à leur interprétation de l'explosion de l'usine AZF. Nous présentons ici, dans un premier temps, quelques caractéristiques du questionnaire ainsi que sa place dans la recherche qualitative. Puis dans un second temps, nous décrivons la manière dont nous avons construit notre outil en lien avec nos questions de recherche.

Le questionnaire se présente comme « une suite de propositions ayant une certaine forme et un certain ordre sur lesquelles on sollicite l'avis, le jugement ou l'évaluation d'un sujet interrogé » (Mucchielli, 1979). Par sa forme et ses procédures d'administration, le questionnaire devient un moyen par lequel le chercheur peut accéder à un état de connaissance à un moment donné, dans un groupe fixé, sur un objet d'étude précis. Dans le questionnaire nous pouvons utiliser plusieurs types de questions (ouvertes vs fermées), prenant des formes variées (listes d'adjectifs ou de propositions, échelles d'appréciation, mise en ordre d'alternatives etc.) et répondant à des objectifs différents de mesure (attitudes, opinions, comportements, connaissances etc.) (Lorenzi-Cioldi, 2003). En décomposant notre objet d'étude en plusieurs thématiques, structurées à partir de notre problématique et des données exploratoires, le questionnaire permet de mesurer quantitativement des interactions entre des attitudes, des représentations, des connaissances et des croyances. Pour cela, nous construisons des échelles de mesure sur lesquels les sujets doivent indiquer leur degré de positionnement face à telle ou telle proposition. Ainsi, et selon Laurens et Moscovici (2003), ce procédé est « une manière différente de comprendre, d'expliquer la matière parlante et pensante. Elle consiste à saisir par la mesure ce que l'on peut obtenir autrement par l'interprétation, chacune de ces démarches ayant sa propre logique » (p. 317). C'est dans cette perspective que nous avons eu recours à cet outil afin d'explorer des inter-relations entre l'expérience vécue de la catastrophe, l'état de connaissance sur l'usine AZF, la manière d'entrevoir les modalités de transmission de la mémoire de cette catastrophe et l'explication apportée à l'origine de l'explosion pouvant renvoyer à des rumeurs. Bien qu'il existe un biais de désirabilité sociale dans le questionnaire, cet outil par son caractère anonyme a malgré tout l'avantage, dans l'étude de la rumeur, de faciliter l'expression d'une adhésion à une quelconque rumeur sans craindre d'être jugé directement par le chercheur. Afin de minimiser l'influence de notre objet d'étude sur les réponses des sujets, nous avons contrôlé le nombre de propositions renvoyant aux explications dites alternatives et celles dites officielles. Ces dernières ont été insérées dans une batterie de thèmes et d'items ordonnés de telle sorte que la lecture du questionnaire soit cohérente. Par ailleurs, les différentes propositions relatives aux explications possibles de la catastrophe ont été mélangées et espacées afin de réduire les biais de positivité, de halo, récence et d'amorce (Lorenzi-Cioldi, op.cit.).

Si le questionnaire contraint, dans une certaine mesure, le répondant à prendre une décision sur les items proposés, il n'est pas rare que certaines propositions donnent lieu à des « non-réponses » et il s'agira alors pour le chercheur d'interpréter cette prise de décision. Ceci nous

amène à prendre en compte l'aspect qualitatif du questionnaire, qui ne doit pas être réduit à une technique quantitative, en raison des différentes interprétations que les sujets apportent aux questions et qui se reflètent alors dans les réponses. Bourdieu en 1973, soulignait déjà cet effet erroné du questionnaire qui consiste parfois à demander à des personnes de se positionner sur un sujet auquel elles n'avaient pas forcément réfléchi ou encore de les mettre dans une situation ne leur permettant pas d'obtenir des d'explications sur certains items. Il est donc impératif, en plus du traitement statistique, d'apporter une analyse plus qualitative pour interpréter correctement le sens des réponses. De ce point de vue, le clivage régulièrement établi entre le *qualitatif* et le *quantitatif* nous semble être tout à fait « stérile » (Haas et Kalampalikis, 2007). En effet, lors d'une analyse qualitative nous comptons toujours un peu, nous opérons des corrélations entre un ensemble de dimensions. De la même manière, dans l'analyse quantitative, nous prenons garde à la manière dont nous avons formulé les items ayant un impact sur leur interprétation et les réponses apportées par les sujets. Ainsi, et pour reprendre les propos de Passeron (1995) : « Toute assertion sur le sens historique d'une description ou d'une explication est à la fois qualitative et quantitative. Le Qualitatif allégué ignore son quantitatif frileux et le Quantitatif ostenté son qualitatif implicite » (p. 30).

3.1. Construction de l'outil

Dans le cadre du Master (Demoures, 2010), nous avons élaboré un questionnaire²⁴ permettant de mesurer le lien entre le type d'interprétation apporté à l'explosion de l'usine AZF et l'appartenance à des groupes particuliers plus ou moins impliqués. Le questionnaire était organisé autour de plusieurs thématiques générales : la mémoire collective, le type d'explication apporté à la catastrophe (attentat versus accident), les conséquences perçues, l'expérience vécue et le rapport aux médias. Dans cette phase de recherche, nous avons récolté 83 questionnaires répartis dans quatre groupes : anciens salariés d'AZF, sinistrés, Toulousains ayant vécu l'explosion et habitants de la région toulousaine.

²⁴ Voir annexes page 39.

Tableau 7 Répartition de l'échantillon au premier questionnaire (2008-2009) selon le niveau d'implication

	Anciens salariés d'AZF	Sinistrés	Toulousains présents lors de la catastrophe	Habitants de la région toulousaine	Totaux
Hommes	20	9	10	8	47
Femmes	4	4	14	13	36
Totaux	24	14	24	21	83
Moyennes d'âges	59 ans	55 ans	31 ans	25 ans	42,5 ans

Nos résultats avaient permis de mettre en évidence l'existence d'une opposition entre anciens salariés de l'usine et sinistrés de l'explosion vis-à-vis de l'explication attribuée à l'explosion. Plus précisément, nous avons pu constater que les anciens salariés d'AZF accordent peu de probabilité à la thèse de l'accident ($M = 2,96/10$) et davantage à celle de l'attentat ($M = 5,35$). En opposition, les sinistrés confirment majoritairement la thèse de l'accident ($M = 8,89$) et refusent celle d'un attentat ($M = 1,71$). Les moyennes entre ces deux groupes, aux deux variables, se différencient significativement ($p < 0,005$). Par ailleurs, à partir d'un test de corrélation, nous avons pu confirmer l'une de nos hypothèses postulant un lien entre l'image conférée à l'usine AZF et la manière d'interpréter la cause de l'explosion. Ainsi, la proposition « la fermeture d'AZF était nécessaire après la catastrophe », qui induit une image plutôt négative, est corrélée de manière significative avec la thèse de l'attentat et celle de l'accident. Plus précisément, cette proposition est corrélée positivement avec la thèse de l'accident ($r(81) = 0,479 ; p \leq 0,001$), et négativement avec la thèse de l'attentat ($r(78) = -0,429 ; p \leq 0,001$).

Il y a donc une forte corrélation entre le type de représentation concernant l'usine AZF et la manière d'interpréter la catastrophe : plus AZF est connotée de manière négative plus les sujets admettent la thèse de l'accident, plus on valorise l'usine d'AZF et moins on accepte la thèse de l'accident.

En 2012, à partir des entretiens semi-directifs, nous avons réactualisé ce questionnaire²⁵. Il est important de noter que la majorité, soit 83,16% des questionnaires ont été administrés la semaine qui a suivi le verdict du procès AZF, confirmant l'accident industriel.

L'agencement du questionnaire est relativement similaire au premier, regroupant les mêmes thèmes. Nous avons alors adapté le contenu à partir des actualités du moment sur l'affaire AZF

²⁵ Voir annexes page 49

et des éléments de réponse obtenus via les entretiens. L'organisation des items nous amène à mesurer le positionnement des sujets face à telle ou telle interprétation conférée à l'explosion de l'usine AZF en lien avec des variables interdépendantes comme : le sentiment d'implication, l'intensité des émotions ressenties, le lien avec une ou plusieurs catégories de victimes ou encore la durée d'habitation à Toulouse. L'objectif est de mettre en avant les motivations individuelles et sociales dans l'adhésion ou non à une quelconque rumeur. Pour une meilleure lisibilité des résultats nous décrivons ici les différentes dimensions qui composent notre questionnaire :

1. Pour débiter le questionnaire, nous nous sommes tout d'abord intéressées aux éléments de représentations associés à l'objet AZF, renvoyant tant à la dimension de l'explosion qu'à celle de l'usine en tant que telle. Pour cela, nous avons introduit l'outil avec une association de cinq mots à partir du mot inducteur « AZF ». Sur les 212 questionnaires diffusés nous avons alors récolté 921 mots, soit en moyenne plus de quatre mots par sujet. Pour traiter ces données, nous avons effectué dans un premier temps une analyse de contenu thématique puis une analyse statistique. Les sujets étaient également invités à indiquer leur degré d'accord sur un ensemble de critères définissant la catégorie de l'explosion (*un accident industriel, une catastrophe, un événement, un mystère, un traumatisme*). Enfin, nous les avons interrogés sur l'image, ou plutôt les images qu'ils avaient de l'usine AZF avant l'explosion (*Un point de repère dans la ville, l'ONIA, une usine dangereuse, un emblème toulousain, une puissance économique pour Toulouse, une usine vétuste, une usine sécurisée, aucune image*).
2. Nous avons également intégré dans cette première partie la dimension du vécu de l'explosion se composant de quatre variables interdépendantes : *présence ou absence le 21 septembre à Toulouse, le sentiment d'implication, l'intensité des émotions ressenties face à l'explosion et la fréquence de la remémoration de cette journée*. La variable « émotion » se subdivise en neuf items (*inquiétude, peur, surprise, incompréhension, colère, tristesse, indifférent, amusement, soulagement*). Sur l'ensemble de ces items, nous avons procédé à une Analyse Factorielle en Composante (AFC) mettant en avant une dimension composée de six items : l'inquiétude, la peur, la surprise, l'incompréhension, la colère et la tristesse. Le calcul d'un alpha de Cronbach nous permet de mettre en exergue une consistance interne élevée à l'intérieur de ces items ($\alpha (N=6) = 0,77$) nous permettant de créer une variable que nous avons nommée « émotions négatives ». Par ailleurs, le sentiment d'implication et la fréquence de la réminiscence

ont été complétés par une question ouverte demandant aux répondants de préciser et justifier leurs réponses. Là aussi nous avons mené une analyse de contenu thématique afin de traiter ces données.

3. Représentant la partie centrale de notre questionnaire, les sujets devaient exprimer leur degré d'accord, sur une échelle de Lickert en 7 points, sur un ensemble d'allégations autour d'AZF (33 items) faisant l'objet de controverses²⁶. Une Analyse Factorielle en Composante (avec rotation varimax) réalisée à partir des réponses aux 33 items, fait apparaître quatre dimensions expliquant 38,06% de la variance totale. Le premier facteur représentant 13,32% de la variance renvoie à la dimension que nous avons nommé « *volonté de transmission et adhésion au complot* ». Le second facteur, expliquant 10,15% a été nommé « *causalités externes* ». Le troisième facteur expliquant 7,68% de la variance regroupe les items en adéquation avec les explications officielles et institutionnelles et que nous avons désigné sous le terme de « *explications et interprétation officielle* ». Enfin nous avons nommé le quatrième facteur, expliquant 6,9% de la variance, « *thèse de l'accident* ». (Cf. tableau 3)
4. La quatrième partie était consacrée à l'intérêt porté par les sujets sur l'affaire et sur l'actualité concernant AZF (*procès, enquête, réaménagement de l'ancien site, les commémorations, la construction des mémoriaux, les conséquences sanitaires sur la population, les débats politiques sur la prévention du risque industriel*) ainsi que sur la crédibilité attribuée aux différents acteurs, externes et internes à l'usine, ayant un rôle dans l'enquête judiciaire.
5. Enfin, dans la dernière partie nous interrogeons les répondants sur les questions de transmission de la mémoire, tant du point de vue du contenu que de la forme. Afin de mesurer le poids de l'espace dans l'activité mémorielle, nous avons élaboré des items sur l'importance que les sujets accordaient ou non aux différents lieux de commémorations ainsi que sur leurs perceptions du projet Cancéropôle sur l'ancien site AZF.

²⁶ Controverses que nous avons relevées à partir des entretiens, des observations, de l'analyse de presse et de la recherche documentaires

Tableau 8 Solution Factorielle des prises de positions concernant l'explosion d'AZF

Items	Volonté de transmission et adhésion au complot $\alpha (14) = .75$	Causalités externes $\alpha (8) = .71$	Discours officiels $\alpha (4) = .53$	Thèse de l'accident $\alpha (5) = .49$
Il faut transmettre l'histoire de l'explosion d'AZF aux futures générations	0,659			
Il est nécessaire de maintenir les cérémonies commémoratives les 21 septembre	0,638			
L'explosion de l'usine AZF est un événement historique en France	0,531			
Il est important de se souvenir d'AZF le jour des commémorations	0,530			
La vérité sur les causes de l'explosion est dissimulée	0,507			
Le futur cancérôpôle permettra d'effacer le traumatisme du 21 septembre 2001	-0,502			
La cause de l'explosion ne sera jamais réellement connue	0,488			
Le nombre de victimes d'AZF est en réalité plus élevé que les chiffres officiels	0,461			
L'aboutissement du procès d'AZF est essentiel pour l'histoire	0,433	-0,405		
Des traces de l'explosion sont encore visibles 10 ans après à Toulouse	0,418			
L'attentat comme cause de l'explosion est une piste plausible		0,678		
Si aujourd'hui, à la Une d'un journal national on pouvait lire « Toulouse, l'hypothèse terroriste », vous seriez	0,414	0,633		
Il y a un lien entre l'explosion d'AZF et le groupe terroriste AZF		0,566		
A la Une d'un journal national le 4 Octobre 2001, on pouvait lire « Toulouse, l'hypothèse terroriste ». A cette période vous étiez :		0,555		
Un arc électrique provenant d'EDF est à l'origine de l'explosion		0,494		
Aujourd'hui, il faut oublier le 21 septembre 2001 pour tourner la page		0,430		
Le jour de l'explosion, l'armée faisait des essais militaires à proximité de l'usine et a provoqué l'explosion.		0,421		
Les sols ont été totalement dépollués			0,640	
Tous les éléments de l'enquête ont été exposés			0,606	
Toutes les pistes ont été explorées par les experts			0,436	
L'explosion est complexe et pour cela il est difficile de connaître la cause			0,429	
Les deux procès d'AZF ont apporté de nouveaux éléments dans la compréhension de l'explosion				0,588
Le mélange entre deux produits incompatibles est à l'origine de l'explosion				0,573
La cause de l'explosion est actuellement connue	-0,403			0,496
Le nuage de fumée s'élevant au-dessus de la ville après l'explosion était toxique				0,466
L'explosion de l'usine AZF était prévisible				0,458
L'explosion de l'usine AZF doit servir de leçon pour améliorer la sécurité dans les usines	0,401			
Le rôle principal des associations d'AZF est d'assurer un devoir de mémoire	0,430			

Sur l'ensemble des dimensions, nous avons réalisé des analyses de variance (ANOVA et régression linéaire multiple) selon des facteurs indiquant un degré de « proximité à l'objet » afin de vérifier notre hypothèse selon laquelle le type d'interprétation conférée à l'explosion de l'usine AZF est motivée par des enjeux mémoriels et identitaires. Les variables que nous insérons dans « proximité à l'objet » sont nombreuses et comprennent des facteurs psychologiques et sociaux tels que : les émotions suscitées par l'événement, le sentiment d'implication, l'expérience du vécu, la durée d'habitation à Toulouse ainsi que les relations aux différentes catégories des victimes d'AZF. Dès lors, plus les sujets seraient « proches de l'objet » plus ils tendraient vers des explications alternatives des causes de l'explosion permettant de maintenir une mémoire saillante de l'événement. Par ailleurs, l'interprétation apportée répondrait aux exigences de l'identité sociale garantissant une image valorisante pour le groupe auquel l'individu s'identifie.

En parallèle, nous avons mené des analyses de corrélations afin d'observer des liens éventuels entre les différentes dimensions composant notre questionnaire. Il s'agit alors ici d'explorer des relations entre la représentation de l'usine AZF avant l'explosion, les prises de positions face à la catastrophe, l'intérêt porté à l'enquête et la recherche d'informations et enfin les modalités de transmission de tel ou tel contenu de la mémoire et son ancrage spatial.

3.2. Population, échantillon

Afin de constituer notre échantillon le plus large et diversifié possible, à l'image de la population d'une ville, nous avons sollicité un ensemble d'associations toulousaines sans rapport direct avec AZF. Nous avons donc tout d'abord contacté toutes les associations de quartier de la ville qui, selon nous, pouvaient nous offrir une population représentative de Toulouse. Nous avons également sollicité des associations plus spécifiques comme celle des retraités d'Airbus. En raison de la durée de passation du questionnaire (environ 15 minutes) et des conditions de notre terrain, nous avons majoritairement administré ce questionnaire sous forme indirecte : une pile de questionnaires était déposée dans les associations avec leur accord, et nous revenions une semaine après pour les récupérer. Cette démarche ne nous a pas permis de récolter le nombre de questionnaire attendu. En effet, nous avons distribué 150 dans ces différents lieux et en avons recueilli seulement 60. Nous nous sommes ainsi rendu compte que l'aspect différé des passations de questionnaires comportait des inconvénients, notamment, celui permettant aux sujets de se renseigner sur notre étude via internet. Bien que ce ne soit sans doute pas la seule raison expliquant le faible taux de recueil, nous pensons que les personnes ayant appris nos travaux sur la rumeur furent plus craintives à l'idée d'y répondre. En raison de

ces difficultés rencontrées sur le terrain, nous avons sollicité des étudiants dans des universités de Toulouse durant leurs cours. Ceux-ci nous ont permis de récolter 152 questionnaires.

Les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon ainsi que les données sur les conséquences sanitaires et sociales d'AZF subies par les sujets sont présentées dans ce tableau ci-dessous :

Tableau 9 Données sociodémographiques des répondants au second questionnaire (2012)

Variables	Données
<i>Sexe</i>	
Femmes	74,9%
Hommes	25,1%
Age (m, SD)	30,18
<i>Avoir vécu l'explosion</i>	
Oui	39%
Non	61%
<i>Niveau de diplôme (%)</i>	
Aucun	0%
Inférieur au bac	4,8%
Supérieur au bac	96,2%
<i>Situation professionnelle</i>	
Etudiant	73,9%
Salarié	12%
Chômage	4,8%
Retraite	7,7%
<i>Catégorie Socio-Professionnelle</i>	
Supérieure	0%
Intermédiaire	19,7%
Inférieure	10,7%
<i>Lieu de naissance (%)</i>	
Toulouse ou dans son département	24,8%
Région Midi-Pyrénéennes	20,8%
Autre France (Métropolitaine et DOM-TOM)	44,6%
Etranger	9,9%
<i>Durée d'habitation à Toulouse</i>	
Depuis toujours	23,8%
Plus de 11 ans	19,3%
Plus de 5 ans et moins de 11 ans	11,4%
Plus d'un an	21,8%
Moins d'un an	23,8%
<i>Conséquence d'AZF sur le quotidien</i>	
Oui	12,7%
Non	87,3%
<i>Natures des conséquences²⁷</i>	
La santé	2,9%
Le logement	3,8%
Le travail	4,8%
La famille	4,3%
<i>Connaissance d'une victime</i>	
Oui	44,9%
Non	55,1%
Catégories de victimes²⁸	29,8%

²⁷ Une même personne peut cumuler plusieurs conséquences

²⁸ Une même personne peut connaître plusieurs « types » de victimes

Sinistrés	10,7%
Anciens salariés	24,9%
Blessés	11,2%
Familles endeuillées	6%
Autre²⁹	
<i>Avoir vécu dans le quartier AZF</i>	
Oui	10,9%
Non	89,1%
<i>Proche ayant travaillé à AZF/ONIA</i>	
Oui	11,3%
Non	89,7%

Notre échantillon se compose majoritairement d'étudiants dont la moyenne d'âge est légèrement supérieure à 30 ans. Près de 45% du corpus est né à Toulouse ou dans la région et vit à Toulouse depuis au moins 2001. Vis-à-vis d'AZF, 39% était présent à Toulouse au moment de l'explosion, 12,7% déclarent avoir subi des conséquences suite à l'explosion et 45% des personnes déclarent connaître une personne ayant subi des conséquences suite à l'explosion.

4. **Elaboration du corpus de presse et analyse**

La presse en tant que support de diffusion d'informations, concourt à l'élaboration de représentations sociales en fournissant des cadres d'interprétations généraux (de Piccoli, Colombo, Mosso & Tartaglia, 2004). Dans le même temps, elle reflète des aspects du sens commun (Bangerter, 2008). Cela renvoie à la notion d'agenda-setting (McCombs, 1981, cité par Bangerter, op.cit.), selon laquelle l'information se construit dans une interaction entre le public, le média et les experts.

Les médias, en tant qu'ils participent à la création et la mise en sens de l'événement, nous intéressent ici tout particulièrement. De surcroît, ils sont des supports favorisant la diffusion des rumeurs et des démentis sur une grande échelle. Dans cette perspective et en parallèle de nos observations, des entretiens et des questionnaires, nous avons mené une analyse de presse afin d'observer la manière dont la catastrophe d'AZF a été présentée par la presse et pour mesurer l'évolution du discours dans le temps, cette évolution participant elle-même à l'actualisation de l'événement. Dans un premier temps, nous présentons la manière dont nous nous inscrivons dans l'analyse des médias pour le phénomène de la rumeur, en replaçant notamment le contexte d'AZF. Dans un second temps, nous expliquerons la manière dont le corpus a été élaboré puis le type d'analyse que nous avons utilisé.

²⁹ cela peut être des personnes traumatisées ou des personnes décédées

4.1. Rumeur et médias : complémentarité et contamination

Rumeur et médias sont inséparables comme l'indique d'ailleurs le titre de l'ouvrage de Kapferer (1995) « Rumeurs, le plus vieux média du monde ». La rumeur se conçoit comme une forme de communication de masse (Rouquette, 1984) spécifique apportant une information en dehors des canaux de communication officiels. Le débat consistant à savoir si la rumeur préexiste aux médias, qui les diffuseraient seulement, ou à l'inverse si ce sont les médias qui fabriquent la rumeur nous semble être stérile. Cette question s'apparente à celle de l'œuf et de la poule. On parle en effet davantage de contamination réciproque : « il est bien connu que les rumeurs alimentent parfois la presse et que celle-ci donne occasionnellement pâture aux rumeurs. (...). Ainsi l'information peut se muer en rumeur, tout comme la rumeur passe parfois dans l'information » (Rouquette, op.cit. p. 513-514). Comme nous avons pu l'évoquer ailleurs, les premières études sur la rumeur (Allport & Postman, 1945 ; Shibutani, 1966) ont considéré que cette dernière proliférait en raison d'un manque d'information. Or, nous l'observons tous les jours, nos sociétés surmédiatisées n'ont pas freiné le phénomène. La problématique doit alors davantage se situer sur la qualité et la complémentarité entre le message médiatique et les savoirs du sens commun que sur la quantité d'information.

Par ailleurs, lorsqu'on s'intéresse au rapport entre rumeur et médias il est essentiel de prendre en compte le rôle des journalistes dans le repérage et la désignation d'une rumeur ce que Taïeb (2006) nomme « la rumeur des journalistes ». Dès son introduction, dans son ouvrage, Froissart (2000) développe parfaitement bien cette relation particulière : lorsque les médias qualifient une information de rumeur ils dévalorisent d'emblée l'information en la présentant comme fausse et ne méritant pas d'être crue. Sous l'appellation du mot rumeur les journalistes concentrent plusieurs phénomènes disparates comme les ragots, les théories du complot, les légendes, les propagandes contribuant à la fois à la simplification du phénomène et à l'incertitude quant à sa définition. Cette qualification excessive entraîne plusieurs effets : elle augmente le nombre de rumeurs réellement en circulation, elle donne le sentiment aux récepteurs que notre société est assaillie de rumeurs et enfin elle participe à un appauvrissement du langage (Taïeb, op.cit.). Toujours selon le sociologue Taïeb, les médias favorisent également un « appauvrissement analytique » car la rumeur est présentée uniquement comme une fausse information sans jamais lui porter un regard compréhensif. En somme, dire d'une information qu'elle est une rumeur, la déqualifie aussitôt, voire la ridiculise (Campion-Vincent, 2005). Au travers de la rumeur, le journaliste vient *in fine* indiquer ce qu'il faut en penser. Dans cette perspective, quand les médias évoquent une rumeur ils participent amplement à son démenti.

Dans le cas de l'explosion de l'usine AZF, l'explication de l'attentat comme étant à l'origine de la catastrophe a rapidement été désignée comme étant une rumeur par certains médias. A ce propos, en 2003, la revue « Les Cahiers du Journalisme » a publié un numéro hors-série intitulé « AZF, la rumeur de Toulouse » dans lequel plusieurs journalistes locaux tentent d'expliquer comment et pourquoi la thèse de l'attentat est née et se développe à Toulouse malgré la fausseté de cette interprétation et les démentis diffusés par la presse. En lui octroyant le statut de « La Rumeur d'AZF », la thèse de l'attentat devient l'unique rumeur dans les médias, un concentré de mensonges qu'il ne faut pas écouter.

Si les recherches sur la rumeur prennent le plus souvent en compte la question des médias, rares sont les études scientifiques ayant montré un rapport entre les médias et les processus de construction, de diffusion et d'adhésion à la rumeur. Dans cette étude, nous n'avons pas l'ambition d'étudier de manière exhaustive ce lien complexe entre médias et rumeurs, faisant l'objet d'une étude à part entière. En revanche, il nous a semblé pertinent et nécessaire de mener une analyse de la presse pour rendre compte des éléments sélectionnés par la presse elle-même et leur évolution dans la construction sociale de l'événement. Plus exactement, par la « fonction agenda » (Dayan, 2003) assurée par les médias, ces derniers sélectionnent, hiérarchisent et valorisent les objets d'actualité dictant aux lecteurs et téléspectateurs ce à quoi il faut penser. Nous pouvons ajouter que les médias en commémorant certains événements prescrivent aussi « ce à quoi il faut se remémorer ». Pour les 60 ans de la libération des camps de concentration nazis, l'historien Nora (2005) avait parlé de « la fièvre médiatique des commémorations », critiquant la mise en scène télévisuelle focalisant le regard sur l'émotion et l'insoutenable sans le situer dans son contexte historique. Par ce processus d'événementialisation (Charaudeau, 1997), les médias participent indubitablement à l'établissement d'une mémoire collective institutionnalisée en jouant notamment le rôle de relayeur du « devoir de mémoire ». Cela signifie qu'ils offrent une grille de lecture des événements passés, réactualisée dans le présent.

L'analyse de la presse présente pour notre étude deux intérêts principaux. D'une part, elle nous permet de rendre compte de la façon dont la presse, locale et nationale, a construit la catastrophe. Nous nous intéressons ici sur ce qu'elle met en relief et à l'inverse laisse dans l'ombre tels que les aspects et la manière dont ces lieux de production et de diffusion constituent une mémoire commémorative sur une décennie. Sur ce niveau d'analyse, intra-méthode, nous nous interrogeons particulièrement sur la place accordée, ou non, à la rumeur dans les différentes thématiques soulevées par la presse et le registre au travers duquel elle est mentionnée. Plus exactement, la rumeur apparaît-elle dans différents « lieux » de discours ou

au contraire est-elle cantonnée à une des dimensions de la catastrophe ? Par ailleurs, nous portons une attention spécifique sur le traitement médiatique des espaces sinistrés et commémoratifs : quels lieux sont mis en avant et à l'inverse « oubliés » ? Comment sont-ils décrits ? Quels groupes y sont associés ? Cet aspect nous permet d'observer si la couverture médiatique, locale et/ou nationale, a établi une hiérarchie entre les différents quartiers sinistrés correspondant à des groupes de victimes différents. Cette question nous amène *in fine* à interroger le rôle éventuel de la presse dans l'établissement d'une concurrence entre les victimes, certaines pouvant être davantage privilégiées par la presse.

D'autre part, en comparant et confrontant les résultats de cette analyse aux discours et prises de position des différents groupes plus ou moins impliqués, nous pouvons saisir « le décalage entre la dynamique du discours médiatique, qui tend à rendre plus linéaires certaines représentations et éléments de mémoire, et celle des habitants, plus contrastée, parfois convergente mais parfois aussi très éloignée de la mémoire médiatique » (Haas & al. 2011, p. 125). Ce niveau inter-méthode, nous amène à prendre en considération que le public n'est pas passif face à l'information mais bien au contraire sélectionne aussi les éléments qui concordent avec ses pensées déjà-là (Rouquette, 1984 ; Dayan, 2003 ; Marchant 2004). La relation entre média et récepteur est en effet circulaire et non linéaire. Le message diffusé est reçu par des publics, qui se l'approprient selon leurs systèmes de valeurs et de normes et des connaissances disponibles. Ici, on s'intéresse plus particulièrement pour notre étude aux modes d'appropriation de l'information en fonction des appartenances groupales. On s'interroge alors sur les éléments que les sujets retiennent et gommant dans l'information, et la manière dont ils modifient l'information conservée. Cet aspect est très important puisqu'il s'agit de mettre en avant l'un des principes des processus de construction de la rumeur.

4.2. Constitution du corpus

En vue d'une approche diachronique pour saisir l'aspect dynamique de la rumeur nous avons choisi des périodes spécifiques sur les dix ans qui ont suivi la catastrophe d'AZF, soit de 2001 à 2011. Notre corpus est alors constitué d'une part, des deux premières semaines consécutives à la catastrophe (soit du 21 Septembre 2001 au 6 Octobre 2001) et, d'autre part, des semaines qui ont entouré les commémorations de 2002 à 2011. Nous avons extrait notre corpus à partir de plusieurs quotidiens que nous avons choisi en fonction de leur diffusion au niveau local et national. Au niveau local nous avons retenu La Dépêche du Midi, qui est le quotidien régional

publié dans tout Midi-Pyrénées, le plus diffusé³⁰, et qui s'est fortement impliqué et mobilisé dans la catastrophe d'AZF. La Dépêche du Midi a joué un rôle central dans la diffusion des diverses informations suite à la catastrophe en publiant notamment tous les jours l'état du fonctionnement public et l'avancement de la mise en place des aides pour les victimes (réseau de bus, cellules de crise, les centres d'hébergement ouverts pour les sinistrés, l'état des écoles...). Au niveau national, nous avons retenu les trois grands quotidiens de diffusion : Libération, Le Figaro et Le Monde. Le choix de ces quatre quotidiens va nous permettre de mettre en avant l'impact de la proximité géographique et de l'implication sur la quantité des articles et sur le type de discours tenus sur la catastrophe : ce qui est important de transmettre à une échelle locale et nationale faisant écho également au différents niveaux de la mémoire : collective, sociale, historique, autobiographique. Bien que cela ne fasse pas partie intégralement de notre objet d'étude, nous ne pouvons nier le lien entre le positionnement idéologique de ces quotidiens et leur type de discours. Plus particulièrement, les articles portant sur l'intérimaire décédé, Hassan Jandoubi, ont valu au Figaro une condamnation pour diffamation. Par ailleurs, un des journalistes de ce journal a publié un ouvrage intitulé « Secret d'Etat » mettant clairement en avant la thèse de l'attentat (Menessier, 2009). Pour ce qui concerne La Dépêche du Midi, il faut prendre en compte un certain nombre d'éléments pour comprendre leur position face à AZF et à la catastrophe : eux-mêmes ont été sinistrés (les bâtiments de La Dépêche ont été endommagés), et un des journalistes était sur les lieux de l'explosion, faisant de lui un des premiers témoins de la catastrophe.

L'analyse du discours des médias les jours qui ont suivi l'explosion d'AZF pourra mettre en avant la façon dont les journaux ont objectivé et ancré la catastrophe d'AZF : les thématiques associées à cet événement (nous pouvons notamment penser à la thématique qui se rapporte à la guerre) et la comparaison avec des événements familiers et connus (notamment le 11 septembre). Nous avons étendu cette période jusqu'au 6 Octobre car l'affaire dite « Jandoubi » a éclaté dans les journaux fin septembre, début octobre. En lien avec notre objet de recherche, il nous semble important de prendre en compte les jours qui ont entouré la découverte du corps et des caleçons de « Jandoubi », l'association qui a pu être faite avec la thèse de l'attentat et l'impact sur la diffusion des rumeurs ou au contraire des démentis.

³⁰ Selon l'OJD, en 2013, la diffusion quotidienne de La Dépêche du Midi est de 166 237 exemplaires. En 2001, la diffusion quotidienne moyenne fut de 200 000 exemplaires et les ventes ont « explosé » dans les premiers jours après la catastrophe (Cauhapé, 2005)

En plus des jours qui ont suivi la catastrophe nous avons extrait les articles des semaines qui ont entouré les commémorations de 2002 à 2011. Nous avons sélectionné la période du 18 au 24 septembre de chaque année. Ce segment temporel permet d'observer si les médias préparent les commémorations d'AZF à la suite de celles du 11 septembre, et comment ils en parlent, si le 21 septembre fait l'objet d'un nombre d'article plus important que les jours précédant et suivant cette date, et quel est le type de discours dispensé à cette date. Enfin, la sélection des trois jours postérieurs à la catastrophe nous permet d'évaluer l'éventuel écho émis par les commémorations.

Les articles des journaux Le Monde, Le Figaro et Libération ont été relevés à partir de la base de données Factiva. Nous avons recherché et pris en compte tous les articles sur les dites périodes comportant le mot « AZF » dans le titre et/ou dans l'article. Les articles de La Dépêche du Midi, n'étant pas dans la base de données Factiva, ont été extraits à partir du site internet de la Dépêche qui met à disposition toutes les archives du journal. Toutefois, la recherche des articles sur le site de La Dépêche du Midi ne s'effectue pas à partir de mot clef mais à partir des dates. Il a donc fallu rechercher les articles traitant d'AZF date par date : cela a impliqué de lire tous les articles publiés durant les dates que nous avons sélectionnées pour notre corpus et extraire ceux qui traitent d'AZF.

Le corpus de presse tiré de La Dépêche est quantitativement important. Dans les premières semaines qui suivent l'explosion, le quotidien a consacré plus de 90% de son journal à AZF, soit environ vingt pages par jour sur l'événement (Cauhopé, 2005, p 31). La Dépêche, au cœur de l'événement, a entrepris, et entreprend toujours³¹, une couverture médiatique « exceptionnelle » faisant sans doute de cet événement leur plus gros sujet/affaire journalistique.

A partir de ce corpus, nous faisons l'hypothèse que le thème de la vérité associé à celui du mystère, est un sujet transversal, commun à tous les journaux et récurrent chaque année. Cette thématique serait alors un des aspects centraux des discours autour de la catastrophe d'AZF, servant de terreau à l'intrigue, au doute et par conséquent aux rumeurs. Les discours balanceraient alors entre récit historique et récit de fiction (Ricoeur, 1983).

Nous pensons également que l'ensemble de la presse aurait établi une distinction, voire un clivage, entre « victimes » et anciens salariés dès les premiers jours et que ce distinguo persisterait encore aujourd'hui. La presse aurait ainsi participé à la mise en concurrence des

³¹ Entre le 29 Juin 2010 et le 29 septembre 2011, La Dépêche a écrit 5062 articles sur AZF soit un moyenne de près de quatorze articles par jour.

victimes et, plus précisément, d'un côté les anciens salariés et de l'autre les sinistrés, les blessés et les familles endeuillées. Comme si les anciens salariés d'AZF n'appartenaient pas au groupe des victimes.

Nous nous attendons également à ce qu'il y ait une différence de discours entre les différents journaux. Plus précisément, nous pensons que la question de la mémoire, de la réconciliation associée au vécu et au traumatisme serait davantage une préoccupation locale, limitée à la ville de Toulouse, et ne constituerait pas une priorité au niveau national. La mémoire de cet événement au niveau national porterait davantage du côté des « leçons à retenir » quant aux risques industriels et la proximité des habitations avec les usines classées SEVESO. Les quotidiens nationaux feraient alors plus référence à l'application des PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques), loi de 2003 suite à l'explosion d'AZF.

Enfin, nous sommes attentives aux lieux (noms de quartiers ou de rues) choisis et relatés par la presse ainsi qu'au type de discours tenu sur ces espaces. Nous nous interrogeons alors sur la construction médiatique de lieux devenus des « symboles » de la catastrophe pouvant se transformer en « lieux de mémoires » et à l'inverse, ceux absents, devenant des lieux d'oubli.

4.3. Analyse lexicométrique Alceste

Pour atteindre nos objectifs nous avons mené une analyse quantitative textuelle à l'aide du logiciel Alceste. Fondé par le mathématicien Max Reinert, le logiciel Alceste est une méthode d'analyse des données discursives basée sur le principe statistique de Benzécri (Madiot & Dargentas, 2010) appliquant l'analyse des correspondances à un matériel qualitatif. La définition du mot Alceste est à trouver dans les lettres qui le composent : Analyse des Lexèmes Co-occurents dans les Enoncés Simple d'un Texte. Sans prétendre présenter de manière exhaustive le fonctionnement informatique et l'algorithme qui définit le logiciel, il est toutefois nécessaire de tracer les étapes de traitement d'Alceste pour comprendre l'analyse qui s'en suit. Le logiciel procède par un découpage de corpus en fragment que l'on appelle U.C.E (Unité de Contexte Élémentaire) selon une procédure hiérarchique descendante (Reinert, 1997 ; Kalampalikis, 2003). Dans un premier temps, le logiciel fragmente le corpus en deux classes distinctes selon la distribution du vocabulaire, puis ces deux classes sont à nouveau divisées jusqu'à atteindre une forme stable (Caillaud, 2010). Les classes obtenues correspondent alors à des « mondes lexicaux » (Reinert, 1997) définis comme étant : « la redondance des traces lexicales qui permet de repérer les lieux les plus fréquentés. Un monde lexical est donc la trace statistique d'un tel lieu dans le vocabulaire, lieu plus habituellement "habité" par les énonciateurs » (Reinert, op.cit., p. 273). Cette outil offre ainsi une approche topique du discours

(Kalampalikis, 2003 ; Geka & Dargentas, 2010) dessinant des espaces communs de mise en sens de l'objet. La méthode Alceste nous permet de cartographier les lieux communs de discours (Kalampalikis & Moscovici, 2006) organisés autour de plusieurs axes qui ne peuvent prendre sens qu'à travers « l'œil vigilant du chercheur » (Kalampalikis, 2003, p. 150). L'interprétation des résultats obtenus par l'analyse Alceste suppose de prendre en compte que, d'une part, les classes sont constituées par la récurrence des traces lexicales et que, d'autre part, la répartition des classes s'établit par un principe de contraste du vocabulaire utilisé. En conséquence, ce qui est particulier ou étrange et ce qui est commun à l'ensemble des classes, n'apparaissent qu'au second plan de l'analyse ne figurant donc pas sur le rapport Alceste (Madiot & Dargentas, op.cit.). L'interprétation de l'analyse Alceste est alors une seconde étape dans cette méthode qui implique de connaître à minima le fonctionnement du logiciel. C'est donc une double lecture que le chercheur doit mener : une lecture horizontale prenant en compte l'ensemble des classes et de leurs liens et une lecture verticale de chaque classe prise isolément et de ses liens intrinsèques (Geka & Dargentas, op.cit.).

La méthode Alceste offre également l'avantage de pouvoir extraire des variables externes définies par le chercheur afin de mesurer leur poids et leur distribution dans l'ensemble du corpus (Kalampalikis, 2003). A partir de notre recueil d'articles de presse et en lien avec notre problématique et hypothèses nous avons pris en compte trois variables qui se décomposent en plusieurs modalités :

- Le type de journal : quatre modalités : La Dépêche du Midi, Libération, Le Figaro, Le Monde
- Proximité et implication du journal face à cet événement : deux modalités : proche et distant. La Dépêche du Midi quotidien considéré comme proche de l'événement et le Figaro, le Monde et Libération comme éloignés.
- La dimension temporelle avec la date : jour, mois et année. Cette dernière variable nous permet d'observer les processus dynamiques dans la construction sociale d'un événement et a fortiori de la mémoire collective.

Les résultats obtenus seront donc lus et interprétés au travers de ces variables nous permettant d'isoler éventuellement des mondes lexicaux propres à tel ou tel journal, à telle ou telle proximité géographique avec l'événement et en fonction du contexte temporel.

5. Recherche documentaire

Afin d'apporter une meilleure connaissance de notre objet d'étude et ainsi compléter notre enquête de terrain, la recherche documentaire a été essentielle durant ces années. Ce corpus de documents, non exhaustif en raison d'une très grande quantité d'informations sur AZF, comprend des données issues de la presse (nationale et locale), des archives historiques écrites et audiovisuelles sur l'histoire de l'usine AZF, les ouvrages consacrés à l'affaire AZF, des articles scientifiques et les sites et forums internet. Nous nous sommes également intéressées à l'histoire de Toulouse et de son développement industriel afin de comprendre le rapport que peut entretenir la ville et ses habitants avec son industrie et son histoire ouvrière, qu'il s'agisse de l'industrie lourde telle qu'AZF et de l'industrie de pointe tel que Airbus.

La « matière historique » (Rouquette, 2003) récoltée confrontée aux autres données du terrain, permet de mettre en évidence des « faits de mémoire » (Rouquette, op.cit. p. 439). Nous pouvons en effet observer des formes d'appropriation de l'histoire par les sujets dans la mise en sens d'un événement présent, et rendre compte alors de transformations, falsification, d'éléments effacés et de ceux au contraire mis au premier plan. Cette étape méthodologique est essentielle lorsqu'on s'intéresse à « l'événement », car son interprétation est toujours rapportée à un passé, et elle est indispensable quand on interroge le processus de la rumeur dans sa mise en sens.

De plus, pour se tenir informées des actualités autour d'AZF, et particulièrement du déroulement des procès, une surveillance importante a été nécessaire au travers de la presse locale. Nous avons donc suivi toutes les informations concernant la catastrophe d'AZF ainsi que les événements qui lui ont été comparés comme la tuerie de Toulouse ou l'explosion d'une usine d'engrais en 2013 au Texas.

L'ensemble des connaissances apprises aux travers de l'imprégnation du terrain et de la recherche documentaire nous ont été extrêmement utiles pour la construction de nos outils d'enquête et dans l'interprétation des discours récoltés. Ainsi, toutes ces données sont intégrées à l'analyse des résultats tant elles participent à l'appréhension de la complexité pré et post-catastrophe. Selon Olivier de Sardan (1995), « les sources écrites sont donc à la fois un moyen de mise en perspective diachronique et d'élargissement indispensable du contexte et de l'échelle, et à la fois une entrée dans la contemporanéité » (p. 83) de l'objet étudié.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons décrit et développé l'ensemble des cinq méthodes de recueil de données mis en place pour cette recherche. Chacun de ces outils a été pensé les uns avec les autres. Ils ne sont donc pas considérés comme isolés mais bien au contraire comme faisant partie d'un « tout » cohérent nous permettant d'analyser plusieurs dimensions intrinsèques à notre objet d'étude. Plus précisément, les différents corpus récoltés renvoient à plusieurs niveaux de construction et de transmission de la mémoire de la catastrophe. Ainsi, les observations des commémorations nous permettent d'accéder à la « mémoire vive » de l'explosion de l'usine AZF et la manière dont elle s'inscrit sur et dans l'espace. Les deux procès AZF sont l'occasion d'observer la façon dont ces mémoires vives s'expriment dans un espace officiel et institutionnel, participant à la construction d'une « mémoire historique et exemplaire ». L'analyse de la presse constitue un moyen de saisir, d'une part, la construction médiatique de la catastrophe et, d'autre part, la transmission de masse et l'actualisation du souvenir. Enfin, les données recueillies à partir des entretiens et des questionnaires relèvent d'une mémoire plus autobiographique, plus privée. Ces niveaux correspondent à ceux proposés par Doise (1982) dans l'analyse d'un objet en psychologie sociale, l'inscrivant dans une dimension dynamique à l'intersection entre l'individu, le contexte, le groupe et la société. Dès lors, le recours à la triangulation des méthodes a pour but de mettre en avant les articulations de ces différents niveaux dans l'explication et la mise en mémoire de l'événement et la place que prend la rumeur à l'intérieur et entre ces niveaux.

Par ailleurs, l'une des spécificités de notre étude monographique est son inscription dans un temps long marqué par un ensemble « d'événements » réactualisant constamment la catastrophe d'AZF. Dans cette perspective, nous avons détaillé et expliqué comment nos outils ont été pensés dans et en fonction des contextes de passation. Cette approche diachronique, nous amène à contextualiser chacune de nos analyses des résultats. Ces derniers sont alors compris au travers des situations dans lesquels ils ont été recueillis. Cette démarche nous permet *in fine* d'observer le caractère dynamique de la mémoire et de la rumeur inter et intragroupe, leurs évolutions réciproques et l'influence du contexte dans la mise en sens de l'événement.

Synthèse partie III

Partant d'une conception tridimensionnelle de notre objet d'étude, nous avons mis en place une triangulation méthodologique (Apostolidis, 2006 ; Caillaud, 2010) permettant d'étudier d'une part, chaque composante et, d'autre part, les relations entre ces dernières. Le schéma ci-dessous résume la triangulation de nos données en fonction des dimensions inhérentes à la rumeur. Chaque composante renvoyant à un certain niveau d'analyse spécifique. L'objectif est donc d'analyser chaque dimension ainsi que leurs influences et interactions respectives.

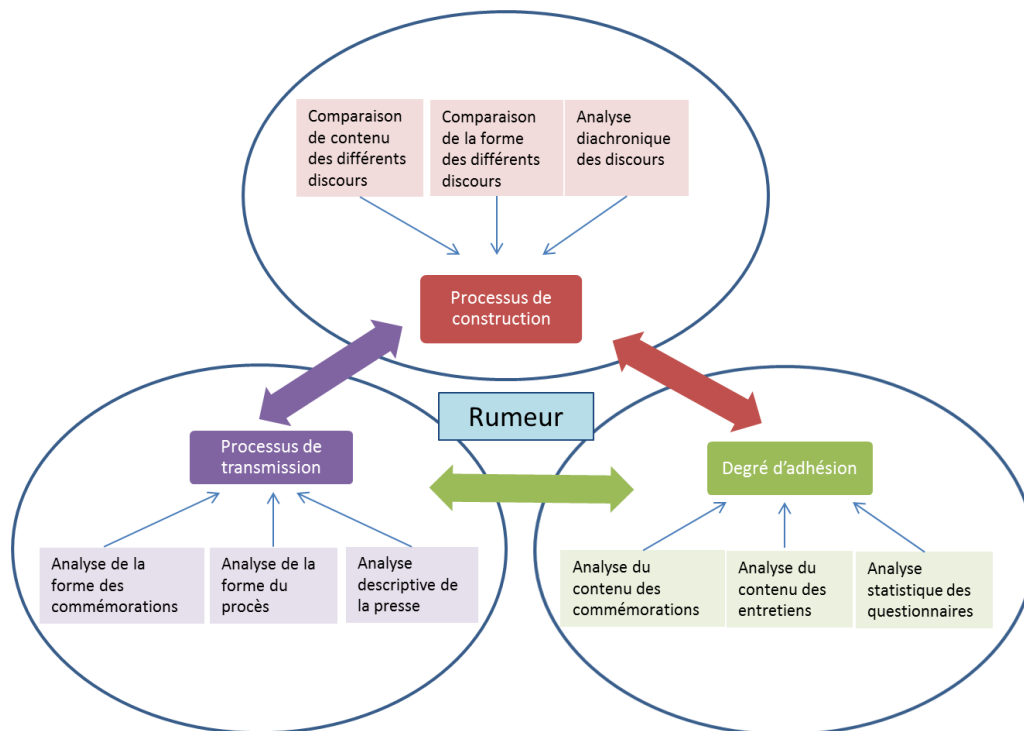


Figure 3 Les différentes facettes de notre objet dans le cadre de la triangulation des données

Dans l'ensemble de nos données, il est important de distinguer, d'une part, les différentes formes de discours et, d'autre part, le temps et le contexte de leur élaboration. En reprenant le tableau de nos opérations de recherche, nous avons donc recueilli des discours médiatiques, judiciaires, experts (en physique-chimie) et profanes. Dans la population qui constitue le groupe dit des « profanes », il y a deux sous-groupes : des habitants de Toulouse tout-venant et des groupes plus impliqués, mobilisés dans un certain nombre de démarches. On peut par ailleurs considérer qu'ils sont, à leur manière, des « experts-profanes » d'AZF. Plus particulièrement, nous avons concentré une certaine attention sur deux groupes : les anciens salariés de l'usine et les sinistrés. Cette distinction s'établit en fonction d'une « auto-catégorisation » des sujets dans l'un de ces groupes qui s'exprime par l'adhésion à une association, que ce soit celle dite des sinistrés ou celle des anciens salariés, et/ou lors des commémorations quand ils parlent au nom

de l'un de ces groupes. Cette nomination reflète davantage une position sociale et idéologique qu'une réalité matérielle. En effet, un ancien salarié a pu être sinistré et vice-versa. Cette séparation est donc un construit social qui nous est donné tel quel dans l'espace.

Ainsi, pour étudier les processus de construction de la rumeur nous procédons à une comparaison de ces différents discours pour en extraire les points communs ou au contraire les divergences. L'objectif est donc de mettre en évidence des éléments qui seraient réduits, voire effacés, dans tel et tel groupe et, à l'inverse, d'observer ceux qui seraient accentués, c'est-à-dire auxquels les sujets accorderaient une place prépondérantes dans leurs récits. Par ailleurs, nous focalisons également notre attention sur l'évolution, ou non, du discours, sur l'émergence ou au contraire la disparition de tel ou tel aspect. Enfin, il s'agit de comprendre l'agencement de ces éléments à la lumière du contexte, de la position sociale des sujets, de leur rapport avec l'usine AZF au travers de leurs expériences passées.

Pour analyser l'adhésion à la rumeur (à des rumeurs) nous avons plusieurs outils en notre possession. Dans un premier temps, les données recueillies aux questionnaires nous permettent de mesurer d'un point de vue statistique, le degré d'adhésion à un ensemble de propositions renvoyant à des rumeurs circulant autour d'AZF. Les résultats obtenus sur le positionnement vis-à-vis de telle ou telle explication, telle ou telle rumeur, sont mis en corrélation avec des propositions concernant le vécu des sujets, la mémoire collective, le devoir de mémoire et les représentations de l'espace détérioré. Dans un second temps, nous procédons à une analyse des différents discours des « profanes » pour mettre en évidence des processus d'adhésion aux rumeurs et les significations qu'elles revêtent pour les sujets.

Enfin, pour mettre en avant les processus de transmission de la rumeur nous mettons au centre de notre analyse l'espace, tant du point de vue matériel que symbolique. L'objectif ici est d'observer si la rumeur se transmet et se diffuse dans des groupes particuliers et s'ancre sur des espaces délimités. Dans un premier temps, ici, nous effectuons une analyse de l'espace en tant que cadre de co-mémoration et de la façon dont telle ou telle rumeur peut influencer la forme des cérémonies commémoratives et le marquage de l'espace. Dans un second temps, il s'agira de repérer les « lieux » de diffusion médiatique de la rumeur. Lieux compris comme à la fois des mondes lexicaux et des étendues géographiques. Dans un troisième temps, nous analysons les représentations de l'espace, plus particulièrement de l'ancien site de l'usine, et de l'espace comme cadre de re-mémoration. De manière transversale, il s'agit bien d'étudier les processus de transmission au travers de l'inscription spatiale de l'histoire et la mémoire de l'usine AZF (de sa naissance à sa mort).

Partie IV : Analyse des résultats

Dans cette quatrième partie nous présentons les résultats issus de nos différentes opérations de recherches. Pour améliorer la lisibilité de nos données, et compte tenu de leur complexité, nous les organisons ici selon leur contexte d'émergence et d'expression. Nos résultats sont ainsi classés en trois chapitres, correspondant à des niveaux de discours produits dans et sur des « lieux » distincts. Cette organisation permet d'observer avec clarté la place de la rumeur dans les différents temps de l'enquête, le registre sur lequel celle-ci est exprimée et l'évolution de son contenu intra et intergroupe selon une perspective diachronique. Dans un souci de triangulation méthodologique, nous articulons nos résultats au fur et mesure de la lecture, mettant en évidence les influences réciproques des multiples niveaux de discours. Cette démarche a l'avantage d'éclairer les différentes composantes de notre objet d'étude et permet d'entrevoir ainsi les points de jonction.

Dans un premier chapitre, nous présentons les résultats issus des observations lors des commémorations et des procès dit AZF. Ces données permettent d'apporter une lecture et une analyse sur les groupes fortement impliqués dans les diverses manifestations concernant la catastrophe d'AZF. Ici nous mettrons en évidence les lectures véhiculées par ces groupes à la lumière d'un passé revendiqué, ancré sur des espaces délimités. Dans un second chapitre, nous exposons les résultats issus de l'analyse de presse mettant en exergue la manière dont celle-ci a construit l'événement dans les premiers jours et dont elle a couvert les commémorations jusqu'au 10^{ième} anniversaire. Nous verrons quels aspects des événements entourant la catastrophe d'AZF sont rendus saillants par la presse locale et nationale et comment cela fait écho aux discours et positions des groupes. Enfin dans un troisième chapitre, nous analysons les données récoltés auprès des Toulousains « tout-venant » à partir d'entretiens et de questionnaires, sur des temps différents. Ces résultats seront lus notamment à la lumière des discours commémoratifs, juridiques et médiatiques afin d'observer la façon dont la population toulousaine, qu'elle soit d'origine ou primo-arrivante, se les approprie.

Chapitre 1 : Des lieux de commémorations au tribunal : des espaces et des groupes fracturés

Dans ce chapitre nous exposons les résultats issus de nos deux types d'observations lors des commémorations et du procès AZF. Si ce sont deux contextes bien différents nous retrouvons les mêmes acteurs dans ces lieux. Ainsi, l'objectif ici est de présenter la manière dont les groupes en présence s'inscrivent dans les différents espaces de manifestation entourant la catastrophe d'AZF, en lien avec la lecture de l'événement que chaque groupe propose et diffuse dans ces lieux délimités. Ces données permettront d'apporter un regard précis sur les enjeux mémoriels et identitaires à l'origine d'un conflit intergroupes. Il s'agit également, au travers de ces résultats, de situer la ou les rumeurs dans les discours des uns et des autres, d'analyser le registre sur lequel elles sont exprimées dans les multiples espaces de traitement de l'événement et comment celles-ci évoluent au fil du temps. Pour cela, nous procédons à une analyse de la forme des commémorations et du procès puis à une analyse de contenu. Pour une lecture plus fluide, nous présentons dans un premier temps les commémorations et dans un second temps l'analyse des audiences observées lors des deux procès.

1. Mise en mémoire *sur et dans* les lieux

Pour présenter nos données, à partir des différentes observations filmées, effectuées sur le terrain lors des commémorations de la catastrophe d'AZF, nous proposons de suivre les différents champs de notre caméra. Dans un premier temps, nous décrivons le « plan large panoramique » des différents lieux de commémoration. Il s'agira ici de « planter le décor » afin de s'imprégner du terrain, de visualiser l'environnement global sur lequel les commémorations ont lieu. Pour cela, nous exposons d'une part, les traces laissés par la catastrophe et persistantes sur les espaces et, d'autre part, les marques construites par les groupes dans tel ou tel lieu rendant visible la mémoire du groupe. Dans une perspective diachronique, nous mettons en évidence l'évolution de ce processus de marquage par l'effacement ou au contraire l'apparition des traces et des marques. En rétrécissant notre champ, dans un second temps, nous détaillons la forme des cérémonies commémoratives, suivant notre grille d'observation (Cf. tableau 3, p. 136). Nous entendons par forme tout ce qui se rattache à la mise en scène des commémorations : les lieux choisis pour les commémorations et la manière dont ils sont aménagés (par exemple présence ou absence de mémorial, de banderoles, de photos etc.), l'importance du public et la façon dont les groupes investissent tel ou tel lieu et comment ils se déplacent dans et entre ces lieux. Enfin, dans un troisième temps, en fixant notre champ sur l'orateur nous présentons l'analyse de contenu thématique de l'ensemble des discours prononcés par les différents

groupes en présence lors des cérémonies. Cette organisation des données permet en somme de constater le processus commémoratif, et *a fortiori* la dynamique de la mémoire collective, à l'œuvre dans la succession de ces cérémonies et dont nous avons été le « témoin » en tant qu'observatrices.

1.1. Retour historique sur les commémorations de 2002 à 2007

Avant de développer nos observations lors des commémorations entre 2008 et 2013 il est nécessaire de revenir brièvement sur l'histoire des « 21 septembre » pour comprendre la pluralité des lieux de commémorations, la variété des formes de ces rassemblements, la rupture entre certains groupes et la présence en pointillée et silencieuse des élus locaux lors de ces cérémonies. Pour cela, nous nous appuyons principalement sur une documentation issue de la presse locale, d'articles et d'ouvrages scientifiques.

1.1.1. Un premier anniversaire cacophonique

Dès le 21 septembre 2002, la ville de Toulouse commémore le premier anniversaire de l'explosion de l'usine AZF dans une certaine cacophonie déjà teintée de conflits entre les groupes. Dans le programme des commémorations publié dans La Dépêche du Midi, nous pouvons recenser plus de 11 rassemblements distincts ce jour-là, dans différents endroits de la ville. Des groupes se réunissent alors sur les lieux où ils ont vécu la catastrophe tels que les salariés des transports en communs au dépôt de bus, les élèves du lycée Gallieni dans l'établissement, les anciens salariés d'AZF dans l'usine encore debout, les élus devant les grilles de l'usine, les sinistrés au rond-point du 21 septembre, les « Toulousains » place du Capitole, un repas interprofessionnel à l'initiative des syndicats CGT à l'université du Mirail et « Plus Jamais Ca Ni Ici Ni Ailleurs³² » manifeste dans le quartier Croix de Pierre, siège de leur association.

A la veille de la première commémoration, les anciens salariés annoncent une cérémonie à huis clos dans l'enceinte de l'usine, refusant l'accès à toute personne extérieure à l'entreprise y compris les élus locaux, les hommes politiques et la presse. L'annonce de la fermeture de l'usine, ainsi que la destruction de la tour AZF, est l'une des raisons qui motivent alors les ex-salariés d'AZF d'exclure notamment le maire, Philippe Douste-Blazy, de leur cérémonie (Latté, 2009). Si le maire n'est pas le bienvenu à l'usine Grande-Paroisse, il ne l'est pas non plus au rond-point du 21 septembre, qu'il inaugure pourtant la veille de l'anniversaire. Les associations de sinistrés ayant alors le sentiment d'être abandonnées dans leurs quartiers et refusant toute

³² Pour faciliter la lecture nous utiliserons à présent l'anagramme « PJCININA » pour nommer cette association

récupération politique de leur combat. Cette atmosphère pesante, le malaise installé entre les associations et les élus locaux amène le premier ministre de l'époque, Jean-Pierre Raffarin, à renoncer à venir rendre hommage aux victimes d'AZF.

Malgré ces dissensions, la mairie s'investit dans la journée du 21 septembre 2002 pour commémorer la catastrophe. Le matin, avant l'arrivée des salariés de l'usine, la mairie vient déposer discrètement une gerbe de fleurs devant les grilles d'AZF. A 10h17, vingt-et-une cloches de Toulouse sonnent le glas pour respecter trois minutes de silence³³. Les Toulousains sont invités à se rassembler place du Capitole pour écouter le discours du maire suivi d'un concert symphonique. En parallèle, les associations de sinistrés et de PJC partent du rond-point du 21 septembre et manifestent dans les rues de Toulouse pour demander la fermeture du pôle chimique et la condamnation du PDG de Total. Dans la journée, elles organisent sur les bords de la Garonne un « forum citoyen » sur les risques industriels. En fin de journée, des repas de rue sont organisés dans différents quartiers sinistrés.

Pour ce premier anniversaire, beaucoup de personnes ont participé aux différentes cérémonies organisées un peu partout dans la ville. Elles étaient notamment 10 000 à se rassembler place du Capitole, 600 dans l'enceinte de l'usine, 3 000 au forum des citoyens.

1.1.2. 2003 la rupture

Le deuxième anniversaire de l'explosion, en 2003, marque la rupture entre les élus locaux et l'ensemble des associations. Malgré des tensions manifestes, Philippe Douste-Blazy vient tout de même participer à la commémoration au rond-point du 21 septembre, avec dépose de gerbe et discours. Certains membres des associations de sinistrés et de PJC huent les élus dès leur arrivée, voire les attaquent de manière violente. Le maire peine dans cette situation à déposer la gerbe de fleurs. Il repart alors au plus vite, sous les insultes. Les sinistrés sont en colère, ils attendent que la mairie débloque les fonds en provenance des dons faits aux sinistrés. Ils reprochent à la mairie d'avoir utilisé ces dons pour reconstruire les bâtiments communaux alors que dans le même temps les sinistrés n'ont pas toujours pas été indemnisés. La deuxième raison de leur hostilité, c'est le refus de voir les élus « entrer par effraction » et de « s'accaparer leur jardin de mémoire ». Cette scène est vécue par la majorité des élus comme une insulte à la mémoire des morts. A ce propos P. Douste-Blazy dira que ces personnes ne « respectent pas les morts d'AZF ».

³³ « Les cloches des 21 églises de Toulouse et celles du Capitole sonnent le glas pour observer 3 minutes de silence. Cinq coups graves de quelques secondes préviendront les Toulousains quelques minutes avant. A la fin du recueillement, les cloches sonneront à toute volée » (La Dépêche, le 21 septembre 2002)

En marge de cette commémoration, les anciens salariés, comme lors de la première année, commémorent à huis clos dans l'enceinte d'une usine AZF qui disparaît petit à petit.

1.1.3. De 2004 à 2007 une certaine stabilité

En 2004, et en raison des incidents du 21 septembre 2003, le nouveau maire, Jean-Luc Moudenc, n'a pas souhaité se recueillir au rond-point, dans un « souci d'apaisement » a-t-il déclaré. Seul le maire du quartier est venu déposer une gerbe discrètement, en silence. Les familles endeuillées expriment, quant à elles, le souhait de pouvoir se recueillir sur un lieu public avec une stèle sur laquelle les noms de toutes les personnes décédées seraient inscrits. La stèle des anciens salariés n'étant pas adaptée pour ces familles, puisque cette dernière ne comporte que les vingt-et-un noms des personnes décédées sur le site.

De 2005 à 2007 on voit apparaître une certaine stabilité dans l'organisation des commémorations, au niveau des lieux, des participants et des discours. Chaque 21 septembre, se déroule deux commémorations, celle des anciens salariés à huis clos sur le site AZF et celle au rond-point avec la présence de nombreuses associations (sinistrés, familles endeuillées, comité des victimes, PJC, collectif des sans fenêtres). A partir de 2005 les élus locaux, dont le maire, ont réinvesti les cérémonies commémoratives au rond-point du 21 septembre. Leur présence est silencieuse, aucun discours n'est prononcé. Ils se limitent à la dépose de gerbe et au respect d'une minute de silence avec la population. Le changement politique, intervenu en 2008 à la mairie de Toulouse, va modifier les relations entre la ville et les différentes associations ainsi que l'investissement des élus dans l'organisation des commémorations et dans les procédures judiciaires. Le nouveau maire Pierre Cohen ayant notamment décidé de se constituer partie civile au procès.

1.2. De l'effacement des traces à la multiplication des marques

Il persiste à Toulouse un territoire délimité qui, à ce jour, n'a jamais été modifié depuis la catastrophe. C'est la zone dite cratère toujours considérée par la justice comme une pièce à conviction. Située au nord de l'ancien site AZF, proche du périphérique, cette parcelle protégée à des fins judiciaires est délimitée par des grillages pour empêcher toute effraction. Vu de l'extérieur nous pouvons observer qu'il demeure des morceaux de l'usine notamment un mur entier et



Photo 10 Zone cratère, vu de l'extérieur, Demoures, Novembre 2011

une grosse conduite qui servait sans doute à une des machines. Grâce à une ouverture dans le grillage, nous avons pu pénétrer sur la zone cratère caractérisée par un contraste saisissant : Derrière une végétation qui a repris ses droits, nous avons retrouvé des vestiges de l'usine et de l'explosion. Nous avons alors constaté que tout était resté en l'état, comme si la catastrophe venait de se produire : Anciennes fondations, morceaux de ferrailles rouillés, amas de tôles, blocs de ciment brisés... Les piquets entourant la scène étaient encore là. Des sacs éventrés de nitrate d'ammonium étaient restés à même le sol. Plus loin nous avons découvert un petit lac qui semblait tout à fait paisible. C'est ce qui subsistait du cratère, épiceutre de l'explosion. Cette zone n'est jamais investie lors des commémorations. Elle est comme abandonnée et effacée, symboliquement parlant.



Photo 11 Intérieur de la zone cratère, Demoures, novembre 2011

Sur le reste du site, comme nous l'avons déjà mentionné, la partie nord reste en état de friche et sur la partie sud se trouve actuellement l'Oncopole. Nous allons concentrer ici notre regard sur la première partie. Une parcelle de terrain, bordant la route d'Espagne, a été donnée par Total, propriétaire du terrain, aux anciens salariés de l'usine AZF afin qu'ils y construisent un mémorial. En 2008, lorsque nous avons débuté nos observations, le mémorial était encore en phase de construction. Le projet était de reconstruire à l'identique l'ancien poste de garde de l'usine avec les pierres d'origine récupérées. Non loin de là, était érigée une plaque commémorative honorant la mémoire des vingt-et-une personnes décédées sur le site. Chaque année, le groupe des anciens salariés d'AZF se retrouve sur cette parcelle, commémorant face à leur mémorial la catastrophe d'AZF.



Photo 12 stèle commémorative des anciens salariés d'AZF, Demoures, décembre 2008



Photo 13 Mémorial en construction des anciens salariés d'AZF, Demoures, décembre 2008

En 2011, pour les dix ans de la catastrophe, ce groupe se voit dans l'obligation de cohabiter avec un nouveau mémorial, érigé par la mairie, à quelques mètres seulement de celui des anciens salariés. En effet, cette année-là, la mairie organise pour la première fois, une cérémonie sur l'ancien site de l'usine. Or, à défaut d'un mémorial, la ville décide de déplacer provisoirement, sur le site, une stèle érigée Route de Seysses en 2008 par l'association des victimes et des familles endeuillées et cela contre leurs avis. Sur cette stèle, qui était située dans l'un des quartiers les plus sinistrés, entre route de Seysses et rue Bernadette, est inscrit « AZF : 21 septembre 2001 ». A l'origine, aucun nom n'est gravé sur ce mémorial. Pour la commémoration du 10^e anniversaire, les élus revêtent cette stèle avec une plaque sur laquelle sont inscrits les trente-et-un noms des personnes décédées.



Photo 14 Stèle des victimes d'AZF, route de Seysses, Demoures, septembre 2008



Photo 16 Déplacement de la stèle des victimes d'AZF, La Dépêche du Midi, le 9 septembre 2011



Photo 15 Stèle des victimes d'AZF, site AZF, Demoures, Septembre 2011

Pour le 11^e anniversaire c'est un nouveau mémorial que la mairie de Toulouse inaugure. Il se situe sur l'ancien site de l'usine AZF, non loin de la stèle, qui finalement reste sur le site.

Ce mémorial censé représenter/symboliser un cratère, est composé de 397 mâts en inox, de hauteur variable, les plus haut étant à l'extérieur du cercle et les plus petits à l'intérieur. La structure a été pensée pour que les visiteurs puissent flâner entre les tubes. Ces tubes ont plusieurs « fonctions ». Sur les mâts extérieurs sont inscrits les trente-et-un noms des personnes décédées et sur d'autres on peut également lire : « pour les victimes d'AZF », « AZF le 21 septembre 2001 ». La journée ces tubes émettent des sons, donnant l'effet d'un bourdonnement. La nuit, les sommets des mâts s'éclairent en rouge et blanc rappelant les couleurs de la tour AZF. Depuis, ce mémorial est investi chaque année pour les commémorations organisées par les élus locaux avec l'association des familles endeuillées et le comité de victimes d'AZF.



Photo 17 Mémorial « public » vu de l'extérieur, Demoures, septembre

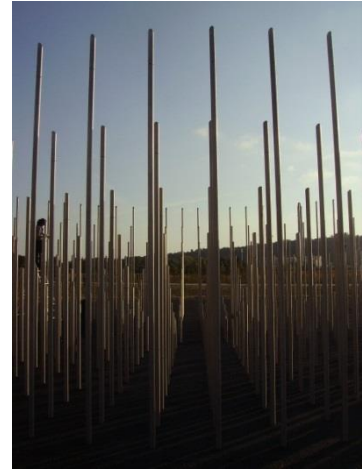


Photo 18 Mémorial "public" vu de l'intérieur, Demoures, septembre 2012

Nous le constatons, le site AZF est comme saturé par les multiples marques déposées par différents groupe en présence. Ces dernières sont investies à l'occasion des commémorations. A l'inverse, les empreintes de l'usine et de la catastrophe sont totalement désinvesties. Alors que ces traces sont clairement perceptibles de l'extérieur, elles deviennent alors comme absentes de notre champ de vision qui se focalise sur les mémoriaux. Sur ce lieu, la mémoire du désastre s'efface faisant place à une mémoire plus « stable », institutionnelle, s'incarnant dans des œuvres qui se veulent artistiques.

A quelques kilomètres de là, au nord du site AZF, se situe le rond-point qui, en 2002, fut rebaptisé rond-point du 21 septembre 2001. Une plaque installée en son centre vient désigner ce lieu de recueil avec l'inscription : « aux victimes et aux sinistrés du 21 septembre 2001 ». A Toulouse, c'est aujourd'hui le seul lieu qui, par son nom, renvoie à la mémoire de l'explosion de l'usine d'AZF. Chaque année pour les commémorations, ce rond-point est investi par les associations de sinistrés.



Photo 20 Plaque au rond-point du 21 septembre, Demoures, septembre 2008



Photo 21 Rond-point du 21 septembre, Demoures, septembre 2010



Photo 19 Rond-point du 21 septembre, Demoures, septembre 2008

1.3. Mise en scène des mémoires dans l'espace

Pour présenter l'analyse des données des cérémonies commémoratives, nous appliquons la grille d'observation lieu par lieu. En tant que cérémonies ritualisées prenant à chaque fois des formes extrêmement similaires, nous ne détaillons pas ici nos résultats par année afin d'éviter toute redondance. En revanche, nous soulignons, autant que faire se peut, toute évolution dans la mise en forme des cérémonies.

Toutefois, il est important de prendre en compte que, à l'occasion du 10^e « anniversaire » de l'explosion d'AZF, les cérémonies ont pris une forme symbolique plus soutenue se manifestant notamment par un nombre de participant et de journalistes décuplé et la présence « exceptionnelle » de quelques personnalités politiques comme Eva Joly, candidate à la présidentielle, et Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT. En plein période de pré-campagne présidentielle, s'est ajouté, en plus des multiples enjeux qui sous-tendent ces commémorations, un intérêt électoraliste.

1.3.1. Rond-point

A chaque date anniversaire, le rond-point du 21 septembre, de 10 heures à 11 heures, est interdit à la circulation afin que la cérémonie puisse se dérouler. Chaque année, le lieu est garni de grands calicots sur lesquels on peut lire « Plus jamais ça ni ici ni ailleurs, Impunité contre les crimes industriels ? » ou encore « Total blanchi par la justice. Ne laissons pas les profits faire la loi. Association des sinistrés du 21 septembre ». A partir de 2011, pour les dix ans de la catastrophe, les drapeaux du syndicat CGT font leur apparition sur le lieu. Ils disparaissent en 2013. Ces marques éphémères donnent le ton de ces cérémonies qui prennent des allures de manifestations.

La dimension du public et la présence de tel ou tel groupe sur ce lieu pour les commémorations ont évolué sur le temps de nos observations. En effet, en 2008, et pour la dernière année, le rond-point était encore le lieu officiel des cérémonies institutionnalisées par la présence des élus locaux. Ainsi, pour cette année 2008, environ 250 personnes étaient présentes, dont les associations PJCININA, les sinistrés du 21 septembre, collectifs des sans fenêtres, associations des familles endeuillées, association des victimes d'AZF, et les autorités locales (le Maire, le président du conseil général, président du conseil régional). A partir de 2009, les associations des familles endeuillées, des victimes d'AZF et les élus locaux n'investissent plus ce lieu. Ils commémorent ensemble à quelques mètres de là, route de Seysses, face au mémorial inauguré un an auparavant. En conséquence, en 2010, à peine 50 personnes commémorent au rond-point. Hormis pour les dix ans de la catastrophe (environ 300 personnes présentes, venue d'Eva Joly

et du secrétaire général de la CGT), ce nombre diminue d'année en année. En 2012, pour contester l'inauguration du nouveau mémorial sur le site AZF, qualifié « d'objet commémorant non identifié », l'association PJCININA se retire des commémorations. Seule l'association des sinistrés continue d'investir le rond-point chaque 21 septembre et, en 2013, à peine vingt personnes commémorent au rond-point.

Avant l'ouverture des discours, les différentes associations présentes forment plusieurs petits groupes sur le rond-point autour de leurs banderoles, sans véritable interaction entre elles. La séparation entre les sinistrés du 21 septembre et PJCININA devient plus nette lors du 10^e anniversaire. Face à une assemblée encore éparpillée, le président de l'association PJCININA prend la parole en dehors de l'estrade installée pour les discours. Seules les personnes de l'association l'écoutent. A la fin du discours, il annonce que lui et les membres de l'association vont aller sur le site AZF pour « contribuer (...) à un début de cicatrisation des plaies collectives ouvertes dans la société toulousaine depuis le 21 septembre 2001, sans renoncement à nos convictions et à nos combats ». Sur ces mots, les membres de l'association se mettent en cortège et se dirigent vers l'usine, située à deux kilomètres, pour participer à la commémoration officielle. Quant à la CGT et à l'association des sinistrés, ils restent sur place, au rond-point. Ce moment signe la fin d'une commémoration unifiée entre ces deux associations.

Au rond-point, les cérémonies débutent à 10h17 par une minute de silence. Sur le temps de nos observations, nous avons vu se succéder plusieurs orateurs, représentant telle ou telle association. Le nombre de discours prononcé n'est jamais identique d'une cérémonie à l'autre. La quantité allant de un à trois et la durée de la cérémonie fluctuant de 10 à 40 minutes. La seule association faisant régulièrement un discours chaque année est celle des sinistrés du 21 septembre. Or, celui qui est à l'origine de cette association annonce à la commémoration de 2008 qu'il se retire car dit-il : « *un jour il faut sortir de l'identité de victime* ». A partir de 2009, c'est donc un nouveau représentant qui prend la responsabilité de l'association et qui, à ce titre, devient l'orateur aux commémorations. Jusqu'en 2011, le collectif PJCININA prononçait également chaque année un discours au rond-point. De 2010 à 2012, un représentant du syndicat CGT, présent sur l'estrade au côté de ces associations, formulait un petit discours. De manière générale, les différentes allocutions sont ponctuées par des applaudissements de la part du public. A partir de 2009, plus aucune gerbe n'est déposée sur ce lieu. A la clôture des cérémonies, les associations rangent leurs banderoles, le public se disperse et quitte les lieux assez rapidement. En 2013, la fin de la commémoration a pris une tournure quelque peu embarrassante en raison du nombre de participant extrêmement faible. En effet, à la fin du discours, le représentant des sinistrés est applaudi puis s'ensuit un instant de flottement

personne ne mettant fin à la manifestation. Chacun reste sur place en silence, tout le monde se regardant perplexe. Le représentant de l'association propose à ceux qui le souhaitent de prendre la parole mais personne ne réagit. Sur cette situation gênante, la manifestation s'achève. Chaque année, le rond-point, quelques minutes après les cérémonies, s'ouvre à nouveau à la circulation, comme si de rien n'était. A 11 heures, il ne reste plus aucune trace de la manifestation.

1.3.2. Site AZF

Comme nous l'avons indiqué sur le site AZF se déroule deux cérémonies autour de deux mémoriaux distincts : celle des anciens salariés et celle dite « officielle » organisée par la mairie. La première débute à 10 heures, se termine vers 10h15 et la seconde commence à 10h17. Nous présentons donc ici dans un premier temps les données relatives à la commémoration des anciens salariés puis, dans un second temps, celle de la ville.

➤ Mémorial des anciens salariés

Les cérémonies commémoratives au mémorial des anciens salariés d'AZF prennent une forme beaucoup plus stable en comparaison avec celles du rond-point. Si durant le temps de nos observations, les commémorations sur ce lieu de mémoire ont été ponctuées par de nombreuses tentatives de réconciliation de la part des élus locaux ainsi que des familles endeuillées et du comité des victimes, le nombre de personnes, l'investissement et le placement sur le lieu, le décor, l'attitude de l'orateur et du public sont similaires d'année en année. C'est à 9h30 que les personnes commencent à arriver sur le site, au mémorial. Chaque année, ce sont environ 300 personnes qui participent à ces cérémonies. Rapidement, le groupe se forme, tout le monde discutant ensemble, se remémorant le plus souvent des souvenirs de l'activité industrielle d'AZF. Sur l'étendue du site AZF, les personnes restent groupées sur la parcelle qui leur a été attribuée. Rares sont ceux qui s'éloignent de cette partie. Hormis pour les dix ans de la catastrophe, le lieu ne fait pas l'objet d'un ornement particulier pour les commémorations. En 2011, pour marquer la décennie, les anciens salariés ont exposé un ensemble de photographies noir-et-blanc disposées sur un grand panneau de plusieurs mètres. Sur ces photos, d'anciens salariés posent devant l'ancienne tour AZF juste avant sa destruction en 2004.

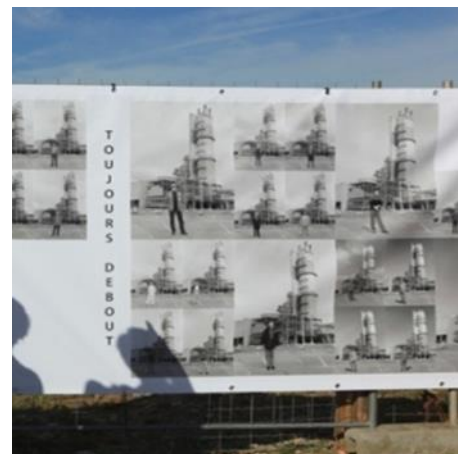


Photo 22 Ornement du mémorial des anciens salariés pour les 10 ans, Demoures, septembre 2011

Verticalement, entre les photos, est inscrit « Toujours debout » ou encore « Toujours là ». L'ancien directeur de l'usine AZF, mis en cause au procès AZF, est à chaque fois présent. Le

directeur de la société Grande-Paroisse ainsi que quelques dirigeants du groupe Total en charge du dossier et leurs avocats sont également parfois présents. La relation entre les uns et les autres paraît fraternelle et se manifeste notamment par des accolades.

La cérémonie des anciens salariés d'AZF s'ouvre à 10 heures et s'achève constamment avec une minute de silence et la dépose des gerbes devant leur stèle. L'orateur principal est toujours le président de l'association des anciens salariés, ancien représentant syndical CGT d'AZF. C'est lui qui ouvre et clôture la cérémonie. En 2008 et 2010, le dirigeant de Grande-Paroisse ainsi qu'un ou plusieurs proches de victimes décédées sur le site ont aussi prononcé un discours. Durant les allocutions, le public reste à l'écoute et silencieux. A la fin de la cérémonie, le président invite chaque année ceux qui le souhaitent à rejoindre la cérémonie officielle. Mais, la majorité reste sur leur emplacement, tournant le dos à l'ouverture de la commémoration officielle, quelques mètres plus loin, qui débute à 10h17.

➤ **Mémorial public : à la recherche d'un lieu unifié**

C'est pour les dix ans de la catastrophe que les pouvoirs locaux et les associations des familles endeuillées et des victimes AZF ont investi le site AZF pour les commémorations. Dans une démarche de réconciliation et dans le but d'organiser un jour une seule cérémonie, la mise en forme de cette commémoration évolue d'année en année, avec la préoccupation de chercher un espace d'apaisement. Nos observations ont permis de capter le début d'un processus de réconciliation en train de se faire et nous ont alors amené à décrire ces cérémonies d'un point de vue chronologique. C'est en 2010 que ces groupes tentent pour la première fois une connexion entre les différents lieux de mémoires en allant à la rencontre des anciens salariés sur le site. Pour symboliser leur volonté d'union, ils ont apporté avec eux une plaque sur laquelle sont inscrits les trente-et-un noms des personnes décédées dans la catastrophe, et l'ont posé à l'endroit même où ils souhaitaient construire le mémorial « unique », à quelques mètres du mémorial des anciens salariés. Les trois représentants de ces différentes associations avec le maire de Toulouse, se sont alors réunis autour de la plaque et ont respecté ensemble une minute de silence. A la suite d'une poignée de main, l'association des familles endeuillées s'est recueillie face à la stèle des anciens salariés et y a déposé une gerbe de fleur. Puis le président de cette association prend la parole, sans micro, durant cinq minutes, devant une trentaine de personnes. Derrière, l'association des anciens salariés attend la fin de ce discours pour commencer sa cérémonie. Les membres de cette association ignorent le discours prononcé par le président de l'association des familles endeuillées et discutent entre eux. Par conséquent, le discours est inaudible. Seule la dernière phrase du discours est compréhensible : « *L'année*

prochaine à l'occasion du 10^{ème} anniversaire j'espère que nous allons nous réunir pas si loin d'ici, à 35 mètres environ, sur une stèle définitivement et qui sera publique ». Le président invite alors les personnes à se réunir devant le mémorial route de Seysses avec les autres associations. Le discours se clôture par une minute de silence.

En 2011, pour la première décennie, la cérémonie sur le site AZF se fait en « *grande pompe* ». Toutes les télévisions sont présentes et se focalisent sur le lieu « officiel ». Des hommes en costume noir préparent la « scène », mettent en place les chaises, les micros, et délimitent avec des rubans un emplacement réservé aux élus et familles endeuillées. Le public très nombreux, environ 1000 personnes, ne peut s'approcher de la stèle. De façon assez nette, se forment le groupe des « personnalités » et celui des « spectateurs ». Tous restent autour de la stèle, fraîchement déposée. Le clivage avec le groupe des anciens salariés se dessine très clairement sur l'espace, personne ne se mélange, personne n'envahit l'espace de l'autre. Seules quelques personnes, non habituées de ces commémorations, ne savent pas où aller en voyant les deux groupes de personnes et en l'absence d'indication. Les gens errent entre les deux stèles, cherchant un endroit où s'installer. La population est, à la différence des autres années, plus éclectique : il y a des jeunes, des familles, des habitants des quartiers alentours... bref un public à l'image de la population d'une ville. La population est tellement dense qu'on ne peut voir la cérémonie. Celle-ci débute à 10h17 avec le retentissement de toutes les sirènes de la ville qui précède une longue minute de silence. Une personne prend le micro et nomme les noms des trente-et-une victimes, toujours dans un silence de plomb. Après une nouvelle minute de silence, le « maître de cérémonie » appelle les associations et des personnes, une à une, pour les dépose de gerbes. Chaque dépose de gerbe est ponctuée par une minute de silence. Il y eut en tout quatorze déposes de gerbe. La commémoration officielle prend fin. A la fin, le groupe s'éparpille sur le site et reste quelques instants pour discuter.

En 2012, c'est l'inauguration du nouveau mémorial. En attendant 10h17, les personnes présentes prennent le temps d'observer le mémorial. Les réactions et les avis sur cette structure originale sont du domaine de la perplexité. La plupart ayant dû mal à comprendre le sens de ces tubes et le son qui en sort. Et il n'y a d'ailleurs aucune indication sur le sens que l'artiste a voulu donner au travers de cette œuvre.

Il est 10h17, une sirène se déclenche. A la différence de l'année précédente, pour les dix ans, où toutes les sirènes de Toulouse ont été déclenchées en même temps, pour cette commémoration c'est un enregistrement sonore d'une sirène qui a été diffusé. Puis, comme à l'accoutumée, une minute de silence a été observée, suivie de l'énonciation des noms des trente-et-une victimes et enfin les élus et associations ont procédé à la dépose de gerbes. Fin de la

cérémonie, chacun part de son côté. L'année suivante, la commémoration officielle conserve exactement les mêmes rites, à la seconde près.

1.3.3. Conclusion intermédiaire

A partir de ces données, nous constatons dans un premier temps combien l'espace prend une place prépondérante pour la mise en scène de la mémoire des groupes. Celui-ci est en effet investi par la présence répétitive et rituelle des différents groupes en présence mais également au travers des marques déposées sur les lieux, qu'elles soient pérennes ou plus éphémères. On a pu alors observer des processus de marquage différents entre le rond-point du 21 septembre et l'ancien site d'AZF. Pour le premier, les groupes commémorant sur ce lieu le garnissent d'immenses banderoles identiques chaque année et remplissant le lieu. On peut penser que si ce lieu est un « mémorial symbolique » par son nom, à défaut d'être un mémorial matériel, l'ornement, venant marquer l'espace et le temps des cérémonies, est une manière de compenser l'absence d'une trace et d'une marque. A l'inverse, l'ancien site AZF, nommé site Langlade, est totalement saturé de marques et de traces de la catastrophe. Hormis pour les dix ans, les lieux de mémoires sur le site ne font l'objet d'aucun ornement particulier. Les mémoriaux se suffisent à eux-mêmes. Il est également à souligner que les noms des personnes disparues sont représentés/écrits trois fois : sur les deux stèles et sur le mémorial. Les groupes en fonction de leur appartenance commémorent devant telle ou telle stèle. Cet espace donne l'image d'une véritable cacophonie où cohabitent un centre de recherche sur le cancer, une clinique, deux mémoriaux sur une partie du terrain encore en friche et le cratère sous contrôle judiciaire, symbole de la catastrophe. S'entremêlent, sur cet espace, l'oubli des images destructrices de l'explosion et à l'inverse un « trop plein » de mise en mémoire de l'événement dans des œuvres esthétiques détonnant avec la désolation de la catastrophe.

Dans un second temps, nous remarquons que les tensions intergroupes se dessinent dans et sur l'espace et à ce titre deviennent visibles. Ainsi, malgré les tentatives de réconciliation, les groupes des anciens salariés et des sinistrés maintiennent des frontières imperméables dans l'espace. En parallèle, la volonté d'une réconciliation par les associations des familles endeuillées et des victimes ainsi que par la mairie se matérialise par la création d'un espace « inter-médiaire », au sens d'une recherche d'une médiation entre les groupes. Ce lieu, que l'on peut qualifier de « transitionnel » au sens Winnicottien du terme, est dénué de toute lecture explicite du passé, qu'il s'agisse de la catastrophe ou de l'usine. Au contraire, les sinistrés sur le rond-point du 21 septembre et les anciens salariés sur le site AZF, viennent revendiquer une

mémoire « partisane » située qui se matérialise notamment pour les premiers par les banderoles et les seconds par le mémorial en construction représentant l'ancien poste de garde d'AZF.

2. Des lectures du passé situées

Les différents discours prononcés sur ces lieux vont venir étayer telle ou telle lecture de l'espace en cherchant à ancrer plus profondément la mémoire du groupe sur les lieux. Nous présentons donc ici l'analyse de contenu opérée à partir des discours récoltés lors de nos observations. Dans l'objectif de mettre en avant l'inscription spatiale des rumeurs, et *a fortiori* des mémoires, nous exposons nos résultats lieu par lieu.

2.1. Pour la mémoire d'une catastrophe : vers un terrorisme industriel

Sur l'ensemble de nos observations nous avons récolté treize discours prononcés au rond-point du 21 septembre : trois de PJCNINA, cinq de l'association des sinistrés du 21 septembre, quatre de syndicats de la CGT et enfin un du comité des victimes AZF. Les orateurs sont souvent éloquents, prolixes, et les discours peuvent durer jusqu'à 15 minutes.

Si chacune de ces associations se mobilise sur différentes problématiques relatives à la catastrophe d'AZF, toutes s'associent autour d'un même engagement, celui de faire condamner Total. De manière générale, les discours sont prononcés sur un ton combatif et revendicatif usant régulièrement de l'ironie et du cynisme comme pour provoquer le public. Ces cérémonies prennent souvent des allures de manifestations militantes et politiques. Rythme et contenu des discours sonnent comme une redite perpétuelle. Ainsi, et en considérant la totalité des discours recueillis, nous pouvons dégager cinq thématiques transversales entre les associations et constantes dans le temps.

➤ La politique criminelle de Total

La politique dite « criminelle » et « meurtrière » de l'entreprise Totale est la thématique la plus prégnante dans les discours commémoratifs prononcés au rond-point du 21 septembre. Tous mettent en avant la responsabilité « sans ambiguïté » de cette entreprise dans la catastrophe d'AZF. Cette dernière aurait en effet créé, voire « organisé », les conditions de l'explosion « par obsession de profit » (PJCNINA, commémoration 2008). Tous dénoncent le rôle actif du groupe Total dans l'enquête sur les causes de l'explosion en le rendant coupable de s'être : « *rendu sur le site dans les premières heures, en troublant l'état des lieux, peut-être même en formatant des dépositions, donc en gênant le bon déroulement de l'enquête publique* » (PJCNINA, commémoration 2008) et d'avoir « *volontairement dissimulé les preuves* » (association des sinistrés du 21 septembre, commémoration 2010). Selon ces associations, Total connaît depuis le premier jour l'origine accidentelle de l'explosion causé par un mélange malencontreux. Or,

« le groupe Total (...) a tout fait pour le cacher à la justice. Ainsi, la commission d'enquête interne mis en place le jour même de l'explosion a interrogé tous les protagonistes, a rapidement compris le mécanisme fatal, et a laissé l'enquête judiciaire patauger » (association des sinistrés, commémoration 2011). Pour dissimuler sa responsabilité et sa culpabilité, Total diffuserait des rumeurs « calomnieuses » et « xénophobes » d'attentat permettant de créer un écran de fumée. Tous condamnent la rumeur de l'attentat qui est une production de la stratégie de Total visant à « enfumer l'opinion par de multiples mensonges et théories délirantes » (association des sinistrés, commémoration 2012).

➤ Une justice démunie

Parallèlement à la diabolisation du groupe Total, ces associations évoquent toutes l'impuissance de la justice pour condamner un tel groupe financier. Cette thématique devint plus saillante à partir de 2010, à la suite du verdict du premier procès, lequel prononçait une relaxe générale au bénéfice du doute. A l'ouverture de la cérémonie en 2010, le représentant du collectif PJCNINA introduit son discours sur le « scandaleux verdict de relaxe blanchissant Total » puis il dénonce « l'impuissance de la justice à condamner les responsables (qui) laissent les riverains désarmés, nus face au crime industriel ». Tous les orateurs jugent cette décision judiciaire comme « incompréhensible » preuve selon eux de l'incapacité de la justice et de la société à condamner une puissance financière. Chacune de ces associations exprime clairement sa volonté et son intention de faire reconnaître Total comme étant responsable et coupable de la catastrophe et à ce titre souhaite sa condamnation en justice. C'est au travers de cette ligne de conduite, de ce combat, que ces groupes justifient et légitiment leur existence, leurs actions, et l'organisation des commémorations à l'écart des « autres ». En 2013, et suite à la condamnation du directeur d'AZF et de celui de Grande-Paroisse, le président de l'association des sinistrés félicite cette « victoire incontestable » permise selon lui grâce à leur pouvoir de conviction. Il anticipe sur le pourvoi en cassation de Total et déclare que le combat n'est pas fini fixant ainsi un nouveau rendez-vous au rond-point le 21 septembre de l'année suivante.

➤ Du risque zéro à la culture du risque

La question du risque industriel, des leçons tirées d'AZF, de l'application de la loi Bachelot est là aussi une thématique transversale et diachronique dans les discours prononcés au rond-point. Si cette thématique est plus saillante dans les discours du collectif PJCNINA, tous adoptent une même position. Chaque année ces associations font le même constat : une catastrophe pour rien, qui n'a pas permis de faire évoluer les pratiques des industriels face aux risques. Le collectif

PJC pointe du doigt l'ingérence des politiques et des administratifs dans l'application des PPRT (commémorations 2010 & 2011). Comme pour alerter le public, ce collectif et l'association des sinistrés focalisent et projettent la problématique du risque sur les terrains environnants de l'ancien site AZF qui, selon eux, reste explosif. Le collectif met en lien ces aspects avec le problème de la présence de la SNPE dont, selon lui, la situation reste alarmante (2010 & 2011). En 2010, il s'interroge : « à quand le prochain accident ? ». Dans le même registre ,en 2010, le président de l'association des sinistrés du 21 septembre pointe du doigt la question des Ballastières à Toulouse, sur l'ancien site d'AZF. Il rappelle que c'est une « *bombe à retardement dans la ville qui nous a été laissée en héritage par tous les ministres de la défense depuis la fin de la 1^{er} guerre mondiale* ». Le ton est inquiétant. Il parle de 5 à 30 000 tonnes de nitrocellulose pouvant exploser du jour au lendemain. Sur ce problème, Total reste dans le collimateur de l'association, car l'industriel aurait dû dépolluer entièrement le site. Par la suite, il évoque qu'un accord a été signé entre « *l'Etat, le Grand Toulouse, le Ministère de la Défense et le groupe Total où le groupe Total cède au Grand Toulouse la propriété du site AZF et donc les Ballastières et où l'Etat accepte de dépolluer les Ballastières à la place du groupe Total.* » Il interroge : « *Pourquoi ? Comment ? C'est ce que nous aimerions savoir* ». En raison du retrait de PJC dans les commémorations, cette question du risque va s'effacer peu à peu à partir de 2011. Plus précisément, le risque est traité différemment, davantage du côté du risque des salariés dans les installations industrielles. Cette thématique est surtout saillante dans les discours prononcés par les syndicalistes de la CGT. Ils mettent l'accent sur les accidents du travail exclusivement dans les usines du groupe Total. Chacun évoque les décès accidentels de plusieurs personnes dans l'usine en raison des mauvaises conditions de travail. En se positionnant comme « *victimes des politiques de Total* » (2010) ils réclament la condamnation de ce « coupable » dans le but d'améliorer la qualité de vie des ouvriers.

➤ **Les raisons du conflit avec les « anciens salariés d'AZF »**

A partir de 2010, les relations inter-associatives et les raisons des divisions commémoratives dans l'espace vont prendre de plus en plus de place dans les discours. L'émergence de cette thématique correspond au début du processus de réconciliation souhaité par les élus locaux et l'association des familles endeuillées dans la perspective du 10^e anniversaire. L'association des anciens salariés, avec qui tout rapprochement semble impossible, est alors au cœur du sujet. En effet, tous s'opposent à commémorer avec ceux qui ont signé un pacte avec le « diable » Total, avec ceux qui « *se rassemblent avec les patrons, les banquiers et les actionnaires, investisseurs et responsables de ce jour meurtrier* » (association des sinistrés, 2012).

L'association des anciens salariés devient totalement incompatible avec les groupes qui expriment très clairement le fait qu'un arrangement et un apaisement avec le groupe Total est impossible, inimaginable et donc par extension avec ceux qui le défendent. Le porte-parole des sinistrés, rend responsable cette association d'avoir « *divisé les victimes en dressant les salariés contre les sinistrés. Ils n'ont fait que s'acharner à disculper Total, alors que ce qui s'imposait c'était au contraire l'unité des sinistrés et des salariés pour obliger Total mais aussi les pouvoirs publics, à assumer leurs responsabilités. Depuis le début certains prétendent chercher la vérité. Mais la vérité ils la connaissent. Elle leur crève les yeux. Elle est dans les tracts syndicaux du passé, dans les anciennes prises de position, elle est dans les grèves pour imposer le respect des conditions de travail et de sécurité. Tout cela ils ont préféré l'oublier. Ils ont fait semblant de croire que puisqu'on s'en prenait aux manquements de Total, on attaquait les salariés. Ils n'auront réussi qu'à se solidariser avec leur patron contre les victimes, en reniant tout leur passé.* » (Commémoration 2011). Ici l'orateur mobilise les éléments du passé afin de délégitimer les prises de position du groupe des anciens salariés, incohérentes selon lui avec des revendications ouvrières anciennes. En 2012, c'est un ancien salarié d'AZF qui, exceptionnellement, prononce le discours au nom de l'association des sinistrés, le représentant officiel étant absent pour cette cérémonie en raison d'un problème de santé. Il souligne que l'union entre les salariés du pôle chimique et les riverains est un des combats forts de l'association. La division entre ces deux groupes, suscitée et alimentée selon lui par « *Total et des prétendus syndicalistes* », est nuisible pour leur combat, et ne doit pas rester une fatalité. Il précise que la réconciliation entre salariés et riverains se situe ici, au rond-point, contre les agissements de Total. Il est applaudi pour ces propos. De manière transversale, ils expriment une solidarité avec les salariés du pôle chimique si, et seulement si, ces derniers luttent ensemble contre le même responsable de leur malheur commun.

➤ **Un mémorial polémique**

Le projet du mémorial des anciens salariés sur le site AZF vient cristalliser un ensemble de polémiques dans la mesure où il est considéré comme l'objet matérialisant une alliance insupportable, voire un complot. Le représentant des sinistrés en 2010 parle d'un acte signé entre « *la communauté d'agglomération et une mystérieuse société d'investissement et le groupe Total en juin 2006 et ceci dans le plus grand secret* ». Dans cette perspective, à la même année le porte-parole du collectif PJC rend responsable la mairie de Toulouse de la dispersion des commémorations qui financerait « *le projet immobilier d'une association qui a défendu la thèse xénophobe de l'attentat pendant le procès, qui a applaudi le verdict de relaxe et qui se drape dans l'exclusive légitimité de la victime de l'explosion de l'usine AZF* ». Il revendique alors la

possibilité à toutes les victimes d'exprimer leurs points de vue. Pour cela, il réclame « *un lieu de mémoire pluriel qui retrace l'histoire industrielle du site et qui tire les enseignements de sa fin brutale. Un lieu pour la mémoire sociale* ». Il termine son discours en évoquant les perspectives d'avenir, en souhaitant que le futur soit plus positif, plus apaisé. Il espère ainsi que les dix ans de la catastrophe soit l'occasion d'une réunification entre les groupes, sur un même lieu, celui du cancéropôle, sur lequel cohabiteraient la mémoire de l'activité industrielle et la mémoire de la catastrophe industrielle. Le président des sinistrés rejoint ces propos. Si ce dernier souhaite que « *tous les sinistrés, salariés ou habitants puissent se retrouver en un endroit unique pour commémorer la catastrophe* » il refuse de se restreindre au silence imposé par « *l'offensive de grande envergure* ». Parce que la mairie tente d'organiser une cérémonie de réconciliation, en effaçant les controverses par une commémoration silencieuse, l'association des sinistrés s'oppose à une telle démarche qualifiée de « *mascarade* » (commémoration 2011).

Le rond-point du 21 septembre est ainsi devenu le lieu de protestations militantes et politisées. Tous se rassemblent autour d'un même combat, celui de faire condamner le groupe industriel Total, considéré comme étant le seul et unique responsable et coupable de l'explosion. La place de l'expérience vécue de la catastrophe et les images de désolation du 21 septembre sont totalement absentes des discours. L'émotion la plus suscitée est celle de la colère : colère envers le parcours du combattant dans les procédures administratives pour être dédommagés, colère envers Total responsable de la catastrophe et coupable de cacher la vérité, colère envers les politiques face à leur collaboration avec l'industriel et colère envers la justice impuissante face à la puissance financière. Le ton est combatif souvent provocateur et certains orateurs usent de slogans pour rassembler le public autour d'une idée.

2.2. Pour une mémoire industrielle : à la recherche de l'utopie perdue

Sur l'ensemble de nos observations sur le site AZF, nous avons récolté neuf discours, dont cinq du président de l'association des anciens salariés, un du directeur de la société Grande-Paroisse et trois de salariés qui ont perdu un proche qui travaillait aussi à AZF. Chaque discours prononcé est bref, durant moins de cinq minutes. A la différence des commémorations au rond-point du 21 septembre, toutes les personnes présentes à la cérémonie dite des anciens salariés, sont membres d'une seule et même association. Tous les discours sont extrêmement homogènes traitent des mêmes thématiques organisées dans un ordre relativement similaire parfois avec des formulations identiques d'année en année. Là aussi les cérémonies sonnent comme une redite perpétuelle. Nous repérons cinq thématiques transversales.

➤ **Hommage aux victimes**

Chaque discours débute par un hommage aux salariés disparus dans la catastrophe. Ici les souvenirs et les images du 21 septembre sont « réanimés ». Tous expriment à chaque fois, que le temps ne permet pas d'effacer le traumatisme, que les émotions restent intactes et le souvenir gravé à vie : « *Les images, les mots, les sensations, les situations, les contacts, les gestes de ces premières heures continuent de nous hanter aujourd'hui et ravivent les mêmes sentiments de douleur* » (Frère d'un salarié disparu, commémoration 2008) ; « *nous nous retrouvons pour la neuvième fois évoquer cette matinée du 21 septembre 2001 et plus encore pour nous souvenir de tous ceux qui ce jour-là nous ont quittés. Nous n'en oublions aucun et nous sommes nombreux à garder encore à l'esprit le souvenir de bons moments partagés et que nous ne pouvons ni ne voulons oublier* » (Pdt association des anciens salariés, commémoration 2010) ; « *Depuis douze ans maintenant nous nous retrouvons le 21 septembre pour nous souvenir, évoquer ceux qui alors nous ont quittés mais aussi pour nous retrouver et ensemble rappeler que nous n'avons rien oublié* » (Pdt association des anciens salariés, Commémoration 2013). Ce temps de recueillement rassemble le public autour d'un même souvenir partagé, créant une unité et une solidarité à l'intérieur du groupe. D'ailleurs, la fidélité des uns et des autres est souvent évoquée dès les premières secondes considérée comme la marque de l'attachement au groupe et le signe que le groupe se perpétue au travers du temps et ce malgré la disparition de leur usine.

➤ **Enquête de vérité**

Rapidement, l'exigence de vérité sur l'origine de la catastrophe est mobilisée dans les discours et, à ce titre, devient la thématique la plus saillante. L'explosion de l'usine AZF n'a en effet, selon eux, aucune explication satisfaisante. Chaque année, ce groupe exprime sa volonté quasi obsessionnelle de trouver un jour les véritables causes de l'explosion. Ce sujet est toujours traité à la lumière des différents procès à venir ou passés : « *Nous avons besoin d'avoir l'explication de ce qui s'est passé le 21 septembre 2001. Nous espérons la vérité. Nous la devons à ceux que nous avons perdus* » (commémoration, 2008), « *Au printemps prochain nous serons au rendez-vous pour faire entendre notre exigence de vérité car nous la devons à ceux qu'aujourd'hui nous honorons.* », « *Cette année encore nous nous retrouvons donc sans que les questions que nous nous posons depuis neuf ans aient trouvé un début de réponse. Le jugement prononcé il y a maintenant presque un an formalise en fait nos interrogations et les échéances que l'on nous propose jusqu'ici ne nous encouragent guère à l'optimisme. Une hypothèse ne peut en effet constituer une preuve surtout lorsqu'elle repose sur un scénario qui ne pourra jamais être démontré dans la mesure où il n'a jamais été réalisé* » (commémoration 2010), « *la recherche*

de vérité qui nous anime est sans limite dans ses exigences et dans son temps qui ne s'arrête pas obligatoirement au temps judiciaire » (commémoration, 2012), « *Ainsi, l'interminable action en justice dans laquelle notre association reste partie prenante en s'engageant pour contester l'in vraisemblable décision de justice prononcée le 24 septembre dernier. Parce que de toute évidence il ne correspond à aucune réalité, nous restons déterminés à contester le jugement qui a été prononcé et qui ne semble ne l'avoir été que pour, on ne sait trop pourquoi, cacher la vérité sur notre affaire »* (commémoration 2013). Cette « quête du graal » devient l'une des principales raisons invoquées pour justifier le rassemblement des anciens salariés sur ce lieu. Les différentes étapes judiciaires sont à chaque fois énoncées, et le président souligne constamment que, malgré les déceptions, le groupe reste soudé pour se faire entendre et demander la réouverture de l'enquête. Là encore, l'union et la solidarité du groupe sont soulignées, constituant leur force dans les démarches visant à faire la lumière sur la catastrophe.

➤ **De la fierté ouvrière à la nostalgie industrielle**

La référence à l'histoire industrielle et ouvrière est transversale dans les discours commémoratifs des anciens salariés. Ils manifestent leur attachement à l'usine AZF, à leur travail et à l'ambiance ouvrière. Ils soulignent combien ils restent fiers d'avoir participé à cette histoire que la catastrophe n'a pas permis d'endiguer. Ils évoquent ainsi la nécessité d'entretenir la mémoire ouvrière dont ils restent les « premières » victimes et la fin dramatique de cette histoire. Cette injonction au devoir de mémoire, s'exprime le plus souvent dans les discours par la négation de l'oubli : « *Ainsi, ne pourra être oublié ce passé qui nous appartient et que personne ne pourra effacer »* (Pdt association des anciens salariés, commémoration 2008) ; « *je souhaite vous dire de rester fiers de l'aventure industrielle et humaine, des valeurs développées et enrichies depuis l'ONIA jusqu'à Grande-Paroisse, valeurs pérennisées et gardées par l'Association »* (PDG Grande-Paroisse, commémoration 2008) ; « *votre large présence n'est pas une surprise pour ceux qui connaissaient notre usine, la vie que l'on y menait avec ses conflits, ses complicités, ses bons moments et ceux qui l'étaient moins, en fait tout ce qui fait la vie d'une communauté de travail et permet de mener à bien les objectifs d'une activité industrielle parfois mise en cause mais pourtant indispensable à tous. Un passé dont nous sommes fiers même s'il a trouvé son aboutissement dans un drame que nous avons partagé et qui reste jusqu'ici inexplicable »* (Pdt association des anciens salariés, commémoration 2010). Ici, la référence à ce passé justifie et légitime l'existence du groupe dans le présent. Il devient le point de repère pour le groupe retrouvant ses origines, tel un mythe fondateur. En parallèle, le groupe est glorifié à la lumière de cette histoire. Cette mémoire est revendiquée avec d'autant

plus de véhémence face aux attaques faites à l'encontre de l'usine et de sa gestion qu'ils considèrent comme une insulte à leur mémoire. En 2008, à l'approche de l'ouverture du premier procès, les discours commémoratifs anticipent les débats judiciaires : « *les débats vont aussi chercher à assombrir, ternir, détruire l'image de notre usine et de son histoire comme si, dans une dernière danse des indiens, après avoir obtenu la fermeture de l'usine, il fallait ajouter un scalp, celui du professionnalisme des femmes et des hommes qui portent l'histoire de cette usine* » (PDG Grande-paroisse, 2008). Plus précisément, le porte-parole de l'association, sans jamais les nommer directement, désigne des groupes qui seraient responsables, avec l'aide des médias locaux, de la fermeture de leur usine, des attaques qui leur ont été portées et de l'isolement dans lequel ils ont été laissés : « *Déjà, certains, avec l'aide de médias locaux qu'ils ne cessent de solliciter et qui ne leur ont jamais ménagé leur soutien, se positionnent pour le grand règlement de compte dont ils rêvent. A grand renfort de sites dits d'information, parfois abusivement financés par des organisations caritatives, ils s'appêtent à donner leur opinion sur une usine qu'ils ne connaissent pas et des faits que l'on ignore ou qui restent à démontrer* » (Commémoration 2008) ; « *à l'heure où l'on constate une érosion continue d'emplois et de richesses, que tout le monde aujourd'hui déplore dans une belle unanimité, nous rappellerons avec amertume la détermination qui fut la nôtre pour défendre une usine que certains se sont employés il y a dix ans à faire disparaître. Leur désespérance actuelle devant la disparition d'une activité industrielle indispensable à la vie ne nous fera pas oublier la manière avec laquelle ils se sont employés à régler le problème qui était alors posé* » (Pdt association ancien salarié, commémoration 2012).

➤ **Mémorial de l'usine**

Chaque année le président de l'association fait le point sur le projet de construction de leur mémorial, prévu sur l'emplacement où ils commémorent, et il exprime le souhait que celui-ci sera finalisé l'année d'après : « *Bravant l'inconfort que vous pouvez constater, nous avons tenu à nous retrouver sur l'emplacement qui reviendra à tous ceux qui ont travaillé ici. Plus tard, l'an prochain peut-être, nous prendrons possession du terrain qui nous a été attribué. Autour d'un monument que l'on doit à l'inspiration de l'un des nôtres, nous positionnerons des souvenirs de ce que fut notre usine. Ainsi ne pourra pas être oublié ce passé qui nous appartient et que personne ne pourra effacer* » (Commémoration 2008). Or, tous les ans, il regrette que les travaux prennent du retard dans l'aboutissement du « *mémorial de l'usine* » et s'offusque dans le même temps que « *les monuments à la catastrophe fleurissent ici et là aujourd'hui encore* » (Commémoration 2012). Là encore, il rend responsables certaines personnes : « *des*

hésitations dans les prises de décision, une réelle volonté de nuire de la part de certains, parfois totalement étrangers à nos préoccupations, des délais qui ne cessent de se prolonger ne nous permettent pas de vous donner rendez-vous là où nous l'aurions souhaité » (commémoration 2010). Ainsi, malgré l'absence de l'usine et de toute activité, ce site demeure leur propriété et le mémorial retraçant une partie de l'histoire industrielle et ouvrière permettra, selon eux, de raviver cette mémoire tout en posant le voile sur les aspects plus négatifs de la catastrophe.

➤ **Une réconciliation rancunière**

La question de la réconciliation est également prégnante dans les discours commémoratifs des anciens salariés. Celle-ci est toujours traitée au travers d'une rancœur manifeste envers la manière dont « on » les a injustement traités. Un ressentiment persistant qu'ils ne cessent d'exprimer au fil des années. Leur position face à un possible rapprochement avec certains groupes va malgré tout évoluer à partir de 2010, année où, pour la première fois, les élus accompagnés des familles endeuillées viennent leur rendre visite sur le site. En 2008, l'ouverture du procès étant proche, ils annoncent une réconciliation impossible avec ceux qui leur « interdisent » de contester « l'explication qui n'en est pas une ». Pour justifier cette posture et rassembler le groupe, l'orateur met en avant leur statut de « première » victime ignorée : « *Nos collègues disparus, nos blessures innombrables, notre usine rasée, nos centaines d'emplois perdus, semblent compter peu pour ceux qui, bien que ne représentant pas le plus grand monde, se permettent de parler au nom de toutes les victimes pour parfois quelques carreaux cassés depuis longtemps largement indemnisés. Mais, en dépit de tous ceux qui depuis sept ans nous ont parfois insultés, accusés ou souvent ignorés nous sommes et serons toujours là, déterminés* » (Commémoration, 2008). En 2010, le ton semble plus apaisé, une réconciliation devient possible pour les dix ans avec « certaines victimes », mais sans mettre de côté la rancune. Depuis cette date, le président de l'association exprime une volonté de rassemblement en proposant à tous, à la fin de la cérémonie, de s'associer à la commémoration officielle. Il précise néanmoins que cela n'efface pas : « *des attaques qui nous ont été portées, de l'isolement dans lequel on nous a laissé et de l'incompréhension qui nous a été manifestée* » (commémoration 2011). En revanche, le discours reste identique envers ceux qui commémorent au rond-point qu'ils considèrent comme « des préoccupations partisans particulièrement indécentes » (Commémoration 2010).

Au travers de leurs discours sur le site AZF, les anciens salariés cherchent à faire valoir une histoire et une image positives, et même idylliques, de leur usine. Ils revendiquent ainsi la reconnaissance d'une mémoire industrielle et ouvrière, perçue comme oubliée avec la

catastrophe mais aussi par l'effacement des traces. Avec le projet de leur mémorial de l'usine, au travers des discours commémoratifs prononcés, par leur présence nombreuse sur le site chaque année, ils transmettent combien AZF ne se réduit pas à la catastrophe mais que, bien au contraire, celle-ci devient le « point de détail » d'une histoire plus ancienne à laquelle ils ont participé et pour laquelle ils expriment leur attachement. En raison d'un sentiment d'abandon par la ville et les médias face à la fermeture et à la destruction de leur usine, en raison de la condamnation du groupe dans la catastrophe, en raison encore d'une non-reconnaissance du statut de victime, ces salariés manifestent une profonde rancune obstruant une réelle réconciliation.

3. Conclusion des commémorations

Nos différentes observations des commémorations d'AZF durant plusieurs années, nous permettent de mettre en avant l'existence d'une pluralité de lectures de la catastrophe inscrites dans des groupes particuliers et s'exprimant dans des lieux distincts. Nous repérons ainsi combien les différents groupes en présence projettent, sur les lieux qu'ils investissent à chaque anniversaire, des images du passé et des versions de l'événement qui leurs sont propres.

Plus précisément, les discours prononcés au rond-point du 21 septembre et sur le site AZF sont antagonistes et entraînent des conflits manifestes entre les sinistrés et les anciens salariés de l'usine. Pour les premiers, l'explosion d'AZF est le résultat malheureux d'un système capitaliste incarné par le groupe industriel Total qui, à ce titre, devient l'unique responsable de cet accident « organisé ». Pire encore, ces associations accusent l'entreprise de dissimuler les preuves de l'accident et, par conséquent, de cacher dès le premier jour la vérité sur l'origine de l'explosion. Elles tentent alors de démontrer l'irrationalité de la thèse de l'attentat bâtie sur la politique de la peur et les odieuses accusations portées sur l'intérimaire maghrébin mort sur le site d'AZF, vite transformé en islamiste kamikaze. Elles dénoncent ainsi le fascisme caché dans le message de la rumeur de l'attentat et la politique « machiavélique » de l'ancien propriétaire de l'usine. A cet égard, elles parlent d'un « terrorisme industriel » qui propage des rumeurs pour se déresponsabiliser et achète le silence des anciens salariés d'AZF. Si elles s'opposent explicitement à la position de l'association des anciens salariés, elles défendent néanmoins une culture ouvrière dans un rapport de lutte des classes soulignant des conditions de travail dangereuses. Dans leur commémoration, nous pouvons ainsi entendre la revendication d'une reconnaissance d'un statut de victime, non pas lié uniquement à la catastrophe, mais causé plus largement par un système global. Pour cette raison, les discours s'attardent peu sur le vécu de l'explosion. L'accent est davantage mis sur le parcours difficile des sinistrés face aux

procédures administratives et judiciaires. Le groupe devient alors existant dans ce combat qui légitime par ailleurs la continuité des commémorations. Or, devant la fin de l'épisode judiciaire AZF, condamnant la direction d'AZF, le rassemblement s'essouffle au rond-point ne trouvant plus les raisons de la protestation. La question de la réconciliation ne semble toujours pas d'actualité chez ces sinistrés qui refuse d'une part le silence imposé par les élus locaux et, d'autre part, le ralliement avec des anciens salariés commémorant avec les coupables. Commémorer au rond-point vient ainsi signifier se situer, tant du point de vue matériel que symbolique, à l'extérieur du « système industriel ».

A l'inverse, les salariés défendent une usine qui était bien entretenue, des ouvriers qui connaissaient et aimaient leur métier. Depuis la catastrophe, ces anciens ouvriers témoignent, au travers des commémorations mais aussi de livres et de films documentaires³⁴, de leur expérience dans cette usine qu'ils définissent comme « humaine et industrielle ». Ils expriment, en grande majorité, un fort attachement à leur ancien lieu de travail ressenti parfois comme un lieu familial. Pour ces derniers, il est difficile d'accepter qu'une fraction de seconde est venue éteindre l'histoire de ce pôle chimique vieux d'un siècle. Outre le fait que la catastrophe ait brutalement détruit cette usine, elle signe également le déclin du groupe, autrefois organisé par le travail. Ainsi, l'histoire ouvrière, et la mémoire qui en résulte, devient le socle commun sur lequel ils rétablissent une cohésion sociale et, plus largement, une nouvelle identité désignée sous le nom des « anciens salariés d'AZF ». Dans leurs discours commémoratifs, ils expriment leur opposition ferme à l'explication officielle de la cause de la catastrophe dont ils ne peuvent se satisfaire. Pour eux, toute la vérité reste encore à chercher. Ils justifient cette position au nom du passé industriel et de leur place « d'experts » de l'usine AZF. En parallèle, ils dénoncent une volonté d'oubli de ce passé de la part de « certains », et d'un manque de reconnaissance d'un statut de « première victime » dans la catastrophe. Leur stèle, ne portant que le nom des personnes³⁵ décédées sur le site, et le mémorial, représentant l'ancienne entrée principale de l'usine, permettent de transposer et matérialiser la mémoire ouvrière et industrielle et *in fine* leur croyance.

La mémoire de la catastrophe en tant que telle n'est finalement commémorée que par les familles endeuillées et le comité des victimes d'AZF, soutenus par les élus locaux. Ici, le souvenir du désastre et la souffrance rattachée à l'événement se manifestent dans le silence. Les conflits et les controverses sont tus. Seuls la sirène et les noms des trente-et-une personnes

³⁴ AZF : paroles de rescapés, diffusé le 21 septembre 2011
DVD de l'association « mémoire et solidarité »

³⁵ Pour rappel sur les 21 personnes décédées sur le site, 8 d'entre elles n'étaient pas des salariés de l'usine AZF

disparues résonnent dans ces cérémonies ponctuées par des minutes de silence. Leur mémorial vient refléter l'un des symboles puissants de la catastrophe : le cratère dans une représentation épurée.

4. Les procès

Les deux procès nous ont également offert des occasions pour observer les relations et les conflits intergroupes et leur ancrage dans l'espace. La salle du procès s'est révélée être un microcosme de la crise mettant en jeu les intérêts identitaires et mémoriels des différents groupes en présence. Afin de mettre en évidence la manière dont ces groupes ont pris « place », au sens physique et symbolique du terme, nous présentons ici une analyse de la forme des procès issue de nos données. Par forme, nous entendons la façon dont les groupes sont disposés dans l'espace, à l'intérieur de la salle d'audience comme à l'extérieur autour du tribunal, leurs déplacements dans ces lieux et les interactions entre les groupes. Par ailleurs, nous procédons à une analyse du registre discursif des témoignages à la barre afin de mettre en évidence la place du phénomène de la rumeur dans le procès AZF.

4.1. Le tribunal, un espace compartimenté

Le procès en 2009 et l'appel en 2012 se sont déroulés dans la même salle, et la disposition matérielle est restée identique. Corrélativement, en 2012, nous avons retrouvé au tribunal les mêmes acteurs occupant exactement les mêmes places.

De manière générale, l'importance du public au premier et second procès était équivalente, avec une moyenne de plus de 700 personnes à l'ouverture des audiences. Au fil de la journée, l'effectif baissait de manière significative et ne restait qu'une cinquantaine de personnes à la fin de l'audience. La majorité des personnes venues assister au procès représentaient les parties civiles, repérables par le badge fixé sur leurs vêtements. Le nombre de personne venant en « spectateur » est faible, à peine une dizaine, et ce sont à chaque fois les mêmes. Entre 2009 et 2012, on retrouve exactement les mêmes groupes de personnes aux mêmes places. Grâce aux observations lors des commémorations et au suivi de l'actualité dans la presse les visages nous sont désormais familiers, permettant de situer les personnes les unes par rapport aux autres. Ainsi, ne changent pas de place l'association des anciens salariés d'AZF, l'association des sinistrés du 21 septembre, le comité des victimes AZF et l'association des familles endeuillées qui assistent aux audiences du début à la fin. Si nous avons pu constater que ces associations investissent différents espaces de commémoration nous retrouvons dans la salle du procès ces

mêmes divisions ancrées dans l'espace mettant également en scène une hiérarchisation des groupes.

Afin de visualiser la configuration de la salle et l'emplacement des différents groupes en présence dans ce lieu, nous proposons le schéma ci-dessous :

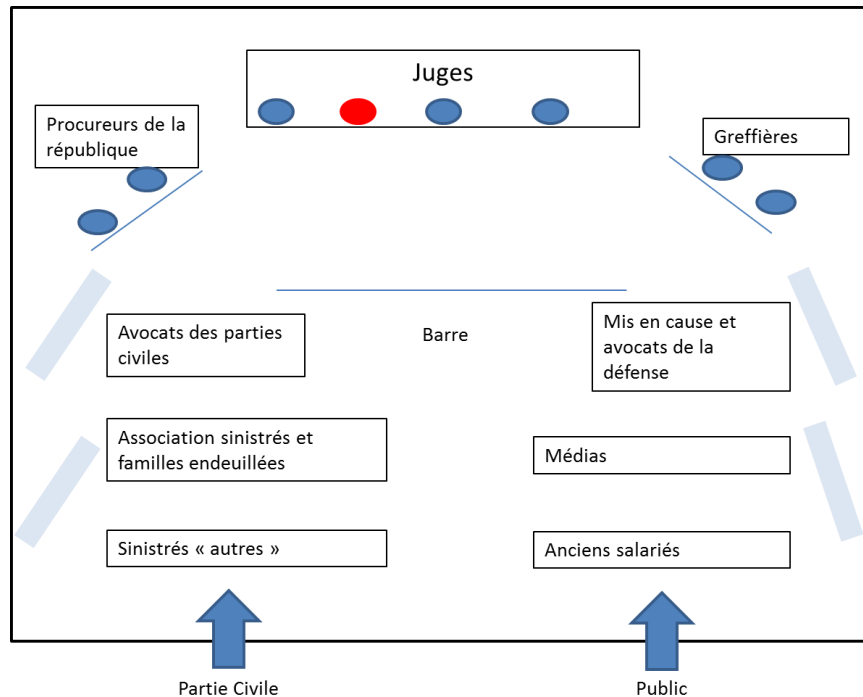


Figure 4 Schéma de la salle Jean Mermoz, procès AZF

Au premier regard, nous constatons très nettement un premier clivage entre les anciens salariés et les « autres ». Assis aux premiers rangs de la rangée réservée au « public », derrière le bloc des avocats de la défense, les anciens salariés se désolidarisent du reste de la salle et notamment des parties civiles, et donnent le sentiment qu'ils « s'auto-marginalisent » en quelque sorte. De l'autre côté de la salle, derrière les avocats des parties civiles, aux premiers rangs, nous retrouvons l'association des familles endeuillées, le comité de victimes AZF et l'association des sinistrés. Au côté de ces figures incontournables se trouvent dans ce procès des familles de victimes majoritairement issues de l'immigration, souvent absentes des commémorations et rarement évoquées dans la presse.

4.2. Un espace ambivalent : entre lieu de rencontre et de non-rencontre

Dans la salle du tribunal, le rythme des audiences est ponctué par de multiples va-et-vient du public partie civile, des avocats et des journalistes, qui se saluent et conversent. Ainsi, ce procès ressemble parfois à un lieu de rencontre et de convivialité. Paradoxalement, les groupes ne semblent pas se rencontrer. On observe rapidement des clivages entre les groupes qui ne se

mélangent, ni ne s'adressent la parole. Le groupe des victimes issues majoritairement de l'immigration est parfois la cible d'attaques émanant des autres groupes : certaines remarques ou propos à leur encontre tendent à les discréditer dans leur action civile. Un peu comme si ces personnes n'avaient pas leur place dans ce procès car, pour certains, leur objectif serait uniquement de gagner de l'argent et non d'être reconnues sinistrées et victimes à l'égal des autres. Ainsi, dès que ces personnes chuchotaient entre elles ou se déplaçaient, comme tant d'autres dans la salle, certains leurs demandaient de « dégager ». La place qu'ils occupent dans ce lieu vient *in fine* montrer une forme d'assignation à un statut de sinistrés de « seconde zone » relégués à l'arrière-plan. Par ailleurs, la tension entre les groupes était parfois palpable particulièrement lors de certaines plaidoiries marquées par des « incidents » lorsque, par exemple, les associations des familles endeuillées, des sinistrés et des victimes ont quitté la salle pendant la plaidoirie de l'avocat de l'ancien PDG de Total ou encore quand ces mêmes personnes ont applaudi à la fin du discours de l'avocate des familles endeuillées. Le Président de la Cour a dû, dans ces situations, interrompre les débats pour faire cesser les différentes formes de manifestation. Ainsi, les oppositions entre les groupes quant à la lecture de la catastrophe se sont immiscées dans le procès. La prise en compte de ces divergences, qui entraînent des conflits intergroupes, permet en outre d'apporter une lecture de la configuration de l'espace « judiciaire » et, plus particulièrement, de l'emplacement précis des groupes en présence.

4.3. Registre discursif

De manière générale, les discours tenus lors des audiences auxquelles nous avons assisté sont sur un registre technico-scientifiques faisant appel à des connaissances précises dans des domaines tels que la physique, la chimie et les mathématiques. Les exposés sont présentés par des experts mandatés par la justice ou la défense dans le cadre de l'enquête AZF. L'attitude générale du public témoigne par ailleurs d'un contenu difficilement accessible aux « non-experts », certains discutant, d'autres lisant ou encore s'octroyant une sieste. Dès lors, s'installe dans la salle un brouhaha incessant. Lorsque le discours change de registre, qu'il devient « vulgarisé » et intelligible pour l'assistance, le brouhaha s'estompe alors, le public se met à écouter les « sachants experts » à la barre. Ce dernier, loin d'être passif, interagit avec des réactions exprimant sa compréhension, son accord ou à l'inverse son désaccord. Nous avons notamment pu observer ces manifestations lors d'une audience consacrée à l'histoire de l'usine AZF et à son fonctionnement, durant la deuxième semaine du procès en appel. C'est l'ancien directeur qui est le premier à être appelé à la barre pour décrire son usine. Il la présente alors

comme étant propre, en très bon état et constituant selon lui un modèle en France. Il fait référence au « filtre d'or », récompense que l'usine s'est vu remettre en 1992 pour ses efforts et résultats en terme d'environnement. A la suite de son témoignage, c'est un ancien salarié d'AZF, qui était chargé de la communication interne et auteur d'un ouvrage sur l'histoire de l'ONIA, qui vient à la barre. Il fait alors rapidement la synthèse de son livre puis diffuse, avec l'accord de la Cour, un film de 5 minutes pour illustrer ses propos. Le documentaire présenté à la Cour est un film commercial, vantant les produits AZF dits « engrais qualité Toulouse ». Une musique de fond accompagne l'extrait vidéo. A la fin de la séquence une gêne s'installe dans le tribunal en raison d'un film inadapté dans ce contexte. Dans l'ensemble, et hormis chez les anciens salariés, le public déconcerté hésite entre le rire et la colère. C'est dans ce contexte que le Président rappelle que la Cour ne peut se confondre avec une salle de spectacle. A la suite de cette « séance » l'ancien directeur est rappelé à la barre. Il se soumet alors à une sorte de « jeu des sept erreurs ». Un diaporama de photos de l'usine avant l'explosion, sélectionné par la Cour, est présenté au mis en cause, et celui-ci doit repérer les éventuelles erreurs. Sur les écrans défilent alors des photos montrant des sacs de produits chimiques éventrés, des sols souillés par les produits, des fuites de cuves, des anomalies dans les normes de sécurité incendie, des structures rouillées, des ouvriers autour d'un grand barbecue dans un hangar de stockage. Ces images contrastent avec les premières présentations et l'ambiance n'est plus à l'amusement. Le ton devient plus grave. Cette journée au tribunal a ainsi bien mis en évidence une opposition entre l'image d'une « usine idyllique » présentée par les personnes internes à celle-ci et, au contraire, l'image d'une « usine poubelle » mise en avant par les personnes plus extérieures. Les différentes réactions dans le public viennent également rendre compte des positions des parties en présence.

Les audiences s'enchaînent et se ressemblent. Le public est toujours le même, à la même place dans les mêmes postures. Les experts se succèdent à la barre, usant d'un jargon scientifique souvent abscons. Lors des questions, les avocats « animent » le tribunal en prenant des postures théâtrales. Le ton entre les différentes parties monte régulièrement, chacune reprochant à l'autre de transformer les éléments et de diffuser de fausses informations. La partie civile accuse régulièrement la défense d'alimenter le doute quant à l'origine accidentelle en diffusant notamment des théories « fumeuses » comme celle de l'attentat, et d'avoir volontairement détruit les preuves de sa culpabilité dans l'explosion. En retour, la défense dément ces accusations, et reproche la propagation de rumeurs portant sur la destruction de preuves. La place et le rôle des rumeurs, ou plutôt ce qui est désigné comme tel, ont été au centre des

plaidoiries tant du côté de la partie civile que de la défense. Dès lors, afin de discréditer les versions des adversaires, la stratégie des uns et des autres s'est fondée sur le terme même de « rumeur ». Ainsi, durant les plaidoiries, les avocats de la partie civile ont déconstruit la thèse d'un attentat en utilisant parfois l'ironie, comme pour montrer l'absurdité et le ridicule de cette explication. Le public en a ri, même chez les anciens salariés. Par ailleurs, tous ont évoqué le fait que la défense ne cesse de nourrir l'incertitude, voire « organise le doute », sur une affaire qui à l'origine est simple selon leurs propos. L'une des avocates a d'ailleurs débuté son discours par « On ne saura jamais. La vérité a disparu ». Pour appuyer leurs arguments, ils évoquent une usine vétuste, poubelle, abandonnée et dont l'accident était prévisible et évitable. L'avocate de l'association des sinistrés du 21 septembre fait la comparaison avec l'Erika : « Cette usine comme un bateau qu'on a envie d'appeler l'Erika ». Ils dénoncent alors, « l'angélisme des prévenus » qu'ils qualifient de désinformation. Dans les plaidoiries, la place et l'identité des victimes sont également soulevées, et certains regrettent une forme de hiérarchie particulièrement pour les personnes des quartiers dits populaires « qu'on dit sous-victimes ». Telle avocate, représentant 820 parties civiles, parle à ce propos de « préjudice existentiel apocalyptique ». Dans sa conclusion, l'avocate des familles endeuillées plaide « On peut toujours mettre de la terre sur les tombes mais il manque les mots, les mots de l'histoire. Les mots de l'histoire c'est à vous de l'écrire maintenant ». Sur cette conclusion, la salle applaudit avant d'être interrompue par le juge.

Lors des plaidoiries de la défense, les journalistes et les anciens salariés étaient plus nombreux. La démonstration des avocats est basée sur l'absence de preuve matérielle pour valider l'accident chimique. Tout comme les avocats de la partie civile, ils utilisent l'ironie pour récuser l'idée que Total aurait fait disparaître la benne de chlore. Selon eux, cette thèse n'est pas sérieuse et s'apparente à une rumeur de la partie civile. Par ailleurs, tous soulèvent qu'au nom de la souffrance on ne peut condamner sans savoir. L'avocat de l'ancien directeur dénonce le monopole de certaines victimes et précise qu'il y a « des victimes ». Il conclut sa plaidoirie en prenant la défense des anciens salariés qu'il positionne en héros et premières victimes : « Ce n'est pas Bichelin que vous allez condamner ou relaxer, ce sont ces 500 hommes, qui ont perdu leur passé, leur usine, leur travail, leur retraite et parfois leur honneur. Ce n'est pas la garde à vue qu'il fallait à Monsieur A et Monsieur B³⁶, c'est la médaille de l'honneur. Ce n'est pas

³⁶ Deux anciens salariés ont été mis en garde à vue au début de l'enquête pour avoir potentiellement déversé la benne de chlore dans le hangar 221.

Bichelin que vous allez condamner ou relaxer c'est cette usine que j'ai encore envie d'appeler l'ONIA, c'est notre usine ».

Six mois plus tard, la Cour rend son verdict. Pour l'occasion, la salle est remplie et les différents groupes retrouvent leurs places habituelles. En ouvrant la séance, le Président interdit toute manifestation dans le tribunal. Dans un silence de plomb, il débute la lecture du jugement en écartant toutes les pistes qu'il déclare infondées : la météorite, la foudre, la bombe de la seconde guerre mondiale ainsi qu'un acte volontaire. Il précise alors que ne subsiste plus aucun doute sur la nullité de ces pistes. Puis le verdict est lu. Il confirme l'accident et reconnaît l'ancien directeur coupable et responsable d'avoir créé les conditions de la catastrophe. Ce dernier est condamné à une peine de prison ferme. Les anciens salariés sont choqués. Quelques-uns partent avant la fin, ne retenant ni leur larme ni leur colère. De l'autre côté de la salle, on lit sur les visages quelques sourires, soulagement et satisfaction. La lecture du jugement s'achève avec la liste interminable du montant des indemnités attribuées aux différentes parties civiles.

Conclusion

L'ensemble de ces observations nous permet d'affirmer que la représentation relative au nom « d'AZF » est polysémique et sa mise en mémoire objet de polémiques entraînant des conflits intergroupes inscrits dans l'espace. Plus précisément, le groupe dit des anciens salariés et celui des sinistrés expriment à leur manière, dans les différents lieux de production de mémoire, une forme de résistance à un discours et à une mémoire officiels, hégémoniques. Nous avons donc bien affaire à des mémoires partisans et parcellaires, revendiquant un statut de victime. Chacun des deux groupes soutient l'existence d'un certain complot dans l'affaire AZF, un complot qui viendrait empêcher la mémoire et la reconnaissance du statut de victime. Les versions proposées par ces groupes viennent accentuer cette place.

On voit ainsi se dessiner une véritable concurrence entre ces deux groupes. Une concurrence qui prend sa source dans un passé plus ancien que ce que la crise inhérente à la catastrophe a révélé. Se joue alors un conflit entre une mémoire ouvrière et une mémoire de riverain et dans lequel la manière de se représenter l'usine AZF est au centre des discordes. Dès lors, selon le lieu dans lequel on se place, la représentation de l'usine et l'interprétation de l'explosion diffèrent. Situé à l'extérieur, AZF est présentée comme une « poubelle », la cause est interne et d'origine accidentelle. A l'inverse, situé à l'intérieur, AZF est présentée comme une usine « modèle » dont l'explosion n'a pu être causée par une erreur interne.

Par ailleurs, nos observations permettent de constater combien l'espace commémoratif et l'espace judiciaire se font écho. Nous lisons en effet les mêmes divisions intergroupes dans ces espaces fracturés et compartimentés. Les groupes en présence marquent ainsi ces « lieux » de façon matérielle et symbolique comme pour posséder ces espaces. Ces derniers deviennent alors des cadres contenant pour le groupe, étayant son identité et son sentiment d'appartenance. Plus encore, l'imperméabilité des frontières assurée par les groupes crée des espaces d'exclusion permettant au groupe d'affirmer son identité dans la négation et la stigmatisation de « l'Autre ». Si l'œil est attiré par ce qui est visible au premier plan, notre regard ne doit toutefois pas omettre les éléments compris dans des « espaces interstitiels ». Nos données mettent également en avant ce qui est « exclu », comme en dehors de notre champ de vision. Il en est ainsi du cratère, symbole de la catastrophe, qui est comme dissimulé par l'omniprésence de mémoriaux et l'imposant Oncopole. Dans une même logique d'exclusion, les familles sinistrées issues de l'immigration, et qui habitent principalement dans le quartier du Mirail, sont dépossédées de leur statut de victime par une mise à l'écart dans l'espace. D'une part, ce quartier est totalement désinvesti lors des commémorations. D'autre part, ces familles sont « écartées » à l'arrière fond de la salle d'audience comme une façon de délégitimer leur place.

En modifiant l'espace au travers des reconstructions, des mémoriaux, des discours commémoratifs, mais aussi par la projection de stigmates, les lieux se chargent de nouvelles significations particulières. L'ensemble participe alors à une forme de « fabrication de l'histoire » intégrée à l'espace contribuant à la création et au maintien d'une « topographie légendaire ».

Chapitre 2 : Analyse de la presse : construction sociale d'une catastrophe

L'objectif de ce second chapitre est de dresser un premier tableau des discours, images et thématiques partagés par la presse et le sens commun mettant en sens l'explosion d'AZF. L'aspect diachronique de l'ensemble de données, nous apporte une profondeur intéressante permettant de constater des fluctuations des éléments de discours et au contraire des aspects figés comme cristallisés dans les pensées.

A partir de nos deux corpus de presse correspondant à deux périodes différentes, les objectifs sont ici de mesurer l'impact médiatique de l'explosion d'un point de vue longitudinal et de mettre en avant la manière dont la presse l'a mise en représentation en fournissant les cadres d'interprétation généraux (Colombo & al, 2004).

1. Impact médiatique de l'explosion d'AZF : une surmédiation locale

Pour mesurer l'impact médiatique au niveau national et local de l'explosion de l'usine AZF, nous procédons à une analyse quantitative de notre corpus de presse. Le premier graphique, indiquant le pourcentage d'articles publiés par les quatre quotidiens sur l'ensemble de notre corpus, met clairement en évidence une surreprésentation d'articles de la presse locale (La Dépêche du Midi), représentant 73%, soit 701 articles que nous avons recueillis et analysés. En revanche, nous n'observons pas de différence significative au niveau de la quantité d'articles publiés par les trois quotidiens nationaux. En moyenne, ils ont publié 85 articles sur l'ensemble des périodes que nous avons sélectionné soit : 81 articles dans Le Monde, 88 dans Le Figaro et 93 dans Libération.

En prenant en considération la dimension temporelle dans la distribution des articles sur les temps que nous avons extraits, nous constatons une surreprésentation d'articles diffusés dans les 15 jours qui suivent la catastrophe. Le graphique ci-dessous permet de visualiser l'évolution du traitement médiatique selon les différentes années.

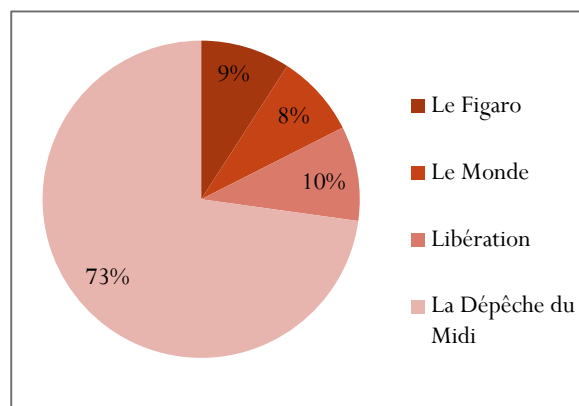


Figure 5 Pourcentage d'articles publiés selon le quotidien sur l'ensemble du corpus soit sur la période du 21/09/01 au 06/10/01 et celle du 17/09 au 24/09 de 2002 à 2011

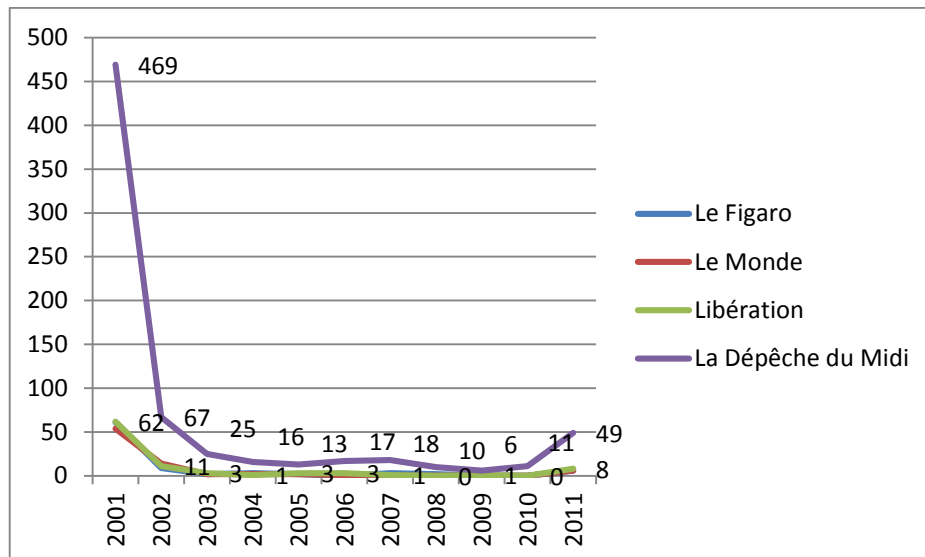


Figure 6 Evolution du nombre d'articles publiés sur AZF dans la période du 21 septembre pendant 10 ans

Les articles publiés entre le 21 septembre et le 3 octobre 2001 représentent 66,25% de notre corpus. Plus précisément, nous observons très nettement une surabondance d'articles de La Dépêche du Midi, sur cette période, avec en moyenne plus de trente-et-un articles par jour sur AZF. Quant aux quotidiens nationaux, ils ont publié en moyenne trois articles par jour durant cette période. Nous pouvons alors parler d'une sur-médiatisation, et même d'une saturation médiatique, de la catastrophe de la part du journal local. Concernant le traitement de l'anniversaire d'AZF, nous voyons apparaître une pente descendante entre 2002 et 2010 avec un regain d'intérêt pour les dix ans de l'explosion. Sur l'ensemble du corpus sélectionné entre 2002 et 2011, 54% des articles sont concentrés sur le premier anniversaire (32%) et les dix ans (22%). Plus précisément, nous constatons qu'à partir de 2003, soit deux ans après l'explosion, la presse nationale s'est désintéressée des commémorations d'AZF. D'ailleurs, certaines années, aucun article n'a été publié autour d'AZF dans les quotidiens nationaux. En revanche, dans la Dépêche Du Midi, le nombre d'article n'est jamais nul, même s'il a tendance à baisser avec le temps. En d'autres termes, ce journal local a toujours ménagé un espace pour le traitement de la catastrophe durant la période « anniversaire ». Tous les 21 septembre, depuis 2002, AZF fait la une de ce quotidien avec une photo prenant les $\frac{3}{4}$, et parfois même l'ensemble, de la page.

Les résultats montrent ainsi une différence significative au niveau du traitement quantitatif de l'information entre le journal local et les journaux nationaux. Il apparaît que le traitement médiatique de l'explosion de l'usine AZF se situe davantage à un niveau local. Compte-tenu de la quantité importante d'articles publiés par la Dépêche du Midi, il semblerait que celle-ci ait joué un rôle majeur dans la diffusion de l'information autour d'AZF. Par ailleurs, la dimension

temporelle fait apparaître un traitement médiatique relativement important dans les 15 jours suivant l’explosion tant au niveau local que national. Toutefois, nous constatons une baisse régulière de l’intérêt porté par la presse à cet événement lors de la période anniversaire, prédisant, dans une certaine mesure, la fin du traitement médiatique de l’explosion et des commémorations d’AZF.

2. Analyse lexicométrique : vers une catastrophe urbaine

Pour une meilleure lisibilité, nous procédons ici, dans un premier temps, à la description des résultats issus des deux analyses opérées par le logiciel Alceste sur les deux corpus sélectionnés. Puis dans un second, temps il s’agira de les comparer.

2.1. Corpus du 21 septembre au 6 octobre

L’analyse Alceste effectuée sur le corpus de presse composé des articles publiés dans les 15 premiers jours après l’explosion a permis d’extraire huit classes stables intégrant 5480 U.C.E sur 7026, soit 78% des unités de contexte élémentaires analysées. Le dendrogramme des classes stables obtenu par la double analyse hiérarchique descendante (DCDH) nous permet d’observer tout d’abord une division des huit classes³⁷ sur deux axes :

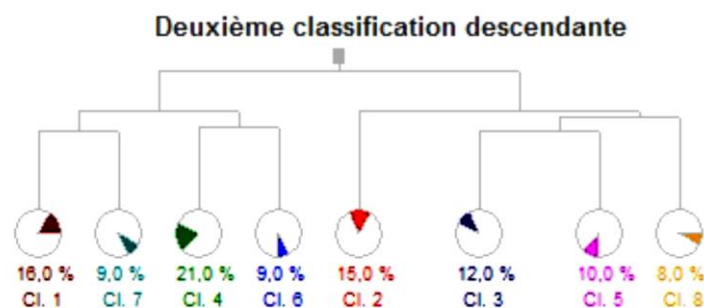


Figure 7 Dendrogramme des classes stables issu de l'analyse Alceste, corpus du 21 au 6 octobre 2001

Après une première lecture des classes, nous voyons apparaître que les classes 1, 7, 4 et 6, représentant 55% du discours analysé, traitent du vécu de l’explosion et de la description des dégâts matériels. A l’opposé, les classes 2, 3, 5 et 8, représentant 45% du discours, font référence à un discours technico-scientifique visant à expliquer les causes de l’explosion et soulevant le problème du risque industriel.

³⁷ Voir annexes page 327 pour le dendrogramme détaillé issu de l’analyse Alceste

Afin d'attribuer à chaque classe une thématique, nous avons procédé à une analyse plus approfondie du vocabulaire spécifique sur chacune d'entre elles. Nous avons également extrait les variables les plus significatives venant structurer ces différentes thématiques.

Pour organiser nos résultats, nous les avons regroupés dans le tableau présenté ci-dessous. Dans un premier temps, nous présentons les quatre premières classes renvoyant au vécu de l'explosion. Dans un second temps, nous décrivons les quatre autres classes traitant des aspects technico-scientifiques et socio-économiques de la catastrophe.

Classe 1 (908 U.C.E soit 16%)	
Stress Post Traumatique et cellule de crise	
Variables et Chi2	Jour 26 (65), Jour 27 (40), Proximité locale (39), Journal La Dépêche du Midi (35)
Vocabulaire associé	Cellule (263), Solidarité (245), Soutien (242), psycholog*(193), aide (164), bénévol*(151), urgent (138), famille (138), sinistre (136), mairie (128), victime (122), association (111)
Classe 7 (521 U.C.E soit 9%)	
Dégâts matériels des bâtiments scolaires et universitaires	
Variables et Chi2	Journal La Dépêche du Midi (49), Proximité locale (43), Jour 29 (24)
Vocabulaire associé	Université (267), Collège (238), Lycée (232), élève (224), logement (223), subir (197), dégâts (191), travaux (182), étudiant (178), école (174), rentrée (162)
Classe 4 (1105 U.C.E soit 21%)	
Témoignages du vécu de l'explosion	
Variables et Chi2	Proximité locale (97), Journal La Dépêche du Midi (92), Jour 30 (65)
Vocabulaire associé	Jeune (219), an (198), maison (193), fille (188), peur (155), appartement (143), vivre (135), immeuble (133), voir (115), gens (113), enfant (112), femme (109), visage (108), étage (102)
Classe 6 (521 U.C.E soit 9%)	
Description du paysage sinistré aux alentours de l'usine	
Variables et Chi2	Jour 21 (208), jour 22 (206)
Vocabulaire associé	Vitre (405), magasin (366), Route d'Espagne (271), éclat (249), souffler (249), voiture (240), verre (213), mètre (198), effondrer (182), rocade (175), voler (172), briser (133), toit (131), Darty (129), façade (129), bâtiment (128), poussière (128), désolation (120), mur (116), Brossette (114)

Tableau 10 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (1, 7, 4 & 6) du corpus de presse extrait sur la période du 21 septembre 2001 au 6 octobre 2001.

Ces quatre classes sont représentatives des articles publiés par le journal local de la Dépêche du Midi, durant la première semaine qui suit l'explosion. Elles renvoient, de manière générale, à la dimension traumatique de l'explosion, à sa gestion et à l'aspect « apocalyptique » du paysage urbain. Elles abordent les premières préoccupations quotidiennes des habitants de Toulouse ainsi que les solutions d'urgence mobilisées par la ville, les associations et les bénévoles pour faire face. Ces classes reflètent *in fine* le traitement médiatique du « temps de l'urgence » et du « temps de la crise » de la catastrophe.

Les classes 1 & 7 sont reliées entre elles et abordent la manière dont la ville, au sens politique du terme, fait face à la catastrophe tant sur le plan humain et psychologique que sur le plan

urbain en termes de services publics. La classe 1 est représentative du discours médiatique traitant des moyens mis en œuvre par la mairie pour la gestion de crise. Nous observons au travers de cette classe que la presse a mis l'accent sur l'urgence psychiatrique de la catastrophe. Dans les articles, cet aspect est associé à la mise en place des cellules d'urgence d'aide psychologique situées place du Capitole, loin de l'usine et des quartiers sinistrés.

Voici un extrait représentatif de la classe 1 :

« Philippe Douste-Blazy, maire de Toulouse, lance un appel : tous les psychiatres et psychologues non mobilisés dans les hôpitaux ou sur les lieux du sinistre, sont appelés à rejoindre la cellule de soutien mise en place pour aider les Toulousains à surmonter le choc et répondre aux angoisses des familles. » (*UCE n° 818, la Dépêche du Midi, le 21 septembre 2001*)

La classe 7 contient massivement les informations concernant l'état des établissements éducatifs à Toulouse suite à l'explosion. Cette classe est majoritairement à destination des toulousains, parents d'élèves et étudiants, qui doivent s'organiser face à la dégradation ou à la fermeture totale des écoles. Ce sont des articles informatifs pour gérer le quotidien, apportant des indications sur les lieux d'information, sur l'organisation de la situation et notamment sur la répartition temporaire des élèves dans des établissements en état de fonctionner. Voici un extrait représentatif de la classe 7 :

« Par ailleurs, les lycées des arènes, Déodat de Séverac, Bellevue, René bonnet, Berthelot, Guynemer, Mirail et le tout récent lycée hôtelier ont subi des dommages qui appellent des travaux importants. COLLEGES ET FACS les collègues n'ont pas été épargnés. Ceux de Stendhal, Bellefontaine et Reynerie ont été violemment touchés par l'onde de déflagration et n'ouvriront pas non plus avant plusieurs jours ou semaines. » (*UCE n° 1306, la Dépêche du Midi, le 22 septembre 2001*)

Les classes 4 et 6 sont reliées entre elles, représentant 30% du discours sur l'ensemble du corpus analysé, et renvoient aux témoignages des Toulousains. Plus précisément, la classe 4 traite du récit du vécu de l'explosion et la classe 6 du témoignage « oculaire » de l'environnement sinistré.

La classe 4, la plus importante en termes d'UCE, regroupe les articles consacrés aux témoignages des « survivants » racontant la manière dont ils « font face » d'un point de vue psychologique et matériel. A partir de liste des UCE caractéristiques de cette classe, nous constatons que ce sont majoritairement des récits émanant de sinistrés, habitant à proximité d'AZF. D'après le vocabulaire spécifique à cette classe, les témoignages publiés dans la presse se focalisent sur les récits de parents, et particulièrement des mères, ayant eu peur pour leurs enfants au moment de l'explosion. Nous pouvons également observer que si le mot « peur » est

l'un des mots les plus significatifs de cette classe il est le seul à renvoyer à la sphère des émotions. En revanche, apparaissent les verbes tels que « vivre », « voir », « venir » « raconter » qui expriment des actions. Les récits publiés sont donc sur un versant majoritairement factuel, décrivant l'enchaînement des actions. Par ailleurs, il est intéressant de remarquer que cette classe est « féminisée ». Il s'agit en effet principalement de récits provenant de femmes ayant des enfants. Dès lors, la peur, l'angoisse, la gestion de la maison détériorée et des enfants sans école, sont attribués à la femme. Voici un extrait représentatif de la classe 4 :

« Hier matin, Mina qui avait passé la nuit avec trois de ses enfants au petit Capitole se remettait doucement de ses émotions. Ce matin, je me sens bien, on a eu peur, on a tous pensé à New York, on a vu nos enfants blessés, nos appartements sont inhabitables, ça nous a fait du bien de parler avec les médecins psychiatres. » (*UCE n° 1526, la Dépêche du Midi, le 23 septembre 2001*)

La classe 6 est représentative des descriptions du sinistre causé par l'explosion. Les mots utilisés évoquent un espace sans-dessus-dessous, où plus rien ne reste debout. Il est important de remarquer que « vitre », « verre », « souffler », « éclat » constituent les termes, les plus caractéristiques de cette classe. En effet, l'image des vitres soufflées, des éclats de verre par terre, fait aujourd'hui partie des symboles de l'explosion d'AZF. Nous retrouvons également dans cette classe des indicateurs de lieux tels que : « Route d'Espagne », « Rocade », « Darty », « Brossette ». Ces lieux correspondent aux sites les plus dévastés entourant l'usine AZF et qui ont fait l'objet de multiples images médiatisées au travers de la télévision et de la presse. Il est intéressant de noter qu'il s'agit de la classe représentative des articles publiés le jour même et le lendemain de l'explosion. Voici un extrait représentatif de la classe 6 :

« Au rond-point sous la rocade, le spectacle est terrifiant. On croise des dizaines de blessés, couverts de sang et de poussière. Le magasin Darty est méconnaissable, disloqué. Une ouverture béante déchire la façade en métal. De l'autre côté, le magasin Brossette est lui aussi totalement défiguré. » (*UCE n°776, la Dépêche du Midi, 21 septembre 2001*)

A partir de la description détaillée de ces quatre classes, il est particulièrement saisissant de remarquer l'absence totale de l'usine AZF et de ses employés. Le discours médiatique, et plus particulièrement celui de la presse locale, traite ici des préoccupations et des conséquences à l'extérieur de l'usine sans jamais la mentionner en tant que tel. Au travers de cette analyse, on voit ainsi apparaître une certaine exclusion de l'usine, des salariés et des catégories renvoyant aux images de la « victime » de la catastrophe. Comme si l'usine était détachée du reste de la ville, vide de conséquence : sans dégât, sans blessé, sans perte, sans rien à raconter. La description de la catastrophe, dans le temps de la crise, à travers la presse locale, ne cesse de graviter autour de l'épicentre sans jamais y pénétrer.

Les quatre autres classes organisées sur l'axe opposé, sont représentatives du discours diffusé à un niveau national. Les classes 3 et 5 sont reliées entre elles, représentant 22% du discours analysé. Elles traitent du problème de l'urbanisation des zones à risques, associé aux conséquences économiques et sociales que cela implique. Quant aux classes 2 et 8 elles sont davantage isolées. La première concerne l'enquête et les différentes pistes possibles pour expliquer l'explosion. La seconde renvoie à la pollution chimique et au risque écologique. Nous décrivons ces différentes classes, dans le tableau ci-dessous :

Classe 2 (832 UCE soit 15%)	
En quête d'une cause : de la thèse aux hypothèses	
Variables et Chi2	Jour 5 (203), Journal le Figaro (182), proximité nationale (176), mois d'octobre (138)
Vocabulaire associé	Nitrate (723), ammonium (594), enquêter (516), procurer (513), enquête (472), hypothèse (471), judiciaire (412), thèse (404), hangar (390), piste (289), origine (287), acte (271), attentat (253), accident (248), malveillant (231)
Classe 3 (664 UCE soit 12%)	
Débat politique sur la fermeture du pôle chimique	
Variables et Chi2	Journal Le Monde (55), jour 4 (43), proximité nationale (38), jour 3 (37)
Vocabulaire associé	Industrie (277), maire (254), chim*(239), débat (215), économ* (200), polit* (187), emploi (143), questionn* (126), élu (120), risque (119), zone (113)
Classe 5 (441 UCE soit 10%)	
Prévention des risques et contrôle des usines	
Variables et Chi2	Proximité nationale (68), jour 3 (42), mois octobre (22), journal Libération (21)
Vocabulaire associé	Sécurité (428), direction (325), SEVESO (311), installation (290), environnement (281), inspection (265), risque (256), DRIRE (255), préventif (250), contrôler (242), class*(144), étude (140)
Classe 8 (444 UCE soit 8%)	
Chimie et problématiques environnementales	
Variables et Chi2	Jour 23 (29), mois septembre (29), journal Le Monde (22), jour 21 (17)
Vocabulaire associé	Produit (680), gaz (669), toxique (549), ammoniac (481), phosgène (467), azote (389), chlore (344), poudre (321), fabrication (314), acide (300), engrais (248), nuage (244), carburant (242)

Tableau 11 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (2, 3, 5 & 8) du corpus de presse extrait sur la période du 21 septembre 2001 au 6 octobre 2001.

La classe 2 regroupe les discours médiatiques visant à donner une explication sur l'origine de l'explosion. Les termes les plus utilisés, à savoir le « nitrate » et « l'ammonium », renvoient aux deux produits chimiques à la base de l'explosion. De manière générale, les articles interrogent comment ces produits ont-ils pu exploser, et quelles sont les « pistes » privilégiées. Le vocabulaire caractéristique de cette classe reflète bien le flou sur l'origine de l'explosion au travers notamment des termes « hypothèses », « thèse », « piste ». Par ailleurs, se dessinent dans cette classe d'un côté, la piste de l'accident et de l'autre celle de l'attentat. A partir de la liste complète des mots significatifs on voit apparaître les termes « terroriste », « Hassan Jandoubi » et « Islam ». Ces termes sont présents dans plus de 80% d'UCE analysés dans cette classe. Cela indique que, dans les 15 premiers jours, la majorité des articles ayant traité de la cause de

l'explosion ont fait référence à la piste terroriste. Toutefois, et au regard du dendrogramme, nous pouvons observer que l'attentat est associé au terme rumeur. Cela vient signifier que la piste de l'attentat a été rapidement discréditée par la presse qui l'a désignée comme étant une rumeur. Par ailleurs, il est important de noter que cette classe est représentative du journal Le Figaro, et plus particulièrement, de celui du 5 octobre 2001. Cette date correspond à la médiatisation de l'affaire dite « Jandoubi » et Le Figaro a été condamné pour diffamation en raison de cet article.

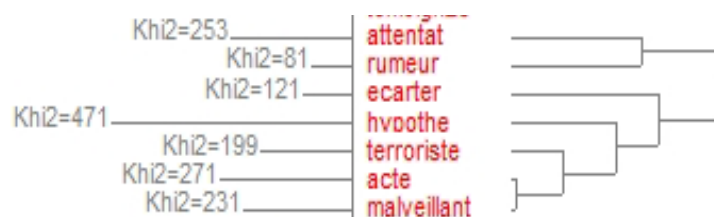


Figure 8 Extrait de la classification hiérarchique de la classe 2, corpus du 21 au 6 octobre 2001

Ci-dessous quelques extraits représentatifs de la classe 2 :

« Comme le laissent présager depuis vendredi les investigations menées par les policiers du SRPJ de Toulouse, le Procureur de la République Michel Bréard a ainsi estimé lundi que l'explosion des 200 à 300 tonnes de nitrate d'ammonium entreposées dans un hangar du site était à 99% un accident et exclu formellement l'hypothèse d'un attentat terroriste. » (UCE n° 5755, le Figaro, le 25 septembre 2001)

« Dès lundi, le Figaro, qui s'interroge sur les causes du drame depuis le début, avait révélé ce détail troublant. Selon certains spécialistes, il rappelle la tenue de sacrifice des kamikazes. » (UCE n°6197, le Figaro, le 4 Octobre 2001)

« Un fait qui milite en faveur de la thèse de l'attentat terroriste, formellement et rapidement écartée par le procureur de Toulouse, Michel Bréard. » (UCE n°6198, le Figaro, le 4 Octobre 2001)

« Il s'agit là de rumeurs qui peuvent porter tort à la vérité. C'est une manière de discréditer ceux qui mènent l'enquête dans des conditions difficiles depuis le début, a affirmé le Ministre. » (UCE n°5300, la Dépêche du Midi, le 5 octobre 2001)

Les classes 4 et 6 sont reliées entre elles et renvoient de manière générale aux débats, au niveau national, sur la question du risque industriel et de sa maîtrise. Ce sont des discours qui relatent les premières leçons que doivent tirer les politiques face à cette catastrophe.

Plus précisément, la classe 3 traite du problème de l'urbanisation des zones à risques industriels. C'est donc la dimension de l'aléa du risque qui est analysée ici. La proximité des habitations avec des usines dangereuses augmentant les conséquences en cas d'accident. Dans la presse, cette problématique est associée à la perte des emplois causés par une éventuelle fermeture ou délocalisation des productions chimiques jugées trop risquées pour la population. On voit ainsi

apparaître dans cette classe un conflit entre la dimension socio-économique de la place de l'industrie (bénéfice) et les risques qu'elle engendre pour la population. La question du sort d'AZF et du pôle chimique toulousain est ici au centre des discours. A partir du détail des UCE nous observons que la polémique autour de l'avenir de la pétrochimie à Toulouse est mise en lien avec la responsabilité politique, locale et nationale. Ci-dessous deux extraits représentatifs de la classe 3 :

« Une écrasante majorité pour la fermeture du site. Les Toulousains ne veulent plus des activités dangereuses au cœur de leur ville. A une écrasante majorité, ils demandent la fermeture du complexe chimique sud. L'emploi ne doit pas être une priorité lorsque la sécurité de l'agglomération est en jeu. » (UCE n°4902, *la Dépêche du Midi*, le 3 octobre 2001)

« Tout comme les politiques qu'ils aient des fonctions nationales ou locales du gouvernement aux élus locaux, tous ont leur part de responsabilité aux yeux des Toulousains. Une responsabilité qu'ils estiment manifestement collective puisqu'ils englobent dans leur réprobation aussi-bien les élus de l'agglomération que ceux de la municipalité de Toulouse. » (UCE n°4891, *la Dépêche du Midi*, le 3 octobre 2001)

La classe 5 traite plus particulièrement du risque industriel, de sa gestion et de sa maîtrise au regard des directives dites SEVESO. De manière générale, ces articles rendent compte de la législation et des obligations inhérentes aux inspections publiques dans le contrôle des installations industrielles, et de celles imposées à la direction des usines. C'est donc la variable vulnérabilité du risque qui est mise en avant ici et les mesures existantes pour réduire le risque à un niveau minimum. Le discours est centré sur des enjeux politiques visant à améliorer le contrôle des usines SEVESO pour maîtriser le risque industriel.

« Mises en demeure. Pour l'état, les études de dangers sont la clé de voute d'une politique de prévention des risques industriels majeurs. Réalisées par les exploitants, elles doivent identifier les dangers de l'installation, et envisager les moyens de réduire la probabilité et les effets d'un éventuel accident. » (UCE n°6913, *Libération*, le 2 octobre 2001)

La loi dite Bachelot sur les PPRT, consécutive à la catastrophe d'AZF, découle de ce débat intégrant un ensemble d'enjeux économique et social.

Enfin, la classe 8, la moins importante en termes d'UCE, regroupe les articles abordant la place, les activités et la dangerosité potentielle des trois usines du pôle chimique à savoir AZF, la SNPE et Tolochimie. Les termes caractéristiques de cette classe font référence aux produits fabriqués et manipulés dans ces usines. On voit alors apparaître notamment les mots « gaz », « toxique », « phosgène », « poudre », « ammoniac », « azote », « chlore ». A partir du détail des UCE, le discours médiatique se focalise ici sur la toxicité et le degré de pollution

environnementale des produits utilisés au sein du pôle chimique toulousain. La presse questionne le type et la quantité de produits rejetés dans l'environnement (air et eau) et les conséquences éventuelles sur l'écologie et la santé des Toulousains. L'accent est également mis sur la toxicité élevée du phosgène, dit gaz moutarde, fabriqué à la SNPE en tant que carburant de la fusée Ariane.

« Des vannes se ferment automatiquement pour éviter toute contamination et la fabrication est ralentie dans les établissements voisins de l'usine AZF: la Société Nationale des Poudres et des Explosifs, spécialisée dans la chimie fine, notamment le phosgène, un produit très toxique, et Tolochimie, qui produit le carburant d'Ariane. » (*UCE n°104, Le Monde, le 24 septembre 2001*)

« Même si la propagation a été évitée, un certain nombre de composés chimiques toxiques) ont inmanquablement été rejetés dans l'environnement, car une usine de production de nitrates utilise toute une gamme de produits dérivés de l'azote. » (*UCE, n°104, Le Monde, le 24 septembre 2001*)

En conclusion de cette analyse Alceste portant sur le corpus de presse traitant de l'explosion d'AZF dans les 15 premiers jours, nous observons qu'un axe se dégage, de manière prégnante, expliquant la répartition des classes. Il s'agit d'un axe que l'on pourrait nommer « proximité », un axe local versus national, expliquant 26% de la variance. Selon cet axe, le discours local, d'une part, est focalisé sur les préoccupations « immédiates » des habitants de Toulouse et, d'autre part, diffuse des témoignages du vécu de l'explosion concentrés sur une certaine catégorie de personnes. A l'opposé, le discours national se concentre sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et environnementaux suggérés par cette catastrophe. Il met ainsi sur la « place publique » le débat sur le risque industriel, les mesures de préventions et de contrôle encadrées par la législation. Le discours est ici davantage sur un versant technique et scientifique.

L'analyse factorielle des correspondances en corrélation fait apparaître un second axe organisant le discours médiatique.

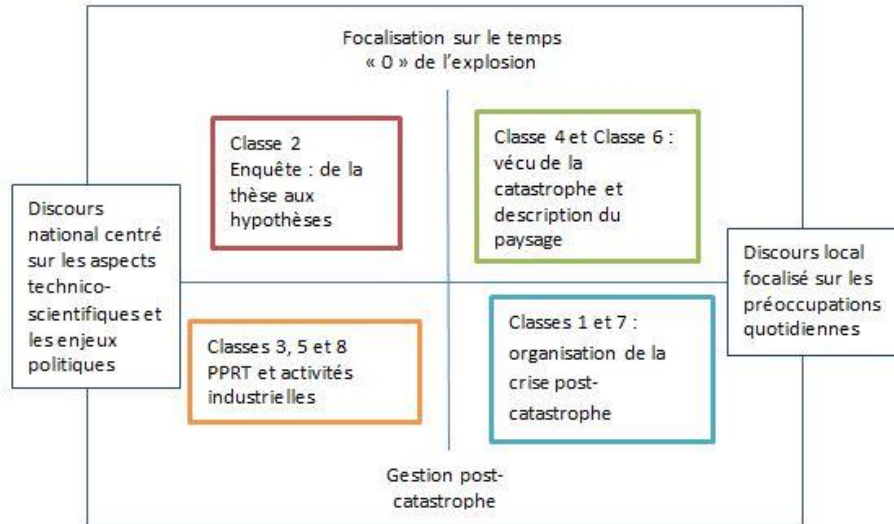


Figure 9 Analyse factorielle des Correspondances sur le corpus du 21 septembre au 6 octobre 2001

A partir de cette AFC, le second axe vertical, expliquant 19% de la variance semble organiser le discours selon une dimension temporelle. En effet, les classes 2, 4 et 6, renvoient à un discours figé sur le temps de l'explosion. La classe 2 reflète le discours scientifique cherchant à expliquer cette déflagration et, les classes 4 et 6 contiennent les témoignages des habitants tout-venant décrivant ce qu'ils ont vu et vécu. Au travers de ces articles, cette l'explosion devient une réalité matérielle, scientifique, psychique et sociale. Nous pouvons penser qu'il y a ici une tentative d'objectivation et de familiarisation visant à rendre concret une fraction de seconde. A l'opposé, les cinq autres classes, sont représentatives du discours médiatique centré sur les conséquences post-catastrophe reliées à la mise en place de mesures nécessaires, que ce soit à un niveau local très concret ou à un niveau global plus abstrait. Ces articles traitent de la « concertation » sur les enjeux politiques, économiques, environnementaux et sociaux découlant de la catastrophe. Dès lors, ces débats, relatés et analysés par la presse, induisent l'idée selon laquelle les conséquences de cette catastrophe auront un impact sur le long terme.

2.2. Analyse du corpus de presses autour des commémorations

L'analyse Alceste effectuée sur le corpus de presse composé par les articles entourant les commémorations d'AZF, soit du 18 au 25 septembre, étalés sur neuf ans, a permis d'extraire sept classes stables intégrant 2214,8 UCE sur 3164, soit 70% des unités de contexte élémentaires analysées. Le dendrogramme des classes stables obtenu par la double analyse

hiérarchique descendante (DCDH) nous permet d’observer tout d’abord une division des sept classes³⁸ sur deux axes :

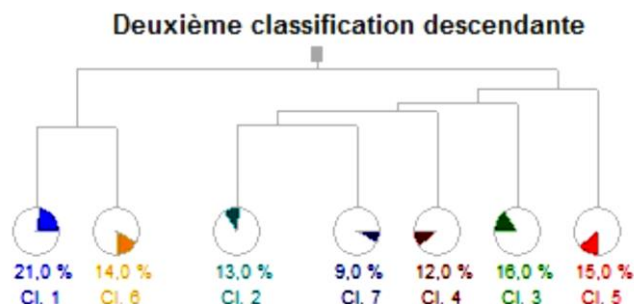


Figure 10 Dendrogramme des classes stables issu de l'analyse Alceste, corpus autour des commémorations de 2002 à 2011

Après une première lecture des classes, nous voyons apparaître que les classes 1 et 6, représentant 35% du discours analysé, traitent de l’expérience vécu de l’explosion et de la « blessure » qu’elle a engendrée. A l’opposé, les classes 2, 7, 4, 3 et 5 représentant 65% du discours, font davantage référence à un discours « expert » centré sur les enjeux politiques, économiques et scientifiques. D’emblée, nous observons une même dichotomie que pour le premier corpus dans la manière de traiter la catastrophe.

Pour la présentation des résultats, nous procédons dans un premier temps à la description des deux premières classes puis des cinq autres classes.

Classe 1 (449 UCE soit 21%) Une blessure vivace	
Variables et Chi2	Jour 21, année 2011, proximité locale, La DDM
Vocabulaire associé	Hôpital (59), secours (51), oublier (50), blesser (48), maison (47), vie (45), décombres (42), corps (40), raconter (38), Brossette (38), psychiatr* (36), Darty (33), Empalot (33), retrouver (33), yeux (32), rue Bernadette (32)
Classe 6 (318 UCE soit 14%) Récits de l’expérience vécue de l’explosion	
Variables et Chi2	Année 2006, proximité locale, la DDM, jour 21
Vocabulaire associé	Entendre (231), habiter (203), nuage (160), vitre (155), sortir (118), gros (113), cru (112), bruit (111), verre (85), inquiet (84), trembler (83), école (78), toxique (78)

Tableau 12 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (1 & 6) du corpus de presse extrait les périodes entourant les commémorations

Les classes 1 et 6 sont reliées entre elles et renvoient à la mise en récit du souvenir de l’explosion.

³⁸ Voir annexes page 328 pour le dendrogramme détaillé issu de l’analyse Alceste.

La classe 1, la plus importante en termes d'UCE, est caractéristique des articles retraçant les récits d'expérience, des uns et des autres, et la manière dont ce passé est vécu dans le présent. On observe ici des éléments de la mémoire collective des Toulousains du 21 septembre 2001, mis en lumière par la presse locale. D'ailleurs, la majorité de ces articles sont publiés à la date anniversaire de la catastrophe. Le vocabulaire associé renvoie à l'idée d'une blessure, corporelle et psychique, non cicatrisée. Cette douleur est mise en lien avec la nécessité d'oublier et de tourner la page pour vivre. Il est également intéressant de constater que ces récits, diffusés dans la presse locale, sont situés précisément dans l'espace. En effet, « Brossette », « Darty », « Empalot » et « rue Bernadette » sont des lieux précis ayant été sinistrés. Au travers de la presse, la « blessure » toulousaine semble alors se cristalliser sur des espaces. Ici encore, il est assez saisissant de remarquer que l'usine AZF et ses salariés sont significativement absents de cette classe.

« Les jours et les semaines d'exode et de galère qui ont suivi, alors oui, les larmes lui montent encore aux yeux, la voix se brise. Cette dame, anonyme, ne veut plus qu'on lui parle d'AZF. Dix ans après, la rue Bernadette a changé. Ces pavillons et maisons toulousaines ont retrouvé un aspect paisible. » (*UCE n°2357, la Dépêche du Midi, le 21 septembre 2011*)

La classe 4 est représentative des témoignages sur le vécu de l'explosion. Ici, le discours est davantage factuel, renvoyant à un enchaînement précis et détaillé d'actions et de réactions au moment de la déflagration. Cette classe est typique du contenu du « souvenir flash », c'est-à-dire une forme de souvenir détaillé, imagé, conservant le contexte de la situation (qui, quand, où, comment), résistant au temps. Là aussi ce sont des articles publiés les 21 septembre. Ici, à la différence de la classe 1, il n'y a pas la notion du temps passé, qui est passé. En effet, en lisant le détail des UCE nous pourrions très bien replacer ces extraits d'articles au 21 septembre 2001. Cela donne le sentiment d'une certaine répétition effective tous les 21 septembre. Autre différence notable avec la classe 1, c'est que le discours est ici moins « ciblé » en termes de groupe et de lieu. Ce sont des témoignages émanant du Toulousain tout-venant non délimité/identifié dans le groupe « victime ». Il s'agit de récits extrêmement semblables mettant en avant la dimension commune et collective de l'expérience.

« Il y a eu un grand souffle et une déflagration. J'ai regardé par la fenêtre et j'ai vu les gens dans la rue qui paniquaient. J'étais inquiet parce-que je ne savais pas ce qu'il se passait. Alain Reynal, 60 ans, coursier, habite quartier Saint-Cyprien, j'étais chez moi, en vacances. » (*UCE n°1642, la Dépêche du Midi, le 21 septembre 2011*)

Les cinq autres classes organisées sur un second axe sont caractéristiques du discours diffusé à un niveau national. Les classes 2 et 7, représentant 22% du discours analysé, sont reliées entre

elles, et traitent de la prévention des risques d'un point de vue législatif et des conséquences économiques et sociales des nouvelles directives SEVESO issues de la loi PPRT. Les classes 4, 3 et 5 sont, quant à elles, davantage isolées et indépendantes. Ces 3 classes se focalisent sur le cas AZF tout en soulevant des problématiques plus larges.

Classe 2 (291 UCE soit 13%) Loi sur la prévention du risque industriel	
Variables et Chi2	Année 2005 (47), journal Le Monde (42), jour 23 (40), année 2003 (28)
Vocabulaire associé	Risque (458), industri* (174), danger (159), Seveso (158), loi (144), contrôler (133), sécurité (122), environnement (98), préventif (80)
Classe 7 (198 UCE soit 9%) Répercussions économiques et sociales de la fermeture du pôle chimique toulousain	
Variables et Chi2	Proximité nationale (10), année 2002 (9), jour 21 (4), journal Le Figaro (4)
Vocabulaire associé	Emploi (160), econom* (152), président (133), chim* (119), Chauzy (94), agglomération (83), pôle (73), régional (70), politique (65), midi (65), aéronautique (61)
Classe 4 (258 UCE soit 12%) Procédures et démarches des indemnités des dommages matériels	
Variables et Chi2	Journal Libération (46), proximité nationale (17), année 2009 (10), année 2007 (9)
Vocabulaire associé	Euro (384), indemnisé (262), milliard (213), dossier (161), réparation (151), assur*(110), dommage (106), logement (105), copropriété (90), facture (76), préjudice (69), justice (67), travaux (58)
Classe 3 (347 UCE soit 16%) Commémorations	
Variables et Chi2	Jour 22 (149), année 2010 (94), année 2008 (30), jour 24 (11)
Vocabulaire associé	Association (386), rond-point (328), commémoration (269), cérémonie (242), gerbe (189), stèle (179), victime (175), anniversaire (154), salarié (140), sinistré (132), Maire (125), silence (101), mémoire (95)
Classe 5 (345 UCE soit 15%) Explication des causes de l'explosion	
Variables et Chi2	Jour 24 (100), jour (18), année 2005 (45), journal Le Monde (37)
Vocabulaire associé	Nitrate (362), produit (277), Chlore (272), hypothèse (250), rapport (237), enquête (199), expert (196), ammonium (190), hangar (176), piste (144), judiciaire (142), électri* (128), thèse (122), mélange (112), involontaire (98)

Tableau 13 Vocabulaire spécifique et variables de chaque classe lexicale (2, 7, 4, 3 & 5) du corpus de presse extrait sur la période du 21 septembre 2001 au 6 octobre 2001.

La classe 2 regroupe les articles décryptant la loi Bachelot, votée en 2003, qui est relative au plan de préventions des risques industriels (PPRT). Cette classe met en évidence le fait que, pour la presse, les commémorations d'AZF sont l'occasion de se pencher sur les mesures qui ont été prises au niveau national et sur un plan politique à la suite de cet accident. Selon l'analyse Alceste cette thématique est davantage abordée au lendemain des cérémonies anniversaire. A partir du détail des UCE nous observons que la presse pointe, de manière générale, un manque d'évolution effective dans les sites SEVESO et ce malgré l'accident

d'AZF et la nouvelle loi en vigueur. Selon ces discours, les leçons d'AZF n'ont pas été suffisamment prises et apprises, et les articles laissent le lecteur sur un sentiment pessimiste, voire alarmiste.

« De même, les riverains des 1 200 sites Seveso de l'hexagone n'ont constaté aucun changement dans leur vie quotidienne. Quant au projet de loi promu par Yves Cochet, son successeur au ministère de l'environnement, Roselyne Bachelot, promet qu'il devrait être proposé sous une forme complétée avant la fin de l'année au parlement et vote avant l'été prochain. » (*UCE n°806, Libération, le 21 septembre 2002*)

La classe 7 reliée à la classe 2 renvoie aux répercussions économiques et sociales de la fermeture du pôle chimique toulousain. Ces articles mettent en avant la perte importante des emplois dans la région depuis AZF, et la difficulté de relancer l'économie à Toulouse dès lors que la ville est privée de son activité industrielle chimique. Le débat se centralise sur les différentes possibilités de reconversions des activités économiques de Toulouse. La ville se voit obligée de se tourner vers un pôle d'attractivité plus propre et moins risqué.

« Toulouse se relève difficilement de l'explosion d'AZF les promesses d'une reconversion vers des activités propres. On a choisi une sortie de crise par le bas, par l'anéantissement d'une branche industrielle et d'une catégorie de salariés, analyse, amer, Jean Louis Chauzy, le Président du conseil économique et social régional. » (*UCE n°2924, le Monde, le 21 septembre 2002*)

Au travers de ces deux classes on voit ainsi apparaître un conflit d'intérêt politique et économique envers l'activité industrielle. C'est toute la question du coût et du bénéfice qui est mis en avant ici, relatée par la presse nationale. La tension se cristallise entre d'un côté l'établissement du risque zéro motivé par la protection des riverains et de l'autre la culture du risque motivée par la conservation des emplois et de l'économie locale.

La classe 4 est significative du discours médiatique décrivant la complexité des procédures en vue d'une indemnité financière pour les sinistrés. Ils exposent le parcours difficile et sans fin des sinistrés d'AZF condamnés à attendre un procès pour réparer leur domicile. La presse évoque alors le nombre colossal de dossiers et le coût des réparations qui s'élève à quelques milliards d'euros. A défaut d'un responsable reconnu par la justice, les articles mettent en évidence un conflit entre les assurances des particuliers sinistrés et celles de l'industriel. Ils pointent ainsi la difficulté, voire l'impossibilité, pour certains sinistrés d'effectuer les travaux, les enfermant ainsi dans une situation de précarité sur le long terme.

Les habitants ont-ils été tous relogés? Oui, les habitants ont tous été relogés, plus ou moins bien. Il reste le cas particulier de la cite du parc, qui se trouve entre AZF et la cité du Mirail, là où est le collectif des sans fenêtre, qui sont toujours en bisbille entre locataire bailleur, assurance et Total. (*UCE n° 2699, Libération, le 19 septembre 2011*)

La classe 3 regroupe les discours médiatiques traitant des commémorations d'AZF. Dans cette classe apparaît des marqueurs de lieux tels que « rond-point », celui-ci étant le plus marquant le plus significatif, « église » et « prairie ». Par ailleurs, des groupes se dessinent également dans cette classe : « victime », « salariés » et « sinistré » ainsi que quelques personnalités politiques comme le Maire et Eva Joly. Enfin, un ensemble de mots renvoie aux pratiques et rites des cérémonies commémoratives : « gerbe », « stèle », « silence », « rassemblement », « déposer », « hommage ». A partir des UCE détaillées, nous pouvons constater que le discours est relativement factuel, décrivant le déroulé des cérémonies commémoratives. Peu de référence à l'aspect émotionnel. D'après l'analyse Alceste, l'accent est mis sur le rond-point comme lieu de recueillement. Si les salariés apparaissent dans cette classe, ils sont dénués d'espace. Là encore, le site même d'AZF semble totalement à l'écart, comme extérieur à la ville et à la blessure toulousaine. Ce site n'est donc pas traité par la presse comme un lieu de mémoire mais davantage comme un lieu d'oubli. Le récit des commémorations apparaît dans la presse dès le lendemain, le 22 septembre.

A 10 h 17, heure exacte de l'explosion, les cloches des églises de Toulouse ont sonné alors que commençait un autre moment de recueillement. A quelques centaines de mètres de l'usine détruite, un carrefour a été baptisé rond-point du 21 septembre. Au pied d'un sobre monument, Jean Diebold, adjoint au maire de Toulouse, a déposé une gerbe. (*UCE n° 1304, le Figaro, le 22 septembre 2004*)

Enfin, la dernière classe, représentant 15% du corpus analysé, renvoie aux explications sur la cause de l'explosion. D'après le vocabulaire caractéristique de cette classe, nous observons que la presse met en avant l'origine accidentelle de la déflagration causée par un mélange malencontreux. Le discours est étayé par un vocabulaire technico-scientifique, renvoyant à un savoir expert sur les propriétés des nitrates, de l'ammonium et du chlore. Toutefois, le terme « hypothèse » reste saillant dans cette classe indiquant l'idée d'une incertitude quant à la cause de l'explosion. La piste de l'arc électrique apparaît dans cette classe ; en revanche, les termes se rapportant à l'attentat sont absents. Au regard des variables, nous observons que la question de l'origine de la catastrophe est traitée dans la presse avant et après la date anniversaire, et que c'est le seul sujet abordé avant les 21 septembre. Cela indique que l'enquête scientifique entoure l'objet AZF. Chaque année, l'incertitude scientifique sur les origines de la catastrophe est rappelée. Cela donne le sentiment que « quelque chose » n'est pas achevé et que cette catastrophe est toujours d'actualité.

Ecartée aussi la piste de l'arc électrique qui aurait pu servir de détonateur, tout comme l'incendie qui aurait pu faire exploser le tas de nitrates. Le rapport des experts tord

également le cou à l'hypothèse du tir d'un missile qui aurait provoqué l'explosion. La seule solution plausible, pour les experts, est celle du mélange de deux produits qui explosent à température ambiante. (UCE n°1311, le Figaro, le 22 septembre 2004)

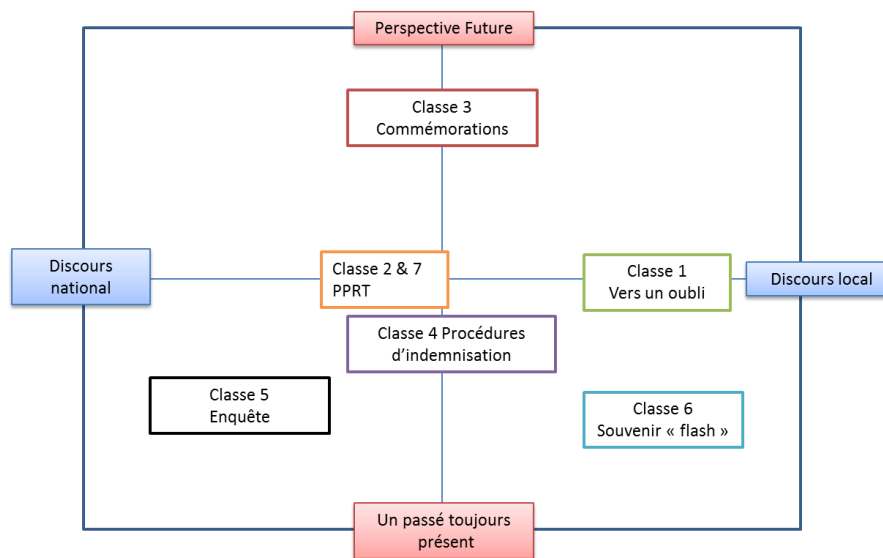


Figure 11 Analyse Factorielle des Correspondances en corrélation, corpus des commémorations

L'analyse factorielle des correspondances fait apparaître deux axes autour desquels le discours médiatiques s'organise. A la différence du premier corpus, nous observons ici un discours davantage ambivalent, situé dans un entre-deux. Seulement deux classes de discours sont ordonnées sur des extrémités. Si nous retrouvons la première dimension sur l'axe horizontal organisant le discours selon la variable proximité, et expliquant 27% de la variance, le second axe est plus complexe à saisir. A partir de l'analyse du détail des classes, il semble que là encore c'est une dimension temporelle qui organise le discours sur l'axe vertical. Les classes 4, 5 et 6 renvoient à l'idée selon laquelle l'événement passé est toujours présent, toujours d'actualité : les souvenirs sont intacts, les travaux toujours en cours et une explication de la cause toujours incertaine. Un passé prisonnier du présent, donnant l'impression que la situation n'évolue pas, reste figée dans les mémoires, dans les pensées et inscrite dans des lieux particuliers. A l'opposé, les classes 1, 2, 3 et 7 renvoient à une seconde dynamique de la mémoire. Le contenu de ces classes est davantage tourné vers une perspective future. Elles rendent compte du « travail » mené sur l'événement pour l'avenir. Qu'il s'agisse des mesures prises pour prévenir les accidents industriels, du travail de mémoire durant les commémorations pour faire le deuil, du discours des victimes souhaitant désormais oublier et tourner la page, nous observons ici un aspect dynamique des processus mentaux et des pratiques politiques et mémorielles. Ces différents discours médiatiques situés en haut de l'axe vertical, rendent compte *in fine* de la

manière dont le passé influence le présent et comment les différents groupes (victimes et politiques) font face à ce passé au regard du futur.

Conclusion

L'ensemble des résultats relatifs à l'analyse de presse nous permet de soutenir que la catastrophe d'AZF fait l'objet d'une construction sociale médiatique située à plusieurs niveaux. Dans un premier temps, nous avons montré que l'explosion fait l'objet d'un traitement différent dans la presse locale et la presse nationale. La première se focalise davantage sur les récits d'expérience de la catastrophe et les conséquences immédiates et locales. L'analyse Alceste nous permet de confirmer que la Dépêche du Midi favorise des témoignages émanant de certaines catégories de personnes. En effet, les classes relatives au « traumatisme de l'expérience » sont significativement associées aux sinistrés et blessés. Quant aux classes décrivant le vécu de l'explosion, elles sont rattachées aux Toulousains « ordinaires » auxquels tout un chacun peut s'identifier. Parallèlement à cela, nous repérons la récurrence et, à l'inverse, l'absence de certains lieux sur lesquels s'inscrit la catastrophe et sa mise en mémoire dans les discours de ce quotidien. Les lieux choisis pour décrire des dégâts matériels et les endroits sélectionnés, où se situaient les « victimes » qui témoignent, se trouvent tous à l'extérieur de l'usine AZF. Nous retrouvons : les magasins « Darty » et « Brossette » qui reviennent chaque 21 septembre mais aussi Route d'Espagne, la rocade, et la rue Bernadette. Dès lors, l'usine et les salariés du pôle chimique deviennent inexistants, absents du sinistre et des témoignages du vécu de l'explosion. Au travers de la presse, ce groupe ne s'inscrit pas dans la catégorie « victime », totalement effacé dans la transmission de l'expérience de la catastrophe. Par ailleurs, si les anciens salariés d'AZF sont bien présents dans les discours traitant des commémorations, là encore le site AZF demeure absent comme oublié. Nous pouvons mettre en lien ces résultats avec nos observations sur le terrain où nous avons constaté que les traces de la catastrophe sur le site sont désinvesties et abandonnées. Ainsi dans les articles, et de manière paradoxale, la catastrophe semble s'inscrire dans des multiples lieux à Toulouse, tout en étant gommée de son espace « originel ». Par le prisme de la presse locale, AZF devient une catastrophe urbaine au « lieu » d'une catastrophe industrielle. A ce propos, aucune classe de l'analyse Alceste ne fait référence à l'histoire industrielle et ouvrière de Toulouse, le mot ONIA par exemple n'apparaît nulle part.

Quant à la presse nationale, celle-ci traite plus particulièrement des conséquences à un niveau plus global et notamment de la question de la cohabitation du risque industriel et des habitations en France. Le vocabulaire, émanant de politiques et d'experts en chimie, est ici technique. Le traitement médiatique de l'enquête sur l'origine de l'explosion se situe au niveau national. Nous avons pu constater la persistance d'une incertitude quant à la cause de l'explosion. En effet, si la question de l'attentat disparaît peu à peu dans les articles de presse, l'un des mots les plus

représentatifs de cette classe demeure « hypothèse » suggérant l'absence d'une vérité confirmée. D'après l'analyse Alceste, nous remarquons que l'enquête est autant traitée dans les premiers jours qui ont suivi la catastrophe que sur les dix années des commémorations. Cette classe représente respectivement 15% du discours analysé dans nos deux corpus. Cela indique que l'enquête sur les causes de l'explosion constitue un sujet qui reste constamment d'actualité. Par ailleurs, en sélectionnant les discours centrés autour des « 21 septembre », nous avons mis en avant la manière dont la presse « remémore » et réactualise la catastrophe d'AZF, indiquant à la fois ce dont il faut se souvenir à la date anniversaire mais aussi ce qu'il faut oublier. Cette analyse nous permet de mettre en évidence une tension entre une catastrophe durablement inscrite dans les mémoires toulousaines et la volonté d'un oubli du traumatisme pour les victimes. De plus, l'analyse factorielle nous permet d'observer une articulation dans l'espace sémantique entre le monde lexical relatif à l'oubli et celui renvoyant aux commémorations. Comme nous avons pu le constater, cette dernière classe est associée au silence et dénuée de vocabulaire faisant référence à la sphère des émotions. Au regard de nos observations, la presse décrit davantage les cérémonies dites officielles au détriment de celles plus partisans et controversées revendiquant un « refus d'oubli ». Dans cette perspective, les cérémonies commémoratives sont traitées dans les discours médiatiques comme un support permettant « d'exorciser » les images et sensations négatives découlant du drame, étayant ainsi un certain oubli collectif du vécu de la catastrophe.

Chapitre 3 : Incertitude et (En)quête de sens

Dans ce dernier chapitre de la partie résultats, nous exposons ici les données issues des entretiens et des questionnaires émanant d'une population « tout-venant » vivant à Toulouse. A la lumière des résultats précédents, l'objectif ici est de mettre en avant la façon dont la population interrogée s'approprie les différents discours dans la mise en sens de la catastrophe. Comme nous avons pu le constater, l'incertitude quant aux origines de l'explosion tient une place prépondérante dans les discours commémoratifs, judiciaires et médiatiques et nous nous interrogeons donc sur les effets de cette diffusion au sein d'une population moins impliquée. Ainsi, nous focalisons notre regard sur la place de la rumeur dans les récits d'expérience et la manière dont celle-ci s'actualise dans le présent en fonction des contextes d'expression. Dans cette perspective, nous prenons en considération les « événements » qui ont parsemé notre terrain d'enquête, qu'ils aient été prévus comme les dix ans de la catastrophe et le verdict du procès en appel, ou imprévus comme la tuerie de Toulouse.

Pour répondre à nos objectifs de recherche, nous avons procédé à une analyse de contenu thématique des entretiens, complétée par une analyse statistique des questionnaires. Dans la logique de notre démarche méthodologique, les résultats statistiques sont présentés de sorte qu'ils approfondissent les données récoltées lors des entretiens. L'ensemble des résultats est organisé selon plusieurs axes : les représentations associées à l'acronyme AZF et à l'usine, les récits d'expérience, les interprétations apportées à la cause de l'explosion et enfin la manière dont les sujets envisagent, ou non, la transmission de cet événement intégrant la dimension spatiale. Pour chaque thématique, nous présentons les résultats de l'analyse qualitative que nous complétons par l'analyse quantitative. Pour une meilleure lisibilité, les sujets des entretiens sont codés « Nx » et les sujets des questionnaires codés « Sx ». Par ailleurs, en raison de la complexité des données nous établissons un encadré résumant les principaux résultats de chaque sous partie.

1. AZF : le sigle d'une expérience collective

Pour mettre en évidence des éléments de représentation associés spontanément au mot-inducteur « AZF », nous nous appuyons ici sur les résultats issus des associations de mots récoltés via les questionnaires ainsi que sur la première partie des entretiens au cours desquels les sujets étaient invités à développer ce qu'AZF évoquait pour eux.

A partir des 212 questionnaires diffusés, nous avons récolté 921 mots. Pour traiter ces données, nous avons dans un premier temps effectué une analyse de contenu thématique, puis dans un second temps une analyse statistique.

L'analyse de contenu a permis d'extraire sept catégories principales homogènes : le phénomène physique et sa catégorisation, les repères spatio-temporels, les émotions, les conséquences, l'affaire AZF, l'usine et l'industrie et l'après AZF.

D'après le graphique ci-dessus, nous observons que près de 65% des mots analysés sont catégorisés dans trois

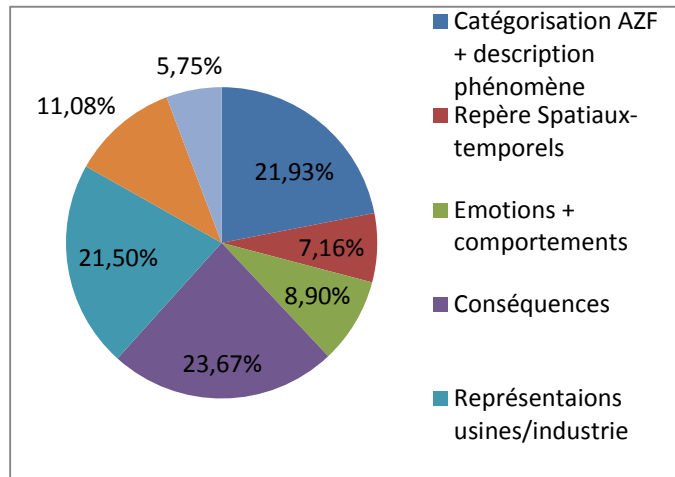


Figure 12 : Catégorisation thématique des associations de mots

thèmes principaux : le phénomène physique (21,93%), les conséquences de l'explosion (23,67%) et enfin les images renvoyant à l'industrie chimique (21,50%). Les quatre autres classes sont peu représentatives du corpus analysé. Pour une meilleure lisibilité, nous allons ici décrire chaque catégorie d'un point de vue qualitatif et quantitatif.

1.1. « AZF c'est BOUM »

La catégorie que nous avons nommé « phénomène physique et catégorisation », contient des termes décrivant l'explosion d'un point de vue physico-physique ainsi que sa définition « sociale ». Le mot le plus représentatif de cette classe est « explosion » apparaissant 104 fois. C'est par ailleurs, le mot le plus significatif sur l'ensemble de notre corpus. Nous avons donc rangé dans cette classe, le vocabulaire synonyme d'explosion, tel que « déflagration (*1) », « boum (*3) », détonation (*1), et celui apportant une précision sur ce phénomène tel que : « feu », « brutal », « bruit », « nuage », « fumée », « tremblement ». Comme façon de définir AZF, nous avons également intégré dans cette classe, les mots apportant une signification à cette explosion comme « catastrophe » (*32), drame (*11), désastre (*2), événement (*2).

Au niveau des entretiens, nous retrouvons là aussi la saillance de l'explosion comme étant spontanément associée à AZF. Comme si la réponse était d'une évidence implacable, tous les sujets interviewés associent spontanément AZF à l'explosion du 21 septembre :

« Maintenant AZF c'est BOUM » (N06),

« L'explosion de suite. Dès que j'entends parler d'AZF ça me fait penser à l'explosion » (N02),

« Si on me dit AZF ah ben ouais de suite pour moi, même pas besoin de dire aux gens c'est ce qui a explosé, AZF oui » (N03),

« Qu'est-ce que ça m'évoque spontanément ? Ben du coup l'explosion, enfin ouais, enfin l'explosion » (N08),

« Ça m'évoque une grande explosion d'une usine sur Toulouse » (N10),

« Heu spontanément ? Boum, boum et pffff » (N05)

D'ailleurs, avant même de débiter l'entretien, l'un d'entre eux me dit qu'à Toulouse, AZF c'est « l'explosion avec un grand E ». En revanche, à la différence des associations de mots, aucun des sujets n'utilise, par exemple, les termes de catastrophe ou d'événement. En définitive, à la lumière de ces données, dire « qu'AZF c'est l'explosion » est devenu une forme de pléonasmé communément répandu à Toulouse.

1.2. Des conséquences multiples

A partir de l'ensemble des mots, 23,67% renvoient aux « conséquences de l'explosion » au sein desquels 14,22% concernent les séquelles psychologiques avec notamment le mot « traumatisme » (*24), 47,70% font références aux victimes (17*) et à ses différentes catégories avec « morts » (43*), « blessés » (18*), « sinistrés » (2*). Nous avons également intégré dans cette sous-catégorie, les termes « chômage » et « perte d'emploi » faisant indirectement référence à une autre catégorie de victimes. Toujours dans cette même classe, 24,31% des mots évoquent les dégâts matériels : « destruction », « dégâts », « vitres ». Enfin, 14,5% du vocabulaire est relatif aux conséquences écologiques avec notamment le terme « pollution ». Dans les entretiens, si les sujets évoquent, et même développent, cet aspect au fil de la discussion, cette thématique n'est pas associée de manière spontanée à AZF.

1.3. Usine et activité industrielle

Sur l'ensemble des mots recueillis, 21,5% d'entre eux sont liés à l'activité industrielle et chimique associée à la dimension du risque. Les termes les plus représentatifs dans cette classe sont « chimie » (29*), « usine » (45*) et « danger » (26*). Il est intéressant de remarquer dans cette classe, des « absences » telles que nitrate, ammonium ou encore chlore, produits à la base de l'activité d'AZF et massivement cités dans la presse. En parallèle, nous observons la présence de termes en « décalage » avec l'objet AZF comme « nucléaire » (3*), « gaz » (*17), « centrale » ou encore « charbon ».

Au niveau des entretiens, un tiers des sujets fait référence à l'usine comme élément de définition du sigle AZF. La plupart font alors une nette distinction entre « l'avant et l'après » modifiant l'image associée à AZF. Trois demandent d'ailleurs s'ils doivent définir AZF aujourd'hui ou avant :

« Suite à l'accident ? Avant l'accident ? » (N05)

« Là, maintenant ? Ou avant l'explosion ? Parce que avant l'ex..., parce que j'ai toujours vécu à Toulouse, donc heu ça s'est appelé la Grande-Paroisse, ça eu plusieurs noms, AZF avant ça m'exprimait une grande usine en plein Toulouse » (N06)

« Ah, le mot, l'entreprise ? » (N02)

« Usine de chimie. Je savais même pas que ça s'appelait AZF quand ça a explosé. Parce que nous on connaissait ça sous le nom de l'ONIA » (N03)

« ben l'usine (rire), l'usine et l'image de la tour rouge et blanche avec écrit AZF dessus » (N12)

1.4. L'affaire AZF

La quatrième classe que nous avons nommée « Affaire AZF » représente 11,08% des mots classés. Ces termes renvoient de manière générale à la cause de l'explosion, l'enquête et la justice. Les mots les plus significatifs ici sont « procès » (29*), « accident » (10*) et « incompréhension » (*5). Près de 50% des mots contenus dans cette classe évoquent un aspect mystérieux, incertain et scandaleux dans l'enquête AZF et son procès. Si « accident » apparaît dans cette classe, nous constatons qu'il est peu significatif, voire non représentatif, du corpus dans son ensemble. Par conséquent, l'accident n'est pas un élément associé spontanément à AZF. Au même titre que l'accident, l'attentat est également présent dans cette classe, mais n'est cité qu'à trois reprises. Dans les entretiens, deux sujets évoquent directement « l'incompréhension » :

« Puis l'interrogation surtout parce que j'ai suivi, mais bon on sait toujours pas ce qu'il s'est passé exactement, fin moi je sais toujours pas ce qu'il s'est passé » (N15)

« Moi je trouve que c'est aberrant quoi de toute façon qui y a un truc qui explose et comme ça. Moi je sais pas, je comprends pas. » (N04)

Ces résultats mettent en évidence que l'origine de l'explosion, et la « nature » de cette catastrophe ne semblent pas participer à la définition des lettres AZF. En revanche, les dimensions du secret et du mensonge semblent davantage s'associer à la représentation d'AZF.

1.5. Des émotions négatives

La classe que nous avons nommée « émotions et comportements » correspondant à 8,90% du corpus, renvoie aux émotions ressenties relatives à l'explosion. Le mot « peur » (23*) est le plus représentatif dans cette catégorie. Les émotions citées sont exclusivement négatives se rapportant à un événement triste (11*) et choquant (13*), un sentiment d'impuissance et d'angoisse. Le terme « panique » apparaît également dans cette classe induisant une dimension collective dans les émotions ressenties. Au niveau de notre corpus d'entretien, seul un sujet associe directement AZF à « une journée noire », « une journée de panique » (N01).

Les deux dernières classes que nous avons nommé respectivement « repère spatio-temporels » et « l'après AZF » représentent seulement 13% du corpus. La première fait référence à des marqueurs de lieux et de temps. Le mot le plus saillant ici est « Toulouse » (29*), constituant 44% des termes dans cette classe. Mis à part Toulouse, les autres lieux présents dans les associations de mots correspondant à l'endroit où se trouvait le sujet comme : « mon bureau », « mon école », « la cours de récréation » etc. Concernant les indicateurs de temps, nous retrouvons ici « septembre », « passé », « souvenir », « 2001 ».

Enfin, la classe la plus petite, renvoie à la phase « l'après catastrophe » avec un vocabulaire reflétant une forme de résilience comme « espoir », « solidarité », « changement », « vie », « projet » etc. Indirectement, ici, les termes viennent révéler des éléments de représentation de de l'ancien site AZF. « Cancéropôle » (15*) est le mot de plus significatif dans cette catégorie. Nous retrouvons également ici « reconstruction » (*10), « terrain vague », « nouveau », « emplacement à louer » mais aussi « vide » et « trou ». Ces aspects rendent compte d'une forme de substitution des images matérielles et symboliques associées à AZF par celles du cancéropôle. Nous précisons et développerons ce dernier point dans le chapitre 4 de nos résultats en nous appuyant sur nos données issues des observations, entretiens et questionnaires.

Ces premiers résultats indiquent que 79,5% des mots associés à « AZF » font référence à la catastrophe. Plus précisément, seulement 21,5% des termes renvoient à la dimension industrielle d'AZF. Nous pouvons ici mettre en lien ces éléments avec l'analyse de la presse, dont les discours médiatiques, et particulièrement de la presse locale, effacent le côté industriel de la catastrophe. Il semblerait qu'AZF devient là le nom d'une **catastrophe urbaine**, dont l'explosion devient comme dénuée de lieu précis. AZF c'est *in fine* une explosion « mystérieuse » qui a eu lieu à Toulouse.

2. Récits d'une expérience collective

Afin d'observer la place éventuelle de la rumeur dans les récits d'expérience, et plus précisément son ancrage dans les souvenirs de la catastrophe, nous avons, dans les entretiens, invité les sujets à raconter leur propre vécu de l'explosion. Par ailleurs, dans les questionnaires, nous avons mesuré le niveau du sentiment d'implication ainsi que l'intensité des émotions ressenties vis-à-vis de cet événement afin de vérifier s'ils constituent effectivement des facteurs favorisant la diffusion et l'adhésion à des rumeurs, au regard de la théorie. Nous présentons

dans un premier temps, l'analyse de contenu des récits d'expérience puis dans un second temps, les résultats statistiques mesurant la dimension implication et émotion.

2.1. Une expérience marquée par l'incertitude

Chaque sujet se souvient parfaitement de sa journée du 21 septembre 2001. Tous s'engagent facilement dans leur récit d'expérience, parfois long, parfois détaillé, voire factuel. De manière générale, ce récit prend une place prépondérante dans l'entretien sous forme de monologue.

Le vécu de l'explosion est relaté au travers d'un récit narratif, chaque élément étant resitué sur un axe chronologique, avec une amorce, une intrigue et un dénouement. Parce que l'explosion de l'usine AZF est une situation commune à un ensemble de personnes se trouvant à Toulouse et dans les environs, la mise en intrigue de l'expérience subjective est relativement similaire entre les sujets. Au-delà des fortes récurrences que nous constatons dans ces entretiens, chaque discours a sa part de singularité. Les petites anecdotes que les sujets apportent à leurs discours rendent ces récits originaux et donnent parfois un effet burlesque comme pour atténuer le côté dramatique de la situation.

2.1.1. Amorce et mise en contexte

L'amorce du récit se caractérise par la description de la situation avant que celle-ci ne soit perturbée par l'élément déclencheur. De manière générale, l'amorce est assez brève dans les entretiens. Ainsi, tous les sujets débutent leur récit par la mise en contexte de la situation. Ils décrivent le lieu où ils se trouvaient, précisent le jour de la semaine et l'heure et certains soulignent d'emblée le contexte du 11 septembre. En parallèle, ils racontent les actions qu'ils étaient en train de faire lorsqu'ils ont ressenti et entendu l'explosion. Quelques-uns détaillent les sensations qu'ils ont perçues au moment de l'explosion, qu'ils accompagnent de gestes : ils sursautent, mettent les mains sur les oreilles, représentent la trajectoire des vitres explosées et des objets tombant. Ces extraits ci-dessous rendent bien compte de l'amorçage du récit :

« Alors déjà ça s'est mal passé le matin, le matin, non mais c'était drôle, c'était drôle le matin, je sais plus si c'était un container, et je me suis cassée la figure que jamais je me casse la figure (...) j'étais à St Michel (...). Je me, j'appuie sur le four, je sors de la cantine et c'est que y a eu l'explosion (rire). Enfin disons, non, on a eu un tremblement de terre, un petit bougement de terre, enfin comme sous les pieds ça tremblait un peu, on a eu le, le, l'explosion et un courant oh que ça a pété tous les carreaux et tout. Et tout le monde s'est retourné vers moi et a dit tu as fait péter les fours de la mairie de Toulouse » (N15).

« Bon donc on était en bloc opératoire c'était 10 heures du matin, un peu avant, j'étais dans le bloc, dans un bloc opératoire (...) et il (le chirurgien) me dit branche le lithoclast, je branche, je me lève, enfin je me lève, j'étais debout, (...) je branche et à ce moment-là BOUM, à ce moment-là, je me dis punaise Annie qu'est-ce t'as fait ? Je vous promets, j'ai cru que c'était moi qui avait fait pété la, la,

et à ce moment-là, j'étais à côté d'une aide-soignante, et, je dis punaise qu'est-ce que j'ai fait ? et à ce moment y a eu le deuxième, la deuxième secousse. Et ma collègue, l'aide-soignante, me dit à la troisième on est morte ! y a pas eu de troisième. » (N06).

2.1.2. Mise en intrigue

L'intrigue est au cœur du récit d'expérience prenant la forme d'un long discours. Dans cette partie nous pouvons distinguer plusieurs thématiques communes récurrentes dans les entretiens dont : l'absence de communication et information, le comportement et les réactions des personnes, la description des dégâts environnant (matériels et humains), la circulation dans la ville et le nuage toxique. Dans cette partie de l'entretien, les sujets évoquent les émotions que cet événement a suscitées chez eux cherchant l'empathie de l'intervieweur.

➤ Absence d'information et anxiété

L'absence de communication et d'information, l'impossibilité de connaître l'origine de l'explosion durant un certain laps de temps, est l'une des thématiques les plus prégnantes dans les récits d'expérience. Les sujets développent dans les entretiens la manière dont ils ont interprété l'explosion et comment ils ont cherché à s'informer avec les moyens du bord. Cette partie nous intéresse tout particulièrement puisque les sujets décrivent comment ils ont mis du sens sur une situation extraordinaire, dans un contexte bien particulier. Chaque sujet exprime alors à sa façon l'angoisse collective ressentie face à l'incompréhension, au « non-savoir » et à la panique générée dans la ville.

« On n'a pas trop compris ce qui se passait, et des alarmes qui retentissent et des bruits de verre, des gens qui crient à moitié, parce qu'on sait pas ce qui se passe, qu'on est, on est tous rassemblé dans la cour du lycée et qu'on comprend pas du tout quoi, tout simplement, on comprend pas et on a peur. » (N09)

« Donc c'est, c'est quand même quelque chose d'un petit peu stressant sur le coup quoi. Et après, bon ben on était obligé, ne pouvant pas téléphoner, ne pouvant pas se déplacer, bon ben on est resté là sur le lieu du travail, à gérer des élèves qui partaient dans la nature à pieds, et voilà, sans faire grand-chose de plus, sans pouvoir faire grand-chose quoi. Et bon on écoutait la radio, alors là on entendait des choses heu, un petit peu contradictoires, et ça, ça n'améliorait pas si vous voulez la, la tranquillité de l'esprit quoi » (N05)

«La panique c'était surtout de peur que ce soit un attentat, tu sais pas si ça va re-exploser, c'est surtout ça la panique quoi. Après si on avait su que c'était l'explosion, heu de suite, je pense que ça aurait été, ça aurait été plus facile à gérer je pense » (N02)

➤ Du 11 au 21 septembre : des expériences télescopées

Ici, tous les sujets font référence aux attentats du World Trade Center pour expliquer et justifier les « rumeurs » d'attentats qui ont circulé très rapidement dans toute la ville. Au travers de certains discours, on constate que le 11 septembre est considéré aujourd'hui comme un événement qui est venu biaiser la pensée collective à la suite de l'explosion. Il est intéressant

d'observer, dans les discours, que la majorité des sujets ont tendance à se positionner comme « spectateur » lorsqu'ils évoquent « les bruits » de bombes qui ont couru à Toulouse, s'excluant ainsi de la « foule ». En effet, les sujets emploient régulièrement « les gens pensaient », « tout le monde croyait », comme s'ils n'avaient pas participé à répandre le bruit, ni adhéré à ces « théories fumeuses ».

« Alors des bruits qui ont très vite couru que ça avait pété au Capitole, que c'était un attentat » (N06)

« **Tout le monde** racontait tout et n'importe quoi » (N05)

« **Les gens** disaient oh c'est dans la banque » (N04)

« **Les gens** disaient que c'était un avion qui s'était écrasé au Capitole » (N02)

« Alors heu, dans un premier, c'était les vitres du Capitole, enfin, oui, après les Galeries Lafayette qui avaient explosé, après c'était la Fnac, enfin **tout le monde** disait la sienne. Puis bon c'est vrai que c'était juste après les attentats de, les tours à New-York, alors après c'était les terroristes, enfin tout le monde a dit la sienne » (N11)

« **Beaucoup de personnes** en fait ont cru pendant un petit moment que c'était un attentat » (N10)

« Alors là les thèses étaient voilà, les plus farfelues les unes que les autres donc heu, alors c'était soi-disant deux bombes qui avaient sauté en ville, c'était un attentat terroriste, 'fin bon, c'était voilà, c'était vraiment n'importe quoi » (N14)

En parallèle, le 11 septembre est également évoqué dans les entretiens pour décrire les mouvements de panique et justifier l'aspect traumatique de l'explosion.

Si la majorité se place comme extérieur à la « psychose » du 11 septembre au moment de l'explosion, on peut malgré tout considérer qu'il y a bien un ancrage, et même un télescopage, de l'expérience d'AZF avec celle du 11 septembre. Cela s'exprime par l'omniprésence du 11 septembre dans les discours et par des lapsus fréquents: certains confondant le rond-point du 21 septembre par le rond-point du 11 septembre.

« Au rond-point du 11 septembre ? Au milieu du rond-point, heu 21 septembre pardon ? » (N10)

« Donc le 11 septembre 2001 ça va être heu, le 21 septembre d'ailleurs c'est (rire) et ouais mais parce que y a les deux et c'est vrai qu'à chaque fois y a quand même tendance à, mais le 21 septembre ça va rester » (N14)

« Je sais que y a un des deux ronds-points, là à Langlade qui s'appelle le rond-point du 11 septembre maintenant » (N01)

« Ben y a le rond-point du 11 septembre, là qui, heu du 21 septembre pardon, parce que c'était le 21 » (N05)

On observe donc bien au travers des discours que ces deux dates se confondent presque dans les pensées à Toulouse. Toutefois, cela n'inclut pas nécessairement que l'explosion d'AZF, en tant que fait, soit ancrée dans la catégorie attentat. C'est davantage le vécu à un instant T et les mouvements de panique qui sont rationalisés au travers de la psychose du 11 septembre. Le

11 septembre a donc été comme réactualisé par le 21 septembre chez les Toulousains présents dans l'agglomération au moment de l'explosion.

➤ **La panique**

Dans leurs récits d'expérience, la majorité des sujets évoquent les scènes de panique causées par l'explosion. Les mouvements de foule, les embouteillages, les sirènes, sont des images régulièrement soulevées pour décrire la panique. Ces éléments viennent rendre compte d'un état de crise et justifient l'aspect catastrophique de la situation. Plus les personnes étaient proches de l'épicentre plus les scènes décrites renvoient à une certaine violence.

« Parce que y avait des voitures dans tous les sens, des débris de partout, les pompiers de partout. On savait pas ce que c'était ! on pouvait pas téléphoner, on savait rien. Enfin on a dû le savoir assez vite avec la télé mais on savait pas et les téléphones ne marchaient nulle part, ni au collège, ni, il n'y avait aucune communication nulle part, on pouvait appeler personne. » (N13)

Là encore, les personnes justifient l'affolement de la population par l'absence de communication et l'incertitude quant à l'origine de l'explosion. Les sujets expliquent que personne ne savait quoi faire pour se protéger de cette situation menaçante. Les rumeurs d'attentat et l'impossibilité de joindre ses proches ont accentué l'anxiété collective et la panique.

➤ **L'intrigue dans l'intrigue : le nuage toxique**

Dans leurs récits, la majorité des sujets font référence à l'épisode du nuage toxique. Ici, les interviewés racontent comment ils ont fait face à la menace du nuage et leur attente jusqu'à la fin de l'alerte. Cet aspect dans l'entretien est relativement court et signe la fin de la situation de crise :

« Et après on a su que c'était une usine, enfin de l'usine AZF où y avait eu un problème après on savait pas non plus, après on savait que ça venait de là. Qui y avait ce nuage donc qu'il fallait mieux pas rester dehors, fallait pas respirer » (N11)

Il est assez frappant de constater qu'ici tous les sujets expliquent qu'ils ne savaient pas quoi faire face à la menace du nuage. Cela renvoie au fait que personne n'est préparé à ce type d'accident chimique, que les consignes de sécurité, les exercices d'évacuation et de confinement ne sont pas intériorisés par la population. Les représentations des pratiques à avoir en cas de catastrophe (naturelle ou non) sont davantage normatives que fonctionnelles.

2.1.3. Dénouement : les bilans

Après avoir relaté l'épisode dit catastrophique, la plupart des sujets font une sorte de « bilan après-coup » comme une manière de mesurer la gravité de l'explosion. Cet élément prend généralement une place importante dans les entretiens. Ici, les personnes évoquent les

conséquences matérielles (à court et long terme), humaines (sanitaires et sociales). Il est souvent question de comparer l'écart entre le vécu de l'explosion et ce que les personnes ont vu par la suite (à la télé ou en vrai) au niveau du secteur AZF. Il y a ici l'idée d'une catastrophe certes commune, mais à des échelles différentes notamment selon le lieu où l'on se trouvait. Des personnes disent alors « moi je l'ai vraiment vécu » pour signifier être au cœur de la catastrophe et au contraire pour ceux qui en étaient plus éloignés « moi je l'ai pas tellement vécu ».

On observe également dans cette partie l'idée partagée selon laquelle le pire a finalement été évité. Les sujets font ici une comparaison entre la catastrophe révélée et le risque maximum permettant de relativiser, dans une certaine mesure, l'explosion d'AZF.

➤ **Le hasard fait bien les choses**

La plupart des sujets considèrent que le pire a été évité le 21 septembre, certains développent l'idée « qu'on a eu de la chance dans notre malheur ». Ils tendent ici, en quelque sorte, à relativiser la situation tout en mettant en avant l'existence d'un risque maximum « non-réalisé », attribué à des facteurs aléatoires (hasard). Dans cette catégorie, on peut dégager un niveau individuel et un niveau collectif. Pour le premier, les personnes font référence à des « cas particuliers », connus personnellement ou présentés dans les médias, qui ont évité la mort à une seconde près. Sur le second axe, au niveau collectif, les sujets développent des scénarii de catastrophes majeures à Toulouse, qui auraient anéanti la ville avec la SNPE au centre des propos.

➤ **La SNPE : l'hyperbole du risque.**

Pour plus de la moitié des sujets la véritable catastrophe a été évitée. Pour ces personnes, si AZF a créé une explosion et des dégâts importants, un accident à la SNPE aurait tout simplement fait disparaître Toulouse et/ou ses habitants. Seul un sujet nomme l'usine, la SNPE. Les autres l'appellent la Poudrerie ou encore la Cartoucherie. En imaginant et en se référant à un scénario catastrophe dû à la SNPE, ces sujets relativisent l'explosion de l'usine AZF.

« En fait ce qui est important, c'est que ce n'ait pas pété à côté, parce qu'à côté y a une usine, où là, y a des produits indolores, mais si ça, ça avait pété là, y aurait eu de grosses victimes, de grandes victimes, parce que y a des produits qu'on sent pas mais qui vous tuent hein (rire), or, ça n'a pas pété, et c'est juste, c'est côte à côte hein. On a eu beaucoup de chance à Toulouse, beaucoup de chance. » (N13)

« Et encore on a eu de la chance parce que y a un gaz qui s'appelle le phosgène, qui est inodore, et si la, et la, comment, enfin le tuyau, enfin qui l'amène à l'usine, elle a bougé hein, mais elle a pas pété, si elle avait pété tout Toulouse mourrait ! C'est un gaz mortel. » (N07)

Il est intéressant de remarquer ici que, si aucun des sujets ne nomment le nitrate d'ammonium, il y a en revanche une certaine appropriation du savoir scientifique vis-à-vis du phosgène,

communément appelé gaz moutarde. En effet, ce produit est nommé par les sujets et, de plus, certains en décrivent quelques propriétés physico-chimiques : indolore, transparent, mortel.

➤ **Bilans humains : un nombre de mort inconnu**

Lorsque les sujets font le bilan de la catastrophe, tous prennent en considération qu'il y a eu des morts lors de l'explosion. Le nombre de personnes décédées n'est pas connu précisément. La majorité des sujets sait que le chiffre tourne autour de 30 personnes. Il n'y a aucune extrapolation du nombre de victimes, variant entre 29 et 33. Ce bilan est, pour les uns, à relativiser (ce n'est pas beaucoup pour une catastrophe) alors que pour les autres, au contraire, c'est un chiffre conséquent témoignant du drame.

2.2. Degré d'intensité des émotions ressenties

Comme nous l'avons vu, le niveau émotionnel est appréhendé comme étant l'un des facteurs principaux qui favorise l'adhésion à une rumeur. Par ailleurs, celui-ci doit être envisagé en interrelation avec le niveau d'implication. En effet, plus les sujets se sentent impliqués dans une situation dite ambiguë plus cela augmente les émotions négatives, et vice versa. Dès lors, nous traitons ces deux variables simultanément. Pour l'échantillon total, la moyenne obtenue aux questionnaires sur le sentiment d'implication est de ($M = 3,73^{39}$; $SD = 0,73$). Sur l'ensemble des sujets, 12,5% se disent fortement concernés (7/7) et 19,2% se disent pas du tout concernés (1/7). Parallèlement, les résultats mettent en évidence que cet événement a suscité, de manière générale, des émotions négatives⁴⁰ d'intensité moyennement élevée ($M = 2,93^{41}$; $SD = 0,96$) et de faibles émotions positives (*Indifférent* ($M = 1,54$; $SD = 1,07$) ; *Amusement* ($M = 1,08$; $SD = 4,23$) ; *Soulagement* ($M = 1$; $SD = 3,91$)). Sur nos deux variables (*implication* et *émotion négatives*) nous avons équilibré et réduit notre échelle à trois modalités – *faible, moyenne et forte* – mesurées à partir des fréquences cumulées⁴². Ces deux variables sont fortement corrélées entre elles ($r(164) = .457$; $p < .001$).

³⁹ La moyenne est mesurée sur une échelle de 1 à 7, 1 correspondant à pas du tout concerné et 7 à fortement concerné

⁴⁰ Score mesuré à partir de l'alpha de Cronbach (cf. partie méthodologie)

⁴¹ La moyenne du degré d'intensité des émotions est mesurée sur une échelle de 1 à 5, 1 correspondant à « nul » et 5 à « fortement »

⁴² Faible = $\leq 2,33$; Moyenne = $>2,34 \leq 3,33$; Forte = $> 3,34$

Dès lors, à partir d'une ANOVA nous observons une différence significative du niveau des émotions négatives en fonction du sentiment d'implication ($F(2; 161) = 21,70; p < 0,001$). Plus précisément, plus les sujets se sentent impliqués plus l'événement a suscité chez eux de fortes émotions négatives. Les moyennes obtenues dans chaque groupe, selon le niveau d'implication et pour chaque modalité du degré d'intensité des émotions, sont présentées dans ce graphique (Cf. Figure 13).

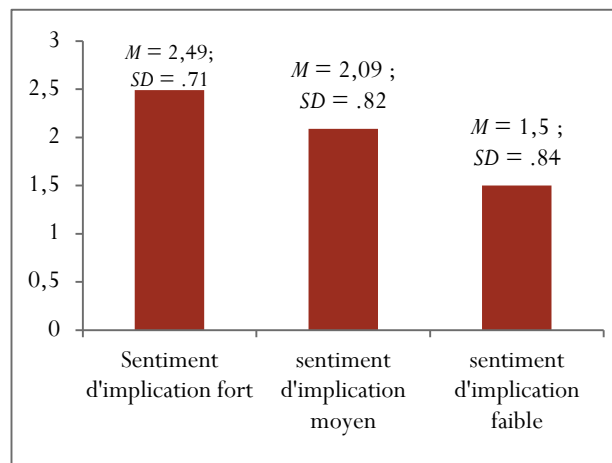


Figure 13 : Moyenne du degré d'intensité des émotions négatives selon le sentiment d'implication (n= 212)

Afin d'étudier les variations de l'intensité des émotions négatives ressenties et du sentiment d'implication, nous avons réalisé des ANOVA sur chaque variable influençant la proximité à l'objet. Ces résultats sont récapitulés dans le tableau (14) ci-dessous :

Tableau 14 Variabilité des scores aux émotions négatives et du sentiment d'implication selon la proximité à l'objet, (n= 212) ANOVA multivariée

Variables	Intensité des émotions négatives ressenties		Sentiment d'implication	
	M (SD)	F(ddl)	M (SD)	F(ddl)
Présent		26,40***		26,81 (1 ; 203)***
Oui	2,46 (.62)		2,4 (.80)	
Non	1,85 (1.85)		1,82 (.78)	
Lieu de naissance (%)		2,74 (4 ; 156)*		3,07 (4 ; 194)**
Toulouse ou dans son département	2,40 (.68)		2,4 (.80)	
Région Midi-Pyrénéennes	1,97 (.83)		1,88 (.75)	
Autre France (Métropolitaine et DOM-TOM)	2,01 (.76)		2,01 (.86)	
Etranger	1,88 (.78)		1,63 (.83)	
Durée d'habitation à Toulouse		7,77 (4 ; 155)***		16,45 (4 ; 194)***
Depuis toujours	2,38 (.68)		2,31 (.80)	
Plus de 11 ans	2,52 (.62)		2,68 (.70)	
Plus de 5 ans et moins de 11 ans	1,68 (.75)		1,63 (.66)	
Plus d'un an	1,77 (.73)		1,61 (.69)	
Moins d'un an	1,95 (.80)		1,74 (.74)	
Proche ayant travaillé à AZF		8,86 (1 ; 158)**		13,48 (1 ; 198)***
Oui	2,58 (.51)		2,61 (.66)	
Non	2,03 (1,95)		1,95 (.83)	
Avoir habité dans le quartier AZF		5,16 (1 ; 157)*		8,17 (1 ; 197)**
Oui	2,5 (.73)		2,52 (.60)	
Non	2,04 (.77)		1,98 (.85)	
Avoir subi des conséquences		8,26 (1 ; 158)***		9,75 (1 ; 199)***
Oui	2,71 (.46)		2,65 (.63)	
Non	2 (.77)		1,94 (.82)	

Domaines des conséquences				
<i>Santé</i>				
Oui	2,5 (.58)	1,09 (1 ; 159) ns	2,33 (1,03)	.79 (1 ; 200) ns
Non	2,08 (.78)			
<i>Travail</i>				
Oui	2,86 (.38)	7,25 (1 ; 159)**	2,5 (.85)	3,29 (1 ; 200) ns
Non	2,06 (.77)			
<i>Famille</i>				
Oui	2,87 (.35)	8,81 (1 ; 159)***	2,78 (.83)	7,67 (1 ; 200)**
Non	2,06 (.77)			
<i>Logement</i>				
Oui	2,08 (.78)	1,68 (1 ; 159) ns	2,5 (.75)	2,60 (1 ; 200) ns
Non	2,5 (.55)			
Connaître une victime				
Oui	2,42 (.69)	14,11 (1 ; 158)***	2,32 (.80)	11,05 (1 ; 199)***
Non	1,83 (.74)			
Catégories de victimes				
<i>Sinistrés</i>				
Oui	1,91 (.75)	12,97 (1 ; 158)***	1,90 (.81)	7,14 (1 ; 199)***
Non	2,53 (.65)			
<i>Anciens salariés</i>				
Oui	2,65 (.49)	9,99 (1 ; 159)***	2,57 (.75)	10,08 (1 ; 200)***
Non	2,03 (.78)			
<i>Blessés</i>				
Oui	2,54 (.63)	19,46 (1 ; 159)***	2,5 (.76)	22,77 (1 ; 200)***
Non	1,95 (.76)			
<i>Familles endeuillées</i>				
Oui	2,73 (.46)	11,78 (1 ; 159)***	2,45 (.80)	6,38 (1 ; 200)*
Non	2,03 (.77)			

* $p \leq 0,05$; ** $p \leq 0,01$; *** $p \leq 0,001$

D'après ces analyses, on constate que la quasi-totalité des variables ont un impact significatif sur le degré d'intensité des émotions ressenties et le sentiment d'implication. Ainsi, les sujets présents au moment de l'explosion ayant subi des conséquences, en particulier au niveau de la famille, et connaissant des victimes ont un sentiment d'implication plus élevé que les autres et disent avoir ressenti des émotions négatives plus intenses. L'analyse de régression multiple indique que l'interaction de ces variables explique 47,8% de la variance sur le facteur émotions négatives ($R^2 = .478$; $F(5 ; 149) = 8,99$; $p < 0,001$) et 44,3% de la variance sur le niveau du sentiment d'implication ($R^2 = .443$; $F(5 ; 191) = 9,35$; $p < 0,001$). Plus précisément, pour observer le poids de chaque facteur sur les VD, ci-dessous le tableau (15) de régression multiple :

Tableau 15 Modèle explicatif de la variabilité de l'intensité des émotions négatives et du sentiment d'implication en fonction de la proximité (n= 212) Régressions linéaires multiples

Variables indépendantes	Emotions		Implication	
	β	t	β	t
Avoir été présent	.201	2,49*	.198	2,68**
Proche ayant travaillé à AZF	.059	.755	.111	1,55
Avoir subi des conséquences	.154	1,96	.156	2,14*
Connaître des victimes	.232	3,84**	.130	1,72
Avoir vécu dans le quartier AZF	.043	.575	.056	.805

* $p \leq 0,05$; ** $p \leq 0,01$; *** $p \leq 0,001$

Ces résultats mettent en évidence la saillance de la variable « vécu » sur l'intensité des émotions négatives ressenties ($\beta = .201$; $t = 2,49$; $p < 0,05$) et le niveau du sentiment d'implication ($\beta = .198$; $t = 2,69$; $p < 0,01$). Nous observons également que, si connaître une victime augmente le degré d'intensité des émotions négatives ($\beta = .232$; $t = 3,84$; $p < 0,01$), cela n'influence pas de façon significative le niveau d'implication ($\beta = .130$; $t = 1,72$; $p = ns$). En parallèle, avoir été victime accroît le sentiment d'implication ($\beta = .156$; $t = 2,14$; $p < 0,05$) mais n'impacte pas le degré des émotions ressenties ($\beta = .154$; $t = 1,96$; $p = ns$).

Dans le questionnaire, il était demandé au sujet de justifier leur sentiment d'implication. Au total, 202 sujets y ont répondu et, à partir d'une analyse de contenu sur ces réponses, nous avons repéré sept catégories dans la façon d'expliquer leur niveau d'implication. Ainsi, plus de 56% des sujets mobilisent la notion du vécu, de la distance géographique et/ou de l'identité locale pour justifier un bas versus haut niveau d'implication.

La « distance géographique » représentant 22,10% des réponses renvoie à l'endroit où se situait le sujet en rapport avec l'épicentre de l'explosion. De manière générale, plus une personne se dit avoir été proche géographiquement plus elle se dit concernée « *je travaillais à environ 1 km500 à vol d'oiseau* » (S7). A l'inverse, plus une personne était loin moins elle se sent concernée par l'événement « *j'étais même pas en France à cette époque* » (S77). La dimension du vécu est également soulevée dans 18,62% des réponses par les sujets : « *parce que je l'ai vécu* » (S01) ; « *car je n'étais pas présente et je n'ai pas vécu cette souffrance* » (S142). On observe également que dans 16% des réponses, les sujets justifient leur niveau d'implication par une appartenance à une identité locale toulousaine : « *oui car je suis Toulousaine* » (S80) ou encore pour des primo-arrivant légitimant : « *c'est arrivé dans la ville où j'habite alors même en n'ayant pas été présente cela me touche* » (S85).

Plus de 18% des sujets légitiment leur niveau d'implication en invoquant un lien versus non-lien avec une victime « *un ami a subi des dommages physiques à cause de l'explosion* » (S163) ; « *mon entourage n'a pas subi de dégât important* » (S48). Aussi 11,69% disent ne pas se sentir concernés par l'explosion d'AZF car ils étaient trop jeunes au moment des faits : « *j'étais trop jeune à l'époque pour m'en soucier* » (S161) ; « *étant enfant je n'avais aucun pouvoir de réflexion* » (S162) ; « *j'étais petite* » (S70).

11,25% des personnes qui n'ont pas vécu ni n'étaient originaires de Toulouse se disent concernées en soulevant la question de l'environnement, de la planète et des risques industriels « *je ne suis pas de Toulouse mais c'est tout de même un sujet important qui doit faire réfléchir* » (S138) ; « *environnement industriel, mesure à prendre, accident du travail* » (S152) ; « *nous sommes tous concernés par la sécurité de nos zones de productions* » (S168) ; « *non dans un sens car je n'y étais pas mais oui absolument car cela nous concerne tous lorsqu'il s'agit d'écologie, d'énergie* » (S177). Enfin, 2,16% des répondants, se disent totalement concernés en raison d'un lien de « filiation » avec AZF : « *Ancien ingénieur du site de 80 à 88. Je cherche toujours ce qui a pu se passer ce matin-là ?* » (S02).

L'explosion de l'usine AZF a marqué durablement ceux qui étaient présents à Toulouse à ce moment-là. D'après l'analyse qualitative et quantitative, cette expérience collective est caractérisée par le ressenti de fortes émotions négatives dues notamment à l'absence de communication et **l'incertitude** dans les premières heures dans un contexte de « psychose » associé au 11 septembre. Les sujets en s'identifiant à la catégorie « Toulousains ayant vécu l'explosion », justifient alors d'un sentiment d'**implication** élevé.

3. De l'ONIA à AZF : d'une usine sécurisée à une usine dangereuse

Lors des entretiens, lorsque les sujets sont interrogés sur leurs réactions à l'annonce de l'explosion d'AZF, ils mobilisent la représentation qu'ils avaient d'AZF avant l'explosion, associée ou non à la notion de risque. Pour rendre compte de cette image, la majorité des sujets s'appuient sur des éléments concrets et « extérieurs » à l'usine, comme l'aspect architectural, les fumées ou encore les odeurs. Par ailleurs, la plupart font référence à des « on-dit » du passé véhiculés à Toulouse par les « anciens », avant l'explosion.

3.1. Une usine familière, une habitante parmi les autres

La majorité des interviewés connaissait l'usine AZF avant qu'elle n'explose. Ils rendent compte d'une usine qui était connue de tous à Toulouse et avec laquelle les habitants ont grandi. Leurs

propos viennent suggérer l'idée que cette usine était comme un point de repère dans la ville, ayant toujours existé. Les plus âgés de notre échantillon rapportent des anecdotes de proches ayant travaillé à l'usine, en tant que salariés ou intérimaires renvoyant ainsi à un rapport familial avec cette usine : tout le monde connaît quelqu'un qui, un jour, a travaillé à AZF. Nous repérons alors que lorsqu'ils parlent de l'usine AZF au passé, les sujets la nomment généralement l'ONIA. Comme s'il y avait un nom qui renverrait à l'histoire de la catastrophe et un nom davantage associé à l'histoire ouvrière et industrielle.

« Ben elle a toujours existé, moi je suis Toulousaine, elle avait plein de noms, on dit l'AZF, mais quand j'étais petite je sais plus comment on l'appelait. Bon Grande Paroisse, AZF, mais elle a eu plein d'autres noms (...). Elle nous gênait pas. Sauf que des fois ça sentait mauvais, parce qu'ils lançaient des, ça sentait un peu comme l'œuf pourri, pas, pas l'œuf pourri mais ça avait une odeur un peu désagréable mais sinon elle gênait personne. Personne ne s'en souciait. Elle était incluse comme l'est l'aviation, voilà. » (N 14)

« Elle a toujours été à Toulouse, depuis que je suis née, ça s'appelait la Grande Paroisse, après on l'a appelé l'ONIA, O N I A et après, après l'AZF ». (N06)

De manière générale, tous partagent l'image d'une vieille usine vétuste, presque à l'abandon. L'une dont le parrain travaillait à l'ONIA décrit l'intérieur de l'usine :

« offffffff ! c'était grand, c'était vieux, c'était, parce qu'à l'époque c'était vieux y a 20 ans. (...). Moi je l'ai toujours vu vieux ce truc. ». Un peu plus loin elle répète « c'était vieux, c'était pas rénové » et rajoute « c'était des beaux bâtiments en briquettes comme, comme Toulouse ». (N04)

Pour un autre sujet, jamais rentré dans l'usine, en relatant les propos d'amis qui ont travaillé là-bas en tant qu'intérimaires, il décrit cette usine comme « pourrie à l'intérieur (...) ça faisait vraiment vétuste » (N05).

3.2. Une explosion annoncée par les « vieux »

La moitié de l'échantillon dit ne pas avoir été tellement surpris lorsqu'ils ont appris que c'était AZF qui avait « péte » . Ils justifient leurs réponses par le fait que le risque d'explosion à AZF était connu depuis toujours. On peut parler ici d'une sorte de « prophétie auto-réalisatrice à postériori » :

« Je savais que c'était une grosse usine chimique et ça m'a pas étonné quand, quand on a su que c'était ça, que ça ait produit une explosion » (N01),

« Après que l'AZF ait péte heu, moi je l'avais entendu dire, je vous l'ai dit au début, un jour ça va péter, donc presque pas surpris quoi » (N06),

« Bon qui ait un accident c'était normal, y avait pas d'entretien qui était fait donc, c'était inévitable qu'il ait quelque chose qui se passe un jour » (N05) ;

« Tout le monde disait que ça péterait un jour. Mais tous les ouvriers hein, c'était comme ça dans Toulouse, on le disait tout le temps » (N07).

Bien qu'ils affirment ne pas avoir été étonnés de cette catastrophe, ils évoquent néanmoins une certaine incompréhension face à l'ampleur de l'explosion. Un des sujets exprime alors bien

cette contradiction tout au long de l'entretien, basculant entre l'attendu et l'inattendu, dont une phrase est, à ce propos, assez significative :

« Je pense qu'à Toulouse personne enfin personne pouvait jamais imaginer enfin personnellement j'aurai imaginé que ça, que ça puisse, que ça puisse se produire. C'est vrai qu'il me semble que y a des vieux qui disaient ouais un jour ça va péter, heu ça va péter, ça va péter » (N01).

En revanche pour d'autres, l'usine AZF ne présentait aucun signe de dangerosité bien au contraire, elle était perçue comme une usine fiable et sûre. Pour ces personnes, l'explosion est un événement surprenant et incompréhensible.

« Parce que moi depuis que je suis petite j'ai entendu parler de l'ONIA, que c'était sécurisé, qu'on pouvait pas rentrer, que ceci, que cela, et là que ça explose de cette manière, moi j'ai pensé de suite que c'était un attentat » (N04)

« C'est pas logique qu'elle ait explosé comme ça, c'est pas possible. Suite à des événements, ou alors c'est vraiment un hasard alors, suite à certains événements qui se sont passés dans le monde, heu, non, enfin j'y crois pas que ce soit une mauvaise manœuvre et tout ça, j'y crois pas. Depuis le temps... et puis elle a toujours était contrôlée » (N15)

« Ce serait mentir que de dire que une seule fois je me suis dit ça pourrait péter. Je ne l'ai jamais pensé. » (N03)

3.3. Un objet ambivalent

Au niveau des questionnaires, la moitié de notre échantillon, soit 50,8%, déclare avoir connu l'usine AZF avant l'explosion. En regardant les moyennes obtenues sur chaque item renvoyant à des images de l'usine AZF, aucune n'apparaît comme étant plus saillante qu'une autre. En effet, les moyennes varient entre 2,12/4 et 2,66/4 et ne révèlent pas de différence significative.

Le tableau (16) ci-dessous donne les moyennes pour chaque item ainsi que les inter-corrélations entre ces derniers. A partir des moyennes, nous observons une certaine ambiguïté dans l'image assignée à l'usine AZF. Aucune image n'est totalement rejetée ni acceptée. Par ailleurs, les moyennes obtenues à « une usine dangereuse », vétuste et sécurisée sont relativement équivalentes.

Tableau 16 Moyennes et intercorrélations entre les images attribuées à l'usine AZF (n= 212), Test de corrélation de Pearson

	M (SD)		Repère dans la ville	l'ONIA	Une usine dangereuse	un emblème toulousain	une puissance économique	une usine sécurisée	une usine vétuste
Repère dans la ville	2,22 (.87)	r							
		N							
l'ONIA	2,5 (1.14)	r	.362**						
		N	67						
Une usine dangereuse	2,32 (1.14)	r	-.048	.311***					
		N	60	97					
un emblème toulousain	2,48 (1)	r	.253*	.015	.181				
		N	65	107	95				
une puissance économique	2,17 (1.02)	r	.582***	.486***	.114	.156			
		N	67	106	97	105			
une usine sécurisée	2,66 (.93)	r	.108	.332***	.348***	.052	.231*		
		N	66	105	98	104	105		
Une usine vétuste	2,52 (.93)	r	.002	-.152	-.059	.493***	-.068	-.192	
		N	64	100	94	98	100	99	

*p≤.05 ; **p≤.01 ; ***p≤.001

L'analyse de corrélation permet de mettre en évidence l'ambivalence dans la représentation de l'usine AZF. Nous observons en effet que l'image d'une usine sécurisée est, paradoxalement, corrélée positivement avec celle d'une usine dangereuse ($r(98) = .348 ; p < 0,001$). Par ailleurs, l'image d'une usine vétuste est significativement corrélée avec celle d'un emblème pour la ville de Toulouse ($r(98) = .493 ; p < 0,001$). Nous pouvons penser que ces résultats renvoient bien aux deux grandes périodes historiques qu'a connu l'usine AZF, avec dans les années 1960 un essor économique sous le nom de l'ONIA et son déclin dans les années 1980 sous le nom d'AZF. Ainsi, ces deux images du passé ne s'opposeraient pas mais, au contraire, cohabiteraient dans les représentations assignées à AZF aujourd'hui.

L'usine AZF faisait partie intégrante du paysage toulousain et ses odeurs caractéristiques marquaient sa présence au quotidien. Dans les discours, et à partir des analyses statistiques, nous constatons que « l'AZF » et « l'ONIA » sont comme deux entités distinctes voire antagonistes qui coexistent dans l'image conférée à l'usine. A partir des entretiens, nous remarquons que plus les interviewés se réfèrent à un passé lointain de l'usine, moins ils l'associent à un risque et plus l'explosion est considérée comme surprenante.

4. Un mystère persistant

Après avoir exposé les résultats renvoyant au vécu des sujets vis-à-vis de l'explosion, intéressons-nous maintenant à la manière dont, plus de dix ans après les faits, ils mettent du sens sur cette explosion.

4.1. Plausibilité des différentes thèses explicatives

De façon relativement spontanée, tous les entretiens soulèvent la question de l'enquête et des origines de l'explosion. L'ensemble des sujets indiquent, parfois dès le début de l'entretien, l'absence d'une cause officielle de l'explosion. Pour les interviewés, l'enquête qui a été menée est perçue comme une grande « pagaille » avec l'idée que « tout et rien n'a été dit ». Dans la masse des informations, les sujets expriment leur difficulté à faire le tri entre ce qui est vrai et ce qui est faux. La majorité expose, et confronte ainsi, la thèse de l'accident et celle de l'attentat. Plus précisément, nous repérons que cinq d'entre eux relatent l'affaire dite « Hassan Jandoubi » avec quelques variations. L'élément central retenu dans cette rumeur, est qu'un « arabe, étranger à l'usine, aurait posé une bombe » ayant fait exploser AZF. Certains soulignent qu'il avait plusieurs sous-vêtements sur lui :

« Quand un arabe super habillé avec tout, des sous-vêtements ben on dit que c'est un kamikaze, donc au départ ils ont dit que c'était un kamikaze » (N07)

« Y avait un gars que j'sais pas quoi qui avait été retrouvé avec cinq ou six slips sur lui, apparemment c'était un rituel heu, ça pouvait être un rituel de terroriste » (N01)

« Après y a eu cette personne qui avait trois caleçons sur lui, 'fin qui avait mis une bombe, 'fin qui avait voulu faire la détonation, 'fin qui avait volontairement fait exploser l'usine » (N11)

Lorsque les sujets rapportent les différentes thèses ayant circulé autour d'AZF, ils évoquent la plausibilité qu'ils confèrent à chacune des allégations. Dès lors, pour certains, la piste terroriste est une thèse sérieuse tandis que, pour d'autres, c'est une « blague ». Quant à la thèse accidentelle, majoritairement admise comme étant l'explication officielle, les sujets émettent un certain nombre d'interrogations sur les véritables circonstances. Cela se manifeste notamment dans les discours par l'utilisation du conditionnel lorsqu'ils évoquent l'accident :

« Alors je crois que c'est un accident, 'fin on dit ça comme un accident et un accident de manipulation entre deux produits chimiques, comme quoi ils auraient mis ensemble deux produits chimiques qui auraient pas dû être mis ensemble » (N12).

Les résultats obtenus à partir des questionnaires corroborent ces discours, mettant en évidence l'existence d'un doute quant à la probabilité qu'il s'agisse d'un accident. La moyenne générale

de la probabilité attribuée à l'accident est de ($M^{43} = 6,21 ; SD = 2,87$). Ce premier résultat met en avant qu'il subsiste un doute quant à la cause de l'explosion et ce, malgré le verdict du procès confirmant l'accident industriel, verdict survenu la veille de la diffusion des questionnaires. Plus précisément, pour 5,6% des sujets la probabilité qu'il s'agisse d'un accident est de 0 et seul près de 12% confirme à 100% l'accident. Toujours sur l'ensemble de l'échantillon plus de 41% des sujets estiment que l'accident est probable à moins de 50%. A partir d'une analyse de variance sur différentes variables indépendantes (vécu, émotions négatives, implication, conséquences subies, connaissance de victimes, famille travaillant à AZF) nous n'observons aucun effet significatif sur la probabilité attribuée à l'accident ($p > 0,05$). Ces résultats révèlent dans une certaine mesure que les sujets cherchent davantage à confirmer un type de savoir, des préjugés plutôt que des informations. En effet, malgré le verdict du procès très clair, confirmant l'accident chimique, les sujets continuent à adhérer à des versions alternatives incluant des théories du complot. En comparant la moyenne des Toulousains obtenue en 2008 et en 2012, à la même variable (probabilité que ce soit un accident) nous constatons que les résultats sont identiques : ($M = 6,65 ; SD =$ et ($M = 6,21 ; SD = 2,87$). Ainsi, l'explication officielle importe peu et ne semble pas répondre au besoin du sens commun.

4.2. Intérêt et crédibilité dans l'enquête judiciaire

Dans leurs réflexions, les sujets interviewés évaluent la crédibilité des sources et, en particulier, celle des experts ayant mené l'enquête ainsi que l'impartialité de la justice dans le procès AZF. La plupart attribue peu de crédibilité à l'ensemble des acteurs de cette affaire et dans le procès. En raison d'enjeux financiers qui seraient trop importants, beaucoup considèrent que le procès, en cours au moment des entretiens, ne sert à rien et n'est qu'une façade. En effet, pour eux la justice n'est pas égalitaire, elle serait plus clémente, voire impuissante, face à ceux qui détiennent la richesse et le pouvoir. En conséquence, ils ont peu d'espoir quant à l'aboutissement du procès, dont les dés seraient déjà jetés. On perçoit un manque de confiance dans la justice française, et dans les institutions publiques de manière générale, qui fonctionneraient comme une machine à deux vitesses. Pour cette raison, la plupart se déclare désintéressée par l'actualité du procès. Ils ignorent ainsi précisément quand le procès a débuté, ni combien de temps celui-ci durera, ni qui est mis en cause et certains s'interrogent même sur les raisons d'un tel procès.

« C'est l'histoire de la justice, que la justice puisse passer quel que soit les prévenus si vous voulez, hein ! pour moi c'est ça qui est important, pour moi hein. Que la justice puisse passer que ce soit

⁴³ Les moyennes de probabilité sont mesurées sur une échelle de 0 à 10

l'affaire Clearstream, que ce soit l'affaire AZF, que ce soit vous quand vous rentrez avec votre voiture dans un mur et que bon la justice puisse trancher, c'est vous qui êtes responsable vous payez le mur du voisin. Voilà, c'est ça. Après je suis presque sûr que vous, ben vous allez être condamnée pour rembourser le mur du voisin si vous lui rentrez dans son mur, par contre je suis pas sûr que sur d'autres événements les responsables soient effectivement bien déterminés et bien condamnés quoi. Voyez c'est ça qui me, qui m'intéresse, que la justice puisse passer pour tous. Après c'est autre chose... » (N05)

Pour les interviewés, le seul enjeu du procès est l'indemnisation des victimes mais il ne s'agit en aucun cas d'apporter une réponse et une vérité sur les faits. De ce point de vue, ils ne se sentent donc pas concernés.

« ben non mais parce que y a des très grosses entreprises, y a voilà certainement beaucoup d'argents en jeu et voilà donc à partir de là, malheureusement je dis bien les victimes n'auront pas les réponses qu'elles souhaiteraient avoir certainement. Mais bon malheureusement c'est voilà, c'est comme ça, on peut pas faire grand-chose. Ils auront certainement des indemnités, des voilà, 'fin toutes les familles ont dû être indemnisées de toute façon, ça s'est évident mais heu. » (N14)

La distance temporelle entre l'événement et l'ouverture du procès, est également un élément récurrent dans les discours pour argumenter sur le désintérêt face à l'actualité judiciaire. Pour la plupart, il faut tourner la page, AZF fait partie du passé et il ne sert à rien de ressasser l'histoire. Pour l'un des interviewés, ce procès est vécu comme une violence pour lui et sa famille dont son beau-père qui a été gravement blessé lors de l'explosion. Selon lui, cela ne permet pas de cicatriser les plaies ; bien au contraire cela les ravive :

« Moi je crois qu'ils ont, ce qu'a fait mon beau-père, ce qu'a fait ma belle-famille c'est très intéressant, très bien de voilà, trouver les indemnisations, d'avoir les indemnisations avant. On tourne la page AZF, point, on oublie. On a fermé la page on oublie. Là la page elle est encore ouverte, pour eux et dans leur vie, elle est encore ouverte la page. Tant que le procès est pas fini ils fermeront pas la page. Faudrait qu'ils essayent de tourner la page, qu'ils essayent de se reconstruire différemment. Pas d'y rester 10 ans dans des procédures qui servent à rien. Pour moi qui servent à rien. Ils sont encore en train de faire un procès sur le crash du Concorde, où est l'intérêt ? ça fait 20 ans, où est l'intérêt ? » (N10)

Les résultats aux questionnaires sur ces aspects corroborent les propos tenus lors des entretiens. Les statistiques descriptives mettent en évidence que l'enquête consistant à chercher les causes de l'explosion a suscité un intérêt moyen ($M = 4,22$; $SD = 2,31$) et que peu ont suivi les audiences lors du premier procès en 2009 ($M = 2,11$; $SD = 1,57$).

A partir des différentes thématiques pouvant être associées à l'actualité concernant AZF, se sont l'enquête ($M = 5,01$; $SD = 1,94$), les conséquences sanitaires ($M = 5,68$; $SD = 1,65$) et les débats sur le risque industriel ($M = 5,01$, $SD = 1,90$) qui suscitent le plus d'intérêt. A l'inverse, ce sont la construction des mémoriaux ($M = 3,76$; $SD = 1,94$), le procès ($M = 4,27$; $SD = 2,06$), les commémorations ($M = 4,43$; $SD = 1,98$) et le réaménagement du territoire ($M = 4,44$; $SD =$

2,02) qui suscitent le moins d'intérêt chez les répondants. A partir de ces statistiques descriptives nous observons un certain paradoxe entre un intérêt relativement important pour l'enquête sur les causes de l'explosion et, dans le même temps, un intérêt moindre partagé pour le procès.

L'analyse de variances ANOVA, met en évidence un lien significatif entre le sentiment d'implication, le degré d'intensité des émotions négatives ressenties et l'intérêt porté à l'enquête AZF ainsi que l'ensemble des sujets qui en font actualité. Le tableau ci-dessous (cf. tableau 17), regroupe l'ensemble des résultats pour chaque item.

Tableau 17 Variabilité des moyennes sur l'intérêt porté à l'actualité AZF selon le sentiment d'implication et le degré des émotions négatives (n= 212), ANOVA multivariée

	Sentiment d'implication		Degré d'intensité des émotions négatives ressenties	
	M (SD)	F (ddl)	M (SD)	F (ddl)
<i>Niveau d'intérêt dans les 1^{er}s jours</i>		18,18 (2 ; 193)		28,57 (2 ; 155)***
Faible	3,53 (2,32)		2,41 (2,01)	
Moyen	3,47 (2,03)		4,61 (1,90)	
Fort	5,39 (2,04)		5,49 (2,05)	
<i>Suivi des audiences lors du 1^{er} procès</i>		14,77 (2 ; 194)***		11,88 (2 ; 155)***
Faible	1,85 (1,41)		1,21 (.73)	
Moyen	1,51 (.80)		2,24 (1,65)	
Fort	2,82 (1,88)		2,70 (1,68)	
<i>Le procès en appel était nécessaire</i>		15,38 (2 ; 189)***		11,84 (2 ; 152)***
Faible	4,34 (2,14)		3,75 (1,76)	
Moyen	3,76 (2,01)		4,95 (1,91)	
Fort	4,73 (1,82)		5,67 (1,83)	
Intérêt porté sur l'actualité AZF				
<i>Procès</i>		3,89 (2 ; 198)*		5,95 (2 ; 158)**
Faible	4,22 (2,26)		3,76 (2,19)	
Moyen	3,76 (2,01)		4,29 (1,91)	
Fort	4,73 (1,82)		5,11 (1,84)	
<i>Enquête</i>		4,79 (2 ; 197)**		9,79 (2 ; 158)***
Faible	4,63 (2,29)		4,29 (2,23)	
Moyen	4,74 (1,85)		5,13 (1,74)	
Fort	5,55 (1,55)		5,86 (1,30)	
<i>Réaménagement du site</i>		6,50 (2 ; 196)**		8,58 (2 ; 158)***
Faible	3,91 (2,05)		3,36 (1,96)	
Moyen	4,18 (1,90)		4,68 (1,95)	
Fort	5,05 (1,94)		4,91 (1,95)	
<i>Commémorations</i>		1,46 (2 ; 196) ns		7,19 (2 ; 157)***
Faible	4,17 (2,04)		4 (2,21)	
Moyen	4,30 (1,96)		4,16 (1,78)	
Fort	4,72 (1,93)		5,26 (1,7)	
<i>Mémoriaux</i>		2,47 (2 ; 198) ns		1,54 (2 ; 158) ns
Faible	3,37 (1,9)		3,43 (2,11)	
Moyen	3,74 (1,99)		3,82 (1,8)	
Fort	4,09 (1,87)		4,12 (1,98)	
<i>Conséquences sanitaires</i>		4,03 (2 ; 197)*		5,30 (2 ; 158)**
Faible	5,20 (1,91)		5,02 (1,88)	
Moyen	5,77 (1,43)		5,87 (1,23)	
Fort	5,97 (1,52)		5,96 (1,55)	
<i>Risques industriels</i>		5,74 (2 ; 197)**		6,32 (2 ; 158)**
Faible	4,66 (2,03)		4,36 (2,10)	

Moyen	4,66 (1,92)	4,84 (1,69)
Fort	5 (1,90)	5,65 (1,80)

*p≤.05 ; **p≤.01 ; ***p≤.001

D'après ces résultats, nous observons que plus les niveaux d'implication et d'émotions négatives sont élevés, plus les sujets déclarent porter de l'intérêt aux différentes informations entourant la catastrophe d'AZF. Plus précisément, nous constatons que la différence des moyennes est plus importante pour l'intérêt porté à l'enquête dans les premiers jours qui ont suivi l'explosion, le suivi des audiences au premier procès et la considération que l'appel au procès était nécessaire. En revanche, pour les deux facteurs il n'y a pas de différence significative sur l'intérêt porté à la construction des mémoriaux et, seulement pour le sentiment d'implication sur les commémorations. Ces résultats sont fortement corrélés avec le fait que, de manière générale, les sujets ont cherché à s'informer sur la catastrophe d'AZF (cf. tableau 18)

Tableau 18 Intercorrélations entre l'intérêt porté à l'enquête et la recherche d'informations, (n= 212), Corrélation de Pearson

	Intérêt porté à l'enquête dans les premiers jours	Suivi des audiences au premier procès	L'appel au premier procès était nécessaire
Avoir cherché à s'informer	r .288***	.331***	.169*
N	196	196	192

*p≤.05 ; **p≤.01 ; ***p≤.001

Nous observons par ailleurs, que ces derniers ont privilégié la presse locale et les proches pour trouver de l'information. Les moyennes obtenues sur ces deux médias se différencient significativement selon le niveau d'implication et degré émotionnel.

Tableau 19 Fréquences des médias utilisés dans la recherche d'informations selon le degré des émotions et du sentiment d'implication (n= 212)

	Presse Nationale		Presse locale		Internet		Télévision		Proches	
	Oui (%)	Non (%)	Oui (%)	Non (%)	Oui (%)	Non (%)	Oui (%)	Non (%)	Oui (%)	Non (%)
Emotions										
Forte	8,8	91,2	28,1	71,9	15,8	84,2	14	86	19,3	80,7
Moyenne	7,9	92,1	15,9	84,1	15,9	84,1	12,7	87,3	11,1	88,9
Faible	2,4	97,6	4,9	95,1	9,8	90,2		100	2,4	97,6
ANOVA	F (2 ; 158) = .843 ns		F (2 ; 158) = 4,73*		F (2 ; 158) = .455 ns		F (2 ; 158) = 3,13*		F (2 ; 158) = 3,35*	
Implication										
Forte	9,5	90,5	24,3	75,7	17,6	82,4	12,2	87,8	20,3	79,7
Moyenne	6,7	93,3	11,5	88,5	11,5	88,5	6,6	93,4	3,3	96,7
Faible	3	97	6	94	7,5	92,5	6	94	6	94
ANOVA	F (2 ; 199) = 1,22 ns		F (2 ; 199) = 5,30*		F (2 ; 199) = 1,69 ns		F (2 ; 199) = 1,07 ns		F (2 ; 199) = 6,55*	

*p≤.05 ; **p≤.01 ; ***p≤.001

Ces résultats mettent en évidence que les sujets qui ont ressenti de fortes émotions négatives ont favorisé l'information de proximité, diffusée dans un espace restreint et localisé. De surcroît, nous observons que les proches que l'on peut qualifier de sources officieuses ont constitué un soutien informationnel important. Cet aspect renvoie clairement au phénomène de « bouche-à-oreille », média central dans la transmission de rumeurs.

4.3. Vers une méfiance des sources dominantes

Au niveau de la crédibilité attribuée aux différents acteurs jouant un rôle dans l'enquête AZF, les statistiques descriptives mettent en évidence une certaine méfiance envers les experts de Total ($M = 2,69, SD = 1,5$), le groupe Total ($M = 2,57, SD = 1,5$), l'ancien directeur de l'usine AZF ($M = 3,07, SD = 1,73$) et l'Etat ($M = 3,22, SD = 1,55$). Pour mesurer l'homogénéité entre ces items nous avons procédé à un test de fiabilité mettant en avant une homogénéité interne élevée entre les experts de Total, le groupe Total et l'ancien directeur de l'usine ($\alpha(3) = .76$). Nous avons alors calculé une nouvelle variable nommée « acteurs internes à Total », dont la moyenne au niveau de la crédibilité s'élève à $M = 2,76 ; SD = 1.29$

A l'inverse, ce sont les témoins ($M = 5,14, SD = 1,68$), les anciens salariés d'AZF ($M = 5,01, SD = 1,51$) et les experts judiciaires ($M = 4,75, SD = 1,53$) qui bénéficient d'une crédibilité plus importante. Quant à la police et aux salariés de la SNPE, les sujets leur attribuent une crédibilité intermédiaire avec respectivement ($M = 4,16, SD = 1,54$) pour les premiers, et ($M = 4,02, SD = 1,62$) pour les seconds. Si nous nous attendions à un clivage entre les acteurs internes et externes à l'usine les résultats montrent davantage une opposition entre les acteurs détenant un certain pouvoir et les « autres », renvoyant à un rapport dominants/dominés. Une analyse de variance (ANOVA) menée sur l'ensemble de nos variables se rapportant à la proximité de l'objet montre peu de variation sur la crédibilité attribuée aux différents acteurs. Seul le fait de connaître des familles endeuillées augmente de façon significative la crédibilité attribuée aux anciens salariés d'AZF et aux témoins de la catastrophe :

Tableau 20 Variabilité de la moyenne à la crédibilité attribuée aux anciens salariés et aux témoins selon le lien avec une famille endeuillée, (n=212), ANOVA

	Crédibilité pour les anciens salariés d'AZF	Crédibilité pour les témoins
<i>Connaître une famille endeuillée</i>	(F (1 ; 194) = 4,99 ; $p < 0,05$)	(F (1 ; 193) = 12,50 ; $p \leq 0,001$)
Oui	M = 5,65 ; SD = 1,03	M = 6,26 ; SD = 1,05
Non	M = 4,91 ; SD = 1,55	M = 4,98 ; SD = 1,7

Ces résultats mettent en évidence le fait que les Toulousains restent, de manière générale, sceptiques quant à l'origine accidentelle de l'explosion. Ce doute semble s'expliquer par une **méfiance** partagée envers les sources officielles ou expertes. En revanche, la thèse de l'attentat relevée dans les discours de façon spontanée, s'avère moins **plausible** que l'accident pour la majorité. En raison d'un manque de **crédibilité** envers les institutions médiatiques et juridiques, les sujets portent peu d'intérêt au procès d'AZF dont les enjeux seraient uniquement d'ordre financier.

5. Dynamique de la mémoire et prises de position

5.1. Certitude d'une incertitude

Dès lors, en l'absence de toute crédibilité attribuée aux sources officielles, un certain consensus s'installe chez les Toulousains persuadés qu'AZF reste et restera un mystère. La plupart des sujets interviewés pensent qu'on ne saura jamais ce qui s'est passé, la vérité étant cachée par des forces dominantes :

« Enfin y a toujours des zones d'ombres en fait sur cette explosion » (N02)

« Après moi je pense qu'on saura jamais vraiment ce qui s'est passé » (N01)

« On le saura jamais la vérité vraie » (N04).

Les résultats aux questionnaires confirment cette tendance consensuelle où les moyennes obtenues aux propositions « *la cause de l'explosion ne sera jamais réellement connue* » ($M = 4,90$; $SD = 1.86$) et « *La vérité sur les causes est dissimulée* » ($M = 4,39$; $SD = 1.61$) sont élevées.

Si la majorité des personnes considèrent qu'on ne connaîtra jamais la vérité sur les causes de l'explosion, les figures du complot varient en fonction de telle ou telle personne, de tel ou tel groupe. Nos données nous permettent ainsi d'apporter un regard sur la manière dont les différentes interprétations donnant du sens à cette incertitude s'organisent selon différentes variables de proximité à l'objet. Ainsi, à partir de nos entretiens, nous constatons que les prises de positions quant à la cause de l'explosion s'organisent autour de deux axes : *externe* versus *interne* et la seconde *volontaire* versus *involontaire*. Dans les entretiens, peu se positionnent fermement sur une cause précise. On perçoit davantage des tendances dans les prises de position des uns et des autres. Ainsi, nous relevons que six des sujets interviewés se dirigent davantage vers une cause externe à l'usine. Deux évoquent la thèse involontaire d'un arc électrique dont la source est, pour l'un, la SNPE et, pour le second, le hangar de bus. Quant aux quatre autres sujets, ils émettent de fortes probabilités qu'il s'agisse d'un acte volontaire terroriste sans pour

autant nommer précisément la figure du coupable. Ces derniers étayent leurs propos en mobilisant leurs représentations de l'usine AZF du passé. Celle-ci n'avait jamais été perçue pour eux comme une menace. Elle était là, depuis toujours sans causer le moindre incident. Nous constatons dans leurs discours que ces personnes ont tendance à se référer aux ouvriers d'AZF, les considérant comme les premières victimes, et à valoriser l'activité industrielle. L'accident est en contradiction avec les savoirs anciens et l'attentat devient une piste plausible, voire est à l'origine de l'explosion. La conjonction temporelle 11 septembre / AZF devient ici une preuve de l'attentat. Il est intéressant de souligner que la moitié de ces sujets avaient des membres de la famille qui avaient travaillé à l'ONIA.

Le reste de l'échantillon s'oriente vers la thèse accidentelle, interne et involontaire, mais sans en connaître les raisons exactes. Il argumente ses propos par l'image qu'il avait d'AZF avant l'explosion, décrite comme pourrie, vétuste, dangereuse. L'explosion était d'une certaine façon prévisible. L'accident est cohérent avec des représentations et des savoirs anciens, réactualisés dans le présent, et cette thèse est donc considérée comme étant logique. Le 11 septembre est perçu comme une malheureuse coïncidence.

5.2. Rumeur et perpétuation du souvenir

Les quatre facteurs extraits de l'Analyse factorielle (cf. tableau 8, p. 179) apportent des éléments intéressants et complémentaires sur les différentes prises de positions quant à l'origine de l'explosion et aux éléments de l'enquête. Ces quatre facteurs semblent être organisés autour de deux axes : le premier allant d'un pôle *explication officielle* versus *explication alternative* et le second avec un pôle *cause précise* versus *cause imprécise*. La figure ci-dessous permet alors de visualiser l'organisation de ces dimensions selon les axes.

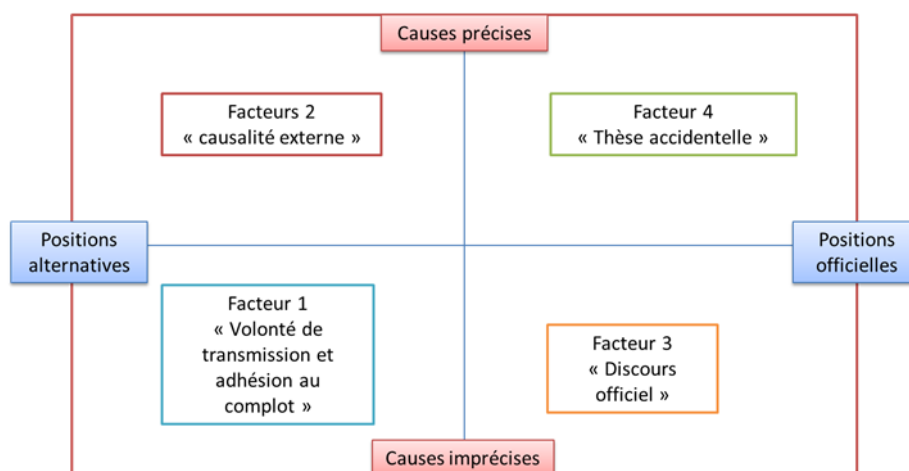


Figure 14 Organisation des facteurs de prises de positions sur deux axes

La dimension 1 « *volonté de transmission et adhésion au complot* » met en évidence un lien entre l'adhésion à un complot général autour d'AZF et l'importance de maintenir la transmission du souvenir, au travers notamment des commémorations et des traces matérielles. En effet, à l'intérieur de cette dimension nous retrouvons les items relatifs à l'aspect historique de l'explosion et la nécessité d'alimenter sa mémoire ainsi que l'ensemble des propositions renvoyant à l'idée que des informations ont été dissimulées et que l'on ne connaîtra jamais la vérité. Ici, aucune figure de coupable n'apparaît précisément. Le complot est bien présent mais sans en connaître la source. La moyenne générale de cette dimension ($M = 4,98$; $SD = 0,88$) indique une adhésion relativement importante à cette position.

La seconde dimension que nous avons nommée « *causalité externe et oubli* » rassemble l'ensemble des propositions mettant en cause des éléments externes à l'usine dans l'explosion ainsi que les items relatifs à l'oubli. Ainsi, les répondants, considérant qu'il est nécessaire d'oublier AZF pour tourner la page, tendent à désigner des coupables extérieurs à l'usine, clairement définis (EDF, l'armée, le groupe terroriste AZF) comme étant responsables de la catastrophe. La moyenne générale de cette dimension ($M = 2,78$; $SD = 1,09$) indique un faible taux d'adhésion à cette position.

La troisième dimension regroupe les items épousant un certain discours officiel renvoyant à l'aspect transparent de l'enquête et des travaux de dépollution du terrain. Sur ce facteur, aucune cause ni responsable n'est désigné. Ici, l'explosion est considérée comme étant trop complexe pour qu'on en connaisse véritablement les causes exactes. En lien avec nos observations lors du procès, l'idée que l'explosion soit complexe et que pour cette raison on ne peut en connaître l'origine est l'un des arguments principaux des avocats de la défense, régulièrement remis en cause par les parties civiles pour qui au contraire l'accident est un processus simple. La moyenne générale de cette dimension ($M = 3,34$; $SD = 1,03$) indique une acceptation relativement faible de ce facteur.

Enfin le quatrième facteur, renvoie à la thèse officielle de l'accident selon laquelle l'origine de l'explosion est connue, due à un mélange malencontreux entre deux produits. Cette explication est associée à l'idée que le procès a permis de mettre en avant de nouveaux éléments dans la compréhension de l'explosion. Ici, l'accident est considéré comme étant prévisible et le nuage qui s'est élevé au-dessus de Toulouse, comme toxique. Cette position est celle défendue par les avocats de la partie civile lors du procès. La moyenne à ce facteur ($M = 4,11$; $SD = .98$) se situe à l'entre-deux, ni totalement accepté, ni totalement rejeté.

Nous avons réalisé des analyses de variance sur ces quatre dimensions. Le tableau 22 (p. 277) rassemble l'ensemble des résultats issus de ces analyses. De prime abord, nous observons des différences de moyennes sur les facteurs 1, 3 et 4 selon diverses variables. Ainsi, pour le facteur 1 il y a un lien significatif entre le degré d'intensité des émotions négatives ressenties et le degré d'accord attribué à cette dimension ($F(2; 131) = 21,18 ; p < 0,001$). Plus précisément, plus les sujets indiquent avoir ressenti de fortes émotions négatives plus ils considèrent qu'il est nécessaire de transmettre la mémoire de l'explosion dont la cause véritable reste incertaine, voire dissimulée. La moyenne de ce groupe ($M = 5,51 ; SD = .86$) indique une adhésion élevée à cette prise de position. Par ailleurs, ces résultats montrent que les sujets ayant un lien relationnel avec des travailleurs de l'usine s'inscrivent davantage sur cette position. L'analyse en régression linéaire sur ce facteur, indique que l'interaction de ces quatre variables expliquent 50% de la variance ($R^2 = .501 ; F(4; 126) = 10,58 ; p < 0,001$). Plus précisément, le tableau de régression ci-dessous permet d'observer le poids de chacune de ces variables :

Tableau 21 Modèle explicatif de la variabilité de la volonté de transmission et adhésion au complot en fonction du degré des émotions négatives ressenties et de la relation avec des ouvriers AZF, Régressions multiples

	β	t
Emotions négatives	.394	4,77***
Conséquence sur le travail	.156	1,95 ns
Connaître un ancien salarié victime	.032	.35 ns
Avoir un proche ayant travaillé à AZF	.125	1,34 ns

* $p \leq .05$; ** $p \leq .01$; *** $p \leq .001$

Ces résultats mettent en évidence l'effet significatif de la variable « émotions négatives » sur l'adhésion à la position « volonté de transmission et adhésion au complot ». Une analyse de médiation met alors en évidence le fait que le degré des émotions négatives ressenties constitue une variable médiatrice dans le lien entre une relation affective avec un travailleur de l'usine et l'adhésion à cette explication alternative.

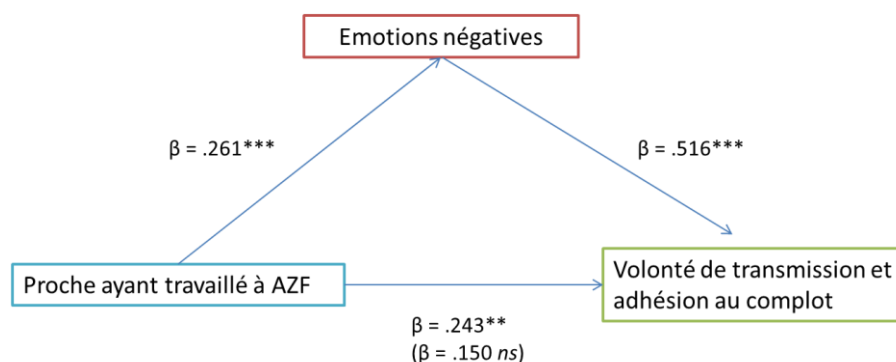


Figure 15 Effet médiateur des émotions dans la relation entre le lien familial avec un ancien salarié et la volonté de transmission et l'adhésion au complot

Tableau 22 Variabilité des moyennes obtenues sur les différents facteurs de l'Analyse Factorielle en Composante selon la proximité à l'objet, (n=212), ANOVA multivariée

	<i>Volonté de transmission et adhésion au complot</i>		<i>Causalité externe et oubli</i>		<i>Discours officiel</i>		<i>Thèse accidentelle</i>	
Variables	<i>M ; SD</i>	<i>F (ddl)</i>	<i>M ; SD</i>	<i>F(ddl)</i>	<i>M ; SD</i>	<i>F (ddl)</i>	<i>M ; SD</i>	<i>F (ddl)</i>
<i>Intensité des émotions négatives</i>		21,18 (2,131)***		.011 (2 ; 115) ns		.813 (2 ; 140) ns		.128 (2 ; 136) ns
Faible	4,46 (.78)		2,79 (1,30)		3,54 (.99)		4,05 (.78)	
Moyenne	4,77 (.69)		2,81 (1,1)		3,26 (.89)		4,14 (.85)	
Forte	5,51 (.86)		2,78 (1,03)		3,42 (1,16)		4,16 (1,19)	
<i>Sentiment d'implication</i>		2,13 (2,163) ns		1,72 (2 ; 138) ns		.438 (2 ; 171) ns		.611 (2 ; 160) ns
Faible	4,79 (.97)		2,92 (1,13)		3,39 (1,17)		4,11 (.86)	
Moyen	4,97 (.73)		2,91 (.94)		3,39 (.86)		3,98 (.84)	
Fort	5,12 (.90)		2,57 (1,15)		3,24 (1,05)		4,19 (1,14)	
<i>Avoir subi des conséquences</i>		2,60 (2 ; 161) ns		.663 (1 ; 138) ns		.862 (1 ; 170) ns		.541 (1 ; 160) ns
Oui	5,4 (.94)		2,85 (1,33)		3,08 (1,07)		3,92 (1,2)	
Non	4,93 (.86)		2,79 (1,04)		3,38 (1,02)		4,14 (.94)	
<i>Domaines des conséquences</i>								
<i>Travail</i>		5,83 (1, 162)*		.767 (1 ; 139) ns		.982 (1 ; 171) ns		.181 (1 ; 161) ns
Oui	5,63 (.81)		3,09 (1,54)		3,02 (1,16)		4,24 (1,06)	
Non	4,95 (.87)		2,77 (1,05)		3,36 (1,03)		4,10 (.98)	
<i>Famille</i>		1,63 (1 ; 162) ns		.084 (1 ; 139) ns		7,88 (1 ; 171)*		4,25 (1 ; 161)*
Oui	5,40 (1,28)		2,67 (.71)		2,28 (1,31)		3,37 (.1)	
Non	4,97 (.86)		2,79 (1,1)		3,38 (1)		4,14 (.97)	
<i>Connaître une victime</i>		3,27 (1 ; 161)*		.302 (1 ; 138) ns		.111 (1 ; 170) ns		.737 (1 ; 160) ns
Oui	5,16 (.95)		2,74 (1,17)		3,31 (1,11)		4,01 (1,19)	
Non	4,82 (.79)		2,84 (1)		3,36 (.97)		4,19 (.75)	
<i>Catégories de victimes</i>								
<i>Anciens salariés</i>		4,25 (1 ; 162)*		.028 (1 ; 139) ns		.057 (1 ; 171) ns		.077 (1 ; 161) ns
Oui	5,37 (.93)		2,75 (1,55)		3,29 (1,21)		4,05 (1,56)	
Non	4,93 (.87)		2,79 (1)		3,35 (3,35)		4,12 (.88)	
<i>Familles endeuillées</i>		3,01 (1 ; 162)		.376 (1 ; 139) ns		4,16 (1 ; 171)*		4,16 (1 ; 161)*
Oui	5,31 (.90)		2,64 (1,28)		2,90 (1,24)		3,68 (1,32)	
Non	4,94 (.87)		2,81 (1,05)		3,40 (.99)		4,17 (.92)	
<i>Avoir un proche ayant travaillé à AZF</i>		8,01 (1 ; 160)**		.026 (1 ; 138) ns		1,01 (1 ; 170) ns		4,89 (1 ; 160)*
Oui	5,46 (.76)		2,79 (1,05)		3,12 (1,47)		3,68 (1,42)	
Non	4,90 (.87)		2,83 (1,35)		3,36 (.95)		4,17 (.88)	

*p≤.05 ; **p≤.01 ; ***p≤.001

Pour les facteurs 3 et 4, nous constatons un lien significatif entre le fait d'avoir subi des conséquences au niveau de la famille et connaître des familles endeuillées et le degré d'accord sur ces deux positions. Plus précisément, à partir des moyennes obtenues nous remarquons que ces sujets rejettent davantage les explications dites officielles que les autres. De plus, concernant la thèse accidentelle, les données mettent en évidence le fait que les personnes connaissant un proche ayant travaillé à AZF s'opposent plus à cette explication. Une analyse de corrélation met alors en évidence que plus les sujets attribuent de la crédibilité aux responsables internes à l'usine plus ils épousent le discours dit officiel (facteur 3) ($r(167) = .282 ; p < 0,001$).

Ainsi, et de manière générale, nous constatons un lien entre une proximité relationnelle avec des travailleurs d'AZF et l'idée que l'explosion n'est pas due à un accident causé par un mélange malencontreux mais que son origine reste incertaine en raison d'une vérité qui serait cachée. En revanche, nous n'observons pas d'écart de moyennes sur le facteur 2. Ce dernier résultat met en évidence un rejet consensuel de la nécessité d'oublier la catastrophe et des explications alternatives désignant des coupables précis extérieurs à l'usine.

Ces résultats, relatifs à la manière dont les sujets donnent du sens à l'explosion, mettent en avant de façon significative la **persistance d'une incertitude** quant à son origine. Plus précisément, il existerait un **complot** sur la vérité d'AZF mais dont la figure reste là aussi incertaine. Notre hypothèse, selon laquelle plus l'histoire industrielle et ouvrière d'AZF est valorisée plus les sujets se tournent vers une cause externe à l'usine, est partiellement validée. En effet, les résultats statistiques mettent davantage en avant un lien entre **l'adhésion à une thèse alternative** à celle de l'accident et la volonté de maintenir la **transmission de l'histoire** de la catastrophe. L'intensité des **émotions négatives** ressenties devient ici un facteur saillant expliquant l'inscription des sujets sur cette position.

6. Mémoire, Histoire et transmission

Afin d'approfondir ces résultats et mettre en avant des éventuels enjeux identitaires et mémoriels inhérents aux différentes prises de position nous nous focalisons ici sur les éléments de la mémoire valorisés ou au contraire effacés dans les discours des interviewés et sur la manière dont cela influence telle ou telle interprétation. Dans cette perspective, nous verrons également la place que peut prendre l'espace dans la transmission de la mémoire tant du point de vue de la forme que du contenu. Nous mettrons en lien ces aspects avec les différents discours diffusés dans les espaces commémoratifs et médiatiques.

6.1. AZF : La mémoire d'un vécu toulousain

Lors des entretiens, les sujets étaient interrogés sur la dimension historique de l'explosion d'AZF à un niveau local et, plus largement, à un niveau national. A l'exception d'une personne, tous les sujets interviewés répondent comme une évidence qu'AZF fait partie intégrante de l'histoire toulousaine. C'est la dimension de l'expérience vécue collective inédite qui semble fonder la matière première de cette histoire. Considéré comme une rupture brutale dans le quotidien, pour les interviewés c'est un événement qui a marqué tous les Toulousains et, preuve en est, tous s'en souviennent et tous ont une histoire à raconter là-dessus. De cette expérience, il y a aujourd'hui à Toulouse un « avant » et un « après » AZF selon les propos des interviewés.

« Je pense que dans l'histoire de Toulouse ça a marqué, je pense que y a un avant et un après, je pense que au niveau des toulousains ça fait partie si vous voulez d'un avant et d'un après AZF quoi » (N05) ;

« Y a ceux qui l'ont connu, ceux, y a l'avant et y a l'après dans l'histoire de Toulouse » (N06).

L'une d'entre eux précise qu'AZF fait davantage partie de l'histoire des Toulousains que de l'histoire de la ville en tant que telle. Elle fait la distinction entre une mémoire historique ancrée sur l'espace et une mémoire expérientielle incorporée. Ainsi, le vécu de l'explosion est ce qui permet de repérer selon elle les « vrais » toulousains « des » faux toulousains.

« C'est, plus des Toulousains que de la ville parce que Toulouse y a beaucoup de gens qui sont pas de Toulouse, qui sont pas Toulousains, et au final les vrais Toulousains pour moi en tout cas, pour ma génération c'est ceux qui ont vécu ça, parce que ça veut dire qu'ils étaient à Toulouse quand ils étaient enfants et heu, je connais très, très peu de gens qui ont 20 ans et qui sont Toulousains donc au final c'est un peu comme ça qu'on sait qui sont de Toulouse et qui sont pas de Toulouse (rire). » (N12)

Pour la majorité des répondants, c'est donc le contenu des « souvenirs flash » lié à l'expérience de l'explosion qui justifie l'aspect mémorable de cet événement. Dans cette logique, certains considèrent que la mémoire d'AZF est portée par les habitants sans pour autant s'inscrire dans l'histoire de Toulouse.

La plupart des personnes interrogées évaluent l'historicité de l'explosion de l'usine AZF en fonction de la quantité des conséquences dans divers domaines (politiques, sociaux et psychologiques). Sur ce thème, ils évoquent le nombre de victimes qui semble être une condition importante pour qu'un événement soit reconnu comme « authentique ». Or, le nombre de morts dans la catastrophe d'AZF ne semble pas être à la hauteur de l'ampleur de la catastrophe pour certains :

« Oui⁴⁴. Oui, c'est parce que heu, même si heu, heu, c'est moche hein de me dire qu'il y a eu que 30 morts et qu'il y aurait pu sûrement en avoir beaucoup plus » (N01)

« C'est pas un traumatisme énorme, il y aurait eu 500 ou 1000 morts je pense que ça aurait été pire » (N05).

Les différents changements, matériels et humains, qu'a produit l'explosion d'AZF sont comme des témoins permettant de légitimer la catégorisation de l'explosion d'AZF dans la classe « événement » et/ou « catastrophe » faisant partie d'une histoire locale portée par ses habitants. Un des sujets évoque le fait que le rond-point du 21 septembre est le signe que cette explosion s'inscrit dans l'histoire de Toulouse :

« C'est dans l'histoire de Toulouse y a eu des, y a même le rond-point qui est juste à côté d'AZF maintenant qui porte le nom du 21 septembre 2001 quoi. Donc ça fait partie de l'histoire je pense oui. C'est rentré dans l'histoire » (N02).

D'autres font l'hypothèse que la catastrophe d'AZF, en révélant les lacunes des plans d'urgence et d'évacuation, est une expérience venue *a posteriori* modifier le comportement et l'organisation des secours.

Il est intéressant de relever que les sujets interrogés au moment de la « tuerie » font le parallèle entre les deux événements estimant que l'affaire Mohamed Merah, tout comme AZF, a créé un avant et un après, s'inscrivant dans la mémoire des habitants. La dimension du vécu et la sphère émotionnelle est, là aussi, au centre des propos venant légitimer l'idée d'un événement marquant et inoubliable pour les habitants de Toulouse :

« Oui, oui, oui. Enfin je pense que Toulouse, 'fin, je pense que tout ce qui, qui, qui, qui arrive à Toulouse, 'fin moi étant Toulousaine, je parle pour moi, tout est gravé que ce soit, que ça soit AZF, que ça soit la tuerie qui y a eu, les grands trucs oui. Ça on va en parler longtemps » (N15).

6.2. Mieux vaut retenir Nougaro

Plusieurs sujets précisent toutefois que l'explosion d'AZF est un événement négatif pour l'image de la ville :

« Le sale côté de l'histoire. Quelque chose de, c'est pas quelque chose de bénéfique » (N02)

Deux autres la qualifient d'histoire « malheureuse ». En conséquence, beaucoup refusent que Toulouse soit associée à cette explosion. Comme pour réparer et compenser cette image négative ils mettent en avant des éléments positifs qui viennent, selon eux, davantage définir la ville. Ainsi, beaucoup citent Nougaro, le Stade toulousain, Airbus, sans oublier la briquette rose de Toulouse.

⁴⁴ Réponse à la question « AZF fait-elle parti de l'histoire de Toulouse ? »

« C'est une partie de l'histoire de Toulouse, heureusement parce que y a pas que ça, y a. Et ouais je pense que ça fait partie de l'histoire de Toulouse vraiment. Moins que Nougaro mais (rire)

Q : moins que Nougaro (rire)

R : ouais 'fin on peut pas comparer les deux choses ça n'a rien à voir mais. Oui bon c'est un peu bizarre de dire mais dans le sens où je préfère penser à Nougaro qu'à AZF, c'est plus joyeux enfin je sais pas, c'est ouais, c'est rentré dans l'histoire de Toulouse après c'est pas, c'est pas l'essentiel de l'histoire de Toulouse » (N08)

« Puisque pour la ville, plus qu'une histoire de la ville, y a plein d'autres choses qui définissent la ville de Toulouse que AZF et je suis pas sûre que ce soit la meilleure image à retenir pour définir, pour définir Toulouse, j'ai que ça et y a pleins d'autres choses positives (...).ben on peut la retenir parmi d'autres, parmi y a d'autres images négatives de Toulouse, comme l'affaire Calas ou ce genre de chose mais y a aussi d'autres choses qui définissent Toulouse. Pour moi, heu, définir Toulouse déjà pour moi c'est quand je parle pour définir la ville de Toulouse ça serait déjà le centre-ville plus que le reste, parce que l'ancien Toulouse c'était le centre-ville, donc c'est plus les petites ruelles, l'architectures, les briquettes rouges ou au contraire les rues Haussmanniennes, la Garonne, tout ce qui anime Toulouse pas spécifiquement AZF, non. Après, mouais, non pour moi c'est pas ça qui a changé Toulouse, même le centre-ville de Toulouse n'a pas changé avec AZF, c'est vrai à l'extérieur du centre-ville. » (N12)

Dans cette logique, un seul sujet considère qu'AZF ne fait pas partie de l'histoire de Toulouse refusant que cet « accident de la vie » soit rattaché à l'image de la ville. Pour elle, Toulouse est/doit être associée à la ville rose, à la place du Capitole, mais aucunement à AZF. Par la suite, elle exprime dans l'entretien qu'en l'absence d'une explication précise sur la nature de l'explosion, AZF ne peut constituer un événement en tant que tel et se ranger dans l'histoire. Au travers de ses propos, on constate qu'AZF est un réservoir trop plein dénué de sens.

6.3. Au-delà de l'explosion, une mémoire industrielle

Seules trois personnes estiment qu'AZF fait partie intégrante de l'histoire de Toulouse en référence à l'histoire industrielle et ouvrière de l'ONIA. Ces trois dames ont en commun une histoire familiale rattachée à cette usine. Des membres de leurs familles y ont en effet travaillé et deux d'entre elles ont vécu dans le quartier ouvrier de l'ONIA. Elles font appel ici à des souvenirs familiaux, retraçant la vie ouvrière à l'époque de l'ONIA.

« Bon ben pour moi ça rentre dans l'histoire de Toulouse parce que en fait ça a fait travailler deux-tiers de la population à l'époque, bon ben maintenant c'est l'aéro qui fait travailler (...).parce qu'à l'époque y avait rien pour y aller, ils avaient pas de voiture ils y allaient en vélo ou à pieds. Donc ce qui fait que les ouvriers allaient travailler dans l'usine en vélo. Mon beau-père il allait travailler en vélo, de la cité là que je vous dis qui est à côté du pont en vélo à l'AZF. Donc historiquement ça fait trois générations que les gens allaient dans cette usine, travailler. » (N07)

On sent alors chez elles une certaine forme de nostalgie quant à la fermeture et la destruction d'AZF renfermant les souvenirs d'enfance. Aussi, toutes comparent l'ONIA du passé à l'Airbus d'aujourd'hui. L'ONIA était alors selon elles une sorte de marque de fabrique qu'on ne peut oublier. L'une d'entre elle (N4) imagine que si demain Airbus devait connaître le même destin

qu'AZF « ce sera toujours quelque chose d'important à Toulouse », et précise à deux reprises « même que ce sera vétuste ça sera toujours quelque chose d'important ». Ainsi, malgré le déclin qu'a connu l'ONIA, elles continuent de valoriser cette usine, la vétusté ne représentant qu'un détail de son histoire. L'ONIA, tout comme Airbus, sont envisagés ici comme une sorte de patrimoine. Toutefois, elles expriment que c'est une histoire qui tombe dans l'oubli notamment en raison de l'effacement des traces matérielles de l'usine :

« Après les petits ils s'en rappelleront pas. Ma fille l'AZF ça lui dit rien, elle regardait pas, si elle passe elle doit pas penser à AZF, elle comme moi. Mais pourquoi l'oublier, non je pense que ouais, seulement moi j'ai pas l'intention de l'oublier en tout cas. (rire). Surtout que je suis d'ici quoi, j'ai toujours été d'ici, donc y a des histoires familiales » (N13).

Malgré notre échantillon limité, nous pouvons observer de manière significative, que les sujets valorisant l'histoire industrielle et ouvrière d'AZF, considérant qu'elle est constitutive de l'histoire et la mémoire de Toulouse, sont ceux qui expriment un réel doute quant à l'origine accidentelle de l'explosion. Cette dernière ne semble pas concordante avec l'image et le souvenir d'une usine dynamique ayant fait travailler un tiers de la population régionale. En revanche, ceux qui ne manifestent pas d'attachement affectif à cette usine ne remettent pas en cause l'accident comme explication de la catastrophe.

6.4. La vérité comme critère d'historicité

Si la majorité des sujets s'accordent à dire que l'explosion de l'usine AZF a marqué les mémoires toulousaines et s'inscrit comme une évidence dans l'histoire des habitants de Toulouse, les avis sont plus nuancés quand il s'agit d'en faire une histoire nationale. Sur cette question, les sujets prennent souvent le temps de la réflexion, se manifestant par un silence. Ainsi, sur les quinze sujets interviewés, neuf considèrent qu'AZF ne constituent pas un événement historique national. En effet, selon eux, sans vérité sur la cause de l'explosion, AZF ne peut rentrer véritablement dans l'histoire avec un H. La thématique de l'histoire nationale était associée, dans la grille d'entretien, à celle de la transmission de l'événement hors Toulouse. Dès lors, parce qu'ils estiment que la catastrophe d'AZF, est dénuée de matière historique, ils ne trouvent pas d'intérêt à raconter cet événement en dehors de la ville. Il y a donc comme une transmission difficile, et même impossible, de cette catastrophe au niveau national. Parce que l'origine est inconnue, il ne peut donc s'établir de leçon générale qui pourrait s'appliquer à grande échelle. Un des sujets explique que, tant que la justice n'établit pas de vérité sur ce qui s'est passé, cette catastrophe ne peut faire partie de l'histoire :

« Effectivement si l'affaire est claire ça rentrera dans l'histoire de Toulouse comme un événement » (N05).

Il ajoute par la suite que, sans responsable, ni coupable, ni condamnation, cette catastrophe ne peut servir de leçon et ne pourra modifier les comportements face au risque industriel.

L'une, dont un membre de la famille travaillait à l'ONIA, a un discours explicite à ce propos :

« Et ben je sais pas parce que je me demande si on avait su le fin mot de l'histoire, le pourquoi et le comment, peut-être ça aurait été plus important. Mais là comme, enfin peut-être on le sait je sais pas, moi je vous dis ça et moi je le sais pas, mais si on le sait pas le fin mot de, on peut pas savoir ni comment ni pourquoi, ni comment ça s'est fait, on peut pas, pour moi on peut pas le mettre dans un livre d'histoire puisqu'on sait pas. C'est une explosion qui a eu lieu, c'est une explosion point ! Pour moi. C'est pas une explosion où on a su le pourquoi et le comment de l'histoire. Je sais pas comment m'expliquer. » (N04).

Parce que l'histoire d'AZF tend à se réduire à la dimension de l'expérience vécue, ils justifient le fait que les personnes extérieures ne sont ni concernées, ni intéressées par cette explosion. Ils évoquent l'idée qu'on ne peut comprendre si on ne l'a pas vécu et qu'il est donc inutile de la transmettre. Pour ces sujets, l'explosion de l'usine AZF se limite ainsi à une histoire locale et seuls les « vrais » Toulousains seraient légitimes pour sa transmission.

Les six autres sujets espèrent que l'explosion de l'usine AZF fasse partie de l'histoire nationale mais doutent que ce soit réellement le cas. En effet, ils considèrent que les personnes éloignées de Toulouse, ne s'en préoccupent pas, n'en parlent pas, ou même ont oublié ce que signifiait AZF. Pour autant, ils estiment que c'est une catastrophe nationale de par son ampleur et son caractère « exceptionnel » dont la France devrait tirer les leçons pour améliorer la sécurité des usines. Ils indiquent que Toulouse n'est pas une ville « hors-norme » et qu'une explosion à l'instar d'AZF peut survenir n'importe où et à n'importe quel moment. Plusieurs précisent qu'à Lyon la situation est critique, peut-être même bien plus qu'à Toulouse. Ici, on peut penser que cette « remise en place » permet d'affranchir la ville de Toulouse d'une éventuelle stigmatisation.

De manière générale, si l'explosion d'AZF peut s'inscrire, pour certains, dans l'histoire des catastrophes industrielles, l'absence d'une cause véritable apparaît toutefois comme un obstacle important dans l'élaboration de la représentation de cette explosion. Par conséquent, il y a comme un ancrage historique impossible, qui ne peut s'établir à défaut d'une vérité.

6.5. Place de la mémoire sur l'espace

Dans les entretiens nous interrogeons les sujets sur la nécessité ou non de commémorer l'explosion d'AZF et, à ce titre, de construire un mémorial. Sur cette thématique, la majorité des sujets se disent non concernés par les projets mémoriels entourant la catastrophe. De manière générale, ils estiment que ces questions n'impliquent que les familles endeuillées.

➤ **Commémoration et travail de deuil**

Malgré tout, ils donnent le plus souvent leurs avis quant à la place de la mémoire d'AZF dans l'espace toulousain. Ainsi, plusieurs sujets se positionnent fermement contre les commémorations d'AZF et autres cérémonies. Le ton est souvent sec, les réponses catégoriques :

« Non moi je suis pas pour les commémorations mais pas spéciales pour AZF hein, je suis pas pour les commémorations » (N05) ;

« Commémorer ? non, j'aime pas les commémorations, aucun intérêt, pour moi aucun intérêt. » (N06) ;

« Les commémorations ne me parlent pas, je n'irai pas à une commémoration » (N03).

Ils argumentent leur position par le fait qu'ils refusent d'être contraints de se souvenir. Ils veulent se remémorer librement, sans qu'aucune date ne leur soit imposée. Les trois premiers interrogés, au mois de novembre, font le parallèle avec La Toussaint, critiquant l'injonction au souvenir des morts à une date précise :

« D'aller au cimetière le 11 novembre⁴⁵, d'aller, vous voyez, d'aller sur les tombes et tout ça bon, les personnes décédées de la famille, j'y pense mais j'ai pas besoin si vous voulez de, de dire oh aujourd'hui j'y vais parce que c'est le jour des commémorations, vous voyez. Donc AZF, j'y penserai le 15 août ou j'y penserai le 4 janvier mais je vais pas dire le 21 septembre je vais venir faire une commémoration AZF. Vous voyez, c'est ça, je pense qu'on peut penser à des événements heureux ou malheureux sans être obligé d'avoir une date précise de commémoration, voilà, et quel que soit les événements, pas spécifique à AZF » (N05) ;

« On parle d'un anniversaire de deuil, j'aime pas ces trucs, j'ai horreur de ça. Voilà, là je suis braquée, y a pas besoin de dire le 21, on y pense, mais moi j'en a rien faire qu'on mette une plaque, bon si qu'on pense aux morts, mais on y pense pas que ce jour-là quoi. » (N06).

De manière générale, ces sujets gardent la même position vis-à-vis des mémoriaux. Leur attitude n'invitait pas à les solliciter davantage ni à approfondir leurs positions.

Pour les autres personnes de l'échantillon, les commémorations peuvent être nécessaires pour ceux qui souhaitent faire le deuil d'une personne proche ou pour dépasser un traumatisme. Le discours ici est un discours « en creux » sur les commémorations. Seules les deux personnes ayant un attachement affectif et familial avec l'usine AZF, évoquent le fait que ces commémorations sont avant tout une nécessité pour les anciens ouvriers qui ont tout perdu. L'ensemble des sujets favorables aux commémorations considèrent que ces cérémonies doivent se dérouler sur le site AZF et n'ont pas lieu d'être en dehors de cet espace.

⁴⁵ Il y a une confusion ici entre le 1^{er} novembre et le 11 novembre voire entre le 11 septembre ?

➤ **Entre un trop plein de mémoire et un trop vide de sens**

Concernant l'idée d'un mémorial, la majorité des sujets s'accorde à dire qu'une plaque sur laquelle seraient inscrits les noms des victimes est suffisante pour marquer le lieu. Beaucoup pensent d'ailleurs, que celle-ci doit exister sur le site sans la visualiser ni la situer précisément. Lorsque nous leur demandons la manière dont ils imagineraient le futur mémorial en phase de construction, la plupart sont d'abord étonnés de l'existence d'un tel projet. Beaucoup n'ont aucune idée sur la façon dont celui-ci pourrait se concrétiser, mais tous espèrent qu'il s'agira d'un mémorial simple, sobre et discret. Quatre répondants expriment leur refus de voir apparaître un mémorial qui serait trop imposant :

« On va pas non plus faire un arc de triomphe ! non qu'ils mettent une plaque mais simple quoi » (N13) ;

« Non mais voilà on va pas faire un musée non plus ! » (N14)

« Non, non, non, non. Faire quoi, un nouveau Panthéon ? » (N10)

« 'Fin faut pas que ce soit un truc énorme et qu'on voit que ça, heu depuis l'avion et depuis partout et que ça devienne un symbole de Toulouse, j'ai pas envie que Toulouse se limite à une usine qui a explosé » (N12).

Au travers de ces propos on observe combien les sujets craignent que ce mémorial puisse devenir une attraction touristique faisant la « vitrine » de la ville. A ce propos, il est intéressant de souligner que les sujets interrogés après la tuerie et au moment où l'appartement de Mohamed Merah fut justement une attraction touristique, dénoncent ce tourisme macabre justifiant leur opposition d'un mémorial qui focaliserait les touristes sur un évènement négatif de la ville.

« À l'école ou il paraît que ce week-end c'était un défilé devant son appartement, enfin bon pour moi ça n'a absolument aucun intérêt, heu, c'est pas, je déteste ce genre de truc. AZF c'est pareil, je vous dis j'y suis passée mais, je sais que y a beaucoup de gens qui ont voulu aller voir » (N11)

Sur ces thématiques il est important de souligner qu'aucun des sujets ne mentionnent l'existence de plusieurs mémoriaux et cérémonies commémoratives dispersées dans l'espace, alors même que la moitié des entretiens ont été effectués deux mois après les dix ans de l'explosion, ayant fait l'objet d'une médiatisation importante. Les conflits intergroupes s'inscrivant sur l'espace ne sont donc pas visibles ni intelligibles au niveau de la population qui est dans une certaine ignorance des clivages entre groupes. Les groupes les plus mentionnés par les sujets sont celui des familles endeuillées ainsi que celui des victimes corporelles et psychiques, qui sont dans une démarche de réconciliation mémorielle. Dès lors, les groupes « controversés », diffusant un discours polémique sur la catastrophe, voire accusateur à l'encontre de la ville, sont absents

dans les discours des interviewés. Nous pouvons mettre ces résultats en lien avec, d'une part, le discours de la presse tendant à atténuer les conflits intergroupes dans l'espace, voire gommant le groupe des anciens salariés et, d'autre part, avec nos observations lors des commémorations où l'on constate une valorisation de la cérémonie des familles endeuillées par les politiques. Bien que ces groupes soient exclus de la presse et des politiques, les explications alternatives dont ils sont les principaux porteurs et transmetteurs dans l'espace toulousain, continuent de se perpétuer dans la pensée collective.

6.6. Un consensus autour d'un devoir de mémoire

Les résultats des questionnaires sont en partie en contradiction avec les discours récoltés lors des entretiens, et particulièrement au niveau de l'échelle géographique attribuée à la dimension historique de l'explosion de l'usine AZF. En effet, à partir des statistiques descriptives nous observons que les sujets considèrent que l'explosion de l'usine AZF fait partie de l'histoire nationale française et ne se limite pas *stricto sensu* à une histoire locale toulousaine. Le tableau ci-dessous regroupe l'ensemble des moyennes obtenues sur les items renvoyant aux aspects de la mémoire collective et des modalités de sa transmission selon le degré émotionnel ressenti.

Tableau 23 Variabilité des moyennes aux items "devoir de mémoire et transmission" selon le degré émotionnel, (n=212), ANOVA multivariée

	M (SD)	M (SD)	F(ddl)
L'explosion de l'usine AZF est un événement historique en France	5,17 (1,81)		15,33 (2 ; 161)***
<i>Degré émotionnel fort</i>		6,14 (1,37)	
<i>Degré émotionnel moyen</i>		5,11 (1,58)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		4,39 (1,91)	
Le rôle principal des associations d'AZF est d'assurer un devoir de mémoire	4,78 (1,8)		4,58 (2 ; 153)*
<i>Degré émotionnel fort</i>		5,23 (2,03)	
<i>Degré émotionnel moyen</i>		4,69 (1,52)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		4,15 (1,65)	
Aujourd'hui, il faut oublier le 21 septembre 2001 pour tourner la page	2,67 (1,87)		6,37 (2 ; 158)**
<i>Degré émotionnel fort</i>		1,98 (1,6)	
<i>Degré émotionnel moyen</i>		2,70 (1,7)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		3,27 (2,12)	
L'aboutissement du procès d'AZF est essentiel pour l'histoire	5,51 (1,62)		7,64 (2 ; 156)***
<i>Degré émotionnel fort</i>		6,09 (1,34)	
<i>Degré émotionnel moyen</i>		5,30 (1,50)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		4,93 (1,78)	
Il est important de se souvenir d'AZF le jour des commémorations	5,26 (1,80)		9,91 (2 ; 158)***
<i>Degré émotionnel fort</i>		6,02 (1,54)	
<i>Degré émotionnel moyen</i>		5,08 (1,72)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		4,49 (2)	
Il est nécessaire de maintenir les cérémonies commémoratives les 21 septembre	5,35 (1,67)		11,9 (2 ; 160)***
<i>Degré émotionnel fort</i>		6,19 (1,17)	

<i>Degré émotionnel moyen</i>		5,16 (1,65)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		4,77 (1,8)	
L'explosion de l'usine AZF fait partie uniquement de l'histoire de la ville de Toulouse	2,96 (1,96)		4,09 (2 ; 157)*
<i>Degré émotionnel fort</i>		2,39 (1,92)	
<i>Degré émotionnel moyen</i>		2,90 (1,71)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		3,48 (2,05)	
Il faut transmettre l'histoire de l'explosion d'AZF aux futures générations	5,23 (1,8)		6,53 (2 ; 159)**
<i>Degré émotionnel fort</i>		5,77 (1,59)	
<i>Degré émotionnel moyen</i>		4,97 (1,77)	
<i>Degré émotionnel faible</i>		4,58 (1,75)	

*p≤.05 ; **p≤.01 ; ***p≤.001

A partir des moyennes générales obtenues, on constate ici qu'un consensus semble se dessiner autour d'un devoir de mémoire de cet événement. Les personnes considèrent en effet qu'il faut entretenir le souvenir de l'explosion de l'usine AZF au travers notamment des commémorations et de la transmission aux futures générations. Au travers de ces statistiques descriptives, nous observons également un désaccord général sur l'idée qu'AZF fait uniquement partie de l'histoire de Toulouse et qu'il faudrait l'oublier pour tourner la page. Ces deux items sont corrélés positivement ($r(198) = 0,210$; $p < 0,005$). Ces chiffres ne vont pas dans le sens des discours récoltés lors des entretiens où la majorité des sujets considèrent que l'explosion de l'usine AZF fait uniquement partie de l'histoire de la ville sans pour autant envisager un oubli collectif.

L'analyse de variance sur l'ensemble de ces items met en évidence la saillance des « émotions négatives » dans les prises de position sur la dimension « devoir de mémoire ». Plus précisément, plus le degré d'intensité des émotions négatives est élevé, plus les positions se polarisent sur ces items, positivement pour la conservation du souvenir et négativement pour l'oubli.

Concernant la transmission de la mémoire et son ancrage spatial, tant du point de vue de la forme que du contenu, à partir de l'échantillon total, il apparaît à 80% que le site de l'usine AZF reste le lieu où il est important de commémorer. Les sujets accordent peu d'importance aux autres lieux présentés dans le questionnaire pour le déroulement des commémorations : 41,5% de l'échantillon estime qu'il est important de commémorer au rond-point du 21 septembre, 21% pour la route de Seysses et 30% pour la place du Capitole. Seulement 6% des répondants considèrent que les commémorations sont inutiles et, à ce titre, qu'aucun lieu n'est important pour ces cérémonies.

Par ailleurs, 39% des sujets se disent favorables à la création d'un musée sur l'histoire d'AZF. A partir d'une analyse ANOVA, les résultats mettent en évidence un effet significatif du niveau

des émotions négatives ressenties sur la position d'une ouverture potentielle d'un musée ($F(2, 174) = 6,28 ; p < 0,005$). Le tableau de fréquence fait apparaître que près de 74% des sujets ayant obtenu un score élevé aux émotions négatives sont favorables à la création d'un musée. En revanche, ceux ayant obtenu un score faible et moyen aux émotions négatives sont respectivement un peu plus de 33% à y être favorables. A partir des réponses à la question ouverte⁴⁶, les sujets favorables à la création d'un musée justifient principalement leur position en invoquant le « devoir de mémoire », qui apparaît dans 39% des réponses, et la transmission de cette histoire aux générations futures ainsi qu'aux personnes extérieures à Toulouse pour 32,20% des commentaires : « *un musée permettrait aux générations futures de se remémorer cette terrible journée. Surtout pas d'oubli* » (S19). Par ailleurs, 12% des commentaires dans la catégorie favorable au musée, légitiment un tel projet pour la mémoire de l'ONIA et de ses ouvriers : « *77 ans de vie industrielle et une usine qui a été pendant de longues années la plus grosse usine de Toulouse ne peut être rayée d'un trait de plume* » (S02). En regardant les caractéristiques de ces personnes, nous remarquons qu'elles ont toutes un lien, qu'il soit amical ou familial, avec un ancien salarié, voire qu'elles y ont elles-mêmes travaillé. Pour ceux qui se positionnent contre l'ouverture d'un musée, 31% des réponses négatives sont justifiées par la dimension « non-historique » de cet événement en raison notamment de sa nature dite accidentelle « *ce n'est pas vraiment nécessaire de consacrer un musée entier pour un accident industriel* » (S25) ; « *ce n'est pas un fait historique ou culturel* » (S65) ; « *c'est une usine rien d'extraordinaire* » (S113) ; « *pour moi un accident mérite une commémoration mais non la construction d'un musée !* » (S129). Aussi, près de 34% des sujets expliquent leur refus par l'idée qu'un musée serait vécu comme un « trop plein » de mémoire, renforçant les souvenirs négatifs et empêchant le travail de deuil : « *pas besoin de charger les futures générations de nos traumatismes* » (S168) ; « *un musée serait trop. On a besoin de s'en souvenir, pas qu'on nous le crache à la gueule toutes les 5 secondes* » (S187) ; « *ne permet pas de faire le deuil pour les victimes* » (S03). Bien que ce ne soit pas significatif, il nous semble intéressant de relever que six personnes sont contre l'ouverture d'un musée en raison de l'absence d'une vérité sur les causes de l'explosion : « *l'affaire n'est pas encore assez claire* » (S67) ; « *aucun intérêt de remuer le couteau dans la plaie sans connaître en plus les causes exactes de l'explosion* » (S194). Enfin cinq personnes, considèrent qu'un musée sur AZF serait une forme de publicité hypocrite, glorifiant l'image d'une usine meurtrière : « *je considère ça comme de la pub !* » (S106) ; « *nous ferions que valoriser le site industriel* » (S198).

⁴⁶ Les sujets devaient préciser leurs positions

Les sujets étaient ensuite invités à indiquer les éléments qui leurs sembleraient importants à exposer si un musée devait se construire autour d'AZF. Le graphique ci-dessous rassemble les moyennes obtenues sur chaque item. Dans un premier temps, nous constatons que les sujets attribuent une valeur assez importante pour chaque élément cité, aucun n'ayant une

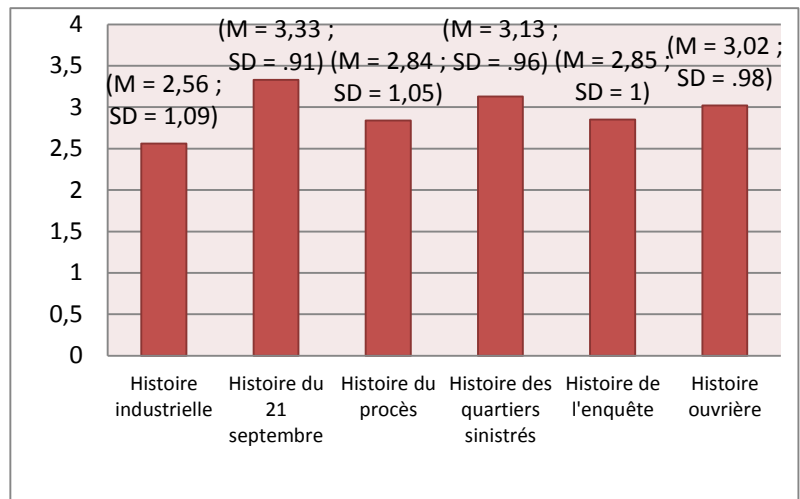


Figure 16 Moyennes de l'importance des différents éléments de l'histoire à exposer dans un musée

moyenne inférieure à 2/4. Dans un second temps, nous pouvons observer que l'histoire du 21 septembre, des quartiers sinistrés et de l'histoire ouvrière ont une moyenne supérieure ou égale à 3 et l'histoire industrielle, du procès et de l'enquête ont une moyenne comprise entre 2 et 3. Une analyse ANOVA permet de mettre en évidence que les personnes ayant un lien avec un ancien salarié ont une moyenne significativement plus élevée concernant la valeur attribuée à l'histoire ouvrière ($M = 3,48 ; SD = .93$) et ($F(2, 188) = 3,04 ; p \leq 0,05$) et à l'histoire industrielle ($M = 3,33 ; SD = 1,08$) et ($F(2, 187) = 6,26 ; p < 0,005$).

Nous pouvons penser que le décalage obtenu entre les résultats qualitatifs et quantitatifs est la conséquence d'une désirabilité sociale dans les réponses aux items dans le questionnaire. Les réponses obtenues à propos d'un éventuel musée s'accordant davantage avec les discours des interviewés. Dès lors, il apparaît de manière générale, qu'en l'absence d'une **vérité** sur les causes de l'explosion, AZF devient comme dépouillée de **matière historique**. Le contenu de la mémoire d'AZF tend à se réduire à l'expérience collective de la catastrophe. L'explosion d'AZF devient alors un événement local s'inscrivant dans la **mémoire collective des habitants** qui l'ont vécu. Toutefois, pour une partie des sujets, la catastrophe d'AZF en tant **qu'événement négatif** pour l'image de la ville, ne fait pas (ou ne doit pas faire) partie, de l'histoire de Toulouse en tant que telle. Pour ces raisons, le processus de marquage sur l'espace doit être discret : les commémorations en groupe restreint sur un espace limité et les mémoriaux doivent être petits, invisibles sur un lieu précis.

7. L'espace comme cadre de remémoration et de commémoration

Afin de rendre compte de la place et du rôle de l'espace dans les processus de remémoration et de transmission nous analysons ici les résultats relatifs à la manière dont les sujets se représentent l'ancien site AZF en lien avec les souvenirs projetés sur ce lieu. Dans un second temps, nous exposerons les données mettant en exergue la manière dont les sujets appréhendent ou non, la place de la mémoire collective sur ce lieu, tant du point de vue de la forme que du contenu.

7.1. Espace comme cadre de remémoration et de transmission

Au travers des discours des interviewés, l'ancien site AZF est clairement vécu comme un cadre de remémoration. En effet, tous, sans exception, disent se remémorer cette journée principalement lorsqu'ils passent à proximité de l'ancien site. Ce lieu est conçu par les Toulousains comme un support où s'ancrent les souvenirs et les images associés du 21 septembre. Ces quelques extraits d'entretiens sélectionnés illustrent parfaitement la puissance symbolique que renferme cet espace.

« Enfin, je passe route d'Espagne, on y pense, obligé » (N04)

« Disons heu, à ce, chemin là oui, oui, mais c'est marrant parce que je sens que c'est au fond quand même » (N06)

« J'y repense ben dès que je repasse pas loin » (N09)

« Quand en fait je suis par-là bas quoi » (N02)

Du côté des questionnaires, la moyenne générale obtenue à la fréquence de remémoration de l'explosion est de ($M = 2,57$; $SD = 1,8$). L'analyse de variance (ANOVA) met en évidence que l'ensemble de nos variables « proximité à l'objet » ont un effet significatif sur la fréquence de remémoration (*cf.* tableau 23).

Tableau 24 Moyennes des fréquences de remémoration selon les variables « proximité à l'objet », ($n = 212$), ANOVA multivariée

Variables	Fréquence de remémoration	
	M (SD)	F (ddl)
<i>Présent</i>		56,03 (1 ; 204)***
<i>Oui</i>	3,59 (2,01)	
<i>Non</i>	1,89 (1,26)	
<i>Emotions négatives</i>		21,38 (2 ; 161)***
<i>Fortes</i>	3,68 (2,02)	
<i>Moyennes</i>	2,48 (1,52)	
<i>Faibles</i>	1,61 (.99)	
<i>Sentiment d'implication</i>		30,60 (2 ; 202)***
<i>Fort</i>	3,64 (2)	
<i>Moyen</i>	1,98 (1,21)	
<i>Faible</i>	1,79 (1,25)	
<i>Lieu de naissance</i>		3,44 (4 ; 196)*

Toulouse ou dans son département	3,08 (1,89)	
Région Midi-Pyrénées	1,95 (1,36)	
Autre France (Métropolitaine et DOM-TOM)	2,43 (1,77)	
Etranger	2,50 (1,82)	
<i>Durée d'habitation à Toulouse</i>		21,88 (4 ; 196)***
Depuis toujours	3,08 (1,89)	
Plus de 11 ans	4,08 (1,88)	
Plus de 5 ans et moins de 11 ans	2,61 (1,78)	
Plus d'un an	1,75 (.97)	
Moins d'un an	1,40 (.71)	
Proche ayant travaillé à AZF		26,03 (1 ; 200)***
Oui	4,22 (1,98)	
Non	2,32 (1,64)	
Avoir habité dans le quartier AZF		11,53 (1 ; 199)***
Oui	3,77 (2,18)	
Non	2,42 (1,71)	
Avoir subi des conséquences		28,61 (1 ; 200)***
Oui	4,62 (1,96)	
Non	2,22 (1,51)	
Domaines des conséquences		
<i>Santé</i>		10,73 (1 ; 201)***
Oui	4,83 (1,94)	
Non	2,47 (1,73)	
<i>Travail</i>		52,77 (1 ; 201)***
Oui	6,10 (1,29)	
Non	2,36 (1,60)	
<i>Famille</i>		7,55 (1 ; 201)*
Oui	4,11 (1,90)	
Non	2,47 (1,74)	
<i>Logement</i>		3,11 (1 ; 201) ns
Oui	3,63 (1,41)	
Non	2,50 (1,78)	
Connaître une victime		23,98 (1 ; 201)***
Oui	3,43 (2,01)	
Non	1,85 (1,21)	
Catégories de victimes		
<i>Sinistrés</i>		25,52 (1 ; 201)***
Oui	3,80 (2,10)	
Non	2,04 (1,36)	
<i>Anciens salariés</i>		38,61 (1 ; 201)***
Oui	4,64 (2,04)	
Non	2,31 (1,61)	
<i>Blessés</i>		44,07 (1 ; 202)***
Oui	3,88 (1,51)	
Non	2,12 (1,97)	
<i>Familles endeuillées</i>		16,66 (1 ; 202)***
Oui	3,96 (2,31)	
Non	2,39 (1,65)	

*p≤.05 ; **p≤.01 ; ***p≤.001

A partir de ces différences de moyennes il est intéressant de constater que les personnes n'ayant pas vécu l'explosion et vivant à Toulouse depuis plus de cinq ans ont une moyenne significativement plus élevée que les primo-arrivants ($p < 0,005$ au test de Bonferroni) mais leur score ne se différencie pas de la moyenne de ceux qui vivent à Toulouse depuis toujours ($p=1$

au test de Bonferroni). Ces résultats viennent mettre en avant l'effet d'une transmission d'un vécu à Toulouse. En effet, pour ceux qui n'ont pas vécu l'explosion, la fréquence de remémoration augmente avec la durée d'habitation à Toulouse. Plus généralement, ceux qui viennent d'arriver à Toulouse ne pensent jamais à AZF, alors que ceux qui y vivent depuis plus de cinq ans déclarent repenser à cet événement. Une activité certes peu fréquente, mais existante.

L'analyse de régression multiple indique que l'interaction de l'ensemble des variables explique 75,5% de la variance ($R^2 = .755$ F (16 ; 139) = 11,48 ; $p < 0,001$).

Tableau 25 Modèle explicatif de la fréquence de remémoration en fonction de la proximité à l'objet : Régressions multiples

Variables	Bêta	t
(constante)		2,794
Emotions négatives	0,145	2,017*
Sentiment d'implication	0,169	2,396*
Durée d'habitation à Toulouse	-0,187	-1,786
Avoir subi des conséquences	0,146	1,238
Connaître des victimes	-0,040	-0,383
Avoir un proche ayant travaillé à AZF	0,069	0,924
Avoir été présent	0,015	0,152
Conséquence sur la santé	0,025	0,352
Conséquence sur le logement	0,150	2,155*
Conséquence sur le travail	0,299	3,914***
Conséquence sur la famille	-0,001	-0,012
Connaître un sinistré	0,133	1,594
Connaître un ancien salarié	0,176	2,377*
Connaître un blessé	0,064	0,809
Connaître une famille endeuillée	-0,034	-0,488
Avoir vécu dans le quartier AZF	-0,043	-0,678

* $p \leq .05$; ** $p \leq .01$; *** $p \leq .001$

D'après ces résultats, le degré élevé d'intensité des émotions et de l'implication, les conséquences subies au niveau du logement et du travail et enfin connaître un ancien salarié apparaissent comme étant les principaux facteurs augmentant la fréquence de remémoration.

A partir de la question ouverte, les résultats mettant en avant combien l'espace intervient dans l'activité de remémoration. En effet, à la question ouverte « dans quelle situation repensez-vous à cet événement », 35% des sujets font référence à l'espace c'est-à-dire lorsqu'ils passent à proximité de l'ancien site « repasser devant l'endroit où elle était » (S03) ; « quand je passe proche du site » (S04) ; « au passage dans le secteur de l'usine » (S06) ; « ce souvenir revient quand je passe devant » (S52) ; « lorsque je passe devant le site AZF » (S109). Au travers de ces réponses on observe combien l'espace se pense et se vit comme un véritable cadre de remémoration. Le passé et, en particulier, la catastrophe semblent s'être inscrits durablement

sur cet espace. Au-delà, ces résultats viennent mettre en exergue que, malgré la destruction de l'usine, la reconstruction partielle du site et la re-nomination de ce lieu, les images du passé persistent. Alors que l'usine AZF a totalement disparu depuis près de huit ans, les personnes continuent à nommer ce lieu « site AZF » et à parler de l'usine au présent, donnant le sentiment que l'usine AZF est encore présente, en activité sur ce site.

Quant aux personnes n'ayant pas vécu l'explosion, elles témoignent bien d'une transmission d'expérience à Toulouse par des « Toulousains » présents ce jour-là et qui racontent leur journée : « *lorsque mes amis de Toulouse m'en parle et me raconte ce qu'ils ont ressenti ce jour-là* » (S110) ; « *quand quelqu'un en parle* » (S111) ; « *les gens en parlent toujours* » (S131) ; « *quand les gens en parlent mais moi toute seule non !* » (S141) ; « *quand j'en parle avec des amis qui étaient présents* » (S142). Cet Autre peut aussi être une institution comme l'université. Un certain nombre d'étudiants disent qu'en cours on parle de cette explosion ou qu'on « oblige » à faire une minute de silence le 21 septembre « *en cours* » (S106) ; « *c'est un sujet de conversation qui revient parfois entre Toulousains, et régulièrement à la fac notamment par diverses études* » (S166) ; « *la seule fois fut lors de la minute de silence en L2, où, combien même je m'en moque, je n'ai pas vraiment eu le choix d'y penser* » (S171).

On voit bien apparaître au travers de ces données que la transmission s'inscrit dans un espace particulier et délimité. Toulouse devient le lieu de la transmission de la mémoire de l'explosion d'AZF, que ce soit au travers des traces spatiales, réelles ou imaginées, ou par le récit des habitants à ceux qui ne l'ont pas vécu. C'est bien donc une histoire qui s'ancre dans la ville et les esprits qui l'habitent.

7.2. Des traces réelles aux traces symboliques et imaginées

Lors des entretiens, les sujets justifient l'activité de remémoration en raison des bouleversements matériels qu'ils constatent dans le quartier. Ils font référence à la fois aux nouveaux bâtiments comme le Cancéropôle, mais aussi au vide laissé par l'absence de l'usine comme une forme de passé perdu. Sur cette thématique, les interviewés en viennent à dérouler le fil de l'histoire du site en évoquant ses différentes phases de transformation avec dans l'ordre : l'usine en activité, le lieu post-catastrophe renvoyant à des images de guerre ou encore au cratère, le démantèlement d'AZF, la dépollution du site et enfin les reconstructions signant un renouveau. Au travers de ces discours, nous observons ainsi que la représentation de cet espace ne se réduit pas à l'explosion du 21 septembre mais renvoie à plusieurs couches de l'histoire qui se superposent sur ce lieu.

Lorsqu'il est demandé aux sujets de s'interroger sur les traces de la catastrophe sur l'espace, la majorité d'entre eux exprime des doutes quant à leur présence. De manière générale, ils estiment que des marques doivent persister, mais ces dernières ne sont pas représentées en tant que telle, les sujets ayant des difficultés à les décrire et les situer. Certains font référence à une plaque commémorative sur le lieu venant désigner la catastrophe, d'autres encore évoquent des restes de l'usine comme l'ancien portail de l'entrée principale, un mur, des déchets d'AZF ou encore les cheminées :

« Et puis y avait la grande cheminée enfin elle y est toujours, c'est la seule qui est restée d'ailleurs » (N04).

Ce qui est commun à l'ensemble des sujets est l'incertitude quant à l'existence de marques matérielles rappelant le passé d'AZF.

Il semblerait que les traces dont ils rendent compte sont davantage le produit des images mentales du passé gardées en mémoire et projetées sur l'espace. Quelques sujets disent voir encore sur ce lieu l'usine AZF malgré sa disparition :

« Moi cette tour je l'ai toujours dans ma tête, enfin c'est une longue tour en haut blanche et rouge, bon mais ça fait plus pareil, maintenant y a de la pelouse. (...), mais quand on passe on sait que c'est là AZF » (N11)

« C'est tout neuf, c'est tout beau. Mais j'y pense encore » (N15)

Un extrait d'un des entretiens est à ce titre significatif, la personne soulignant notamment, qu'un étranger comme un Lyonnais par exemple, est comme démunie de lunettes adaptées pour voir ce lieu :

« Q : d'accord. Et sur le site en lui-même du coup y a plus de trace ?

R : il doit y avoir une plaque commémorative peut-être mais non, y en a pas.

Q : d'accord

R : non maintenant, on peut plus, quelqu'un qui le sait pas il va pas le voir quoi, une Lyonnaise elle le verra pas

Q : (rire) mais vous, vous le voyez ?

R : moi je le vois, je sais que y avait la grande cheminée, je sais où étaient les bâtiments, moi je le sais où c'était

Q : c'est-à-dire malgré, bien qu'il n'y ait plus rien, qu'il n'y ait plus de trace

R : oui mais je passe, je dis tiens ça c'est l'AZF

Q : vous le voyez

R : ouais, je le vois toujours oui, c'est vrai ça. Je l'ai jamais pensé mais oui je dis tiens c'est l'AZF. Sauf que maintenant comme ils mettent tout le canceropôle là-dessus, bientôt on dira tiens c'est le canceropôle. Mais on en est pas, moi j'en suis pas là encore. » (N13)

Au niveau des questionnaires en moyenne, les répondants admettent qu'il reste des traces de l'explosion ($M = 5,08$; $SD = 1,70$). L'analyse de variance met en évidence un lien significatif entre le degré d'intensité émotionnel négatif et la perception des traces sur l'espace ($F(2 ; 150)$

= 4,54 ; $p < 0,05$). En conséquence, plus les sujets ont ressenti de fortes émotions négatives plus ils s'accordent à dire qu'il reste des traces de l'explosion sur le site ($M = 5,70$; $SD = 1,57$).

Au travers de ces données nous constatons très nettement que malgré l'effacement des traces, la rectification et le changement de nom du lieu, ce site reste associé à l'histoire d'AZF dans toute son épaisseur. Les Toulousains en effet, en fixant ce lieu, retrouvent et revoient les images du passé et, plus particulièrement, celles du 21 septembre associées à la désolation. Ces résultats rendent bien compte de l'idée que l'espace se lit comme un palimpseste. Les reconstructions sur un site dévasté, au sens réel et symbolique, ne font jamais table rase du passé. Toutefois, il est intéressant de constater que le cratère, symbole de l'explosion, n'est jamais cité. Pourtant c'est sans doute l'empreinte la plus tangible qui persiste sur cet espace. Nous pouvons penser que si cette image n'est jamais évoquée c'est parce qu'elle renvoie à un aspect trop douloureux, violent, tandis que les cheminées renvoient à un passé plus positif, à une usine encore en vie.

7.3. Le Cancéropôle un objet polémique : de la pollution du passé au regard vers l'avenir

Tous les sujets interrogés lors des entretiens font spontanément référence au Cancéropôle comme objet nouveau venu remplacer et requalifier le site AZF. Les avis sur ce projet de reconstruction sont divergents. Pour six d'entre eux, le Cancéropôle permet de donner une meilleure image de Toulouse, voire de panser les plaies :

« C'est mieux un Cancéropôle qu'un trou. Donc on a réutilisé cette zone qui servait à, qui était détruite, qui servait plus à rien, et on l'a, on l'a reconstruit pour qu'il y ait quelque chose qui fait du bien pour la ville de Toulouse, parce que c'est quelque chose d'important. » (N10).

« Parce que là quand vous y passez c'est plutôt jolie (rire) non mais c'est vrai faut dire ce qui est » (N11)

En revanche pour un tiers, la clinique du cancer est objet de polémique, considérée comme une reconstruction inadaptée en raison des sols qu'ils disent pollués et contaminés par AZF. L'emplacement de ce Cancéropôle est alors vécu comme un véritable « comble de l'histoire »

« Je comprends pas très bien pourquoi ils ont de suite reconstruit un Cancéropôle sur ce site-là. (...) pour ma part j'ai pas vu dans les journaux de, de rapport disant que c'est bon AZF c'est oublié, c'est nettoyé, c'est comme s'ils avaient juste enlevé les débris pour ma part » (N09)

« Et d'ailleurs ce qui m'a beaucoup étonné c'est qu'ils ont construit le, un pôle de recherche scientifique, juste à côté, alors qu'il y a eu quand même, y a des expertises qui ont été faites qui ont montré ben que le sol était contaminé, et qu'il pouvait être éventuellement dangereux » (N08)

« Pour ça que ça m'a toujours fait rigoler quoi. Parce que je pense que c'est une source effectivement de cancer et de choses comme ça, et on met le pôle du traitement du cancer juste à côté quoi. » (N05)

Ici, le Cancéropôle est comme hanté par le spectre d'AZF et fait craindre un oubli de cette histoire toulousaine. On peut entendre la contamination comme étant davantage symbolique, un nouvel objet étranger venant contaminer un passé.

Enfin, les autres ne se positionnent pas sur ce Cancéropôle, ils le définissent simplement comme étant un bâtiment neuf.

Les résultats aux questionnaires rejoignent partiellement l'analyse des entretiens. En effet, 37% de l'échantillon considèrent que ce projet n'est pas adapté, 40% déclarent appréhender de se promener dans le futur parc et 60% pensent que ce projet ne donne pas une image plus propre de l'environnement. Ces résultats peuvent s'expliquer par une incrédulité importante de la population envers les pouvoirs publics en raison d'une mauvaise communication sur la catastrophe et sur les projets de réhabilitation. Par ailleurs, il y a une méfiance envers l'industriel qui avait en charge la dépollution chimique du site. En conséquence, plus de 85% des personnes interrogées estiment que le site n'a pas été dépollué. Ainsi, une analyse de corrélation met en évidence que plus les personnes considèrent que le Cancéropôle n'est pas un projet adapté, moins elles admettent que les sols ont été dépollués ($r(180) = -0,267$; $p < 0,001$) et plus elles expriment une appréhension quant à l'idée de se promener dans le futur parc ($r(194) = 0,388$; $p < 0,001$). Toutefois, et de manière quelque peu paradoxale, une majorité estime que le projet de Cancéropôle permet de redonner vie au quartier ($M = 5,17$; $SD = 1,82$).

En parallèle, les statistiques descriptives mettent en évidence que, pour la majorité des répondant, le Cancéropôle ne permettra pas d'effacer le traumatisme du 21 septembre ($M = 2,47$; $SD = 1,73$). En revanche, nous obtenons un taux d'acceptation bas quant à l'idée que l'aspect neuf du quartier rend compte qu'il y a eu une explosion par le passé ($M = 2,97$; $SD = 1,95$). Il est intéressant de constater que, à l'inverse, plus les sujets considèrent que ce projet permettra d'effacer les souvenirs de l'explosion plus ils trouvent que ce dernier donne une image plus propre de l'environnement ($r(188) = 0,310$; $p < 0,001$). Ces résultats nous amènent à penser que la dimension « propreté » versus « saleté » attribuée à cet espace renvoie davantage à la dimension des souvenirs d'un événement négatif qu'à une réalité matérielle. Nous pouvons donc suggérer que les sujets expriment et perçoivent *in fine* une pollution symbolique sur ce lieu.

Les discours des Toulousains ainsi que les données statistiques reflètent un sentiment d'incertitude et d'ambiguïté quant à l'identité de ce lieu emblématique. Nous pouvons suggérer que cela est le résultat de la multiplication des lieux de mémoires et paradoxalement l'absence d'un mémorial officiel juxtaposant la clinique de recherche sur le cancer. L'ancien site AZF se

pense *in fine* comme un véritable « *no man's land* » : lieu désincarné de toute vie humaine, se réduisant au traumatisme collectif, à l'oubli, à la maladie et à la mort.

Par ailleurs, nous avons pu observer l'existence d'une croyance partagée selon laquelle les produits AZF, enfouis éternellement dans la terre, seraient cancérigènes. Dans cette logique, le Cancéropôle sur ce lieu n'est plus un hasard. Cette rumeur renvoyant à l'idée que tout n'a pas disparu, peut s'appréhender comme une forme symbolique permettant de maintenir l'existence d'AZF dans le présent. De plus, cette rumeur en créant un lien entre l'ancien et le nouveau permet de colmater la rupture entre l'histoire industrielle et le Cancéropôle. Par cette rumeur, il y a ainsi une continuité et une rationalité entre les deux industries.

Ces résultats mettent en évidence le fait que, malgré les reconstructions et l'image « propre » que nous donne à voir ce site aujourd'hui, cet espace renvoie encore aux images de la catastrophe, et est parfois même réduit à cet événement. Les Toulousains en effet, en fixant ce lieu, retrouvent et revoient **les images du passé**, et plus particulièrement celles du 21 septembre associées à la désolation. Cela rend bien compte de la **superposition de plusieurs images** sur un même espace, malgré l'effacement de traces au cours du temps, renvoyant ainsi à l'idée selon laquelle l'espace « offre l'image d'un immense palimpseste » (Haas, 2004, p 624). En persistant dans les représentations du groupe qui les **projette sur le lieu**, le désastre, et ce malgré les grands nettoyages entrepris, ne fait jamais table rase du passé.

Conclusion

Dans un premier temps, l'ensemble de ces résultats met en avant en avant combien « AZF » est aujourd'hui le symbole d'une expérience collective alimentant l'identité sociale du « Toulousain ». En effet, le vécu de l'explosion et son partage renforce un sentiment d'appartenance et, en parallèle, accentue la différence avec ceux qui ne l'ont pas vécu. La dimension des éprouvés, psychique et corporel, joue un rôle important si ce n'est central dans la mise en représentation et en mémoire de cette catastrophe. L'anxiété et la peur ressenties à la suite du 11 septembre ont été réactualisées et accentuées par le 21 septembre. Nous constatons que la rumeur de l'attentat est ancrée profondément dans le souvenir de l'expérience, qu'il y ait adhésion ou non à cette version. Son évocation permet de justifier et légitimer l'intensité des émotions négatives et les scènes de panique liées à la situation.

Dans un second temps, les résultats indiquent que ce niveau d'anxiété est fortement corrélé à l'incertitude : incertitude quant au lieu et à l'origine de l'explosion dans les premières minutes et heures suivant la catastrophe. Si la rumeur permet de réduire l'incertitude, l'ensemble des données nous montre que l'incertitude quant aux causes et conséquences de l'explosion est profondément ancrée dans les pensées. En effet, malgré le verdict du procès très clair, confirmant l'accident chimique, les sujets continuent à rejeter cette version qui ne semble pas les satisfaire. Dès lors, et de manière significative, à Toulouse se diffuse et s'installe l'idée selon laquelle, la vérité ne sera jamais connue, ou plutôt jamais dévoilée puisque dissimulée par des « forces dominantes ». Si cela s'apparente bien à une théorie du complot, la figure du coupable reste cependant floue et incertaine. Nos résultats ici ne nous ont permis que de mettre en évidence des tendances expliquant l'adhésion à telle ou telle version de l'événement. Dans un premier temps, au cours des entretiens, nous avons pu observer que plus les sujets valorisent l'histoire industrielle et ouvrière d'AZF plus ils s'orientent vers une cause externe à l'usine. A l'inverse, plus cette histoire est stigmatisée plus les personnes adhèrent à l'idée d'un accident, sans qu'il soit nécessaire d'en connaître les raisons exactes. Ces résultats rejoignent alors les logiques de pensée des différents groupes plus impliqués. Si les résultats aux questionnaires n'ont pas permis de confirmer ces corrélations de façon significative, ils ont apporté des éléments nouveaux dans la compréhension des prises de position sur lesquelles les sujets s'inscrivent. Le degré d'intensité d'émotions négatives devient ici une dimension saillante dans la mise en sens de l'événement et dans l'adhésion ou non à une explication alternative à celle officielle. Plus précisément, il s'avère que plus les sujets ont ressenti un degré élevé d'émotions négatives dûes à l'explosion, causé particulièrement par un lien affectif avec l'usine AZF, plus ils considèrent qu'il est important de maintenir la transmission de la mémoire de l'événement,

et plus ils tendent à adhérer à une version alternative. Par conséquent, le recours à telle ou telle rumeur et complot, favoriserait ici le partage social de la mémoire collective de l'explosion. Une mémoire, comme nous l'avons montré, qui semble se réduire à la dimension du vécu et des éprouvés. La rumeur devient ici un outil de transmission orale d'une histoire collective.

Dans un troisième temps, nous avons mis en exergue que la transmission de cette mémoire s'inscrit dans un espace particulier et délimité. Toulouse devient le lieu de la transmission de la mémoire de l'explosion d'AZF que ce soit au travers des traces spatiales, réelles ou imaginées, ou par le récit des habitants à ceux qui ne l'ont pas vécu. C'est donc bien une histoire qui s'ancre dans la ville et dans les esprits de ceux qui l'habitent. Toutefois, les éventuelles marques construites sur l'espace, telles que les mémoriaux ou le musée, font l'objet d'une tension dans les discours des interviewés et chez les répondants aux questionnaires. En effet, si les personnes s'accordent à dire qu'il est important de marquer le lieu de la catastrophe, la marque doit rester discrète afin de ne pas attirer l'œil du visiteur. Parce qu'AZF est une histoire négative pour l'image de la ville celle-ci ne devrait pas s'inscrire sur l'espace. En revanche, et de façon quelque peu paradoxale, la construction du cancéropôle est vécue comme une menace pour la mémoire craignant qu'il ne fasse disparaître « AZF ». Ici, les sujets expriment le fait que l'ancien site d'AZF est un cadre spatial important, qu'il leur permet de retrouver et conserver les images du passé, mais que ce dernier est « réservé » aux Toulousains, seules personnes capables de voir ces images. En somme, la mémoire de l'explosion devient comme cachée sur ce lieu et doit le rester ainsi mais sans disparaître.

De manière transversale, c'est donc une tension entre l'oubli et le maintien de la mémoire qui se joue dans le rapport à l'explosion d'AZF. Le souvenir de l'explosion est durablement inscrit dans les mémoires. La transmission orale est privilégiée via notamment la rumeur qui en conservant et alimentant l'incertitude de l'événement favorise le partage de l'anxiété. Néanmoins, les éléments de l'histoire industrielle et ouvrière s'effritent et sont même totalement absents dans les discours. C'est donc un oubli du passé industriel de la ville qui se profile ici. Un effacement que l'on peut mettre en lien avec les discours institutionnels, et particulièrement de la presse locale qui vont dans ce sens.

Discussion

Au travers de notre recherche menée sur le terrain à Toulouse, nous constatons que l'explosion de l'usine AZF demeure un objet sensible et conflictuel plus de 10 ans après les faits, soulevant quelques passions dans la ville rose. L'ensemble de nos résultats tendent à mettre en évidence que cette catastrophe est l'objet de multiples interprétations pouvant prendre la forme de rumeurs. Si de prime abord nous pouvons penser que la proximité temporelle avec le 11 septembre explique l'émergence des premières rumeurs, notre recherche met en évidence que ce hasard calendaire ne peut apporter toutes les réponses. En effet, les attentats du World Trade Center ne nous permettent pas de comprendre l'existence d'une pluralité de versions sur l'origine de l'explosion, ni de saisir les raisons de l'adhésion à celles-ci et de leur permanence. Cette thèse vient alors rendre compte des enjeux identitaires et mémoriels inhérents à la dynamique de la rumeur, dynamique à appréhender tant au niveau des processus d'élaboration et d'adhésion que des fonctions, du contenu et de la diffusion.

L'objectif de cette partie est donc de discuter nos résultats à la lumière des théories nous amenant à répondre à notre problématique initiale. Le plan de cette discussion se compose en trois parties. Dans un premier temps, nous montrerons et justifierons l'omniprésence de la rumeur dans les différents lieux de production des discours portant sur AZF. Ici, nous interrogerons plus particulièrement les processus d'élaboration de la rumeur dans le temps. Nous verrons en quoi nous ne pouvons penser les mécanismes et les fonctions de la rumeur en dehors de ses cycles de vie et du contexte social global. Dans un second temps, nous mettrons en exergue le rôle de la rumeur dans la construction et la transmission d'une mémoire collective affirmant une appartenance groupale. Plus exactement, nous discuterons de la rumeur comme une forme d'opposition à une mémoire institutionnelle et hégémonique témoignant alors d'une revendication de l'existence de mémoires plurielles et parcellaires. Enfin, dans un troisième temps, il s'agira de prendre en compte la dimension spatiale dans l'analyse du phénomène de la rumeur. Nous questionnons ici l'espace comme support de transmission et de cristallisation des mémoires et des croyances des groupes en présence.

1. De l'émergence à la cristallisation de rumeurs dans les pensées

L'un des intérêts de notre recherche réside dans l'observation diachronique de la rumeur afin de saisir avec plus de précision ses processus de transformation et de stabilisation. Si les études portant sur la rumeur ont permis de mettre à jour les conditions et les facteurs nécessaires à son

émergence et sa propagation, peu ont interrogé la phase de déclin de la rumeur et les raisons de sa persistance dans des groupes particuliers (Bangerter, 2008). Notre étude de terrain ayant débuté en 2008, soit 7 ans après l'explosion, les données que nous avons recueillies correspondent alors à cette dernière phase nous amenant à interroger la place éventuelle de telle ou telle rumeur comme élément du sens commun des groupes.

Les premières analyses de nos résultats, confirment l'existence d'un phénomène rumoral à Toulouse, plus de 10 ans après la catastrophe, autour des origines de l'explosion au sein des différents lieux et groupes enquêtés. Des rumeurs plus ou moins latentes, qui deviennent saillantes, dans les contextes de réactualisation du souvenir, qu'il s'agisse de la date anniversaire, du procès mais aussi dans le cadre des entretiens et des questionnaires pendant lesquels les sujets sont amenés à se remémorer l'événement.

Plus précisément, la certitude d'une incertitude, d'une vérité dissimulée, est une pensée consensuelle partagée par une majorité des sujets. La diversité de nos outils et de nos échantillons permettent alors de constater un effet de transmission entre des groupes impliqués, des Toulousains et les nouveaux arrivants. Une transmission qui s'effectue essentiellement à Toulouse. La « vérité cachée » est alors le slogan commun entre les sinistrés et anciens salariés, qui est au cœur de leurs discours commémoratifs. La répétition de ce slogan à chaque anniversaire a semble-t-il entraîné une cristallisation dans les pensées des habitants de la ville rose. L'idée d'un complot autour d'AZF, apparaît en effet profondément ancrée dans les esprits, et viendrait se confondre dans un courant de pensée du sens commun. Ainsi, ce qui se transmet à Toulouse de l'histoire d'AZF, est que celle-ci n'est pas achevée, qu'elle est, et restera mystérieuse dans cette ville.

Si « la vérité cachée » et l'existence d'un complot sont des éléments saillants et transversaux dans les discours récoltés sur le terrain, nos résultats nous invitent à constater l'état polymorphe de la rumeur, dans le temps et entre les groupes, tant au niveau des processus que du contenu. L'une des premières difficultés dans l'analyse de nos résultats est alors de comprendre la manière dont les rumeurs s'articulent dans et entre les discours des uns et des autres. Afin de dégager des logiques de construction de la rumeur et les facteurs psychologiques et sociaux expliquant l'émergence, l'adhésion et, à l'inverse, le rejet de telle ou telle version, nous proposons dans un premier temps une analyse selon les différents groupes et lieux de production de sens. Il s'agit ici d'interroger plus précisément les éléments récurrents, ou au contraire en opposition, dans les multiples discours récoltés.

1.1. Construction d'un récit commun et sentiment d'appartenance

L'ensemble des résultats vient confirmer que l'explosion de l'usine AZF répond bien aux conditions favorables à l'apparition de rumeurs. L'incertitude et l'ambiguïté vécues par les sujets suite à l'explosion sont fréquemment évoquées dans les différents discours. Par ailleurs, c'est un événement qui a suscité, et qui suscite encore, de fortes émotions négatives dans la population toulousaine.

L'analyse de la presse, des entretiens et des associations de mots révèlent que l'histoire et la représentation d'AZF tend à se réduire à l'expérience vécue de l'explosion, chez les Toulousains tout-venants. Un vécu marqué par le contexte des attentats du 11 septembre. Les résultats mettent en avant combien cette expérience prend aujourd'hui la forme d'un « souvenir flash », c'est-à-dire un type de souvenir détaillé, imagé, conservant le contexte de la situation (qui, quand, où, comment), et un souvenir résistant au temps (Brown & Kulik, 1977). La vivacité du souvenir serait due, selon ces auteurs, à l'aspect surprenant et à l'intensité émotionnelle produite par la situation. En nous appuyant sur les travaux de Levasseur (2014) sur les récits d'expériences d'inondations, la prégnance du souvenir lié à une expérience extraordinaire serait davantage l'effet d'une répétition du partage social du vécu « impulsé par les émotions » (Levasseur, op.ci., p. 232). En effet, les études portant sur le partage social des émotions ont montré que, plus l'expérience émotionnelle est intense, plus les sujets ressentent le besoin de la partager (Rimé, 2005). Dès lors, la répétition et le partage social de l'épisode émotionnel favorisent la pérennité du souvenir (Levasseur, op.cit.), ainsi que la co-construction d'un récit commun et stable. Comme nous avons pu l'évoquer dans la partie méthodologie, la mise en forme du récit de la catastrophe s'élabore à partir de modèles et de schémas culturels préexistants. Cela s'observe dans nos résultats par l'apparition d'une structure archétypale dans la façon de raconter le vécu. Qu'il s'agisse des témoignages publiés dans la presse à chaque « anniversaire », de ceux prononcés au tribunal, et ceux récoltés lors des entretiens, nous retrouvons le même schéma narratif, et parfois des détails très similaires comme l'absence des réseaux de communication après l'explosion. La référence à un récit d'expérience commun, et *a fortiori* la construction d'une mémoire collective consensuelle du vécu de l'événement, accentue la cohésion entre les habitants de la ville, et le sentiment d'appartenance au groupe. Nos résultats obtenus à l'aide des entretiens et des questionnaires viennent ainsi indiquer qu'avoir vécu l'explosion d'AZF, et la connaissance du récit caché sous ces 3 lettres, constituent un marqueur distinctif de l'identité. L'expérience vécue de la catastrophe devient alors un critère de différenciation entre les autochtones et les nouveaux arrivants. Cela se confirme notamment à propos des résultats sur le sentiment d'implication, où nous avons pu constater

que les sujets mobilisaient leur identification à la ville de Toulouse, et leur sentiment d'appartenance à la catégorie « Toulousain », pour justifier un haut degré d'implication envers AZF. Plus précisément, certains primo-arrivants déclarent vouloir s'intéresser à l'histoire de la catastrophe comme une façon de s'intégrer dans la ville. Ces éléments rejoignent les observations de Langumier (2006 ; 2008) à propos de l'inondation exceptionnelle à Cuxac d'Aude en 1999, où il constate que « les nouveaux habitants qui ont été sinistrés en 1999 se saisissent de la catastrophe pour affirmer leur appartenance à Cuxac d'Aude » (2006, p. 302). Ces premiers résultats nous invitent à penser que ce n'est pas tant le vécu qui rassemble les sujets, mais davantage la co-construction d'un récit collectif partagé et d'une mémoire commune. Nous pouvons mettre en lien ces éléments avec l'approche du « *joint remembering* » (Middleton & Edwards, 1990), mettant en évidence que les échanges conversationnels entre les sujets concourent à la construction d'une version commune de l'événement favorisant un sentiment d'appartenance.

1.2. **Persistance et saillance des rumeurs d'attentat dans la transmission du souvenir de l'expérience vécue.**

Du point de vue du contenu, nous avons pu alors constater combien l'anxiété provoquée par l'absence de communication et l'incertitude des premières heures est au centre des récits d'expérience des Toulousains ayant vécu l'explosion. Les multiples rumeurs propagées dans toute la ville à ce temps précis, sont largement relatées par les sujets dans le cadre des entretiens, mais aussi dans les témoignages publiés dans la presse locale à chaque anniversaire. Ici les sujets font référence à la phase d'émergence des rumeurs autour d'AZF. Ces dernières, à leur point de départ, apportant une explication à l'origine de l'explosion, permettaient alors de réduire l'incertitude d'une situation menaçante, afin de s'y ajuster. Nous observons alors que le processus principal dans ces premières rumeurs est l'analogie (Orfali, 2005), les sujets ayant cherché un événement analogue pour saisir la situation. Cela renvoie directement au processus d'ancrage (Moscovici, 1961) intervenant dans la mise en sens d'une expérience qui dépend alors d'un contexte particulier et de savoirs « déjà-là » disponibles et partagés par le groupe. Dans cette perspective, la rumeur à ce stade est une première tentative d'interprétation témoignant selon nous d'une peur collective dans un contexte donné et, en l'occurrence dans le cas d'AZF, d'une attaque terroriste associée à la proximité temporelle avec le 11 septembre. Si cela peut sembler être d'une évidence implacable, l'idée qu'une explosion soit interprétée spontanément et collectivement comme un attentat islamiste nous paraît être révélateur d'un « script culturel » (Delouée, Rateau & Rouquette, 2013), ou encore d'un « schema » (Bartlett,

1932). En effet, les individus, dans ce contexte précis, ont intériorisé que le terrorisme constituait la première menace mondiale, un objet de peur largement relayé par les médias et les politiques. Au moment de l'explosion, ce contexte de peur fournit alors un cadre interprétatif rapide et pratique, offrant un guide d'action.

Les rumeurs d'attentat provoquées par l'inconnu de la situation sont alors clairement assimilées à l'expérience du 21 septembre. Ces rumeurs sont traduites par les sujets comme étant à la fois l'expression d'une peur collective, et comme un élément qui est venu l'amplifier, expliquant la panique sur le moment à Toulouse. Sans dénier l'aspect traumatisant de l'explosion en tant que telle, ces rumeurs ont contribué à accentuer le traumatisme de l'expérience par leur diffusion et son partage massif à un temps précis. Nous pensons alors que la saillance et la transmission de ces rumeurs dans les récits d'expérience viennent signifier que cette catastrophe industrielle a d'abord été vécue comme une attaque terroriste et assimilée comme telle. L'analyse de la presse et des associations de mots viennent étayer cette interprétation où nous avons pu constater que la dimension industrielle de la catastrophe était absente voire effacée. Ces résultats nous invite à suggérer que l'étiquette « accident industriel » ne concorderait pas suffisamment avec la peur et les émotions suscitées par cet événement. A ce propos, le terme le plus associé à AZF reste « explosion » sans que celle-ci soit qualifiée ni même située. C'est donc une explosion dénuée de nature au sens d'un objet d'origine identifié laissant libre cours à la pensée d'y associer tel(s) ou tel(s) image(s) et objet(s) explosif(s). En soulignant la question du terrorisme dans leurs récits, les sujets viennent modifier le « statut événementiel » (Rouquette, 2007) attribué à AZF qui en conséquence ne se réduit plus à un « simple » accident industriel, mais devient une explosion extraordinaire suscitant une plus grande anxiété et mobilisant une peur davantage partagée : celle d'une menace terroriste éminente, amplement répandue dans nos sociétés contemporaines, et entretenues par les médias (Jodelet, 2011).

Toutefois il est important de souligner que ces « bruits », fréquemment associés aux mouvements de panique, sont exprimés aujourd'hui par les sujets dans un registre quelque peu grotesque. En effet, tout en s'extrayant de la chaîne rumorale, ils mettent en avant l'irrationalité de ces rumeurs, et une certaine dimension pathologique attribuée à la foule. La représentation péjorative des rumeurs et de ses adhérents nous semble venir expliquer ce positionnement des interviewés refusant d'être confondus avec des personnes naïves et peu rationnelles. Cela reflète alors des éléments du sens commun à propos du phénomène de la rumeur et, plus largement, du monde des croyances qui seraient, comme nous l'avons développé dans la partie théorique, le fruit d'esprits crédules et de délires collectifs. Nous supposons alors que cette forme de stigmatisation a été accentuée par notre place en tant que personne extérieure à la ville, et au

vécu de la catastrophe. En effet, avoir pu croire qu'un avion s'était écrasé place du Capitole peut sembler totalement absurde en dehors du contexte « extraordinaire » et des éprouvés qu'il a suscité, que seules les personnes ayant vécu l'explosion pourraient comprendre, selon les propos des interviewés.

Les éprouvés liés aux 11 et 21 septembre 2001 viennent ainsi se confondre chez les Toulousains se manifestant par notamment des lapsus réguliers. Certains sujets évoquant aussi se remémorer l'explosion d'AZF à l'occasion du 11 septembre, devenant là un « cadre social » (Halbwachs, 1925) pour la mémoire. Ces éléments de discussion rejoignent les réflexions de Jodelet (1992 ; 2006), selon lesquelles les expériences du passé donnent un sens à celles du présent qui elles-mêmes modifient celles du passé. La « tuerie de Toulouse » est alors venue réactualiser la peur du terrorisme, où l'on observe d'ailleurs que c'est bien la dimension des éprouvés qui est comparée entre les deux événements.

Dès lors, qu'on y adhère ou pas, les rumeurs d'attentat font parties intégrantes du souvenir du vécu de l'explosion, ancré dans le récit d'expérience. Ici, nous supposons que ces rumeurs ne pourront jamais disparaître en tant que telle. Elles sont en effet profondément inscrites dans la mémoire collective, permettant d'exprimer le caractère exceptionnel de l'expérience, et l'aspect extraordinaire de cette catastrophe. Ces premières rumeurs prennent ainsi la forme de traces discursives participant à nommer l'événement vécu et les éprouvés des sujets.

1.3. Implication et émotions négatives dans la permanence d'une incertitude

Si ces premiers éléments s'accordent avec la majorité des études sur la rumeur, nos résultats dans un second temps, nous amènent à interroger la fonction explicative de la rumeur sur le long terme. En effet, la majorité des sujets, dans les différents échantillons, nourrit l'incertitude quant à la cause de l'explosion et ce, malgré le dénouement judiciaire. Par conséquent, et contrairement à l'idée selon laquelle la rumeur permet de réduire l'incertitude et l'ambiguïté, ici elle les crée. En conséquence, il y a alors comme un paradoxe dans la rumeur : elle favorise le processus de familiarisation d'un événement nouveau et étranger, au travers notamment d'une lecture simplifiée, mais maintient une certaine « dose d'étrangeté ».

1.3.1. Du terrorisme islamiste au terrorisme industriel ou la certitude d'un complot

L'ensemble de nos résultats ont mis en avant l'existence d'une pluralité de prises de positions sur l'origine de l'explosion selon les groupes. Nous observons alors que le niveau d'implication des groupes a un effet sur la consistance du message : plus les groupes sont impliqués, plus le contenu de la rumeur est précis et la figure du coupable clairement identifiée. En revanche, pour ceux dont l'implication est moindre, le contenu est plus confus et le coupable plus incertain. Ce

dernier aspect nous semble être l'effet de la diffusion et transmission à Toulouse de deux rumeurs antagonistes, portées par des groupes particuliers, en l'occurrence les anciens salariés de l'usine AZF et les sinistrés.

Nos observations lors des commémorations et des audiences aux procès nous ont permis de constater que ces deux groupes manifestent chaque année l'existence d'un complot sur la vérité sur les causes de l'explosion. Cette dernière serait alors délibérément dissimulée faisant obstacle aux revendications des deux groupes. Or, la figure du complot varie à l'intérieur de ces deux groupes sur laquelle vient se cristalliser les tensions et les conflits.

Pour les anciens salariés d'AZF, la thèse officielle mettant en avant des négligences d'ouvriers, les rend responsables et acteurs de la catastrophe, et vient remettre en cause leur professionnalisme. Il n'est alors pas difficile de comprendre combien la cause officielle vient menacer et déstabiliser l'identité du groupe. Ainsi, les anciens salariés d'AZF rejettent depuis toujours l'explication du mélange malencontreux, et proposent d'autres interprétations alternatives comme celle de l'attentat. Cette dernière ne serait qu'une couverture pour rendre crédible le véritable message qui est d'exempter toute responsabilité à ces ouvriers, leur permettant d'accéder à un « réel » statut de victime sans ambiguïté.

A l'inverse, et en écho à la posture des anciens salariés, les sinistrés dénoncent et condamnent avec fermeté la rumeur de l'attentat, et adoptent ainsi le registre de « l'anti-mythe » décrit par Morin (1969). Depuis le début de l'enquête, les différentes associations de sinistrés tentent de stopper les rumeurs sur AZF qui viennent freiner leurs revendications. Revendications centrées autour de la réalité du risque industriel, en lien notamment avec les négligences et l'irresponsabilité des entreprises propriétaires de sites dangereux. Ainsi, selon Morin, « l'anti-mythe » « est une force de dissuasion (...) liée à une entreprise de condamnation, non seulement morale et politique, mais aussi judiciaire. » (p 69). En rendant l'ancien propriétaire comme l'unique responsable de la catastrophe, nous percevons alors ici que l'anti rumeur, comme la rumeur, se nourrit de la théorie du complot pour faire passer son message. Si l'anti-mythe adopte le registre du complot c'est pour, selon Morin (op.cit.), « communiquer avec les structures mentales qui ont nourrit le mythe (...) et déplacer l'épicentre du complot » (p 72), ici du terroriste islamique au terroriste industriel.

Si nous constatons une évolution dans la forme des cérémonies commémoratives, en revanche nous observons que les discours sont répétitifs au fil des anniversaires : les groupes font appel aux mêmes images, symboles et slogans. La structure de ces discours s'apparente, selon nous, à une forme de propagande en tant que mode de communication (Moscovici, 1961). L'altérité, l'affirmation de l'appartenance par la négation de l'Autre, la stigmatisation, l'idée que le

« nous » est dans la vérité, et le « eux » dans l'erreur, la croyance, sont au cœur de ces cérémonies commémoratives.

La permanence et la répétition de ces deux rumeurs nourrissent alors le doute dans la population, et entraîne une confusion dans les « esprits incertains » qui peuvent, comme le souligne Morin (op.cit.), « passer d'un complot à un autre et mélanger les complots ; cela laisse au moins une certitude c'est qu'il y a eu complot, on ne sait pas de quoi ni de qui » (p 76). Les données obtenues auprès des « tout-venants » viennent alors révéler une forme d'appropriation des discours émanant des groupes profanes fortement engagés dans l'affaire AZF. En parallèle, nous observons une absence d'appropriation des discours scientifiques produits par les experts et diffusés via la presse nationale. L'absence totale du « nitrate d'ammonium » dans le vocabulaire des répondants apparaît à cet égard tout à fait significative. Au-delà de l'épistémologie de la pensée sociale, ces résultats nous semblent révélateurs d'une méfiance généralisée vis-à-vis des institutions juridiques, scientifiques et étatiques. Une méfiance confirmée par nos résultats statistiques. Nous rejoignons alors les réflexions de Fine (1985, 2006), et poursuivons la thèse selon laquelle, pour qu'une rumeur puisse s'implanter profondément et durablement dans les esprits, le contexte social et politique doit nécessairement s'y prêter.

1.3.2. Rumeur et partage social secondaire des émotions

En plus de l'implication, nos résultats indiquent également le rôle essentiel des émotions négatives dans la diffusion et la permanence de la rumeur. A la lumière des données, le facteur émotionnel explique en effet, en partie, l'adhésion à une thèse alternative en lien avec la volonté de maintenir la transmission de l'histoire de la catastrophe. Ici, les études scientifiques sur le partage social des émotions (Rimé, 2005) nous semblent apporter des éléments pertinents pour comprendre le lien entre rumeur, émotions et mémoire. Dans un premier temps, le partage social des émotions vient accélérer la diffusion de la rumeur. Dans un second temps, nous suggérons qu'en alimentant l'intrigue et en accentuant l'aspect anxigène de la situation, le message de la rumeur permet de rendre le récit de l'expérience vécue plus efficace dans sa fonction même de capter l'attention de l'auditoire (Janet, 1928 ; Ricoeur, 1983 ; Laurens & Kozakai, 2003). De cette manière, la rumeur contribue à susciter chez l'auditeur un état émotionnel intense, le conduisant à son tour à partager le récit. Dans cette perspective, la rumeur favorise le « partage social secondaire des émotions » (Rimé, 2005), favorisant l'insertion de l'épisode dans la mémoire collective (Rimé & Christophe, 1997). Nos résultats qui montrent un effet de

remémoration de l'événement chez les sujets installés à Toulouse depuis quelques années, et n'ayant pas vécu l'explosion, apparaissent tout à fait concordant avec ces éléments d'analyses. Dès lors, la permanence des rumeurs, en accentuant le doute et le suspens permettent de créer un « présent perpétuel » donnant l'impression que l'événement a eu lieu hier et qu'il continue de se déployer dans le présent. De la sorte, parce que l'histoire est inachevée, les sujets ayant vécu l'explosion, plus ou moins impliqués, pourraient continuer de justifier la transmission du souvenir expérientiel et des émotions ressenties. En réactualisant constamment le souvenir de l'événement dans le présent dans une perspective d'avenir, la rumeur joue ici un rôle important dans la transmission d'un souvenir et dans le maintien d'une mémoire saillante portée par des groupes en présence. Elle devient, dans ce cadre, une forme de stratégie pour lutter contre la menace d'un oubli collectif, réel ou imaginaire.

2. Enjeux identitaires et mémoriels dans l'élaboration d'une rumeur et son adhésion

De manière générale, nos résultats confirment que la variable de l'implication des sujets est importante et nécessaire dans l'analyse des processus d'élaboration et d'adhésion aux rumeurs, ainsi que son rôle sur la polarisation des discours. Cependant, elle n'est pas suffisante pour expliquer les divergences de position, et les variations au niveau du contenu. Au regard des discours des différents groupes, en prenant en considération leur position et le lien qui les rattachait à l'usine AZF, nous observons distinctement combien le processus de la rumeur n'est pas simplement animé par une mécanique cognitive de la pensée, mais davantage motivé par des enjeux identitaires et mémoriels, selon les intérêts du moment pour le groupe.

Au regard des discours commémoratifs récoltés, nous repérons aisément les processus caractéristiques de la rumeur selon le modèle d'Allport et Postman (1945) et celui de Rouquette (1975). Ces processus font ici fortement résonance avec le modèle de la « conventionnalisation sociale » (Bartlett, 1932) répondant aux exigences de l'identité sociale. Dès lors, anciens salariés et sinistrés sélectionnent et accentuent les éléments positifs du passé dans le présent, leur permettant d'une part de valoriser l'image du groupe et, d'autre part, de légitimer leurs actions présentes. En parallèle, les points négatifs de l'histoire du groupe sont comme effacés et oubliés. Par exemple, nous notons chez les anciens salariés une absence totale dans leurs discours des accidents au sein de l'usine AZF qui ont précédé le 21 septembre 2001. Au contraire, ils soulignent la qualité de cette usine et de ses travailleurs, la solidarité ouvrière fondée autour d'un travail qu'ils appréciaient, dans une usine qu'ils affectionnaient. La thèse

accidentelle officielle est ici incompatible avec ces éléments de la mémoire du groupe, une mémoire reconstruite dans le présent selon les intérêts identitaires du groupe.

A l'inverse, les sinistrés soulignent la cohabitation difficile, voire impossible, entre industries à risque et quartiers d'habitation. La catastrophe d'AZF est aujourd'hui pour eux le symbole de cette proximité incompatible. Ils font par ailleurs référence aux incidents survenus à AZF par le passé, autant de signes avant-coureurs d'une explosion prévisible, qu'ils avaient eux-mêmes prévus et prévenus auprès de la population et des politiques de la ville. Ici, la thèse accidentelle confirme et renforce des savoirs « déjà-là » du groupe.

Dans les récits produits lors des entretiens nous observons alors les mêmes logiques de construction des pensées. En effet, en fonction du groupe auquel les sujets s'identifient et valorisent, ils rendent compte de représentations différenciées de l'usine AZF, et se dirigent vers telle ou telle explication en concordance avec des savoirs déjà établis.

2.1. La rumeur en tant que réappropriation symbolique de l'identité de lieu

Pour renforcer la crédibilité de leur message, ces deux groupes se positionnent comme « les experts » de l'usine AZF, place qui se justifie par un savoir que l'on peut qualifier de vernaculaire renvoyant à « la connaissance d'un milieu, d'un territoire du fait de sa pratique quotidienne » (Jacquart & Haas, 2006, p. 62). Un savoir polymorphe qui concentre à la fois des connaissances scientifiques, théoriques, pratiques et expérientielles. La mobilisation de ce savoir rend alors compte d'une appartenance locale, située, constitutive de l'identité du groupe. Mais l'explosion de l'usine AZF a entraîné une requalification des lieux. Le site AZF est aujourd'hui un site propre de technologie de pointe. Le quartier faisant face au site est devenu un quartier prisé à Toulouse, le risque ayant disparu. En considérant le lien étroit entre espace et identité, ce bouleversement est alors venu menacer les identités des groupes. Par la disparition de l'usine AZF, comme point de repère et cadre structurant des relations intra et intergroupes, c'est l'existence même des groupes qui est mise en péril. C'est alors toute la question de la menace identitaire qui traverse nos résultats récoltés lors de nos observations. Une menace d'autant plus intense chez les anciens salariés en raison de la destruction matérielle des symboles emblématiques du groupe et du patrimoine ouvrier, telle que la cheminée d'AZF, mais aussi par l'effacement symbolique de leur groupe dans la presse locale. En effet, nous avons pu constater, via l'analyse de la presse, l'absence de ce groupe de la catégorie « victime ». Le site AZF est, quant à lui, traité uniquement sous le prisme des experts scientifiques. Il devient désincarné, dénué d'émotion et d'histoire. L'analyse de nos entretiens nous amène alors à constater l'influence de ce traitement médiatique dans la façon de traiter la catastrophe. Les

ouvriers sont significativement absents des discours, hormis chez ceux manifestant un lien familial et affectif à l'usine.

La rumeur dans ces deux groupes fortement impliqués et investis dans l'affaire AZF, vient exprimer une « anxiété collective » (Krauth-Gruber, Bonnot, Drozda-Senkowska, 2013) certaine, induite notamment par l'effacement matériel et symbolique du support physique sur lequel les groupes projetaient et inscrivaient une partie de leur identité. Ainsi, ces groupes font face à une menace réelle ou imaginaire, d'une extinction du groupe, provoquant une forte anxiété collective, et contribuant à mettre en place des stratégies afin de protéger et assurer la survie du groupe (Krauth-Gruber, Bonnot, Drozda-Senkowska, op.cit.). Les différentes rumeurs étayées sur ces savoirs vernaculaires, dont les groupes témoignent chaque année lors des commémorations sur des lieux bien spécifiques, semblent être une façon de maintenir et de faire perdurer ces savoirs autochtones, et *a fortiori* l'identité du lieu et des groupes. A plus forte raison, le marquage de l'espace par l'édification de mémoriaux et/ou l'ornement des lieux participe au processus d'appropriation ou de ré-appropriation des espaces bouleversés, et permet d'inscrire durablement la mémoire et l'identité du groupe sur les lieux. Lors de nos observations, nous avons pu relever combien les marques construites par les groupes viennent fixer les éléments positifs de la mémoire et de l'identité des groupes, contribuant dans le même temps à chasser les images destructrices et mortifères associées à l'explosion.

Des études psychosociales, dans le champ de la psychologie de l'environnement, ont analysé la dimension sociale et identitaire de la relation à l'environnement (Deledalle & Fleury-Bahi, 2007 ; Fleury-Bahi & al., 2009 ; Fleury-Bahi, 2010) et ont permis de mettre en évidence une corrélation entre l'image sociale du lieu, l'identification au lieu et l'estime de soi. Dans cette perspective, nous suggérons que la transformation de l'espace, par les pratiques commémoratives, participe à maintenir et à renforcer un processus d'identification au lieu, favorisant un sentiment d'appartenance, de sorte que l'estime de soi et du groupe demeure valorisante. Cet aspect renvoie alors au « processus circulaire » (Pol, 1996 cité par Fleury-Bahi, 2010) de l'appropriation de l'espace : plus les groupes s'identifient au lieu, plus ils sont susceptibles de mettre en place des actions visant à s'approprier l'espace qui, en retour, renforce le processus d'identification et l'attachement au lieu.

Selon ces considérations, nous observons dans ces groupes la volonté d'une ré-appropriation symbolique des lieux devenus étranges et étrangers pour eux. La rumeur, par son contenu, sa diffusion dans des groupes et des lieux précis participe à ce processus de re-familiarisation. En se cristallisant sur l'espace, celle-ci assure une fonction de permanence des objets effacés. Au-

delà, en apportant une version plus positive de l'histoire, et en modelant les représentations socio-spatiales, la rumeur contribue alors à transfigurer l'espace.

2.2. Rumeur(s) et espace(s) : témoin d'une mise en altérité

Bien que les discours de ces deux groupes semblent être antagonistes, en prenant en considération leurs histoires et leurs parcours, ainsi que la manière dont la presse a établi un traitement sur ces deux groupes particuliers, l'expression de la théorie du complot répond à des logiques identitaires similaires. Plus précisément, nous considérons que la rumeur ici participe à la « mise en altérité » (Jodelet, 1989 ; 2005) de « l'autre » comme un moyen de défense identitaire (Kalampalakis, 2001 ; 2007 ; 2008). La rumeur, par la lecture de l'événement qu'elle véhicule, vise « à disculper les membres de son groupe, (...) de toute responsabilité, et à leur attribuer dans le même temps des comportements socialement valorisés » (Rateau & Rouquette, 2002, p 101), et s'envisage dans ce cadre comme un mécanisme de défense identitaire. Or, cela suppose dans le même temps, de désigner un coupable devenant bouc-émissaire et plus précisément construit comme un « alter-strict ». La rumeur procède ainsi d'un double processus « de construction et d'exclusion sociale » (Jodelet, 2005, p. 10) produit d'une mise en altérité selon Jodelet (op.cit.). L'affirmation de l'appartenance s'élabore dans la construction, voire l'invention, d'une différence radicale.

Dans notre étude, nous le constatons en effet, la rumeur chez les uns et les autres, maintient dans la lumière les aspects positifs, et dans l'ombre les aspects négatifs constitutifs de la mémoire et l'identité du groupe. Toutefois, ce jeu de lumière, à la manière du clair-obscur chez Halbwachs (1950), s'établit au détriment de « l'autre » groupe : ce qui est en lumière pour un groupe fait de l'ombre à l'autre et vice versa. A travers, ce jeu incessant, mettant en concurrence des mémoires et des identités propres à des groupes particuliers, la rumeur trouverait les raisons de son existence avec d'autant plus d'intensité qu'elle permet de protéger et de conserver les éléments positifs des passés communs aux différents groupes. Dès lors, les discours commémoratifs prononcés chaque année doivent s'entendre en « écho ». L'un prenant toujours sens en miroir de l'autre. Un conflit que les familles endeuillées et l'association des victimes tentent d'apaiser. Pour cela, ils appellent à une réconciliation autour de la souffrance en tant que symbole commun aux différents groupes. Nous pouvons analyser cette situation à la lumière des « deux formes élémentaires de la pensée sociale » mis en évidence par Moscovici (2002). La première renvoyant à « la pensée stigmatisante » que Moscovici (op.cit.) définit comme une pensée qui « part d'une différence qui éveille le désir de se comparer et le satisfait en changeant la différence en manque ou défaut, selon le rapport de supériorité ou de

domination, qui fait d'un individu ou d'un groupe le terme privilégié de cette comparaison » (p. 13). La seconde renvoyant à « la pensée symbolique » part d'un désir de reconnaissance d'autrui, un désir « d'être réuni avec celui qui possède une moitié de l'objet, document ou anneau dont nous possédons l'autre » (op.cit. p 13). A partir de cet éclairage, la relation entre les anciens salariés et les sinistrés s'établit dans un rapport « stigmatique » en raison d'une identité qui serait trop menacée mettant en péril l'existence même du groupe. Cette menace intensifie alors ce processus de mise en altérité (Sanchez-Mazas & Licata, 2008) se manifestant par le renversement du positif en négatif. Jodelet (2005) précise alors que le maintien de l'exclusion ne peut perdurer que s'il s'étaye mutuellement. L'affirmation du groupe devenant un enjeu majeur se construit ici dans la différence et l'exclusion de l'autre, chacun projetant sur « l'autre » des stigmates faisant de lui le responsable de tous les maux. La visée est alors d'atteindre une identité positive se construisant dans l'altérité négative. En revanche, pour les familles endeuillées, l'explosion n'est pas venue attaquer leur groupe à l'instar des anciens salariés et des sinistrés. Au contraire, c'est l'explosion qui est à l'origine de la création de ce groupe. Dès lors, ces familles s'inscrivent dans un processus de réconciliation et tentent de rassembler les groupes autour d'un socle commun que sont le deuil et la souffrance. Or, pour les anciens salariés et les sinistrés, l'enjeu va bien au-delà de la mémoire de la catastrophe. Plus précisément, c'est une véritable concurrence entre une mémoire ouvrière et une mémoire de riverain qui se joue et se cristallise autour d'AZF. Les lieux de mise en mémoire de la catastrophe, deviennent des supports sur lesquels cette concurrence se matérialise, mise en scène par les groupes au travers de leurs discours et des marques déposées sur ces lieux particuliers. De la sorte, l'espace en tant que témoin de ces tensions identitaires nous donne à voir des éléments de la pensée et de la mémoire des groupes.

Cette mise en altérité visible dans l'espace, nous la retrouvons aussi à l'égard des habitants et sinistrés du Mirail, quartier HLM et populaire de Toulouse. L'ensemble de nos données mettent en avant d'une part une absence significative de cette population dans le traitement médiatique local. Si nous retrouvons le Mirail dans l'une de nos classes, ce nom de lieu est associé à l'université du Mirail et non aux habitants. D'autre part, cette population est quasi absente lors des cérémonies commémoratives, et le quartier du Mirail ne fait pas l'objet d'un marquage en tant que tel (absence de mémorial et de cérémonie). Par ailleurs, nous avons pu constater au cours de nos observations lors du procès et dans certains discours des interviewés, d'un traitement « stigmatique » envers cette population. Celle-ci est en effet régulièrement dédaignée, considérée comme de « faux » sinistrés qui seraient engagés dans le procès

uniquement à des fins pécuniaires. Là aussi, l'emplacement des différents groupes dans la salle d'audience vient rendre compte de la construction sociale d'une hiérarchie entre les victimes. Au travers de ces données nous observons combien l'espace, après avoir été bouleversé par la catastrophe, peut devenir un support par lequel les médias et les groupes remodelent l'histoire, reconstruisent des représentations limitées dans un espace par des frontières symboliques et matérielles. Au-delà de la destruction des maisons, des immeubles, de l'usine, l'explosion de l'usine AZF est venue ébranler les frontières symboliques et les traces historiques des groupes. Ce sont les identités et les relations intergroupes qui s'en retrouvent déstructurées. Dans ce cadre, et dans la même perspective que l'étude d'Elias (1997) à propos de l'exclusion sociale, les rumeurs en se nourrissant des stéréotypes, participent à rétablir des frontières symboliques dans l'espace afin de maintenir le distinguo entre l'exo et l'endogroupe. De la sorte, elles permettent de perpétuer les images, les notions et les significations que l'espace renfermait avant la catastrophe et assurer ainsi une continuité entre le passé, le présent et le futur.

2.3. ONIA & AZF : des noms révélateurs d'une tension entre une usine nourricière et une usine meurtrière

La manière dont ces groupes sélectionnent les connaissances et les éléments de l'histoire fait directement référence au processus d'ancrage (Moscovici, 1961) ou encore d'assimilation (Allport & Postman, 1945), renvoyant *in fine* à des appropriations différentes et différenciées de l'histoire industrielle. Les discours prononcés lors des commémorations font en effet référence à des périodes de l'histoire distinctes de l'usine AZF, plus ou moins lointaines. Si les groupes parlent bien d'un même objet de réalité ayant une histoire unique, ils manifestent et revendiquent deux versions divergentes de l'histoire, voire diamétralement opposées. La représentation de l'usine devient ici polysémique, objet d'une multitude de significations façonnées et diffusées dans, et par les groupes, afin de faire valoir une image positive et valorisante. L'utilisation des différents noms qu'a portés l'usine vient alors matérialiser ces ancrages : en la nommant l'ONIA les groupes font référence à l'époque quelque peu idyllique de l'usine. A l'inverse, en la désignant sous le nom d'AZF les sujets mobilisent une image négative de l'usine tendant à se réduire à l'explosion. Plus précisément, et à la lumière de nos données, l'évocation de l'ONIA chez nos sujets est associée à un sentiment de nostalgie vis-à-vis d'un passé industriel perdu. Plusieurs études montrent ainsi que la fonction nostalgique de la mémoire collective permet de faire face aux menaces qui peuvent peser sur l'identité sociale (Deschamps, Paez & Pennebacker, 2002) en construisant un passé imaginaire prestigieux et glorieux pour le groupe dans le présent (Laurens, 2002). La perpétuation de « l'ONIA » via la

transmission orale et de son inscription spatiale⁴⁷ contribue à désolidariser le patrimoine industriel de l'usine et la catastrophe dans les représentations sociales. Dès lors, l'acte de nommer n'est pas sans sens et sans conséquence. L'utilisation de tel ou tel nom par les groupes pour désigner un même objet vient véhiculer un ensemble d'images et de significations socialement élaborées et partagées au sein d'un groupe. Ces aspects rejoignent les travaux de Kalampalikis (2001 ; 2007) à propos du mot *Macédoine*, faisant l'objet d'une multitude de significations et d'acceptations selon les groupes, traversées par des ancrages dans des périodes historiques distinctes. Ainsi, le nom porteurs de marques du passé, devient « un vecteur représentationnel au sein d'une collectivité » (Kalampalikis, op.cit., p.117).

Nous constatons alors ici combien la rumeur participe aux logiques de reconstruction de la mémoire collective de sorte que celle-ci vienne valoriser l'identité des groupes. Elle s'exprime de façon d'autant plus saillante dans les situations où les identités sont remises en question. Elle devient alors le produit d'un « biais de positivité » de la mémoire collective portée par les groupes. Plus exactement, les versions apportées à l'événement permettent aux groupes de légitimer la mise en scène d'un passé glorieux et valorisant pour eux-mêmes dans le présent.

3. Vers une tension entre une mémoire exemplaire et des mémoires vives

Au-delà du conflit qui anime anciens salariés et sinistrés, c'est bien une tension entre une « mémoire exemplaire » et des « mémoires d'origines » qui s'exprime ici.

3.1. Effacement de l'héritage industriel : démolition et violence symbolique

L'explosion de l'usine d'AZF, par l'ampleur des conséquences qu'elle a entraînées, constitue un événement négatif de l'histoire industrielle toulousaine et, plus largement pour l'image et l'identité de la ville. Plusieurs études ont mis en évidence (Pennebaker & Banasik, 1997 ; Haas, 2002) que face à ce type d'événement traumatisant, les politiques de la ville engagent le plus souvent un « nettoyage de la ville » afin de chasser les stigmates d'un événement qui vient se confondre avec l'identité du lieu et *a fortiori* avec celle des habitants. Les démolitions et les reconstructions entreprises à Toulouse suite à l'explosion de l'usine AZF, nous amènent à penser que ce n'est pas tant la mémoire de la catastrophe qui est effacée mais davantage celle de l'histoire industrielle et ouvrière de la ville. En supprimant toute trace de l'usine AZF par sa démolition totale, par la destruction de sa cheminée, élément hautement emblématique du paysage industriel, allant même jusqu'à effacer le moindre symbole comme « AZF » sur les

⁴⁷ Le bout de périphérique passant au-dessus de l'ancien site AZF se nomme toujours à Toulouse « pont de l'ONIA »

plaques d'immatriculation, ce sont bien les témoins de l'héritage industriel et ouvrier qui sont balayés ici. En parallèle, l'inauguration en 2002 du rond-point anciennement appelé « La pointe » et rebaptisé sous le nom du « rond-point du 21 septembre 2001 », situé à 2 kilomètres du site AZF, nous semble être une manière de gommer la dimension industrielle de la catastrophe et *in fine* de « tourner le dos », matériellement et symboliquement parlant, à un pan de l'histoire de la ville. Une mémoire exemplaire qui conserverait le souvenir de l'expérience de la catastrophe mais qui dans le même temps en oublierait son ancrage social et historique. La construction du Cancéropôle sur ce site, s'associe à cette stratégie de requalification de l'espace, pouvant être compris comme un « processus compensatoire » (Haas, 1999) donnant ou redonnant une image positive pour et dans la ville. Cela permet à la ville de se reconstruire au sens réel et symbolique, de revaloriser son image au travers d'un paysage plus apaisé, de relancer son dynamisme économique et technologique à l'instar d'Airbus, un des symboles forts de la « fierté toulousaine ». Malgré la nécessité de réaménager ce territoire, en ne laissant aucun espace retraçant l'histoire de ce site, le Cancéropôle devient, dans une certaine mesure, un moyen pour oublier, voire nier, toute une partie de la mémoire ouvrière et industrielle.

En travaillant sur la problématique de l'appropriation de l'espace urbain, Veschambre (2004, 2005, 2008) met en avant combien le processus de marquage et de démolition dans l'espace constitue « à la fois l'une des modalités d'affirmation et de reproduction des identités collectives et la matérialisation de formes de pouvoir (ou de contre-pouvoir) sur l'espace, et donc l'affirmation de positions sociales » (2004, p. 74). Dans ce cadre, cet auteur s'est particulièrement intéressé au traitement du patrimoine industriel dans quelques villes de France, telle que Nantes et Angers. A l'ère de la désindustrialisation en France, nombreuses sont les usines aujourd'hui désaffectées, et les terrains laissés en état de friche. Ces espaces vacants sont alors l'occasion pour les pouvoirs publics, selon Veschambre (2005) de « redistribuer les cartes » en requalifiant les lieux et les groupes qui les occupent. Il constate alors que les traces et les marques de l'activité industrielle et ouvrière sont régulièrement l'objet de démolition de la part des politiques de la ville. Cette partie de l'histoire associée à des conditions de travail difficiles renvoie à la fois à une mémoire douloureuse, et à une mémoire peu valorisante eu égard à la classe ouvrière (Veschambre, 2005, 2008). Par conséquent, les témoins de l'héritage industriel sont régulièrement soumis à une logique de « table rase » entraînant, à Angers par exemple, un oubli collectif de l'histoire industrielle de la ville.

Il nous semble qu'un certain nombre de résultats obtenus auprès des « tout-venants » rejoignent les observations de Veschambre (op.cit.), et doivent être mis en perspective avec ce traitement spatial des pouvoirs public, étayé par la presse locale. En effet, nous avons pu constater combien

la dimension industrielle et ouvrière prenait peu d'importance dans les discours et dans les représentations rattachées à « AZF ». De surcroît, pour la majorité c'est davantage l'aspect catastrophique de la situation qui justifie et légitime l'organisation de commémorations, ainsi que l'édification de mémoriaux, voire d'un musée. Hormis pour les personnes qui ont un lien affectif et/ou familial avec du personnel de l'usine, l'histoire industrielle de la ville et notamment les apports économiques et sociaux de l'ONIA durant la première moitié du 20^{ième} siècle sont rarement évoqués. C'est donc une histoire qui s'efface dans l'espace et dans les mémoires des Toulousains.

3.2. Rumeurs et marquages contestataires

Pour aller plus loin, Veschambre (2004) qualifie alors ces démolitions de « marquages en creux » et qui relèvent d'une violence symbolique de la part des groupes dominants à l'égard de ceux, dits dominés. La valorisation et la patrimonialisation et, à l'inverse la déqualification et les démolitions, renvoient ainsi à des rapports de domination qui s'inscrivent sur l'espace. L'effacement des traces renvoyant à une période de l'histoire, rattachée à l'identité des groupes, est en effet une forme d'un « dépouillement de la mémoire collective » (Veschambre, 2005) souvent vécue comme la négation même de l'existence du groupe. Le groupe ne retrouvant plus sur le sol les repères et les preuves de son histoire. Face à cette forme de réappropriation violente pour les groupes, ces derniers peuvent exprimer une opposition au travers notamment d'un marquage dit « contestataire » (Veschambre, op.cit.) afin de défendre et de préserver leur identité.

Cette grille d'analyse que propose Veschambre semble tout à fait adaptée pour rendre intelligible une partie des tensions intergroupes dans l'espace et la multiplication des traces et des marques sur les lieux. En effet, et face à ce choix du passé par les pouvoirs publics, les groupes, dont une partie de l'histoire et de leur identité étaient rattachées à l'usine AZF, résisteraient à cette mémoire exemplaire menaçante pour l'existence même du groupe. Les marquages, qu'ils soient éphémères comme ceux des sinistrés lors des commémorations, ou pérennes comme le mémorial des anciens salariés, s'entendent alors comme une forme de contestation d'une mémoire hégémonique focalisée sur la catastrophe et « l'événementiel ». Dans ce cadre, rumeurs et théories du complot, en revendiquant un statut de victime qui ne serait pas suffisamment reconnu, en modifiant et accentuant des traits positifs de l'histoire du groupe, viennent ici appuyer et légitimer ces « luttes symboliques ». De ces considérations, les divergences d'interprétations autour de l'explosion de l'usine AZF, inscrites dans des groupes particuliers, pouvant entraîner de forts conflits entre ces derniers, nous amènent à penser que

ce n'est pas tant la mémoire de la catastrophe qui est en jeu dans les récits et les rumeurs, mais une histoire plus ancienne que l'événement est venu rompre et que les politiques mettent en silence. Au-delà d'une concurrence entre une histoire ouvrière et une histoire de riverains, l'expression de rumeurs et théories du complot témoignent d'un heurt entre une mémoire officielle et des mémoires vives. Effacer les traces de l'activité industrielle c'est oublier l'histoire des anciens salariés et celle des riverains qui se sont longtemps mobilisés pour reconnaître l'existence du risque industriel. Ces groupes en présence, aujourd'hui constitués en associations, deviennent les dépositaires d'une mémoire industrielle et ouvrière, certes antagonistes, mais venant raconter un morceau de l'histoire et de la réalité de l'activité industrielle. Ces revendications mémorielles et affirmations identitaires s'inscrivent alors dans, et sur l'espace, chaque groupe cherchant à inscrire sa marque et sa version de l'événement dans les lieux symboliques de la catastrophe. Par l'investissement de telle ou telle trace, par la construction de mémoriaux, l'organisation de commémorations, les groupes tentent de se faire entendre, à imposer leurs points de vue (Haas, 2009) face à une mémoire officielle « négligente ». Les rumeurs viennent d'une certaine façon se fixer sur les traces et dans les marques construites par les groupes, devenant ainsi saillantes, apportant une lecture particulière de l'espace et rendant les mémoires plurielles visibles.

3.3. D'une pollution symbolique à l'émergence d'une légende urbaine

Nos résultats mettent en évidence l'absence d'une appropriation de ces marques contestataires dans la population toulousaine. Cette dernière ignorant en majorité leur existence malgré leur visibilité. En revanche, la quasi-totalité des sujets expriment combien l'ancien site AZF intervient dans l'activité de remémoration. Bien que l'usine ait disparu et que le Cancéropôle prenne une place imposante sur le site, ce lieu est toujours considéré dans les pensées comme étant le site d'AZF. Plus précisément, beaucoup expriment revoir les images de l'explosion et de l'usine, particulièrement la cheminée AZF, lorsqu'ils passent à proximité. Il est important ici de souligner que les sujets témoignent de représentations quelque peu désincarnées : lorsqu'ils décrivent les images mentales associées à ce lieu, peu font mention de la vie ouvrière. L'usine AZF dans les souvenirs reste désespérément vide, comme abandonnée témoignant là encore de l'effacement du groupe des ouvriers.

Ici, les images de l'explosion intériorisées par les habitants de la ville sont comme projetées sur ce lieu, formant des traces symboliques et imaginaires. Cela fait alors directement référence au concept d'images spatiales (Halbwachs, 1925 ; Jodelet, 1982 ; Beaubreuil, 2011) mettant en évidence la prégnance de la dimension sociale dans la perception d'une réalité matérielle. Ces

résultats montrent alors bien que les dimensions historiques, symboliques et affectives prennent une place importante dans la mise en représentation d'un espace dépassant alors strictement le cadre physique du lieu. Nous pouvons alors apprécier le décalage entre la réalité matérielle et la réalité sociale, au travers des intentions comportementales et des pratiques projetées sur ce lieu. En effet, beaucoup de sujets déclarent refuser d'investir ce lieu en raison des sols qui seraient encore pollués et dangereux pour la santé. Une pollution davantage symbolique renvoyant notamment à la « mort collective » (Clavandier, 2005) faisant de ce lieu un véritable sanctuaire. Cette croyance largement partagée à Toulouse et que nous apparentons à une rumeur, nous semble être une manière de matérialiser des images du passé d'AZF, ancrées dans la pensée sociale, et projetées sur l'espace. Ce lieu continuant alors d'être comme hanté par l'histoire d'AZF, se propageant au travers de cette rumeur et qui devient dans ce cadre une trace idéelle. Cette croyance serait alors l'expression d'une actualisation de la mémoire d'AZF et de la catastrophe dans le présent, permettant de colmater la rupture matérielle et symbolique d'un espace, passant d'un site industriel à un site dit propre de haute technologie.

Ce constat vient mettre en évidence qu'il ne suffit pas de transformer un environnement en lui donnant une image plus propre pour que les pratiques se modifient. Il faut en parallèle travailler avec les perceptions spatiales des habitants et sur la relation qui lie ces derniers au lieu, afin de favoriser une meilleure réappropriation de l'espace. La non prise en compte de cette dimension dans le cas d'AZF va sans doute avoir comme répercussion, un non-investissement de la population de ces futurs espaces publics. Si les pratiques et comportements seront sans doute en décalage avec l'espace matériel, ils sont en adéquation avec des représentations partagées socialement. Bien qu'il n'existe plus de risque sur ce lieu, l'espace ici demeure, dans l'imaginaire collectif, dangereux et menaçant à l'instar de l'usine et de l'explosion d'AZF. Nous pouvons alors supposer que la rumeur actuelle des sols contaminés viendra se transformer au fil des années en une véritable légende urbaine à Toulouse. Pour appuyer cette suggestion, nous nous référons là à une étude (Martinais, 2010) autour de la catastrophe de la colline de Fourvière à Lyon survenue en 1930. Dans la nuit du 12 au 13 novembre 1930, un pan de la colline de Fourvière s'écroule détruisant une partie du quartier historique de Saint-Jean et tuant 40 personnes (Martinais, 2005). Quelques jours après l'événement, quelques habitants de la colline, interprètent cette catastrophe comme la conséquence des écoulements d'un lac souterrain sous la colline de Fourvière (Martinais, 2010). Interprétation étayée notamment par le témoignage d'un habitant affirmant avoir vu ce lac si vaste que l'on pourrait y faire du bateau. A partir d'entretiens, Martinais (2010) a mis en évidence que plus de 80 ans après les faits, se transmet à Lyon, et particulièrement chez les habitants des collines de la Croix-Rousse et de

Fourvière, la légende « du lac de Fourvière ». Cette étude montre ainsi la mutation de ce qui était une rumeur en 1930 et qui s'est aujourd'hui mutée en une légende urbaine, car déconnectée directement de la situation initiale. Selon Martinais (2010), cette légende remplit une fonction essentielle, celle « d'offrir un support tangible à l'angoisse, de matérialiser l'invisible et de rationaliser ce qui reste comme en dehors de la réalité » (p. 11). Ce type de légende urbaine participe alors à la création d'un lieu légendaire, entre le mystérieux et le mystique. Par ces légendes urbaines, le lieu conserve la marque de l'événement, non pas dans sa dimension factuelle, mais davantage dans sa dimension symbolique.

4. Travail de la mémoire et réconciliation

La saillance des rumeurs et des conflits entre les groupes, témoigne d'une mémoire historique toujours en train de se faire, correspondant à une phase « d'assimilation » ou encore « d'objectivation » (Rateau, 2001). Une mémoire historique qui serait alors encore « incertaine et ambiguë », à l'image de la dispersion des mémoriaux dans l'espace.

L'histoire de l'explosion d'AZF n'est pas achevée. Si elle a un point de départ elle n'a pas encore à ce jour de point final. La société, par le biais de la justice, cherche encore la vérité sur cet événement, cherchant à établir l'histoire avec un grand H de cette catastrophe. L'Histoire de cet événement est donc toujours en train de s'écrire. Pour cette raison aussi, notre recherche s'inscrit dans un contexte bien spécifique. Lorsqu'on parle de l'importance des groupes pour découvrir la Vérité sur les origines de l'explosion pour comprendre l'événement, c'est *in fine* plus largement une quête vers l'établissement de l'Histoire de la catastrophe. Parce que cet événement n'appartient toujours pas à l'Histoire révolue des catastrophes industrielles, c'est alors un passé qui ne passe pas, qui ne peut s'incarner dans l'ancien. Dès lors, la rumeur, dans ce moment si particulier, peut toujours persister, être aussi saillante et se transmettre au présent. Elle participe d'une certaine manière à la construction de l'Histoire d'AZF qui se mélange avec l'histoire des mémoires. Cela rejoint l'idée de Ricoeur (2002) selon laquelle « la mémoire paraît tour à tour comme matrice d'histoire, à l'occasion principalement des énigmes qu'elle transmet à l'histoire » (p. 53). Nous assistons ici, en plus d'un conflit entre les mémoires particulières, à un conflit entre mémoire et histoire, « mémoire historique » (Halbwachs, 1950) et mémoires collectives. Bien que la catastrophe de l'usine AZF soit sans commune mesure avec la Shoah, nous pouvons faire le lien entre cette situation et le procès de Klaus Barbie auquel Jodelet (1992) a consacré une recherche. Nous sommes ainsi confrontés à une situation où « les représentants des différents groupes se mettent en posture de compétition dans la fabrication d'une mémoire historique fondée sur des mémoires collectives particulières » (p. 248).

L'enregistrement vidéo du procès d'AZF et de son appel, pour l'histoire de l'industrie, qui sera accessible à l'ensemble du public dans quelques décennies, a pour objectif de transmettre une « mémoire de masse » où le tribunal devient « lieu de mémoire », lieu d'histoire et lieu de vérité. Si l'existence de rumeurs suite à la catastrophe a révélé des conflits anciens et latents entre riverains et salariés du pôle chimique, n'expriment-elles pas aussi la difficile ou l'impossible élaboration d'une mémoire unifiée ? Une mémoire unificatrice où chaque sujet pourrait se reconnaître, une mémoire que chaque groupe pourrait s'approprier dans un ici et maintenant. La multiplication de lieux de mémoires sur l'espace « contaminé » par la catastrophe est à notre sens tout à fait révélateur de l'existence de multiples mémoires parcellaires qui se superposent et se confrontent, ne trouvant pas de centre de gravité. Les résultats obtenus auprès des habitants de Toulouse, confirment bien, qu'à défaut d'une vérité reconnue par les instances judiciaires, la catastrophe d'AZF ne peut s'inscrire dans l'histoire. Cela a alors un impact direct d'une part sur la « manière » de transmettre et, d'autre part, sur la « matière » à transmettre. L'absence d'une version historique de l'événement rend ce dernier vide de sens, annulant alors la dimension et fonction didactique de la mémoire. Sans vérité communément et juridiquement admise, cet événement est comme dénué de nouvelle connaissance scientifique. Si une loi a été votée en 2003 suite à AZF, celle-ci répond avant tout à la problématique de l'urbanisation des zones à risques, mais ne traite pas des conditions de travail dans les usines, du contrôle de l'Etat sur les installations industrielles, ni de la massification de la sous-traitance. Ainsi, sans version officielle, les groupes, les politiques et plus globalement la société ne peuvent alors pleinement tirer les leçons, éducatives et morales, de la catastrophe. Par conséquent, cela empêche toute légitimité dans la création de supports matériels de transmission. L'histoire encore en mouvement ne peut se figer dans la pierre ou dans des livres. C'est donc la transmission orale qui est privilégiée favorisant la construction et la diffusion de rumeurs.

Le processus de l'élaboration d'une mémoire historique va alors de pair avec celui de la réconciliation intergroupe. Nous le constatons dans notre monographie, ce qui se joue entre les groupes, c'est la recherche d'une reconnaissance mutuelle et réciproque de leur point de vue sur l'histoire pour écrire une version finale. C'est donc toute la question du « travail de la mémoire » (Ricoeur, 2000) qui est en filigrane dans notre étude. C'est en s'appuyant sur le concept du « travail de deuil » chez Freud (1915) que Ricoeur (op.cit.) propose le terme de « travail de mémoire » renvoyant à une négociation parfois douloureuse entre la remémoration de l'objet perdu et, dans le même temps, la mise à distance de cette perte. Ce travail implique une véritable tension entre la mémoire et l'oubli, deux notions non pas opposées, mais inséparables (Todorov, 1995). La réconciliation dépend ainsi de ce travail de la mémoire (van

Ypersele, 2006), processus qui tend vers la recherche d'un juste équilibre dans la reconnaissance des multiples représentations du passé. Il ne s'agit pas ici d'uniformiser les représentations, mais l'enjeu se situe davantage dans l'acceptation des désaccords (Rosoux, 2006), nécessaire pour la réappropriation du passé. Or, dans le cas d'AZF, nous le constatons, ce travail de mémoire s'effectue de manière difficile. Plus de 10 ans après la catastrophe, le chemin vers la réconciliation semble encore bien obstrué. En nous appuyant sur les réflexions de Rosoux (op.cit.) à propos de la gestion politique des conflits de mémoires, il nous semble que la posture silencieuse des politiques de la ville à l'égard des controverses, du conflit qui anime anciens salariés et sinistrés, freine ce travail de mémoire. En effet, cette attitude est vécue par les groupes comme un manque de reconnaissance publique, voire un mépris de leur identité et mémoire. Une rancœur qu'ils expriment d'ailleurs à chaque anniversaire. Si la ville reconnaît la souffrance et le traumatisme collectif de l'explosion d'AZF, elle laisse néanmoins de côté le passé de ces groupes rattaché à l'usine AZF, empêchant ainsi l'expression de leur mémoire. Le combat de ces groupes est alors de mettre à jour cette histoire, partie intégrante de leur identité, et de la rendre visible dans l'espace public. La rumeur devient ici l'expression d'un sentiment de manque de reconnaissance sociale de l'existence du groupe et de sa place valorisante dans l'histoire.

Conclusion

En nous inscrivant dans l'approche de la pensée sociale, notre recherche offre un regard compréhensif sur le phénomène de la rumeur tant au niveau de ses processus, de ses fonctions que de son cycle de vie. A l'aide de travaux issus de la psychologie sociale ainsi que de ses disciplines connexes, telles la sociologie et l'anthropologie, notre thèse souligne combien la rumeur, loin de se réduire à un phénomène anecdotique, est un véritable témoin des aspects et des logiques inhérents à la dynamique de la pensée sociale.

De manière générale, nous avons souhaité, dans cette recherche, rendre intelligible des croyances pour les groupes, dans un temps et un espace précis. Les concepts de la pensée sociale et de la mémoire collective nous ont apporté une grille de lecture théorique pertinente pour comprendre l'émergence, la diffusion et la permanence de rumeurs suite à une situation particulière et au sein de groupes bien spécifiques. Plus précisément, en nous attachant à la dimension identitaire de la connaissance sociale et de la mémoire collective, nous avons soulevé la place essentielle de l'identité sociale dans l'adhésion à telle ou telle rumeur.

Les nombreuses études portant sur la mémoire collective nous ont alors permis d'interroger la rumeur comme étant le produit de l'élaboration de la mémoire des groupes dans le présent, dans le cadre d'un contexte menaçant pour l'existence et l'identité des groupes. Dans cette perspective, nous nous sommes particulièrement intéressées à l'espace en tant que cadre social de la mémoire, pouvant à certaines occasions devenir un véritable instrument pour les souvenirs et les croyances du groupe. Le champ des représentations sociales nous a alors amené à envisager l'espace comme un support sur lequel les rumeurs viennent se cristalliser, tant du point de vue matériel que symbolique. Ces dernières contribuent à transformer les images spatiales du lieu, voire à transfigurer l'espace de sorte que le lieu renvoie une image positive pour et dans le groupe, dans le contexte présent.

Dans l'objectif d'étudier la rumeur en contexte, afin d'appréhender sa dynamique inter et intragroupe dans le temps et l'espace, nous avons privilégié l'étude de cas et mis en place une enquête *in situ*, nous permettant de comprendre les enjeux identitaires et mémoriels sous-jacents. L'explosion de l'usine AZF à Toulouse nous est apparue dans ce cadre comme une opportunité scientifique en raison de sa dimension extra-ordinaire inhérente à toute catastrophe. Sa proximité temporelle avec le 11 septembre 2001 et l'établissement d'une explication officielle plus de 10 ans après l'explosion, viennent accentuer l'aspect singulier de cet événement nous offrant un cadre intéressant pour étudier les effets du contexte sur la manière dont les sujets donnent du sens à leur environnement. L'utilisation d'une pluriméthodologie, à

la fois qualitative et quantitative, auprès d'échantillons variés nous a permis de comparer et de confronter nos résultats émanant de différents groupes plus ou moins impliqués. La combinaison des observations, des entretiens, des questionnaires et de l'analyse de presse nous a conduit à observer des effets de transmission et d'appropriation des discours profanes, scientifiques et médiatiques dans les différents lieux de production de sens. Par ailleurs, la dimension diachronique de notre enquête de terrain a été bénéfique pour apprécier l'évolution de la forme et du contenu de telle ou telle rumeur, particulièrement lors des situations de réactualisation de l'événement, tels que le procès ou encore la tuerie de Toulouse.

Cependant, nous prenons conscience de la perfectibilité de notre étude notamment au regard de l'échantillon de notre questionnaire. Celui-ci est pour moitié constitué d'étudiants primo-arrivants à Toulouse. Cette donnée constitue une limite certaine dans la précision du lien entre la rumeur, la mémoire collective et l'attachement à l'objet. En revanche, les caractéristiques de ces sujets nous ont permis d'observer un effet de transmission de l'histoire de l'explosion d'AZF entre les « anciens » et les « nouveaux » habitants de Toulouse, et le rôle de cette connaissance pour l'intégration des primo-arrivants dans le groupe des « Toulousains ».

Si notre thèse se définit comme l'étude monographique d'un cas particulier, il est loisible de penser qu'elle contribue par là-même à l'apport de nouvelles perspectives et réflexions sur la rumeur, en tant qu'objet d'étude scientifique.

Notre recherche a ainsi permis de mettre en avant que la saillance et la persistance d'une ou plusieurs rumeur(s) autour d'événements dits inhabituels sont la manifestation d'une tension entre une mémoire officielle hégémonique et des mémoires collectives. A ce titre, l'émergence et la diffusion d'une rumeur doivent venir nous interroger sur les rapports de domination intergroupes dans des contextes particuliers. Plus exactement, la rumeur devient l'expression d'un contre-pouvoir de quelques groupes envers une version établie par les instances dominantes qu'il s'agisse des médias, des politiques ou encore de la Justice. Par la rumeur, les groupes viennent *in fine* exprimer leur sentiment d'exclusion et de stigmatisation par la société. Ici, la rumeur témoigne d'une position sociale des groupes mettant à jour des éléments de leur passé qui fondent leur identité. Dans ce cadre, notre recherche confirme le rôle indubitable de la rumeur dans les stratégies de défense identitaires mises en place par les groupes face à une situation menaçante, ou vécue comme telle. En ce sens, elle s'apparente à une forme de créativité sociale. En accentuant les dimensions positives du groupe, en utilisant et stigmatisant un « autre » groupe afin d'opérer une comparaison qui lui soit favorable, la rumeur rétablit une identité sociale positive et valorisante pour celui-ci.

En prenant en considération la dimension spatiale dans les relations et conflits intergroupes, notre thèse met en avant combien l'analyse de l'espace, tant dans sa matérialité que dans son aspect symbolique, historique et social, apporte une consistance intéressante à la compréhension des implicites charriés dans la rumeur. A cet égard, notre recherche apporte un angle d'analyse nouveau pour penser la rumeur. En effet, nous l'avons constaté, la rumeur est à la fois située et situante ; elle vient révéler des aspects de l'identité de lieu du groupe qui la diffuse. L'analyse topographique du phénomène rumorale permet ainsi d'accéder à des représentations socio-spatiales des lieux où la rumeur se diffuse, aux liens d'attachement des groupes à leurs espaces de vie, ainsi qu'aux relations entre les groupes, médiatisées par et dans l'espace.

Notre recherche invite ainsi à penser la rumeur en tant que trace symbolique et signifiante qui, en se cristallisant dans les lieux de diffusion, contribue à perpétuer les normes et les valeurs rattachées à l'espace. Nous l'avons montré, la rumeur assure une fonction de permanence des éléments de la pensée et de la mémoire des groupes. Par ses processus d'élaboration, les caractéristiques du contenu de son message, elle favorise la transmission et le maintien des souvenirs dans la mémoire des groupes. C'est alors dans ce cadre qu'il est pertinent de mettre en perspective le processus de marquage des lieux mis en place par les groupes, par le biais notamment des commémorations et des mémoriaux, avec leurs rumeurs et croyances.

Si nous avons souligné l'importance du rôle de la rumeur dans la transmission de la mémoire des groupes, notre thèse conduit à interroger aussi la rumeur sous l'angle de l'oubli, ou plutôt, devrions-nous dire, de la crainte collective d'un oubli d'une partie de l'histoire du groupe. En suscitant la curiosité, la polémique et le débat, la rumeur est un moyen de se faire entendre, d'attirer le regard sur soi comme un signe de reconnaissance de l'existence du groupe. En réactualisant sans cesse le souvenir de l'événement, en l'inscrivant dans un passé inachevé et un présent infini, la rumeur devient l'expression collective d'un passé qui ne passe pas, faisant obstacle à un travail de deuil et de mémoire. Bien que nous ne concevions pas a priori la rumeur comme un symptôme dans la société, la rumeur persistante chez les anciens salariés d'AZF, ne peut-elle pas être perçue comme un « processus symptomatique » (Haas, 2002) dû à un effacement des traces de leur passé collectif ? Effectivement, la rumeur de l'attentat chez ses anciens ouvriers n'est pas une « aberration pathologique » (Rouquette, 1975), mais semble être une réponse face à un début d'oubli collectif de l'histoire industrielle toulousaine à laquelle ils ont participé, qu'ils ont construites.

Si le chercheur, en étudiant la rumeur, est facilement attiré par le bruit produit par cette dernière, notre thèse invite les futures recherches à s'intéresser tout autant à ce qui est mis en silence dans

la rumeur. En effet, la rumeur met à jour des éléments positifs du passé du groupe effacés ou négligés par des groupes dits dominants et, dans le même temps, elle permet de maintenir dans l'ombre les aspérités de l'histoire du groupe. En ce sens, elle participe aussi d'une forme d'oubli collectif.

Ces éléments de conclusion amènent à interroger dans une perspective future et par l'approche de la pensée sociale, les liens possibles entre rumeurs et légendes urbaines. En s'ancrant profondément dans les esprits, la rumeur perpétue les idées et les notions propre à un groupe et à un lieu. Néanmoins, au fil du temps, le contenu de la rumeur se détacherait de la connaissance historique. Les traces mentales laissées par la rumeur viendraient alors s'incarner et s'actualiser dans un nouveau récit sous la forme d'une légende urbaine. Ainsi, par le biais de l'étude diachronique de la rumeur, nous pouvons être conduits à révéler des croyances topographiques et comprendre des pratiques signifiantes ancrées sur tel ou tel espace.

Dans ce cadre, il pourrait être intéressant de développer les cartes mentales, en tant qu'outil méthodologique, afin d'analyser la projection de rumeurs et de croyances dans l'espace et la façon dont celles-ci influencent les représentations et les pratiques associées au(x) lieu(x). En parallèle, il nous semble pertinent d'expérimenter des « parcours commentés » afin de recueillir des discours sur la façon dont les sujets perçoivent directement les différents aspects de l'environnement. De surcroît, cela permettrait de mesurer l'influence du cadre spatial sur l'activité de remémoration et la manière dont les sujets reconstruisent et interprètent l'histoire dans l'espace avec la réalité matérielle.

Enfin, et au-delà de la problématique questionnant l'ancrage spatial de la rumeur, nous espérons que notre thèse a permis d'affirmer la pertinence d'une étude de la rumeur en psychologie sociale et, plus largement, au sein des sciences sociales. A la lumière des avancées scientifiques encore timides dans la recherche sur ce phénomène, il serait tout à fait profitable d'envisager une réactualisation du dispositif expérimental, notamment dans l'observation des processus de construction de la rumeur. Parce que la rumeur se construit dans l'interaction, nous pensons qu'il est nécessaire de développer, dans une démarche expérimentale, la mise en place de focus groups pouvant être structurés par des supports iconographiques ou audiovisuels. Ce dispositif permettrait d'apprécier avec plus de justesse la manière dont les sujets, impliqués autour d'un même objet, mettent en commun leurs savoirs et en co-construisent une version commune.

Pour finir, à l'ère du « tout numérique », les recherches futures se doivent aussi de prendre en compte l'activité des réseaux sociaux et des forums, notamment, en tant que lieux de diffusion de savoirs et de co-construction de sens. Nous mesurons que cela ouvre un champ immense pour la recherche. Néanmoins, nous ne pouvons nous affranchir de cette réalité, celle de

l'influence de l'ouverture d'un espace de communications et de mémoires numériques dans le partage et l'élaboration des connaissances sociales et dans la transmission et le maintien des souvenirs collectifs. Ce champ d'étude ambitieux nécessite indéniablement une collaboration interdisciplinaire tant au niveau théorique que méthodologique pour saisir toute la complexité qui se joue dans l'espace numérique et son impact sur la façon dont nous interprétons les informations du quotidien.

Epilogue final

Le 21 septembre 2014, un nouveau mémorial a vu le jour sur le site AZF au niveau de la parcelle de terrain réservée aux anciens salariés d'AZF. Il s'agit de deux bâtisses jumelles représentant l'ancienne entrée principale de l'usine AZF. La première a été construite à l'identique de l'ancien poste de garde de l'usine et sert de siège social pour l'association des anciens salariés. Ce mémorial est pour eux le témoignage de l'histoire industrielle et ouvrière de l'usine reflétant la période la plus prospère d'AZF. La seconde maison, dans un style plus moderne, à quelques mètres de la première, appartenant à la ville, accueillera d'autres associations telles que celles des familles endeuillées et des victimes d'AZF. Ces derniers souhaitent que ce lieu soit utilisé comme un espace d'exposition de photos de l'usine et des stigmates de la catastrophe.



Photo 23 Photo 24 Mémorial de l'usine AZF, inauguré le 21 septembre 2014, photo La Dépêche du Midi, Xavier de Fenoyl

A la veille du 13^{ième} anniversaire, les tensions entre les groupes étaient déjà palpables. Les anciens salariés se manifestaient, d'une part, peu enthousiastes à l'égard de l'exposition photos retraçant la catastrophe à quelques mètres de leur espace, refusant catégoriquement, d'autre part, que la décision judiciaire en appel soit mentionnée sur ce lieu. Pour la commémoration, le nouveau Maire de Toulouse a inauguré cet « énième » mémorial en évoquant le refus de « l'antagonisme des mémoires ». C'est donc la première fois que la Mairie fait allusion aux

divisions mémorielles et qu'elle s'engage à reconnaître l'importance de l'histoire industrielle et ouvrière « que la catastrophe ne doit pas effacer », selon les propos du Maire.

Le 13 janvier 2015, la Cour de cassation de Paris, annule en totalité la décision judiciaire du procès en appel d'AZF en raison de la partialité d'une des juges ayant siégée à la Cour d'appel de Toulouse dans le procès AZF. C'est donc un troisième procès qui s'ouvrira, à Paris cette fois-ci. Retour à la case départ donc. Plus de 13 ans après la catastrophe, l'origine de l'explosion redevient incertaine pour l'instance judiciaire.

A n'en point douter, l'évolution de cette affaire est favorable à la persistance des rumeurs et des conflits intergroupes. La catastrophe d'AZF demeure ainsi un terrain fertile pour le chercheur de rumeurs.

Bibliographie

- Aldrin, P. (2003). Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales. *Genèses*, 50, 126-141.
- Aldrin, P. (2005). *Sociologie politique des rumeurs*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Aldrin, P. (2011). Elle se plaisait à inonder les peuples de mille rumeurs diverses. *Geste*, 7, 78-87.
- Allport, F.H. & Lepkin, M. (1945). Wartime rumors of waste and special privilege : Why some people believe them. *Journal of Abnormal an Social Psychology*, 40, 3-36.
- Allport, G.-W., & Postman, L. (1945/2010). Les bases psychologiques des rumeurs. In A. Levy & S. Delouvé (Eds.), *Psychologie sociale, textes fondamentaux* anglais et américains. (pp. 89-104). Paris: Dunod.
- Althabe, G. (1990). Ethnologie du contemporain et enquête de terrain. *Terrain*, 14, 126-131
- Amado, G. (2002). Implication. In J. Barus-Michel, E. Enriquez & A. Levy (Eds.), *Vocabulaire de psychosociologie* (pp. 367-374). Ramonville : ERES.
- Anthony, S. (1973), Anxiety and rumor, *Journal of Social Psychology*, 89(1), 91-98
- Apostolidis, T. (2006). Représentations Sociales et Triangulation : Une application en psychologie sociale de la santé. *Psicologia : Teoria e Pesquisa*, 22, 211-226.
- Apostolidis, T., Duveen, G., & Kalampalikis, N. (2002). Représentations et croyances. *Psychologie et société*, 5, 7-11.
- Back, K., Festinger, L., Hymovitch, B., Kelley, H., Schachter, S., & Thibaut, J. (1950). The methodology of studying rumor transmission. *Human relations*, 3, 307-312.
- Bangerter, A. (1995). Rethinking the relation between science and common sense: A comment on the current state of SR theory. *Papers on Social Representations*, 4 , 61-78.
- Bangerter, A. (2006). L'appropriation de la science par le sens commun : émergence, croissance et déclin d'une "légende scientifique". In V. Haas (Eds.), *Les savoirs du quotidien. Transmissions, appropriations, représentations* (pp. 25-36). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Bangerter, A. (2008). *La diffusion des croyances populaires. Le cas de l'effet Mozart*. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- Bardin, L. (2003). L'analyse de contenu et de la forme des communications. In S. Moscovici & F. Buschini (Eds.), *Les méthodes en sciences sociales* (pp. 243-270) Paris : Presses Universitaires de France.

- Bar-Tal, D. (1999). Croyances, idéologie et construction du groupe. In J.C. Deschamps; J.F. Morales, D. Paez (Eds.), *Identité sociale. La construction sociale de l'individu dans les relations entre groupes* (pp. 43-67). Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble
- Bartlett, F.C. (1920). Some Experiments on the Reproduction of Folk-Stories. *Folklore*, 30(1), 30-47.
- Bartlett, F.C. (1932). *Remembering : A Study in Experimental and Social Psychology*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Barus-Michel, J. (2013) Les raisons de croire. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 2(16), 127-137.
- Baumeister, F & Hasting, S. (1997). Distorsions of Collective Memory : How Groups Flatter and Deceive Themselves. In J. Pannebaker, D. Paez & B. Rimé (Eds.), *Collective Memory of Political Events* (pp. 277-295). New York : Psychology Press.
- Beaubreuil, T. (2011). Le « spatialisme » du dernier Halbwachs. *Espaces et sociétés*, 144-145 (1-2), 157-171.
- Beaud, S. (1996). L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'"entretien ethnographique". *Politix*. 9(35). 226-257.
- Bensa, A., & Fassin, E. (2002). Les sciences sociales face à l'événement. *Terrain*, 38, 5-20.
- Bloch, M. (1921/2012). *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*. Paris : Editions Allia.
- Bonardi, C. (2003). Représentations sociales et mémoire : de la dynamique aux structures premières. *Connexions*, 80 (2), 43-47.
- Bonhomme, J. (2009). *Les voleurs de sexe. Anthropologie d'une rumeur africaine*. Paris : Seuil.
- Bordes, J.-C. (2004). *De l'ONIA à Grande Paroisse. Une aventure industrielle et humaine*. Toulouse: Les arts graphiques.
- Bordia, P. & DiFonzo, N. (2002). When social psychology became less social: Prasad and the history of rumor research. *Asian Journal of Social Psychology*, 5, 49–61.
- Bordia, P. & DiFonzo, N. (2007). Rumors Influence : Toward a dynamique social impact theory of rumor. In R. Pratkanis (Eds.), *The Science of Social Influence : Advances and futur progress* (pp. 271-296). Philadelphia : Psychology press.
- Bougerol, C. (2010). Une rumeur à la Guadeloupe. De certaines pratiques supposées des Haïtiens. *Terrain*, 54, 130-139.
- Bourdieu, P. (1973). *L'opinion n'existe pas*. Paris : Les éditions de minuit.
- Bourdieu, P. (1993). Comprendre. In P. Bourdieu (Eds.), *La misère du monde* (pp. 903-937). Paris : Seuil.
- Brian, E. (2008). Portée du lexique halbwachsien de la mémoire. In M. Halbwachs (Eds.), *Topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*. (pp. 113-146). Paris : Presses Universitaires de France.

- Bronner, G. (2006a). Une théorie de la naissance des rumeurs. *Diogène*, 213(1), 107-133.
- Bronner, G. (2006b). *Vie et mort des croyances collectives*. Paris: Hermann.
- Brown, R. & Kulik, J. (1977). Flashbulb memories. *Cognition*, 5(1), 73-99.
- Buckner, T. (1965). A Theory of Rumor Transmission. *The Public Opinion Quarterly*, 29, 54-70
- Buschini, F., & Doise, W. (2008). Ancrages et rencontres dans la propagation d'une théorie. In B. Madiot, E. Lage & A. Arruda, (Eds.), *Une approche engagée en psychologie sociale : L'oeuvre de Denise Jodelet* (pp. 13-25). Ramonville Saint-Agne: Eres.
- Caillaud, S. (2010). *Représentations sociales de l'écologie et pratiques individuelles. Une étude comparative France-Allemagne*. Thèse de doctorat en Psychologie Sociale, Lyon.
- Campion-Vincent, V. (1990). Situation d'incertitude et rumeurs. *Communications*, 52, 51-60.
- Campion-Vincent, V. (2005/2007). *La société parano. Théorie du complot, menaces et incertitudes*. Paris : Payot.
- Campion-Vincent, V. (2008). Dossier. Rumeurs et légendes Urbaines. *Diogène. Rumeurs et légendes urbaines*, 213(1), 202-249.
- Candau, J. (1998). *Mémoire et identité*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Candau, J. (2002). Traces singulières, traces partagées ?. *Socio-anthropologie*, 12, Retrieved from <http://socio-anthropologie.revues.org/149>
- Candau, J. (2005). *Anthropologie de la mémoire*. Paris: Armand Colin.
- Cauhapé, M. (2010). *De la Poudrerie nationale de Toulouse au Cancéropôle. La catastrophe d'AZF dans les dynamiques territoriales d'un espace industriel urbain. (1850-2008)*. Thèse de géographie et d'aménagement, Toulouse.
- Cauhapé, M., Duchêne, F., & Jaillet, M.-C. (2010). Impact d'une catastrophe sur l'avenir d'un site industriel urbain. Le cas de Lyon et de Toulouse. *Les Cahiers de la Sécurité Industrielle* (2010-06).
- Charaudeau, P. (1997). *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*. Paris : Nathan.
- Claisse, S. (2006). Reconnaissance sociale et problèmes historiques. In L. van Ypersele (Eds.), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités* (pp. 103-131). Paris: Presses Universitaires de France.
- Clavandier, G. (2001). Le processus commémoratif post-accidentel, *Socio-anthropologie*, 9, Retrieved from <http://socio-anthropologie.revues.org/index7.html>
- Clavandier, G. (2004a). *La mort collective : pour une sociologie des catastrophes*. Paris: CNRS Editions.
- Clavandier, G. (2004b). Que faire des traces d'une catastrophe. *Les annales de la recherche urbaine*, 95, 35-41

- Clavandier, G. (2007). Recourir au fait divers dans les situations post-catastrophiques : le cas des rumeurs. *Les Cahiers du journalisme*, 17, 90-105.
- Clavandier, G. (2011). Faire face à la catastrophe. Retrieved from <http://www.laviedesidees.fr/Faire-face-a-la-catastrophe.html>
- Clemence, A. & Green, E. (2006). Circulation et transformation de l'information scientifique : du récepteur et de la vasopressine au gène de la fidélité. In V. Haas (Eds.), *Les savoirs du quotidien. Transmission, Appropriations, Représentations* (pp. 37-57) Rennes : Presse Universitaire de Rennes.
- Cléro, J.P. (2008). Halbwachs et l'espace fictionnel de la ville. In M. Halbwachs (Ed.), *Topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*. (pp. 43-72). Paris : Presses Universitaires de France.
- Connerton, P. (1989). *How societies remember*. Cambridge : Cambridge University Press
- Conway, M.A. (1997). The inventory of Experience : Memory and Identity. In J. Pannebaker, D. Paez & B. Rimé (Eds.), *Collective Memory of Political Events* (pp. 21-45). New York : Psychology Press.
- David, J.M. (2004). Constat d'une psychologue clinicienne concernant la situation des sinistrés et des victimes physiques et psychologiques de l'explosion de l'usine AZF en septembre 2003, soit 2 ans après les faits. *Empan*, 54(2), 130-147.
- Dayan, D. (2003). Sociologie des médias : le détour par l'ethnographie. In S. Moscovici & F. Buschini (Eds.), *Les méthodes en sciences sociales* (pp. 445-463). Paris : Presses Universitaires de France.
- Delfosse, C., Nils, F., Lasserre, S., Rimé, B. (2004). Les motifs allégués du partage social et de la rumination mentale des émotions : comparaison des épisodes positifs et négatifs. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 64(4), 35-44.
- De Craecker-Dussac, C. (2012). La rumeur : une source d'informations que l'historien ne peut négliger. A propos d'un recueil récent. *Le Moyen Age*, 1, 169-176.
- Deledalle, A., & Fleury-Bahi, G. (2007). Identification au collègue, aux pairs et estime de soi : quelles relations avec l'image de l'établissement ? *L'Orientation Scolaire et Professionnelle*, 36(2), 203-222.
- Delporte, C., & Veyrat-Masson, I. (2005). Entretien avec Pierre Nora : la fièvre médiatique des commémorations, *Le Temps des médias*, 2 (5), 191-196.
- Delouvé, S., Rateau, P., & Rouquette, M.L. (2013). *Les peurs collectives*. Ramonville : Erès.
- Demazière, D. (2003). Matériaux qualitatifs et perspective longitudinale. La temporalité des parcours professionnels saisis par les entretiens biographiques. In *Les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail : 10es Journées d'études Céreq* (pp. 75-89). Caen : Lasams-IdL.
- Demazière, D. & Glady M. (2008). Introduction, *Langage et société*, 123(1), 5-13.

- Demoures, A. (2010). Étude psychosociale de la rumeur à la lumière de la mémoire collective. Le cas de l'explosion de l'usine AZF. *Les carnets du GRePS*, 3, 11-21.
- de Piccoli, N., Colombo, M., Mosso, C., & Tartaglia, S. (2004). Entre faits et opinions : une analyse psychosociale de la presse quotidienne. In P. Marchand (Eds.), *Psychologie sociale des médias* (pp. 203-232). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Deschamps, G. (2011). L'Esclavage colonial entre Histoire et Mémoires : quelques réflexions autour des lois mémorielles. *Societal and Political Psychology International Review*. 2(1), 147-158.
- Deschamps, J.C. (1990). Attribution et explication. In Deschamps J.-C., Clémence A. (Eds.), *L'attribution. Causalité et explication au quotidien* (pp. 247-264). Lausanne : Delachaux et Niestlé.
- Deschamps, J.C., Paez, D., & Pannebaker, J. (2002). Mémoire collective et Histoire à la fin du second millénaire. In S. Laurens & N. Roussiau (Eds). *La mémoire sociale. Identités et représentations sociales* (pp. 245-258). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Deschamps, J.C., & Clemence, A. (1990). *L'attribution, causalité et explication au quotidien*. Lausanne : Delachaux et Niestlé.
- De Terssac, G & Gaillard, I. (2008). *La catastrophe d'AZF. L'apport des sciences humaines et sociales*. Paris : Lavoisier
- DiFonzo, N., & Bordia, P. (2002). Corporate rumor activity, belief and accuracy. *Public Relations Review*, 28, 1-19.
- DiFonzo, N., & Bordia, P. (2006). Rumeurs, ragots et légendes urbaines. *Diogène*, 213(1), 23-46.
- DiFonzo, N. & Bordia, P. (2007). Rumor influence : Toward a dynamic social impact theory of rumor. In A. R. Pratkanis (Eds.), *The Science of Social Influence: Advances and Future Progress* (pp.271-296). Philadelphia, PA: Psychology Press.
- Domergue, R. (1998). *La rumeur de Nîme. Dix ans après l'inondation de 1988*. Aix-en Provence : Edisud.
- Doise, W. (1982). *L'explication en psychologie sociale*. Paris : Presses Universitaires de France
- Doray, B. (2008). AZF Toulouse : travailler la catastrophe. In G de Terssac & I Gaillard (Eds). *La catastrophe d'AZF. L'apport des sciences humaines et sociales* (pp. 185-200). Paris : Lavoisier.
- Dosse, F. (1998). Entre histoire et mémoire : Une histoire sociale de la mémoire. *Raison présente*, 5-24.
- Dosse, F. (2001). Le moment Ricoeur. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 69, 137-152.
- Drozda-Senkowska, E & Oberlé, D. (2007). Penser en groupe. In J.P. Pétard (Eds.), *Psychologie sociale* (pp.74-116). Paris : Bréal éditions.
- Elias, N. (1997). *Logiques d'exclusion*. Paris : Fayard.

- Elias, N. & Muel-Dreyfus, F. (1995). Remarques sur le commérage. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 60, 23-29.
- Ernst-Vintila, A. (2009). Le rôle de l'implication personnelle dans l'expression de la pensée sociale sur les rumeurs. In M.L. Rouquette (Eds.), *La pensée sociale* (pp. 159-184). Toulouse : Erès.
- Farreny, H., & Moretto, C. (2002). *Toulouse : chronique d'un désastre annoncé*. Toulouse: Cépadués-éditions.
- Favret-Saada, J. (1977). *Les mots, la mort, les sorts : la sorcellerie dans le Bocage*. Paris : Gallimard.
- Fine, G.A. (1985). The Goliath Effect : Corporate Dominance and Mercantile legends. *The Journal of American Folklore*, 98(387), 63-84.
- Fine, G. A. (2006). Rumeur, confiance et société civile. Mémoire collective et culture de Jugement. *Diogène*, 213(1), 3-23.
- Fine, G.A. & Turner, P. (2004). *Whispers on the color line. Rumor and Race in America*. Los Angeles : University of California Press.
- Fine, G.A. & Ellis, B. (2013). *The Global Grapevine. Why Rumors of Terrorism, Immigration and Trade Matter*. Oxford : Oxford University Press
- Farge, A. (1999). Rumeur, espace et société au XVIIIe siècle. In F. Reumaux (Eds.), *Les oies du Capitoul ou les raisons de la rumeur* (pp. 67-74) Paris: CNRS éditions.
- Fassin, D. (1990). Décrire. Entretien et observation. In D. Fassin & Y. Jaffré (Eds.), *Sociétés, développement et santé*, (pp. 87-106). Paris : Les Éditions Ellipses
- Fassin, D. (2006). Une vérité sans réconciliation. Mémoire et histoire du sida dans le post-Apartheid. *Sociétés et représentations*, 2(22), 93-103.
- Favier, R. & Granet-Abisset, A.M. (2005). *Récits et représentations des catastrophes depuis l'Antiquité*. Grenoble : Publications de la MSH-Alpes.
- Festinger, L. (1957). *A theory of cognitive dissonance*. Stanford : Stanford University press
- Festinger, L., Cartwright, D., Barber, K., Fleischl, J., Gottsdanker, J., Keysen, A. & Leavitt, G. (1948). A study of rumor : its origin and spread. *Human Relations*, 1, 464-485.
- Fleury-Bahi, G. (2010). *Psychologie de l'environnement. Des concepts aux applications*. Bruxelles : De Boeck.
- Fleury-Bahi, G., Ndobu, A., Gardaire, E., Jeoffrion, C., & Marcouyeux, A. (2009). Identification au lieu et aux pairs : quels effets sur la réussite scolaire ? *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 1(81), 97-113.
- Flick, U. (1998). *Psychologie of the social*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Flick, U. (1992). Triangulation Revisited : Strategy of Validation or Alternative?. *Journal of the Theory of Social Behavior*, 22(2), 176-197
- Fraïssé. (2010). Chercheur de rumeur, rumeur de chercheur. *Bulletin de psychologie* , 29-37.

- Freud, S. (1915/2005). Deuil et mélancolie. In S. Freud (Ed.), *Œuvres Complètes. Psychanalyse, Livre XIII*. Paris : Presses Universitaires de France
- Freud, S. (1921/2003). Psychologie des masses et analyse du moi. In S. Freud (Ed.), *Œuvres Complètes. Psychanalyse, Livre XVI*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Freud, S. (1927/2006). L'avenir d'une illusion. In S. Freud (Ed.), *Œuvres Complètes. Psychanalyse, Livre XVIII*. Paris : Presses Universitaires de France
- Froissart, P. (2002/2010). *La rumeur*. Paris: Belin.
- Froissart, p. (1999). La rumeur du chien. Une approche communicationnelle. In F. Reumaux (Eds.), *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur* (pp. 105-120). Paris: CNRS éditions.
- Gaspard, J.L. & Sauret, M.J. (2008). Leçons cliniques d'un accident d'un lien social. In G de Terssac & I Gaillard (Eds). *La catastrophe d'AZF. L'apport des sciences humaines et sociales* (pp. 33-44). Paris : Lavoisier.
- Geka, M. & Dargentas, M. (2010). L'apport du logiciel Alceste à l'analyse des représentations sociales : l'exemple de deux études diachroniques, *Les cahiers internationaux de psychologie sociale, 1*(85), 111-135.
- Girard, V. & Langumier, J. (2006). Risques et catastrophe : de l'enquête de terrain à la construction de l'objet, *Genèses, 2*(63), 128-142.
- Gritti, J. (1978). *Elle court, elle court la rumeur*. Paris : Editions Stanké.
- Haas, V. (2002a). Approche psychosociale d'une reconstruction historique. Le cas Vichyssois. *Les Cahiers Internationaux de psychologie sociale, 53*, 32-45.
- Haas, V. (2002b). La face cachée d'une ville. In T. Ferenczi (Eds.), *Devoir de mémoire, droit à l'oubli?* (pp. 59-71). Paris : Editions Complexe
- Haas, V. (2004). Les cartes cognitives : un outil pour étudier la ville sous ses dimensions socio-historiques et affectives. *Bulletin de Psychologie, 474*, 621-633
- Haas, V. (2006). Introduction générale. In V. Haas (Eds.), *Les savoirs du quotidien. Transmissions, appropriations et représentations* (pp. 11-16). Rennes: Presse Universitaire de Rennes.
- Haas, V. (2009). Les enjeux de la transmission : les risques de la mémoire partisane ou de l'instrumentalisation de l'histoire. *Carnets du GRePS, 1*, 1-8.
- Haas, V. & Jodelet, D. (2000). La mémoire, ses aspects sociaux et collectifs. In N. Roussiau (Eds.), *Psychologie sociale*. (pp. 121-134). Paris : Inpress.
- Haas, V & Masson, E. (2006). La relation à l'autre comme condition à l'entretien. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale, 71*, 77-88.
- Haas, V. & Jodelet, D. (2007). Pensée et mémoire sociales. In J.P. Pétard (Eds.), *Psychologie Sociale*. (pp. 111-160). Paris : Bréal.

- Haas, V., & Kalampalikis, N. (2010). Triangulation méthodologique à partir de l'énigme du don de sperme. In E. Masson & E. Michel-Guillou (Eds.), *Les différentes facettes de l'objet en psychologie sociale. Le cabinet de curiosités*. (pp. 59-73). Paris, L'Harmattan.
- Haas V., Garcin-Marrou, I. & al. (2011). Villeurbanne : à la croisée des mémoires. Rapport de fin recherche, Université Lumière Lyon 2, Direction Régionale des Affaires culturelles & Région Rhône-Alpes, GRePS Lyon 2.
- Haas, V. & Levasseur, E. (2013). A symptom of collective forgetfulness : the rumor. *Culture & Psychology*, 19(1), 60-75.
- Halbwachs, M. (1925/1994). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris: Albin Michel.
- Halbwachs, M. (1938). La psychologie collective du raisonnement. *Zeitschrift für Sozialforschung*, 357-374.
- Halbwachs, M. (1941/2008). *Topographie Légendaire des évangiles en terre sainte. Etude sur la mémoire collective*. Paris : Quadrige
- Halbwachs, M. (1950/1997). *La mémoire collective*. Paris: Albin Michel.
- Han, S., Zhuang, F.; Hea, Q.; Shi, Z.; Ao, X. (2014). Energy model for rumor propagation on social networks. *Physica A*, 99-109.
- Heider, F. (1958). *The psychology of interpersonal relations*. New York: Wiley
- Hernandez, J. (2008). Le tourisme macabre à La Nouvelle-Orléans après Katrina : résilience et mémorialisation des espaces affectés. *Norois*, 3(208), 61-73.
- Hewstone, M. (1984/2008). La théorie de l'attribution. In S. Moscovici (Eds.), *Psychologie sociale* (pp. 311-334). Paris : Presses Universitaires de France.
- Hewstone, M. & Jaspar, M., (1990). Relations intergroupes et processus d'attribution. In J.C. Deschamps & A. Clemence (Eds.), *L'attribution. Causalité et explication au quotidien* (pp 199-246). Lausanne : Delachaux et Niestlé.
- Huyssen, A. (2006). *La hantise de l'oubli. Essai sur les résurgences du passé*. Paris : Broché.
- Janet, P. (1928). L'évolution de la mémoire et la notion du temps. Paris : Éditions Chahine.
Retrieved from http://classiques.uqac.ca/classiques/janet_pierre/evolution_memoire_temps/janet_memoire_temps.pdf
- Jacquart, C., & Haas, V. (2006). La rumeur comme modalité de la pensée sociale. In V. Haas (Eds.), *Les savoirs du quotidien. Transmissions, appropriations et représentations* (pp. 51-67). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Jaeger, M.E., Anthony, S., & Rosnow, R.L. (1980). Who hears what whom and with what effect : A study of rumor. *Personality and Social Psychology Behavior*, 6, 473-478.
- Jeudy, H.-P. (1990). *Le désir de catastrophe*. Paris: Aubier.
- Jeudy, H.-P. (1999). Morts dérobés et mise à mort. In F. Reumaux, (Eds.), *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur* (pp. 157-163). Paris: CNRS Editions.

- Jodelet, D. & Milgram, S. (1977). *Cartes mentales et histoires sociales de Paris*, Paris, EHESS/DGRST.
- Jodelet, D. (1982). Les représentations socio-spatiales de la ville. In P.H Dericke (Eds.), *Conception de l'espace* (pp. 145-177). Paris, Nanterre.
- Jodelet, D. (1984/2008). Représentations sociales : phénomènes, concept et théorie. In S. Moscovici (Eds), *Psychologie sociale* (pp. 363-384). Paris : Presses Universitaires de France.
- Jodelet, D. (1989a/2003). *Les représentations sociales*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Jodelet, D. (1989b). *Folies et représentations sociales*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Jodelet, D. (1992). Mémoire de masse : le côté moral et affectif de l'histoire. *Bulletin de psychologie*, (XLV), 239-256.
- Jodelet, D. (1996). Las representaciones sociales del medio ambiente. In L. Iniguez & E. Pol (Eds.), *Cognicion, representacion y apropiacion del espacio. Monografias Psico-socio-ambientales* (pp. 29-44). Barcelone: Publicaciones de la Universitat de Barcelona.
- Jodelet, D. (2002). Perspectives d'étude sur le rapport croyances/représentations sociales. *Psychologie et société*, 5, 157-178.
- Jodelet, D. (2003). Aperçus sur les méthodes qualitatives. In S. Moscovici & F. Buschini (Eds.), *Les méthodes en sciences sociales* (pp. 139-160). Paris : Presses Universitaires de France.
- Jodelet, D. (2005). Formes et figures de l'altérité. In M. Sanchez-Mazas & L. Licata (Eds). *L'autre. Regards psychosociaux*. (pp. 23-47). Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Jodelet, D. (2006). Place de l'expérience vécue dans les processus de formation des représentations sociales. In V. Haas (Eds.), *Les savoirs du quotidien. Transmissions, Appropriations, Représentations* (pp. 235-255). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Jodelet, D. (2011). Dynamiques sociales et formes de la peur. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 12, 239-256.
- Jodelet, D. (2013a). Conflit entre histoire mémorielle et histoire historique. *Psicologia e Saber Social*, 1(2), 151-162.
- Jodelet, D. (2013b). Les inscriptions spatiales des conflits de mémoire. *Psicologia e Saber Social*, 2(1), 5-16.
- Jodelet, D. (2013c). La rencontre des savoirs. *Papers on Social Representations*, 22, 9.1-9.20
- Jovchelovitch, S. (2006). Repenser la diversité de la connaissance : polyphasie cognitive, croyances et représentations. In V. Haas (Eds), *Les savoirs du quotidien. Transmission, Appropriations, Représentations* (pp. 213-225) Rennes : Presse Universitaire de Rennes.
- Jovchelovitch, S. (2008). The Rehabilitation of Common Sense: Social Representations, Science and Cognitive Polyphasia. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 38(4), 431-448.
- Kalampalikis, N. (2001). *Le nom et ses mémoires. Ancrage et représentations sociales face à une menace identitaire : l'affaire Macédonienne*. Thèse de doctorat en psychologie sociale, Paris.

- Kalampalikis, N. (2002). Représentations et mythes contemporains. *Psychologie et Société*, 5, 61-86.
- Kalampalikis, N. (2003). L'apport de la méthode Alceste dans l'analyse des représentations sociales. In J.C. Abric (Eds.), *Méthodes d'étude des représentations sociales* (pp. 147-163). Paris : Editions Erès.
- Kalampalikis, N. (2006). Affronter la complexité : représentations et croyances. In V. Haas (Eds.), *Les savoirs du quotidien. Transmissions, appropriation et représentations* (pp. 225-235). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Kalampalikis, N. (2007). *Les Grecs et le mythe d'Alexandre. Étude psychosociale d'un conflit symbolique à propos de la Macédoine*. Paris, L'Harmattan.
- Kalampalikis, N. (2009). Le processus d'ancrage : l'hypothèse d'une familiarisation à l'envers. *Carnets du GRePS*, 1, 19-25.
- Kalampalikis, N. (2010). Mythes et représentations sociales. In Jodelet, D., & Paredes E. (Eds.), *Pensée mythique et représentations sociales* (pp. 63-84). Paris, L'Harmattan.
- Kalampalikis, N. & Moscovici, S. (2006). Une approche pragmatique de l'analyse Alceste. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 66, 15-24
- Kapferer, J.-N. (1987/2009). *Rumeurs*. Paris: Seuil.
- Knapp, R.H. (1944). A Psychology of Rumor. *The Public Opinion Quarterly*, 8(1), 22-37.
- Krauth-Gruber, S., Bonnot, V., Drozda-Senkowska, E. (2013). Menaces et peurs collectives : Apeurés, restons nous des citoyens éclairés? In S. Delouée, P. Rateau & M.L Rouquette (Eds). *Les peurs collectives*. (pp. 151-168). Ramonville : Erès.
- Kroeger, K. (2003). AIDS rumors, imaginary enemies, and the body politic in Indonesia. *American Ethnologist*, 30(2), 243-257.
- Lallier, C. (2011). L'observation filmante. Une catégorie de l'enquête ethnographique, *L'Homme*, 2(198-199), 105-130.
- Langumier, J. (2006). *Survivre À La Catastrophe : Paroles Et Récits D'un Territoire Inondé*. Contribution à une ethnologie de l'événement à partir de la crue de l'Aude de 1999. Thèse de doctorat en ethnologie et anthropologie sociale, Lyon.
- Langumier, J. (2008). *Survivre à l'inondation. Pour une ethnologie de la catastrophe*. Lyon: ENS Editions.
- Latté, S. (2009). "Vous ne respectez pas les morts d'AZF". Ordonner les émotions en situation commémorative. In S. Lefranc, L. Mathieu (Eds.), *Mobilisations de victimes* (pp.205-220). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Latté, S. (2012). La "force de l'événement" est-elle un artefact? Les mobilisations de victimes au prisme des théories événementielles de l'action collective. *Revue française de science politique*, 62, 409-432.
- Latté, S & Rechtman, R, (2006). Enquête sur les usages sociaux du traumatisme à la suite de l'accident de l'usine AZF à Toulouse. *Potitix*, 73, 159-184.

- Lauga, V. (2008). Conséquences psychotraumatiques d'une catastrophe industrielle. L'exemple de la prise en charge psychologique des salariés de l'usine Grande-Paroisse. In G de Terssac & I Gaillard (Eds.), *La catastrophe d'AZF. L'apport des sciences humaines et sociales* (pp. 45-60). Paris : Lavoisier.
- Laurens, S. (2002). La nostalgie dans l'élaboration des souvenirs. In S. Laurens & N. Roussiau (Eds.), *La mémoire sociale. Identités et représentations sociales* (pp. 259-268). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Laurens, S., & Moscovici, S. (2003). La construction des échelles. In S. Moscovici & F. Buschini (Eds.), *Les méthodes en sciences sociales* (pp. 315-341). Paris : Presses Universitaires de France.
- Laurens, S & Kozakai, T. (2003). Pierre Janet et la mémoire sociale. *Connexions*, 80(2), 59-75.
- Lavabre, M.C. (2001). La mémoire fragmentée. Peut-on agir sur la mémoire? *Cahier français*, 303, 9-13.
- Lebon, G. (1895/1963). *Psychologie des foules*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Lefebvre, G. (1988). *Grande peur de 1789 : foules révolutionnaires*. Paris : Armand Colin.
- Les cahiers du journalisme (2003), hors-série, AZF, *La rumeur de Toulouse*.
- Levasseur, E. (2014). *Les objets du quotidien : une négociation mémorielle. Approche psychosociale de l'articulation des traces mémorielles et matérielles dans la transmission de l'expérience d'une inondation*. Thèse de doctorat en psychologie sociale, Lyon.
- Licata, L. (2000). Identités représentées et représentations identitaires : effets des contextes comparatif et sociopolitique sur la signification psychologique des appartenances géopolitiques. Thèse de Doctorat de Sciences en Psychologie.
- Licata, L. (2007). La théorie de l'identité sociale et la théorie de l'auto-catégorisation : le Soi, le groupe et le changement social. *Revue Electronique de Psychologie Sociale*, 1, 19-33. Retrieved from <http://psychologiesociale.eu/wp-content/uploads/2010/01/Licata-2007.pdf>
- Licata, L., & Klein, O. (2000). Situation de crise, explications profanes et citoyenneté: l'affaire Dutroux. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*. 47-48, 155-174.
- Licata, L., & Klein, O. (2005). Regards croisés sur un passé commun: Anciens colonisés et anciens coloniaux face à l'action belge au Congo. In M. Sanchez-Mazas & L. Licata (Eds.). *L'Autre: Regards Psychosociaux* (pp. 241-278). Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- Licata, L., Klein, O., & Van der Linden, N. (2006). Sens commun et histoire. L'étude des représentations sociales. In L. van Ypersele (Eds.), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités* (pp. 39-64). Paris: Presses Universitaires de France.
- Licata, L. Klein, O., & Gély, R. (2007). Mémoire de conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans le processus de réconciliation intergroupe. *Social Science Information* , 46 (4), 563-589.

- Li, W.; Tang, S.; Pei, S.; Yan, S.; Jiang, S.; Teng, X.; Zheng, Z. (2014). The rumor diffusion process with emerging independent spreaders in complex networks. *Physica A: Statistical Mechanics and its Applications*, 397, 121-128
- Lindón, A. (2005). Récit autobiographique, reconstruction de l'expérience et fabulation : une approximation à l'action sociale, *Sociétés*, 1(87), 55-63.
- Liu, J.H. & Hilton, D.J. (2005). How the Past weighs on the present : Social representation of history and their role in identity politics. *British Journal of Social Psychology*, 44, 537-556
- Lorenzi-Cioldi, F. (2003). Le questionnaire. In S. Moscovici & F. Buschini (Eds.), *Les méthodes des sciences humaines* (pp. 187-220). Paris : Presses Universitaires de France.
- Low, S.M. (2004). The memorialization of September 11: Dominant and local discourses on the rebuilding of the World Trade Center site. *American ethnologist*, 31(3), 326-339.
- Madiot, B., & Dargentas, M. (2010). Pratiquer la triangulation méthodologique avec Alceste et Prospéro : le cas d'une recherche sur la représentation sociale de l'hygiène. In Masson, E. & Michel-Guillou, E. (Eds.), *Les différentes facettes de l'objet en psychologie sociale. Le cabinet des curiosités* (pp. 77-116). Paris : L'Harmattan.
- Martinais, E. (2010). Risque géotechnique et activité symbolique : les habitants des collines lyonnaises en quête de sens. In T. Coanus, J. Comby, F. Duchêne & E. Martinais (Eds.), *Risques et territoires. Interroger et comprendre la dimension locale de quelques risques contemporains* (pp. 219-230). Paris, Lavoisier.
- Martinais, E. (2005). La catastrophe comme construction du champ médiatique. L'éboulement de Fourvière (1930) à travers la presse écrite. In R. Favier & A.M. Granet-Abisset (Eds.), *Récits et représentations des catastrophes depuis l'Antiquité* (pp. 93-114) Publications de la MSH-Alpes
- Masson, E. & Haas, V. (2010). Dire et taire : l'intersubjectivité dans l'entretien de recherche, *Bulletin de Psychologie*, 63(1), 5-13.
- Middleton, D., & Edwards, D. (1990). *Collective Remembering*. London : Sage
- Ministère de la santé et des solidarités (2006). *Conséquences sanitaire de l'explosion survenue à l'usine AZF, le 21 septembre 2001. Rapport final sur les conséquences sanitaires dans la population toulousaine*. Retrieved from http://www.invs.sante.fr/publications/2006/azf_consequences_final/rapport.pdf
- Mennessier, M. (2008). *AZF, un silence d'Etat*. Paris : Seuil
- Morin, E. (1969). *La rumeur d'Orléans*. Paris: Seuil.
- Morin, E. (1972). Le retour de l'événement. *Communication*, 18, 6-20.
- Morin, E. (1984). *Sociologie*. Paris : Editions Fayard
- Moscovici, S. (1961/2004). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris : Presse Universitaire de France
- Moscovici, S. (1984/2008). *Psychologie Sociale*. Paris : Presses Universitaires de France

- Moscovici, S. (1992). La nouvelle pensée magique. *Bulletin de psychologie*, XLV (405), 301-324.
- Moscovici, S. (1993a). Modernité, Sociétés vécues et sociétés conçues. In F. Dudet, & M. Wierviorka (Eds.), *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine* (pp. 57-72). Paris: Fayard.
- Moscovici, S. (1993b) Préface. In L. Festinger, H.W. Riecken & S. Schachter (Eds.), *L'échec d'une prophétie : psychologie sociale d'un groupe de fidèles qui prédisait la fin du monde*, (pp. VII-XI). Paris, Presses universitaires de France.
- Moscovici, S. (1987). The conspiracy mentality. In E. Graumann & S. Moscovici (Eds.), *Changing conception of conspiracy* (pp. 151-169). New-York : Springer-Verlag.
- Moscovici, S. (2002). Pensée stigmatisée et pensée symbolique : deux formes élémentaires de la pensée sociale. In C. Garnier (Eds.), *Les formes de la pensée sociale* (pp. 21-53). Paris : Presses Universitaires de France
- Moscovici, S. (2006). *Réflexions sur la popularité des conspirations mentalistes*. Paper presented at the 8^e Conférence Internationale sur les Représentations Sociales, Rome. Retrieved from <http://www.serge-moscovici.fr/conspiration.html>
- Moscovici, S. (2013). *Le scandale de la pensée sociale*. Paris : EHESS.
- Moscovici, S., & Hewstone, M. (1984/2008). De la science au sens commun. In S. Moscovici (Eds.), *Psychologie sociale* (pp. 539-566). Paris: Presse Universitaire de France.
- Mucchielli, R. (1979). *Le questionnaire dans l'enquête psycho-sociale*. Thiron : ESF Editeurs.
- Namer, G. (1983). *La commémoration en France. 1944-1982*. Paris : Papyrus.
- Namer, G. (1987). *Mémoire et société*. Paris: Klincksieck.
- Nora, P. (1974). Le retour de l'événement. In Le Goff, J. & P. Nora (Eds.), *Faire de l'histoire, vol. I : Nouveaux problèmes* (pp. 210-229). Paris, Gallimard.
- Nora, P. (1984/1997) *Les lieux de mémoire. La république. Tome I*. Paris : Gallimard.
- Nora, P. (1992). L'ère de la commémoration. In P. Nora (Eds.), *Les lieux de mémoire. Tome III. Les France* (pp. 977-1012). Paris: Gallimard.
- Nora, P. (2002). Pour une histoire au second degré. *Débat*, 122(5), 24-31.
- Olivier de Sardan, J-P. (1995). La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie. *Les terrains de l'enquête*, 1, 71-119.
- Olivier de Sardan, J.P. (2000). Le "je" méthodique. Implication et explication dans l'enquête de terrain. *Revue française de sociologie*, 41(3), 417-445.
- Olivier de Sardan, J.P. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes critiques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve : Bruylant-Academia.
- Orfali, B. (2005). *La société face aux événements extraordinaires. Entre fascination et crainte*. Paris : Editions Zagros.
- Passeron, J.C. (1995). L'espace mental de l'enquête (I), *Enquête*, Retrieved from <http://enquete.revues.org/259>

- Paez, D. (2008). Le dégoût de la mémoire et les représentations sociales : des souvenirs à partager avec Denise. In B. Madiot, E. Lage & A. Arruda (Eds.), *Une approche engagée en psychologie sociale : L'oeuvre de Denise Jodelet* (pp. 179-186). Ramonville Saint-Agne: Erès.
- Pàez, D., Marques, J., Valencia, J., Vinzce, O. (2006). Dealing with collective shame and guilt. *Psicologia Politica*, 32, 59-78.
- Paichelier, G., & Quemin, A. (94). Une intolérance diffuse : rumeurs sur les origines du sida. *Sciences Sociales et Santé*, 12 (4), 41-72.
- Paillard, B. (2008). Sociologie du présent. *Communications*, 82, 11-48.
- Pechikoff, S., Doray, B., Douville, O. & Gutton, P. (2003). *Toulouse/AZF. Essai sur le traumatisme et la tiercéité*. Paris : La Dispute.
- Pennebaker, J.W. & Banasik, B. (1997). On the creation and maintenance of collective memories: history as social psychology. In J.W. Pennebaker, D. Paez & B. Rimé (Eds.), *Collective Memory of Political Events*. (pp. 3-19). New York : Psychology Press.
- Peterson, W.A & Gist, N.P. (1951). Rumor and public opinion. *American Journal of Sociology*, 57, 159-167.
- Ploux, F. (1999a). Imaginaire politique et représentations sociales : les rumeurs dans les campagnes françaises sous le Second Empire, *Ruralia*, 5, 33-54
- Ploux, F. (1999b). Politique, rumeurs et solidarités territoriales dans les résistances au recensement de 1841, *Cahiers d'histoire*, 44(2), 237-266.
- Ploux, F. (2000). "Bruits alarmants" et "fausses nouvelles dans la France du XIXe siècle (1814-1870). *Hypothèses*, 1(4), 303-314.
- Pontalis, J.B. (1978). Se fier à...sans croire en... *Nouvelle revue de Psychanalyse*, 18, 5-15
- Poupart, J. (2012). L'entretien de type qualitatif : Réflexions de Jean Poupart sur cette méthode. À partir des propos recueillis et rassemblés par Nadège Broustau et Florence Le Cam, *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*. Retrieved from <http://surlejournalisme.com/rev>
- Prasad, J. (1935). The psychology of rumor : a study relating to the great indian earthquake of 1934. *British Journal of Psychology*, 26(1), 1-15.
- Prasad, J. (1950). A comparative study of rumors and reports in earthquakes. *British Journal of Psychology*, 41, 129-144.
- Provencher, C. (2011). Towards a better understanding of cognitive polyphasia. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 41(4), 377-395.
- Rateau, P. (2001). Pensée sociale, mémoire collective et saillance d'un événement : l'affaire Carpentras. *Psychologie et Société*, 4, 105-133.
- Rateau, P., & Rouquette, M.-L. (2002). Hier est aujourd'hui. Deux exemples d'actualisations des souvenirs. In S. Laurens, & N. Roussiau (Eds.), *La mémoire sociale. Identités et Représentations Sociales* (pp. 97-106). Rennes: Presses Universitaire de Rennes.

- Rateau, P. (2009). Mémoire, oubli et identité sociale. In M.L. Rouquette (Eds.), *La pensée sociale*, (pp 11-32). Ramonville : Eres
- Rateau, P., Ernst-Vintila, A. et Delouvé, S. (2012). Michel-Louis Rouquette et le modèle de l'architecture de la pensée sociale. *Psicologia e Saber Social*, 1(1), 53-65.
- Raynaud, P. (1994). La commémoration : Illusion ou artifice. *Le Débat*, 1(78), 99-110
- Reinert, M. (1997). Les "mondes lexicaux" des six numéros de la revue "le surréalisme au service de la révolution". *Cahiers du centre de recherche sur le surréalisme (Mélusine)*, XVI, 270-302.
- Renard, J.B. (1998). Préface. In R. Domergue (Eds.), *La rumeur de Nîmes*, (pp. 9-17). Aix-en-Provence : Edisud.
- Renard, J.B. (1999/2006). *Rumeurs et légendes urbaines*. Paris : Presses Universitaires de France
- Renard, J.-B. (2009). L'étude des rumeurs. In M.-L. Rouquette (Eds.), *La pensée sociale. Perspectives fondamentales et recherches appliquées* (pp. 137-157). Toulouse: Eres.
- Renard, J.-B. (2010). La construction de l'image des hommes politiques par le folklore narratif. Anecdotes, rumeurs, légendes, histoires drôles. *Les langages du politique*, 92, 11-22.
- Reumaux, F. (1990). Traits invariants de la rumeur. *Communication*, 52(1), 141-159.
- Reumaux, F. (1994). *Toute la ville en parle. Esquisse d'une théorie des rumeurs*. Paris: L'Harmattan.
- Reumaux, F. (1999). Introduction. In F. Reumaux (Eds.), *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur* (pp. 13-37). Paris: CNRS Editions.
- Reumaux, F. (1998). *La rumeur. Message et transmission*. Paris: Armand Colin.
- Revault d'Allonnes, M. (1999). Rumeur et espace commun. In F. Reumaux (Eds.), *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur* (pp. 49-55). Paris : Broché
- Revet, S. (2007). *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*. Paris: Presses Sorbone Nouvelle.
- Rey, A. (2005). *Dictionnaire Culturel en langue française*. Paris : Dictionnaires le Robert
- Ricoeur, P. (1983). *Temps et récit. L'intrigue et le récit historique*. Paris : Editions du Seuil.
- Ricoeur, P. (2002). Mémoire : approches historiennes, approche philosophique. *Débat*, 22, 41-61
- Ricoeur, P. (2003). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Seuil
- Rimé, B. (2005). *Le partage social des émotions*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Rimé, B., & Christophe, V. (1997). How Individual Emotional Episodes Feed Collective Memory. In J.W. Pennebaker, D. Paez & B. Rimé (Eds.), *Collective Memory of Political Events* (pp. 131-146). New York : Psychology Press

- Rissoan, O. (2004). Une méthode de traitement sociologique de données filmées, *Bulletin de méthodologie sociologique*, Retrieved from <http://bms.revues.org/1079>
- Rosnow, R.L. & Fine, G.A. (1976). *Rumor and gossip. The Social Psychology of Hearsay*. New York : Elsevier
- Rosnow, R. (1980). Psychology of rumor reconsidered. *Psychological Bulletin*, 87(3), 578-591.
- Rosnow, R.L., Yost, J.H., & Esposito, J.L. (1986). Belief in rumor and likelihood of rumor transmission. *Language and Communication*, 6, 189-194.
- Rosnow, R.L. (1988). Rumor as communication : A contextualist approach. *Journal of Communication*, 38, 12-28.
- Rosnow, R.L., Esposito, J.L., & Gibney, L. (1988). Factors influencing rumor spreading : Replication and extension. *Language and Communication*, 8, 29-42.
- Rosnow, R. (1991). Inside rumor: A personal journey. *American Psychologist*, 46(5), 484-496.
- Rosoux, V. (2006). De l'ambivalence de la mémoire au lendemain d'un conflit. In L. van Ypersele (Eds.), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités* (pp. 203-222). Paris: Presses Universitaires de France.
- Rouquette, M.-L. (1975). *Les rumeurs*. Paris: Presse Universitaire de France.
- Rouquette, M.L. (1984/2008). Communications de masses. In S. Moscovici (Eds.), *Psychologie Sociale*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Rouquette, M.-L. (1990). Le syndrome de rumeur. *Communications*, 52, 119-124
- Rouquette, M.-L. (1992). *La rumeur et le meurtre. L'affaire Fuldaès*. Paris: Presse Universitaire de France.
- Rouquette, M.L. (1994). Le rôle de l'implication personnelle dans le syndrome de Rumeur. In *Actes du Colloque Sociologies IV : (Montpellier, 10-12 Mai, 1990) : La métamorphose contemporaine des systèmes symboliques Tome II. Le réenchantement du monde* (pp. 243-253). Paris : l'Harmattan.
- Rouquette, M. (1997). *La chasse à l'immigré : violence, mémoire et représentations*. Wavre: Mardaga.
- Rouquette, M.-L. (1999). Rumeurs et vérité. In F. Reumaux (Eds.), *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur* (pp. 163-165). Paris : CNRS Editions.
- Rouquette, M.-L. (2000). Rumeurs et phénomènes de masse. In N. Roussiau (Eds.), *Psychologie sociale*, (pp. 329-339). Paris : In Press Editions.
- Rouquette, M.L. (2003). La matière historique. In S. Moscovici & F. Buschini (Eds). *Les méthodes en sciences sociales* (pp. 427-444) Paris : Presses Universitaires de France.
- Rouquette, M.L. (2004). *Propagande et citoyenneté*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Rouquette, M.-L. (2006). Théorie des rumeurs et théorie des problèmes. *Diogenes*, 225, 46-53.
- Rouquette, M.L. (2007). Une taxonomie des peurs collectives. *Psicologia*, 21(2), 17-29.

- Rouquette M.-L. (2009). *La pensée sociale*. Ramonville : Érès.
- Rouquette, M.-L. (2009). Qu'est-ce que la pensée sociale ? In M.L. Rouquette (Eds.), *La pensée sociale* (pp. 5-10). Ramonville : Érès.
- Rouquette, M.-L., & Boyer, H. (2010). Citoyens penseurs et politiques pensées. Les récits de rumeurs. *Les langages du politique*, 92, 5-10.
- Roussiau, N., & Bonardi, C. (2002). Quelle place occupe la mémoire sociale dans le champs des représentations sociales. In S. Laurens, & N. Roussiau (Eds.), *La mémoire sociale. Identités et Représentations sociales* (pp. 33-49). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Roux, P. (2013). *Images et savoirs dans l'expérience du cancer du sein. Un regard psychosocial sur les photographies et les schémas dans la relation chirurgien-patiente*. Thèse de doctorat en psychologie sociale, Lyon.
- Salazar Orvig, A. (2003). Eléments de sémiologie discursive. In S. Moscovici & F. Buschini (Eds.), *Les méthodes en sciences sociales* (pp. 271-296). Paris : Presses Universitaires de France.
- Sanchez-Mazas, M., & Licata, L. (2008). Qui a peur de l'Autre? Emotion, pensée et mise en altérité dans oeuvre de Denise Jodelet. In B. Madiot, E. Lage & A. Arruda (Eds). *Une approche engagée en psychologie sociale : L'oeuvre de Denise Jodelet*. (pp. 87-98). Ramonville : Érès
- Schachter, S. & Burdick, H. (1955). A Field Experiment on Rumor Transmission and Distortion. *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 50, 363-371.
- Shibutani, T. (1966). *Improvised News : A sociology Study of Rumor*. Indianapolis : Bobbs-Merrill.
- Simon, L. (2011). *Rumeurs, faux souvenirs et croyances religieuses. Une approche cognitive et sociale des liens possibles*. Thèse de doctorat en psychologie sociale, Nantes.
- Sturken, M. (2004). The aesthetics of absence: Rebuilding Ground Zero. *American ethnologist*, 31(3), 312-325.
- Surau, M. (2003). Le net ou la clôture de l'espace. Débats sur l'accident industriel de Toulouse (septembre 2001). *Réseaux*, 2(118), 211-236.
- Surau, M. (2007). *La catastrophe d'AZF. De la concertation à la contestation*. Paris: La documentation Française.
- Tafari, E.; Marfaing, B.; Guimelli, C. (2006). Le rôle de l'implication et des émotions dans le traitement et la diffusion d'un message : une approche expérimentale des rumeurs. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 2(70), 3-19.
- Tajfel, H. (1979). Individuals and groups in social psychology. *British Journal of Social Psychology*, 18, 183-190.
- Tajfel, H. (1981). *Human groups and social categories*. Cambridge: Cambridge University Press

- Tajfel, H. & Turner, J.C. (1986). The social identity theory of intergroup behavior. In S. Worchel and W. Austin (Eds.), *Psychology of intergroup relations* (pp. 7-24). Chicago: Nelson-Hall.
- Taguieff, P.A. (2006). *L'imaginaire du complot mondial. Aspect d'un mythe moderne*. Paris : Mille et une nuits.
- Taieb, E. (2001). Persistance d'une rumeur. Sociologie des rumeurs électroniques. *Réseaux*, 106, 231-271.
- Taeib, E. (2006). La rumeur des journalistes. *Diogène*, 213, 133-152
- Tavani, J.L. (2012). *Mémoire sociale et pensée sociale. Etudes empiriques de leurs influences croisées*. Thèse de doctorat en Psychologie Sociale. Université Paris-Descartes, Paris.
- Todorov, T. (195). *Les abus de la mémoire*. Paris : Broché
- Truc, G. (2011a). Memory of place and place of memory : for a Halbwachsian socio-ethnography of collective memory, *International Social Science Journal*, 62, 147–159.
- Truc, G. (2011b). Ground Zero entre chantier et charnier Sur les rapports entre pulvérisation de corps humains, mémoire et lieux. *Raisons politiques*, 1(41), 33-49.
- Van Ypersele, L. (2006). Les mémoires collectives. In L. van Ypersele (Eds.), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités* (pp. 191-202). Paris: Presses Universitaires de France.
- Van Ypersele, L., & Raxhon, P. (2006). Introduction. De l'histoire des mentalités à l'histoire culturelle. In L. van Ypersele (Eds.), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités* (pp. 11-30). Paris: Presses Universitaires de France.
- Veschambre, V. (2008). *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Veschambre, V. (2005). Le recyclage urbain, entre démolition et patrimonialisation : enjeux d'appropriation symbolique de l'espace, *Norois*, 195, 79-92.
- Veschambre, V. (2004). Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion. *ESO : travaux et documents de l'UMR 6590*, 21, 73-77.
- Viaud, J. (2002). Contribution à l'actualisation de la notion de mémoire collective. In S. Laurens, & N. Roussiau, (Eds.), *La mémoire sociale. Identités et Représentations Sociales* (pp. 21-32). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Viaud, J. (2003). Mémoire collective, représentations sociales et pratiques sociales. *Connexions*, 2(80), 13-30.
- Vintila, A. (2012). L'implication personnelle, variable explicative majeure de la pensée sociale. Quelques rappels du modèle tridimensionnel proposé par M.L. Rouquette. *Social Psychology (Psihologia socială)*, 30, 121-128.
- Wagger-Egger, P., & Joris, V. (2004). L'obscur clarté de la lune : croyances et représentations. *Les cahiers internationaux de psychologie sociales*, 63, 3-28.

Wagner-Egger, P., & Bangerter, A. (2007). La vérité est ailleurs : corrélats de l'adhésion aux théories du complot. *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 4 (20), 31-61.

Wagner, W., Duveen, G., Verma, J., & Themel, M. (2006). J'y crois sans y croire. Polyphasie cognitive et transformations culturelles. In V. Haas (Eds). *Les savoirs du quotidien. Transmissions, appropriation et représentations* (pp. 157-173). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.